



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6015

Projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE
- portant modification de :
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

Date de dépôt : 18-03-2009

Date de l'avis du Conseil d'État : 06-10-2009

Auteur(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
13-11-2009	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
18-03-2009	Déposé	6015/00	<u>7</u>
14-05-2009	Avis de la Banque Centrale Européenne (14.5.2009)	6015/01	<u>106</u>
02-10-2009	Avis de la Banque Centrale du Luxembourg (11.9.2009)	6015/02	<u>111</u>
05-10-2009	Avis de la Chambre de Commerce (5.10.2009)	6015/06	<u>128</u>
06-10-2009	Avis du Conseil d'Etat (6.10.2009)	6015/03	<u>141</u>
12-10-2009	Amendements adoptés par la/les commission(s) : Commission des Finances et du Budget	6015/04	<u>154</u>
20-10-2009	Avis complémentaire du Conseil d'Etat (20.10.2009)	6015/05	<u>159</u>
23-10-2009	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) : Monsieur Lucien Thiel	6015/07	<u>162</u>
27-10-2009	Corrigendum (27.10.2009) Rapport de la Commission des Finances et du Budget (23.10.2009) Ce document annule et remplace le document 6015/07	6015/07A	<u>251</u>
10-11-2009	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (10-11-2009) Evacué par dispense du second vote (10-11-2009)	6015/08	<u>340</u>
11-11-2009	Publié au Mémorial A n°215 en page 3698	6015	<u>343</u>

Résumé

N° 6015
Chambre des Députés
Session ordinaire 2009-2010

Projet de loi

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- portant modification de:**
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

Le projet de loi a pour objet la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE (ci-après « la Directive »)

Le premier objectif de la Directive consiste ainsi à établir un cadre juridique moderne et cohérent pour les services de paiement et d'y intégrer, dans la mesure du possible, l'initiative du secteur financier en faveur d'un espace unique de paiement en euros (Single European Payment Area, ci-après « SEPA ») lequel est également appuyé par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Il faut que ce cadre juridique soit neutre pour garantir des conditions de concurrence équitables pour tous les prestataires de services de paiement.

En améliorant la compétitivité de l'Union européenne par une intégration des marchés nationaux des paiements, la Directive procure également un cadre à l'industrie des paiements européens pour qu'elle construise les infrastructures nécessaires au marché unique des paiements.

Le champ d'application de la directive est limité aux paiements dits électroniques, à l'exclusion des opérations de paiement effectuées en billets et pièces. Font partie des prestataires de services de paiement les établissements de crédit, les établissements de monnaie électronique, les établissements de paiement, les offices de chèques postaux, les banques centrales, les Etats membres, leurs autorités régionales et locales. Conformément aux dispositions de la directive, le projet de loi introduit dans notre législation un nouveau statut d'institution financière, à savoir les établissements de paiement. Il définit les conditions d'agrément et d'exercice, fixe les exigences d'information et définit les droits et obligations des utilisateurs et prestataires de services de paiement.

Un des objectifs du projet de loi est de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions légales portant transposition des actes communautaires relatifs aux paiements électroniques. C'est ainsi que le dispositif reprend les dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui porte transposition de la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 et qui concerne l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice, ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements. Il en est de même pour les dispositions de la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement des systèmes de paiement et du règlement des opérations sur titres. Le transfert dans le présent projet de loi de ces dernières dispositions (directive 98/26/CE) a rendu nécessaire certains ajustements, dont le principal consiste à confier à la Banque centrale du Luxembourg la surveillance (« oversight ») de l'ensemble des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres relevant du champ d'application de la directive 98/26/CE. Il en résulte que le régime d'agrément et de surveillance qui a été introduit dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier à l'occasion de la transposition de la directive 98/26/CE, est abrogé.

Par ailleurs, le projet de loi modifie un certain nombre de dispositions de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers aux fins de résoudre les problèmes rencontrés par la Commission de surveillance du secteur financier dans l'application pratique des dispositions nationales portant transposition de la directive 2004/39/CE. En effet, certains Etats membres ont renoncé à assujettir les activités d'administration centrale d'OPC ou de banque dépositaire aux exigences de la directive. Le présent projet de loi propose ainsi de réviser la législation nationale également dans ce sens afin de préserver la compétitivité du secteur bancaire luxembourgeois. Un changement similaire est introduit pour les entreprises d'investissement cumulant le statut d'entreprise d'investissement avec un ou plusieurs statuts de professionnels du secteur financier autres que les entreprises d'investissement.

En outre, le projet de loi envisage d'éliminer tout obstacle légal à l'échange d'informations entre autorités publiques concernées en situation de crise et à la mise en œuvre de l'accord de coopération tripartite relatif à la gestion de crises financières signé en 2008 par les Ministères des Finances, les banques centrales et les autorités de surveillance des Etats membres.

En dernier lieu, le projet de loi renforce le mandat européen du Commissariat aux assurances et de la Commission de surveillance du secteur financier.

6015/00

N° 6015**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- **portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- **portant modification de:**
 - **la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - **la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - **la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
 - **la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - **la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - **la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - **la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- **portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

* * *

(Dépôt: le 18.3.2009)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (13.3.2009)	2
2) Texte du projet de loi	3
3) Exposé des motifs	67
4) Commentaire des articles	69
5) Tableau de correspondance entre la directive 2007/64/CE et le projet de loi	90

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre du Trésor et du Budget est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE;
- portant modification de:
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance;
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux;
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg;
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique.

Palais de Luxembourg, le 13 mars 2009

Le Ministre du Trésor et du Budget,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

TITRE I

Définitions et champ d'application

Art. 1er. – Définitions

Sauf dispositions contraires, on entend aux fins de la présente loi par:

- 1) „agent“: une personne physique ou morale qui agit pour le compte d'un établissement de paiement pour la fourniture des services de paiement;
- 2) „authentification“: la procédure permettant au prestataire de services de paiement de vérifier l'utilisation d'un instrument de paiement donné, y compris ses dispositifs de sécurité personnalisés;
- 3) „bénéficiaire“: une personne physique ou morale qui est le destinataire prévu de fonds ayant fait l'objet d'une opération de paiement;
- 4) „Commission“: la Commission de surveillance du secteur financier;
- 5) „compte de paiement“: un compte qui est détenu au nom d'un ou de plusieurs utilisateurs de services de paiement et qui est utilisé aux fins de l'exécution d'opérations de paiement;
- 6) „consommateur“: une personne physique qui, dans le cadre des contrats de services de paiement régis par la présente loi, agit dans un but autre que son activité commerciale ou professionnelle;
- 7) „contrat-cadre“: un contrat de services de paiement qui régit l'exécution future d'opérations de paiement particulières et successives et peut énoncer les obligations et les conditions liées à l'ouverture d'un compte de paiement;
- 8) „date de valeur“: la date de référence utilisée par un prestataire de services de paiement pour calculer les intérêts applicables aux fonds débités d'un compte de paiement ou crédités sur un compte de paiement;
- 9) „directive 95/46/CE“: la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données;
- 10) „directive 98/26/CE“: la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres;
- 11) „directive 2000/46/CE“: la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements;
- 12) „directive 2005/60/CE“: la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;
- 13) „directive 2006/48/CE“: la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte);
- 14) „directive 2007/64/CE“: la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE;
- 15) „domiciliation de créances“: un service de paiement visant à débiter le compte de paiement d'un payeur, lorsqu'une opération de paiement est initiée par le bénéficiaire sur la base du consentement donné par le payeur au bénéficiaire, au prestataire de services de paiement du bénéficiaire ou au propre prestataire de services de paiement du payeur;
- 16) „entreprise mère“: une entreprise détentrice des droits suivants:
 - i) elle a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise, ou
 - ii) elle a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou

- iii) elle a le droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise dont elle est actionnaire ou associé, en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, lorsque le droit dont relève cette entreprise permet qu'elle soit soumise à de tels contrats ou clauses statutaires, ou
 - iv) elle est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci, ou
 - v) elle peut exercer ou exerce effectivement une influence dominante sur une autre entreprise, ou
 - vi) elle est placée avec une autre entreprise sous une direction unique;
- 17) „établissement de monnaie électronique“: une personne morale, autre qu'un établissement de crédit au sens de l'article 4, point I) a) de la directive 2006/48/CE, dont l'activité principale consiste à émettre des moyens de paiement sous la forme de monnaie électronique;
 - 18) „établissement de paiement“: une personne morale qui, conformément à l'article 10 de la directive 2007/64/CE, a obtenu un agrément l'autorisant à fournir et à exécuter des services de paiement dans toute l'Union européenne. Est visée au Luxembourg toute personne morale qui a obtenu l'agrément de fournir et d'exécuter des services de paiement en application de l'article 7 de la présente loi. Y sont assimilées au Luxembourg les personnes qui ont obtenu l'agrément de fournir et d'exécuter des services de paiement en application de l'article 22 de la présente loi;
 - 19) „Etat membre“: un Etat membre de l'Union européenne. Sont assimilés aux Etats membres de l'Union européenne les Etats parties à l'Accord sur l'Espace économique européen autres que les Etats membres de l'Union européenne, dans les limites définies par cet accord et les actes y afférents;
 - 20) „Etat membre d'accueil“: l'Etat membre, autre que l'Etat membre d'origine, dans lequel un prestataire de services de paiement a un agent ou détient une succursale ou fournit des services de paiement;
 - 21) „Etat membre d'origine“: l'un des Etats membres suivants:
 - i) l'Etat membre dans lequel le siège statutaire du prestataire de services de paiement est situé, ou
 - ii) si, conformément à son droit national, le prestataire de services de paiement n'a pas de siège statutaire, l'Etat membre dans lequel son administration centrale est située;
 - 22) „filiale“: une entreprise à l'égard de laquelle sont détenus les droits énoncés à l'article 1er, point 16). Les filiales d'une filiale sont également considérées comme filiales de l'entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises;
 - 23) „fonds“: les billets de banque et les pièces, la monnaie scripturale et la monnaie électronique au sens de l'article 1er, point 29) ii);
 - 24) „groupe“: un groupe d'entreprises composé d'une entreprise mère, de ses filiales et des entités dans lesquelles l'entreprise mère ou ses filiales détiennent une participation, ainsi que des entreprises liées entre elles par le fait d'être placées sous une direction unique en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires ou par le fait d'avoir des organes d'administration, de direction ou de surveillance composés en majorité des mêmes personnes;
 - 25) „identifiant unique“: la combinaison de lettres, de chiffres ou de symboles indiquée à l'utilisateur de services de paiement par le prestataire de services de paiement, que l'utilisateur de services de paiement doit fournir pour permettre l'identification certaine de l'autre utilisateur de services de paiement et/ou de son compte de paiement pour l'opération de paiement;
 - 26) „instrument de paiement“: tout dispositif personnalisé ou ensemble de procédures convenu entre l'utilisateur de services de paiement et le prestataire de services de paiement et auquel l'utilisateur de services de paiement a recours pour initier un ordre de paiement;
 - 27) „jour ouvrable“: un jour au cours duquel le prestataire de services de paiement du payeur ou le prestataire de services de paiement du bénéficiaire impliqués dans l'exécution d'une opération de paiement exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement;
 - 28) „liens étroits“: une situation dans laquelle au moins deux personnes physiques ou morales sont liées par:

- i) une participation, à savoir le fait de détenir, directement ou par voie de contrôle, au moins 20% du capital ou des droits de vote d'une entreprise, ou
- ii) un contrôle, à savoir la relation entre une entreprise mère et une filiale dans les cas visés à l'article 1er, point 16), la relation entre entreprises liées par le fait d'être placées sous une direction unique ou une relation similaire entre toute personne physique ou morale et une entreprise. Toute filiale d'une filiale est également considérée comme une filiale de l'entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises.

Est également considérée comme constituant un lien étroit entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales, une situation dans laquelle ces personnes sont liées de façon durable à une même personne par une relation de contrôle;

- 29) „monnaie électronique“: une valeur monétaire représentant une créance sur l'émetteur, qui est
 - i) stockée sur un support électronique et
 - ii) émise contre la remise de fonds d'un montant dont la valeur n'est pas inférieure à la valeur monétaire émise et
 - iii) acceptée comme moyen de paiement par des entreprises autres que l'émetteur;
- 30) „moyen de communication à distance“: tout moyen qui peut être utilisé pour conclure un contrat de services de paiement sans la présence physique simultanée du prestataire de services de paiement et de l'utilisateur de services de paiement;
- 31) „opération de paiement“: une action, initiée par le payeur ou le bénéficiaire, consistant à verser, transférer ou retirer des fonds, indépendamment de toute obligation sous-jacente entre le payeur et le bénéficiaire;
- 32) „ordre de paiement“: toute instruction d'un payeur ou d'un bénéficiaire à son prestataire de services de paiement demandant l'exécution d'une opération de paiement;
- 33) „participation“: le fait de détenir des droits dans le capital d'une entreprise, matérialisés ou non par des titres, qui, en créant un lien durable avec celle-ci, sont destinés à contribuer à l'activité de la société ou le fait de détenir, directement ou indirectement, au moins 20% des droits de vote ou du capital d'une entreprise;
- 34) „participation qualifiée“: le fait de détenir dans une entreprise, directement ou indirectement, au moins 10% du capital ou des droits de vote, conformément aux articles 8 et 9 de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières et aux conditions régissant l'agrégation des droits de vote énoncées à l'article 11, paragraphes (4) et (5) de cette même loi, ou toute autre possibilité d'exercer une influence notable sur la gestion de cette entreprise;
- 35) „payeur“: une personne physique ou morale qui est titulaire d'un compte de paiement et autorise un ordre de paiement à partir de ce compte de paiement, ou, en l'absence de compte de paiement, une personne physique ou morale qui donne un ordre de paiement;
- 36) „pays tiers“: un Etat autre qu'un Etat membre;
- 37) „prestataire de services de paiement“: l'une des entités ou personnes suivantes:
 - i) les établissements de crédit au sens de l'article 4, point I) a) de la directive 2006/48/CE;
 - ii) les établissements de monnaie électronique au sens de l'article 1er, paragraphe 3, point a) de la directive 2000/46/CE;
 - iii) les offices de chèques postaux qui sont habilités en droit national à fournir des services de paiement; est visée au Luxembourg l'Entreprise des Postes et Télécommunications;
 - iv) les établissements de paiement au sens de la directive 2007/64/CE;
 - v) la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales lorsqu'elles n'agissent pas en qualité d'autorités monétaires ou autres autorités publiques;
 - vi) les Etats membres ou leurs autorités régionales ou locales lorsqu'ils n'agissent pas en qualité d'autorités publiques;
 - vii) les personnes physiques et morales bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 48;
- 38) „services de paiement“: toute activité exercée à titre professionnel énumérée dans l'annexe;

- 39) „succursale“: un siège d'exploitation autre que l'administration centrale qui constitue une partie d'un établissement de paiement, qui n'a pas de personnalité juridique, et qui effectue directement, en tout ou en partie, les opérations inhérentes à l'activité d'établissement de paiement; tous les sièges d'exploitation créés dans le même Etat membre par un établissement de paiement ayant son administration centrale dans un autre Etat membre sont considérés comme une seule succursale;
- 40) „support durable“: tout instrument permettant à l'utilisateur de services de paiement de stocker les informations qui lui sont personnellement adressées d'une manière telle que ces informations puissent être consultées ultérieurement pendant une période adaptée à leur finalité et reproduites à l'identique;
- 41) „système de paiement“: un système permettant de transférer des fonds régi par des procédures formelles standardisées et des règles communes pour le traitement, la compensation ou le règlement d'opérations de paiement;
- 42) „taux de change de référence“: le taux de change qui sert de base pour calculer les opérations de change et qui est mis à la disposition par le prestataire de services de paiement ou émane d'une source accessible au public;
- 43) „taux d'intérêt de référence“: le taux d'intérêt servant de base pour calculer les intérêts à appliquer et qui provient d'une source accessible au public pouvant être vérifiée par les deux parties à un contrat de services de paiement;
- 44) „transmission de fonds“: un service de paiement pour lequel les fonds sont reçus de la part d'un payeur, sans création de comptes de paiement au nom du payeur ou du bénéficiaire, à la seule fin de transférer un montant correspondant vers un bénéficiaire ou un autre prestataire de services de paiement agissant pour le compte du bénéficiaire, et/ou pour lequel de tels fonds sont reçus pour le compte du bénéficiaire et mis à la disposition de celui-ci;
- 45) „Tribunal“: le tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale;
- 46) „utilisateur de services de paiement“: une personne physique ou morale qui utilise un service de paiement en qualité de payeur ou de bénéficiaire, ou des deux.

Art. 2.– Champ d'application

(1) Les titres I à IV, à l'exception du chapitre 2 du titre II, s'appliquent aux services de paiement fournis par un prestataire de services de paiement situé au Luxembourg.

Cependant, à l'exception de l'article 99, les titres III et IV s'appliquent uniquement lorsque:

- à la fois le prestataire de services de paiement du payeur et celui du bénéficiaire sont situés au Luxembourg,
- le prestataire de services de paiement du payeur est situé au Luxembourg et le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est situé dans un autre Etat membre,
- le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est situé au Luxembourg et le prestataire de services de paiement du payeur est situé dans un autre Etat membre,
- dans le cas des opérations de paiement dans lesquelles intervient un seul prestataire de services de paiement, ce dernier est situé au Luxembourg.

(2) Les titres III et IV s'appliquent aux services de paiement fournis en euros ou dans la devise d'un Etat membre en dehors de la zone euro.

(3) Le chapitre 2 du titre II s'applique aux établissements de monnaie électronique de droit luxembourgeois.

(4) Le titre V s'applique aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifiés à la Commission européenne par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

Le titre V s'applique en outre aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Art. 3.– Exclusions du champ d'application

Les titres I à IV, à l'exclusion du chapitre 2 du titre 11, ne s'appliquent pas:

- a) aux opérations de paiement exclusivement effectuées en espèces et allant directement du payeur au bénéficiaire, sans l'intervention du moindre intermédiaire;
- b) aux opérations de paiement allant du payeur au bénéficiaire, par l'intermédiaire d'un agent commercial habilité à négocier ou à conclure la vente ou l'achat de biens ou de services pour le compte du payeur ou du bénéficiaire;
- c) au transport physique de billets de banque et de pièces à titre professionnel, y compris leur collecte, leur traitement et leur remise;
- d) aux opérations de paiement consistant en la collecte et la remise d'espèces à titre non professionnel, dans le cadre d'une activité à but non lucratif ou caritative;
- e) aux services pour lesquels des espèces sont fournies par le bénéficiaire au bénéfice du payeur dans le cadre d'une opération de paiement, à la demande expresse de l'utilisateur de services de paiement formulée juste avant l'exécution de l'opération de paiement via un paiement pour l'achat de biens ou de services;
- f) aux activités de change, c'est-à-dire aux opérations „espèces contre espèces“ dans lesquelles les fonds ne sont pas détenus sur un compte de paiement;
- g) aux opérations de paiement fondées sur l'un des documents suivants, tiré sur le prestataire de services de paiement en vue de mettre des fonds à la disposition du bénéficiaire:
 - i) un chèque papier régi par les dispositions de la convention de Genève du 19 mars 1931 portant loi uniforme sur les chèques,
 - ii) un chèque papier similaire à celui visé au point i) et régi par le droit d'un Etat membre non partie à la convention de Genève du 19 mars 1931 portant loi uniforme sur les chèques,
 - iii) une traite sur support papier conformément à la convention de Genève du 7 juin 1930 portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre,
 - iv) une traite sur support papier similaire à celle visée au point iii) et régie par le droit d'un Etat membre non partie à la convention de Genève du 7 juin 1930 portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre,
 - v) un titre de service sur support papier,
 - vi) un chèque de voyage sur support papier, ou
 - vii) un mandat postal sur support papier tel que défini par l'Union postale universelle;
- h) aux opérations de paiement effectuées au sein d'un système de paiement ou de règlement des opérations sur titres entre des agents de règlement, des contreparties centrales, des chambres de compensation et/ou des banques centrales et d'autres participants au système, et des prestataires de services de paiement, sans préjudice de l'article 57;
- i) aux opérations de paiement liées au service d'actifs et de titres, y compris la distribution de dividendes, de revenus ou autres, les remboursements ou les ventes, effectuées par les personnes visées au point h) ou par des entreprises d'investissement, des établissements de crédit, des organismes de placement collectif ou des sociétés de gestion de portefeuille fournissant des services d'investissement et toute autre entité autorisée à garder en dépôt des instruments financiers;
- j) aux services fournis par des prestataires de services techniques à l'appui de la fourniture de services de paiement, sans qu'ils entrent, à aucun moment, en possession des fonds à transférer et consistant notamment dans le traitement et l'enregistrement des données, les services de protection de confiance et de la sphère privée et de protection de la vie privée, l'authentification des données et des entités, les technologies de l'information et la fourniture de réseaux de communication, ainsi que la fourniture et la maintenance des terminaux et dispositifs utilisés aux fins des services de paiement;
- k) aux services fondés sur des instruments de paiement qui ne peuvent être utilisés, pour l'acquisition de biens ou de services, que dans les locaux utilisés par l'émetteur ou, dans le cadre d'un accord commercial avec l'émetteur, à l'intérieur d'un réseau limité de prestataires de services ou pour un éventail limité de biens ou de services;

- l) les opérations de paiement exécutées au moyen d'un appareil de télécommunication ou d'un autre dispositif numérique ou informatique, lorsque les biens ou les services achetés sont livrés et doivent être utilisés au moyen d'un appareil de télécommunication ou d'un dispositif numérique ou informatique, à condition que l'opérateur du système de télécommunication, numérique ou informatique n'agisse pas uniquement en qualité d'intermédiaire entre l'utilisateur de services de paiement et le fournisseur des biens ou services;
- m) aux opérations de paiement effectuées entre prestataires de services de paiement, leurs agents ou succursales pour leur propre compte;
- n) aux opérations de paiement entre une entreprise mère et sa filiale, ou entre filiales d'une même entreprise mère, sans qu'aucun autre prestataire de services de paiement qu'une entreprise du même groupe ne fasse office d'intermédiaire;
- o) aux services de retrait d'espèces au moyen de distributeurs automatiques de billets, offerts par des prestataires agissant pour le compte d'un ou de plusieurs émetteurs de cartes, qui ne sont pas parties au contrat-cadre avec le client retirant de l'argent d'un compte de paiement, à condition que ces prestataires n'assurent pas d'autres services de paiement énumérés dans l'annexe.

Art. 4.– Interdiction à toute personne autre que les prestataires de services de paiement de fournir des services de paiement

Nul autre qu'un prestataire de services de paiement ne peut fournir des services de paiement. Cette interdiction ne s'applique pas aux activités expressément exclues du champ d'application de la présente loi.

TITRE II

Prestataires de services de paiement

Chapitre 1: *Etablissements de paiement*

Section 1: L'agrément des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg

Art. 5.– Le champ d'application

La présente section s'applique à tout établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.

Art. 6.– La nécessité d'un agrément

Aucune personne de droit luxembourgeois autre que les prestataires de services de paiement visés à l'article 1er, point 37), i) à iii) et v) à vii) ne peut fournir des services de paiement en tant qu'établissement de paiement sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission.

Art. 7.– La procédure d'agrément

(1) L'agrément est accordé sur demande écrite par le Ministre ayant dans ses attributions la Commission et après instruction par la Commission portant sur les conditions exigées par la présente section.

La demande d'agrément doit être accompagnée des informations et pièces justificatives énumérées à l'article 8.

L'agrément est accordé si les informations et les pièces justificatives accompagnant la demande satisfont à toutes les conditions fixées à la présente section et si le Ministre ayant dans ses attributions la Commission parvient à une évaluation globalement favorable.

Avant d'accorder l'agrément, le Ministre ayant dans ses attributions la Commission peut consulter, le cas échéant, la Banque centrale du Luxembourg ou d'autres autorités publiques appropriées:

(2) L'agrément précise les services de paiement que l'établissement de paiement est autorisé à fournir.

(3) Un agrément est requis avant toute modification du type de services de paiement fournis.

(4) La durée de l'agrément est illimitée.

(5) La décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les trois mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les trois mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déférée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Art. 8.– La demande d'agrément

La demande d'agrément visée à l'article 7, paragraphe (1) doit être accompagnée des informations suivantes:

- a) un programme d'activité indiquant, en particulier, le type de services de paiement envisagé;
- b) un plan d'affaires, contenant notamment un calcul budgétaire prévisionnel afférent aux trois premiers exercices, démontrant que le requérant est en mesure de mettre en oeuvre les systèmes, ressources et procédures appropriés et proportionnés nécessaires à son bon fonctionnement;
- c) la preuve que l'établissement de paiement dispose du capital initial prévu à l'article 15;
- d) pour les établissements de paiement visés à l'article 14, paragraphe (1), une description des mesures prises pour protéger les fonds des utilisateurs de services de paiement conformément à l'article 14;
- e) une description du dispositif de gouvernance interne et des mécanismes de contrôle interne, notamment des procédures administratives, de gestion des risques et comptables du requérant, qui démontre que ce dispositif de gouvernance interne, ces mécanismes de contrôle et ces procédures sont proportionnés, adaptés, sains et adéquats;
- f) une description des mécanismes de contrôle interne que le requérant a mis en place pour se conformer aux obligations définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et dans le règlement (CE) No 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le payeur accompagnant les virements de fonds;
- g) une description de l'organisation structurelle du requérant, y compris, le cas échéant, une description du projet de recours à des agents et à des succursales et une description des accords d'externalisation, ainsi que de sa participation à un système de paiement national ou international;
- h) l'identité des actionnaires ou associés, directs ou indirects, personnes physiques ou morales, qui détiennent une participation qualifiée dans l'établissement à agréer, le montant de leur participation ainsi que la preuve de leur qualité, compte tenu de la nécessité de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement;
- i) l'identité des membres des organes d'administration et des personnes responsables de la gestion de l'établissement à agréer et, le cas échéant, des personnes responsables de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement et la preuve de ce qu'ils jouissent de l'honorabilité professionnelle et possèdent les compétences et l'expérience professionnelles requises aux fins de la prestation des services de paiement;
- j) le cas échéant, l'identité des réviseurs d'entreprises agréés;
- k) le statut juridique et les statuts du requérant;
- l) l'adresse de l'administration centrale du requérant.

Aux fins des points d), e) et g), le requérant fournit une description de ses dispositions en matière d'audit et des dispositions organisationnelles qu'il a arrêtées en vue de prendre toute mesure raisonnable pour protéger les intérêts de ses utilisateurs et garantir la continuité et la qualité de sa prestation de services de paiement.

Art. 9.– La forme juridique

(1) L'agrément ne peut être accordé qu'à une personne morale pour laquelle l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.

(2) Toute modification de la forme juridique et de la dénomination doit être communiquée au préalable à la Commission.

Art. 10.– Les activités

(1) Outre la prestation des services de paiement, les établissements de paiement sont habilités à exercer les activités suivantes:

- a) la prestation de services opérationnels et de services auxiliaires étroitement liés, tels que la garantie de l'exécution d'opérations de paiement, des services de change, des services de garde et l'enregistrement et le traitement de données;
- b) la gestion de systèmes de paiement, sans préjudice de l'article 57;
- c) les activités autres que la prestation de services de paiement, dans le respect du droit communautaire et du droit luxembourgeois.

(2) Lorsque des établissements de paiement fournissent un ou plusieurs services de paiement, ils ne peuvent détenir que des comptes de paiement utilisés exclusivement pour des opérations de paiement. Les fonds d'utilisateurs de services de paiement reçus par des établissements de paiement en vue de la prestation de services de paiement ne constituent pas des dépôts ou autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, ni de la monnaie électronique au sens de l'article 1er, point 29) de la présente loi.

(3) Les établissements de paiement ne peuvent octroyer des crédits liés aux services de paiement visés aux points 4, 5 ou 7 de l'annexe de la présente loi que si l'ensemble des conditions suivantes sont remplies:

- a) le crédit a un caractère accessoire et est octroyé exclusivement dans le cadre de l'exécution d'une opération de paiement,
- b) le crédit consenti dans le cadre d'un paiement et exécuté conformément aux articles 23, paragraphe (1) et 24, paragraphe (1) de la présente loi est remboursé dans un bref délai, qui n'excède en aucun cas douze mois,
- c) ce crédit n'est pas octroyé sur la base des fonds reçus ou détenus aux fins de l'exécution d'une opération de paiement, et
- d) les fonds propres de l'établissement de paiement sont à tout moment, de l'avis de la Commission, appropriés au regard du montant global du crédit octroyé.

(4) Il est interdit aux établissements de paiement d'exercer l'activité de réception de dépôts ou d'autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

(5) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

Art. 11.– L'administration centrale et l'infrastructure

(1) L'agrément est subordonné à la justification de l'existence au Luxembourg de l'administration centrale et du siège statutaire de l'établissement à agréer.

(2) Compte tenu de la nécessité de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, celui-ci doit disposer pour son activité de prestation de services de paiement d'un solide dispositif de gouvernance interne, comprenant notamment une structure organisationnelle claire avec un partage des responsabilités qui soit bien défini, transparent et cohérent, des processus efficaces de détection, de gestion, de contrôle et de déclaration des risques auxquels il est ou pourrait être exposé, des mécanismes adéquats de contrôle interne, y compris des procédures administratives et comptables saines ainsi que des mécanismes de contrôle et de sécurité de ses systèmes informatiques.

Ce dispositif, ces processus et ces mécanismes sont exhaustifs et adaptés à la nature, à l'échelle et à la complexité des services de paiement fournis par l'établissement de paiement.

(3) Lorsqu'un établissement de paiement fournit un ou plusieurs services de paiement et que, parallèlement, il exerce d'autres activités, la Commission peut exiger qu'une entité distincte soit créée pour

les activités de services de paiement lorsque les activités autres que la prestation de services de paiement de l'établissement de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement ou à la capacité de la Commission de contrôler si l'établissement de paiement respecte les obligations imposées par la présente loi.

(4) Tout établissement de paiement qui entend externaliser des fonctions opérationnelles de services de paiement doit en informer au préalable la Commission.

L'externalisation de fonctions opérationnelles importantes ne doit pas se faire de manière à nuire sensiblement à la qualité du contrôle interne de l'établissement de paiement, ni de manière à empêcher la Commission de contrôler que cet établissement respecte les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.

Aux fins de l'alinéa précédent, une fonction opérationnelle est considérée comme importante lorsqu'une défaillance partielle ou totale dans son exercice est susceptible de nuire sensiblement à la capacité de l'établissement de paiement de se conformer en permanence aux conditions d'agrément ou à ses autres obligations au titre de la présente loi, ou à ses performances financières, ou à la qualité ou à la continuité de ses services de paiement.

Lorsque les établissements de paiement externalisent des fonctions opérationnelles importantes, ils doivent respecter l'ensemble des conditions suivantes:

- a) l'externalisation ne doit pas avoir pour effet une délégation par la direction de l'établissement de paiement de sa responsabilité;
- b) ni la relation de l'établissement de paiement avec les utilisateurs de ses services de paiement, ni les obligations de l'établissement de paiement envers les utilisateurs de ses services de paiement en vertu de la présente loi, ne doivent être changées;
- c) les conditions que l'établissement de paiement est tenu de remplir en vertu du présent chapitre pour recevoir puis conserver son agrément ne sont pas compromises; et
- d) aucune des autres conditions auxquelles l'agrément de l'établissement de paiement a été subordonné n'est levée ou modifiée.

(5) Tout établissement de paiement qui entend fournir des services de paiement par l'intermédiaire d'un ou plusieurs agents doit en informer au préalable la Commission et satisfaire aux exigences de l'article 18.

(6) Toute modification de l'organisation structurelle de l'établissement de paiement, y compris tout projet de recours à des agents, à des succursales ou à des accords d'externalisation, doit être communiquée au préalable à la Commission. Sans préjudice de l'article 22, la Commission peut s'opposer au projet de modification de la structure organisationnelle si cette modification empêche la Commission de contrôler que l'établissement de paiement respecte les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.

L'établissement de paiement doit également informer au préalable la Commission de tout projet de participation à un système de paiement national ou international.

Art. 12.– L'actionnariat

(1) L'agrément est subordonné à la communication à la Commission de l'identité des actionnaires ou associés, directs ou indirects, personnes physiques ou morales, qui détiennent dans l'établissement à agréer une participation qualifiée et du montant de ces participations, conformément à l'article 8, point h).

L'agrément est refusé si, compte tenu du besoin de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, la qualité desdits actionnaires ou associés n'est pas satisfaisante.

(2) Lorsqu'il existe des liens étroits entre l'établissement de paiement à agréer et d'autres personnes physiques ou morales, l'agrément n'est accordé que si ces liens n'empêchent pas la Commission d'exercer effectivement sa mission de surveillance prudentielle.

(3) L'agrément n'est accordé que si les dispositions législatives, réglementaires ou administratives d'un pays tiers applicables à une ou plusieurs personnes physiques ou morales avec lesquelles l'éta-

blissement de paiement a des liens étroits ou si les difficultés liées à l'application desdites dispositions n'empêchent pas la Commission d'exercer effectivement sa mission de surveillance prudentielle.

(4) Toute personne physique ou morale qui envisage de détenir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans un établissement de paiement doit en informer préalablement la Commission et communiquer le montant de cette participation.

(5) La Commission peut endéans les trois mois à compter de la date de l'information prévue au paragraphe précédent s'opposer audit projet si, pour tenir compte du besoin de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, elle n'est pas satisfaite de la qualité de la personne visée au paragraphe précédent. Lorsqu'il n'y a pas opposition, la Commission peut fixer un délai maximal pour la réalisation du projet visé au paragraphe précédent. Lorsqu'une participation est acquise en dépit de l'opposition de la Commission, celle-ci peut suspendre l'exercice des droits de vote correspondants ou demander la nullité ou l'annulation des votes émis, sans préjudice de toute autre sanction pouvant être appliquée.

(6) Toute personne physique ou morale qui envisage de cesser de détenir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans un établissement de paiement doit en informer préalablement la Commission et communiquer le montant envisagé de sa participation.

(7) Les établissements de paiement sont tenus de communiquer à la Commission, dès qu'ils en ont eu connaissance, les acquisitions ou cessions de participations qualifiées dans leur capital.

Art. 13.– L'honorabilité et l'expérience professionnelles

(1) L'agrément est subordonné à la condition que les membres des organes d'administration, de gestion et de surveillance ainsi que les actionnaires ou associés visés à l'article précédent, justifient de leur honorabilité professionnelle. Lorsque l'établissement de paiement exerce conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, l'honorabilité professionnelle s'apprécie en outre dans le chef des personnes chargées de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement.

L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires et de tous les éléments susceptibles d'établir que les personnes visées jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes les garanties d'une activité irréprochable.

(2) Les personnes chargées de la gestion d'un établissement de paiement qui n'exerce pas conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) d'activités autres que la prestation de services de paiement doivent être habilitées à déterminer effectivement l'orientation de l'activité. Elles doivent posséder une expérience professionnelle adéquate par le fait d'avoir déjà exercé des activités analogues à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie.

Lorsque l'établissement de paiement exerce conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, l'expérience professionnelle s'apprécie dans le chef des personnes chargées de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement. Ces personnes doivent être habilitées à déterminer effectivement l'orientation des activités de services de paiement.

(3) Toute modification dans le chef des personnes visées aux paragraphes (1) et (2) doit être communiquée au préalable à la Commission. La Commission peut demander tous renseignements nécessaires sur les personnes susceptibles de devoir remplir les conditions légales d'honorabilité ou d'expérience professionnelles. La Commission s'oppose au changement envisagé si ces personnes ne jouissent pas d'une honorabilité professionnelle adéquate et, le cas échéant, d'une expérience professionnelle adéquate ou si il existe des raisons objectives et démontrables d'estimer que le changement envisagé risque de compromettre la gestion saine et prudente de l'établissement de paiement. La décision de la Commission peut être déférée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Art. 14.– Les exigences en matière de protection des fonds

(1) L'établissement de paiement, qui exerce au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, doit protéger les fonds qu'il a reçus soit des

utilisateurs de services de paiement, soit par le biais d'un autre prestataire de services de paiement pour l'exécution d'opérations de paiement de l'une des deux manières suivantes:

- a) ces fonds ne sont jamais mélangés avec les fonds de personnes autres que les utilisateurs de services de paiement pour le compte desquels les fonds sont détenus et, lorsqu'ils sont encore détenus par l'établissement de paiement et n'ont pas encore été remis au bénéficiaire ou virés à un autre prestataire de services de paiement à la fin du jour ouvrable suivant le jour où ils ont été reçus, ils sont déposés sur un compte distinct auprès d'un établissement de crédit ou investis en actifs à faible risque, liquides et sûrs, tels que définis par la Commission. Les fonds ainsi ségrégués ne font pas partie du patrimoine propre de l'établissement de paiement et sont soustraits, pour le seul bénéfice des utilisateurs de services de paiement, aux recours d'autres créanciers de l'établissement de paiement. Ils ne tombent pas dans la masse des avoirs de l'établissement de paiement en cas de liquidation, de faillite ou de toute autre situation de concours de ce dernier. Les avoirs inscrits en comptes d'instruments financiers et en comptes d'espèces tenus en leur nom par des établissements de paiement auprès d'un dépositaire luxembourgeois et identifiés auprès du dépositaire comme avoirs de clients de ces établissements de paiement, ne peuvent sous peine de nullité être affectés en garantie par l'établissement de paiement en couverture de ses obligations ou de celles d'un tiers ni être saisis ni par les créanciers de ces établissements de paiement ni par les créanciers des clients de ces derniers;
- ou bien:
- b) ces fonds sont couverts par une police d'assurance ou une autre garantie comparable d'une entreprise d'assurances ou d'un établissement de crédit n'appartenant pas au même groupe que l'établissement de paiement lui-même pour un montant équivalent à celui qui aurait été ségrégué en l'absence d'une police d'assurance ou d'une autre garantie comparable, payable au cas où l'établissement de paiement ne serait pas en mesure de faire face à ses obligations financières.

(2) Lorsqu'un établissement de paiement est obligé de protéger des fonds au titre du paragraphe (1) et qu'une partie de ces fonds doit être utilisée pour de futures opérations de paiement, le montant restant devant être affecté à des services autres que des services de paiement, la partie des fonds devant être utilisés pour de futures opérations de paiement relève aussi des obligations au titre du paragraphe (1). Si cette partie est variable ou ne peut être déterminée à l'avance, la Commission peut autoriser les établissements de paiement à appliquer le présent paragraphe en supposant qu'une partie représentative des fonds servira aux services de paiement, à condition que, sur la base de données historiques, il soit raisonnablement possible d'estimer cette partie représentative d'une manière jugée satisfaisante par la Commission.

(3) Avec l'accord préalable de la Commission, les établissements de paiement peuvent appliquer les exigences des paragraphes (1) et (2) uniquement aux utilisateurs de services de paiement dont les fonds dépassent individuellement un seuil de 600 euros.

(4) L'établissement de paiement qui souhaite changer de méthode aux fins du paragraphe (1) doit obtenir au préalable l'accord de la Commission.

Art. 15.– *Le capital initial*

(1) L'agrément d'un établissement de paiement ne fournissant que le service de paiement visé au point 6 de l'annexe est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 20.000 euros au moins.

(2) L'agrément est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 50.000 euros au moins dès lors que l'établissement de paiement fournit le service de paiement visé au point 7 de l'annexe.

(3) L'agrément est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 125.000 euros au moins dès lors que l'établissement de paiement fournit l'un des services de paiement visés aux points 1 à 5 de l'annexe.

(4) Le capital initial visé aux paragraphes précédents est constitué des éléments suivants:

- a) le capital social souscrit et libéré;

- b) les primes d'émission;
- c) les réserves au sens de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, y compris la réserve de réévaluation, et les bénéfices reportés, nets d'acompte sur distribution de réserve et de bénéfice reporté.

(5) Nonobstant les exigences du présent article, la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que la prestation de services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Art. 16.– Les fonds propres

(1) Les fonds propres d'un établissement de paiement ne peuvent devenir inférieurs au plus élevé des montants exigés au titre des articles 15 et 17.

Si les fonds propres viennent à diminuer en dessous de ce montant, la Commission peut, lorsque les circonstances le justifient, accorder un délai limité pour que l'établissement de paiement régularise sa situation ou cesse ses activités.

(2) Les fonds propres au sens du présent article sont définis en conformité avec les dispositions luxembourgeoises portant transposition des articles 57 à 61, 63, 64 et 66 de la directive 2006/48/CE.

La Commission fixe les modalités détaillées du calcul des fonds propres.

(3) L'utilisation multiple d'éléments éligibles pour le calcul des fonds propres est interdite pour tout établissement de paiement appartenant au même groupe qu'un autre établissement de paiement, un établissement de crédit, une entreprise d'investissement, une société de gestion de portefeuille ou une entreprise d'assurance.

Cette interdiction s'applique également pour tout établissement de paiement qui exerce, conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), des activités autres que la prestation de services de paiement.

La Commission est habilitée à déterminer les mesures à prendre par les établissements de paiement aux fins d'éviter l'utilisation multiple d'éléments éligibles pour le calcul des fonds propres.

(4) La Commission peut renoncer à appliquer, sur une base individuelle, l'article 17 à un établissement de paiement qui est la filiale d'un établissement de crédit au Luxembourg, si la filiale est incluse dans la surveillance sur une base consolidée de cet établissement de crédit. Par ailleurs, toutes les conditions suivantes doivent être remplies, de manière à garantir une répartition adéquate des fonds propres entre l'entreprise mère et sa filiale:

- a) il n'existe, en droit ou en fait, aucun obstacle significatif, actuel ou prévu, au transfert rapide de fonds propres ou au remboursement rapide de passifs par l'entreprise mère;
- b) soit l'entreprise mère donne toute garantie à la Commission en ce qui concerne la gestion prudente de la filiale et déclare, avec le consentement de la Commission, se porter garante des engagements contractés par la filiale, soit les risques de la filiale sont négligeables;
- c) les procédures d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques de l'entreprise mère couvrent la filiale;
- d) l'entreprise mère détient plus de 50% des droits de vote attachés à la détention de parts ou d'actions dans le capital de la filiale et/ou a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe de direction chargés de la gestion de la filiale.

(5) Nonobstant les exigences des paragraphes (1) à (3), la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que les services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Art. 17.– Le calcul des fonds propres

(1) Nonobstant les exigences de capital initial énoncées à l'article 15, les établissements de paiement doivent détenir à tout moment des fonds propres calculés selon l'une des trois méthodes suivantes:

Méthode A

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à 10% de ses frais généraux fixes de l'année précédente. La Commission peut ajuster cette exigence en cas de modification significative de l'activité de l'établissement de paiement par rapport à l'année précédente. Lorsqu'un établissement de paiement n'a pas enregistré une année complète d'activité à la date du calcul, le montant de ses fonds propres doit être au moins égal à 10% des frais généraux fixes correspondants prévus dans son plan d'affaires, à moins que la Commission n'exige un ajustement de ce plan.

Méthode B

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à la somme des éléments suivants, multipliée par le facteur d'échelle k déterminé au paragraphe (2), où le volume des paiements (VP) représente un douzième du montant total des opérations de paiement exécutées par l'établissement de paiement au cours de l'année précédente:

- a) 4,0% de la tranche du VP allant jusqu'à 5.000.000 euros
plus
- b) 2,5% de la tranche du VP comprise entre 5.000.000 et 10.000.000 euros
plus
- c) 1% de la tranche du VP comprise entre 10.000.000 et 100.000.000 euros
plus
- d) 0,5% de la tranche du VP comprise entre 100.000.000 et 250.000.000 euros
plus
- e) 0,25% de la tranche du VP supérieure à 250.000.000 euros.

Méthode C

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à l'indicateur applicable défini au point a), après application du facteur de multiplication déterminé au point b) puis du facteur d'échelle k déterminé au paragraphe (2):

- a) L'indicateur applicable est la somme des éléments suivants:

- produits d'intérêts,
- charges d'intérêts,
- commissions et frais perçus, et
- autres produits d'exploitation.

Chaque élément est inclus dans la somme avec son signe, positif ou négatif. Les produits exceptionnels ou inhabituels ne peuvent pas être utilisés pour calculer l'indicateur applicable. Les dépenses liées à l'externalisation de services fournis par des tiers peuvent minorer l'indicateur applicable si elles sont engagées par une entreprise faisant l'objet d'un contrôle au titre du présent chapitre. L'indicateur applicable est calculé sur la base de l'observation de douze mois effectuée à la fin de l'exercice précédent. Il est calculé sur l'exercice précédent. Cependant, les fonds propres calculés selon la méthode C ne peuvent pas être inférieurs à 80% de la moyenne des trois exercices précédents pour l'indicateur applicable. Lorsque des chiffres audités ne sont pas disponibles, des estimations peuvent être utilisées.

- b) Le facteur de multiplication est égal à:

- i) 10% de la tranche de l'indicateur applicable allant jusqu'à 2.500.000 euros;
- ii) 8% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 2.500.000 et 5.000.000 euros;
- iii) 6% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 5.000.000 et 25.000.000 euros;
- iv) 3% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 25.000.000 et 50.000.000 euros;
- v) 1,5% de la tranche de l'indicateur applicable supérieure à 50.000.000 euros.

(2) Le facteur d'échelle k à utiliser pour appliquer les méthodes B et C est égal à:

- a) 0,5 lorsque l'établissement de paiement ne fournit que le service de paiement visé au point 6 de l'annexe;

- b) 0,8 lorsque l'établissement de paiement fournit le service de paiement visé au point 7 de l'annexe;
- c) 1,0 lorsque l'établissement de paiement fournit l'un des services de paiement visés aux points 1 à 5 de l'annexe.

(3) La Commission peut, sur la base d'une évaluation des processus de gestion des risques, de bases de données concernant les risques de pertes et des dispositifs de contrôle interne de l'établissement de paiement, exiger que l'établissement de paiement détienne un montant de fonds propres pouvant être jusqu'à 20% supérieur au montant qui résulterait de l'application de la méthode choisie conformément au paragraphe (1), ou autoriser l'établissement de paiement à détenir un montant de fonds propres pouvant être jusqu'à 20% inférieur au montant qui résulterait de l'application de la méthode choisie conformément au paragraphe (1).

(4) La Commission précise les modalités d'application des méthodes de calcul visées aux paragraphes précédents.

(5) L'établissement de paiement qui souhaite changer de méthode de calcul doit obtenir au préalable l'accord de la Commission.

(6) Nonobstant les exigences du présent article, la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que les services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Art. 18.– *Le recours à des agents*

(1) Tout établissement de paiement qui entend fournir des services de paiement par l'intermédiaire d'un agent communique les informations suivantes à la Commission:

- a) le nom et l'adresse de l'agent;
- b) une description des mécanismes de contrôle interne qui seront utilisés par les agents pour se conformer aux obligations définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme; et
- c) l'identité des personnes responsables de la gestion et, le cas échéant, l'identité des membres des organes d'administration de l'agent auquel il sera fait appel pour la prestation de services de paiement, et la preuve de l'expérience et de l'honorabilité professionnelles de ces personnes.

(2) Lorsque la Commission reçoit les informations conformément au paragraphe (1), elle peut alors inscrire l'agent dans le registre prévu à l'article 36.

(3) Avant d'inscrire l'agent dans le registre, la Commission peut prendre des mesures complémentaires pour vérifier les informations qui lui ont été fournies, si elle considère que celles-ci ne sont pas exactes.

(4) Si, après avoir pris des mesures pour vérifier les informations, la Commission n'est pas satisfaite de l'exactitude des informations qui lui ont été fournies conformément au paragraphe (1), elle refuse d'inscrire l'agent dans le registre prévu à l'article 36.

(5) Si l'établissement de paiement souhaite fournir des services de paiement dans un autre Etat membre en ayant recours à un agent, il suit les procédures prévues à l'article 23. En ce cas, avant que l'agent ne puisse être inscrit dans le registre en vertu du présent article, la Commission informe les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil de son intention d'inscrire l'agent au registre prévu à l'article 36 et tient compte de leur avis à ce sujet.

(6) La Commission peut refuser d'inscrire l'agent ou peut supprimer l'inscription de l'agent du registre prévu à l'article 36, si elle a déjà été faite, lorsqu'elle est informée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil que celles-ci soupçonnent que, en liaison avec le projet de recours à l'agent, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme au sens

de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que le recours à cet agent pourrait accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

(7) L'établissement de paiement veille à ce que les agents agissant pour son compte en informent les utilisateurs de services de paiement.

Art. 19.– *La comptabilité et la révision externe*

(1) Les établissements de paiement établissent leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes consolidés conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et au règlement (CE) No 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales.

(2) Sauf dérogation prévue dans la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, l'agrément est subordonné à la condition que l'établissement de paiement confie le contrôle de ses documents comptables annuels à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. La désignation de ces réviseurs d'entreprises agréés est faite par l'organe chargé de l'administration de l'établissement de paiement.

(3) Aux fins de mettre la Commission en mesure d'exercer effectivement sa mission de surveillance, les établissements de paiement qui exercent, conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), des activités autres que la prestation de services de paiement doivent fournir à la Commission des informations comptables distinctes pour les services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), points a) et b). Ces informations doivent faire l'objet d'un rapport d'audit établi par un réviseur d'entreprises agréé. La désignation de ce réviseur d'entreprises agréé est faite par l'organe chargé de l'administration de l'établissement de paiement.

(4) Toute modification dans le chef des réviseurs d'entreprises agréés doit être autorisée au préalable par la Commission conformément à l'article 13, paragraphe (3).

Art. 20.– *Le retrait de l'agrément*

(1) L'agrément est retiré lorsque l'établissement de paiement:

- a) ne fait pas usage de l'agrément dans un délai de douze mois de son octroi, y renonce expressément ou a cessé d'exercer son activité au cours des six derniers mois;
- b) a obtenu l'agrément au moyen de fausses déclarations ou par tout autre moyen irrégulier;
- c) ne remplit plus les conditions pour son octroi;
- d) représenterait une menace pour la stabilité du système de paiement auquel il participe en poursuivant son activité de services de paiement; ou
- e) n'est plus en mesure de remplir ses obligations vis-à-vis des créanciers.

(2) Tout retrait d'agrément doit être motivé et communiqué aux intéressés.

(3) Le retrait de l'agrément est rendu public.

(4) La décision sur le retrait de l'agrément peut être déférée, dans le délai d'un mois, sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

*Section 2: L'établissement de succursales, le recours à des agents
et la prestation de services au Luxembourg par des établissements
de paiement de droit étranger*

Art. 21.– *Les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg*

(1) Les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg peuvent fournir des services de paiement au Luxembourg, tant au moyen de l'éta-

blissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services, sous réserve que les services de paiement soient couverts par leur agrément.

(2) Lorsque la Commission soupçonne que, en liaison avec le projet d'établissement de la succursale ou de recours à un agent, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme au sens de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que l'établissement de cette succursale ou le recours à cet agent pourraient accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, elle en informe les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine.

Art. 22.– Les établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers

(1) Les établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers qui désirent établir une succursale au Luxembourg, sont soumis aux mêmes règles d'agrément que les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.

(2) Aux fins de l'application du paragraphe précédent, le respect des conditions requises pour l'agrément est apprécié dans le chef de l'établissement étranger.

(3) L'agrément pour une activité impliquant que le demandeur aura la détention de fonds d'utilisateurs de services de paiement ne peut être accordé qu'à des succursales de sociétés de droit étranger, si ces sociétés sont dotées de fonds propres distincts du patrimoine de leurs associés. La succursale doit en outre avoir à sa disposition permanente un capital de dotation ou des assises financières équivalentes à celles exigées de la part d'une personne de droit luxembourgeois exerçant la même activité.

(4) L'exigence de l'honorabilité et de l'expérience professionnelles est étendue aux responsables de la succursale. Celle-ci doit en outre, au lieu de la condition relative à l'administration centrale, justifier d'une infrastructure administrative adéquate au Luxembourg.

Section 3: L'établissement de succursales, le recours à des agents et la prestation de services dans un autre Etat membre par des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg

Art. 23.– L'établissement de succursales et le recours à des agents dans un autre Etat membre

(1) Un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, qui souhaite établir une succursale ou recourir à des agents sur le territoire d'un autre Etat membre, doit informer la Commission de son intention, en accompagnant cette communication des informations suivantes:

- a) l'Etat membre sur le territoire duquel il envisage d'établir une succursale ou de recourir à des agents;
- b) un programme d'activités dans lequel seront notamment indiqués le type de services de paiement qu'il entend fournir, la structure de l'organisation de la succursale;
- c) une description des mécanismes de contrôle interne qui seront utilisés par les succursales ou les agents pour se conformer aux obligations définies dans la directive 2005/60/CE; et
- d) l'adresse de la succursale dans l'Etat membre d'accueil;
- e) l'identité des agents auxquels l'établissement de paiement entend recourir dans l'Etat membre d'accueil, ainsi que leur adresse dans l'Etat membre d'accueil;
- f) le nom des personnes responsables de la gestion de la succursale;
- g) l'identité des personnes responsables de la gestion et, le cas échéant, des membres des organes d'administration de l'agent auquel il sera fait appel sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, et la preuve de l'expérience et de l'honorabilité professionnelles de ces personnes.

Dans le mois suivant la réception de ces informations, la Commission les communique à l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

(2) En cas de modification de l'une quelconque des informations communiquées conformément au paragraphe (1), l'établissement de paiement en informe par écrit la Commission, au moins un mois

avant de mettre la modification en oeuvre. La Commission informe l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil de la modification.

(3) La Commission peut s'opposer à un projet d'établissement d'une succursale dans un autre Etat membre ou, faire usage de son droit de suspension prévu à l'article 38 si la succursale est déjà établie sur le territoire d'un autre Etat membre, lorsqu'elle est informée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil que celles-ci soupçonnent que, en liaison avec le projet d'établissement de la succursale, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme au sens de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que l'établissement de la succursale pourrait accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

(4) Les établissements de paiement veillent à ce que les succursales établies dans un autre Etat membre agissant pour le compte du siège en informent les utilisateurs de services de paiement.

Art. 24.– *La prestation de services de paiement dans un autre Etat membre*

(1) Un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg qui souhaite fournir pour la première fois des services de paiement sur le territoire d'un autre Etat membre sous la forme de la prestation de services, doit en informer la Commission en précisant le type de services de paiement qu'il envisage d'y fournir.

Dans le mois suivant la réception de ces informations, la Commission les communique à l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

(2) Lorsque l'établissement de paiement souhaite modifier la gamme des services de paiement fournis sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, il en informe par écrit la Commission, au moins un mois avant de mettre la modification en oeuvre. La Commission informe l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil de la modification.

Section 4: Les conditions d'exercice applicables aux établissements de paiement établis au Luxembourg

Art. 25.– *Le champ d'application*

(1) Les articles 26 et 27 s'appliquent aux établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris à leurs succursales et agents établis au Luxembourg ou à l'étranger.

(2) Les articles 28 à 30 s'appliquent aux établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris à leurs succursales et agents établis au Luxembourg ou à l'étranger, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et aux agents établis au Luxembourg auxquels des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg font recours.

Art. 26.– *La responsabilité*

(1) Les établissements de paiement déléguant l'exercice de fonctions opérationnelles à des tiers doivent prendre des mesures raisonnables pour veiller au respect des exigences de la présente loi.

(2) Les établissements de paiement restent pleinement responsables des actes de leurs salariés, de tout agent auquel ils ont recours, de toute succursale et de toute entité vers laquelle des activités sont externalisées.

Art. 27.– *L'archivage*

Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les établissements de paiement doivent conserver, conformément aux délais prévus au Code de commerce, tous les enregistrements appropriés pour permettre à la Commission de contrôler qu'ils respectent les obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi.

Art. 28.– *Les obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme*

Les établissements de paiement sont soumis aux obligations professionnelles suivantes telles que définies par la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme:

- les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle conformément aux articles 3, 3-1, 3-2 et 3-3 de cette loi,
- les obligations d'organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et
- les obligations de coopération avec les autorités conformément à l'article 5 de cette loi.

Les établissements de paiement sont en outre obligés au respect des règles édictées par le règlement (CE) No 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds.

Art. 29.– *L'obligation de coopérer avec les autorités*

Les établissements de paiement sont obligés de fournir une réponse et une coopération aussi complètes que possible à toute demande légale que les autorités chargées de l'application des lois leur adressent dans l'exercice de leurs compétences.

Art. 30.– *L'obligation au secret professionnel*

(1) Les membres des organes d'administration, de gestion et de surveillance, les dirigeants, les employés et les autres personnes qui sont au service des établissements de paiement sont obligés de garder secrets les renseignements confiés à eux dans le cadre de leur activité professionnelle. La révélation de tels renseignements est punie des peines prévues à l'article 458 du Code pénal.

(2) L'obligation au secret cesse lorsque la révélation d'un renseignement est autorisée ou imposée par ou en vertu d'une disposition législative, même antérieure à la présente loi.

(3) L'obligation au secret n'existe pas à l'égard des autorités nationales et étrangères chargées de la surveillance prudentielle du secteur financier si elles agissent dans le cadre de leurs compétences légales aux fins de cette surveillance et si les renseignements communiqués sont couverts par le secret professionnel de l'autorité de surveillance qui les reçoit. La transmission des renseignements nécessaires à une autorité étrangère en vue de la surveillance prudentielle doit se faire par l'intermédiaire de l'entreprise mère ou de l'actionnaire ou associé compris dans cette même surveillance.

(4) L'obligation au secret n'existe pas à l'égard des actionnaires ou associés, dont la qualité est une condition de l'agrément de l'établissement de paiement en cause, dans la mesure où les renseignements communiqués à ces actionnaires ou associés sont nécessaires à la gestion saine et prudente de l'établissement de paiement et ne révèlent pas directement les engagements de l'établissement de paiement à l'égard d'un client autre qu'un professionnel du secteur financier.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, l'établissement de paiement faisant partie d'un groupe financier, garantit aux organes internes de contrôle du groupe l'accès, en cas de besoin, aux informations concernant des relations d'affaires déterminées, dans la mesure nécessaire à la gestion globale des risques juridiques et de réputation liés au blanchiment ou au financement du terrorisme au sens de la loi luxembourgeoise.

(5) L'obligation au secret n'existe pas à l'égard des établissements de crédit et des professionnels visés aux articles 29-1, 29-2, 29-3 et 29-4 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier dans la mesure où les renseignements communiqués à ces professionnels sont fournis dans le cadre d'un contrat de services.

(6) L'obligation au secret professionnel n'existe pas entre entités appartenant à un conglomerat financier pour les renseignements que ces entités sont amenées à se communiquer entre elles dans la mesure où ces renseignements sont nécessaires à l'exercice de la surveillance complémentaire visée au chapitre 3ter de la partie III de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

(7) Sous réserve des règles applicables en matière pénale, les renseignements visés au paragraphe (1), une fois révélés, ne peuvent être utilisés qu'à des fins pour lesquelles la loi a permis leur révélation.

(8) Quiconque est tenu à l'obligation au secret visée au paragraphe (1) et a légalement révélé un renseignement couvert par cette obligation, ne peut encourir de ce seul fait une responsabilité pénale ou civile.

(9) Dans le cas des établissements de paiement qui exercent des activités autres que la prestation de services de paiement conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), l'obligation au secret professionnel défini au présent article n'existe que pour leur activité de services de paiement, y compris pour les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), points a) et b).

Section 5: La surveillance des établissements de paiement

Sous-section 1: Les autorités compétentes

Art. 31.– Les autorités compétentes

(1) Le Ministre ayant dans ses attributions la Commission est l'autorité compétente pour l'octroi de l'agrément aux établissements de paiement. La Commission est l'autorité compétente pour la surveillance des établissements de paiement.

(2) La surveillance exercée par la Commission à l'égard des établissements de paiement n'implique en aucune manière que la Commission soit tenue de surveiller les activités des établissements de paiement autres que la prestation de services de paiement et autres que les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a).

Sans préjudice de l'alinéa précédent, la Commission peut demander aux établissements de paiement, qui gèrent un système de paiement en vertu de l'article 10, paragraphe (1), point b) ou qui exercent en vertu de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, toutes informations utiles à l'exercice de sa mission de surveillance.

(3) La Commission exerce ses attributions de surveillance exclusivement dans l'intérêt public. Si l'intérêt public le justifie, elle peut rendre ses décisions publiques.

(4) Aux fins de l'application de la présente loi, la Commission est investie de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Les pouvoirs de la Commission incluent le droit:

- de demander aux établissements de paiement, à leurs succursales, à leurs agents et aux entités vers lesquels ils ont externalisé des activités toute information utile à l'accomplissement de ses fonctions;
- de prendre inspection des livres, comptes, registres ou autres actes et documents des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
- de procéder à des inspections sur place auprès des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
- d'enjoindre de cesser toute pratique contraire aux dispositions de la présente loi;
- de requérir le gel et/ou la mise sous séquestre d'actifs auprès du Président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg statuant sur requête;
- de prononcer l'interdiction temporaire d'activités professionnelles à l'encontre des établissements de paiement, ainsi que des membres des organes d'administration, de direction et de gestion, des salariés et des agents de ces personnes;
- d'exiger des réviseurs d'entreprises agréés des établissements de paiement qu'ils fournissent des informations;
- d'adopter toute mesure nécessaire pour s'assurer que les établissements de paiement continuent de se conformer aux exigences de la présente loi;

- de transmettre des informations au Procureur d’Etat en vue de poursuites pénales;
- d’instruire des réviseurs d’entreprises agréés ou des experts d’effectuer des vérifications sur place ou des enquêtes auprès des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
- d’adopter des recommandations, des orientations et, le cas échéant, des dispositions administratives contraignantes;
- de demander le retrait de l’agrément dans les cas visés à l’article 20.

(5) Aux fins de l’application de la présente loi, la Commission exerce des contrôles qui sont proportionnés, adéquats et adaptés aux risques auxquels les établissements de paiement sont exposés.

Art. 32.– *Le secret professionnel de la Commission*

(1) Toutes les personnes exerçant ou ayant exercé une activité pour la Commission, ainsi que les réviseurs agréés ou experts mandatés par la Commission, sont tenus au secret professionnel visé à l’article 16 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d’une commission de surveillance du secteur financier. Ce secret implique que les informations confidentielles qu’ils reçoivent à titre professionnel ne peuvent être divulguées à quelque personne ou autorité que ce soit, excepté sous une forme sommaire ou agrégée de façon à ce qu’aucun établissement de paiement individuel ne puisse être identifié, sans préjudice des cas relevant du droit pénal.

(2) Dans les échanges d’informations effectués conformément à l’article 33, un secret professionnel strict est appliqué, afin de garantir la protection des droits des particuliers et des entreprises.

(3) Lorsqu’un établissement de paiement est soumis à une mesure d’assainissement ou à une procédure de liquidation, la Commission, ainsi que les réviseurs agréés ou experts mandatés par la Commission, peuvent divulguer les informations confidentielles qui ne concernent pas des tiers dans le cadre de procédures civiles ou commerciales à condition que ces informations soient nécessaires au déroulement desdites procédures.

(4) La réception, l’échange et la transmission d’informations confidentielles par la Commission en vertu de la présente loi sont soumis aux exigences prévues au présent article.

(5) La communication d’informations par la Commission autorisée par la présente loi est soumise aux conditions suivantes:

- les informations communiquées à des autorités publiques d’un Etat membre ou d’un pays tiers chargées de l’agrément ou de la surveillance des établissements de paiement, des établissements de crédit, des entreprises d’investissement, des entreprises d’assurance, des entreprises de réassurance doivent être nécessaires à l’exercice de la mission de surveillance des autorités qui les reçoivent,
- les informations communiquées par la Commission doivent être couvertes par le secret professionnel des autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes qui les reçoivent et le secret professionnel de ces autorités, organismes et personnes doit offrir des garanties au moins équivalentes au secret professionnel auquel est soumise la Commission,
- les autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes qui reçoivent des informations de la part de la Commission, ne peuvent les utiliser qu’aux fins pour lesquelles elles leur ont été communiquées et doivent être en mesure d’assurer qu’aucun autre usage n’en sera fait,
- les autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes d’un pays tiers qui reçoivent des informations de la part de la Commission accordent le même droit d’information à la Commission,
- lorsque ces informations ont été reçues de la part d’autorités visées au premier tiret, d’autres autorités, d’organismes ou de personnes, leur divulgation ne peut se faire qu’avec l’accord explicite de ces autorités, organismes et personnes et, le cas échéant, exclusivement aux fins pour lesquelles ces autorités, organismes et personnes ont marqué leur accord, sauf si les circonstances le justifient.

(6) Sans préjudice des cas relevant du droit pénal, la Commission peut uniquement utiliser les informations confidentielles reçues en vertu de la présente loi pour l’exercice des fonctions qui lui

incombent en vertu de la présente loi, pour l'imposition de sanctions ou dans le cadre de procédures administratives ou judiciaires spécifiquement liées à l'exercice de ces fonctions.

Toutefois, la Commission peut utiliser les informations reçues à d'autres fins si l'autorité, l'organisme ou la personne ayant communiqué les informations à la Commission y consent.

Art. 33.– La coopération et l'échange d'informations de la Commission

(1) La Commission coopère avec les autorités publiques des autres Etats membres chargées de l'agrément et de la surveillance des établissements de paiement et, le cas échéant, avec la Banque centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg et les banques centrales nationales des autres Etats membres, agissant en qualité d'autorités monétaires et de surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de leurs missions respectives.

(2) La Commission peut échanger des informations avec:

- a) les autorités publiques d'un Etat membre ou d'un pays tiers chargées de l'agrément ou de la surveillance des établissements de paiement, des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance, des entreprises de réassurance,
 - b) la Banque centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg, les banques centrales nationales des autres Etats membres et de pays tiers, agissant en qualité d'autorités monétaires et de surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres et, le cas échéant, avec d'autres autorités publiques chargées de la surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres,
 - c) les autorités de la concurrence des Etats membres, d'autres autorités compétentes désignées en vertu de la directive 2007/64/CE, de la directive 95/46/CE ou de la directive 2005/60/CE,
 - d) les personnes chargées du contrôle légal des comptes des établissements de paiement et, le cas échéant, les personnes chargées du contrôle légal des comptes consolidés qui comprennent les comptes des établissements de paiement,
 - e) les autorités chargées de la surveillance des personnes chargées du contrôle légal des comptes des établissements de paiement, et, le cas échéant, des personnes chargées du contrôle légal des comptes consolidés qui comprennent les comptes des établissements de paiement,
 - f) les organes impliqués dans la liquidation, la faillite ou d'autres procédures similaires concernant des établissements de paiement, établissements de crédit, PSF, entreprises d'assurance ou entreprises de réassurance,
 - g) les autorités chargées de la surveillance des organes impliqués dans la liquidation, la faillite ou d'autres procédures similaires concernant des établissements de paiement, établissements de crédit, PSF, entreprises d'assurance ou entreprises de réassurance,
- des informations destinées à l'exercice de leurs fonctions.

Sous-section 2: La surveillance des établissements de paiement
fournissant des services de paiement à l'étranger

Art. 34.– La surveillance des établissements de paiement fournissant des services de paiement dans plusieurs Etats membres

(1) La surveillance par la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg s'étend également aux activités que cet établissement de paiement exerce dans un autre Etat membre, tant au moyen de l'établissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services.

(2) La surveillance d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, y compris celle des services de paiement fournis au Luxembourg conformément aux dispositions de l'article 21, incombe aux autorités compétentes de l'Etat membre d'origine, sans préjudice des dispositions de la présente loi qui comportent une compétence de la Commission en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

(3) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg a recours à des agents situés sur le territoire d'un autre Etat membre, dispose de succursales situées sur le territoire d'un autre Etat membre ou externalise des activités vers des entités situées sur le territoire d'un autre Etat membre, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, coopère avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil aux fins de pouvoir exercer les contrôles et prendre les mesures nécessaires prévus à l'article 31 concernant un agent, une succursale ou une entité vers laquelle des activités sont externalisées.

(4) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg a recours à des agents situés au Luxembourg, dispose de succursales situées au Luxembourg ou externalise des activités vers des entités situées au Luxembourg, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil, coopère avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine aux fins de mettre celles-ci en mesure d'exercer les contrôles et de prendre les mesures nécessaires prévus à l'article 21 de la directive 2007/64/CE concernant un agent, une succursale ou une entité vers laquelle des activités sont externalisées.

(5) Au titre de la coopération prévue au paragraphe (3), la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, est habilitée, après en avoir préalablement informé les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil, à procéder elle-même ou par l'intermédiaire de personnes qu'elle mandate à cet effet à une inspection sur place sur le territoire de l'Etat membre d'accueil.

La Commission est également habilitée à demander aux autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil qu'il soit procédé à cette inspection sur place.

(6) Au titre de la coopération prévue au paragraphe (4), l'autorité compétente de l'Etat membre d'origine peut, après en avoir préalablement informé la Commission, procéder elle-même ou par l'intermédiaire de personnes qu'elle mandate à cet effet, à une inspection sur place au Luxembourg.

L'autorité compétente de l'Etat membre d'origine peut également demander à la Commission qu'il soit procédé à cette inspection sur place. Si la Commission donne suite à cette demande, elle peut soit procéder elle-même à l'inspection sur place, soit désigner à cet effet et à charge de l'établissement concerné un réviseur ou un expert.

(7) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg a recours à des agents situés sur le territoire d'un autre Etat membre, dispose de succursales situées sur le territoire d'un autre Etat membre ou externalise des activités vers des entités situées sur le territoire d'un autre Etat membre, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, échange avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil toute information essentielle ou pertinente, notamment en cas d'infraction ou d'infraction présumée de la part d'un agent, d'une succursale ou d'une entité.

(8) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg a recours à des agents situés au Luxembourg, dispose de succursales situées au Luxembourg ou externalise des activités vers des entités situées au Luxembourg, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil, échange avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine toute information essentielle ou pertinente, notamment en cas d'infraction ou d'infraction présumée de la part d'un agent, d'une succursale ou d'une entité. A cet égard, la Commission transmet, sur demande, toute information pertinente et, de sa propre initiative, toute information essentielle à l'exercice de la surveillance exercée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine à l'égard de l'établissement de paiement.

(9) Les informations visées aux paragraphes (7) et (8) sont considérées comme essentielles si elles peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de la solidité financière d'un établissement de paiement dans un autre Etat membre.

Art. 35.– *La surveillance des établissements de paiement fournissant des services de paiement dans des pays tiers*

La surveillance par la Commission d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg inclut les activités que cet établissement exerce dans un pays tiers, tant

au moyen de l'établissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services.

Sous-section 3: Les moyens de la surveillance

Art. 36.– Enregistrement et protection du titre

(1) La Commission tient le registre public des établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris de leurs agents et succursales au Luxembourg et à l'étranger, ainsi que des personnes physiques et morales, y compris de leurs agents et succursales au Luxembourg, qui bénéficient d'une dérogation en vertu de l'article 48. A cet effet, le Ministre compétent lui délivre une expédition des décisions d'agrément, de retrait et d'octroi d'une dérogation.

Le registre recense les services de paiement pour lesquels l'établissement de paiement est agréé ou pour lesquels la personne bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 a été enregistrée. Les établissements de paiement agréés figurent dans le registre sur une liste distincte de celle des personnes qui ont été inscrites dans le registre en vertu de l'article 48.

Le registre est ouvert à la consultation, accessible sur le site Internet de la Commission et est régulièrement mis à jour. Il est publié au Mémorial au moins à chaque fin d'année.

(2) Nul ne peut faire état à des fins commerciales de son inscription dans le registre public et de sa soumission à la surveillance de la Commission.

Art. 37.– Les relations entre la Commission et les réviseurs d'entreprises agréés

(1) Tout établissement de paiement agréé au Luxembourg et dont les comptes sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprises agréé, est tenu de communiquer spontanément à la Commission les rapports, comptes rendus analytiques et commentaires écrits émis par le réviseur d'entreprises agréé dans le cadre de son contrôle des documents comptables annuels.

(2) La Commission peut demander à un réviseur d'entreprises agréé d'effectuer un contrôle portant sur un ou plusieurs aspects déterminés du fonctionnement et des activités de services de paiement d'un établissement de paiement. Ce contrôle se fait aux frais de l'établissement de paiement concerné.

(3) La Commission peut fixer des règles quant au contenu du rapport d'audit prévu à l'article 19, paragraphe (3) et du compte-rendu analytique prévu au paragraphe (1) du présent article.

(4) Le réviseur d'entreprises agréé est tenu de signaler à la Commission rapidement tout fait ou décision dont il a pris connaissance dans l'exercice du contrôle des documents comptables annuels d'un établissement de paiement ou d'une autre mission légale, lorsque ce fait ou cette décision:

- concerne cet établissement de paiement et
- est de nature à:
 - constituer une violation grave des dispositions de la présente loi
 - ou
 - porter atteinte à la continuité de l'exploitation de l'établissement de paiement
 - ou
 - entraîner le refus de la certification des comptes ou l'émission de réserves y relatives.

Le réviseur d'entreprises agréé est en outre tenu d'informer rapidement la Commission, dans l'accomplissement des missions visées à l'alinéa précédent auprès d'un établissement de paiement, de tout fait ou décision concernant cet établissement de paiement et répondant aux critères énumérés à l'alinéa précédent, dont il a eu connaissance en s'acquittant du contrôle des documents comptables annuels ou d'une autre mission légale auprès d'une autre entreprise liée à cet établissement de paiement par un lien étroit.

(5) La divulgation de bonne foi à la Commission par un réviseur d'entreprises agréé de faits ou décisions visés au paragraphe (4) ne constitue pas une violation du secret professionnel, ni une violation d'une quelconque restriction à la divulgation d'informations imposée contractuellement et n'entraîne de responsabilité d'aucune sorte pour le réviseur d'entreprises agréé.

Art. 38.– *Le droit d'injonction et de suspension de la Commission*

(1) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, y compris ses agents, ne respecte pas les dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), ou que sa gestion ou sa situation financière n'offre pas de garantie suffisante pour la bonne fin de ses engagements, la Commission enjoint, par lettre recommandée, à cet établissement de paiement ou, le cas échéant, à son agent de remédier à la situation constatée ou de cesser toute pratique contraire aux dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), dans le délai qu'elle fixe.

(2) Si au terme du délai fixé par la Commission en application du paragraphe précédent, il n'a pas été remédié à la situation constatée, la Commission peut

- a) suspendre les membres des organes d'administration, de direction ou de gestion ou toute autre personne qui, par leur fait, leur négligence ou leur imprudence, ont entraîné la situation constatée ou dont le maintien en fonction risque de porter préjudice à l'application de mesures de redressement ou de réorganisation;
- b) suspendre l'exercice des droits de vote attachés aux actions ou parts détenues par les actionnaires ou associés dont l'influence est susceptible de se faire au détriment d'une gestion prudente et saine de l'établissement de paiement ou de l'agent;
- c) suspendre la poursuite de l'activité de services de paiement de l'établissement de paiement ou de l'agent ou, si la situation constatée concerne un type déterminé de services paiement ou d'activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), la poursuite de la prestation de ce service ou de l'exercice de cette activité.

(3) Les décisions prises par la Commission en vertu du paragraphe précédent sortent leurs effets à l'égard de l'établissement de paiement ou de l'agent en cause à dater de leur notification par lettre recommandée ou de leur signification par exploit d'huissier.

(4) Lorsque par suite d'une suspension prononcée en application du paragraphe (2), un organe d'administration, de direction ou de gestion ne comporte plus le minimum légal ou statutaire de membres, la Commission fixe par lettre recommandée le délai dans lequel l'établissement de paiement ou l'agent concerné doit pourvoir au remplacement des personnes suspendues.

(5) Si, à l'expiration de ce délai, il n'a pas été pourvu au remplacement des personnes suspendues, il y sera pourvu provisoirement par le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, statuant sur requête de la Commission, l'établissement de paiement ou l'agent en cause dûment entendu ou appelé. Les personnes ainsi nommées disposent des mêmes pouvoirs que les personnes qu'elles remplacent. Leur mandat ne peut pas excéder la durée de la suspension de ces personnes. Leurs honoraires sont taxés par le magistrat qui les a nommées; ils sont ainsi que tous autres frais occasionnés en application du présent article, à charge de l'établissement de paiement ou de l'agent en cause.

(6) La Commission peut rendre publiques les mesures prises en vertu des paragraphes (1) et (2), à moins que cette publication ne risque de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause.

Section 6: Les procédures d'insolvabilité

Art. 39.– *Les dispositions légales applicables*

Sauf dispositions contraires de la présente loi, les établissements de paiement agréés au Luxembourg sont soumis aux procédures de la gestion contrôlée et de la faillite en conformité avec les dispositions du livre III du Code de Commerce et de l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite par l'institution du régime de la gestion contrôlée.

Sous-section 1: La gestion contrôlée

Art. 40.– *L'ouverture de la procédure de gestion contrôlée des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui n'exercent pas au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Seuls la Commission ou l'établissement de paiement peuvent demander au Tribunal de prononcer la gestion contrôlée.

(2) La requête motivée, appuyée des documents justificatifs, est déposée au greffe du Tribunal.

(3) Lorsque la requête émane de l'établissement de paiement, celui-ci est tenu sous peine d'irrecevabilité de sa demande, d'en avertir la Commission avant de saisir le Tribunal. Le greffe certifie le jour et l'heure du dépôt de la requête et en informe immédiatement la Commission.

(4) Lorsque la requête émane de la Commission, celle-ci devra la signifier à l'établissement de paiement par exploit d'huissier. L'exploit d'huissier est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement et de la formalité de l'enregistrement.

(5) Le dépôt de la requête par l'établissement de paiement ou, en cas d'initiative de la Commission, la signification de la requête entraîne de plein droit au profit de l'établissement de paiement et jusqu'à décision définitive sur la requête, sursis à tout paiement de la part de cet établissement de paiement et interdiction, sous peine de nullité, de procéder à tous actes autres que conservatoires, sauf autorisation de la Commission ou dispositions légales contraires.

(6) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés par un établissement de paiement et la réalisation de telles sûretés, sont valables et opposables aux tiers, à l'établissement de paiement et aux commissaires, s'ils précèdent la décision du Tribunal déléguant un juge ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance du bénéficiaire, de cette délégation d'un juge.

(7) Le Tribunal statue à bref délai en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties. Si le Tribunal a reçu des observations de la Commission et s'il s'estime suffisamment renseigné, il prononce immédiatement en audience publique sans entendre la Commission et l'établissement de paiement. Si la Commission n'a pas déposé ses observations et si le Tribunal l'estime nécessaire, il convoque la Commission et l'établissement de paiement au plus tard dans les trois jours du dépôt de la requête, par les soins du greffe. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

(8) Le greffe informe immédiatement la Commission de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

(9) Le jugement, même rendu sans audition des parties ou de l'une d'elles, n'est pas susceptible d'opposition, ni de tierce opposition. Il est exécutoire par provision, nonobstant tout recours, sur minute, avant l'enregistrement et sans caution.

(10) La Commission et l'établissement de paiement peuvent former appel dans un délai de quinze jours à partir de la notification du jugement conformément au paragraphe (8) par voie de déclaration au greffe du Tribunal. L'appel est jugé d'urgence par l'une des chambres connaissant des affaires civiles et commerciales de la Cour Supérieure de Justice. Le ministère d'avocat à la cour n'est pas requis. Les parties sont convoquées au plus tard dans les huit jours par les soins du greffe de la Cour. Les parties sont entendues en chambre du conseil. La Cour statue en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties. L'arrêt n'est pas susceptible d'un pourvoi en cassation.

(11) Lorsqu'une partie ne se présente pas, l'arrêt rendu par défaut n'est pas susceptible d'opposition.

(12) Le Tribunal peut limiter le champ des opérations soumises à autorisation. Les commissaires peuvent soumettre à la délibération des organes sociaux toutes propositions qu'ils jugent opportunes.

(13) En cas d'opposition entre les organes de l'établissement de paiement et les commissaires, il est statué par le Tribunal sur requête d'une des parties, les parties entendues en chambre du conseil. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

(14) La Commission exerce de plein droit la fonction de commissaire jusqu'au prononcé du jugement sur la requête prévue au paragraphe (2).

(15) Le Tribunal peut, à la demande de la Commission, de l'établissement de paiement ou des commissaires, modifier les modalités d'un jugement prononcé sur la base du présent article.

(16) Tous actes, pièces ou documents, tendant à éclairer le Tribunal sur la requête peuvent être produits ou déposés sans qu'il soit nécessaire de les faire revêtir préalablement de la formalité du timbre ou de l'enregistrement. Les ordonnances, jugements et arrêts rendus dans le cadre de la procédure de gestion contrôlée sont exempts du droit de titre, de tous droits d'enregistrement ou de timbre.

Art. 41.– *Les effets de la procédure de gestion contrôlée des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui exercent au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés par un établissement de paiement et la réalisation de telles sûretés, sont valables et opposables aux tiers, à l'établissement de paiement et aux commissaires s'ils précèdent la décision du Tribunal déléguant un juge ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance du bénéficiaire, de cette délégation d'un juge.

(2) Le greffe du Tribunal informe immédiatement la Commission du jour et de l'heure du dépôt de la requête et convoque la Commission et l'établissement de paiement au plus tard dans les trois jours du dépôt de la requête. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

Le greffe du Tribunal informe en outre immédiatement la Commission de la teneur du jugement prononçant la gestion contrôlée. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

Sous-section 2: La liquidation volontaire et la faillite

Art. 42.– *La liquidation volontaire*

(1) Un établissement de paiement agréé au Luxembourg ne peut se mettre en liquidation volontaire qu'après en avoir averti la Commission au moins un mois avant la convocation de l'assemblée générale appelée à statuer sur la mise en liquidation. Sous peine de nullité, cette convocation contient l'ordre du jour et est faite par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans au moins deux journaux luxembourgeois et un journal étranger à diffusion adéquate.

(2) Une décision de mise en liquidation volontaire n'enlève ni à la Commission ni au Procureur d'Etat la faculté de demander au Tribunal de déclarer applicable la procédure de faillite prévue aux articles 43 et 44.

Art. 43.– *La procédure de faillite des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui n'exercent pas au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Sans préjudice de l'aveu de l'établissement de paiement, seuls la Commission ou le Procureur d'Etat, la Commission dûment appelée en cause, peuvent demander au Tribunal de prononcer la faillite d'un établissement de paiement.

(2) Le Tribunal statue à bref délai en audience publique à une date et heure communiquées antérieurement aux parties. Il convoque l'établissement de paiement, la Commission et le Procureur d'Etat, par les soins du greffe. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

(3) Le greffe informe immédiatement la Commission de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

(4) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés effectuées par un établissement de paiement et la réalisation de sûretés accordées par un établissement de paiement, sont valables et opposables aux tiers et aux curateurs, s'ils précèdent le prononcé du jugement de faillite ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance de la faillite.

(5) Le jugement prononçant la faillite n'est pas susceptible d'opposition, ni de tierce opposition. Il est exécutoire par provision, nonobstant tout recours, sur minute, avant l'enregistrement et sans caution.

(6) La Commission, le Procureur d'Etat et l'établissement de paiement, peuvent former appel par voie de déclaration au greffe du Tribunal. Le délai d'appel est de quinze jours à partir de la notification du jugement conformément au paragraphe (3). L'appel est jugé d'urgence par l'une des chambres connaissant des affaires civiles et commerciales de la Cour Supérieure de Justice. Le ministère d'avocat à la cour n'est pas requis. Les parties sont convoquées au plus tard dans les huit jours par les soins du greffe de la Cour. Les parties sont entendues en chambre du conseil. La Cour statue en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties.

(7) Lorsqu'une partie ne se présente pas, l'arrêt rendu par défaut n'est pas susceptible d'opposition.

Art. 44.– *La procédure de faillite des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui exercent au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés effectuées par un établissement de paiement et la réalisation de sûretés accordées par un établissement de paiement, sont valables et opposables aux tiers et aux curateurs, s'ils précèdent le prononcé du jugement de faillite ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance de la faillite.

(2) Le greffe du Tribunal informe immédiatement la Commission du dépôt de l'aveu et de toute assignation en faillite et convoque l'établissement de paiement, la Commission et le Procureur d'Etat. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

Le greffe du Tribunal informe en outre immédiatement la Commission de la teneur du jugement prononçant la faillite. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

Art. 45.– *Le retrait de l'agrément d'un établissement de paiement*

(1) En cas de faillite d'un établissement de paiement, l'agrément de cet établissement de paiement est retiré. En cas de retrait de l'agrément, la Commission en informe les autorités compétentes des Etats où l'établissement de paiement dispose de succursales ou fait recours à des agents.

(2) Le retrait de l'agrément prévu au paragraphe précédent n'empêche pas le ou les curateurs de poursuivre certaines des activités de l'établissement de paiement dans la mesure où cela est nécessaire ou approprié pour les besoins de la faillite. Ces activités sont menées avec l'accord et sous le contrôle de la Commission.

Section 7: Les sanctions

Art. 46.– *Les amendes d'ordre*

(1) Les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des établissements de paiement agréés au Luxembourg ainsi que les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des agents de ces établissements de paiement peuvent être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros au cas où:

- elles ne respectent pas les dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a),
- elles refusent de fournir les documents comptables ou autres renseignements demandés,
- elles ont fourni des documents ou autres renseignements qui se révèlent être incomplets, inexacts ou faux,
- elles font obstacle à l'exercice des pouvoirs de surveillance et d'inspection de la Commission,
- elles contreviennent aux règles régissant les publications des bilans et situations comptables,
- elles ne donnent pas suite aux injonctions de la Commission,
- elles risquent, par leur comportement, de mettre en péril la gestion saine et prudente de l'établissement de paiement concerné.

(2) Les personnes en charge de la gestion des succursales et des agents établis au Luxembourg par des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, les personnes physiques bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 et les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des personnes morales, y compris de leurs succursales et de leurs agents, bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 peuvent être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros au cas où elles ne respectent pas les dispositions des titres III et IV de la présente loi.

(3) La Commission peut rendre publiques les amendes d'ordre prononcées en vertu du présent article, à moins que cette publication ne risque de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause.

Art. 47.– *Les sanctions pénales*

(1) Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement ceux qui ont contrevenu ou tenté de contrevenir aux dispositions respectivement des articles 4, 6, 7, paragraphe (4) et 22, paragraphe (1).

(2) Sont punis d'une amende de 1.250 à 125.000 euros ceux qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 13, paragraphe (3).

(3) Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement, les membres des organes d'administration, de direction ou de gestion des établissements de paiement, y compris de leurs agents,

- qui, nonobstant leur suspension par application de l'article 38, paragraphe (2), point a) ont fait des actes de disposition, d'administration ou de gestion;

- qui, nonobstant la suspension de la poursuite des activités de l'établissement en application de l'article 38, paragraphe (2), point c) ont fait des actes de disposition, d'administration ou de gestion.

(4) Le présent article s'applique sans préjudice des peines édictées par le Code pénal ou par d'autres lois particulières.

Section 8: Les dérogations

Art. 48.– Les conditions de dérogation

(1) Nonobstant l'article 36, le Ministre ayant dans ses attributions la Commission peut exempter, après instruction par la Commission portant sur les conditions exigées au présent paragraphe, des personnes physiques ou morales, sur base d'une demande écrite, de tout ou partie de la procédure et des conditions fixées à la section 1 du présent chapitre et à l'article 27, et la Commission peut inscrire ces personnes dans le registre prévu à l'article 36, lorsque:

- a) le montant total moyen, pour les douze mois précédents, des opérations de paiement exécutées par la personne concernée, y compris tout agent dont elle assume l'entière responsabilité, ne dépasse pas 3.000.000 euros sur un mois. Ce critère est évalué par rapport au montant total prévu des opérations de paiement dans son plan d'affaires, à moins que la Commission n'exige un ajustement de ce plan; et
- b) aucune des personnes physiques responsables de la gestion ou de l'exercice de l'activité n'a été condamnée pour des infractions liées au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme ou à d'autres délits financiers.

(2) Le Ministre ayant dans ses attributions la Commission est habilité à autoriser les personnes enregistrées conformément au paragraphe (1) à n'exercer que certaines des activités énumérées à l'article 10.

(3) Toute personne enregistrée conformément au paragraphe (1) est tenue d'exercer effectivement son activité au Luxembourg et d'y avoir son administration centrale ou son lieu de résidence.

(4) Les personnes visées au paragraphe (1) sont traitées comme des établissements de paiement, sous réserve que les articles 23 et 24 ne leur sont pas applicables.

(5) Les personnes visées au paragraphe (1) informent la Commission de tout changement de leur situation ayant une incidence sur les conditions énoncées audit paragraphe.

Lorsque les conditions énoncées aux paragraphes (1), (3) et (4) ne sont plus remplies, la personne concernée doit demander l'agrément dans un délai de 30 jours calendaires conformément à la procédure prévue à l'article 7.

(6) Les personnes visées au paragraphe (1) fournissent à la Commission, sur une base annuelle, un rapport sur leurs activités, notamment sur le montant total moyen des opérations de paiement exécutées.

Chapitre 2: Etablissements de monnaie électronique

Art. 49.– Le champ d'application

(1) Le présent chapitre s'applique à tout établissement de monnaie électronique de droit luxembourgeois.

(2) Les établissements de monnaie électronique sont des établissements de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, dans les limites prévues au présent chapitre. Ils ne peuvent recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Les fonds reçus par les établissements de monnaie électronique conformément à l'article 1er, point 29) ii) ne constituent pas des dépôts ou autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier s'ils sont immédiatement échangés contre de la monnaie électronique.

Art. 50.– La nécessité d'un agrément

(1) Nul autre qu'un établissement de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ne peut exercer, à titre professionnel, l'activité d'émission de monnaie électronique.

(2) Nul ne peut exercer l'activité d'émission de monnaie électronique sous la dénomination d'établissement de monnaie électronique, ou sous toute autre dénomination identique ou analogue en une autre langue, s'il ne remplit pas les conditions fixées par le présent chapitre.

(3) Aucune personne de droit luxembourgeois ne peut exercer l'activité d'établissement de monnaie électronique sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission. Cette exigence ne s'applique pas aux établissements de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier autres que les établissements de monnaie électronique.

Art. 51.– Les activités

(1) Outre l'émission de monnaie électronique, les établissements de monnaie électronique ne peuvent exercer que des activités commerciales limitées

- à la fourniture de services financiers et non financiers étroitement liés à l'émission de monnaie électronique, tels que la gestion de monnaie électronique, par l'exercice de fonctions opérationnelles et d'autres fonctions accessoires en rapport avec son émission ainsi qu'à l'émission et à la gestion d'autres moyens de paiement à l'exclusion de l'octroi de toute forme de crédit, et
- au stockage de données sur le support électronique pour le compte d'autres entreprises ou institutions publiques.

(2) Les établissements de monnaie électronique ne peuvent détenir des participations que dans des entreprises qui exercent des fonctions opérationnelles ou d'autres fonctions accessoires liées à la monnaie électronique émise ou distribuée par l'établissement concerné.

Art. 52.– Les dispositions légales applicables

(1) Sauf disposition contraire expresse, les établissements de monnaie électronique sont soumis aux dispositions de la section 1 du chapitre 1 de la partie I, des chapitres 3 et 4 de la partie I, du chapitre 5 de la partie II, des chapitres 1, 2, 3 et 4 de la partie III et des parties IV et V de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ils établissent leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes consolidés conformément à la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois.

(2) Ne sont pas applicables aux établissements de monnaie électronique les articles 8, 10-1, 10-2, 31, 47, 51, paragraphe (1) et 57, paragraphes (2) à (5) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

(3) L'application des articles 30, 33, 34, 45 et 46 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier se limite à l'activité d'émission de monnaie électronique.

(4) A l'exception de l'article 53, les établissements de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier autres que les établissements de monnaie électronique, qui émettent des moyens de paiement sous la forme de monnaie électronique, ne sont pas visées par les dispositions du présent chapitre.

(5) Les établissements de monnaie électronique sont soumis, aux exigences des titres III et IV de la présente loi suivant les modalités et dans les limites définies par la présente loi.

Art. 53.– Les exigences en matière de remboursabilité des fonds reçus par l'émetteur

(1) Pendant la période de validité du support de la monnaie électronique et endéans les dix ans après la fin de cette période de validité, le porteur de monnaie électronique peut exiger de l'émetteur qu'il le rembourse à la valeur nominale en pièces et en billets de banque ou par virement à un compte.

Pendant la période de validité, le remboursement est effectué sans autres frais que ceux qui sont strictement nécessaires à la réalisation de l'opération.

(2) Le contrat conclu entre l'émetteur et le porteur doit établir clairement les conditions de remboursement. Ce remboursement peut notamment être obtenu en cas de perte, vol, destruction ou défaut technique du support de la monnaie électronique, sous réserve que la valeur de la monnaie électronique soit techniquement déterminable.

(3) Le contrat peut prévoir pour le remboursement un montant minimal, qui ne peut être supérieur à dix euros.

Art. 54.– Le capital initial et les fonds propres

(1) L'agrément des établissements de monnaie électronique est subordonné à la justification d'un capital social souscrit et libéré d'une valeur de 1.000.000 euros.

(2) Nonobstant les paragraphes (3) et (4), les fonds propres des établissements de monnaie électronique ne peuvent devenir inférieurs au montant du capital social exigé en vertu du paragraphe précédent. Si les fonds propres d'un établissement viennent à diminuer en dessous de ce montant, la Commission peut, lorsque les circonstances le justifient, accorder un délai limité pour que l'établissement régularise sa situation ou cesse ses activités.

(3) Les fonds propres des établissements de monnaie électronique sont à tout moment égaux ou supérieurs à 2% du plus élevé des deux montants suivants: le montant courant ou le montant moyen, au cours des six mois qui précèdent, du total des engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation.

(4) Les fonds propres d'un établissement de monnaie électronique qui ne compte pas six mois d'activité depuis le jour de son démarrage sont égaux ou supérieurs à 2% du plus élevé des deux montants suivants: le montant courant ou le total visé pour six mois de ses engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation. Le total visé sur six mois des engagements financiers de l'établissement liés à la monnaie électronique en circulation ressort de son plan d'entreprise, après ajustement éventuel requis par la Commission.

(5) La Commission fixe les modalités des calculs prévus aux paragraphes (3) et (4). Les calculs visés au paragraphe (3) sont à effectuer sur une base semestrielle. La Commission peut exiger des calculs à des dates rapprochées si la solidité financière de l'établissement de monnaie électronique est menacée.

Art. 55.– Les limitations aux placements

(1) Les établissements de monnaie électronique sont tenus de faire des placements d'un montant au moins égal à leurs engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation.

Les placements sont limités aux actifs suivants:

- a) argent comptant et éléments assimilés;
- b) créances sur les administrations centrales et les banques centrales de la zone A, ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- c) créances sur les Communautés européennes (C.E.C.A., C.E., Euratom), ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- d) créances sur les communes luxembourgeoises ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- e) dépôts à vue auprès d'établissements de crédit de la zone A;
- f) autres titres de créance remplissant les trois critères suivants:

- présentant un degré de liquidité suffisamment élevé;
- reconnus par la Commission comme éléments éligibles, et
- émis par des entreprises autres que des entreprises qui détiennent une participation qualifiée dans l'établissement de monnaie électronique considéré, ou qui doivent être incluses dans les comptes consolidés de ces entreprises détenant une participation qualifiée.

Aux fins du présent article, on entend par zone A tous les Etats membres et tous les autres pays membres à part entière de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que les pays qui ont conclu des accords spéciaux de prêt avec le Fonds monétaire international (FMI) et dans le cadre des accords généraux d'emprunt (AGE) du FMI. Cependant, tout pays qui rééchelonne sa dette publique extérieure ne peut faire partie de la zone A pendant une période de cinq ans.

(2) Les placements visés au paragraphe (1), points e) et f), ne peuvent dépasser vingt fois les fonds propres d'un établissement de monnaie électronique.

(3) Afin de couvrir les risques de marché associés à l'émission de monnaie électronique et aux placements visés au paragraphe (1), les établissements de monnaie électronique peuvent utiliser des instruments dérivés liés aux taux d'intérêt ou aux taux de change suffisamment liquides et négociés sur un marché réglementé reconnu ou les contrats de taux de change d'une durée initiale n'excédant pas quatorze jours de calendrier. L'utilisation d'instruments dérivés n'est admissible qu'à la condition que l'objectif poursuivi et, dans la mesure du possible, le résultat obtenu soient l'élimination totale des risques de marché.

(4) La Commission établit des règles relatives à la limitation du risque de concentration et aux risques de marché liés aux placements visés au présent article. Elle définit les éléments à prendre en considération dans ces règles.

(5) Aux fins de l'application du paragraphe (1), les actifs sont évalués à leur prix d'acquisition ou, si elle est plus faible, à la valeur du marché.

(6) Si la valeur des actifs visés au paragraphe (1) tombe en dessous du montant des engagements financiers liés au stock de monnaie électronique en circulation, la Commission impartit à l'établissement de monnaie électronique concerné un délai pour remédier à cette situation. A cette fin et pour une période limitée seulement, la Commission peut autoriser l'établissement concerné à couvrir ses engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation au moyen d'actifs autres que ceux visés au paragraphe (1) et ce jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas 5% de ces engagements ou, s'il est moins élevé, le montant total de ses fonds propres.

(7) La Commission fixe les modalités des calculs prévus au présent article. Les calculs visés au présent article sont à effectuer sur une base semestrielle. La Commission peut exiger des calculs à des dates rapprochées si la solidité financière de l'établissement de monnaie électronique est menacée.

Art. 56.– Les exemptions

(1) La Commission peut exempter des établissements de monnaie électronique, sur base d'une demande écrite, de tout ou partie des dispositions qui leur sont applicables, à l'exception des articles 39 à 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier:

- a) lorsque l'ensemble des activités commerciales de l'établissement liées à l'émission de moyens de paiement sous forme électronique génère des engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation dont le montant total ne dépasse pas normalement 5 millions d'euros et à aucun moment 6 millions d'euros;
- b) lorsque la monnaie électronique émise par l'établissement n'est acceptée comme moyen de paiement que par des filiales de l'établissement qui exercent des fonctions opérationnelles et d'autres fonctions accessoires en rapport avec la monnaie électronique émise ou distribuée par l'établissement concerné, l'entreprise mère de l'établissement ou les autres filiales de ladite entreprise mère;
- c) lorsque la monnaie électronique émise par l'établissement n'est acceptée comme moyen de paiement que par un nombre limité d'entreprises, qui se distinguent clairement par:

- le fait qu’elles se trouvent dans les mêmes locaux ou dans une autre zone locale restreinte, ou
- leur étroite relation financière ou commerciale avec l’établissement émetteur, par exemple sous la forme d’un dispositif de commercialisation ou de distribution commun.

Les arrangements contractuels sur la base desquels la monnaie électronique est émise doivent stipuler que la capacité maximale de chargement du support électronique mis à la disposition des porteurs à des fins de paiements ne peut dépasser 150 euros.

(2) Les articles 30, 33, 34, 45 et 46 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ne sont pas applicables aux établissements de monnaie électronique bénéficiant d’une exemption au titre du paragraphe précédent.

(3) Les établissements de monnaie électronique qui bénéficient de l’exemption prévue au paragraphe (1) fournissent à la Commission, sur une base annuelle, un rapport sur leurs activités, notamment sur le montant total des engagements financiers liés à la monnaie électronique.

Chapitre 3: Dispositions communes à tous les prestataires de services de paiement

Art. 57.– L’accès aux systèmes de paiement

(1) Les règles régissant l’accès des prestataires de services de paiement agréés ou enregistrés, qui sont des personnes morales, aux systèmes de paiement doivent être objectives, non discriminatoires et proportionnées et ne doivent pas entraver l’accès dans une mesure excédant ce qui est nécessaire pour prévenir certains risques spécifiques, tels que le risque de règlement, le risque opérationnel et le risque d’entreprise, et protéger la stabilité financière et opérationnelle des systèmes de paiement.

Les systèmes de paiement ne peuvent imposer aux prestataires de services de paiement, aux utilisateurs de services de paiement ou aux autres systèmes de paiement aucune des exigences suivantes:

- a) des règles restrictives pour participer effectivement à d’autres systèmes de paiement;
- b) des règles établissant des discriminations entre les prestataires de services de paiement agréés ou entre les prestataires de services de paiement enregistrés en ce qui concerne les droits, obligations et avantages des participants; ou
- c) des restrictions fondées sur la forme sociale.

(2) Le paragraphe (1) ne s’applique pas aux:

- a) systèmes de paiement visés à l’article 108;
- b) systèmes de paiement exclusivement composés de prestataires de services de paiement appartenant à un groupe composé d’entités liées par le capital lorsque l’une des entités liées jouit d’un contrôle effectif sur les autres entités liées;
- c) systèmes de paiement lorsqu’un prestataire unique de services de paiement (sous la forme d’une entité unique ou d’un groupe):
 - agit ou peut agir en tant que prestataire de services de paiement à la fois pour le payeur et le bénéficiaire et est le seul responsable de la gestion du système, et
 - permet à d’autres prestataires de services de paiement de participer au système et que ces derniers n’ont pas le droit de négocier des commissions entre ou parmi eux à l’égard du système de paiement, mais ils peuvent fixer leurs propres tarifs à l’égard des payeurs et des bénéficiaires.

Art. 58.– Les autorités compétentes

(1) La Commission veille au respect des dispositions des titres III et IV par les prestataires de services de paiement visés à l’article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par les personnes bénéficiant d’une dérogation au titre de l’article 48, ainsi que par les succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement dont l’Etat membre d’origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et par les agents établis au Luxembourg auxquels ces prestataires de services de paiement font recours.

(2) La Commission veille en outre au respect des dispositions du règlement (CE) No. 2560/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2001 concernant les paiements transfrontaliers en

euros et des dispositions du règlement (CE) No. 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds par les prestataires de services visés à l'article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par les personnes bénéficiant d'une dérogation au titre de l'article 48, ainsi que par les succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et par les agents établis au Luxembourg auxquels ces prestataires de services de paiement font recours.

(3) Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57. La Banque centrale du Luxembourg informe sans délai le Conseil de la concurrence de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies à l'article 57 constatée dans le cadre de l'exercice de sa mission visée à l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

Par dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale du Luxembourg est autorisée à transmettre au Conseil de la concurrence toute information, y compris des informations confidentielles, dont celui-ci a besoin dans l'exercice de sa mission.

TITRE III

Transparence des conditions et exigences en matière d'informations régissant les services de paiement

Chapitre 1: Règles générales

Art. 59.– Le champ d'application

(1) Le présent titre s'applique aux opérations de paiement isolées, aux contrats-cadres et aux opérations de paiement qui en relèvent. Les parties peuvent décider de ne pas l'appliquer, en tout ou en partie, lorsque l'utilisateur des services de paiement n'est pas un consommateur.

(2) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

(3) Les dispositions du présent titre s'appliquent sans préjudice des dispositions légales portant transposition de textes communautaires prévoyant des exigences supplémentaires en matière d'information préalable.

Toutefois, lorsque des dispositions de la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance sont également applicables, les exigences en matière d'information de l'article 3, paragraphe (1) de ladite loi, à l'exception du point 2) c) à g), du point 3) a), d) et e), et du point 4) b) dudit paragraphe (1), sont remplacées par les articles 65, 66, 70 et 71 de la présente loi.

Art. 60.– Les frais d'information

(1) Le prestataire de services de paiement n'impute pas de frais à l'utilisateur de services de paiement pour lui fournir des informations en vertu du présent titre.

(2) Le prestataire de services de paiement et l'utilisateur de services de paiement peuvent d'un commun accord fixer les frais pour des informations supplémentaires ou communiquées de manière plus fréquente ou transmises par d'autres moyens de communication que ceux prévus par le contrat-cadre, et fournies à la demande de l'utilisateur de services de paiement.

(3) Lorsque le prestataire de services de paiement peut imputer des frais pour la communication d'informations conformément au paragraphe (2), ceux-ci doivent être appropriés et s'orienter aux coûts réels supportés par le prestataire de services de paiement

Art. 61.– La devise et la conversion monétaire

(1) Les paiements sont effectués dans la devise convenue par les parties.

(2) Lorsqu'un service de conversion monétaire est proposé avant l'initiation de l'opération de paiement et lorsque ce service de conversion monétaire est proposé au point de vente ou par le bénéficiaire, la partie qui le propose au payeur est tenue d'informer celui-ci de tous les frais appliqués, ainsi que du taux de change qui sera utilisé aux fins de la conversion de l'opération de paiement

Le payeur accepte le service de conversion monétaire sur cette base.

Art. 62.– Les informations relatives aux frais supplémentaires ou aux réductions

(1) Lorsque, aux fins de l'utilisation d'un instrument de paiement donné, le bénéficiaire offre une réduction, il en informe le payeur avant l'initiation de l'opération de paiement.

(2) Lorsque, aux fins de l'utilisation d'un instrument de paiement donné, un prestataire de services de paiement ou un tiers demande des frais, il en informe l'utilisateur de services de paiement avant l'initiation de l'opération de paiement.

Art. 63.– La dérogation aux exigences en matière d'informations pour les instruments de paiement relatifs à des montants faibles et la monnaie électronique

(1) Dans le cas d'instruments de paiements qui, conformément au contrat-cadre, concernent exclusivement des opérations de paiement n'excédant pas 30 euros unitairement ou qui soit ont une limite de dépenses de 150 euros, soit stockent des fonds dont le montant n'excède à aucun moment 150 euros:

- a) par dérogation aux articles 70, 71 et 75, le prestataire de services de paiement fournit au payeur uniquement des informations sur les principales caractéristiques du service de paiement, y compris la manière dont l'instrument de paiement peut être utilisé, la responsabilité, les frais perçus et d'autres informations concrètes nécessaires pour prendre une décision en connaissance de cause ainsi qu'une indication de l'endroit où les autres informations et conditions définies à l'article 71 sont disponibles de manière aisée;
- b) il peut être convenu que, par dérogation à l'article 73, le prestataire de services de paiement n'est pas tenu de proposer une modification des clauses du contrat-cadre de la manière prévue à l'article 70, paragraphe (1);
- c) il peut être convenu que, par dérogation aux articles 76 et 77, après exécution d'une opération de paiement:
 - i) le prestataire de services de paiement fournit ou met à disposition uniquement une référence permettant à l'utilisateur de services de paiement d'identifier l'opération de paiement, son montant et les frais et/ou, en cas de multiples opérations de paiement de même type au profit du même bénéficiaire, uniquement des informations concernant le montant total et les frais de ces opérations de paiement;
 - ii) le prestataire de services de paiement n'est pas tenu de fournir ou de mettre à disposition les informations visées au point i) si l'instrument de paiement est utilisé de manière anonyme ou si le prestataire de services de paiement n'est pas par ailleurs techniquement en mesure de les fournir. Toutefois, le prestataire de services de paiement fournit au payeur la possibilité de vérifier le montant des fonds stockés.

(2) Pour les opérations de paiement nationales, les montants visés au paragraphe (1) sont doublés. Pour les instruments de paiement prépayés, les montants visés au paragraphe (1) sont de 500 euros.

Chapitre 2: Opérations de paiement isolées

Art. 64.– Le champ d'application

(1) Le présent chapitre s'applique aux opérations de paiement de caractère isolé, non couvertes par un contrat-cadre.

(2) Lorsqu'un ordre de paiement relatif à une opération de paiement isolée est transmis par l'intermédiaire d'un instrument de paiement relevant d'un contrat-cadre, le prestataire de services de paiement n'est pas obligé de fournir ou de mettre à disposition des informations qui ont déjà été données à

l'utilisateur de services de paiement sur la base d'un contrat-cadre avec un autre prestataire de services de paiement ou qui lui seront données conformément audit contrat-cadre.

Art. 65.– *L'information générale préalable*

(1) Avant que l'utilisateur de services de paiement ne soit lié par un contrat ou une offre de service de paiement isolé, le prestataire de services de paiement doit mettre à la disposition de l'utilisateur de services de paiement, sous une forme aisément accessible, les informations et les conditions énoncées à l'article 66. Sur demande de l'utilisateur de services de paiement, le prestataire de services de paiement fournit ces informations et conditions sur support papier ou sur un autre support durable. Ces informations et conditions sont communiquées dans des termes aisément compréhensibles et sous une forme claire et compréhensible. Les informations et conditions relatives à des services de paiement offerts au Luxembourg sont communiquées en luxembourgeois, allemand ou français ou dans toute autre langue convenue par les parties. Les informations et conditions relatives à des services de paiement offerts dans d'autres Etats membres sont communiquées dans une langue officielle de l'Etat membre d'accueil ou dans toute autre langue convenue par les parties.

(2) Si, à la demande de l'utilisateur de services de paiement, le contrat de service de paiement isolé est conclu par un moyen de communication à distance ne permettant pas au prestataire de services de paiement de se conformer au paragraphe (1), ce dernier satisfait aux obligations découlant dudit paragraphe immédiatement après l'exécution de l'opération de paiement.

(3) Le prestataire de services de paiement peut également s'acquitter des obligations découlant du paragraphe (1) en veillant à ce que soit fournie à l'utilisateur de services de paiement une copie du projet de contrat de service de paiement isolé ou du projet d'ordre de paiement comportant les informations et conditions définies à l'article 66.

Art. 66.– *Les informations et les conditions*

(1) Le prestataire de services de paiement veille à ce que soient fournies à l'utilisateur de services de paiement ou mises à sa disposition les informations et les conditions ci-après:

- a) les informations précises ou l'identifiant unique que l'utilisateur de services de paiement doit fournir aux fins de l'exécution correcte de son ordre de paiement;
- b) le délai d'exécution maximal dans lequel le service de paiement doit être fourni;
- c) tous les frais payables par l'utilisateur de services de paiement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais;
- d) le cas échéant, le taux de change réel ou de référence qui doit être appliqué à l'opération de paiement.

(2) Le cas échéant, le prestataire de services de paiement veille à ce que soient mises à la disposition de l'utilisateur de services de paiement, sous une forme aisément accessible, les autres informations et conditions utiles visées à l'article 71.

Art. 67.– *Les informations destinées au payeur après la réception de l'ordre de paiement*

Immédiatement après avoir reçu l'ordre de paiement, le prestataire de services de paiement du payeur fournit au payeur ou met à sa disposition, selon les modalités prévues à l'article 65, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) une référence permettant au payeur d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, les informations relatives au bénéficiaire;
- b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise utilisée dans l'ordre de paiement;
- c) le montant des frais imputables au payeur pour l'opération de paiement et, le cas échéant la ventilation des montants de ces frais;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du payeur ou une référence à ce taux, lorsqu'il est différent de celui prévu conformément à l'article 66, paragraphe (1), point d), et le montant de l'opération de paiement après cette conversion monétaire; et
- e) la date de réception de l'ordre de paiement.

Art. 68.– Les informations destinées au bénéficiaire après l'exécution

Immédiatement après l'exécution de l'opération de paiement, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire fournit au bénéficiaire ou met à sa disposition, selon les modalités prévues à l'article 65, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) les références permettant au bénéficiaire d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, le payeur, ainsi que toute information transmise avec l'opération de paiement;
- b) le montant de l'opération de paiement dans la devise dans laquelle les fonds sont mis à la disposition du bénéficiaire;
- c) le montant des frais imputables au bénéficiaire pour l'opération de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants de ces frais;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du bénéficiaire, et le montant de l'opération de paiement avant cette conversion monétaire; et
- e) la date de valeur du crédit.

Chapitre 3: Contrats-cadres**Art. 69.– Le champ d'application**

Le présent chapitre s'applique aux opérations de paiement couvertes par un contrat-cadre.

Art. 70.– L'information générale préalable

(1) Bien avant que l'utilisateur de services de paiement ne soit lié par un contrat-cadre ou une offre, le prestataire de services de paiement doit lui fournir, sur support papier ou sur un autre support durable, les informations et les conditions définies à l'article 71. Ces informations et conditions sont fournies dans des termes aisément compréhensibles et sous une forme claire et compréhensible. Elles sont communiquées en luxembourgeois, allemand ou français ou dans toute autre langue convenue par les parties.

(2) Si, à la demande de l'utilisateur de services de paiement, le contrat-cadre est conclu par un moyen de communication à distance ne permettant pas au prestataire de services de paiement de se conformer au paragraphe (1), ce dernier satisfait aux obligations découlant de ce paragraphe immédiatement après la conclusion du contrat-cadre.

(3) Le prestataire de services de paiement peut également s'acquitter des obligations découlant du paragraphe (1) en veillant à ce que soit fournie à l'utilisateur de services de paiement une copie du projet de contrat-cadre comportant les informations et les conditions définies à l'article 71.

Art. 71.– Les Informations et les conditions

Le prestataire de services de paiement veille à ce que soient fournies à l'utilisateur de services de paiement les informations et les conditions suivantes:

- 1) sur le prestataire de services de paiement:
 - a) le nom du prestataire de services de paiement, l'adresse géographique de son administration centrale et, le cas échéant, l'adresse géographique de son agent ou de sa succursale établis dans l'Etat membre dans lequel le service de paiement est proposé, et toutes les autres adresses, y compris l'adresse de courrier électronique, à prendre en compte pour la communication avec le prestataire de services de paiement; et
 - b) les coordonnées des autorités de contrôle compétentes et du registre public prévu à l'article 13 de la directive 2007/64/CE ou de tout autre registre d'agrément public pertinent du prestataire de services de paiement ainsi que son numéro d'enregistrement ou un moyen équivalent d'identification dans ce registre;
- 2) sur l'utilisation d'un service de paiement:
 - a) une description des principales caractéristiques du service de paiement à fournir;
 - b) les informations précises ou l'identifiant unique que l'utilisateur de services de paiement doit fournir aux fins de l'exécution correcte de son ordre de paiement;

- c) la forme et la procédure pour donner le consentement à l'exécution d'une opération de paiement et le retrait de ce consentement, conformément aux articles 81 et 93;
 - d) une référence au moment de réception de l'ordre de paiement tel que défini à l'article 91 et l'éventuel délai limite établi par le prestataire de services de paiement;
 - e) le délai d'exécution maximal au cours duquel le service de paiement doit être fourni; et
 - f) la possibilité de convenir de limites de dépenses pour l'utilisation de l'instrument de paiement, conformément à l'article 82, paragraphe (1);
- 3) sur les frais, les taux d'intérêt et les taux de change:
- a) tous les frais payables par l'utilisateur de services de paiement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais;
 - b) le cas échéant, les taux d'intérêt et de change à appliquer ou, si des taux d'intérêt et de change de référence doivent être utilisés, la méthode de calcul de l'intérêt réel ainsi que la date retenue et l'indice ou la base pour déterminer un tel taux d'intérêt ou de change de référence; et
 - c) s'il en est convenu ainsi, l'application immédiate des modifications apportées aux taux d'intérêt ou de change de référence et les exigences en matière d'informations afférentes à ces modifications, conformément à l'article 73, paragraphe (2);
- 4) sur la communication:
- a) le cas échéant, les moyens de communication, y compris les exigences techniques applicables à l'équipement de l'utilisateur de services de paiement, convenues entre les parties aux fins de la transmission d'informations ou de notifications au titre de la présente loi;
 - b) les modalités et la fréquence selon lesquelles les informations prévues par la présente loi doivent être fournies ou mises à disposition;
 - c) la ou les langues dans lesquelles le contrat-cadre sera conclu et la communication effectuée au cours de cette relation contractuelle; et
 - d) la mention du droit de l'utilisateur de services de paiement de recevoir les termes contractuels du contrat-cadre, ainsi que les informations et conditions prévues à l'article 72;
- 5) sur les mesures de protection et les mesures correctives:
- a) le cas échéant, une description des mesures que l'utilisateur de services de paiement doit prendre pour préserver la sécurité d'un instrument de paiement et les modalités de notification au prestataire de services de paiement aux fins de l'article 83, paragraphe (1), point b);
 - b) s'il en est convenu ainsi, les conditions dans lesquelles le prestataire de services de paiement se réserve le droit de bloquer un instrument de paiement, conformément à l'article 82;
 - c) la responsabilité du payeur conformément à l'article 88, y compris des informations sur le montant concerné;
 - d) le délai et les modalités selon lesquels l'utilisateur de services de paiement doit notifier au prestataire de services de paiement les opérations de paiement non autorisées ou mal exécutées, conformément à l'article 85, ainsi que la responsabilité du prestataire de services de paiement en matière d'opérations de paiement non autorisées, conformément à l'article 87;
 - e) la responsabilité du prestataire de services de paiement liée à l'exécution d'opérations de paiement, conformément à l'article 101; et
 - f) les conditions de remboursement conformément aux articles 89 et 90;
- 6) sur la modification et la résiliation d'un contrat-cadre:
- a) s'il en est convenu ainsi, le fait que l'utilisateur de services de paiement est réputé avoir accepté la modification des conditions conformément à l'article 73, à moins d'avoir notifié au prestataire de services de paiement son refus de celle-ci avant la date proposée pour l'entrée en vigueur de cette modification;
 - b) la durée du contrat; et
 - c) le droit de l'utilisateur de services de paiement de résilier le contrat-cadre et tout accord lié à cette résiliation, conformément à l'article 73, paragraphe (1), et à l'article 74;
- 7) sur les recours:

- a) toute clause contractuelle relative au droit applicable au contrat-cadre et à la juridiction compétente; et
- b) les voies de réclamation et de recours extrajudiciaires ouvertes à l'utilisateur de services de paiement, conformément à l'article 106.

Art. 72.– *L'accès aux informations et aux conditions associées au contrat-cadre*

A tout moment de la relation contractuelle, l'utilisateur de services de paiement a le droit de recevoir, sur demande, les termes contractuels du contrat-cadre, ainsi que les informations et conditions visées à l'article 71, sur support papier ou sur un autre support durable.

Art. 73.– *La modification des conditions du contrat-cadre*

(1) Toute modification du contrat-cadre, ainsi que des informations et conditions visées à l'article 71, est proposée par le prestataire de services de paiement selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1) et au plus tard deux mois avant la date proposée pour son entrée en vigueur.

Le cas échéant, conformément à l'article 71, point 6) a), le prestataire de services de paiement informe l'utilisateur de services de paiement qu'il est réputé avoir accepté la modification s'il n'a pas notifié au prestataire de services de paiement, avant la date d'entrée en vigueur proposée de cette modification, qu'il ne l'acceptait pas. Dans ce cas, le prestataire de services de paiement précise également que l'utilisateur de services de paiement a le droit de résilier le contrat-cadre, immédiatement et sans frais, avant la date d'entrée en vigueur proposée de la modification.

(2) Les modifications des taux d'intérêt ou de change peuvent s'appliquer immédiatement et sans préavis, à condition que le contrat-cadre prévoie ce droit et que les modifications se fondent sur les taux d'intérêt ou de change de référence convenus conformément à l'article 71, point 3) b) et c). L'utilisateur de services de paiement est informé de toute modification du taux d'intérêt le plus rapidement possible, selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1), à moins que les parties soient convenues d'une fréquence ou de modalités particulières en matière de fourniture ou de mise à disposition des informations. Néanmoins, les modifications des taux d'intérêt ou de change qui sont plus favorables aux utilisateurs de services de paiement peuvent être appliquées sans préavis.

(3) Les modifications des taux d'intérêt ou de change appliqués aux opérations de paiement sont mises en oeuvre et calculées d'une manière neutre qui n'établit pas de discrimination à l'encontre des utilisateurs de services de paiement.

Art. 74.– *La résiliation*

(1) L'utilisateur de services de paiement peut résilier le contrat-cadre à tout moment à moins que les parties ne soient convenues d'un délai de préavis. Un tel délai ne peut dépasser un mois.

(2) Pour l'utilisateur de services de paiement, la résiliation d'un contrat-cadre conclu pour une durée déterminée supérieure à douze mois ou pour une durée indéterminée n'entraîne aucun frais après l'expiration d'une période de douze mois. Dans tous les autres cas, les frais de résiliation doivent être adaptés et en rapport avec les coûts.

(3) Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut résilier un contrat-cadre conclu pour une durée indéterminée, moyennant un préavis d'au moins deux mois selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1).

(4) Les frais régulièrement imputés pour la prestation de services de paiement ne sont dus par l'utilisateur de services de paiement qu'au prorata de la période échue à la date de résiliation du contrat. S'ils ont été payés à l'avance, ces frais sont remboursés au prorata.

(5) Les dispositions du présent article sont sans préjudice des dispositions légales qui régissent le droit pour les parties de déclarer le contrat-cadre inexécutoire ou nul.

Art. 75.– *Les informations à fournir avant l'exécution d'opérations de paiement individuelles*

Pour toute opération de paiement individuelle relevant d'un contrat-cadre et initiée par le payeur, le prestataire de services de paiement fournit, à la demande du payeur, concernant cette opération de

paiement spécifique, des informations explicites sur le délai d'exécution maximal et sur les frais qui doivent être payés par le payeur et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais.

Art. 76.– *Les informations destinées au payeur concernant les opérations de paiement individuelles*

(1) Après que le montant d'une opération de paiement individuelle a été débité du compte du payeur ou, lorsque le payeur n'utilise pas de compte de paiement, après réception de l'ordre de paiement, le prestataire de services de paiement du payeur fournit à celui-ci, sans tarder et selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) une référence permettant au payeur d'identifier chaque opération de paiement et, le cas échéant, les informations relatives au bénéficiaire;
- b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise dans laquelle le compte de paiement du payeur est débité ou dans la devise utilisée dans l'ordre de paiement;
- c) le montant de tous les frais appliqués à l'opération de paiement et, le cas échéant, leur ventilation, ou l'intérêt dû par le payeur;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du payeur et le montant de l'opération de paiement après cette conversion monétaire; et
- e) la date de valeur du débit ou la date de réception de l'ordre de paiement.

(2) Un contrat-cadre peut prévoir une condition selon laquelle les informations visées au paragraphe (1) doivent être fournies ou mises à disposition périodiquement, au moins une fois par mois, et selon des modalités convenues qui permettent au payeur de stocker les informations et de les reproduire à l'identique.

Art. 77.– *Les informations destinées au bénéficiaire concernant les opérations de paiement individuelles*

(1) Après avoir exécuté une opération de paiement individuelle, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire fournit à celui-ci, sans tarder et selon les modalités prévues, à l'article 70, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) une référence permettant au bénéficiaire d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, le payeur, ainsi que toute information communiquée lors de l'opération de paiement;
- b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise dans laquelle le compte de paiement du bénéficiaire est crédité;
- c) le montant de tous les frais appliqués à l'opération de paiement et, le cas échéant, leur ventilation, ou l'intérêt dû par le bénéficiaire;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du bénéficiaire et le montant de l'opération de paiement avant cette conversion monétaire; et
- e) la date de valeur du crédit.

(2) Un contrat-cadre peut prévoir une condition selon laquelle les informations visées au paragraphe (1) doivent être fournies ou mises à disposition périodiquement, au moins une fois par mois, et selon des modalités convenues qui permettent au bénéficiaire de stocker les informations et de les reproduire à l'identique.

TITRE IV

Droits et obligations liés à la prestation et à l'utilisation de services de paiement

Chapitre 1: *Dispositions communes*

Art. 78.– *Le champ d'application*

(1) Lorsque l'utilisateur de services de paiement n'est pas un consommateur, les parties peuvent décider que l'article 79, paragraphe (1), l'article 81, paragraphe (2), deuxième alinéa, ainsi que les

articles 86, 88, 89, 90, 93 et 101 ne s'appliquent pas, en tout ou partie. Les parties peuvent également convenir d'un délai distinct de celui prévu à l'article 85.

(2) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

Art. 79.– *Les frais applicables*

(1) Le prestataire de services de paiement ne peut imputer de frais à l'utilisateur de services de paiement pour l'accomplissement de ses obligations d'information ni pour l'exécution des mesures correctives et préventives en vertu du présent titre, sauf disposition contraire de l'article 92, paragraphe (1), de l'article 93, paragraphe (5), et de l'article 100, paragraphe (2). Ces frais sont convenus entre l'utilisateur de services de paiement et le prestataire de services de paiement et doivent être raisonnables et en rapport avec les coûts réels supportés par le prestataire de services de paiement.

(2) Lorsqu'une opération de paiement n'implique pas de conversion monétaire, le bénéficiaire doit payer les frais prélevés par son prestataire de services de paiement et le payeur doit payer les frais prélevés par le sien.

(3) Il est interdit au bénéficiaire de demander des frais au payeur pour l'utilisation d'un instrument de paiement donné.

Art. 80.– *La dérogation pour les instruments de paiement relatifs à des montants faibles et la monnaie électronique*

(1) Dans le cas d'instruments de paiements qui, conformément au contrat-cadre, concernent exclusivement des opérations de paiement n'excédant pas 30 euros unitairement ou qui soit ont une limite de dépenses de 150 euros, soit stockent des fonds dont le montant n'excède à aucun moment 150 euros, les prestataires de services de paiement peuvent convenir avec leurs utilisateurs de services de paiement que:

- a) l'article 83, paragraphe (1), point b), l'article 84, paragraphe (1), points c) et d) et l'article 88, paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent pas si l'instrument de paiement ne permet pas le blocage ou la prévention d'une autre utilisation de celui-ci;
- b) les articles 86 et 87 et l'article 88, paragraphes (1) et (2), ne s'appliquent pas si l'instrument de paiement est utilisé de manière anonyme ou si le prestataire de services de paiement n'est pas en mesure, pour des raisons autres qui sont inhérentes à l'instrument de paiement, d'apporter la preuve qu'une opération de paiement a été autorisée;
- c) par dérogation à l'article 92, paragraphe (1), le prestataire de services de paiement n'est pas obligé de notifier à l'utilisateur de services de paiement le refus de l'ordre de paiement si la non-exécution ressort du contexte;
- d) par dérogation à l'article 93, le payeur ne peut pas révoquer l'ordre de paiement après avoir transmis l'ordre de paiement ou donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire;
- e) par dérogation aux articles 96 et 97, d'autres délais d'exécution s'appliquent.

(2) Pour les opérations de paiement nationales, les montants visés au paragraphe (1) sont doublés. Pour les instruments de paiement prépayés, les montants visés au paragraphe (1) sont de 500 euros.

(3) Les articles 87 et 88 s'appliquent également à la monnaie électronique au sens de l'article 1er, point 29), à moins que le prestataire de services de paiement du payeur n'ait pas la capacité de bloquer le compte de paiement ou de bloquer l'instrument de paiement.

Chapitre 2: *Autorisation des opérations de paiement*

Art. 81.– *Le consentement et le retrait du consentement*

(1) Une opération de paiement n'est réputée autorisée que si le payeur a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement. Une opération de paiement peut être autorisée par le payeur

avant ou, si le payeur et son prestataire de services de paiement en ont convenu ainsi, après son exécution.

(2) Le consentement à l'exécution d'une opération de paiement ou d'une série d'opérations de paiement est donné sous la forme convenue entre le payeur et son prestataire de services de paiement.

En l'absence d'un tel consentement, l'opération de paiement est réputée non autorisée.

(3) Le consentement peut être retiré par le payeur à tout moment, mais pas après le moment d'irrévocabilité prévue à l'article 93. Le consentement à l'exécution d'une série d'opérations de paiement peut aussi être retiré avec pour effet que toute opération de paiement postérieure doit être réputée non autorisée.

(4) La procédure pour donner le consentement fait l'objet d'un accord entre le payeur et le prestataire de services de paiement.

Art. 82.– *La limitation de l'utilisation des instruments de paiement*

(1) Lorsqu'un instrument de paiement spécifique est utilisé aux fins de donner le consentement, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir de limites de dépenses pour les opérations de paiement exécutées au travers dudit instrument de paiement.

(2) Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut se réserver le droit de bloquer l'instrument de paiement, pour des raisons objectivement motivées ayant trait à la sécurité de l'instrument de paiement, à la présomption d'une utilisation non autorisée ou frauduleuse de l'instrument de paiement ou, s'il s'agit d'un instrument de paiement doté d'une ligne de crédit, au risque sensiblement accru que le payeur soit dans l'incapacité de s'acquitter de son obligation de paiement.

(3) Dans ces cas, le prestataire de services de paiement informe le payeur, de la manière convenue, du blocage de l'instrument de paiement et des raisons de ce blocage, si possible avant que l'instrument de paiement ne soit bloqué et au plus tard immédiatement après, à moins que le fait de donner cette information ne soit pas acceptable pour des raisons de sécurité objectivement motivées ou soit interdite en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.

(4) Le prestataire de services de paiement débloque l'instrument de paiement ou remplace celui-ci par un nouvel instrument de paiement dès lors que les raisons justifiant le blocage n'existent plus.

Art. 83.– *Les obligations de l'utilisateur de services de paiement liées aux instruments de paiement*

(1) L'utilisateur de services de paiement habilité à utiliser un instrument de paiement a les obligations suivantes:

- a) il utilise l'instrument de paiement conformément aux conditions régissant la délivrance et l'utilisation de cet instrument de paiement; et
- b) lorsqu'il a connaissance de la perte, du vol, du détournement ou de toute utilisation non autorisée de son instrument de paiement, il en informe sans tarder son prestataire de services de paiement ou l'entité désignée par celui-ci.

(2) Aux fins du paragraphe (1), point a), dès qu'il reçoit un instrument de paiement, l'utilisateur de services de paiement prend notamment toute mesure raisonnable pour préserver la sécurité de ses dispositifs de sécurité personnalisés.

Art. 84.– *Les obligations du prestataire de services de paiement liées aux instruments de paiement*

(1) Le prestataire de services de paiement délivrant un instrument de paiement a les obligations suivantes:

- a) il s'assure que les dispositifs de sécurité personnalisés de tout instrument de paiement ne sont pas accessibles à d'autres parties que l'utilisateur de services de paiement autorisé à utiliser cet instru-

ment, sans préjudice des obligations de l'utilisateur des services de paiement énoncées à l'article 83;

- b) il s'abstient d'envoyer tout instrument de paiement non sollicité, sauf dans le cas où un instrument de paiement déjà donné à l'utilisateur de services de paiement doit être remplacé;
- c) il veille à la disponibilité, à tout moment, de moyens appropriés permettant à l'utilisateur de services de paiement de procéder à la notification prévue à l'article 83, paragraphe (1), point b) ou de demander le déblocage conformément à l'article 82, paragraphe (4); le prestataire de services de paiement fournit sur demande à l'utilisateur de services de paiement, pendant dix-huit mois à compter de la notification, les moyens de prouver qu'il a bien procédé à cette notification; et
- d) il empêche toute utilisation de l'instrument de paiement après une notification effectuée en application de l'article 83, paragraphe (1), point b).

(2) Le prestataire de services de paiement supporte le risque lié à l'envoi au payeur d'un instrument de paiement ou de tout dispositif de sécurité personnalisé de celui-ci.

Art. 85.– *La notification des opérations de paiement non autorisées ou mal exécutées*

L'utilisateur de services de paiement n'obtient du prestataire de services de paiement la correction d'une opération que s'il signale sans tarder à son prestataire de services de paiement qu'il a constaté une opération de paiement non autorisée ou mal exécutée donnant lieu à une revendication, y compris au titre de l'article 101, et au plus tard dans les treize mois suivant la date de débit, à moins que, le cas échéant, le prestataire de services de paiement n'ait pas fourni ou mis à disposition les informations relatives à cette opération de paiement conformément au titre III.

Art. 86.– *La preuve d'authentification et d'exécution des opérations de paiement*

(1) Lorsqu'un utilisateur de services de paiement nie avoir autorisé une opération de paiement qui a été exécutée ou affirme que l'opération de paiement n'a pas été exécutée correctement, il incombe à son prestataire de services de paiement de prouver que l'opération en question a été authentifiée, dûment enregistrée et comptabilisée et qu'elle n'a pas été affectée par une déficience technique ou autre.

(2) Lorsqu'un utilisateur de services de paiement nie avoir autorisé une opération de paiement qui a été exécutée, l'utilisation d'un instrument de paiement, telle qu'enregistrée par le prestataire de services de paiement, ne suffit pas nécessairement en tant que telle à prouver que l'opération de paiement a été autorisée par le payeur ou que celui-ci a agi frauduleusement ou n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 83.

Art. 87.– *La responsabilité du prestataire de services de paiement en cas d'opérations de paiement non autorisées*

(1) Sans préjudice de l'article 85, en cas d'opération de paiement non autorisée, le prestataire de services de paiement du payeur doit rembourser immédiatement au payeur le montant de cette opération de paiement non autorisée et, le cas échéant, doit rétablir le compte de paiement débité dans l'état où il se serait trouvé si l'opération de paiement non autorisée n'avait pas eu lieu.

(2) Une indemnisation financière complémentaire peut être déterminée conformément à la loi applicable au contrat conclu entre le payeur et son prestataire de services de paiement.

Art. 88.– *La responsabilité du payeur en cas d'opérations de paiement non autorisées*

(1) Par dérogation à l'article 87, le payeur supporte, jusqu'à concurrence de 150 euros, les pertes liées à toute opération de paiement non autorisée consécutive à l'utilisation d'un instrument de paiement perdu ou volé ou, si le payeur n'est pas parvenu à préserver la sécurité de ses dispositifs de sécurité personnalisés, au détournement d'un instrument de paiement.

(2) Le payeur supporte toutes les pertes occasionnées par des opérations de paiement non autorisées si ces pertes résultent d'un agissement frauduleux de sa part ou du fait que le payeur n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs des obligations qui lui

incombent en vertu de l'article 83. Dans ce cas, le montant maximal visé au paragraphe (1) du présent article ne s'applique pas.

(3) Sauf agissement frauduleux de sa part, le payeur ne supporte aucune conséquence financière résultant de l'utilisation d'un instrument de paiement perdu, volé ou détourné, survenue après la notification prévue à l'article 83, paragraphe (1), point b).

(4) Si le prestataire de services de paiement ne fournit pas de moyens appropriés permettant, à tout moment, la notification de la perte, du vol ou du détournement d'un instrument de paiement, conformément à l'article 84, paragraphe (1), point c), le payeur n'est pas tenu, sauf agissement frauduleux de sa part, de supporter les conséquences financières résultant de l'utilisation de cet instrument de paiement.

Art. 89.— *Le remboursement d'opérations de paiement initiées par ou via le bénéficiaire*

(1) Le payeur a droit au remboursement par son prestataire de services de paiement d'une opération de paiement autorisée initiée par ou via le bénéficiaire qui a déjà été exécutée, pour autant que les conditions suivantes soient remplies:

- a) l'autorisation n'indiquait pas le montant exact de l'opération de paiement lorsqu'elle a été donnée, et
- b) le montant de l'opération de paiement dépassait le montant auquel le payeur pouvait raisonnablement s'attendre en tenant compte du profil de ses dépenses passées, des conditions prévues par son contrat-cadre et des circonstances pertinentes dans ce cas.

A la demande du prestataire de services de paiement, le payeur fournit des éléments factuels en rapport avec ces conditions.

Le remboursement correspond au montant total de l'opération de paiement exécutée.

Pour les domiciliations de créances, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir dans le cadre d'un contrat-cadre que le payeur a droit au remboursement par son prestataire de services de paiement même si les conditions relatives au remboursement qui sont prévues dans le premier alinéa ne sont pas remplies.

(2) Aux fins du paragraphe (1), premier alinéa, point b), le payeur ne peut toutefois invoquer des raisons liées à une opération de change si le taux de change de référence convenu avec son prestataire de services de paiement conformément à l'article 66, paragraphe (1), point d) et à l'article 71, point 3 b) a été appliqué.

(3) Il peut être convenu dans le contrat-cadre entre le payeur et son prestataire de services de paiement que le payeur n'a pas droit à un remboursement lorsqu'il a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement directement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, les informations relatives à la future opération de paiement ont été fournies au payeur ou mises à sa disposition de la manière convenue, quatre semaines au moins avant l'échéance, par le prestataire de services de paiement ou par le bénéficiaire.

Art. 90.— *Les demandes de remboursement d'opérations de paiement initiées par ou via le bénéficiaire*

(1) Le payeur a le droit de présenter la demande du remboursement, visé à l'article 89, d'une opération de paiement autorisée initiée par ou via le bénéficiaire pendant une période de huit semaines à compter de la date à laquelle les fonds ont été débités.

(2) Dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande de remboursement, le prestataire de services de paiement soit rembourse le montant total de l'opération de paiement, soit justifie son refus de rembourser, en indiquant au payeur qu'il peut alors saisir la Commission conformément à l'article 106 s'il n'accepte pas la justification donnée.

Le droit du prestataire de services de paiement, au titre du premier alinéa, de refuser le remboursement ne s'applique pas dans le cas visé à l'article 89, paragraphe (1), dernier alinéa.

Chapitre 3: Exécution des opérations de paiement

Section 1: Ordres de paiement et montants transférés

Art. 91.– La réception des ordres de paiement

(1) Le moment de réception doit être le moment où l'ordre de paiement qui est transmis directement par le payeur ou indirectement par ou via un bénéficiaire est reçu par le prestataire de services de paiement du payeur. Si le moment de réception n'est pas un jour ouvrable pour le prestataire de services de paiement du payeur, l'ordre de paiement est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant. Le prestataire de services de paiement peut établir une heure limite proche de la fin d'un jour ouvrable au-delà de laquelle tout ordre de paiement reçu est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

(2) Si l'utilisateur de services de paiement qui initie l'ordre de paiement et son prestataire de services de paiement conviennent que l'exécution de l'ordre de paiement commencera un jour donné ou à l'issue d'une période déterminée ou le jour où le payeur a mis les fonds à la disposition de son prestataire de services de paiement, le moment de réception aux fins de l'article 96 est réputé être le jour convenu. Si le jour convenu n'est pas un jour ouvrable pour le prestataire de services de paiement, l'ordre de paiement est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

Art. 92.– Le refus d'un ordre de paiement

(1) Lorsque le prestataire de services de paiement refuse d'exécuter un ordre de paiement, le refus et, si possible, les motifs de ce refus ainsi que la procédure à suivre pour corriger toute erreur factuelle l'ayant entraîné sont notifiés à l'utilisateur de services de paiement, à moins d'une interdiction en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.

Le prestataire de services de paiement fournit la notification ou la met à disposition selon les modalités convenues, dès que possible et, en tout cas, dans les délais prévus à l'article 96.

Le contrat-cadre peut prévoir la possibilité pour le prestataire de services de paiement d'imputer des frais pour une telle notification si le refus est objectivement justifié.

(2) Lorsque toutes les conditions énoncées dans le contrat-cadre du payeur sont réunies, le prestataire de services de paiement du payeur ne refuse pas d'exécuter un ordre de paiement autorisé, que l'ordre de paiement soit initié par un payeur ou par ou via un bénéficiaire, à moins d'une interdiction en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.

(3) Aux fins des articles 96 et 101, un ordre de paiement dont l'exécution a été refusée est réputé non reçu.

Art. 93.– L'irrévocabilité d'un ordre de paiement

(1) L'utilisateur de services de paiement ne peut pas révoquer un ordre de paiement une fois que cet ordre a été reçu par le prestataire de services de paiement du payeur, sauf disposition contraire du présent article.

(2) Lorsque l'opération de paiement est initiée par ou via le bénéficiaire, le payeur ne peut pas révoquer l'ordre de paiement après avoir transmis l'ordre de paiement ou donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire.

(3) Toutefois, en cas de domiciliation de créances et sans préjudice du droit à remboursement, le payeur peut révoquer l'ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour le débit des fonds.

(4) Dans le cas visé à l'article 91, paragraphe (2), l'utilisateur de services de paiement peut révoquer un ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu.

(5) Après expiration des délais visés aux paragraphes (1) à (4), l'ordre de paiement ne peut être révoqué que si l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement en sont convenus ainsi. Dans les cas visés aux paragraphes (2) et (3), le consentement du bénéficiaire est

également requis. Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut imputer des frais pour la révocation.

Art. 94.– Les montants transférés et les montants reçus

(1) Le prestataire de services de paiement du payeur, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire et les intermédiaires des prestataires de services de paiement doivent transférer le montant total de l'opération de paiement et s'abstiennent de prélever des frais sur le montant transféré.

(2) Cependant, le bénéficiaire et son prestataire de services de paiement peuvent convenir que ce dernier déduit ses frais du montant transféré avant d'en créditer le bénéficiaire. Dans ce cas, le montant total de l'opération de paiement et les frais sont séparés dans l'information donnée au bénéficiaire.

(3) Si des frais autres que ceux visés au paragraphe (2) sont déduits du montant transféré, le prestataire de services de paiement du payeur veille à ce que le bénéficiaire reçoive le montant total de l'opération de paiement initiée par le payeur. Au cas où l'opération de paiement est initiée par ou via le bénéficiaire, son prestataire de services de paiement veille à ce que le bénéficiaire reçoive le montant total de l'opération de paiement.

Section 2: Délai d'exécution et date de valeur

Art. 95.– Le champ d'application

(1) La présente section s'applique:

- a) aux opérations de paiement effectuées en euros;
- b) aux opérations de paiement nationales effectuées dans la devise de l'Etat membre en dehors de la zone euro concernée; et
- c) aux opérations de paiement entraînant une seule conversion entre l'euro et la devise officielle d'un Etat membre ne relevant pas de la zone euro, à condition que la conversion requise soit effectuée dans l'Etat membre ne relevant pas de la zone euro concernée et que, en cas d'opérations de paiement transfrontalières, le transfert transfrontalier s'effectue en euros.

(2) La présente section s'applique aux autres opérations de paiement, à moins que l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement en soient convenus autrement, à l'exception de l'article 99, auquel les parties ne peuvent déroger. Cependant, lorsque l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement conviennent d'un délai plus long que ceux fixés à l'article 96 pour les opérations de paiement intracommunautaires, ce délai ne peut pas dépasser quatre jours ouvrables à compter du moment de réception tel que défini à l'article 91.

Art. 96.– Les opérations de paiement effectuées vers un compte de paiement

(1) Le prestataire de services de paiement du payeur doit veiller à ce que, après le moment de réception tel que défini à l'article 91, le montant de l'opération de paiement soit crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant. Jusqu'au 1er janvier 2012, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir d'un délai différent ne pouvant excéder trois jours ouvrables. Ces délais sont prolongés d'un jour ouvrable supplémentaire dans le cas des opérations de paiement initiées sur support papier.

(2) Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire doit attribuer une date de valeur à l'opération de paiement et doit en mettre le montant à la disposition sur le compte de paiement du bénéficiaire après que le prestataire de services de paiement a reçu les fonds conformément à l'article 99.

(3) Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire doit transmettre un ordre de paiement initié par ou via le bénéficiaire au prestataire de services de paiement du payeur dans les délais convenus entre le bénéficiaire et son prestataire de services de paiement, permettant le règlement, en ce qui concerne la domiciliation de créances, à la date convenue.

Art. 97.– *Le cas dans lequel le bénéficiaire n'est pas titulaire d'un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement*

Lorsque le bénéficiaire n'est pas titulaire d'un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement, les fonds sont mis à la disposition du bénéficiaire par le prestataire de services de paiement qui reçoit les fonds destinés au bénéficiaire dans le délai déterminé à l'article 96.

Art. 98.– *Les espèces déposées sur un compte de paiement*

Lorsqu'un consommateur verse des espèces sur un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement, dans la devise de ce compte de paiement, le prestataire de services de paiement veille à ce que le montant versé soit mis à disposition et reçoive une date de valeur immédiatement après le moment de la réception de ces fonds. Lorsque l'utilisateur de services de paiement n'est pas un consommateur, le montant est mis à disposition et reçoit une date de valeur au plus tard le jour ouvrable suivant celui de la réception des fonds.

Art. 99.– *La date de valeur et la disponibilité des fonds*

(1) Pour le compte de paiement du bénéficiaire, la date de valeur du crédit ne doit pas être postérieure à celle du jour ouvrable au cours duquel le montant de l'opération de paiement est crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire veille à ce que le montant de l'opération de paiement soit à la disposition du bénéficiaire immédiatement après que ce montant a été crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

(2) Pour le compte de paiement du payeur, la date de valeur du débit ne doit pas être antérieure au moment où le montant de l'opération de paiement est débité de ce compte de paiement.

Section 3: Responsabilité

Art. 100.– *Les identifiants uniques inexacts*

(1) Un ordre de paiement exécuté conformément à l'identifiant unique est réputé dûment exécuté pour ce qui concerne le bénéficiaire indiqué par l'identifiant unique.

(2) Si l'identifiant unique fourni par l'utilisateur de services de paiement est inexact, le prestataire de services de paiement n'est pas responsable au titre de l'article 101 de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'opération de paiement.

Toutefois, le prestataire de services de paiement du payeur s'efforce, dans la mesure du raisonnable, de récupérer les fonds engagés dans l'opération de paiement.

Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut imputer des frais de recouvrement à l'utilisateur de services de paiement.

(3) Si l'utilisateur de services de paiement fournit des informations en sus de celles qui sont définies à l'article 66, paragraphe (1), point a) ou à l'article 71, point 2 b), le prestataire de services de paiement n'est responsable que de l'exécution de l'opération de paiement conformément à l'identifiant unique fourni par l'utilisateur de services de paiement.

Art. 101.– *L'inexécution ou la mauvaise exécution*

(1) Lorsqu'un ordre de paiement est initié par le payeur, son prestataire de services de paiement est, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, responsable de la bonne exécution de l'opération de paiement à l'égard du payeur, à moins qu'il ne puisse démontrer au payeur et, le cas échéant, au prestataire de services de paiement du bénéficiaire que le prestataire de services de paiement du bénéficiaire a reçu le montant de l'opération de paiement conformément à l'article 96, paragraphe (1), auquel cas c'est le prestataire de services de paiement du bénéficiaire qui est responsable de la bonne exécution de l'opération de paiement à l'égard du bénéficiaire.

Lorsque le prestataire de services de paiement du payeur est responsable au titre du premier alinéa, il restitue sans tarder au payeur le montant de l'opération de paiement non exécutée ou mal exécutée

et, si besoin est, rétablit le compte de paiement débité dans la situation qui aurait prévalu si la mauvaise opération de paiement n'avait pas eu lieu.

Lorsque le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du premier alinéa, il met immédiatement le montant de l'opération de paiement à la disposition du bénéficiaire et, si besoin est, crédite le compte de paiement du bénéficiaire du montant correspondant.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée où l'ordre de paiement est initié par le payeur, le prestataire de services de paiement de celui-ci s'efforce immédiatement, sur demande, quelle que soit la responsabilité déterminée au titre du présent paragraphe, de retrouver la trace de l'opération de paiement et notifie le résultat de sa recherche au payeur.

(2) Lorsqu'un ordre de paiement est initié par ou via le bénéficiaire, son prestataire de services de paiement est, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, responsable à l'égard du bénéficiaire de la bonne transmission de l'ordre de paiement au prestataire de services de paiement du payeur, conformément à l'article 96, paragraphe (3). Lorsque le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du présent alinéa, il retransmet immédiatement l'ordre de paiement en question au prestataire de services de paiement du payeur.

En outre, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable à l'égard du bénéficiaire, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, du traitement de l'opération de paiement conformément aux obligations qui lui incombent au titre de l'article 99. Lorsque le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du présent alinéa, il veille à ce que le montant de l'opération de paiement soit mis à la disposition du bénéficiaire immédiatement après que le montant a été crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée pour laquelle le prestataire de services de paiement du bénéficiaire n'est pas responsable au titre des premier et deuxième alinéas, c'est le prestataire de services de paiement du payeur qui est responsable à l'égard du payeur. Le prestataire de services de paiement du payeur dont la responsabilité est ainsi engagée restitue au payeur, si besoin est et sans tarder, le montant de l'opération de paiement non exécutée ou mal exécutée et rétablit le compte de paiement débité dans la situation qui aurait prévalu si la mauvaise opération de paiement n'avait pas eu lieu.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée où l'ordre de paiement est initié par ou via le bénéficiaire, le prestataire de services de paiement de celui-ci s'efforce immédiatement, sur demande, quelle que soit la responsabilité déterminée au titre du présent paragraphe, de retrouver la trace de l'opération de paiement et notifie le résultat de sa recherche au bénéficiaire.

(3) En outre, les prestataires de services de paiement sont redevables, à l'égard de leurs utilisateurs de services de paiement respectifs, des frais dont ils sont responsables et des intérêts supportés par l'utilisateur de services de paiement du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'opération de paiement.

Art. 102.– L'indemnisation financière complémentaire

Toute indemnisation financière complémentaire par rapport à celle prévue par la présente section peut être fixée conformément à la loi applicable au contrat conclu entre l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement.

Art. 103.– Le droit de recours

(1) Lorsque la responsabilité d'un prestataire de services de paiement au titre de l'article 101 est imputable à un autre prestataire de services de paiement ou à un intermédiaire, ledit prestataire de services de paiement ou intermédiaire indemnise le premier prestataire de services de paiement pour toutes pertes subies ou toutes sommes payées au titre de l'article 101.

(2) Des indemnisations financières supplémentaires peuvent être fixées conformément aux conventions existant entre les prestataires de services de paiement et/ou les intermédiaires et conformément à la loi applicable à la convention qu'ils ont conclue.

Art. 104.– L'absence de responsabilité

La responsabilité prévue par les chapitres 2 et 3 du présent titre ne s'applique pas aux cas de circonstances anormales et imprévisibles échappant au contrôle de la partie invoquant la prise en compte de ces circonstances, dont les suites auraient été inévitables malgré tous les efforts déployés, ni lorsque le prestataire de services de paiement est lié par d'autres obligations légales prévues par des législations nationales ou communautaires.

Chapitre 4: Protection des données**Art. 105.– La protection des données**

Les systèmes de paiement et les prestataires de services de paiement sont autorisés à traiter, dans le respect de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, les données à caractère personnel lorsque cela est nécessaire pour garantir la prévention, la recherche et la détection des fraudes en matière de paiements.

Chapitre 5: Procédures de réclamation et de recours extrajudiciaires en vue du règlement des litiges**Art. 106.– Le recours extrajudiciaire et les réclamations**

(1) La Commission est compétente pour recevoir les réclamations des clients des prestataires de services de paiement visés à l'article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, des personnes bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48, des succursales et des agents établis au Luxembourg par des prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, et pour intervenir auprès de ces prestataires et personnes, aux fins de régler à l'amiable ces réclamations.

(2) Les utilisateurs de services de paiement et toute autre partie intéressée, y compris les associations de consommateurs, peuvent soumettre des réclamations à la Commission en cas de violation alléguée des dispositions des titres III à IV de la présente loi par des prestataires de services de paiement visés à l'article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par des personnes bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 ou par des succursales ou des agents établis au Luxembourg par des prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg.

Le cas échéant et sans préjudice du droit de recours devant les tribunaux ordinaires, la réponse de la Commission informe le réclamant de l'existence de la procédure prévue au paragraphe (1).

(3) En cas de litige transfrontalier, la Commission coopère, aux fins d'un règlement à l'amiable des réclamations, avec les entités des autres Etats membres habilitées à traiter des réclamations des utilisateurs de services de paiement en vertu de l'article 83, paragraphe 1 de la directive 2007/64/CE.

(4) Les procédures du présent article s'exercent sans préjudice du droit de recours devant les tribunaux ordinaires.

TITRE V**Le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres****Art. 107.– Définitions**

Aux fins du présent titre on entend par:

- 1) „système“: un accord formel régi:
 - par le droit luxembourgeois, désigné par la Banque centrale de Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifié par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière à la Commission européenne, ou
 - par le droit d'un autre Etat membre, désigné en tant que système et notifié à la Commission européenne par un Etat membre.

Sont en outre réputés constituer des systèmes les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2) „institution“:

- un établissement de crédit au sens de l'article 4, point 1) de la directive 2006/48/CE agréé dans un Etat membre, y compris les établissements énumérés à l'article 2 de la directive 2006/48/CE, ou
- une entreprise d'investissement au sens de l'article 4, paragraphe (1), point 1) de la directive 2004/39/CE agréée dans un Etat membre, à l'exclusion des établissements énumérés à l'article 2, paragraphe (1) de la directive 2004/39/CE, ou
- un organisme à caractère public, ou une entreprise contrôlée opérant sous garantie de l'Etat, ou
- toute entreprise ayant son siège social dans un pays tiers et dont les fonctions correspondent à celles des établissements de crédit ou des entreprises d'investissement communautaires visés aux tirets précédents,

qui participe à un système et qui est chargé d'exécuter les obligations résultant d'ordres de transfert émis au sein de ce système.

Les entreprises

- qui participent à un système qui est surveillé conformément à la législation d'un Etat membre et qui n'exécutent que des ordres de transfert tels que définis au second tiret du point 10), ainsi que les paiements résultant de ces ordres, et
- qui sont chargées d'exécuter les obligations financières résultant d'ordres de transfert émis au sein d'un tel système,

sont considérées comme des institutions à condition qu'au moins trois participants de ce système entrent dans les catégories visées au premier alinéa, dès lors que cette assimilation est justifiée pour des raisons de risque systémique;

- 3) „contrepartie centrale“: une entité qui est l'intermédiaire entre les participants d'un système et qui agit comme contrepartie exclusive de ces participants en ce qui concerne leurs ordres de transfert;
- 4) „organe de règlement“: une entité qui met à la disposition des participants aux systèmes des comptes de règlement par lesquels les ordres de transfert dans ces systèmes sont liquidés et qui, le cas échéant, octroie des crédits à ces participants à des fins de règlement;
- 5) „chambre de compensation“: une organisation chargée du calcul de la position nette des participants;
- 6) „participant“: toute personne admise comme participant à un système, y compris une institution, une contrepartie centrale, un organe de règlement et une chambre de compensation.

Conformément aux règles de fonctionnement du système, le même participant peut agir en qualité de contrepartie centrale, de chambre de compensation ou d'organe de règlement ou exécuter tout ou partie de ces tâches.

Un participant indirect est à considérer comme un participant à condition qu'il soit connu du système, dès lors que cette assimilation est justifiée pour des raisons de risque systémique;

- 7) „participant indirect“: un établissement de crédit tel que défini au point 2), ayant une relation contractuelle avec une institution participant à un système, qui exécute des ordres de transfert tels que définis au premier tiret du point 10), qui permet à l'établissement de crédit précité de passer des ordres de transfert par l'intermédiaire du système;
- 8) „opérateur du système“: l'entité qui est en charge, seule ou avec d'autres, du bon fonctionnement du système et qui est l'interlocuteur désigné des autorités. Il peut s'agir d'un participant au système;
- 9) „titres“: les instruments visés à la section B de l'annexe II de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- 10) „ordre de transfert“:

- une instruction donnée par un participant de mettre à la disposition d'un destinataire une somme d'argent par le biais d'une inscription dans les livres d'un établissement de crédit, d'une banque centrale ou d'un organe de règlement, ou toute instruction qui entraîne la prise en charge ou l'exécution d'une obligation de paiement telle que définie par les règles de fonctionnement du système, ou
 - une instruction donnée par un participant de transférer la propriété d'un ou de plusieurs titres ou le droit à un ou plusieurs titres par le biais d'une inscription dans un registre, dans un compte, ou sous une autre forme;
- 11) „procédure d'insolvabilité“: toute mesure de règlement collectif prévue par la législation d'un Etat membre, ou d'un pays tiers, aux fins soit de liquider le participant, soit de le réorganiser dès lors que cette mesure implique la suspension ou une limitation des transferts ou des paiements;
 - 12) „moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité“: le moment où l'autorité judiciaire ou administrative compétente d'un Etat membre ou d'un pays tiers rend sa décision;
 - 13) „compensation“: la conversion des créances et des obligations résultant d'ordres de transfert qu'un ou plusieurs participants émettent en faveur d'un ou plusieurs autres participants ou reçoivent de ceux-ci en une créance ou en une obligation nette unique, de sorte que seule une créance nette peut être exigée ou une obligation nette peut être due;
 - 14) „compte de règlement“: un compte auprès d'une banque centrale, d'un organe de règlement ou d'une contrepartie centrale utilisé pour le dépôt de fonds et de titres ainsi que pour le règlement de transactions entre participants d'un système.

Art. 108.– *Le champ d'application*

Le présent titre s'applique à tout système de paiement et à tout système de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifiés à la Commission européenne par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

Le présent titre s'applique en outre aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Art. 109.– *La désignation des systèmes*

(1) Peut être désigné par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel:

- convenu entre trois participants ou davantage, auxquels peuvent s'ajouter un organe de règlement, une contrepartie centrale, une chambre de compensation ou un participant indirect, et comportant des règles communes ainsi que des procédures normalisées pour l'exécution des ordres de transfert entre participants,
- que les participants ont choisi de soumettre au droit luxembourgeois,
- qui compte parmi ses participants au moins une personne morale qui a son siège social au Luxembourg,
- qui dispose, de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg, de règles de fonctionnement adéquates, et
- qui désigne un opérateur du système qui a son siège social au Luxembourg ou dans un autre Etat membre.

Sous réserve du respect des conditions prévues au présent article, peut être désigné comme système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel qui consiste à exécuter des ordres de transfert tels que définis au second tiret de l'article 107, point 10) et qui, dans une mesure limitée, exécute des ordres relatifs à d'autres instruments financiers, dès lors que l'agrément d'un tel accord est justifié pour des raisons de risque systémique.

Peut également être désigné comme système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel entre deux participants, auxquels peuvent s'ajouter un organe de règlement, une contrepartie centrale, une chambre de compensation ou un participant indirect, lorsque les participants ont choisi de le soumettre au droit luxembourgeois, qu'il compte parmi ses participants au moins

une personne morale qui a son siège social au Luxembourg et qu'il désigne l'opérateur du système, dès lors que l'agrément d'un tel accord est justifié pour des raisons de risque systémique.

(2) Les systèmes doivent être organisés de manière à assurer le règlement ordonné des ordres de transfert.

Leurs règles de fonctionnement doivent être adéquates au regard de la nature et du volume des activités et du nombre de participants envisagés. Ces règles doivent notamment:

- définir les conditions d'admission et d'exclusion des participants au système,
- définir les droits et obligations des participants découlant de leur participation au système,
- définir le moment où un ordre de transfert est introduit dans le système,
- fixer le moment à partir duquel un ordre de transfert ne peut plus être révoqué par un participant à ce système ou par un tiers,
- préciser le mode de règlement des ordres de transfert,
- établir les procédures de règlement applicables en situation ordinaire et en situations de crise,
- établir des procédures de gestion des risques,
- indiquer la juridiction compétente en cas de litige,
- désigner la ou les personnes responsables qui indiquent à la Banque centrale du Luxembourg les participants au système ainsi que tout changement de ces participants,
- assurer le respect des obligations professionnelles définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, à savoir les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle conformément aux articles 3, 3-1, 3-2 et 3-3 de cette loi, les obligations d'organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et les obligations de coopération avec les autorités conformément à l'article 5 de cette loi.

(3) Lorsqu'un système de paiement ou un système de règlement des opérations de titres visé à l'article 108 ne remplit plus les exigences prévues au présent titre, la Banque centrale en informe sans délai l'opérateur du système concerné et le Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

La décision de la Banque centrale du Luxembourg peut être déférée, dans le délai d'un mois, sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Le Ministre ayant dans ses attributions la place financière informe la Commission européenne de l'avis de la Banque centrale de Luxembourg reçu au titre du premier alinéa.

Art. 110.– Les autorités compétentes

(1) Le Ministre ayant dans ses attributions la place financière notifie à la Commission européenne les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg.

(2) La Banque centrale du Luxembourg désigne les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, qui répondent aux exigences du présent titre.

La Banque centrale du Luxembourg tient le tableau officiel des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108. Le tableau officiel est accessible sur le site Internet de la Banque centrale du Luxembourg et est régulièrement mis à jour. Il est publié au Mémorial au moins à chaque fin d'année.

La Banque centrale du Luxembourg veille au bon fonctionnement des systèmes visés à l'article 108 en application de l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

La Banque centrale du Luxembourg rend compte chaque année dans son rapport annuel de l'exercice de la mission qui lui incombe en vertu de l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg et plus particulièrement, en vertu du présent titre.

Art. 111.– Le caractère définitif du règlement dans les systèmes visés à l'article 108

(1) Un ordre de transfert ne peut plus être révoqué ou remis en cause par un participant à un système visé à l'article 108 ou par un tiers à partir du moment de son introduction dans ledit système. De même,

à partir de ce moment, la compensation ne peut plus être remise en cause pour quelque raison que ce soit, nonobstant toute disposition législative, réglementaire, contractuelle ou usuelle qui prévoit l'annulation des contrats et des transactions conclus avant le moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

Le moment de l'introduction d'un ordre de transfert dans un système visé à l'article 108 est défini par les règles de fonctionnement dudit système.

(2) Même en cas de procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant, les ordres de transfert et la compensation dans les systèmes visés à l'article 108 produisent leurs effets en droit entre parties et sont opposables aux tiers à condition que les ordres de transfert aient été introduits dans le système avant le moment de l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

Les ordres de transfert introduits dans un système après le moment de l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité et exécutés le jour de cette ouverture ne produisent leurs effets en droit entre parties et ne sont opposables aux tiers qu'à condition que l'opérateur du système, l'organe de règlement, la contrepartie centrale et la chambre de compensation puissent prouver, après le moment du règlement, qu'ils n'avaient pas connaissance et n'étaient pas tenus d'avoir connaissance de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

(3) Une procédure d'insolvabilité ne peut avoir, sur les droits et obligations d'un participant qui découlent de sa participation à un système ou qui sont liés à cette participation, d'effet rétroactif par rapport au moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

(4) L'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant n'empêche pas l'utilisation des fonds ou titres disponibles sur le compte de règlement propre dudit participant pour permettre à celui-ci de s'acquitter de ses obligations dans le système au jour de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

Toute facilité de crédit dudit participant liée au système peut être utilisée moyennant une garantie existante et disponible pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations dans le cadre du système.

(5) Tout compte de règlement auprès d'un opérateur de système ou d'un organe de règlement, de même que tout transfert, via un établissement de crédit de droit luxembourgeois ou étranger, à porter à un tel compte de règlement, ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un participant (autre que l'opérateur du système ou l'organe de règlement), une contrepartie ou un tiers.

Art. 112.– *La préservation des droits du titulaire de garanties constituées dans le cadre de systèmes de paiement ou systèmes de règlement d'opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1) ou dans le cadre d'opérations des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne contre les effets de l'insolvabilité de la partie ayant constitué les garanties*

(1) Aux fins du présent article, „garantie“ signifie tout élément d'actif réalisable, y compris de l'argent, fourni dans le cadre d'un nantissement, d'un accord de pension, d'un transfert fiduciaire ou d'un accord analogue, ou d'une autre manière, dans le but de garantir les droits et obligations susceptibles de se présenter dans le cadre d'un système au sens de l'article 107, point 1), ou fourni aux banques centrales des Etats membres ou à la Banque centrale européenne.

(2) Les droits:

- a) d'un participant sur les garanties constituées en sa faveur dans le cadre d'un système au sens de l'article 107, point 1) et
- b) des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne sur les garanties constituées en leur faveur dans le cadre d'opérations effectuées en leur qualité de banques centrales ne sont pas affectés par une procédure d'insolvabilité à l'encontre du participant ou de la contrepartie des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne qui a constitué les garanties. Nonobstant toute disposition contraire prévue par la loi applicable à la procédure d'insolvabilité, ces garanties peuvent être réalisées pour satisfaire les droits couverts par ces garanties.

(3) Lorsque des titres, y compris des droits sur des titres, sont constitués en garantie au bénéfice de participants ou de banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne, comme il est indiqué au paragraphe précédent, et que leur droit (ou celui de tout mandataire, agent ou tiers agissant pour leur compte) relatif à ces titres est inscrit légalement dans un registre, un compte ou auprès d'un système de dépôt centralisé situé dans un Etat membre, la détermination des droits de ces entités en tant que titulaires de la garantie relative à ces titres est régie par la législation de cet Etat membre.

Art. 113.– *L'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant à un système de paiement ou à un système de règlement des opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1)*

(1) Lorsqu'une procédure d'insolvabilité est ouverte à l'encontre d'un participant à un système visé à l'article 108, les droits et obligations découlant de sa participation ou liés à cette participation sont déterminés par la loi luxembourgeoise.

Lorsqu'une procédure d'insolvabilité est ouverte à l'encontre d'un participant luxembourgeois à un système au sens de l'article 107, point 1) d'un autre Etat membre, les droits et obligations découlant de sa participation ou liés à cette participation sont déterminés par la loi applicable audit système.

(2) Lorsque, relativement à un participant luxembourgeois à un système au sens de l'article 107, point 1), le Tribunal est saisi d'une requête ou prononce un jugement qui, par application des chapitres 1 et 2 de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ou des dispositions visées à l'article 61, paragraphe (18) de cette loi, ont pour effet de suspendre les paiements de ce participant, le greffe du Tribunal notifie immédiatement à la Commission de surveillance du secteur financier et à la Banque centrale du Luxembourg la requête ou la décision en question, en précisant l'heure à laquelle elle a été déposée, respectivement prononcée.

Le greffe du Tribunal notifiera pareillement à la Commission de surveillance du secteur financier et à la Banque centrale du Luxembourg toute décision ultérieure dont l'effet serait de mettre fin à la suspension des paiements du participant, respectivement d'en modifier la base légale.

(3) La Banque centrale du Luxembourg veille à son tour à notifier sans délai à l'opérateur du système visé à l'article 108 la requête ou la décision d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'égard d'un participant luxembourgeois.

Lorsqu'il s'agit d'un participant luxembourgeois à un système d'un autre Etat membre, la Banque centrale du Luxembourg notifie sans délai la décision à l'autorité compétente des autres Etats membres concernés chargée de la surveillance („oversight“) dudit système, sans préjudice des dispositions de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Sans préjudice des dispositions de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la Banque centrale du Luxembourg est l'autorité compétente pour recevoir d'une autorité d'un autre Etat membre ou d'un pays tiers désignée à cet effet la notification de la décision d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité prise par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de cet Etat membre ou pays tiers à l'égard d'un participant à un système visé à l'article 108.

Art. 114.– *Le droit à l'information à l'égard des institutions luxembourgeoises participant à des systèmes de paiement ou à des systèmes de règlement des opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1)*

Toute personne y ayant un intérêt légitime peut exiger d'une institution au sens de l'article 107, point 2) établie au Luxembourg qu'elle lui indique les systèmes de paiement et les systèmes de règlement d'opérations sur titres auxquels elle participe et lui fournisse des informations sur les principales règles auxquelles est assujéti le fonctionnement de ces systèmes.

Art. 115.– *Les obligations incombant aux opérateurs des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108*

Les opérateurs des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108 doivent indiquer à la Banque centrale du Luxembourg les participants aux systèmes, y compris tout participant indirect éventuel, ainsi que tout changement de ces personnes.

TITRE VI

Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales**Art. 116.– Dispositions transitoires**

(1) Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les personnes morales de droit luxembourgeois, qui ont commencé avant le 25 décembre 2007 à exercer, conformément au droit national en vigueur, l'activité d'établissement de paiement au sens de la présente loi sont autorisées à poursuivre cette activité au Luxembourg jusqu'au 30 avril 2011, sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission. Si les personnes concernées n'ont pas obtenu l'agrément dans ce délai, il leur sera interdit, conformément à l'article 4, de continuer à fournir des services de paiement à partir du 1er mai 2011.

(2) Si la Commission a déjà la preuve que les personnes morales visées au paragraphe (1) respectent les exigences définies à la section 1 du chapitre 1 du titre II, elle peut demander par écrit au Ministre ayant dans ses attributions la Commission de leur accorder l'agrément. La Commission informe les personnes morales concernées avant d'adresser une demande d'agrément pour leur compte au Ministre ayant dans ses attributions la Commission.

(3) Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les personnes physiques ou morales qui ont commencé avant le 25 décembre 2007 à exercer, conformément au droit national en vigueur, l'activité d'établissement de paiement au sens de la présente loi et pour lesquelles une dérogation est possible au titre de l'article 48, sont autorisées à poursuivre cette activité au Luxembourg jusqu'au 25 décembre 2010, sans qu'il soit fait usage d'une dérogation au titre de l'article 48 et de l'inscription au registre prévu à l'article 36, paragraphe (1). Si les personnes concernées n'ont pas obtenu dans ce délai une dérogation de la part de la Commission, il leur sera interdit, conformément à l'article 4, de continuer à fournir des services de paiement à partir du 26 décembre 2010.

Art. 117.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

La loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est modifiée comme suit:

1) Le point 9) de l'article 1er est complété comme suit:

„, c'est-à-dire des personnes dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à fournir un ou plusieurs services d'investissement à des tiers et/ou à exercer une ou plusieurs activités d'investissement à titre professionnel;“

2) Le point 27) de l'article 1er est modifié comme suit:

„, „professionnels du secteur financier“: les établissements de crédit et les PSF;“

3) Le point 28) de l'article 1er est modifié comme suit:

„, „PSF“: les personnes dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à exercer à titre professionnel une activité du secteur financier ou une des activités connexes ou complémentaires visées à la sous-section 3 de la section 2 du chapitre 2 de la partie 1 de la présente loi, à l'exclusion des établissements de crédit et des personnes visées au paragraphe (2) de l'article 1-1 de la présente loi;“

4) Il est inséré, avant la partie I, un nouvel article 1-1 de la teneur suivante:

„Art. 1-1.– Champ d'application

(1) La présente loi s'applique aux établissements de crédit et aux PSF.

(2) Elle ne s'applique pas:

- a) aux entreprises d'assurance ou de réassurance visées par la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- b) aux personnes qui fournissent un service d'investissement exclusivement à leur entreprise mère, à leurs filiales ou à une autre filiale de leur entreprise mère;

- c) aux personnes qui fournissent un service relevant de la présente loi, exclusivement à une ou plusieurs entreprises appartenant au même groupe que la personne qui fournit le service, sauf dispositions spécifiques contraires;
- d) aux personnes qui fournissent un service relevant du chapitre 2 de la partie I de la présente loi, si cette activité est exercée de manière accessoire dans le cadre d'une activité professionnelle et si cette dernière est régie par des dispositions législatives ou réglementaires ou par un code de déontologie régissant la profession, qui n'excluent pas la fourniture de ce service;
- e) aux personnes qui ne fournissent aucun service d'investissement ou n'exercent aucune activité d'investissement autre que la négociation pour compte propre à moins que ces personnes ne soient des teneurs de marché ou ne négocient pour compte propre en dehors d'un marché réglementé ou d'un MTF de façon organisée, fréquente et systématique en fournissant un système accessible à des tiers en vue de conclure des transactions avec ces tiers;
- f) aux personnes dont les services d'investissement consistent exclusivement dans la gestion d'un système de participation des salariés;
- g) aux personnes qui fournissent des services d'investissement qui ne consistent que dans la gestion d'un système de participation des salariés et la fourniture de services d'investissement exclusivement à leur entreprise mère, à leurs filiales ou à une autre filiale de leur entreprise mère;
- h) aux membres du système européen de banques centrales, ni aux autres organismes nationaux à vocation similaire, ni aux autres organismes publics chargés de la gestion de la dette publique ou intervenant dans cette gestion;
- i) aux organismes de placement collectif visés par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ou par la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, ni à leurs gestionnaires et conseillers;
- j) aux fonds de pension visés par la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav ou d'assep ou aux fonds de pension soumis au contrôle du Commissariat aux assurances, ni à leurs gestionnaires d'actif et gestionnaires de passif;
- k) aux personnes négociant des instruments financiers pour compte propre ou fournissant des services d'investissement portant sur des instruments dérivés sur matières premières ou des contrats sur instruments dérivés visés à l'annexe II, section B, point 10 aux clients de leur activité principale à condition que ces prestations soient, au niveau du groupe, accessoires par rapport à leur activité principale et que cette dernière ne consiste pas dans la fourniture de services d'investissement visés aux sections A et C de l'annexe II ou l'exercice de l'une ou plusieurs des activités visées à l'annexe I;
- l) aux personnes fournissant des conseils en investissement dans le cadre de l'exercice d'une autre activité professionnelle qui n'est pas visée par les sous-sections 1 et 2 du chapitre 2 de la partie I de la présente loi à condition que la fourniture de tels conseils ne soit pas spécifiquement rémunérée;
- m) aux personnes dont l'activité principale consiste à négocier pour compte propre des matières premières et/ou des instruments dérivés sur matières premières. La présente exemption ne s'applique pas lorsque les personnes qui négocient pour compte propre des matières premières et/ou des instruments dérivés sur matières premières font partie d'un groupe dont l'activité principale consiste dans la fourniture d'autres services d'investissement visés aux sections A et C de l'annexe II ou l'exercice de l'une ou plusieurs des activités visées à l'annexe I;
- n) aux entreprises dont les services et/ou activités d'investissement consistent exclusivement à négocier pour compte propre sur un marché d'instruments financiers à terme ou d'options ou d'autres marchés dérivés et sur des marchés au comptant uniquement aux fins de couvrir des positions sur des marchés dérivés, ou qui négocient ou font un prix pour d'autres membres du même marché et qui sont couvertes par la garantie d'un membre compensateur de celui-ci. La responsabilité des contrats passés par ces entreprises doit être assumée par un membre compensateur du même marché;
- o) aux organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), ni à leurs gestionnaires;

- p) aux organismes de titrisation, ni aux représentants-fiduciaires intervenant auprès d'un tel organisme;
- q) aux établissements de paiement visées par la loi du xxx relative aux services de paiement;
- r) aux autres personnes exerçant une activité dont l'accès et l'exercice sont régis par des lois particulières.

(3) Les droits que la directive 2004/39/CE du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers confère aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ne s'étendent pas à la fourniture de services en qualité de contrepartie dans les transactions effectuées par des organismes publics chargés de la gestion de la dette publique ou par des membres du système européen de banques centrales, dans le cadre des tâches qui leur sont assignées par le traité et par les statuts du système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne ou de fonctions équivalentes en vertu de dispositions nationales."

- 5) Suite à l'insertion d'un nouvel article 1-1, l'actuel article 1-1 est renuméroté en article 1-2.
- 6) Au paragraphe (7) de l'article 3 le passage „Sans préjudice des sections 3 et 4 du présent chapitre et de l'article 18, paragraphe (2) de la loi relative aux marchés d'instruments financiers,“ est remplacé par „Sans préjudice de la section 3 du présent chapitre, du chapitre 2 du titre II de la loi du xxx relative aux services de paiement et de l'article 18, paragraphe (2) de la loi relative aux marchés d'instruments financiers,“.
- 7) Le paragraphe (2) de l'article 5 est modifié comme suit:

„(2) L'établissement de crédit doit satisfaire aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1 dans le cadre de la prestation de services d'investissement et/ou de l'exercice d'activités d'investissement. Dans le cadre de son activité de banque dépositaire d'organismes de placement collectif, de fonds de pension, d'organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, l'établissement de crédit n'est pas soumis aux exigences précitées.“
- 8) La section 4 du chapitre 1 de la partie I est abrogée.
- 9) L'article 13 est remplacé par le texte suivant:

„Le présent chapitre s'applique à toute personne physique établie à titre professionnel au Luxembourg ainsi qu'à toute personne morale de droit luxembourgeois dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à exercer à titre professionnel une activité du secteur financier ou une des activités connexes ou complémentaires visées à la sous-section 3 de la section 2 du présent chapitre.“
- 10) Au début du paragraphe (1bis) de l'article 17 les termes „Le demandeur“ sont remplacés par les termes „L'entreprise d'investissement“.
- 11) Est ajouté au paragraphe (1bis) de l'article 17 un nouveau second alinéa de la teneur suivante:

„Le dispositif de gouvernance interne, les processus, les procédures et les mécanismes visés au présent article sont exhaustifs et adaptés à la nature, à l'échelle et à la complexité des activités de l'entreprise d'investissement.“
- 12) La première phrase du paragraphe (2) de l'article 17 est remplacée par le libellé suivant:

„L'entreprise d'investissement doit satisfaire aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1 pour les services d'investissement fournis et/ou les activités d'investissement exercées, ainsi que pour les services auxiliaires fournis tels que visés à la section C de l'annexe II.“
- 13) Le second alinéa du paragraphe (2) de l'article 17 est complété par la phrase suivante:

„L'organisation administrative et comptable et les procédures de contrôle interne sont exhaustives et adaptées à la nature, à l'échelle et à la complexité des activités d'un PSF autre qu'une entreprise d'investissement.“
- 14) Le paragraphe (3) de l'article 17 est abrogé.
- 15) Les articles 28-1 et 28-6 sont abrogés.
- 16) Au second alinéa de l'article 29, paragraphe (1), il y a lieu de remplacer la référence qui y est faite à l'article 13, paragraphe 2, lettre d) par une référence à l'article 1-1, paragraphe (2), lettre c).
- 17) Sont insérés dans le chapeau du paragraphe (1) de l'article 29-1 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.

- 18) Sont insérés au premier tiret du paragraphe (1) de l'article 29-1 après „de PSF,“ les mots „d'établissements de paiement,“.
- 19) Sont insérés au paragraphe (1) de l'article 29-2 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.
- 20) Sont insérés au paragraphe (1) de l'article 29-3 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.
- 21) Sont insérés au premier alinéa du paragraphe (1) de l'article 29-4 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.
- 22) Sont insérés au dernier alinéa du paragraphe (1) de l'article 29-4 après „au PSF,“ les mots „à l'établissement de paiement,“.
- 23) Le chapitre 5 de la partie I est abrogé.
- 24) Le paragraphe (1) de l'article 35 est abrogé.
- 25) Sont ajoutés à la fin du premier alinéa du paragraphe (4) de l'article 35 les mots suivants: „conformément au paragraphe suivant.“
- 26) Il est ajouté à l'article 35 un nouveau paragraphe (5) de la teneur suivante:

„(5) Le chapitre 4 de la présente partie s'applique aux services d'investissement fournis et/ou aux activités d'investissement exercées par les établissements de crédit et par les entreprises d'investissement visés au paragraphe (4). Il s'applique en outre aux services auxiliaires fournis par les entreprises d'investissement.

Dans le cadre de son activité de banque dépositaire d'organismes de placement collectif, de fonds de pension, d'organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, l'établissement de crédit n'est pas soumis aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1.“
- 27) Le chapitre 1 de la partie II est abrogé.
- 28) Le paragraphe (2) de l'article 37 est abrogé et remplacé par le texte suivant:

„(2) Les fonds des clients doivent être déposés auprès de l'une quelconque des entités suivantes:

 - a) une banque centrale;
 - b) un établissement de crédit agréé au Luxembourg ou dans un autre Etat membre;
 - c) un établissement de crédit agréé dans un pays tiers;
 - d) un fonds du marché monétaire éligible.

Les instruments financiers détenus par un PSF pour compte de ses clients peuvent être déposés sur un ou plusieurs comptes ouverts auprès d'un tiers pour autant que le PSF agisse avec toute la compétence, le soin et la diligence requis dans la sélection, la désignation et l'examen périodique de ce tiers et que des dispositions soient convenues avec ce tiers pour la tenue et la conservation de ces instruments financiers.“
- 29) La partie IIbis est abrogée.
- 30) La deuxième phrase de l'article 42 est supprimée.
- 31) La fin du paragraphe (2) de l'article 44-2 est modifiée comme suit:

„– les autorités investies de la mission publique de surveillance des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres,

des informations destinées à l'exercice de leurs fonctions.“
- 32) Il est ajouté un nouveau paragraphe (5) à l'article 44-2 de la teneur suivante:

„(5) En cas de situation d'urgence visée aux articles 50-1, paragraphe (6) et 51-6ter, paragraphe (6), la Commission peut communiquer des informations aux départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés aux fins de la prévention, de la gestion ou de la résolution d'une crise financière.“
- 33) Sont ajoutés au début de l'article 47 les mots suivants: „Sans préjudice du chapitre 1 du titre II de la loi du xxx relative aux services de paiement,“.
- 34) Le chapitre 2bis de la partie III est abrogé.

35) L'article 48 est modifié comme suit:

„Art. 48.– Définitions

Aux fins du présent chapitre, on entend par:

- „compagnie financière holding“: un établissement financier dont les entreprises filiales sont exclusivement ou principalement des établissements de crédit ou des établissements financiers, l'une au moins de ces filiales étant un établissement de crédit, et qui n'est pas une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3);
- „compagnie holding mixte“: une entreprise mère autre qu'une compagnie financière holding ou un établissement de crédit ou une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3), qui compte parmi ses filiales au moins un établissement de crédit;
- „entreprise de services auxiliaires“: une entreprise dont l'activité principale consiste en la détention ou la gestion d'immeubles, en la gestion de services informatiques, ou en toute autre activité similaire ayant un caractère auxiliaire par rapport à l'activité principale d'un ou de plusieurs établissements de crédit ou d'une ou de plusieurs entreprises d'investissement;
- „compagnie financière holding mère au Luxembourg“: une compagnie financière holding établie au Luxembourg qui n'est pas elle-même une filiale d'un établissement de crédit agréé au Luxembourg ou d'une autre compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- „compagnie financière holding mère dans l'UE“: une compagnie financière holding mère établie dans un Etat membre, qui n'est pas une filiale d'un établissement de crédit agréé dans un Etat membre ou d'une autre compagnie financière holding établie dans un Etat membre;
- „établissement de crédit mère au Luxembourg“: un établissement de crédit agréé au Luxembourg qui a comme filiale, un établissement de crédit ou un établissement financier, ou qui détient une participation dans un tel établissement, et qui n'est pas lui-même une filiale d'un autre établissement de crédit agréé au Luxembourg ou d'une compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- „établissement de crédit mère dans l'UE“: un établissement de crédit mère agréé dans un Etat membre, qui n'est pas une filiale d'un autre établissement de crédit agréé dans un Etat membre ou d'une compagnie financière holding établie dans un Etat membre.“

36) L'article 50-1, paragraphe (6) est modifié comme suit:

„(6) Lorsque survient une situation d'urgence, notamment une évolution défavorable des marchés financiers, susceptible de menacer la stabilité du système financier dans l'un des Etats membres où des entités d'un groupe ont été agréées, et que la Commission est l'autorité compétente chargée d'exercer la surveillance sur une base consolidée en vertu de l'article 49, elle alerte, dès que possible, sous réserve des dispositions des articles 44 à 44-2, les banques centrales des Etats membres concernés et les départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés. Si possible, la Commission utilise les voies de communication définies existantes.“

37) L'article 51-2 est modifié comme suit:

„Art. 51-2.– Définitions

Aux fins du présent chapitre, on entend par:

- „établissement financier“: une entreprise autre qu'un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement, dont l'activité principale consiste à prendre des participations ou à exercer une ou plusieurs activités visées aux points 2 à 12 de la liste figurant à l'annexe I de la présente loi;
- „compagnie financière holding“: un établissement financier dont les filiales sont soit exclusivement ou principalement des entreprises d'investissement, soit d'autres établissements financiers, l'une au moins de ces filiales étant une entreprise d'investissement, et qui n'est pas une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3);
- „compagnie holding mixte“: une entreprise mère autre qu'une compagnie financière holding ou une entreprise d'investissement ou une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3), qui compte parmi ses filiales au moins une entreprise d'investissement;
- „entreprise de services auxiliaires“: une entreprise au sens de l'article 48;

- „compagnie financière holding mère au Luxembourg“: une compagnie financière holding qui n’est pas elle-même une filiale d’un établissement de crédit ou d’une entreprise d’investissement agréé au Luxembourg ou d’une autre compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- „compagnie financière holding mère dans l’UE“: une compagnie financière holding mère dans un Etat membre, qui n’est pas une filiale d’un établissement de crédit ou d’une entreprise d’investissement agréé dans un Etat membre ou d’une autre compagnie financière holding établie dans un Etat membre;
- „entreprise d’investissement mère au Luxembourg“: une entreprise d’investissement agréée au Luxembourg qui a comme filiale un établissement de crédit ou une entreprise d’investissement, ou un établissement financier, ou qui détient une participation dans de tels établissements, et qui n’est pas elle-même une filiale d’un autre établissement de crédit ou d’une autre entreprise d’investissement agréé au Luxembourg ou d’une compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- „entreprise d’investissement mère dans l’UE“: une entreprise d’investissement mère dans un Etat membre qui n’est pas une filiale d’un autre établissement agréé dans un Etat membre ou d’une compagnie financière holding établie dans un Etat membre.

Par ailleurs sont comprises, pour les besoins du présent chapitre dans les termes „entreprise d’investissement“ les entreprises d’investissement de pays tiers à l’UE.“

38) L’article 51-6ter, paragraphe (6) est modifié comme suit:

„(6) Lorsque survient une situation d’urgence, notamment une évolution défavorable des marchés financiers, susceptible de menacer la stabilité du système financier dans l’un des Etats membres où des entités d’un groupe ont été agréées, et que la Commission est l’autorité compétente chargée d’exercer la surveillance sur une base consolidée en vertu de l’article 51-3, elle alerte, dès que possible, sous réserve des dispositions des articles 44 à 44-2, les banques centrales des Etats membres concernés et les départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés. Si possible, la Commission utilise les voies de communication définies existantes.“

39) Les troisième et quatrième phrases du paragraphe (1) de l’article 52 sont abrogées.

40) Le quatrième tiret de l’article 60 est modifié comme suit:

„– „établissement“ signifie un établissement qui a la gestion de fonds de tiers. Sont visés les établissements de crédit, les commissionnaires, les gérants de fortunes, les professionnels intervenant pour compte propre, les distributeurs de parts d’OPC qui acceptent ou font des paiements, les preneurs d’instruments financiers et les teneurs de marché;“

41) Le paragraphe (9) de l’article 60-2 est modifié comme suit:

„(9) Le greffe informe immédiatement la Commission et la Banque centrale du Luxembourg de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission, à la Banque centrale du Luxembourg et à l’établissement par lettre recommandée.“

42) Le paragraphe (6) de l’article 61 est modifié comme suit:

„(9) Le greffe informe immédiatement la Commission et la Banque centrale du Luxembourg de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission, à la Banque centrale du Luxembourg et à l’établissement par lettre recommandée.“

43) Le chapitre 4 de la partie IV est abrogé.

44) Le point 4 de l’annexe I est modifié comme suit:

„4. Services de paiement au sens de l’article 1er, point 38) de la loi du xxx relative aux services de paiement.“

45) Le point 5 de l’annexe I est modifié comme suit:

„5. Emission et gestion d’autres moyens de paiement (par exemple, chèques de voyage et lettres de crédit) dans la mesure où cette activité n’est pas couverte par le point 4.“

Art. 118.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

La loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme est modifiée comme suit:

- 1) Le point 1. du paragraphe (1) de l'article 2 est complété comme suit:
„et les établissements de paiement agréés ou autorisés à exercer leur activité au Luxembourg en vertu de la loi du xxx relative aux services de paiement;“
- 2) Il est ajouté au paragraphe (1) de l'article 2 un nouveau point (1bis) de la teneur suivante:
„1bis. Les personnes physiques et morales bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 48 de la loi du xxx relative aux services de paiement;“
- 3) Le point 7. du paragraphe (1) de l'article 2 est modifié comme suit:
„les personnes énumérées au paragraphe (2) de l'article 1-1 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier à l'exception des points a), e), h), i), j), l), o), p), q) et r) de ce paragraphe;“

Art. 119.– Dispositions modificatives de la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

La loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance est modifiée comme suit:

- 1) Le texte actuel de l'article 5 devient le nouveau paragraphe (1) de cet article.
- 2) Il est ajouté à l'article 5 un nouveau paragraphe (2) de la teneur suivante:
„(2) Lorsque la loi du xxx relative aux services de paiement est également applicable, les dispositions en matière d'information de l'article 3, paragraphe (1) de la présente loi, à l'exception des points 2) c) à g), 3) a), d) et e), et 4) b), sont remplacées par les articles 65, 66, 70 et 71 de la loi du xxx relative aux services de paiement.“

Art. 120.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux

La loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux est modifiée comme suit:

- 1) La première phrase de l'article 28 est complétée comme suit:
„, , ainsi que la prestation de services de paiement et l'émission de moyens de paiement sous une forme électronique.“
- 2) Il est ajouté à l'article 28 un nouvel alinéa de la teneur suivante:
„L'article 53 de la loi du xxx relative aux services de paiement est applicable à l'émission par l'entreprise des postes et télécommunications de moyens de paiement sous une forme électronique.“

Art. 121.– Dispositions modificatives de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers

La loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers est modifiée comme suit:

- 1) Le paragraphe (1) de l'article 27 est modifié comme suit:
„(1) Le présent article s'applique aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement de droit luxembourgeois, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement de droit étranger dans la mesure où ils fournissent des services d'investissement et/ou exercent des activités d'investissement, sans préjudice de l'article 1bis, paragraphe (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.“
- 2) Le paragraphe (1) de l'article 28 est modifié comme suit:
„(1) Le présent article s'applique aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement de droit luxembourgeois, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement de droit étranger dans la mesure où ils fournissent des services d'investissement et/ou exercent des activités d'investissement, sans préjudice de l'article 1bis, paragraphe (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.“

Art. 122.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

La loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le point 20) de l'alinéa premier de l'article 1er est supprimé.

- 2) Il est inséré à la fin du point a) du paragraphe (1) de l'article 41 le bout de phrase suivant:
„au sens de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers,“
- 3) La dernière phrase du second alinéa du paragraphe (4) de l'article 77 est supprimée.

Art. 123.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

La loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier est modifiée comme suit:

- 1) A la fin du premier alinéa du paragraphe (1) de l'article 2 les mots „ainsi que des SICAR“ sont remplacés par „, des SICAR ainsi que des établissements de paiement au sens de la loi du xxx relative aux services de paiement.“
- 2) Le troisième alinéa du paragraphe (1) de l'article 2 est abrogé.
- 3) Il est ajouté un nouveau dernier alinéa au paragraphe (1) de l'article 2 de la teneur suivante:
„La Commission de surveillance du secteur financier est l'autorité compétente prévue par le règlement (CE) No 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération entre autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs („Règlement relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs“), pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs par les personnes soumises à sa surveillance.“
- 4) Il est ajouté à l'article 3-1 un second alinéa de la teneur suivante:
„Dans l'accomplissement de ses missions, la Commission prend en considération l'objectif d'une application convergente à l'échelon européen des dispositions communautaires et des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs aux services financiers, ainsi que les bonnes pratiques de surveillance et recommandations dégagées dans le cadre des dispositifs multilatéraux de supervision existant au niveau communautaire.“

Art. 124.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

La loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg est modifiée comme suit:

- 1) Il est inséré à l'article 2 un nouveau paragraphe (5) de la teneur suivante:
„(5) Au vu de sa mission relative à la promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement, la Banque centrale veille à l'efficacité et à la sécurité des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres, ainsi qu'à la sécurité des instruments de paiement.
Les modalités de coordination et de coopération pour l'exercice de cette mission font l'objet d'accords entre la Banque centrale et la Commission de surveillance du secteur financier, dans le respect des compétences légales des parties.“
- 2) L'actuel paragraphe (5) de l'article 2 est renuméroté paragraphe (6) de ce même article.
- 3) L'article 15 est modifié comme suit:
„**Art. 15.–** Le conseil de la Banque centrale propose au conseil des gouverneurs de la BCE un réviseur aux comptes conformément à la procédure prescrite par les Statuts du SEBC et de la BCE. A l'issue de la procédure d'agrément au niveau européen, le réviseur est nommé par le Gouvernement en conseil. Le réviseur aux comptes doit remplir les conditions requises pour l'exercice de la profession de réviseur d'entreprises agréé. Il est nommé pour cinq exercices financiers. Sa rémunération est à charge de la Banque centrale.“
- 4) Il est inséré après l'article 27-2 une nouvelle section de la teneur suivante:

„Les systèmes de paiement, les systèmes de règlement des opérations sur titres et les instruments de paiement

Art. 27-3.– Aux fins de l'accomplissement de la mission définie à l'article 2, paragraphe (6), la Banque centrale peut demander aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres toute information relative au fonctionnement de ces systèmes dont elle a besoin pour apprécier leur efficacité et leur sécurité et elle peut demander aux émetteurs d'instruments de paie-

ment toute information relative aux instruments de paiement dont elle a besoin pour apprécier leur sécurité.

La Banque centrale est habilitée à procéder à des visites sur place pour recueillir les informations visées au paragraphe (1). A cette fin elle se coordonne avec la Commission de surveillance du secteur financier.“

- 5) A l'article 33, paragraphe (2) les termes „, sous réserve de réciprocité,“ sont supprimés.

Art. 125.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

La loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est modifiée comme suit:

- 1) Il est ajouté un nouveau second alinéa à l'article 2 de la teneur suivante:

„Le Commissariat est en outre l'autorité compétente prévue par le règlement (CE) No 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération entre autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs („Règlement relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs“), pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs par les personnes soumises à sa surveillance.“

- 2) Il est ajouté à l'article 2-1 un second alinéa de la teneur suivante:

„Dans l'accomplissement de ses missions, le Commissariat prend en considération l'objectif d'une application convergente à l'échelon européen des dispositions communautaires et des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs au secteur des assurances, ainsi que les bonnes pratiques de surveillance et recommandations dégagées dans le cadre des dispositifs multilatéraux de supervision existant au niveau communautaire.“

Art. 126.– Disposition abrogatoire

Le titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique est abrogé.

Art. 127.– Date d'entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le 1er novembre 2009.

Art. 128.– Référence sous une forme abrégée

Toute référence à la présente loi pourra se faire sous l'intitulé abrégé „loi relative aux services de paiement“.

*

ANNEXE

Services de paiement (Article 1er, point 38))

1. Les services permettant de verser des espèces sur un compte de paiement et toutes les opérations qu'exige la gestion d'un compte de paiement.

2. Les services permettant de retirer des espèces d'un compte de paiement et toutes les opérations qu'exige la gestion d'un compte de paiement.

3. L'exécution d'opérations de paiement, y compris les transferts de fonds sur un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement de l'utilisateur ou auprès d'un autre prestataire de services de paiement:

- l'exécution de domiciliations de créances, y compris d'une créance unique;
- l'exécution d'opérations de paiement par le biais d'une carte de paiement ou d'un dispositif similaire;
- l'exécution de virements, y compris d'ordres permanents.

4. L'exécution d'opérations de paiement dans le cadre desquelles les fonds sont couverts par une ligne de crédit accordée à l'utilisateur de services de paiement:

- l'exécution de domiciliations de créances, y compris d'une créance unique;
- l'exécution d'opérations de paiement par le biais d'une carte de paiement ou d'un dispositif similaire;
- l'exécution de virements, y compris d'ordres permanents.

5. L'émission et/ou l'acquisition d'instruments de paiement.

6. Les transmissions de fonds (*money remittance*).

7. L'exécution d'opérations de paiement, lorsque le consentement du payeur à une opération de paiement est donné au moyen de tout dispositif de télécommunication, numérique ou informatique et que le paiement est adressé à l'opérateur du système ou du réseau de télécommunication ou informatique, agissant uniquement en qualité d'intermédiaire entre l'utilisateur de services de paiement et le fournisseur de biens ou services.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi a pour objet principal la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE (désignée ci-après par „la Directive“). L’objectif de la Directive est d’établir les fondements juridiques de la construction d’un marché européen unique des services de paiement, en l’occurrence l’espace unique de paiement en euros (SEPA) issu d’une initiative du secteur financier et appuyé par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Les moyens de paiement, qu’il s’agisse de pièces, billets, chèques, cartes de paiement ou encore virements ou domiciliations de créances, font partie de notre vie quotidienne et sont d’une importance primordiale pour le bon fonctionnement d’une économie. Disposer de moyens de paiement modernes, efficaces, sécurisés et bon marché constitue un atout essentiel pour assurer la fluidité et la sécurité des échanges.

Le passage à l’euro a constitué une première étape dans la construction d’une Europe des paiements mais n’a pas permis d’harmoniser les modes de fonctionnement. Bien que différents actes communautaires aient permis de progresser, le marché européen des services de paiement est resté fragmenté. Cette fragmentation s’exprime par l’existence de 27 systèmes juridiques nationaux ou de barrières techniques, les transactions étant traitées selon des processus techniques différents. Cette fragmentation se retrouve également dans des habitudes de paiement parfois très différentes d’un Etat membre à l’autre.

La Directive vise à remédier à cette fragmentation en établissant au niveau communautaire un cadre juridique moderne et cohérent pour les services de paiement, cadre voulu neutre pour garantir des conditions de concurrence équitables pour tous les prestataires de services de paiement. Il s’agit de promouvoir la concurrence entre prestataires de services de paiement et de favoriser leur développement transfrontalier, de faciliter le développement des entreprises dans plusieurs pays de l’Union sans les obliger à recourir à des centres de gestion différents et de permettre aux consommateurs de choisir parmi une large gamme de produits innovants, efficaces et bon marché tout en bénéficiant d’un bon niveau de protection.

En améliorant la compétitivité de l’Union européenne par une intégration des marchés nationaux des paiements, la Directive donne également un cadre à l’industrie des paiements européens pour qu’elle construise les infrastructures nécessaires au marché unique des paiements.

Les enjeux de la construction d’un marché unique des services de paiement sont majeurs pour les utilisateurs de ces services qui vont tirer partie d’une concurrence accrue et avoir la possibilité de bénéficier de services reposant sur des règles de fonctionnement identiques, quel que soit l’Etat membre de l’Union européenne dans lequel est établi leur prestataire de services de paiement. Les enjeux sont également essentiels pour les prestataires de services de paiement qui vont développer leur activité dans un cadre de plus en plus concurrentiel et vont pouvoir tirer profit d’un marché plus vaste permettant des économies d’échelle substantielles.

Le champ d’application de la Directive est limité aux paiements dits électroniques, à l’exclusion des opérations de paiement effectuées en billets et pièces. Font partie des prestataires de services de paiement les établissements de crédit, les établissements de monnaie électronique, les établissements de paiement, les offices de chèques postaux, les banques centrales, les Etats membres, leurs autorités régionales et locales. La Directive introduit un nouveau statut d’institution financière, à savoir les établissements de paiement, et en définit les conditions d’agrément et d’exercice. En outre, elle garantit l’accès au marché des paiements à de nouveaux prestataires de services de paiement, fixe des exigences d’information et définit les droits et obligations des utilisateurs et prestataires de services de paiement. Les établissements de paiement constituent une catégorie hétérogène de prestataires de services de paiement, couvrant notamment les „money remitters“, des opérateurs de téléphonie mobile, des supermarchés, des commerçants, des entreprises de transport public. Cette catégorie comprend entre autres des entreprises qui ne fournissent qu’à titre accessoire des services de paiement, ce qui constitue une nouveauté importante. Jusqu’à présent seules des personnes exerçant exclusivement, ou du moins à titre principal, une activité financière ont pu obtenir l’agrément en tant que acteur du secteur financier. L’apparition des prestataires de services de paiement dits hybrides posera des défis au niveau de leur surveillance prudentielle.

Ensuite, sont reprises dans le présent projet de loi les dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, qui portent transposition de la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements et de la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres. L'objectif est de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions légales portant transposition des actes communautaires relatifs aux paiements électroniques. Le transfert dans le présent projet de loi des dispositions portant transposition de la directive 2000/46/CE a rendu nécessaire certains ajustements, sans qu'il ne s'agisse de changements quant au fond. Par contre, le transfert dans le présent projet de loi des dispositions portant transposition de la directive 98/26/CE a été assorti de certains changements de substance. La principale modification consiste à confier à la Banque centrale du Luxembourg la surveillance („oversight“) de l'ensemble des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres relevant du champ d'application de la directive 98/26/CE. Le changement proposé n'a pas d'implications dans la pratique, tous les systèmes luxembourgeois notifiés à ce jour à la Commission européenne au titre de la directive 98/26/CE relevant de la compétence de la Banque centrale du Luxembourg. Le régime d'agrément et de surveillance, qui a été introduit dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier à l'occasion de la transposition de la directive 98/26/CE, est abrogé.

Par ailleurs, la loi organique de la Banque centrale du Luxembourg précise dorénavant que la Banque centrale du Luxembourg est appelée à veiller à l'efficacité et à la sécurité des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres ainsi qu'à la sécurité des instruments de paiement au vu de la mission de promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement définie à l'article 105, paragraphe 2 du Traité et à l'article 3.1 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne. La surveillance („oversight“) exercée par la Banque centrale du Luxembourg à l'égard des systèmes se distingue de la surveillance prudentielle exercée par la Commission de surveillance du secteur financier à l'égard des institutions financières participant à ces systèmes. Les missions de ces deux autorités sont complémentaires et doivent faire l'objet d'une coordination étroite de manière à éviter, dans la mesure du possible, tout doublement de la charge administrative dans le chef des institutions financières concernées. La loi organique de la Banque centrale du Luxembourg définit le cadre général régissant l'exercice de la mission de promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement, alors que le titre V du projet de loi constitue une *lex specialis* assurant une protection renforcée aux systèmes de paiement et systèmes de règlement des opérations sur titres à risque systémique ainsi qu'aux participants à ces systèmes.

Par ailleurs, le projet de loi porte modification d'un nombre restreint de dispositions de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers aux fins de résoudre les problèmes rencontrés par la Commission de surveillance du secteur financier dans l'application pratique des dispositions nationales portant transposition de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers. Les dispositions nationales portant transposition de la directive 2004/39/CE imposent aux établissements de crédit le respect des exigences organisationnelles, des règles de conduite et des obligations de reporting de transactions sur instruments financiers, sans faire de distinction selon la nature des services fournis ou des activités exercées. Ainsi, ces exigences, règles et obligations s'appliquent également à l'activité d'administration centrale d'OPC exercée par des établissements de crédit et à leur activité de banque dépositaire. L'expérience montre que d'autres Etats membres ont renoncé à assujettir les activités d'administration centrale d'OPC ou de banque dépositaire aux exigences de la directive 2004/39/CE. Il est dès lors proposé dans le présent projet de loi de réviser la législation nationale dans ce sens afin de préserver la compétitivité du secteur bancaire luxembourgeois. Un changement similaire est introduit pour les entreprises d'investissement cumulant le statut d'entreprise d'investissement avec un ou plusieurs statuts de PSF autres que les entreprises d'investissement.

Enfin, l'expérience récente a montré que la Commission de surveillance du secteur financier peut être amenée à devoir coopérer avec les banques centrales et les départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés dans le cadre d'opérations de sauvetage de banques. Le projet de loi élimine tout obstacle légal à l'échange d'informations entre autorités publiques concernées en situation de crise et à la mise en oeuvre de l'accord de coopération tripartite relatif à la gestion de crises financières signé en 2008 par les Ministères des Finances, les banques centrales et les autorités

de surveillance des Etats membres. Par ailleurs, le projet de loi renforce le mandat européen du Commissariat aux assurances et de la Commission de surveillance du secteur financier.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

TITRE I

Définitions et champ d'application

Article 1er

Cet article reprend en l'état les définitions figurant à l'article 4 de la Directive en les classant par ordre alphabétique, à une exception près. En effet, la définition de micro-entreprise n'a pas été transposée en droit luxembourgeois étant donné que le champ d'application des titres III et IV n'a pas été étendu aux micro-entreprises.

Par ailleurs, dans un souci de sécurité juridique, l'article 1er est complété par des définitions d'autres notions utilisées dans le projet de loi, à savoir: Commission, entreprise mère, Etat membre, filiale, liens étroits, participation, participation qualifiée, pays tiers, Tribunal, monnaie électronique, établissement de monnaie électronique et des références à diverses directives. Ces définitions s'inspirent de celles figurant dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

La Directive traduit la notion de „direct debit“ par „prélèvement“, ce qui n'est pas le terme approprié dans le contexte luxembourgeois. Au Luxembourg, tout comme en Belgique, il convient d'utiliser les termes de „domiciliation de créances“.

La notion de „transmission de fonds“ définie au point 44) de l'article 1er du projet de loi vise l'activité de „money remittance“.

On notera que la définition de „système“ de la directive 98/26/CE (Settlement Finality Directive) est moins large que celle de la Directive dans la mesure où la directive 98/26/CE ne couvre que les systèmes de paiement présentant un risque systémique. La différence existant en droit communautaire est reflétée aux articles 1er, point 41) et 107, point 1) du présent projet de loi.

Article 2

L'article 2 définit le champ d'application des différents titres constitutifs de la loi. Les paragraphes (1) et (2) de l'article 2 portent transposition de l'article 2 de la Directive. Il n'est pas fait usage de l'option prévue à l'article 2, paragraphe 3 de la Directive, car elle est sans objet en ce qui concerne le Luxembourg.

Le paragraphe (1) de l'article 2 ne va pas au-delà des dispositions de la Directive. En effet, les titres III et IV du projet de loi ne sont d'application que si à la fois le prestataire de services de paiement du payeur et celui du bénéficiaire sont situés dans l'Union européenne. La Commission européenne au contraire a invité les Etats membres à étendre le champ d'application des titres III et IV pour les rendre applicables également au cas où l'un des prestataires de services de paiement est situé dans un pays tiers. Il n'a pas été donné suite au souhait de la Commission européenne pour ne pas créer dans le chef des prestataires de services de paiement situés au Luxembourg des obligations exorbitantes qu'ils ne seraient pas à même de remplir.

Les paragraphes (3) et (4) de l'article 2 précisent le champ d'application des parties de la loi relatives à la monnaie électronique et aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres. Bien que ces dispositions soient redondantes avec celles de l'article 49, paragraphe (1) et de l'article 108 respectivement, il paraît opportun de préciser dès l'article 2 le champ d'application de l'ensemble des parties constitutives de la loi pour améliorer la lisibilité de la loi.

Article 3

Cet article qui porte fidèlement transposition de l'article 3 de la Directive 2007/64/CE définit les exclusions du champ d'application de la loi. Il convient de relever plus particulièrement que sont exclues au titre du point i) de l'article 3 les opérations de paiement liées à l'achat et la vente par les entreprises d'investissement d'instruments financiers pour compte de la clientèle. Compte tenu de cette

interprétation du point i), il ne s'avère pas nécessaire d'exempter les entreprises d'investissement de l'obligation d'obtenir un agrément en tant qu'établissement de paiement au titre de l'article 6.

Article 4

Cet article porte fidèlement transposition de l'article 29 de la Directive.

TITRE II

Prestataires de services de paiement

Le titre II est composé de trois chapitres distincts: le chapitre I régit l'accès à et l'exercice de l'activité d'établissements de paiement; il porte transposition des articles 5 à 26 de la Directive. Le chapitre 2 régit l'accès à et l'exercice de l'activité d'établissements de monnaie électronique. Sont repris au chapitre 2 du titre II, sans y apporter de changement quant au fond, les articles 12-10 à 12-15 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Les articles concernés portent transposition de la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements. Il est proposé de transférer les dispositions relatives aux établissements de monnaie électronique dans le présent projet de loi de manière à regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions légales ayant trait aux paiements électroniques. Enfin, le chapitre 3 qui porte transposition de diverses dispositions de la Directive définit des dispositions communes à tous les prestataires de services de paiement.

Chapitre I du titre II

L'une des innovations majeures du projet de loi consiste dans l'introduction en droit luxembourgeois d'un nouveau statut d'établissement financier, à savoir celui d'établissement de paiement. Il est proposé de ne pas ériger les établissements de paiement en nouvelle sous-catégorie de PSF tels que définis dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, mais d'en faire une catégorie d'établissements financiers à part soumis au présent projet de loi. Les divergences qui existent au niveau des régimes d'agrément et d'exercice applicables aux PSF et aux établissements de paiement ont motivé ce choix, étant donné que ces divergences auraient rendu l'intégration des établissements de paiement à la catégorie des PSF pour le moins complexe, sinon impossible. La volonté de couvrir dans un projet de loi unique les dispositions régissant les activités et services de paiement a encore fortifié ce choix.

Les établissements de paiement ne sont pas autorisés à émettre de la monnaie électronique. L'émission de monnaie électronique est réservée aux établissements de crédit et aux établissements de monnaie électronique en vertu de la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements. La Directive ne traite donc pas l'émission de monnaie électronique, mais se limite à fixer les règles d'exécution des opérations de paiement lorsque les fonds sont constitués d'espèces ou de monnaie électronique telle que définie à l'article 1er, paragraphe 3, point b), de la directive 2000/46/CE.

Section 1 du chapitre 1 du titre II

La section 1 du chapitre 1 établit le régime d'agrément des établissements de paiement. La procédure d'agrément définie à l'article 7 du projet de loi s'inspire, dans la mesure du possible, de la procédure d'agrément des établissements de crédit et des PSF, tout en tenant compte des particularités prévues dans la Directive. Ainsi, l'agrément est accordé par le Ministre ayant dans ses attributions la Commission sur base de l'instruction de la demande d'agrément par la Commission.

Le statut d'établissement de paiement couvre une population hétérogène aux activités variées. Les établissements de paiement ne sont autorisés à fournir que les services de paiement couverts par leur agrément. S'ils souhaitent fournir des services de paiement non couverts par leur agrément, un nouvel agrément est requis. On notera que l'approche retenue dans le projet de loi se situe à mi-chemin entre l'approche retenue pour les établissements de crédit (qui sont autorisés de plein droit à exercer l'ensemble des activités et des services figurant aux annexes I et II de la loi modifiée du 5 avril 1993

relative au secteur financier) et l'approche retenue pour les entreprises d'investissement pour lesquelles tout service/activité d'investissement correspond à un statut spécifique.

L'article 10 du projet de loi précise les activités que les établissements de paiement sont habilités à exercer en sus de la prestation de services de paiement. Les établissements de paiement agréés sont autorisés de plein droit à fournir des services connexes à la prestation de services de paiement et à gérer des systèmes de paiement

Il convient de relever que les acteurs économiques dont l'activité professionnelle habituelle ne relève pas du secteur financier doivent se faire agréer en tant qu'établissements de paiement lorsqu'ils fournissent des services de paiement C'est le point c) du paragraphe (1) de l'article 10 du projet de loi qui introduit cette catégorie des établissements de paiement dits hybrides. Sont susceptibles de ranger dans cette catégorie d'agents économiques entre autres des opérateurs de téléphonie mobile, des entreprises de transport public, des grandes chaînes de magasins, des autorités locales. Il s'agit d'une nouveauté en droit luxembourgeois étant donné que jusqu'à présent seules des personnes dont l'activité principale, voire exclusive, relève du secteur financier sont habilitées à fournir des services financiers. Le départ de ce principe fondamental pose des défis au niveau de la surveillance prudentielle. L'expérience acquise par la CSSF dans la surveillance des PSF exerçant une activité connexe au secteur financier peut s'avérer utile à cet égard. C'est d'ailleurs aux fins de faciliter la surveillance de ce type particulier d'établissements de paiement et aux fins de protéger les fonds des clients de ces établissements que le législateur communautaire a défini des exigences spécifiques à l'article 9 de la Directive en matière de protection des fonds et à l'article 15, paragraphe 3 de la Directive en matière de fourniture d'informations. Les exigences en question sont transposées aux articles 14 et 19, paragraphe (3) du projet de loi.

Les établissements de paiement sont assujettis à des conditions d'agrément plus souples que les établissements de crédit. L'un des objectifs de la Directive étant de promouvoir l'innovation et la concurrence sur le marché des paiements, la Directive a créé un cadre souple favorisant l'entrée de nouveaux acteurs sur les marchés dominés traditionnellement par les établissements bancaires. Cette souplesse se manifeste notamment au niveau des exigences de capital initial et de fonds propres permanents.

Bien que la Directive soit d'harmonisation maximale, le projet de loi aligne, dans la mesure du possible, le régime d'agrément des établissements de paiement sur celui des établissements de crédit dans un souci d'assurer la cohérence de la législation dans le secteur financier. Des différences existent cependant à plusieurs égards.

C'est ainsi par exemple que, contrairement aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, les établissements de paiement ne sont pas tenus d'adhérer à un système de garantie. L'absence d'une obligation de participer à un système de garantie se justifie du fait que les clients ne confient pas leur épargne aux établissements de paiement, mais leur remettent pour une très courte durée de faibles montants en vue de l'exécution d'opérations de paiement. Les pertes encourues par les clients en cas de défaillance d'un établissement de paiement sont de ce fait limitées.

Les établissements de paiement sont autorisés, au titre de l'article 9, paragraphe (1) du projet de loi, à opter pour la forme du groupement d'intérêt économique, ce qui n'est pas le cas pour les établissements de crédit et les PSF.

D'après l'interprétation que la Commission européenne fait de l'article 5, point h) de la Directive, les administrateurs et les directeurs d'établissements de paiement hybrides doivent disposer de l'honorabilité professionnelle. Les directeurs en charge du département „services de paiement“ de tels établissements doivent disposer, en sus de l'honorabilité professionnelle, également de l'expérience professionnelle. L'article 13, paragraphes (1) et (2) du projet de loi est le reflet de l'interprétation que la Commission européenne fait des dispositions de la Directive.

Les établissements de paiement n'ont pas le droit de recevoir de dépôts de la part des utilisateurs de services de paiement et ne sont habilités à employer les fonds reçus des utilisateurs qu'à des fins de prestation de services de paiement. La Directive prescrit la séparation des fonds des clients de ceux employés par les établissements de paiement aux fins d'autres activités commerciales. Le principe de la séparation des avoirs des clients est établi à l'article 14 du projet de loi. Cet article 14 s'applique aux seuls établissements de paiement dits hybrides. En d'autres termes, il n'est pas fait usage de l'option prévue à l'article 9, paragraphe 3 de la Directive. L'option de l'article 9, paragraphe 4 de la Directive est transformée en une option pour les établissements de paiement dits hybrides à l'article 14, para-

graphe (3) du projet de loi. L'exigence de l'accord préalable de la Commission a pour effet qu'il ne s'agit pas d'une exemption horizontale, mais d'une exemption au cas par cas. Elle met la Commission en mesure de vérifier si les établissements de paiement disposent des moyens techniques leur permettant d'identifier les paiements inférieurs et supérieurs à 600 euros.

Le régime de fonds propres des établissements de paiement est proportionné aux risques opérationnels et financiers auxquels ces établissements sont exposés dans le cadre de leur activité. Compte tenu de la grande diversité existant dans le domaine des services de paiement, la Directive prévoit différentes méthodes, assorties d'un certain pouvoir discrétionnaire en matière de contrôle, visant à s'assurer que les mêmes risques soient traités d'une manière similaire. Les exigences prudentielles applicables aux établissements de paiement reflètent le fait que les activités des établissements de paiement sont plus spécialisées et plus restreintes et qu'elles génèrent donc des risques plus circonscrits et plus faciles à suivre et contrôler que ceux inhérents au spectre plus large des activités des établissements de crédit. L'objectif de la disposition du paragraphe (5) de l'article 17 du projet de loi est d'éviter que l'établissement de paiement ne change de méthode de calcul trop fréquemment, ce qui mettrait la Commission dans l'impossibilité de suivre l'évolution des fonds propres dans le temps. Bien qu'une telle disposition n'existe pas expressément dans la Directive, le principe établi audit paragraphe (5) de l'article 17 est censé être conforme à l'esprit de la Directive et être implicite dans le libellé du chapeau du paragraphe (1) de l'article 8 de la Directive.

Eu égard au libellé plutôt vague de la Directive et partant de l'article 17 du projet de loi, la Commission devra nécessairement préciser les modalités d'application des méthodes de calcul des fonds propres par voie d'un règlement ou d'une circulaire CSSF.

Le retrait d'agrément des établissements de paiement est régi par l'article 20 du projet de loi. Il va de soi que pour les établissements de paiement dits hybrides le retrait d'agrément ne vaut que pour le volet „services de paiement“ de leur activité économique et ne vise nullement à mettre fin à l'activité autre que la prestation de services de paiement. Le retrait de l'agrément prive en outre l'établissement de paiement du droit, prévu à l'article 10, paragraphe (1), points a) et b) du projet de loi, d'exercer les services connexes et de gérer un système de paiement.

Section 2 du chapitre 1 du titre II

Cette section régit l'établissement d'une succursale, la prestation de services ou le recours à un agent au Luxembourg par un établissement de paiement étranger. On note que l'article 22 du projet de loi autorise des établissements de paiement originaire d'un pays tiers à établir une succursale au Luxembourg. Les succursales luxembourgeoises d'établissements de paiement originaires de pays tiers sont assujetties mutandis aux mêmes conditions d'agrément que les établissements de paiement de droit luxembourgeois, mais ne disposent pas du passeport européen. Ces succursales étant soumises au même régime prudentiel que les établissements de paiement originaires d'un Etat membre, il semble justifier de les autoriser à fournir des services de paiement sur le territoire luxembourgeois.

Section 3 du chapitre 1 du titre II

Cette section qui constitue l'image miroir de la section 2, traite de l'établissement d'une succursale, de la prestation de services ou du recours à un agent par un établissement de paiement de droit luxembourgeois dans un autre Etat membre.

Section 4 du chapitre 1 du titre II

Cette section définit les conditions d'exercice applicables aux établissements de paiement établis au Luxembourg. Elle s'applique non seulement aux établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, mais également aux agents établis au Luxembourg et aux succursales luxembourgeoises d'établissements de paiement ayant leur siège statutaire à l'étranger. Les articles 26 et 27 du projet de loi transposent les articles 18 et 19 de la Directive. Les articles 28 et 29 du projet de loi, qui constituent le parallèle des articles 39 et 40 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, rappellent les obligations qui incombent aux établissements de paiement au titre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et partant de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. L'article 30 du projet de loi définit l'obligation au secret professionnel des établissements de paiement. Il constitue le parallèle de l'article 41 de la loi

modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. L'objet du paragraphe (9) de l'article 30 est d'assurer que l'activité des établissements de paiement hybrides qui n'a pas trait à la prestation de services de paiement (p. ex. gestion de supermarchés) ne tombe pas sous le coup du secret professionnel défini audit article 30 du projet de loi.

Section 5 du chapitre 1 du titre II

Cette section qui porte transposition des articles 20 à 24 de la Directive trace le cadre légal de la surveillance prudentielle que la Commission exerce à l'égard des établissements de paiement. Le régime proposé s'inspire dans une large mesure de celui applicable aux établissements bancaires et aux PSF dans un souci de mettre en place dans le secteur financier luxembourgeois un dispositif de surveillance cohérent. Le Ministre ayant dans ses attributions la Commission accorde l'agrément aux établissements de paiement sur base de l'instruction de la requête par la Commission. Cette dernière est l'autorité compétente pour la surveillance des établissements de paiement. Il convient de noter que, dans le cas des établissements de paiement hybrides, la surveillance exercée par la Commission porte uniquement sur le volet „services de paiement“ de ces établissements, y compris les services connexes à cette activité. En ce qui concerne le secret professionnel de la Commission, il est fait usage de l'option prévue à l'article 22, paragraphe (3) de la Directive.

L'article 38 du projet de loi transpose l'article 21, paragraphe (2) de la Directive. Tout en s'inspirant de l'article 59 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, le libellé de l'article 38 du projet de loi tient compte de la situation particulière des établissements de paiement hybrides.

Section 6 du chapitre 1 du titre II

Les établissements de paiement agréés au Luxembourg sont soumis au règlement (CE) No 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité, ainsi qu'au droit commun de la faillite, sauf dispositions contraires aux articles 40 à 44 du projet de loi. Sont visés à la section 6 à la fois les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg et les succursales luxembourgeoises d'établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers. Les articles 40, 42 et 43 du projet de loi, qui s'inspirent des articles 60-2, 60-8 et 61 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, s'appliquent aux établissements de paiement „purs“. Les articles 41 et 44 du projet de loi sont le pendant, pour les établissements de paiement dits hybrides, des articles 40 et 43. L'article 45 du projet de loi constitue, pour les établissements de paiement agréés, le parallèle de l'article 61-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Section 7 du chapitre 1 du titre II

Les articles 46 et 47 du projet de loi, qui transposent l'article 21, paragraphe (2) et l'article 81 de la Directive, visent l'ensemble des établissements de paiement, qu'ils soient hybrides ou non. Leur libellé s'inspire des articles 63 et 64 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, tout en tenant compte de la spécificité des établissements de paiement hybrides.

On notera que les sanctions applicables aux prestataires de services de paiement visés aux points i) à iii) de la définition figurant à l'article 1er, point 37) du projet de loi sont définies aux articles 59, 63 et 64 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Aucune sanction n'est définie en ce qui concerne les prestataires de services de paiement visés aux points v) et vi) de la définition figurant à l'article 1er, point 37) du projet de loi.

Le paragraphe (2) de l'article 46 du projet de loi vise le cas des agents établis au Luxembourg et des succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg. Ces agents et ces succursales sont assujettis aux règles de l'Etat membre d'accueil pour ce qui est des titres III et IV de la Directive, l'objet de ces titres étant la protection des consommateurs. Le corollaire est que ces agents et succursales seront sanctionnés par l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil, en l'occurrence la Commission, en cas de violation des dispositions légales nationales prises en application des titres III et IV de la Directive. Par ailleurs, le paragraphe (2) de l'article 46 du projet de loi s'applique aux personnes bénéficiant d'une dérogation au titre de l'article 48 du projet de loi. Bien que ces personnes ne soient pas assujetties à la surveillance prudentielle de la Commission, elles sont tenues de respecter les dispositions des titres III et IV. Il appartient à la Commission de vérifier si ces personnes respectent les dispositions des titres III et IV en vertu de l'article 58, paragraphe (1) du projet de loi. En cas de non-

respect, ces personnes peuvent être frappées d'une amende d'ordre en vertu de l'article 46, paragraphe (2) du projet de loi.

Section 8 du chapitre 1 du titre II

L'article 26, paragraphe (1) de la Directive établit une option pour les Etats membres d'exempter, sous des conditions prédéterminées, des personnes physiques ou morales de tout ou partie de la procédure d'octroi de l'agrément et des conditions d'agrément et/ou d'exercice applicables aux établissements de paiement. Les Etats membres peuvent soit prévoir d'office une exemption dans leur législation nationale lorsque les conditions fixées audit paragraphe sont remplies, soit habiliter leurs autorités compétentes à accorder une dérogation au cas par cas. Le projet de loi retient cette seconde alternative. Etant donné qu'au Luxembourg c'est le Ministre ayant dans ses attributions la Commission qui accorde l'agrément, il appartient également au Ministre d'accorder les dérogations. Les prestataires de services de paiement bénéficiant d'une dérogation ne disposent pas du passeport européen.

Le régime dérogatoire a pour objectif d'assurer que l'identité et la localisation de tous les prestataires de services de transmission de fonds soient consignées dans un registre et d'éviter ainsi que les prestataires, qui ne sont pas à même de respecter l'ensemble des conditions d'agrément et d'exercice en tant qu'établissement de paiement, ne soient relégués dans l'économie souterraine. En accordant à ces derniers une certaine reconnaissance, la Directive prévoit, en conformité avec les principes sous-tendant la recommandation spéciale VI du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), un mécanisme grâce auquel les prestataires de services de paiement incapables de remplir toutes les conditions d'agrément et d'exercice de la Directive peuvent néanmoins se faire enregistrer auprès d'une autorité publique.

Les personnes bénéficiant d'une exemption restent soumises aux exigences de conservation des documents prévues dans le code de commerce et dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Chapitre 2 du titre II

La directive 2000/46/CE concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice, ainsi que la surveillance de ces établissements a été transposée par la loi du 14 mai 2002 dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ce choix était justifié à l'époque du fait que la directive 2000/28/CE érigeait les établissements de monnaie électronique en une sous-catégorie d'établissements de crédit. Ce choix est remis en question par l'adoption par la Commission européenne en octobre 2008 d'une proposition de modification de la directive 2000/46/CE destinée à rapprocher le régime prudentiel des établissements de monnaie électronique de celui applicable aux établissements de paiement. Au titre de cette proposition de modification de la directive 2000/46/CE, les établissements de monnaie électronique ne seront à l'avenir plus une sous-catégorie des établissements de crédit, mais constitueront une catégorie sui generis.

Au vu de ces développements récents au plan communautaire, il paraît judicieux au plan national de transférer au présent projet de loi les dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, qui portent transposition de la directive 2000/46/CE concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice, ainsi que la surveillance de ces établissements. C'est ainsi que le chapitre 2 du titre II du présent projet de loi reprend les articles 12-10 à 12-15 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, quitte à y apporter certains ajustements pour aligner le texte de la loi luxembourgeoise fidèlement sur la directive 2000/46/CE. L'avantage de cette approche est de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions portant transposition des actes communautaires ayant trait aux paiements électroniques dans un souci de renforcer la transparence vis-à-vis des usagers et des prestataires de services de paiement.

Les établissements de monnaie électronique sont soumis aux titres III et IV du projet de loi. On notera que tout établissement de monnaie électronique, y compris les établissements bénéficiant d'une exemption, doit obtenir un agrément du Ministre ayant dans ses attributions la Commission. A l'instar du droit communautaire, le droit national définit pour les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique un régime dérogatoire différent.

Chapitre 3 du titre II

L'objectif de l'article 57 du projet de loi, qui porte transposition fidèle de l'article 28 de la Directive, est d'assurer que tous les prestataires de services de paiement, personnes morales, en concurrence sur

le marché intérieur peuvent recourir, dans les mêmes conditions, aux services des infrastructures techniques des systèmes de paiement. A cet effet, les systèmes de paiement doivent être accessibles à tout prestataire de services de paiement, personne morale, selon des règles objectives, non discriminatoires et proportionnées et aucune entrave autre que celles liées à la prévention de risques spécifiques (tels que le risque de règlement, le risque opérationnel...) et à la protection de la stabilité financière des systèmes de paiement ne peut être opposée à un prestataire de services de paiement. Tout prestataire de services de paiement qui souhaite participer à un système de paiement doit être en mesure d'apporter la preuve que son organisation interne est suffisamment solide pour faire face à certains risques spécifiques.

Toute discrimination entre établissements de paiement agréés et établissements de crédit au niveau des règles d'accès aux systèmes de paiement visés est interdite. Cette interdiction n'empêche pas les systèmes de paiement de prévoir des règles d'accès différenciées selon le type de prestataires de services de paiement, sous réserve que ces différences soient justifiées par des considérations d'ordre prudentiel ou relevant de la stabilité financière et opérationnelle des systèmes de paiement.

Les systèmes de paiement visés à l'article 57 du projet de loi comprennent notamment les systèmes de cartes faisant intervenir quatre parties, ainsi que les principaux systèmes permettant de traiter des virements et des prélèvements. Par contre, l'article 57, paragraphe (1) ne s'applique pas aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres couverts par la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres.

En outre, les dispositions régissant l'accès aux systèmes de paiement ne s'appliquent pas aux systèmes mis en place et gérés par un seul prestataire de services de paiement. Ces systèmes de paiement peuvent fonctionner soit en concurrence directe avec les systèmes de paiement visés à l'article 57, soit, de manière plus courante, dans une niche du marché qui n'est pas suffisamment couverte par ces systèmes. Ils couvrent en général les systèmes faisant intervenir trois parties, comme les systèmes de cartes faisant intervenir trois parties, les services de paiement proposés par des opérateurs de télécommunications ou les services de transmission de fonds, pour lesquels le gestionnaire du système est le prestataire de services de paiement du payeur et du bénéficiaire, ainsi que les systèmes internes des groupes bancaires. Pour stimuler la concurrence que ces systèmes de paiement peuvent apporter par rapport aux systèmes de paiement ordinaires en place, il peut s'avérer inapproprié d'accorder à des tiers l'accès à ces systèmes. Néanmoins, ces derniers sont soumis aux règles nationales et communautaires en matière de concurrence, qui peuvent le cas échéant exiger l'accessibilité à ces systèmes pour maintenir une concurrence effective sur les marchés de paiement.

Le paragraphe (1) de l'article 58 du projet de loi désigne la Commission comme autorité compétente pour veiller au respect des dispositions des titres III et IV du projet de loi par les prestataires de services de paiement autres que les Etats membres, leurs autorités régionales et locales, la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales. Les succursales de prestataires de services de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et les agents établis au Luxembourg auxquels ces prestataires de services font recours sont assujettis aux règles du pays d'accueil, en l'occurrence les règles luxembourgeoises, en ce qui concerne les titres III et IV de la Directive.

Le paragraphe (2) de l'article 58 désigne en outre la Commission comme autorité compétente pour veiller au respect par les prestataires de services visés au paragraphe (1) des dispositions du règlement (CE) No 2560/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2001 concernant les paiements transfrontaliers en euros et des dispositions du règlement (CE) No 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds. Le paragraphe (2) ne confère pas de nouvelle compétence à la Commission, mais ne fait qu'explicitement une compétence qui incombe d'ores et déjà à la Commission en vertu de l'article 43, paragraphe (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Enfin, il convient de relever plus particulièrement que la Commission n'exerce pas de surveillance à l'égard des prestataires de services visés aux points v) et vi) de la définition figurant à l'article 1er, point 37) du projet de loi, ni ne veille au respect des dispositions de la présente loi par ces prestataires.

Le paragraphe (3) de l'article 58 du projet de loi désigne le Conseil de la concurrence comme autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57, sans préjudice des

compétences qui incombent à la Banque centrale européenne et à la Banque centrale du Luxembourg au titre de l'article 105, paragraphe 2 du Traité et de l'article 3.1. des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne. Afin de mettre le Conseil de la concurrence en mesure de remplir sa mission, l'article 58 établit un devoir de coopération de la Banque centrale du Luxembourg vis-à-vis du Conseil de la concurrence. S'il est vrai que les pouvoirs d'enquête du Conseil de la concurrence sont d'ores et déjà établis par d'autres textes de loi, il s'avère cependant utile, dans un souci d'écarter toute insécurité juridique, de préciser dans le présent projet de loi que le secret professionnel de la Banque centrale de Luxembourg ne fait pas obstacle à la communication d'informations au Conseil de la concurrence dans le cadre d'une enquête menée par ce dernier.

TITRE III

Transparence des conditions et exigences en matière d'informations régissant les services de paiement

Le titre III de la Directive procède à l'harmonisation complète des obligations d'information des prestataires de services de paiement vis-à-vis des utilisateurs de ces services. L'article 86, paragraphe (1) de la Directive précise que les Etats membres ne peuvent maintenir en vigueur ni introduire des dispositions en matière d'informations différentes de celles établies par la Directive, sauf dans les cas limitativement énumérés audit paragraphe (1). Le titre III du projet de loi transpose fidèlement le titre III de la Directive en ne faisant usage que d'une seule des 6 options prévues au titre III de la Directive, à savoir de l'option prévue à l'article 34, paragraphe (2) de la Directive.

Les objectifs du titre III de la Directive sont tout d'abord, de garantir que les utilisateurs de services de paiement reçoivent dans toute l'Union européenne le même niveau élevé d'informations sur les services de paiement et ensuite, de promouvoir la concurrence entre prestataires de services. En améliorant la transparence des prix et des conditions des services de paiement offerts dans l'Union européenne, le titre III de la Directive met les utilisateurs en mesure de comparer les prix, les conditions et les principales caractéristiques des services de paiement et fait de ce fait jouer pleinement la concurrence à la fois entre prestataires de services de paiement et entre services, voire produits. En outre, l'harmonisation des informations précontractuelles à fournir aux utilisateurs de services de paiement vise à assurer qu'ils disposent, sous une forme claire et aisément compréhensible, de toutes les informations dont ils ont besoin pour faire un choix éclairé.

Le titre III définit de manière détaillée les informations que les prestataires de services de paiement sont tenus de fournir ou de mettre à disposition des utilisateurs de ces services avant et après la réalisation d'une opération de paiement. Il distingue deux cas selon que l'utilisateur réalise une opération de paiement isolée (articles 64 à 68 du projet de loi) ou qu'il réalise une série d'opérations qui suppose l'établissement d'un contrat qui le lie à son prestataire (articles 69 à 77 du projet de loi).

La Directive ne définit pas la notion d'opérations de paiement isolées. En revanche, elle définit le contrat-cadre comme „un contrat de service de paiement qui régit l'exécution future d'opérations de paiement particulières et successives et peut énoncer les obligations et les conditions liées à l'ouverture d'un compte de paiement“. De plus, le considérant 24 de la Directive précise que „s'il existe un compte de paiement ou un instrument de paiement spécifique, un contrat-cadre s'impose“. L'opération de paiement isolée est donc considérée être celle réalisée indépendamment de la tenue d'un compte de paiement (transmission de fonds par exemple), alors que toutes les opérations réalisées à partir d'un compte devront être couvertes par un contrat-cadre. Dans la pratique, les contrats-cadres et les opérations de paiement qu'ils couvrent sont nettement plus courants que les opérations de paiement isolées. Des exemples-types d'opérations couvertes par un contrat-cadre sont les opérations de paiement par cartes de débit ou de crédit ou encore les ordres permanents ou les domiciliations de créances.

Lorsque les opérations sont réalisées sur la base d'un contrat-cadre, la Directive précise les modalités de rédaction de ce contrat, d'acceptation, de modification et de résiliation.

Les modalités selon lesquelles le prestataire de services de paiement est tenu de fournir les informations requises à l'utilisateur de services de paiement doivent tenir compte des besoins de ce dernier, ainsi que des aspects techniques concrets et du rapport coût/efficacité, en fonction de la situation et eu égard à l'accord figurant dans le contrat de prestation de services de paiement conclu entre eux. Dès lors, la Directive distingue deux modalités selon lesquelles le prestataire de services de paiement est tenu de fournir les informations: soit le prestataire de services de paiement fournit, c'est-à-dire com-

munique activement, les informations en temps utile sans autre sollicitation de la part de l'utilisateur de services de paiement, soit les informations sont mises à la disposition de l'utilisateur de services de paiement.

La Directive prévoit que le prestataire de services de paiement est tenu de fournir aux utilisateurs de services de paiement les informations relatives aux opérations de paiement exécutées dans le cadre d'un contrat-cadre sur support papier ou sur un autre support durable, tel que les extraits imprimés par les automates bancaires, les disquettes, les CD-ROM, les DVD et les disques durs d'ordinateurs personnels sur lesquels le courrier électronique peut être stocké, ainsi que les sites Internet, à condition que ceux-ci puissent être consultés ultérieurement pendant une période adaptée aux fins auxquelles les informations sont destinées et permettent la reproduction à l'identique des informations stockées.

Les obligations d'information prévues par la Directive sont remplies gratuitement par les prestataires de services de paiement. Toutefois, utilisateurs et prestataires de services de paiement peuvent convenir de la fourniture d'informations supplémentaires ou d'une transmission de ces informations selon des modalités différentes de celles prévues par la Directive. Dans ce cas, des frais peuvent être imputés à l'utilisateur, mais ceux-ci doivent être appropriés et conformes aux coûts réels (article 60 du projet de loi).

La Directive permet aux Etats membres d'exiger que les prestataires de services de paiement fournissent aux utilisateurs de ces services au moins une fois par mois gratuitement les informations relatives aux opérations de paiement exécutées dans le cadre d'un contrat-cadre sur support papier. Cette option constitue un départ important des usances actuelles de la place financière de Luxembourg en matière d'information de la clientèle. L'utilisation de cette option obligerait les établissements de crédit et les opérateurs de téléphonie mobile à procéder à d'importantes adaptations de leurs systèmes informatiques, ce qui engendrerait des coûts substantiels qui risquent d'être répercutés *in fine* sur les utilisateurs de services de paiement. Etant donné que les usances actuelles de la place donnent satisfaction aux utilisateurs de services de paiement et eu égard aux retombées potentiellement négatives pour les consommateurs, il n'est pas fait usage dans le projet de loi des options prévues aux articles 47, paragraphe (3) et 48, paragraphe (3) de la Directive.

La Directive précise que toute modification du contrat-cadre, des conditions et informations doit être proposée par le prestataire de services de paiement au plus tard deux mois avant son entrée en vigueur (article 73 du projet de loi). Le délai de deux mois a pour objet de mettre l'utilisateur de services de paiement en mesure de résilier le contrat-cadre s'il n'est pas disposé à accepter les changements proposés. Le prestataire de services de paiement informe l'utilisateur de services de paiement qu'il est réputé avoir accepté la modification s'il n'a pas notifié au prestataire de services de paiement, avant la date d'entrée en vigueur proposée de cette modification, qu'il ne l'acceptait pas. Lorsque le prestataire de services de paiement propose une modification portant sur un élément figurant déjà dans le contrat-cadre, le délai de deux mois s'applique. En revanche, une extension du contrat-cadre à d'autres types de services de paiement ne constitue pas une modification du contrat-cadre aux fins de l'application de l'article 73 du projet de loi. Dans ce cas, l'utilisateur de services de paiement a la possibilité d'accepter immédiatement le nouveau service sans que le délai de deux mois ne s'applique.

Les dispositions du titre III s'appliquent, que l'utilisateur de services de paiement soit une entreprise ou un consommateur. Toutefois, lorsque l'utilisateur de services de paiement n'est pas un consommateur, les parties peuvent déroger par contrat aux dispositions de la Directive (article 59 du projet de loi). Les entreprises ne requièrent pas le niveau de protection élevé retenu pour les consommateurs, mais au contraire bénéficient d'une certaine flexibilité leur permettant de négocier les conditions contractuelles avec les prestataires de services de paiement. Il n'est pas fait usage dans le projet de loi de l'option prévue à l'article 30, paragraphe (2) de la Directive d'assimiler les micro-entreprises aux consommateurs aux fins de l'application dudit titre III. Outre la difficulté que cela poserait aux prestataires de services de paiement au niveau du suivi d'éventuels changements de statut de l'entreprise et l'insécurité juridique qui en résulterait quant au champ d'application du titre III, il semble préférable de laisser aux micro-entreprises la possibilité de négocier avec les prestataires de services de paiement les informations dont elles souhaitent disposer dans le cadre des opérations de paiement qu'elles effectuent.

En outre, il n'est pas fait usage de l'option de l'article 33 de la Directive qui prévoit que les Etats membres peuvent décider de faire porter la charge de la preuve sur le prestataire de services de paiement qui devra alors prouver en cas de contestation par l'utilisateur qu'il a bien satisfait à ses obligations d'information, étant donné que cet aspect est d'ores et déjà couvert à l'article 2, point 15° de la loi

modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur selon lequel est considérée comme abusive toute clause „imposant au consommateur la charge de la preuve incombant normalement au fournisseur“.

Des dérogations aux obligations générales d'information sont possibles pour les instruments de paiement dits „relatifs à des montants faibles et la monnaie électronique“ (article 63 du projet de loi). Par instrument de montants faibles, la Directive désigne des instruments qui permettent de réaliser des opérations de paiement n'excédant pas 30 euros unitairement; des instruments qui permettent de stocker au maximum 150 euros; des instruments qui ne permettent pas de dépenser plus de 150 euros à chaque transaction. Des exigences d'information excessives risquent de nuire à l'innovation technologique et à faire obstacle au développement de ces instruments de paiement, alors que ces derniers constituent un moyen simple et bon marché de régler des biens et des services de faible prix. A cela s'ajoute que ces instruments spécialisés dans les paiements de faible valeur ne sont souvent pas à même, d'un point de vue technique, de remplir l'ensemble des exigences d'information définies au titre III. Tel est le cas notamment pour les paiements effectués par téléphonie mobile. Au vu de ce qui précède, la Directive prévoit pour ce type d'instruments la fourniture d'un minimum d'information, ce qui comprend des informations sur la manière dont fonctionne l'instrument, sur les frais et sur la responsabilité de l'utilisateur. Pour ce type d'instrument, le prestataire n'est pas obligé de respecter les conditions générales d'information s'il modifie les conditions de fonctionnement de l'instrument. De même, suite à l'exécution d'une opération, le prestataire a des obligations de rapport à son client très allégées. Les utilisateurs de services de paiement sont néanmoins réputés bénéficier d'une protection adéquate au regard des risques limités que présentent ces instruments de paiement, en particulier pour ce qui est des instruments de paiement prépayés.

Pour les instruments de paiement relatifs à des montants faibles et la monnaie électronique, l'article 34, paragraphe (2) de la Directive accorde aux Etats membres la possibilité, pour les opérations de paiement nationales, de réduire ou d'augmenter les montants indiqués ci-dessus dans la limite de 500 euros pour les instruments de paiement prépayés. L'article 63, paragraphe (2) du projet de loi fait usage des possibilités prévues dans la Directive aux fins de favoriser l'essor de ce type d'instruments de paiement.

En matière de résiliation, la Directive prévoit un certain nombre de dispositions protectrices des utilisateurs, notamment la possibilité pour un utilisateur de services de paiement de résilier son contrat-cadre à tout moment, à moins que les parties ne soient convenues d'un délai de préavis qui ne peut dépasser un mois; la résiliation de contrats conclus pour une durée supérieure à 12 mois ou pour une durée indéterminée, ne supporte aucun frais après l'expiration d'une période de 12 mois; lorsque la résiliation d'un contrat d'une durée indéterminée est le fait du prestataire, celui-ci doit en informer l'utilisateur au moins deux mois avant l'échéance. La Directive laisse toutefois la possibilité aux Etats membres de prendre des dispositions plus favorables aux utilisateurs de services de paiement pour toutes ces dispositions. Les dispositions de la Directive relatives à la résiliation des contrats étant plus favorables aux consommateurs que celles actuellement en vigueur, il n'est pas fait usage de cette option à l'article 74 du projet de loi. L'article 74 est sans préjudice de l'obligation qui est faite au prestataire de services de paiement de résilier le contrat de services de paiement dans des situations exceptionnelles, en vertu d'un texte de loi communautaire ou national pertinent, tel que la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Enfin, il convient de relever que le paragraphe (2) de l'article 61 du projet de loi vise notamment le cas de l'hôtelier luxembourgeois qui offre à l'homme d'affaires britannique la possibilité de régler sa facture d'hôtel en GBP. Lorsque le client paie la facture au moyen d'une carte de paiement, l'hôtelier doit indiquer au client le taux de change et les frais appliqués avant l'exécution de l'opération de paiement. Par contre, si le client britannique choisit de régler sa facture en euros plutôt qu'en GBP, le paragraphe (2) de l'article 61 ne s'applique pas.

TITRE IV

**Droits et obligations liés à la prestation et à l'utilisation
de services de paiement***Chapitre I du titre IV*

A l'instar du titre III, le titre IV de la Directive procède à l'harmonisation complète des droits et obligations liés à la prestation et à l'utilisation de services de paiement. L'article 86, paragraphe (1) de la Directive précise que les Etats membres ne peuvent maintenir en vigueur ni introduire des dispositions en matière d'informations différentes de celles établies par la Directive, sauf dans les cas limitativement énumérés audit paragraphe (1). Le titre IV du projet de loi transpose fidèlement le titre IV de la Directive en ne faisant usage que de 2 des 7 options prévues au titre IV de la Directive, à savoir des options prévues à l'article 52, paragraphe (3) et à l'article 53, paragraphe (2).

Le champ d'application du titre IV est le même que pour le titre III du projet de loi. Le titre IV s'applique dans son intégralité à tout utilisateur de services de paiement, qu'il s'agisse d'un consommateur ou non. Les parties disposent cependant d'une certaine liberté contractuelle lorsque l'utilisateur de services de paiement n'est pas un consommateur. Dans cette hypothèse, les parties peuvent décider de ne pas appliquer ou de n'appliquer qu'en partie les dispositions nommément énumérées à l'article 78 du projet de loi. Par contre lorsque l'utilisateur de services de paiement est un consommateur, cette flexibilité fait défaut. Dans cette hypothèse, les parties ne peuvent convenir que d'un délai distinct de celui fixé à l'article 85 du projet de loi.

Il n'est pas fait usage de l'option prévue à l'article 51, paragraphe (2) de la Directive, ce qui a pour effet que des personnes autres que les consommateurs peuvent également communiquer des plaintes à la Commission en vue d'un règlement à l'amiable. De même, il n'est pas fait usage, pour les raisons évoquées dans le commentaire relatif au titre III, de l'option prévue à l'article 51, paragraphe (3) de la Directive, de sorte que les micro-entreprises ne sont pas assimilées aux consommateurs aux fins de l'application du titre IV (article 78 du projet de loi).

L'article 79 du projet de loi établit le principe de la gratuité pour l'utilisateur de services de paiement à la fois des informations et de l'exécution des mesures correctives et préventives prévues par le projet de loi. Ce principe général connaît cependant des aménagements dans la mesure où des frais peuvent être imputés aux utilisateurs de services de paiement dans les cas spécifiquement énumérés à l'article 79 du projet de loi.

Bien qu'elle ne soit pas interdite par la loi, la pratique consistant à imposer des frais supplémentaires pour l'utilisation d'un instrument de paiement donné n'est pas appliquée aujourd'hui au Luxembourg. Il s'agit d'une pratique qui est surtout répandue au Royaume-Uni. La pratique consistant à offrir une réduction pour l'utilisation d'un instrument de paiement donné existe dans nos pays voisins et au Royaume-Uni. Ce sont notamment certaines grandes chaînes de magasins qui offrent une réduction pour des achats payés avec la carte du magasin. L'article 52, paragraphe (3) de la Directive offre la possibilité aux Etats membres d'interdire la facturation de frais supplémentaires pour l'utilisation d'un instrument de paiement donné. Il est fait usage de cette option à l'article 79, paragraphe (3) du projet de loi. Par contre, ni la Directive ni le projet de loi n'empêchent le bénéficiaire d'accorder une réduction au payeur pour l'utilisation d'un instrument donné.

La pratique dite du „surcharging“ permet au commerçant de répercuter sur le consommateur de façon transparente le coût de fonctionnement de l'instrument de paiement utilisé. Son mérite est de faire supporter le coût de fonctionnement de l'instrument par celui qui l'utilise plutôt que de répartir le coût sur tous les payeurs. Toutefois, cette pratique du „surcharging“ ne tient compte que des frais à la charge du commerçant, et pas de ceux supportés par les banques ou l'Etat dans le cas des espèces. Ainsi, la carte de paiement est un moyen de paiement peu coûteux, mais une grande partie du coût est supportée par le commerçant (et l'utilisateur dans le cadre du paiement annuel de sa cotisation). En revanche, l'utilisation des espèces comporte un coût élevé, mais qui est réparti entre plusieurs utilisateurs et producteurs: l'Etat, les banques, les commerçants. On peut donc craindre que la pratique du „surcharging“ vise essentiellement les cartes de paiement et conduise à une augmentation de l'utilisation des espèces. La pratique du „surcharging“ pourrait également conduire, en matière de carte de paiement, à une fragmentation du marché. En effet, certains commerces de la grande distribution proposent des cartes à leur marque dont le fonctionnement est moins coûteux pour eux. Pour développer l'utilisation de ces cartes, les commerçants pourraient utiliser la pratique du „surcharging“. En consé-

quence, les cartes „généralistes“ seraient moins utilisées, et gérant un nombre de transactions plus faibles, le coût d’une transaction augmenterait.

L’article 80 du projet de loi réserve un régime allégé aux instruments de paiement dits de faibles montants et à la monnaie électronique eu égard aux particularités techniques de ces instruments de paiement et aux risques limités encourus par les utilisateurs de ces instruments de paiement. Il est fait usage de l’option prévue à l’article 53, paragraphe (2) de la Directive, mais pas de l’option prévue au paragraphe (3) de ce même article. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se référer au commentaire relatif au titre III du présent projet de loi.

Chapitre 2 du titre IV

Le chapitre 2 du titre IV du projet de loi traite de l’autorisation des opérations de paiement. La Directive établit les règles d’expression du consentement du payeur à l’exécution d’une opération de paiement. Elle affirme ainsi à la fois le principe selon lequel aucune opération ne peut être exécutée sans le consentement du payeur et celui selon lequel, le consentement donné par le payeur est irrévocable.

Une opération de paiement n’est réputée autorisée que si le payeur a donné son consentement à l’exécution de l’opération. En l’absence d’un tel consentement, l’opération de paiement est réputée non autorisée (article 81 du projet de loi). Le payeur doit donner son consentement avant l’exécution de l’opération, sauf si le payeur et son prestataire de services de paiement ont convenu que le consentement peut être donné après l’exécution de l’opération. La forme sous laquelle le consentement doit être donné et la procédure pour donner le consentement relèvent de la liberté contractuelle. Le payeur peut retirer son consentement à l’exécution d’une opération de paiement isolée ou d’une série d’opérations de paiement à tout moment avant le moment d’irrévocabilité.

Dans le cas des cartes de crédit et de débit, de la monnaie électronique ou encore des paiements par téléphonie mobile, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir de limites de dépenses (article 82 du projet de loi). Par ailleurs, le prestataire de services de paiement peut se réserver le droit de bloquer l’instrument de paiement pour des raisons limitativement énumérées et à condition que le droit de blocage soit prévu dans le contrat-cadre.

La Directive précise les obligations de l’utilisateur et du prestataire dans l’utilisation et la délivrance de l’instrument de paiement, le premier devant se conformer aux indications qui lui sont données en la matière et signaler dès qu’il en a connaissance, le vol, la perte ou le détournement de l’instrument, le second devant donner les moyens à l’utilisateur de préserver la sécurité de son instrument (articles 83 et 84 du projet de loi).

Lorsqu’une opération a été exécutée sans le consentement du payeur, celui-ci dispose de 13 mois suivant la date du débit pour en avertir son prestataire de services de paiement qui doit le rembourser immédiatement (articles 85 à 87 du projet de loi). L’utilisateur ne supporte alors aucun frais du fait de l’exécution de cette opération qu’il n’avait pas autorisée. Toutefois, une dérogation est prévue à ce principe pour les instruments de paiement dotés d’un dispositif de sécurité personnalisé (il peut s’agir de cartes de paiement ou d’instrument de paiement en ligne par exemple). Dans ce cas, avant la notification de la perte, du vol ou du détournement de l’instrument, l’utilisateur supporte jusqu’à 150 euros de perte. La limitation de cette responsabilité s’entend si l’utilisateur n’a pas agi frauduleusement (article 88 du projet de loi). Il n’est pas fait usage de l’option prévue à l’article 61, paragraphe (3) de la Directive qui permet de limiter la responsabilité du payeur en tenant compte des circonstances particulières du vol, de la perte ou du détournement et de la nature des dispositifs de sécurité personnalisés eu égard à la complexité à appliquer une telle disposition.

La Directive prévoit également la possibilité d’un remboursement d’opérations autorisées lorsque ces opérations sont initiées par ou avec le concours du bénéficiaire, c’est-à-dire pour des opérations de type domiciliations de créances ou paiement par carte. Il s’agit ainsi de permettre au payeur d’obtenir que son compte soit recredité lorsque l’autorisation de paiement qu’il a donnée n’indiquait pas le montant exact de l’opération de paiement lorsqu’elle a été donnée et que le montant du débit est supérieur à celui auquel le payeur pouvait raisonnablement s’attendre. Le payeur dispose dans cette situation de 8 semaines pour demander ce remboursement. Pour les domiciliations de créances, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir par contrat que le payeur a droit au remboursement même si les conditions ci-dessus ne sont pas remplies (articles 89 et 90 du projet de loi).

Chapitre 3 du titre IV

A l'instar de la Directive, le chapitre 3 du titre IV du projet de loi fixe le délai d'exécution des opérations de paiement (article 96) et pour cela définit le moment de réception de l'ordre de paiement (article 91), précise les conditions de refus de cet ordre par le prestataire (article 92) et le moment à partir duquel le payeur ne peut plus revenir sur son ordre (article 93). Ainsi, pour des instruments de type virement, le payeur ne peut pas revenir sur son ordre de paiement une fois qu'il a été reçu par le prestataire de services de paiement. Dans le cas d'un paiement par carte, l'ordre est irrévocable dès que le payeur a exprimé son consentement. Dans le cas des domiciliations de créances, le payeur peut révoquer son ordre jusqu'à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour le débit des fonds. Ces possibilités offertes au payeur pour revenir sur son ordre de paiement ne préjugent en rien du règlement du litige qui pourrait l'opposer au bénéficiaire du paiement.

Le prestataire de services de paiement est responsable vis-à-vis de son client du bon acheminement des fonds jusqu'au prestataire de services de paiement de l'autre partie qui est elle-même responsable vis-à-vis de son propre client. Toutefois, chaque prestataire a vis-à-vis de son client, l'obligation de procéder aux recherches nécessaires même si la mauvaise exécution ne lui est pas imputable. En matière de partage des coûts, le principe retenu par le projet de loi est que chaque utilisateur paye les coûts prélevés par son prestataire de services (article 94 du projet de loi).

Le délai d'exécution d'une opération de paiement est fixé à J+1 à partir de 2012, ce délai s'entendant du moment de réception de l'ordre de paiement à la réception des fonds par le prestataire du bénéficiaire (article 96 du projet de loi). Le projet de loi précise ensuite que le prestataire de services de paiement du bénéficiaire met les fonds à la disposition du bénéficiaire immédiatement après les avoir reçus (article 99). Les articles 97 et 98 traitent de deux cas de figure particuliers, à savoir du cas où le bénéficiaire n'est pas titulaire d'un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement, respectivement du cas d'un versement en espèces sur un compte de paiement. Il n'est pas fait usage de l'option prévue à l'article 72 de la Directive, qui permet aux Etats membres de prévoir des délais d'exécution plus courts.

Par ailleurs, les articles 100 et 101 du projet de loi définissent la responsabilité des utilisateurs de services de paiement, en cas de fourniture d'un identifiant unique inexact et celle des prestataires de services de paiement en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution.

Chapitre 4 du titre IV

Pour contribuer à une prévention efficace de la fraude et combattre la fraude en matière de paiements dans l'Union européenne, l'article 105 du projet de loi, qui porte transposition de l'article 79 de la Directive, jette les bases pour un échange efficace de données entre les prestataires de services de paiement, qui sont autorisés à collecter, à traiter et à échanger des données à caractère personnel sur les personnes impliquées dans une fraude en matière de paiement. La communication d'informations par un prestataire de services de paiement établi au Luxembourg doit se faire dans le respect de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Chapitre 5 du titre IV

L'article 106 du projet de loi, qui transpose les articles 80, 82 et 83 de la Directive, érige la Commission en autorité compétente pour recevoir les plaintes des clients des prestataires de services de paiement soumis à sa surveillance, des personnes bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 du projet de loi et pour intervenir auprès de ces prestataires et personnes aux fins d'un règlement à l'amiable. Le libellé des paragraphes (1) et (3) de l'article 106 s'inspire de l'article 58 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Le paragraphe (2) de l'article 106 introduit une nouveauté dans la mesure où la Commission peut également recevoir des réclamations de toute autre partie intéressée, y compris des associations de consommateurs.

TITRE V

**Le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement
et les systèmes de règlement des opérations sur titres**

Aux fins de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs aux paiements électroniques, les dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, qui portent transposition de la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, sont transférées au titre V du présent projet de loi, moyennant certains changements de forme et de fond.

Le titre V du projet de loi confie à la Banque centrale du Luxembourg la mission de veiller au bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres relevant du champ d'application de la directive 98/26/CE, en conformité avec l'article 2, nouveau paragraphe (5) de la loi organique de la Banque centrale du Luxembourg, l'article 105, paragraphe 2 du Traité et l'article 3.1 des statuts du système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne. La distinction, qui a été faite dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier entre d'une part, les systèmes de paiement ou de règlement des opérations sur titres agréés par le Ministre ayant dans ses attributions la Commission et surveillés par la Commission et d'autre part, les systèmes de paiement ou de règlement des opérations sur titres, qui ont pour participant la Banque centrale du Luxembourg ou toute autre entité faisant partie du système européen de banques centrales, n'a jamais sorti ses effets dans la pratique. Le changement proposé n'a dès lors pas d'implications dans la pratique, tous les systèmes luxembourgeois notifiés à ce jour à la Commission européenne au titre de la directive 98/26/CE relevant de la compétence de la Banque centrale du Luxembourg.

Au vu des considérations qui précèdent, le régime d'agrément et de surveillance, qui a été introduit dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier à l'occasion de la transposition de la directive 98/26/CE, n'a plus de raison d'être. La conséquence logique en est que les opérateurs de systèmes de paiement ou de systèmes de règlement des opérations sur titres ne seront à l'avenir plus soumis à un agrément ministériel ni à une surveillance prudentielle par la Commission. Sont donc abrogés les articles 28-1, 34-5 à 34-7 et 47-1 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Le dispositif prudentiel en place sera remplacé par la surveillance („oversight“) exercée par la Banque centrale du Luxembourg, en conformité avec les orientations générales de la Banque centrale européenne et du système européen de banques centrales, applicables aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres.

Les articles 34-2 à 34-4, 35-1, 61-24 à 61-26 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier sont transférés au titre V du présent projet de loi, moyennant certaines modifications rendues nécessaires suite à la nouvelle organisation institutionnelle.

Enfin, il convient de noter que la notification à la Commission européenne des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres répondant aux exigences du titre V du projet de loi relève dorénavant de la compétence du Ministre ayant dans ses attributions la place financière. La notification de ces systèmes par les soins de la Banque centrale du Luxembourg n'est en effet plus conforme à la pratique administrative luxembourgeoise au vu du souhait exprimé par le Conseil de Gouvernement de procéder de manière centralisée aux notifications à la Commission européenne aux fins d'améliorer la transparence et la sécurité juridique.

TITRE VI

Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales

Article 116

Dans un souci de sécurité juridique, l'article 88 de la Directive définit un régime transitoire permettant aux personnes ayant commencé, avant l'entrée en vigueur de la Directive, à exercer l'activité d'établissement de paiement conformément au droit national applicable de poursuivre cette activité dans l'Etat membre concerné pendant une période donnée.

L'article 116 du projet de loi porte fidèlement transposition de l'article 88 de la Directive, à l'exception de son paragraphe (2). Le paragraphe (2) dudit article 88 n'est pas transposé dans la mesure où il est sans objet en ce qui concerne le Luxembourg. En effet, aucun établissement financier n'a fait usage à ce jour des possibilités des articles 31 et 33 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier d'exercer ses activités sur une base transfrontalière sous le couvert du passeport de son entreprise mère bancaire.

Pour les besoins de l'application de l'article 116 du projet de loi, le „droit national en vigueur“ avant le 25 décembre 2007 est la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et notamment ses articles 13, 14 et 28-6.

Article 117

Le *point 1) de l'article 117* a pour objet de préciser la définition d'„entreprise d'investissement“ figurant à l'article 1er, point 9) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. L'ajout proposé ne fait que reprendre le libellé du deuxième alinéa du paragraphe (1) de l'article 13 de cette même loi.

Les *points 2) et 3) de l'article 117* visent à clarifier les notions de „professionnels du secteur financier“ et de „PSF“ figurant aux points 27) et 28) de l'article 1er de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, sans y apporter de changements quant au fond.

Le *point 4) de l'article 117* a pour objet d'améliorer la lisibilité de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en précisant dès l'abord le champ d'application de cette loi. A cet effet, il est inséré un nouvel article 1-1 dont le paragraphe (1) définit le champ d'application *ratione personae* de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, à savoir les établissements de crédit et les PSF. Les exemptions prévues au paragraphe (2) de l'article 13 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier sont transférées au paragraphe (2) du nouvel article 1-1. Les établissements de paiement viennent s'ajouter en tant que nouvelle lettre q) à la liste figurant au paragraphe (2), l'actuelle lettre q) devenant suite à cette insertion la lettre r) du paragraphe (2). Le paragraphe (3) du nouvel article 1-1 reprend le libellé du paragraphe (3) de l'article 13 en ajoutant le titre de la directive 2004/39/CE à laquelle il y est fait référence.

Le *point 5) de l'article 117* précise que suite à l'insertion d'un nouvel article 1-1 dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, l'actuel article 1-1 devient l'article 1-2 de cette même loi.

Le *point 6) de l'article 117* a pour objet de mettre à jour les références figurant dans l'article 3, paragraphe (7) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Cet ajustement s'avère nécessaire suite au transfert des dispositions portant transposition de la directive 2000/46/CE de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier dans la loi relative aux services de paiement.

Les changements proposés au *point 7) de l'article 117* sont le résultat de l'expérience acquise par la Commission dans la mise en oeuvre de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers.

Selon l'article 1, paragraphe 2 de la directive 2004/39/CE, les règles de la directive s'appliquent uniquement aux établissements de crédit lorsqu'ils fournissent un ou plusieurs services d'investissement et/ou exercent une ou plusieurs activités d'investissement. Ce principe vaut également pour les entreprises d'investissement. Par contre, la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier rend applicable les règles de la directive 2004/39/CE concernant les marchés d'instruments financiers à l'ensemble des activités des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, sans faire de distinction selon la nature des activités. Ainsi, lorsque les entreprises d'investissement cumulent le statut d'entreprise d'investissement avec un ou plusieurs statuts de PSF autres que les entreprises d'investissement, la loi luxembourgeoise prescrit l'application des règles de la directive 2004/39/CE également aux activités autres que la fourniture de services d'investissement ou l'exercice d'activités d'investissement.

A cela s'ajoute que l'article 2 de la directive 2004/39/CE prévoit l'exemption de certaines activités spécifiques telles que l'activité de banque dépositaire ou la fonction d'administration centrale d'OPC,

de l'application des règles de la directive 2004/39/CE. Le fait d'avoir transposé à l'actuel article 13, paragraphe (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier les exemptions de l'article 2 de la directive 2004/39/CE a pour effet de limiter la portée de ces exemptions. Ainsi, l'activité de banque dépositaire des établissements de crédit n'est pas susceptible de bénéficier de l'exemption prévue à l'article 2, point h) de la directive 2004/39/CE, mais est sujette aux règles de la directive 2004/39/CE (dont notamment les exigences organisationnelles de l'article 37-1 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier).

Aux fins de remédier à la situation constatée et de préserver la compétitivité du secteur bancaire luxembourgeois, il est proposé d'apporter à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier les modifications qui s'imposent pour limiter l'application des exigences organisationnelles et des règles de conduite aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement lorsqu'ils fournissent un ou plusieurs services d'investissement et/ou exercent une ou plusieurs activités d'investissement. Ces modifications, qui concernent l'insertion d'un nouvel article 1-1 et la révision des articles 5, 17 et 35 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, sont prévues aux points 4), 7), 12), 25) et 26) de l'article 117. Les modifications apportées aux articles 5 et 17 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier sont sans préjudice des exigences organisationnelles qui découlent de la directive 2006/48/CE et qui continuent à s'appliquer aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

Suite à ces changements, dans le cas des entreprises d'investissement qui cumulent le statut d'entreprise d'investissement avec un ou plusieurs statuts de PSF autres que les entreprises d'investissement, les dispositions du chapitre 4 de la partie II de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ne s'appliquent pas aux services et activités autres que les services d'investissement et les activités d'investissement. En d'autres termes, les activités exercées et les services fournis sous le statut de PSF autre qu'une entreprise d'investissement ne sont pas assujettis aux règles du chapitre 4 de la partie II de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Le même raisonnement vaut pour les entreprises d'investissement qui cumulent le statut d'entreprise d'investissement avec un ou plusieurs statuts de PSF exerçant une activité connexe ou complémentaire à une activité du secteur financier.

Le point 8) de l'article 117 prévoit l'abrogation de la section 4 du chapitre I de la partie I de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Cette abrogation est la conséquence de la décision de regrouper dans un texte de loi unique, en l'occurrence la loi relative aux services de paiement, l'ensemble des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs aux paiements électroniques.

Le point 9) de l'article 117 procède à une révision de l'article 13 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier au vu des modifications proposées aux points 1) à 4) de l'article 117 du projet de loi.

Les points 10) à 14) de l'article 117 procèdent principalement à un réaménagement des dispositions à l'intérieur de l'article 17 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Pour de plus amples explications relatives au changement proposé au point 12) de l'article 117 du projet de loi, il y a lieu de se référer au commentaire relatif au point 7) de l'article 117 ci-avant.

Le point 15) de l'article 117 prévoit l'abrogation des articles 28-1 et 28-6 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. L'abrogation de l'article 28-1 est la conséquence de la décision de confier à la Banque centrale du Luxembourg la mission de veiller au bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres relevant du champ d'application de la directive 98/26/CE. Pour plus de détails, il y a lieu de se référer au commentaire relatif au titre V du présent projet de loi. Les professionnels effectuant des services de transferts de fonds visés à l'article 28-6 constituent des établissements de paiement au sens de la directive 2007/64/CE et seront à ce titre régis à l'avenir par la loi relative aux services de paiement. Il y a donc lieu d'abroger dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier l'article 28-6.

Le point 16) de l'article 117 fait le toilettage de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en ajustant dans l'article 29 la référence qui y est faite à l'article 13.

Les *points 17) à 22) de l'article 117* prévoient d'ajouter au niveau des articles 29-1 à 29-4 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier une référence au nouveau statut d'établissement de paiement. Cet ajout permet aux PSF visés de prester également des services pour compte des établissements de paiement.

Le *point 23) de l'article 117* prévoit l'abrogation du chapitre 5 de la partie I de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, qui porte transposition en droit luxembourgeois de la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres. Les dispositions concernées sont reprises au titre V du projet de loi aux fins de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs aux paiements électroniques. Pour de plus amples explications, il y a lieu de se référer au commentaire relatif au titre V du présent projet de loi.

Les explications relatives au point 23) de l'article 117 valent également pour les *points 24) et 27) de l'article 117*.

Les changements prévus aux *points 25) et 26) de l'article 117* sont motivés par les raisons exposées ci-avant dans le commentaire relatif au point 7) de l'article 117.

Le *point 28) de l'article 117* prévoit de calquer le régime de protection des avoirs des clients applicable aux PSF autres que les entreprises d'investissement sur celui applicable aux entreprises d'investissement. Le règlement grand-ducal du 13 juillet 2007 relatif aux exigences organisationnelles et aux règles de conduite dans le secteur financier, qui porte transposition de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE, fait une distinction entre les fonds et les instruments financiers des clients. En vue d'éviter toute insécurité juridique et d'assurer la cohérence des exigences applicables aux entreprises d'investissement et aux PSF autres que les entreprises d'investissement, cette distinction est reprise au paragraphe (2) de l'article 37 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. A noter que le paragraphe (2) de l'article 20 du règlement grand-ducal du 13 juillet 2007 relatif aux exigences organisationnelles et aux règles de conduite dans le secteur financier précise ce qu'il y a lieu d'entendre par fonds du marché monétaire éligible.

Le *point 29) de l'article 117* porte abrogation de la partie IIbis de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, qui porte transposition de la directive 97/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 1997 concernant les virements transfrontaliers en droit luxembourgeois, étant donné que la directive 97/5/CE est abrogée et remplacée par la directive 2007/64/CE.

Les raisons de la suppression prévue aux *points 30) et 34) de l'article 117* sont exposées dans le commentaire relatif au titre V du projet de loi.

Le *point 31) de l'article 117* a pour objet de redresser une erreur matérielle qui s'est glissée dans la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, suite à une imprécision lors de la mise en page de cette loi. Les termes „des informations destinées à l'exercice de leurs fonctions“ s'appliquent non seulement au dernier tiret de l'article 44-2 paragraphe (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, mais à l'ensemble des tirets énumérés audit paragraphe (2).

Le *point 32) de l'article 117* permet à la Commission de communiquer, en situation de crise, des informations aux départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés. La finalité de la communication doit être la prévention, la gestion ou la résolution de crise. Les informations communiquées par la Commission ne peuvent être utilisées à d'autres fins conformément à l'article 44, paragraphe (4) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. L'expérience récente a montré que la Commission peut être amenée à coopérer notamment avec des Ministères des Finances d'autres Etats membres dans le cadre d'opérations de sauvetage de banques. Il convient dès lors d'éliminer tout obstacle légal à l'échange d'informations entre autorités publiques concernées en situation de crise et à la mise en oeuvre de l'accord de coopération tripartite relatif à la gestion de crises financières signé en 2008 par les Ministères des Finances, les banques centrales et les autorités de surveillance des Etats membres.

L'ajout proposé au *point 33) de l'article 117* vise à éviter qu'un établissement de paiement communautaire, filiale d'un établissement de crédit, ne puisse se soustraire aux règles de la directive 2007/64/CE en invoquant l'article 31 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pour fournir des services de paiement au Luxembourg.

Les *points 35) et 37) de l'article 117* ont pour objet tout d'abord, d'écarter toute confusion au niveau de la numérotation des tirets figurant aux articles 48 et 51-2, qui a été engendrée par la transposition subséquente des directives 2006/48/CE et 2004/39/CE et ensuite, de combler une omission qui s'est produite lors de la transposition de la directive 2002/87/CE relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomerat financier, en ce qui concerne les définitions de compagnie holding mixte figurant aux articles 48 et 51-2. Ainsi, il y a lieu d'ajouter à la fin du tiret correspondant dans l'article 48 le bout de phrase „, qui compte parmi ses filiales au moins un établissement de crédit“, respectivement à la fin du tiret correspondant dans l'article 51-2 le bout de phrase „, , qui compte parmi ses filiales au moins une entreprise d'investissement;“.

Les *points 36) et 38) de l'article 117* prévoient la possibilité pour la Commission de communiquer en situation de crise des informations à la Banque centrale européenne, aux banques centrales des Etats membres concernés et aux départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés, conformément aux dispositions de l'article 130, paragraphe (1) de la directive 2006/48/CE. La finalité de la communication doit être la prévention, la gestion ou la résolution d'une crise financière. Pour plus d'explications, il y a lieu de se référer au commentaire relatif au point 32) de l'article 117 du projet de loi.

Les raisons de la suppression prévue au *point 39) de l'article 117* sont présentées dans le commentaire relatif au titre V du projet de loi.

Le *point 40) de l'article 117* fait le toilettage du quatrième tiret de l'article 60 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en mettant à jour la liste des statuts mentionnés dans la définition des établissements qui ont la gestion de fonds de tiers de manière à refléter les modifications introduites par la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers.

Les modifications prévues aux *points 41) et 42) de l'article 117* visent à assurer que le greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale informe immédiatement non seulement la Commission mais également la Banque centrale du Luxembourg de la teneur du jugement prononçant le sursis de paiement ou la liquidation d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement ayant la gestion de fonds de tiers. Pour que la Banque centrale du Luxembourg soit à même de remplir sa mission de veiller au Luxembourg au bon fonctionnement des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres et de remplir ses obligations de coopération au sein du système européen de banques centrales, il importe qu'elle reçoive cette information dès lors que le jugement concerne un participant à un système de paiement ou un système de règlement des opérations sur titres. Comme le greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale ne dispose pas des informations nécessaires lui permettant de distinguer les établissements de crédit et les entreprises d'investissement faisant partie d'un système de ceux ne faisant pas partie d'un système, il est prévu que le greffe transmette les informations requises systématiquement aux deux autorités, quitte à ce que la Banque centrale du Luxembourg peut recevoir, dans le cadre de cette approche, des informations dont elle n'a pas besoin pour remplir sa mission de surveillance („oversight“) des systèmes. Tel est le cas lorsque le jugement concerne un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement qui n'est pas participant dans un système de paiement ou un système de règlement des opérations sur titres.

Le *point 43) de l'article 117* prévoit l'abrogation du chapitre 4 de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Cette abrogation est la conséquence de la décision de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions nationales portant transposition des actes communautaires relatifs aux paiements électroniques. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se référer au commentaire relatif au titre V du projet de loi.

Les points 44) et 45) de l'article 117 portent transposition de l'article 92 de la Directive.

Article 118

Les points 1) et 2) de l'article 118 du projet de loi portent transposition de l'article 91 de la Directive. Les agents des établissements de paiement ne sont pas mentionnés expressément à l'article 2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, étant donné que ces agents tombent sous le coup du paragraphe (5) de l'article 3-3 de cette même loi. Cette manière de procéder est conforme à l'article 17, paragraphe 1, point b) de la Directive.

Le point 3) de l'article 118 a pour objet de mettre à jour les références énumérées au point 7. du paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, suite au transfert des exemptions prévues à l'article 13, paragraphe (2) au nouvel article 1-1, paragraphe (2).

Article 119

L'article 119, qui transpose l'article 90 de la Directive, a pour objet de clarifier l'articulation entre les obligations d'information découlant du présent projet de loi et celles découlant de la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance.

Article 120

Les modifications qu'il est prévu d'apporter à la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux ont pour objet de clarifier que l'Entreprise des Postes et Télécommunications est habilitée de plein droit, sous le couvert de son agrément actuel, à émettre de la monnaie électronique et à fournir l'ensemble des services de paiement définis dans la loi relative aux services de paiement. L'Entreprise des Postes et Télécommunications n'est donc pas tenue de se faire agréer en tant qu'établissement de paiement ou établissement de monnaie électronique.

Article 121

Le champ d'application des articles 27 (Transparence assurée par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement après la négociation) et 28 (Obligation de préserver l'intégrité du marché, de déclarer les transactions conclues et d'en conserver un enregistrement) de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers est révisé pour les raisons évoquées dans le commentaire relatif au point 7) de l'article 117 du projet de loi.

Article 122

Les points 1) et 2) de l'article 122 ont pour objet d'introduire dans la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif la distinction qui est faite à l'article 19 (1) a) de la directive 85/611/CEE du Conseil du 20 décembre 1985 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), telle que modifiée, entre la notion de „marché réglementé“ et celle de „autre marché d'un Etat membre de l'Union Européenne, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public“ et celle de „autre marché d'un Etat qui ne fait pas partie de l'Union Européenne, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public“ respectivement. Les changements proposés visent à calquer la loi luxembourgeoise sur la directive tout en éliminant toute ambiguïté existant au niveau de l'interprétation de l'article 41 (1) b) et c) de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

En effet, l'inclusion d'une référence à la directive 93/22/CE dans la définition de la notion de „marché réglementé“ à l'article 1er, point 20) de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est source d'une certaine ambiguïté. Ainsi, l'on peut interpréter les notions de „autre marché d'un Etat membre de l'Union Européenne, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public“ figurant à l'article 41 (1) b) et de „autre marché d'un Etat qui ne fait pas partie de l'Union Européenne, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public“ figurant à l'article 41 (1) c) dans le sens qu'il doit s'agir en tout état de cause d'un „marché réglementé“ au sens de la directive 2004/39/CE. Or, telle n'était pas l'intention du législateur luxembourgeois.

Suite à l'introduction des changements préconisés aux points 1) et 2) de l'article 122 du projet de loi, il s'avérera dorénavant possible de distinguer le marché réglementé visé à l'article 41 (1) a) de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif des autres marchés d'un Etat membre de l'Union européenne, réglementés, en fonctionnement régulier, reconnus et ouverts au public tels que visés à l'article 41 (1) b) et des autres marchés d'un Etat qui ne fait pas partie de l'Union européenne, réglementés, en fonctionnement régulier, reconnus et ouverts au public tels que visés à l'article 41 (1) c) de cette même loi.

Le point 3) de l'article 122 vise à corriger une erreur qui s'est glissée à l'article 77 (4) de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif à l'occasion de la transposition de la directive 2004/39/CE concernant les marchés d'instruments financiers en droit luxembourgeois. La dernière phrase du second alinéa dudit article 77 (4) est sans objet et par conséquent à abroger dans la mesure où le second alinéa de l'article 77 (3) dispose que „Les sociétés de gestion ne peuvent en aucun cas être autorisées en vertu du présent chapitre à fournir exclusivement les services mentionnés dans le présent paragraphe ou à fournir des services auxiliaires sans être agréées pour les services visés au point a) (gestion de portefeuilles d'investissement sur base discrétionnaire)“.

Article 123

Les points 1) et 2) de l'article 123 mettent à jour la liste des attributions de la Commission figurant dans la loi organique de la Commission au vu de la nouvelle répartition des compétences définie dans la loi relative aux services de paiement. Dans un souci de transparence, le point 3) de l'article 123 prévoit de mentionner dans la loi organique de la Commission la compétence de la Commission en matière de protection des consommateurs établie par l'article 5, par. (1) de la loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs. Le point 4) de l'article 123 renforce le mandat européen de la Commission de surveillance du secteur financier en s'inspirant du texte de la proposition de directive de la Commission européenne visant à modifier les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE, qui fait l'objet d'une orientation générale du Conseil et sera prochainement adopté par le Parlement européen et le Conseil.

Article 124

Les modifications apportées à la loi organique de la Banque centrale du Luxembourg ont pour objet de rappeler dans la loi nationale la mission de promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement qui incombe à la Banque centrale du Luxembourg en vertu de l'article 105, paragraphe 2 du Traité. Le libellé proposé tient compte de l'avis de la Banque centrale européenne du 15 avril 2008 relatif au projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg. Cet avis précise que „Il convient néanmoins de rappeler qu'en vertu de l'article 105, paragraphe 2, du traité et de l'article 3.1 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, la promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement est l'une des missions fondamentales de banque centrale de l'Eurosystème. En outre, en vertu de l'article 22, la BCE et les BCN peuvent accorder des facilités, et la BCE peut arrêter des règlements, en vue d'assurer l'efficacité et la solidité des systèmes de compensation et de paiements au sein de la Communauté et avec les pays tiers. Ces articles offrent un fondement juridique aux activités de surveillance généralement accomplies à l'échelon des BCN conformément à la politique commune de surveillance définie pour l'Eurosystème par le conseil des gouverneurs de la BCE“.

Le nouveau paragraphe (5) de l'article 2 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg vise à faciliter l'exercice, dans le respect du droit communautaire et des orientations de la Banque centrale européenne, par la Banque centrale du Luxembourg de la mission de promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement qui lui est dévolue dans le cadre de l'Eurosystème. La surveillance („oversight“) exercée par la Banque centrale du Luxembourg à l'égard des systèmes se distingue de la surveillance prudentielle exercée par la Commission de surveillance du secteur financier à l'égard des institutions financières participant à ces systèmes. Les missions de ces deux autorités sont donc complémentaires et doivent faire l'objet d'une coordination étroite de manière à éviter, dans la mesure du possible, tout doublement de la charge administrative dans le chef des institutions financières concernées. Le nouvel article 27-3 de la loi organique de la Banque centrale du Luxembourg précise les moyens dont dispose la Banque centrale du Luxembourg pour exercer sa mission à l'égard des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres.

Le projet de loi ne prévoit pas la possibilité pour la Banque centrale du Luxembourg de prélever des taxes pour l'accomplissement de sa mission de promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres afin d'éviter tout accroissement de la charge financière dans le chef des opérateurs financiers concernés et partant de préserver l'attrait de la place financière. A l'instar de l'approche retenue en matière de surveillance de la liquidité, le financement de l'activité de surveillance de la Banque centrale du Luxembourg peut le cas échéant être réglé dans le cadre des accords de coopération et de coordination à conclure entre la Banque centrale du Luxembourg et la Commission de surveillance du secteur financier.

Les accords de coopération entre Banque centrale du Luxembourg et Commission de surveillance du secteur financier doivent plus particulièrement prescrire un échange d'informations régulier entre autorités concernées en situation normale et un échange d'informations renforcé en situation de crise. En particulier, la Banque centrale du Luxembourg devrait informer sans délai la Commission de surveillance du secteur financier de toute lacune et déficience dans les systèmes et procédures des personnes soumises à la surveillance de la Commission de surveillance du secteur financier, dont elle a pris connaissance dans l'accomplissement de sa mission définie à l'article 2, nouveau paragraphe (5) de sa loi organique, qui sont de nature à mettre en péril la solidité financière de ces personnes ou à porter atteinte à la continuité de leur exploitation. A l'inverse, la Commission de surveillance du secteur financier devrait informer sans délai la Banque centrale du Luxembourg de toute lacune et déficience dans les systèmes et procédures des personnes soumises à sa surveillance prudentielle, dont elle a pris connaissance dans l'accomplissement de sa mission, qui sont de nature à porter atteinte à la stabilité des systèmes soumis à la surveillance („oversight“) de la Banque centrale du Luxembourg. Les termes „, sous réserve de réciprocité,“ à l'article 33, paragraphe (2) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg devient superfétatoire au regard des obligations de coopération et de coordination prévues à l'article 2, paragraphe (4) et nouveau paragraphe (5) de cette même loi.

Aux fins de l'accomplissement de la mission prévue à l'article 2, nouveau paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale du Luxembourg est habilitée à prendre toute mesure qui s'impose, dans le respect du droit communautaire et de la loi luxembourgeoise, notamment en édictant des règlements, aux fins de mettre en oeuvre la politique arrêtée par l'Eurosystème dans le domaine des systèmes de paiement.

La mission de la Banque centrale du Luxembourg, telle que définie à l'article 2, nouveau paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, porte notamment sur les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres à risque systémique visés par le titre V du présent projet de loi, qui porte transposition de la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres. L'article 2, nouveau paragraphe (5) et l'article 27-3 de la loi organique de la Banque centrale du Luxembourg définissent le cadre général régissant l'exercice de la mission de promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement, alors que le titre V constitue une *lex specialis* assurant une protection renforcée aux systèmes de paiement et systèmes de règlement des opérations sur titres à risque systémique ainsi qu'aux participants à ces systèmes.

Enfin, la procédure de désignation d'un réviseur aux comptes de la Banque centrale du Luxembourg est mise à jour à l'article 15 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

Article 125

Dans un souci de transparence, le point 1) de l'article 125 propose de reprendre dans la liste des missions du Commissariat aux assurances figurant dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, la compétence du Commissariat en matière de protection des consommateurs établie par l'article 5, par. (2) de la loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs. Le point 2) de l'article 125 renforce le mandat européen du Commissariat aux assurances en s'inspirant du texte de la proposition de directive sur l'accès aux activités de l'assurance directe et de la réassurance et leur exercice, mieux connue sous le nom de „directive Solvabilité II“, qui fait l'objet d'une orientation générale du Conseil et est censée être adoptée prochainement par le Parlement européen et le Conseil.

Article 126

Les dispositions du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique deviennent dans une large mesure redondantes, superfétatoires, voire obsolètes, suite à l'adoption de la loi relative aux services de paiement. L'article 126 du projet de loi prévoit dès lors l'abrogation de ce titre VII. Cette abrogation permet par ailleurs de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions nationales portant transposition des actes communautaires relatifs aux paiements électroniques.

Article 127

La date d'entrée en vigueur de la présente loi est fixée au 1er novembre 2009. Il n'y a aucun intérêt à prévoir une entrée en vigueur de la présente loi avant le 1er novembre 2009, car le bon fonctionnement de SEPA est tributaire de la transposition de la directive 2007/64/CE par tous les Etats membres. La mise en oeuvre des dispositions de la présente loi avant la date butoir du 1er novembre 2009 risque au contraire d'exposer les établissements luxembourgeois fournissant des services de paiement sur une base transfrontalière à des incertitudes juridiques.

Article 128

Eu égard à l'intitulé très long de la présente loi, il s'avère utile de prévoir la possibilité de pouvoir s'y référer sous une forme abrégée.

Annexe

L'annexe reprend fidèlement la liste des services de paiement figurant en annexe de la Directive.

*

TABLEAU DE CORRESPONDANCE ENTRE LA DIRECTIVE 2007/64/CE ET LE PROJET DE LOI

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 1er	Non transposable.
Article 2, par. 1	Article 2, par. (1)
par. 2	Article 2, par. (2)
par. 3	Il n'est pas fait usage de cette option dans la mesure où aucun établissement luxembourgeois n'est mentionné à l'article 2 de la directive 2006/48/CE.
Article 3	Article 3
Article 4, point 1)	Article 1er, point 21)
point 2)	Article 1er, point 20)
point 3)	Article 1er, point 38)
point 4)	Article 1er, point 18)
point 5)	Article 1er, point 31)
point 6)	Article 1er, point 41)
point 7)	Article 1er, point 35)
point 8)	Article 1er, point 3)
point 9)	Article 1er, point 37)
point 10)	Article 1er, point 46)
point 11)	Article 1er, point 6)
point 12)	Article 1er, point 7)

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
point 13)	Article 1er, point 44)
point 14)	Article 1er, point 5)
point 15)	Article 1er, point 23)
point 16)	Article 1er, point 32)
point 17)	Article 1er, point 8)
point 18)	Article 1er, point 42)
point 19)	Article 1er, point 2)
point 20)	Article 1er, point 43)
point 21)	Article 1er, point 25)
point 22)	Article 1er, point 1)
point 23)	Article 1er, point 26)
point 24)	Article 1er, point 30)
point 25)	Article 1er, point 40)
point 26)	Non transposé, car il n'est pas fait usage des options prévues aux articles 30, par. 2 et 51, par. 3.
point 27)	Article 1er, point 27)
point 28)	Article 1er, point 15)
point 29)	Article 1er, point 39)
point 30)	Article 1er, point 24)
Article 5	Article 8 + Article 7, par. (1), 2e alinéa
Article 6, chapeau	Article 15, par. (4)
point a)	Article 15, par. (1)
point b)	Article 15, par. (2)
point c)	Article 15, par. (3)
Article 7, par. 1	Article 16, par. (1) et (2)
par. 2	Article 16, par. (3)
par. 3	Article 16, par. (4)
Article 8, par. 1	Article 17, par. (1)
par. 2	Article 17, par. (2)
par. 3	Article 17, par. (3)
Article 9, par. 1	Article 14, par. (1)
par. 2	Article 14, par. (2)
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
par. 4	Article 14, par. (3). Option utilisée.
Article 10, par. 1, 1re phrase	Article 6 + Article 7, par. (1), 1er alinéa
par. 1, 2e phrase	Article 9, par. (1)
par. 2	Article 7, par. (1), 3e et 4e alinéas
par. 3	Article 11, par. (1)
par. 4	Article 11, par. (2)
par. 5	Article 11, par. (3)

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
par. 6	Article 12, par. (1), 2e alinéa
par. 7	Article 12, par. (2) + Article 1er, point 28)
par. 8	Article 12, par. (3)
par. 9	Article 21, par. (1) + Article 23, par. (1) + Article 24, par. (1)
Article 11	Article 7, par. (5)
Article 12, par. 1	Article 20, par. (1)
par. 2	Article 20, par. (2)
par. 3	Article 20, par. (3)
Article 13	Article 36, par. (1)
Article 14	Article 7, par. (3) + Article 9, par. (2) + Article 11, par. (6) + Article 12, par. (4) à par. (6) + Article 13, par. (3) + Article 19, par. (4)
Article 15, par. 1	Article 19, par. (1)
par. 2	Article 19, par. (2) + Article 37, par. (1)
par. 3	Article 19, par. (3) + Article 37, par. (2)
par. 4	Article 37, par. (3) et (4)
Article 16, par. 1	Article 10, par. (1)
par. 2	Article 10, par. (2)
par. 3	Article 10, par. (3)
par. 4	Article 10, par. (4)
par. 5	Article 10, par. (5)
Article 17, par. 1	Article 11, par. (5) + Article 18, par. (1)
par. 2	Article 18, par. (2)
par. 3	Article 18, par. (3)
par. 4	Article 18, par. (4)
par. 5	Article 18, par. (5) + Article 21, par. (1) + Article 23
par. 6	Article 18, par. (6) + Article 21, par. (2) + Article 23, par. (3)
par. 7	Article 11, par. (4)
par. 8	Article 18, par. (7) + Article 23, par. (4)
Article 18, par. 1	Article 26, par. (1)
par. 2	Article 26, par. (2)
Article 19	Article 27
Article 20, par. 1	Article 31, par. (1) + Article 58, par. (3)
par. 2	Article 31, par. (4) + Loi relative à la concurrence
par. 3	Article 33, par. (1) et par. (2), points b) et c) + Article 58, par. (3)
par. 4	Article 34, par. (1) et par. (2)
par. 5	Article 31, par. (2), 1er alinéa
Article 21, par. 1, 1er alinéa	Article 31, par. (5)
par. 1, 2e alinéa	Article 31, par. (4), 1er, 2e, 3e, 7e, 10e, 11e et 12e tirets

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
par. 2	Article 31, par. (4), 4e, 5e, 6e, 8e et 9e tirets + Article 38 + Article 46
par. 3	Article 15, par. (5) + Article 16, par. (5) + Article 17, par. (6)
Article 22, par. 1	Article 32, par. (1)
par. 2	Article 32, par. (2)
par. 3	Article 32, par. (3) à (6) + Article 33, par. (2), points a) et d) à g)
Article 23	Droit administratif. Pas besoin de transposer cet article dans le présent projet de loi.
Article 24, par. 1	Article 33, par. (1)
par. 2	Article 33, par. (2), points a), b) et c)
Article 25, par. 1	Article 23, par. (1) + Article 24, par. (1)
par. 2	Article 34, par. (3) et par. (4)
par. 3	Article 34, par. (5) et par. (6)
par. 4	Article 34, par. (7) et par. (8)
par. 5	Non transposable.
Article 26, par. 1	Article 48, par. (1)
par. 2	Article 48, par. (3)
par. 3	Article 48, par. (4)
par. 4	Article 48, par. (2)
par. 5	Article 48, par. (5)
par. 6	Non transposable.
Article 27	Non transposable.
Article 28, par. 1	Article 57, par. (1)
par. 2	Article 57, par. (1)
Article 29	Article 4
Article 30, par. 1	Article 59, par. (1)
par. 2	Non transposé. Option non utilisée.
par. 3	Article 59, par. (2)
Article 31	Article 59, par. (3)
Article 32, par. 1	Article 60, par. (1)
par. 2	Article 60, par. (2)
par. 3	Article 60, par. (3)
Article 33	Non transposé. Option non utilisée.
Article 34, par. 1	Article 63, par. (1)
par. 2	Article 63, par. (2). Options sont utilisées.
Article 35, par. 1	Article 64, par. (1)
par. 2	Article 64, par. (2)
Article 36, par. 1	Article 65, par. (1)
par. 2	Article 65, par. (2)
par. 3	Article 65, par. (3)

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 37, par. 1	Article 66, par. (1)
par. 2	Article 66, par. (2)
Article 38	Article 67
Article 39	Article 68
Article 40	Article 69
Article 41, par. 1	Article 70, par. (1)
par. 2	Article 70, par. (2)
par. 3	Article 70, par. (3)
Article 42	Article 71
Article 43	Article 72
Article 44, par. 1	Article 73, par. (1)
par. 2	Article 73, par. (2)
par. 3	Article 73, par. (3)
Article 45, par. 1	Article 74, par. (1)
par. 2	Article 74, par. (2)
par. 3	Article 74, par. (3)
par. 4	Article 74, par. (4)
par. 5	Article 74, par. (5)
par. 6	Non transposé. Option non utilisée.
Article 46	Article 75
Article 47, par. 1	Article 76, par. (1)
par. 2	Article 76, par. (2)
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
Article 48, par. 1	Article 77, par. (1)
par. 2	Article 77, par. (2)
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
Article 49, par. 1	Article 61, par. (1)
par. 2	Article 61, par. (2)
Article 50, par. 1	Article 62, par. (1)
par. 2	Article 62, par. (2)
Article 51, par. 1	Article 78, par. (1)
par. 2	Non transposé. Option non utilisée.
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
par. 4	Article 78, par. (2)
Article 52, par. 1	Article 79, par. (1)
par. 2	Article 79, par. (2)
par. 3	Article 79, par. (3). Option utilisée.
Article 53, par. 1	Article 80, par. (1)
par. 2	Article 80, par. (2). Options sont utilisées.
par. 3	Article 80, par. (3). Option non utilisée.

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 54, par. 1	Article 81, par. (1)
par. 2	Article 81, par. (2)
par. 3	Article 81, par. (3)
par. 4	Article 81, par. (4)
Article 55, par. 1	Article 82, par. (1)
par. 2	Article 82, par. (2)
par. 3	Article 82, par. (3)
par. 4	Article 82, par. (4)
Article 56, par. 1	Article 83, par. (1)
par. 2	Article 83, par. (2)
Article 57, par. 1	Article 84, par. (1)
par. 2	Article 84, par. (2)
Article 58	Article 85
Article 59, par. 1	Article 86, par. (1)
par. 2	Article 86, par. (2)
Article 60, par. 1	Article 87, par. (1)
par. 2	Article 87, par. (2)
Article 61, par. 1	Article 88, par. (1)
par. 2	Article 88, par. (2)
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
par. 4	Article 88, par. (3)
par. 5	Article 88, par. (4)
Article 62, par. 1	Article 89, par. (1)
par. 2	Article 89, par. (2)
par. 3	Article 89, par. (3)
Article 63, par. 1	Article 90, par. (1)
par. 2	Article 90, par. (2)
Article 64, par. 1	Article 91, par. (1)
par. 2	Article 91, par. (2)
Article 65, par. 1	Article 92, par. (1)
par. 2	Article 92, par. (2)
par. 3	Article 92, par. (3)
Article 66, par. 1	Article 93, par. (1)
par. 2	Article 93, par. (2)
par. 3	Article 93, par. (3)
par. 4	Article 93, par. (4)
par. 5	Article 93, par. (5)
Article 67, par. 1	Article 94, par. (1)
par. 2	Article 94, par. (2)
par. 3	Article 94, par. (3)

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 68, par. 1	Article 95, par. (1)
par. 2	Article 95, par. (2)
Article 69, par. 1	Article 96, par. (1)
par. 2	Article 96, par. (2)
par. 3	Article 96, par. (3)
Article 70	Article 97
Article 71	Article 98
Article 72	Non transposé. Option non utilisée.
Article 73, par. 1	Article 99, par. (1)
par. 2	Article 99, par. (2)
Article 74, par. 1	Article 100, par. (1)
par. 2	Article 100, par. (2)
par. 3	Article 100, par. (3)
Article 75, par. 1	Article 101, par. (1)
par. 2	Article 101, par. (2)
par. 3	Article 101, par. (3)
Article 76	Article 102
Article 77, par. 1	Article 103, par. (1)
par. 2	Article 103, par. (2)
Article 78	Article 104
Article 79	Article 105
Article 80, par. 1	Article 106, par. (2), 1er alinéa
par. 2	Article 106, par. (2), 2e alinéa
Article 81, par. 1	Articles 46 et 47 du projet de loi + Articles 59 et 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
par. 2	Non transposable.
Article 82, par. 1	Article 106, par. (1) et par. (2) + Article 46, par. (2) + Article 58, par. (1)
par. 2	Article 106, par. (1) et par. (2) + Article 46, par. (2) + Article 58, par. (1)
Article 83, par. 1	Article 106, par. (1)
par. 2	Article 106, par. (3)
Article 84	Non transposable.
Article 85	Non transposable.
Article 86	Non transposable.
Article 87	Non transposable.
Article 88, par. 1	Article 116, par. (1). Option utilisée.
par. 2	Non transposé. Sans objet dans le cas du Luxembourg.
par. 3	Article 116, par. (2). Option utilisée.
par. 4	Article 116, par. (3). Option utilisée.
Article 89	Article 125

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 90, point 1)	Article 119
point 2)	Article 125
Article 91, point 1)	Article 118, point 1)
point 2)	Article 118, point 2)
point 3)	Article 118, points 1) et 2)
Article 92, point 1)	Article 117, point 44)
point 2)	Article 117, point 45)
Article 93	Article 117, point 29)
Article 94, par. 1	Intitulé du projet de loi + Article 127
par. 2	Non transposable.
Article 95	Non transposable.
Article 96	Non transposable.
Annexe	Annexe

Service Central des Imprimés de l'Etat

6015/01

N° 6015¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

2ième Session extraordinaire 2009

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- portant modification de:**
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

* * *

AVIS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

(14.5.2009)

INTRODUCTION ET FONDEMENT JURIDIQUE

Le 9 avril 2009, la Banque centrale européenne (BCE) a reçu une demande de consultation de la part de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) portant sur un projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres (ci-après le „projet de loi“), qui modifie également la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg (ci-après la „loi organique de la BCL“).

La BCE a compétence pour émettre un avis en vertu de l'article 105, paragraphe 4, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article 2, paragraphe 1, deuxième, troisième et cinquième tirets, de la décision 98/415/CE du Conseil du 29 juin 1998 relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet de projets de réglementation¹, étant donné que le projet de loi contient des dispositions relatives aux moyens de paiement, à la BCL et aux systèmes de paiement et de règlement. Conformément à l'article 17.5, première phase, du règlement intérieur de la Banque centrale européenne, le présent avis a été adopté par le conseil des gouverneurs.

1. Objet du projet de dispositions

1.1 Le projet de loi a pour objectif principal de transposer en droit interne la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE². De plus,

- a) l'article 58, paragraphe 3, du projet de loi fait obligation à la BCL d'informer le Conseil de la concurrence de toute violation des règles de concurrence relatives à l'accès aux systèmes de paiement qu'elle constate;
- b) les articles 107 à 110 du projet de loi étendent le rôle de surveillance de la BCL en ce qui concerne les instruments de paiement et les systèmes de paiement et de règlement;
- c) l'article 124, paragraphes 1 et 4, du projet de loi, souligne la mission de la BCL relative à la promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement en vertu de l'article 105, paragraphe 2, du traité; et
- d) l'article 124, paragraphes 3 et 5, du projet de loi, concerne la désignation d'un réviseur aux comptes indépendant auprès de la BCL et supprime la condition de réciprocité applicable à l'échange d'informations confidentielles entre la BCL, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), le Commissariat aux assurances et le Service central de la statistique et des études économiques (STATEC).

1.2 Le présent avis porte uniquement sur les dispositions du projet de loi concernant la BCL et les systèmes de paiement et de règlement qui vont au-delà de la stricte transposition des directives communautaires. Tout en reconnaissant l'importance de la directive 2007/64/CE pour l'établissement de l'espace unique de paiement en euros (*Single European Payments Area* – SEPA), la question de la transposition de cette directive en droit interne n'est pas traitée dans le présent avis. De même, le présent avis ne traite pas de la transposition de la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres³ et de la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements⁴.

¹ JO L 189 du 3.7.1998, p. 42.

² JO L 319 du 5.12.2007, p. 1.

³ JO L 166 du 11.6.1998, p. 45.

⁴ JO L 275 du 27.10.2000, p. 39. Voir également la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements, modifiant les directives 2005/60/CE et 2006/48/CE et abrogeant la directive 2000/46/CE (COM/2008/0627 final).

2. Observations générales

La BCE est favorable au projet de loi qui régira de manière complète les services de paiement, la monnaie électronique et les systèmes de paiement et de règlement au Luxembourg. De même, la transposition de la directive 2007/64/CE permettra de remplir les conditions réglementaires indispensables à l'introduction du SEPA.

3. Remarques particulières

3.1 Notification par la BCL au Conseil de la concurrence

En ce qui concerne l'obligation faite à la BCL d'informer le Conseil de la concurrence de toute violation des règles de concurrence relatives à l'accès aux systèmes de paiement⁵, il conviendrait de préciser que la BCL n'a pas pour mission de veiller au respect de la politique de concurrence, celle-ci demeurant de la compétence exclusive du Conseil de la concurrence.

3.2 Rôle de la BCL en ce qui concerne les instruments de paiement et les systèmes de paiement et de règlement

Le rôle de la BCL en ce qui concerne les instruments de paiement et des systèmes de paiement et de règlement est étendu à deux égards.

Premièrement, la CSSF est actuellement l'autorité chargée de la surveillance prudentielle des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres. Cette responsabilité est sans préjudice des missions et compétences du Système européen de banques centrales conformément au traité et aux statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne (ci-après les „statuts du SEBC“). En conséquence, tous les systèmes auxquels la BCL participe sont considérés être désignés comme „systèmes“ à compter de leur notification à la Commission européenne par la BCL. En vertu du projet de loi, la BCL est dotée du pouvoir exclusif de désigner les systèmes comme étant des systèmes de paiement et des systèmes de règlement, leur notification à la Commission relevant de la responsabilité du ministre des Finances⁶.

Deuxièmement, l'article 124 du projet de loi prévoit qu'il appartient à la BCL de „veille[r] à l'efficacité et à la sécurité des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres, ainsi qu'à la sécurité des instruments de paiement“, et que „les modalités de coordination et de coopération pour l'exercice de cette mission font l'objet d'accords entre la [BCL] et la Commission de surveillance du secteur financier, dans le respect des compétences légales des parties“. De plus, en vertu du projet de loi, la BCL peut demander aux systèmes de paiement, aux systèmes de règlement des opérations sur titres et aux émetteurs d'instruments de paiement de fournir toute information relative au fonctionnement de ces systèmes ou aux instruments de paiement dont elle a besoin pour apprécier leur efficacité et leur sécurité.

3.2.1 La BCE est favorable à ces modifications car: a) elles clarifient la répartition des compétences entre la CSSF et la BCL en ce qui concerne les instruments de paiement, les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, conformément à l'article 105, paragraphe 2, du traité et à l'article 3.1 des statuts du SEBC, et b) elles étendent le rôle de surveillance de la BCL de manière à couvrir tous les systèmes de paiement et de règlement, indépendamment de leur désignation en vertu de la directive 98/26/CE. Le projet de loi tient compte des recommandations formulées par la BCE dans les avis CON/1999/19, CON/2008/42 et CON/2008/17⁷ et, ce faisant, il permettra à la BCL de s'acquitter plus facilement encore de son rôle en matière de stabilité financière, que vient soutenir son pouvoir de surveillance de la gestion des liquidités par les opérateurs de marché⁸.

⁵ Article 58, paragraphe 3, du projet de loi.

⁶ Articles 107 à 110 du projet de loi.

⁷ Tous les avis de la BCE sont disponibles sur le site Internet de la BCE à l'adresse suivante: <http://www.ecb.europa.eu/ecb/legal/opinions/html/index.en.html>. Dans l'avis CON/1999/19, la BCE avait estimé que la répartition des compétences entre la CSSF et la BCL empiéterait directement sur la compétence en matière de surveillance des systèmes de paiement exercée par la BCE et créerait une situation conflictuelle entre la BCL et la CSSF en ce qui concerne la fonction de surveillance. La BCE a également estimé que cela ferait pas de distinction appropriée entre la fonction de contrôle prudentiel, d'une part, et la fonction de surveillance des systèmes de paiement, d'autre part. Voir également le point 4.8 de l'avis CON/2008/42 et le point 4.4 de l'avis CON/2008/17.

⁸ Voir le point 4.3 de l'avis CON/2008/42.

3.2.2 Dans un souci de clarté, il pourrait être fait expressément référence dans l'article 2, paragraphe 5, de la loi organique de la BCL⁹, au concept de „surveillance“ (*oversight*) dont la fonction distincte a été reconnue dans le cadre du traité de Maastricht¹⁰. En outre, le rôle de surveillance de la BCL ayant été étendu, il est nécessaire de veiller à ce que la BCL soit dotée de ressources humaines et financières suffisantes, en termes quantitatifs et qualitatifs, pour pouvoir accomplir ses nouvelles missions sans porter atteinte à sa capacité à accomplir les autres missions qui lui incombent dans le cadre de l'Eurosystème¹¹.

3.2.3 Conformément à l'exposé des motifs du projet de loi¹², les accords à conclure entre la BCL et la CSSF en vertu de l'article 2, paragraphe 5, de la loi organique de la BCL concernent le financement de l'activité de surveillance de la BCL, étant donné que la BCL ne peut pas, contrairement à la CSSF, prélever de taxes sur les établissements financiers soumis à sa surveillance. Ainsi que l'avis CON/2009/7¹³ le précise, l'indépendance globale de la BCL serait compromise si la BCL n'était pas en mesure de se doter de façon autonome des ressources financières nécessaires à la bonne exécution de son mandat. Tout en relevant que dans le cadre de son rôle de surveillance des systèmes de paiement, des systèmes de règlement des opérations sur titres et des instruments de paiement, la BCL peut demander des informations et procéder à des visites sur place afin de recueillir ces informations, la BCE regrette qu'en dépit des recommandations formulées dans l'avis CON/2008/17¹⁴, la BCL n'a pas encore le pouvoir d'imposer des sanctions.

3.3 Désignation du réviseur aux comptes de la BCL

En vertu de l'article 124, paragraphe 3, du projet de loi, un réviseur aux comptes est nommé pour cinq exercices financiers. Cette disposition suit les principes adoptés par le conseil des gouverneurs de la BCE¹⁵.

3.4 L'échange d'informations entre la BCL, la CSSF, le STATEC et le Commissariat aux assurances

L'article 124, paragraphe 5, supprime la condition de réciprocité applicable à l'échange d'informations entre la BCL, la CSSF, le STATEC et le Commissariat aux assurances. A l'article 124, paragraphe 5, du projet de loi, les termes „sous réserve de réciprocité“ sont supprimés. L'exposé des motifs explique que la suppression de cette condition est nécessaire pour permettre des échanges d'informations réguliers entre les autorités concernées en situation normale, et plus encore, en situation de crise. Dans le contexte actuel, il est essentiel que les autorités compétentes soient à même d'échanger des informations sur toute difficulté à laquelle les établissements financiers (y compris les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres) se trouvent confrontés et qui est susceptible de mettre en péril leur solidité financière et leur capacité à faire face à leurs obligations dans l'exercice normal de leur activité. La BCE est favorable à ce changement qui fait suite, indirectement, à la recommandation formulée dans l'avis CON/2009/7¹⁶ en ce qui concerne l'harmonisation des règles régissant l'échange d'informations confidentielles entre la BCL, d'une part et le STATEC, d'autre part.

Le présent avis sera publié sur le site Internet de la BCE.

FAIT à Francfort-sur-le-Main, le 14 mai 2009.

Le Président de la BCE,
Jean-Claude TRICHET

9 A l'article 27, paragraphe 3, de la loi organique de la BCL, la référence faite à l'article 2, paragraphe 6, devrait être une référence à l'article 2, paragraphe 5.

10 Voir le „*Eurosystem Oversight Policy Framework*“ (Cadre de surveillance de l'Eurosystème) de février 2009, notamment la section 3, disponible sur le site Internet de la BCE à l'adresse suivante: <http://www.ecb.europa.eu>.

11 Voir le point 3.1 de l'avis CON/2009/27.

12 Exposé des motifs du projet de loi, p. 88.

13 Voir le point 3.2.

14 Voir les points 4.2 et 4.3.

15 *Good Practices for the selection and mandate of the External Auditors according to Article 27.1 of the Statute, as approved by the Governing Council of the ECB on 23 October 2008* (Bonnes pratiques pour la sélection et le mandat des commissaires aux comptes extérieurs conformément à l'article 27.1 des statuts, telles qu'approuvées par le conseil des gouverneurs de la BCE le 23 octobre 2008) qui est disponible sur le site Internet de la BCE à l'adresse suivante: <http://www.ecb.europa.eu>.

16 Voir le point 3.3.

6015/02

N° 6015²**CHAMBRE DES DEPUTES**

2ième Session extraordinaire 2009

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- portant modification de:**
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

* * *

AVIS DE LA BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

(11.9.2009)

TABLE DES MATIERES

1. Remarques préliminaires
2. Les dispositions modifiant la loi organique de la BCL (article 124)
 - 2.1 La surveillance des systèmes de paiement, des systèmes de règlement des opérations sur titres et des instruments de paiement (article 2 (5) de la loi organique de la BCL)
 - 2.2 Les systèmes de paiement, les systèmes de règlement des opérations sur titres et les instruments de paiement (article 27-3)
 - 2.3 L'indépendance financière et opérationnelle de la BCL
 - 2.4 L'absence d'un pouvoir de sanction
3. Le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres (titre V)
 - 3.1 La désignation et la notification des systèmes de paiement et de règlement (articles 107, 108 et 109)
 - 3.2 L'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant à un système de paiement ou à un système de règlement des opérations sur titres (article 113)
4. Dispositions relatives aux services de paiement et à l'activité d'établissement de monnaie électronique (titres I à IV)
 - 4.1 La procédure d'agrément des établissements de paiement (article 7 (1))
 - 4.2 La coopération et l'échange d'informations de la Commission (article 33 (1) et (2) point b))
 - 4.3 Les autorités compétentes pour contrôler le respect des règles d'accès aux systèmes de paiement (article 58 (3))
5. Conclusion
6. Annexe: Propositions d'amendements

*

1. REMARQUES PRELIMINAIRES

L'objectif principal du projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres est de transposer la directive 2007/64/CE du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur¹ (ci-après la PSD²).

Pour la Banque centrale du Luxembourg (ci-après la BCL), ce projet de loi est l'occasion de confirmer et de préciser l'une des missions fondamentales d'une banque centrale de l'Eurosystème qui consiste à promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres³.

Jusqu'à présent la BCL exerce cette compétence en vertu de l'article 2 (2) de la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg (ci-après la loi organique) qui place les missions de la BCL dans le cadre plus général des missions attribuées au Système euro-

¹ Directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE, JO, 5.12.2007, L 319/1.

² *Payment Services Directive*; Journal Officiel (JO) L 319, 05/12/2007, p.1-36.

³ Cette mission découle du quatrième tiret de l'article 105 (2) du Traité et de l'article 22 des Statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.

péen de banques centrales (ci-après le SEBC). L'article 105 (2) quatrième tiret du Traité instituant la Communauté européenne (ci-après le Traité) confère au SEBC la mission fondamentale de „promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement“. L'article 22 des Statuts du SEBC et de la Banque centrale européenne (ci-après le Statut du SEBC) énonce que „La BCE et les banques centrales nationales peuvent accorder des facilités, et la BCE peut arrêter des règlements, en vue d'assurer l'efficacité et la solidité des systèmes de compensation et de paiements au sein de la Communauté et avec les pays tiers“. Au niveau national, l'article 25⁴ de la loi organique de la BCL reflète l'article 22 du Statut du SEBC.

L'article 47-1 de la loi du 12 janvier 2001⁵ portant transposition de la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, restreint aussitôt la mission de la BCL aux seuls systèmes auxquels la Banque centrale participe⁶ et confère à la Commission de surveillance du secteur financier (ci-après la CSSF) la mission de surveillance prudentielle des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres agréés par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF.

Cette répartition des compétences entre la BCL et la CSSF a dès le départ suscité des critiques de la Banque centrale européenne (ci-après la BCE). Dans son avis sur le projet de loi portant transposition de la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres⁷, la BCE souligne que la solution retenue par le projet de loi „... empiéterait directement sur la compétence en matière de surveillance des systèmes de paiement exercée par la BCE et les banques centrales nationales des Etats membres participant à ... l'Euro-système, qui est l'une des compétences fondamentales que leur attribue le Traité. En second lieu ... le projet de loi créerait une situation conflictuelle entre la BCL et la CSSF en ce qui concerne la fonction de surveillance dans la mesure où la BCL continuerait d'assumer la surveillance dans le cadre de l'Eurosystème. En troisième lieu, le projet de loi ne ferait pas une distinction appropriée entre la fonction de contrôle prudentiel, d'une part, et la fonction de surveillance des systèmes de paiement, d'autre part“⁸. Et la BCE conclut que „le projet de loi ne peut confier la fonction de surveillance à une autorité autre que la BCL, en sa qualité de membre de l'Eurosystème“⁹.

La BCE se réfère d'ailleurs à ces passages dans son avis du 14 mai 2009 portant sur le présent projet de loi¹⁰.

Il importe dès lors pour la BCL, que le projet de loi relative aux services de paiement consacre définitivement le pouvoir de surveillance („*oversight*“) de la BCL à l'égard des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que des instruments de paiement.

C'est pour cette raison que l'avis de la BCL portera en premier lieu sur les nouvelles dispositions introduites dans sa loi organique et qui sont appelées à consacrer la compétence de surveillance de la BCL à l'égard des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et des instruments de paiement (article 124 du projet de loi).

En second lieu, la BCL examinera les dispositions contenues au titre V du projet de loi portant sur le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres.

Enfin, la BCL commentera certaines dispositions relatives aux services de paiement et à l'activité d'établissement de monnaie électronique contenues aux titres I à IV du projet de loi.

*

4 „La Banque centrale peut accorder des facilités en vue d'assurer l'efficacité et la solidité des systèmes de compensation et de paiements“.

5 Transposé à l'article 47-1 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

6 Ceci découle d'une lecture combinée des articles 47-1 et 34-3 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

7 Avis de la BCE du 20 janvier 2000, sollicité par le Ministère luxembourgeois du Trésor et du Budget sur un projet de loi portant transposition de la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et complétant la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier, (CON/99/19).

8 Idem., paragraphe 5, p. 2.

9 Idem., paragraphe 8, p. 4.

10 Avis de la BCE sur l'élargissement du rôle de surveillance de la Banque centrale du Luxembourg en vertu d'un projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, (CON/2009/46), paragraphe 3.2.1, p. 3.

2. LES DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI ORGANIQUE DE LA BCL (ARTICLE 124)

2.1 La surveillance des systèmes de paiement, des systèmes de règlement des opérations sur titres et des instruments de paiement (article 2 (5) de la loi organique de la BCL)

L'article 124 du projet complète l'article 2 de la loi organique de la BCL par un nouveau paragraphe 5 selon lequel:

„Au vu de sa mission relative à la promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement, la Banque centrale veille à l'efficacité et à la sécurité des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres, ainsi qu'à la sécurité des instruments de paiement ...“.

La terminologie utilisée par le projet de loi reprend celle du Traité qui à l'article 105 (2) tiret 4 confère au SEBC la mission de „promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement“. Dans son avis du 14 mai 2009, la BCE suggère que le présent projet de loi fasse une référence explicite au rôle de surveillance („*oversight*“) qui revient à la BCL dans ce domaine¹¹ et qui découle directement de l'article 105 (2) tiret 4 du Traité. Le terme surveillance s'impose pour des raisons de clarté et sécurité juridiques. Il s'agit d'un terme reconnu tant au niveau international¹² qu'au niveau de l'Eurosystème¹³ et au niveau communautaire.

L'article 24 (b) de la PSD que le présent projet de loi entend transposer ainsi que l'article 46 (2) de la directive 2004/39/CE du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID)¹⁴ y font référence.

Quant à la mission de veiller à la sécurité des instruments de paiements, la BCL souhaite préciser que cette mission inclut également la compétence de veiller à l'efficacité des instruments de paiement. La notion „d'efficacité“ fait partie de la terminologie utilisée par l'Eurosystème dans ce domaine. La BCE vient en effet de préciser que „*Oversight of payment and settlement systems is a central bank function whereby the objectives of safety and efficiency are promoted by monitoring existing and planned systems, assessing them against these objectives and, where necessary, inducing change.*“¹⁵ La BCE souligne également que „*As they are an integral part of payment systems, the Eurosystem deems payment instruments to be included in the definition of central bank oversight. Moreover, this framework uses the term „payment and settlement systems“ as a generic label for both, payment systems (including payment instruments) and securities clearing and settlement systems (including central counterparties)*“¹⁶.

Les instruments de paiement tombent dès lors sous la compétence de surveillance („*oversight*“) de l'Eurosystème. Or, comme indiqué ci-dessus, les objectifs de cette compétence sont de garantir la sécurité et l'efficacité des systèmes de paiement en ce compris des instruments de paiement.

Afin de pouvoir mettre en oeuvre les standards de l'Eurosystème en la matière, la BCL recommande de donner à sa mission en matière d'instruments de paiement toute sa portée en lui conférant également le pouvoir de veiller à l'efficacité de ces instruments.

11 Avis de la BCE sur l'élargissement du rôle de surveillance de la Banque centrale du Luxembourg en vertu d'un projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, (CON/2009/46), paragraphe 3.2.2, p.4; Le terme de „surveillance“ est également employé par la BCE dans son avis du 15 avril 2008 sollicité par le ministre luxembourgeois du Trésor et du Budget sur un projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et sur un projet de loi en matière d'assurances sociales, CON/2008/17, paragraphe 4.4.; voir également, avis de la BCE du 7 août 2008 relatif à la proposition de directive modifiant la directive 98/26 CE et la directive 92/47 CE aux termes duquel l'article 10 de la directive 98/26 CE devrait être modifié dans le sens suivant: „En outre, le troisième alinéa de l'article 10 qui reconnaît aux autorités nationales compétentes le droit d'autoriser et de contrôler les systèmes devrait faire référence à la nécessité de respecter la compétence des banques centrales en matière de surveillance qui est fondée sur leurs missions dans le domaine de la stabilité financière“.

12 Voir les divers rapports de la Banque des règlements internationaux en la matière et notamment le Rapport du *Committee on Payment and Settlement Systems (CPSS)*, *Central bank oversight of payment and settlement systems*, mai 2005.

13 Voir, BCE, Normes de surveillances pour les systèmes de paiement de masse en euro, juin 2003; voir également, BCE, La stabilité et la surveillance financières, in *Bulletin Mensuel de la BCE*, 10ème anniversaire, p. 123.

14 JO, 30.4.2004, L 145/1.

15 BCE, *Eurosystem oversight policy framework*, février 2009, p. 1.

16 Idem.

2.2 Les systèmes de paiement, les systèmes de règlement des opérations sur titres et les instruments de paiement (article 27-3)

L'article 124 du projet de loi insère un nouvel article 27-3 dans la loi organique qui prévoit que „Aux fins de l'accomplissement de la mission définie à l'article 2, paragraphe (6), la Banque centrale peut demander aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres toute information relative au fonctionnement de ces systèmes dont elle a besoin pour apprécier leur efficacité et leur sécurité et elle peut demander aux émetteurs d'instruments de paiement toute information relative aux instruments de paiement dont elle a besoin pour apprécier leur sécurité.

La Banque centrale est habilitée à procéder à des visites sur place pour recueillir les informations visées au paragraphe (1). A cette fin elle se coordonne avec la Commission de surveillance du secteur financier“.

La BCL accueille favorablement cette nouvelle disposition qui devrait lui permettre de mettre en oeuvre de manière efficace sa compétence de surveillance des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres en pouvant demander aux systèmes et émetteurs toute information dont elle a besoin et en ayant, le cas échéant, recours à des contrôles sur place.

Quant au champ d'application de sa mission de veiller à la sécurité des instruments de paiement, le projet de loi prévoit que la BCL „... peut demander aux émetteurs d'instruments de paiement toute information relative aux instruments de paiement dont elle a besoin pour apprécier leur sécurité“.

La BCL accueille favorablement cette disposition. Il y a toutefois lieu de rappeler que le concept d'instrument de paiement (tel que défini à l'article 1 paragraphe 26 du projet de loi) couvre également les dispositifs permettant de transférer de la monnaie électronique. En effet, la monnaie électronique est qualifiée d'une part de moyen de paiement¹⁷ (terme non défini par le présent projet de loi¹⁸) et d'autre part de fonds qui sont transférés dans le cadre d'une opération de paiement¹⁹. Le dispositif ou les procédures qui permettent d'initier une opération de paiement basée sur la monnaie électronique constitue donc un instrument de paiement au sens de la PSD. La Commission européenne retient également une interprétation large et ouverte par rapport aux différentes technologies utilisées pour initier des opérations de paiement, en affirmant que le concept d'instrument de paiement couvre „*physical devices (such as cards or mobile phones) and/or set of procedures (such as PIN codes, TAN codes, digipass, login/password, etc.) which a payment service user can use to give instructions to his payment service provider in order to execute a payment transaction*“. Cette précision est importante pour cerner le champ de compétence de la BCL à l'égard des instruments de paiement, mais également pour garantir une meilleure sécurité juridique de tous les acteurs concernés. En effet, les dispositions relatives aux instruments de paiement devront s'appliquer, sauf dérogation expresse, à l'instrument permettant de transférer la monnaie électronique²⁰.

La BCL suggère en outre de clarifier sa compétence à l'égard des instruments de paiement en précisant que ses interlocuteurs principaux sont les autorités de gouvernance („*governance authorities*“) des systèmes opérant des instruments de paiement, la BCL ne s'adressant que de manière subsidiaire aux émetteurs d'instruments de paiement. Dans son „*Oversight framework for card payment schemes-Standards*“²¹, la BCE formule des standards applicables aux „*Card payment schemes*“ comme par exemple au Luxembourg, le *Groupe Bancomat*. La BCE indique explicitement que „*In principle, the standards of the framework are addressed to the Governance Authority, which is responsible for ensuring compliance*“²². La BCE précise que ces autorités peuvent conférer à certaines entités (par

17 Voir article 1 paragraphe 17 du projet de loi qui reprend l'article 1.3.a) de la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements (ci-après la directive 2000/46/CE): „établissement de monnaie électronique“: une personne morale, autre qu'un établissement de crédit au sens de l'article 4, point I) a) de la directive 2006/48/CE, dont l'activité principale consiste à émettre **des moyens de paiement sous la forme de monnaie électronique**.

18 Pour une approche de droit comparé, on peut citer le droit français qui définit à l'article L311-3 du Code monétaire et financier les moyens de paiement comme „tous les instruments qui permettent à toute personne de transférer des fonds, quel que soit le support ou le procédé technique utilisé“.

19 Voir article 1 paragraphes 23 et 31 du projet de loi.

20 Voir article 52 paragraphe 5 du projet de loi.

21 Janvier 2008.

22 BCE, „*Oversight framework for card payment schemes-Standards*“, janvier 2008, p. 6.

exemple *CETREL S.A.* au Luxembourg) l'exercice de certaines de leurs tâches, mais dans ce cas l'accord du superviseur est requis²³.

La „*governance authority*“ est définie comme étant „*the CPS [Card Payment Scheme; ajouté par nous] actor who is accountable for the overall functioning of the CPS and its coherence; it should ensure that all other actors follow the rules and apply relevant measures. The standards allocate responsibility directly to the governance authority. The CPS rules may allow delegation of some of these responsibilities to other actors of the CPS. The governance authority should clearly define such cases and ensure that the choices of the other actors of the CPS are compliant with the overall CPS standards. The governance authority could be a specific organisation or entity or be represented by decision-making bodies of cooperating schemes*“²⁴.

Afin de pouvoir appliquer correctement les standards de l'Eurosystème en la matière, la BCL recommande d'inclure les autorités de gouvernance dans le champ d'application *rationae personae* de l'article 27-3 du projet de loi.

Enfin, il faudrait également introduire la définition de l'autorité de gouvernance à l'article 1er du projet de loi. La BCL recommande de s'inspirer de la définition d'opérateur de système de paiement et de règlement des opérations sur titres contenue à l'article 28-1 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier et à l'article 107 (8) du présent projet de loi.

2.3 L'indépendance financière et opérationnelle de la BCL

Dans son avis précité du 14 mai 2009, la BCE insiste sur la nécessité de „veiller à ce que la BCL soit dotée de ressources humaines et financières suffisantes, en termes quantitatifs et qualitatifs, pour pouvoir accomplir ses nouvelles missions sans porter atteinte à sa capacité à accomplir les autres missions qui lui incombent dans le cadre de l'Eurosystème“²⁵.

La BCL regrette que les rédacteurs du projet n'aient pas retenu la solution de conférer à la BCL un pouvoir de taxation autonome à l'image de celui contenu à l'article 24 de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier. Le projet de loi se réfère à l'approche retenue en matière de surveillance de la liquidité et laisse le soin de régler le financement de la nouvelle compétence de la BCL aux accords de coopération et de coordination à conclure entre la BCL et la CSSF²⁶.

Cette approche ne saurait recevoir l'aval de la BCL étant donné que la mission de surveillance des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que des instruments de paiement, n'est pas une mission exercée conjointement par la BCL et la CSSF mais une mission spécifique, conférée par le Traité au SEBC. L'exposé des motifs précise en effet que „L'article 2, nouveau paragraphe (5) et l'article 27-3 de la loi organique de la Banque centrale du Luxembourg définissent le cadre général régissant l'exercice de la mission de promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement, alors que le titre V constitue une *lex specialis* assurant une protection renforcée aux systèmes de paiement et systèmes de règlement des opérations sur titres à risque systémique ainsi qu'aux participants à ces systèmes“²⁷. L'exposé des motifs soutient également que „La surveillance („*oversight*“) exercée par la Banque centrale du Luxembourg à l'égard des systèmes se distingue de la surveillance prudentielle exercée par la Commission de surveillance du secteur financier à l'égard des institutions financières participant à ces systèmes“²⁸.

Il convient dès lors de ne pas impliquer la CSSF dans le financement de cette mission. Conférer à la BCL de nouvelles compétences sans lui donner en même temps les ressources financières nécessaires

23 BCE, „*Oversight framework for card payment schemes-Standards*“: „*However, in agreement with the overseer, the Governance Authority may appoint other specific actor(s) to be responsible for certain CPS functions. In such cases, the boundaries for responsibility of these actors must be clearly defined, transparent and documented*“, janvier 2008, p. 6.

24 BCE, „*Oversight framework for card payment schemes-Standards*“, janvier 2008, Glossary, p. 20.

25 Voir paragraphe 3.2.2 de l'avis de la BCE sur l'élargissement du rôle de surveillance de la Banque centrale du Luxembourg en vertu d'un projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, (CON/2009/46).

26 Voir exposé des motifs, page 88 avant-dernier alinéa.

27 Voir, Exposé des motifs, p. 89.

28 Voir, Exposé des motifs, p. 68.

à un exercice indépendant de ces missions²⁹ et sans lui permettre, par l'exercice d'un pouvoir de sanction indépendant, de faire respecter les règles élaborées sur base de ces nouvelles tâches, est contraire au principe d'indépendance contenu à l'article 108 du Traité et à l'obligation de coopération loyale des Etats membres à l'égard de la Communauté européenne contenue à l'article 10 du Traité.

2.4 L'absence d'un pouvoir de sanction

Dans son avis du 15 avril 2008 sollicité par le Ministre luxembourgeois du Trésor et du Budget sur un projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et sur un projet de loi en matière d'assurances sociales la BCE souligne que „... un pouvoir de sanction, serait également particulièrement bienvenu dans le domaine de la stabilité financière, et notamment en ce qui concerne les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, les instruments de paiement et les systèmes de monnaie électronique“³⁰. La BCE réitère cette position dans son avis relatif au présent projet de loi³¹.

A l'instar de l'article 63³² de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la BCL recommande de lui conférer également un droit de sanction lié à ses missions en matière de stabilité financière. Une telle disposition est essentielle dans la mesure où en vertu du Statut du SEBC la BCL est d'une part censée mettre en oeuvre au niveau national les orientations et instructions de la BCE³³.

D'autre part, en fonction de ses missions nationales, telle la surveillance de la liquidité, il convient d'assortir l'exercice du pouvoir réglementaire d'un droit de sanction sous peine de réduire le rôle de la BCL à une simple autorité morale sans pouvoir réel de mise en oeuvre de ses compétences. Or, une telle approche n'est certainement pas dans l'intérêt d'une surveillance efficace du secteur financier luxembourgeois. Nous nous permettons de citer à cet endroit un extrait du Rapport de Larosière qui souligne que „*A sound prudential and conduct of business framework for the financial sector must rest on strong supervisory and sanctioning regimes. Supervisory authorities must be equipped with sufficient powers to act when financial institutions have inadequate risk management and control mechanisms as well as inadequate solvency of liquidity positions*“³⁴.

*

29 Dans son avis du 10 septembre 2008 sollicité par la Banque centrale du Luxembourg sur des amendements au projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, „La BCE recommande également d'insérer dans la loi relative à la BCL une disposition énonçant les principes qui régiront le financement des coûts liés aux missions de surveillance, sans préjudice du principe de l'indépendance financière“, (CON/2008/42), paragraphe 4.6.

30 Voir, avis de la BCE du 15 avril 2008 sollicité par le ministre luxembourgeois du Trésor et du Budget sur un projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et sur un projet de loi en matière d'assurances sociales, (CON/2008/17), paragraphe 4.4, page 5.

31 Voir, avis de la BCE du 14 mai 2009 sur l'élargissement du rôle de surveillance de la Banque centrale du Luxembourg en vertu d'un projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, (CON/2009/46), paragraphe 3.2.3.

32 „Les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des établissements soumis à la surveillance de la Commission en vertu de la présente loi ainsi que les personnes physiques soumises à cette même surveillance, peuvent être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros au cas où: – elles ne respectent pas les dispositions légales, réglementaires ou statutaires qui leur sont applicables, – elles refusent de fournir les documents comptables ou autres renseignements demandés, – elles ont fourni des documents ou autres renseignements qui se révèlent être incomplets, inexacts ou faux, – elles font obstacle à l'exercice des pouvoirs de surveillance, d'inspection et d'enquête de la Commission, – elles contreviennent aux règles régissant les publications des bilans et situations comptables, – elles ne donnent pas suite aux injonctions de la Commission, – elles risquent, par leur comportement, de mettre en péril la gestion saine et prudente de l'établissement concerné. La Commission peut rendre publiques les amendes d'ordre prononcées en vertu du présent article, à moins que cette publication ne risque de perturber gravement les marchés financiers ou de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause“.

33 Voir, article 14.3 du Statut du SEBC.

34 Rapport de Larosière, point e), p. 23.

3. LE CARACTERE DEFINITIF DU REGLEMENT DANS LES SYSTEMES DE PAIEMENT ET LES SYSTEMES DE REGLEMENT DES OPERATIONS SUR TITRES (TITRE V)

3.1 La désignation et la notification des systèmes de paiement et de règlement (articles 107, 108 et 109)

L'article 107 définit comme système un accord formel désigné par la BCL en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifié par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière à la Commission européenne.

La BCL note qu'en vertu du projet de loi elle dispose du pouvoir de désigner les systèmes comme étant des systèmes de paiement et des systèmes de règlement au sens du titre V³⁵. Dans un esprit de simplification des procédures administratives et en vertu du principe du guichet unique, la BCL aurait préféré que les rédacteurs du projet de loi lui aient également conféré la compétence de notifier lesdits systèmes à la Commission européenne. La notification d'un système à la Commission est en effet la suite logique de sa désignation par la BCL conformément aux conditions établies par l'article 109 du projet de loi. Notification et désignation forment dès lors une décision unique visant à autoriser l'exercice de l'activité d'un „système SFD“ et il serait artificiel de conférer ces fonctions à deux autorités distinctes. Ceci est d'autant plus vrai que conformément au paragraphe 3 alinéa 2 de l'article 109, la BCL est chargée de prendre la décision d'enlever à un système sa désignation. La suite logique de cette décision étant la dé-notification du système, il paraît approprié de conférer également à la BCL la compétence de notifier un système à la Commission.

La même remarque vaut pour l'article 108 qui définit le champ d'application du titre V ainsi que pour l'article 2(4) du projet de loi, lui aussi relatif au champ d'application du titre V.

Comme indiqué ci-dessus, l'article 109 précise les conditions que la BCL vérifie pour désigner les systèmes. Conformément au paragraphe 3 de cet article, il revient à la BCL de constater qu'un système ne remplit plus les conditions de l'article 109. Le paragraphe 3 de l'article 109 prévoit que „Lorsqu'un système de paiement ou un système de règlement des opérations de titres visé à l'article 108 ne remplit plus les exigences prévues au présent titre, la Banque centrale en informe sans délai l'opérateur du système concerné et le Ministre ayant dans ses attributions la place financière“.

L'alinéa 2 du paragraphe 3 mentionne une „décision“ de la BCL qui est susceptible d'être attaquée en justice. Même si l'article ne précise pas davantage la nature de la décision à prendre par la BCL celle-ci ne peut que consister, conformément à ce qui a été dit ci-dessus, en la dé-notification du système concerné à la Commission européenne.

L'alinéa 3 du paragraphe 3 quant à lui mentionne le terme „avis“. La BCL recommande de clarifier la terminologie utilisée par ce paragraphe en vue de renforcer sa clarté et sécurité juridiques et suggère à cette fin de remplacer le terme „avis“ par „décision“ et de préciser que cette décision consiste en la dé-notification du système à la Commission européenne.

3.2 L'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant à un système de paiement ou à un système de règlement des opérations sur titres (article 113)

En vertu de l'article 113 paragraphe 3 la BCL est désignée comme l'autorité compétente pour recevoir des autorités étrangères désignées à cet effet les notifications relatives à l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'égard d'un participant à un système (3ème alinéa), de même que l'autorité compétente pour notifier aux autorités des autres Etats membres compétentes chargées de la surveillance („oversight“), l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'égard d'un participant luxembourgeois à un système (2ème alinéa). La BCL accueille favorablement cette disposition.

Néanmoins, il y a lieu de prévoir au 2ème alinéa de l'article 113 paragraphe 3, pour le plein respect de la procédure européenne de notification sur base de la liste des autorités désignées établie par la

³⁵ Voir, avis de la BCE sur l'élargissement du rôle de surveillance de la Banque centrale du Luxembourg en vertu d'un projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, (CON/2009/46), paragraphe 3.2, p. 3.

Commission européenne³⁶, que la BCL notifie aux autorités étrangères „désignées à cet effet“. Cet amendement s'impose, étant donné que les autorités désignées à la Commission européenne ne coïncident pas forcément avec les autorités chargées de la surveillance qui sont actuellement visées par le projet de loi.

*

4. DISPOSITIONS RELATIVES AUX SERVICES DE PAIEMENT ET A L'ACTIVITE D'ETABLISSEMENT DE MONNAIE ELECTRONIQUE (TITRES I A IV)

4.1 La procédure d'agrément des établissements de paiement (article 7 (1))

Conformément à l'article 7(1) du projet de loi „L'agrément est accordé sur demande écrite par le Ministre ayant dans ses attributions la Commission et après instruction par la Commission portant sur les conditions exigées par la présente section [...]. Avant d'accorder l'agrément, le Ministre ayant dans ses attributions la Commission peut consulter, le cas échéant, la Banque centrale du Luxembourg ou d'autres autorités publiques appropriées“.

Sur base du nouvel paragraphe 5 de l'article 2 de sa loi organique, la BCL assume une mission générale de surveillance des systèmes de paiement. Dans son avis du 15 avril 2008 relatif au projet portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg, la BCE souligne que cette surveillance s'exerce aussi bien à l'égard des systèmes qui entrent dans le champ d'application du titre V du projet de loi qu'à l'égard des systèmes qui ne sont pas couverts par la directive SFD³⁷. La BCE réitère cette position dans son avis relatif au présent projet de loi³⁸.

Il est dès lors important que l'avis de la BCL soit rendu obligatoire dans le cas prévus à l'article 10 (1) point b du projet de loi autorisant les établissements de paiement de gérer des systèmes de paiement que la BCL doit surveiller en vertu du présent projet de loi.

4.2 La coopération et l'échange d'informations de la Commission (article 33 (1) et (2) point b))

„(1) La Commission coopère avec les autorités publiques des autres Etats membres chargées de l'agrément et de la surveillance des établissements de paiement et, le cas échéant, avec la Banque centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg et les banques centrales nationales des autres Etats membres, agissant en qualité d'autorités monétaires et de surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de leurs missions respectives. [...]

(2) La Commission peut échanger des informations avec: [...]

b) la Banque centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg, les banques centrales nationales des autres Etats membres et de pays tiers, agissant en qualité d'autorités monétaires et de surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres et, le cas échéant, avec d'autres autorités publiques chargées de la surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres, [...].“

La BCL propose de modifier le paragraphe 1 dans le sens que la CSSF coopère avec les autorités publiques des autres Etats membres chargées de la surveillance prudentielle des établissements de

³⁶ Voir, Designated Authority to notify opening of insolvency proceedings, Article 6.2 of Settlement Finality Directive 98/26/CE, http://ec.europa.eu/internal_market/financial-markets/settlement/dir-98-26-art06-insolvency_en.htm.

³⁷ Avis de la BCE du 15 avril 2008 sollicité par le ministre luxembourgeois du Trésor et du Budget sur un projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et sur un projet de loi en matière d'assurances sociales, (CON/2008/17), paragraphe 4.4, p. 6.

³⁸ Avis de la BCE du 14 mai 2009 sur l'élargissement du rôle de surveillance de la Banque centrale du Luxembourg en vertu d'un projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, (CON/2009/46), paragraphe 3.2.1, p. 3-4.

paiement et avec la BCL qui assure la coopération avec la BCE et les autres banques centrales nationales. Tous les contacts avec le SEBC passeraient alors par la BCL qui constituerait un point de contact unique. Cette même remarque vaut pour le paragraphe (2) point b qui permet à la CSSF de s'adresser directement à la BCE et aux autres banques centrales agissant en qualité d'autorités monétaires et de surveillance des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres.

4.3 Les autorités compétentes pour contrôler le respect des règles d'accès aux systèmes de paiement (article 58 (3))

L'article 58 (3) prévoit que „Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57. La Banque centrale du Luxembourg informe sans délai le Conseil de la concurrence de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies à l'article 57 constatée dans le cadre de l'exercice de sa mission visée à l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

Par dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale du Luxembourg est autorisée à transmettre au Conseil de la concurrence toute information, y compris des informations confidentielles, dont celui-ci a besoin dans l'exercice de sa mission“.

Dans son avis du 14 mai 2009, la BCE souligne que „En ce qui concerne l'obligation faite à la BCL d'informer le Conseil de la concurrence de toute violation des règles de concurrence relatives à l'accès aux systèmes de paiement, il conviendrait de préciser que la BCL n'a pas pour mission de veiller au respect de la politique de concurrence, celle-ci demeurant de la compétence exclusive du Conseil de la concurrence“.

La BCL insiste sur le fait que seul le Conseil de la concurrence peut être l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57 du projet de loi. Dans l'état actuel du projet de loi, la BCL devrait contrôler le respect des règles de concurrence pour l'ensemble des entités tombant sous le champ d'application du nouvel article 2 (5) de sa loi organique. Il s'agit d'un contrôle *ex-ante* qui implique que la BCL fasse un contrôle systématique du respect des règles prévues à l'article 57 du projet de loi³⁹.

L'article 58 enjoint à la BCL de saisir „sans délai“ le Conseil de la concurrence qui lui sera chargé d'un contrôle *ex-post* des violations constatées auparavant par la BCL. Le commentaire sous l'article 58 précise que „[...] l'article 58 établit un devoir de coopération de la Banque centrale du Luxembourg vis-à-vis du Conseil de la concurrence. [...]“⁴⁰.

Cette approche n'est pas adaptée aux différentes opinions de la BCE qui soutiennent que „... *it is appropriate to maintain a clear distinction between procedures leading to antitrust and banking supervision decisions*“⁴¹.

39 Il s'agit des règles suivantes: „Les règles régissant l'accès des prestataires de services de paiement agréés ou enregistrés, qui sont des personnes morales, aux systèmes de paiement doivent être objectives, non discriminatoires et proportionnées et ne doivent pas entraver l'accès dans une mesure excédant ce qui est nécessaire pour prévenir certains risques spécifiques, tels que le risque de règlement, le risque opérationnel et le risque d'entreprise, et protéger la stabilité financière et opérationnelle des systèmes de paiement.

Les systèmes de paiement ne peuvent imposer aux prestataires de services de paiement, aux utilisateurs de services de paiement ou aux autres systèmes de paiement aucune des exigences suivantes:

- a) des règles restrictives pour participer effectivement à d'autres systèmes de paiement;
- b) des règles établissant des discriminations entre les prestataires de services de paiement agréés ou entre les prestataires de services de paiement enregistrés en ce qui concerne les droits, obligations et avantages des participants; ou
- c) des restrictions fondées sur la forme sociale“.

40 Voir, Projet de loi, page 76, troisième alinéa.

41 ECB opinion of 23 December 2005 at the request of the Italian Ministry of Economy and Finance on an amendment to the draft law on the protection of savings concerning the Banca d'Italia (CON/2005/58); voir également, ECB opinion, of 11 May 2004 at the request of the Italian Ministry of Economic Affairs and Finance on a draft law on the protection of savings (CON/2004/16); ECB opinion of 3 November 2006 at the request of the Italian Ministry of Economic Affairs and Finance on a draft legislative decree exercising powers delegated under the Law on the protection of savings (CON/2006/51); ECB opinion of 18 June 2007 at the request of the Italian Ministry of Economic Affairs and Finance on a draft law on the regulation and supervision of markets and the functioning of the competent independent authorities (CON/2007/17).

L'article 105 du Traité confère au SEBC les tâches fondamentales de définir et mettre en oeuvre la politique monétaire de la Communauté, conduire les opérations de change conformément à l'article 111, détenir et gérer les réserves officielles de change des Etats membres, promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement. Ces tâches font partie du Titre VII du Traité intitulé „La politique économique et monétaire“ alors que les dispositions relatives au respect des règles de la concurrence font partie du Titre VI du Traité intitulé „Les règles communes sur la concurrence, la fiscalité et le rapprochement des législations“. Bien que, conformément à l'article 105 (1) du Traité, „le SEBC apporte son soutien aux politiques économiques générales dans la Communauté“ et „... agit conformément au principe d'une économie de marché où la concurrence est libre ...“, cette participation aux objectifs communautaires fondamentaux ne peut en aucun cas se décliner en une obligation d'effectuer un contrôle préliminaire de règles, qui au niveau communautaire est réservé à la Commission européenne. Admettre le contraire porterait atteinte au principe de spécialité des institutions communautaires compris à l'article 5 du Traité:

„La Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par le présent Traité.“

L'obligation contenue à l'article 58 de saisir sans délai le Conseil de la concurrence est également difficile à concilier avec le principe d'indépendance de la BCL qui exige que „Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés dans le domaine des fonctions du SEBC, ni la Banque centrale, ni un membre quelconque de ses organes ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes de la Communauté européenne, des gouvernements des Etats membres ou de tout autre organisme“.

*

5. CONCLUSION

La BCL n'approuve pas le présent projet de loi dans la mesure où il ne précise pas suffisamment les compétences conférées à la BCL d'un côté et à la CSSF de l'autre côté. Bien que la BCL soit investie de nouvelles compétences en matière de surveillance des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que des instruments de paiement, le projet de loi ne lui attribue pas les ressources financières et le pouvoir de sanction nécessaires à un exercice efficace et crédible de ces nouvelles compétences.

*

6. ANNEXE: PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

1. Article 124: Dispositions modificatives de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

1.1 Article 2 paragraphe 5

„Au vu de sa mission ~~relative à la promotion du bon fonctionnement~~ de surveillance des systèmes de paiement, la Banque centrale du Luxembourg veille à l'efficacité et à la sécurité des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres, ainsi ~~qu'à la sécurité~~ que des instruments de paiement.

Les modalités de coordination et de coopération pour l'exercice de cette mission font l'objet d'accords entre la Banque centrale du Luxembourg et la Commission de surveillance du secteur financier, dans le respect des compétences légales des parties.“

Justification – voir paragraphe 2.1 de l'avis

1.2 Article 27-3

„Aux fins de l'accomplissement de la mission définie à l'article 2, paragraphe (6), la Banque centrale du Luxembourg peut demander aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres toute information relative au fonctionnement de ces systèmes dont elle a besoin pour apprécier leur efficacité et leur sécurité et elle peut demander aux autorités de gouvernance et émetteurs des instruments de paiement toute information relative aux instruments de paiement dont elle a besoin pour apprécier leur efficacité et leur sécurité.

La Banque centrale du Luxembourg est habilitée à procéder à des visites sur place pour recueillir les informations visées au paragraphe (1). A cette fin elle se coordonne avec la Commission de surveillance du secteur financier“.

Justification – voir paragraphe 2.2 de l'avis

1.3 Nouvel article 27-4

„La Banque centrale du Luxembourg est autorisée à prélever des taxes auprès des systèmes de paiement, des systèmes de règlement des opérations sur titres, des autorités de gouvernance ou des émetteurs d'instruments de paiement aux fins de couvrir les frais de personnel et les frais de fonctionnement occasionnés par l'accomplissement de sa mission définie à l'article 2, paragraphe (5)“.

Justification – voir paragraphe 2.3 de l'avis

1.4 Nouvel article 27-5: „Amendes d'ordre“

„(1) Les personnes en charge de l'opération des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que et de la gouvernance des instruments de paiement peuvent être sanctionnées par la Banque centrale du Luxembourg d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros au cas où:

- elles ne respectent pas les dispositions légales, réglementaires ou statutaires relatives à la surveillance des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres ou des instruments de paiement,
- elles refusent de fournir les informations requises par la Banque centrale du Luxembourg au titre de l'article 27-3,
- elles ont fourni des documents ou autres renseignements qui se révèlent être incomplets, inexacts ou faux,
- elles font obstacle à l'exercice des pouvoirs de surveillance et d'inspection de la Banque centrale du Luxembourg,
- elles risquent, par leur comportement, de mettre en péril le bon fonctionnement des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que l'efficacité et la sécurité des instruments de paiement.

(2) La Banque centrale du Luxembourg peut rendre publiques les amendes d'ordre prononcées en vertu du présent article, à moins que cette publication ne risque de perturber gravement les marchés financiers ou de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause.

(3) Lorsqu'une entité surveillée par la Commission risque, par son comportement, de mettre en péril le bon fonctionnement des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que l'efficacité et la sécurité des instruments de paiement la Banque centrale du Luxembourg en informe la Commission“.

Justification – voir paragraphe 2.4 de l'avis

2. Le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres (titre V)

2.1. Article 107

„Aux fins du présent titre on entend par:

- 1) „système“: un accord formel régi:
 - par le droit luxembourgeois, désigné par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifié par ~~les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière~~ la Banque centrale du Luxembourg à la Commission européenne [...]

Justification – voir paragraphe 3.1 de l'avis

2.2. Article 108

„Le présent titre s'applique à tout système de paiement et à tout système de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifiés à la Commission européenne par ~~les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière~~ la Banque centrale du Luxembourg [...]

Justification – voir paragraphe 3.1 de l'avis

2.3. Article 109 paragraphe 3

„Lorsqu'un système de paiement ou un système de règlement des opérations de titres visé à l'article 108 ne remplit plus les exigences prévues au présent titre, la Banque centrale du Luxembourg décide de retirer la désignation et dé-notifie le système à la Commission européenne. Cette décision est transmise sans délai à l'opérateur du système concerné et le Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

La décision de la Banque centrale du Luxembourg peut être déférée, dans le délai d'un mois, sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

~~Le Ministre ayant dans ses attributions la place financière informe la Commission européenne de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg reçu au titre du premier alinéa“.~~

Justification – voir paragraphe 3.1 de l'avis

2.4. Article 113 paragraphe 3

„Lorsqu'il s'agit d'un participant luxembourgeois à un système d'un autre Etat membre, la Banque centrale du Luxembourg notifie sans délai la décision à l'autorité ~~compétente~~ compétente des autres Etats membres concernés désignée à cet effet, chargée de la surveillance („oversight“) ~~dudit système~~, sans préjudice des dispositions de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier“.

Justification – voir paragraphe 3.2 de l'avis

3. Dispositions relatives aux services de paiement et à l'activité d'établissement de monnaie électronique (titres I à IV)

3.1. Article 1 paragraphe 23

„fonds“: les billets de banque et les pièces, la monnaie scripturale et la monnaie électronique au sens de l'article 1er, point 29) ii);

Justification – lecture corrélative de l'article 4.15 de la directive relative aux services de paiement et de l'article 1.3. b) de la directive 2000/46/CE

3.2. Article 1er nouveau paragraphe à ajouter

„autorité de gouvernance“: l'acteur responsable du fonctionnement global de l'instrument de paiement et du respect des règles par l'ensemble des acteurs impliqués. Elle est l'interlocuteur désigné de l'autorité de surveillance“.

Justification – voir paragraphe 2.2 de l'avis

3.3. Article 7 paragraphe 1

„L'agrément est accordé sur demande écrite par le Ministre ayant dans ses attributions la Commission et après instruction par la Commission portant sur les conditions exigées par la présente section [...]. Avant d'accorder l'agrément, le Ministre ayant dans ses attributions la Commission peut consulter, le cas échéant, la Banque centrale du Luxembourg lorsque le demandeur entend également gérer des systèmes de paiement au sens de l'article 10 paragraphe 1 lettre b). Il peut également consulter ou d'autres autorités publiques appropriées“.

Justification – voir paragraphe 4.1 de l'avis

3.4. Article 33 paragraphes 1 et 2 point b)

„(1) La Commission coopère avec les autorités publiques des autres Etats membres chargées de l'agrément et de la surveillance des établissements de paiement et, le cas échéant, avec ~~la Banque centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg et les banques centrales nationales des autres Etats membres~~, agissant en sa qualité d'autorités monétaires et de surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de leurs missions respectives. La Banque centrale du Luxembourg assure la coopération avec la Banque centrale européenne et les banques centrales des autres Etats membres.

[...]

(2) La Commission peut échanger des informations avec: [...]

b) ~~la Banque centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg, les banques centrales nationales des autres Etats membres et de pays tiers~~, agissant en sa qualité d'autorités monétaires et de surveillance („oversight“) des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres et, le cas échéant, avec d'autres autorités publiques chargées de la surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres. La Banque centrale du Luxembourg assure, le cas échéant, la transmission de ces informations à la Banque centrale européenne, les banques centrales nationales des autres Etats membres et des pays tiers, agissant en leur qualité d'autorités monétaires et de surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres et aux autres autorités publiques chargées de la surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres. [...]“.

Justification – voir paragraphe 4.2 de l'avis

3.5. Article 58 paragraphe 3:

„Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57. ~~La Banque centrale du Luxembourg informe sans délai le Conseil~~

~~de la concurrence de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies à l'article 57 constatée dans le cadre de l'exercice de sa mission visée à l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.~~

Par dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale du Luxembourg est autorisée à transmettre au Conseil de la concurrence toute information, y compris des informations confidentielles, dont celui-ci a besoin dans l'exercice de sa mission“.

Justification – voir paragraphe 4.3 de l'avis

Service Central des Imprimés de l'Etat

6015/06

N° 6015⁶**CHAMBRE DES DEPUTES**Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- portant modification de:**
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(5.10.2009)

L'objet du présent projet de loi (ci-après dénommé le „Projet“) est de transposer en droit national la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE (ci-après dénommée la „Directive 2007/64“).

*

RESUME SYNTHETIQUE

La Directive 2007/64 que le Projet transpose a pour objet de

- (i) définir les prestataires de services de paiement par référence aux activités de service de paiement, ainsi que d'introduire un nouveau statut d'institution financière, à savoir les établissements de paiements dont elle fixe les conditions d'agrément et d'exercice, de capital initial et de fonds propres, ainsi que les modalités et moyens de surveillance,
- (ii) renforcer la concurrence sur les marchés nationaux tout en garantissant l'égalité des conditions de concurrence, et de
- (iii) renforcer la transparence du marché et harmoniser les droits et devoirs des prestataires et des utilisateurs des services de paiement afin de rendre les paiements transfrontaliers aussi sûrs, efficaces et aisés que les paiements effectués à l'intérieur d'un Etat membre.

La Chambre de Commerce relève que pour fidèle et pragmatique que soit la transposition de la Directive 2007/64 qu'elle approuve dans sa globalité, certaines dispositions transposées ont été modifiées, et préconise, notamment en raison de décisions jurisprudentielles qui pourraient être rendues dans le futur par la Cour de Justice des Communautés européennes, de conserver, pour autant que possible, le libellé original de la Directive 2007/64 en vertu du principe „*toute la directive, rien que la directive*“.

La Chambre de Commerce s'interroge sur la définition de l'„établissement de paiement“ tel que libellée dans le Projet, à savoir si elle couvre également les personnes morales ayant obtenu l'agrément dans un autre Etat membre et souhaite obtenir des clarifications à ce sujet.

Une autre interrogation soulevée est celle de l'application des nouvelles dispositions aux contrats en cours, la question fondamentale étant de savoir si les parties concernées peuvent se borner à indiquer que les contrats actuels seront régis par les nouvelles dispositions telles qu'elles seront adoptées, les dispositions non conformes étant nulles de plein droit et remplacées d'office par les nouvelles conditions, ou si elles devront mettre en conformité tous les contrats existants à la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions en les faisant signer par leur clients, auquel cas intervient la question de savoir si le délai de préavis de deux mois doit impérativement être respecté. Si tel est le cas, le risque existe de ne pas être entièrement conforme aux dispositions au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, soit le 1er novembre 2009.

La Chambre de Commerce relève finalement que d'une manière générale, pratiquement aucune des options ouvertes pour offrir des dispositions (plus) favorables aux utilisateurs n'a été utilisée, ce qui aura inéluctablement des conséquences sur une partie importante de ses ressortissants qui seront les utilisateurs des systèmes de paiement. La Chambre de Commerce invite à ce sujet à la prudence en termes de compétitivité par rapport aux prestataires de services établis dans d'autres Etats membres.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis sous réserve de ses observations.

Appréciation du projet de loi

Compétitivité de l'économie luxembourgeoise	+
Impact financier sur les entreprises	+
Transposition de la directive	-
Simplification administrative	-
Impact sur les finances publiques	+

Légende

++	très favorable
+	favorable
0	neutre
-	défavorable
--	très défavorable
n.a.	non applicable
n.d.	non disponible

*

CONSIDERATIONS GENERALES**Observation liminaire**

Compte tenu de l'ampleur du Projet sous rubrique et des incidences que celui-ci aura nécessairement sur ses ressortissants, la Chambre de Commerce regrette de ne pas avoir été saisie officiellement par le gouvernement afin de rendre un avis sur le Projet et de lui permettre de faire valoir ses observations dans des délais raisonnables.

En effet, eu égard au temps imparti, le Projet devant entrer en vigueur au plus tard le 1er novembre 2009 pour satisfaire au délai de transposition de la Directive 2007/64, la Chambre de Commerce n'est pas en mesure d'analyser en détail le projet de loi et ses impacts comme elle l'aurait souhaité. Le présent avis ne peut dès lors pas être considéré comme exhaustif.

La Chambre de Commerce note que la transposition de la Directive 2007/64 qui répond à trois objectifs:

- (i) définir les prestataires de services de paiement par référence aux activités de service de paiement, et introduire un nouveau statut d'institution financière, à savoir les établissements de paiements dont elle fixe les conditions d'agrément et d'exercice, de capital initial et de fonds propres, ainsi que les modalités et moyens de surveillance,
- (ii) renforcer la concurrence sur les marchés nationaux tout en garantissant l'égalité des conditions de concurrence, et
- (iii) renforcer la transparence du marché et harmoniser les droits et devoirs des prestataires et des utilisateurs des services de paiement afin de rendre les paiements transfrontaliers aussi sûrs, efficaces et aisés que les paiements effectués à l'intérieur d'un Etat membre,

est une directive d'harmonisation totale interdisant aux Etats membres de laisser subsister ou d'introduire dans leur législation nationale des dispositions différentes. Bien que sa transposition soit effectuée de manière pragmatique et stratégique, la Chambre de Commerce souhaite soulever deux points:

- la doctrine¹ relève d’ores et déjà que la Directive 2007/64 soulève plus de questions que ce qu’elle n’en résout, et il aurait été bienvenu de clarifier des définitions et dispositions, dont certaines n’apportant pas les précisions souhaitées².

Se pose aussi la question en ce qui concerne l’application des dispositions aux contrats en cours, notamment concernant la migration des mandats relatifs aux débits directs (domiciliations de créances) qui présente à la fois des aspects légaux et opérationnels. Ce souci est plus particulièrement lié à l’interdépendance de la Directive 2007/64 et du système SEPA dans la mesure où les modalités pratiques des migrations de mandats sont définies dans le cadre des règles SEPA. L’interrogation de savoir s’il ne conviendrait pas d’introduire une disposition qui permettrait d’une part aux banques de respecter la législation relative au secret bancaire et à la protection des données personnelles, et d’autre part, d’éviter la migration physique des mandats actuels est soulevée. Une alternative pourrait être de maintenir le système actuel et de prévoir une migration progressive sur les années à venir, en collaboration avec les créanciers.

Une autre question qui est soulevée est celle de l’introduction d’une disposition qui réglerait la mise en conformité des contrats en cours avec les nouvelles dispositions, la question fondamentale étant de savoir si les banques peuvent se borner à indiquer que les contrats actuels seront régis par les nouvelles dispositions telles qu’elles seront adoptées, les dispositions non conformes étant nulles de plein droit et remplacées d’office par les nouvelles conditions, ou si les banques devront mettre en conformité tous les contrats existants à la date d’entrée en vigueur des nouvelles dispositions en les faisant signer par leur clients, auquel cas intervient la question de savoir si le délai de préavis de deux mois doit impérativement être respecté.

- la Chambre de Commerce note que pour fidèle que soit la transposition, certains termes ont été modifiés, en particulier en ce qui concerne les articles 8 et 9 du Projet, et se pose la question de savoir s’il ne serait pas opportun de conserver le libellé exact de la Directive 2007/64 en vertu du principe „*toute la directive, rien que la directive*“, notamment en raison de décisions jurisprudentielles qui pourraient être rendues dans le futur par la Cour de Justice des Communautés européennes.

Par ailleurs, tout en approuvant globalement le projet de loi transposant la Directive 2007/64 en droit national, la Chambre de Commerce se demande si l’introduction dans ce même projet des dispositions relatives à la monnaie électronique, et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement d’opérations sur titres, n’en rendent pas la lecture et la compréhension trop complexes.

La Chambre de Commerce relève encore le délai relativement court jusqu’à l’entrée en vigueur projetée des dispositions: ainsi que l’indique l’exposé des motifs, l’objectif de la Directive 2007/64 est notamment d’établir les fondements juridiques de la construction d’un marché européen unique des services de paiement, en l’occurrence l’espace unique de paiement en euros (SEPA) issu d’une initiative du secteur financier et appuyé par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. En effet, malgré plusieurs initiatives dans le domaine des marchés de service de paiement, ces marchés manquent d’harmonisation: ils sont aujourd’hui organisés séparément, dans un cadre national, et le cadre juridique applicable aux services de paiement est fragmenté en vingt-sept systèmes juridiques nationaux et autant de processus techniques différents. C’est pourquoi, comme le rappelle le considérant 4 de la directive 2007/64, „... *il est crucial d’établir, au niveau communautaire, un cadre juridique moderne et cohérent pour les services de paiement – que ces services soient ou non compatibles avec le système résultant de l’initiative du secteur financier en faveur d’un espace unique de paiement en euros (SEPA)*³ – qui soit neutre de façon à garantir des conditions de concurrence équitables pour tous les systèmes de paiement, afin de maintenir le choix offert au consommateur, ce qui devrait représenter un progrès sensible en termes de coûts pour le consommateur, de sûreté et d’efficacité par

1 En ce sens, Hugues BOUTHINON-DUMAS, „La directive sur les services de paiement et la concurrence entre les établissements de paiement et les banques“, RTDcom, Janvier/Mars 2009, Grégory HENNARD, „L’exécution d’opérations de paiement non autorisées et l’inexécution d’opérations de paiement“, Droit bancaire et financier, 2009/1, Dossier SEPA (IIème partie), S: Mahieu et M. Van Huffel, Chronique Consommation – Alimentation 1er octobre 2007-31 octobre 2008, JOCE, p. 22 et s., Etienne WERY, Paiements et monnaie électronique, Droit européen, français et belge, Larcier, 2007 ou encore André PRÜM, „Vers un espace européen des paiements“, Revue de droit bancaire et financier, mai/juin 2004, p. 168.

2 Compte tenu de la complexité du texte, notamment due aux imprécisions terminologiques, stylistiques et juridiques, la Commission avait mis à la disposition des Etats membres un mécanisme de contact en vue de faciliter la transposition de la Directive.

3 Souligné par la Chambre de Commerce.

rapport aux systèmes existant au niveau national. “. Or, l’entrée en vigueur du système SEPA concernant les domiciliations (prélèvements automatiques), conditionnée par l’entrée en vigueur à tout le moins simultanée de la Directive 2007/64, est prévue pour le 1er novembre 2009⁴.

Dans la mesure où il apparaît qu’en pratique, une mise à jour des contrats en cours sur base d’un projet de loi susceptible de modifications s’avère incertaine et ne serait de toute manière pas susceptible d’être accomplie dans les délais impartis par la Directive 2007/64, un grand nombre d’intervenants, essentiellement des banques, ont l’intention de ne communiquer les changements qui devront s’appliquer aux conditions générales que sur base du texte tel qu’il devrait être voté fin octobre 2009. Le risque existe dès lors de ne pas être entièrement conforme aux dispositions au moment de leur entrée en vigueur quelques jours seulement plus tard, soit le 1er novembre 2009, si les parties intéressées doivent tenir compte des délais de préavis.

L’observation faite par la Chambre de Commerce relative au temps imparti rejoint celle de la simplification administrative et des coûts engendrés: la Directive 2007/64 entraîne nécessairement une multitude de nouvelles contraintes opérationnelles, certaines concernant les informations obligatoires pour satisfaire au besoin de transparence ou encore les règles de traitement pour les paiements.

A titre illustratif, les contraintes pesant sur les traitements opérationnels et les revenus des institutions financières engloberont notamment, la revue des conditions générales, des communications aux clients, des contrats de service avec les tiers, la mise à disposition des informations relatives à un ordre de paiement à exécuter (frais, taux de change), les nouvelles contraintes sur les dates valeur et de mise à disposition des fonds (suppression des float dates et back value dates), la revue des processus de gestion des changes et des heures de cut-off pour chaque devise, l’adaptation de la gestion des liquidités, la mise à jour des tableaux de commission et de frais, le paramétrage des systèmes informatiques, l’adaptation de l’éditique client, la charge de la preuve à fournir par les prestataires des services de paiement, le remboursement du client, sur demande expresse dans un délai pouvant aller jusqu’à 13 mois après réalisation de l’opération de paiement.

En ce qui concerne la compétitivité accrue que salue la Chambre de Commerce, celle-ci entraîne généralement un renforcement des recettes fiscales, certes difficilement chiffrable, mais certainement bienvenu dans le contexte actuel où le déficit de l’Etat augmente de manière importante. Ceci ne vaut toutefois que si le Luxembourg est en mesure de se doter d’assises structurelles efficaces et sait se doter d’un appareil de production suffisamment compétitif. Ce n’est que dans ces conditions que le Luxembourg aura le bénéfice du marché pour lui. Dans ce contexte, la position de la place financière et économique est a priori positive compte tenu du savoir-faire historique de la place, ce qui ne devra cependant pas faire baisser l’attention mais, au contraire, l’aiguiser afin de développer des stratégies innovantes pour se démarquer des concurrents basés dans ce nouveau vaste marché par l’ajout de plus-values réelles.

Bien que les avantages d’un point de vue macroéconomique ne puissent être niés, il convient de ne pas occulter l’aspect coût de la mise en oeuvre de la Directive 2007/64. En effet, même si l’harmonisation des règles devrait entraîner une compétitivité accrue et des économies d’échelle selon l’exposé des motifs page 67 qui dispose que *„Les enjeux de la construction d’un marché unique des services de paiement sont majeurs pour les utilisateurs de ces services qui vont tirer partie d’une concurrence accrue et avoir la possibilité de bénéficier de services reposant sur des règles de fonctionnement identiques, quel que soit l’Etat membre de l’Union européenne dans lequel est établi leur prestataire de services de paiement. Les enjeux sont également essentiels pour les prestataires de services de paiement qui vont développer leur activité dans un cadre de plus en plus concurrentiel et vont pouvoir tirer profit d’un marché plus vaste permettant des économies d’échelle substantielles“*, la suppression des revenus liés aux nouvelles règles sur les dates valeur ainsi que l’augmentation de la transparence des frais prélevés sur les services et produits de paiement risquent de générer un manque à gagner pour de nombreuses institutions financières. Les acteurs pourraient être amenés à revoir leur politique de

4 Rappelons brièvement à cet endroit les différences entre la Directive 2007/64 et le système SEPA:

- La Directive 2007/64 vise les services de paiement fournis au sein de l’Espace Economique Européen qui regroupe les pays de l’Union européenne, via la Communauté européenne, plus la Norvège, l’Islande et le Liechtenstein. Elle concerne les services de paiement fournis dans toutes les devises, tant l’euro que les autres monnaies nationales de l’EEE en appliquant le principe du „two legs in“.
- SEPA, dont l’espace recouvre les pays de l’Union européenne ainsi que les quatre pays de l’AELE (Norvège, l’Islande, Suisse et le Liechtenstein) ne couvre quant à lui que les opérations en euro.

frais sur les comptes et produits de paiement, ce qui a déjà été critiqué pour certaines mesures SEPA entrées en vigueur précédemment, le message de réduction de coût étant identique par ailleurs. La Chambre de Commerce met expressément en garde contre cet effet pernicieux.

En ce qui concerne encore la protection des données personnelles, la Chambre de Commerce note qu'en vertu de l'article 105 du Projet tel que libellé „*Les systèmes de paiement et les prestataires de services de paiement sont autorisés à traiter, dans le respect de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, les données à caractère personnel lorsque cela est nécessaire pour garantir la prévention, la recherche et la détection des fraudes en matière de paiements.*“ Cette disposition qui transpose fidèlement l'article 79 de la Directive doit être appliquée telle quelle afin d'éviter que des données qui ne sont pas strictement nécessaires soient collectées et puissent être utilisées à d'autres fins. La prudence s'imposera donc lors de la mise en oeuvre de cette disposition.

La Chambre de Commerce relève finalement un changement important qui est celui de la mission confiée à la Banque centrale du Luxembourg de veiller à l'efficacité et à la sécurité des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titre, ainsi qu'à la sécurité des services de paiement, cette mission s'intégrant dans le cadre de la promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement qui incombe à la Banque Centrale, notamment en vertu de l'article 105, paragraphe 2 du Traité.

Le nouveau paragraphe (5) de l'article 2 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg vise à faciliter l'exercice, dans le respect du droit communautaire et des orientations de la Banque centrale européenne, par la Banque centrale du Luxembourg de la mission de promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement qui lui est dévolue dans le cadre de l'Eurosystème. La Chambre de Commerce salue cette disposition qui est en ligne avec les missions accrues de surveillance auxquelles sera associée la Banque centrale du Luxembourg dans le cadre des actions menées au niveau européen, voire international, en matière de surveillance du secteur financier.

Dans la mesure où la surveillance („oversight“) exercée par la Banque centrale du Luxembourg à l'égard des systèmes se distingue de la surveillance prudentielle exercée par la Commission de surveillance du secteur financier à l'égard des institutions financières participant à ces systèmes, les missions de ces deux autorités seront donc complémentaires. Afin d'éviter dans la mesure du possible tout doublement de la charge administrative dans le chef des institutions financières concernées, les institutions devront collaborer étroitement. La Banque centrale du Luxembourg voyant sa position cardinale ainsi confortée, la Chambre de Commerce invite les parties intéressées à être très prudentes en ce qui concerne les implications financières relevant de ces attributions accrues afin que les prélèvements voire les transferts de fonds qui seront effectués à l'avenir soient limités à ce qui est strictement nécessaire, d'une part, et répartis équitablement, d'autre part, afin que ces coûts additionnels ne soient pas en fin de compte purement et simplement répercutés sur les utilisateurs.

La Chambre de Commerce relève par ailleurs l'observation de la Banque Centrale Européenne dans son avis du 14 mai 2009 en ce qui concerne l'obligation faite à la Banque centrale du Luxembourg d'informer le Conseil de la concurrence de toute violation des règles de concurrence relatives à l'accès aux systèmes de paiement, en ce qu'il conviendrait de préciser que la Banque centrale du Luxembourg n'a pas pour mission de veiller au respect de la politique de concurrence, celle-ci demeurant de la compétence exclusive du Conseil de la concurrence, ce qui serait en faveur de la sécurité juridique, étant entendu que tout manquement constaté serait à porter à la connaissance dudit Conseil. La Chambre de Commerce souhaite néanmoins faire remarquer que le Projet se réfère dans son article 58 aux règles de concurrence telles qu'elles seraient libellées si le projet de loi 5816 portant réforme de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence était adopté en l'état. Or, la Chambre de Commerce rappelle pour autant que de besoin que ledit projet – qui avait par ailleurs fait l'objet de diverses observations dans le cadre de son avis rendu conjointement avec la Chambre des Métiers en date du 31 juillet 2008 – n'a pas encore été adopté et est encore susceptible d'être amendé.

La Chambre de Commerce salue finalement que les auteurs du Projet aient établi un tableau de concordance entre les dispositions de la Directive 2007/64 et les dispositions du Projet en vertu du principe „Mieux légiférer“, ce qui rend la comparaison entre les dispositions de la Directive 2007/64 à transposer et le Projet beaucoup plus aisée.

*

COMMENTAIRES DES ARTICLES

Concernant l'article 1, 18)

La Chambre de Commerce se pose la question de savoir si l'article 1er, 18) traitant de la définition de l'„établissement de paiement“ tel que libellé dans le Projet couvre également les personnes morales ayant obtenu l'agrément dans un autre Etat membre⁵ et bénéficiant du passeport européen avec les conséquences que ceci implique sur leurs droits et obligations ou si la définition ne devrait pas être reformulée, afin d'y clarifier que les établissements bénéficiant d'un passeport européen y sont inclus conformément à la Directive.

En effet, après une première phrase introductive renvoyant aux établissements ayant obtenu un agrément autorisant à fournir et exécuter des services de paiement dans toute l'Union européenne (partie de la définition reprise de la Directive 2007/64), la définition par l'ajout d'une seconde et d'une troisième phrases censées clarifier la situation des établissements spécifiquement visés au Luxembourg, sème le doute. Ainsi la seconde phrase précise: „Est visée au Luxembourg⁶ toute personne morale qui a obtenu l'agrément de fournir et d'exécuter des services de paiement en application de l'article 7 de la présente loi. Cette phrase vise exclusivement les établissements qui ont obtenu un agrément au Luxembourg, celui-ci ne pouvant en vertu de l'article 9 (1) du Projet qu'être attribué à une personne morale pour laquelle l'Etat membre d'origine est le Luxembourg. Dans une troisième phrase il est ajouté que: „Y sont assimilées au Luxembourg les personnes qui ont obtenu l'agrément de fournir et d'exécuter des services de paiement en application de l'article 22 de la présente loi“, l'article 22 vise uniquement les établissements ayant leur siège statutaire dans un pays tiers.

Il résulte de la lecture combinée des trois phrases que la définition n'englobe pas clairement, en ce qui concerne spécifiquement les établissements visés au Luxembourg, ceux qui ont obtenu un agrément dans un autre Etat membre de l'Union européenne et qui bénéficient du passeport européen. La Chambre de Commerce préconise de re-libeller l'article 1 point 18) afin d'écarter toute insécurité juridique sur le sens de cette définition.

Concernant l'article 1, 41)

La Chambre de Commerce relève que la Directive 2007/64 dispose dans son article 4, 6) définissant le système de paiement qu'il s'agit d'„un système permettant de transférer des fonds régi par des procédures formelles standardisées et des règles communes pour le traitement, la compensation et/ou le règlement d'opérations de paiement“, la version du Projet ne faisant pas la distinction „et/ou le règlement d'opérations de paiement“.

Concernant l'article 3

Remarque d'ordre rédactionnel: Le début de l'article 3 disposant „Les titres I à IV, à l'exclusion du chapitre 2 du titre 11, ne s'appliquent pas:“ devrait se lire „Les titres I à IV, à l'exclusion du chapitre 2 du titre II, ne s'appliquent pas“.

Concernant l'article 4

La Chambre de Commerce relève que l'article 4 dispose que „Nul autre qu'un prestataire de services de paiement ne peut fournir des services de paiement. Cette interdiction ne s'applique pas aux activités expressément exclues du champ d'application de la présente loi.“, alors que l'article 29 de la Directive 2007/64 qu'il transpose se réfère pour l'exclusion non pas à des activités, mais à des sujets de droit expressément exclus. Cette différence de transposition risque d'entraîner des applications pratiques différentes et devrait être rectifiée.

Concernant l'article 7

La ponctuation en fin de paragraphe (1) doit être remplacée par un „:“.

⁵ Dans le cadre du présent avis, sauf mention contraire, la notion d'Etat membre est celle telle qu'elle est définie pour les besoins de la Directive 2007/64.

⁶ Souligné par la Chambre de Commerce.

Concernant l'article 8

La Chambre de Commerce réitère sa question de savoir s'il ne conviendrait pas de reprendre le libellé de la Directive 2007/64 tel quel en ce qui concerne les points i) et j) du Projet, ainsi que dans le dernier alinéa, de remplacer le terme „qualité“ de la prestation par la notion de „fiabilité“ utilisée dans la Directive, ces termes n'ayant pas nécessairement la même portée.

Concernant l'article 10

La Chambre de Commerce, dans un souci de cohérence et de sécurité juridique demande à ce que les termes „énumérés dans l'annexe“ soient ajoutés aux paragraphes (1) et (2), première ligne, comme c'est le cas au paragraphe (3), deuxième ligne où une référence expresse est faite à l'annexe.

Concernant l'article 11

La Chambre de Commerce préconise que les termes de l'article 11 du projet reprennent le même libellé que celui de la Directive 2007/64 qu'il transpose, sans modifier, ajouter ou retrancher des termes, ce qui a pour effet de changer le cas échéant la portée des dispositions européennes. Les modifications les plus importantes résultant du texte proposé par rapport à la Directive 2007/64 sont reprises entre parenthèses et/ou en gras:

Art. 11.– L'administration centrale et l'infrastructure

(1) *L'agrément est subordonné à la justification de l'existence au Luxembourg de l'administration centrale et du siège statutaire de l'établissement à agréer.*

(2) *Compte tenu de la nécessité de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, celui-ci doit disposer pour son activité de prestation de services de paiement d'un solide dispositif de gouvernance interne (**gouvernance interne**), comprenant notamment une structure organisationnelle claire avec un partage des responsabilités qui soit bien défini, transparent et cohérent, des processus (**procédures**) efficaces de détection, de gestion, de contrôle et de déclaration des risques auxquels il est ou pourrait être exposé, des mécanismes adéquats de contrôle interne, y compris des procédures administratives et comptables saines ainsi que des mécanismes de contrôle et de sécurité de ses systèmes informatiques.*

*Ce dispositif, ces processus (**procédures**) et ces mécanismes sont exhaustifs et adaptés à la nature, à l'échelle et à la complexité des services de paiement fournis par l'établissement de paiement.*

(3) *Lorsqu'un établissement de paiement fournit un ou plusieurs (**un des**) services de paiement et que, parallèlement, il exerce d'autres activités, la Commission peut exiger qu'une entité distincte soit créée pour les activités de services de paiement lorsque les activités autres que la prestation de services de paiement de l'établissement de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité (**santé**) financière de l'établissement de paiement ou à la capacité de la Commission de contrôler si l'établissement de paiement respecte les obligations imposées par la présente loi.*

(4) *Tout établissement de paiement qui entend externaliser des fonctions opérationnelles de services de paiement doit en informer (au préalable) la Commission.*

*L'externalisation de fonctions opérationnelles importantes ne doit pas se faire de manière à nuire sensiblement (**sérieusement**) à la qualité du contrôle interne de l'établissement de paiement, ni de manière à empêcher la Commission de contrôler que cet établissement respecte les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.*

*Aux fins de l'alinéa précédent, une fonction opérationnelle est considérée comme importante lorsqu'une (**anomalie ou**) défaillance (partielle ou totale) dans son exercice est susceptible de nuire sensiblement (**sérieusement**) à la capacité de l'établissement de paiement de se conformer en permanence (**de manière continue**) aux conditions d'agrément ou à ses autres obligations au titre de la présente loi, ou à ses performances financières, ou à la qualité (**solidité**) ou à la continuité de ses services de paiement. Lorsque les établissements de paiement externalisent des fonctions opérationnelles importantes, ils doivent respecter l'ensemble des conditions suivantes:*

a) l'externalisation ne doit pas avoir pour effet une délégation par la direction de l'établissement de paiement de sa responsabilité;

- b) ni la relation de l'établissement de paiement avec les utilisateurs de ses services de paiement, ni les obligations de l'établissement de paiement envers les utilisateurs de ses services de paiement en vertu de la présente loi, ne doivent être changées;*
- c) les conditions que l'établissement de paiement est tenu de remplir en vertu du présent chapitre pour recevoir puis conserver son agrément ne sont pas compromises (**altérées**); et*
- d) aucune des autres conditions auxquelles l'agrément de l'établissement de paiement a été subordonné n'est levée (**supprimées**) ou modifiée.*

(5) Tout établissement de paiement qui entend fournir des services de paiement par l'intermédiaire d'un ou plusieurs agents doit en informer au préalable la Commission et satisfaire aux exigences de l'article 18.

(6) Toute modification de l'organisation structurelle de l'établissement de paiement, y compris tout projet de recours à des agents, à des succursales ou à des accords d'externalisation, doit être communiquée au préalable à la Commission. Sans préjudice de l'article 22, la Commission peut s'opposer au projet de modification de la structure organisationnelle si cette modification empêche la Commission de contrôler que l'établissement de paiement respecte les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.

L'établissement de paiement doit également informer au préalable la Commission de tout projet de participation à un système de paiement national ou international.

Concernant l'article 14

En ce qui concerne l'autorisation visée au paragraphe (2) de l'article 14, la Directive 2007/64 en son article 9 paragraphe 2 prévoit que les Etats membres peuvent autoriser les établissements de paiement à appliquer le paragraphe visé, et non que ce soient les entités de surveillance qui peuvent le faire. La procédure ainsi mise en place ne correspond pas à l'approche préconisée par l'article 9.2. de la Directive 2007/64 et le législateur pourrait par conséquent directement autoriser les établissements de paiement à appliquer le paragraphe visé.

Concernant l'article 18

Au paragraphe 1.c.) le Projet se réfère à l'expérience et l'honorabilité professionnelles des personnes responsables de la gestion, tandis que la Directive 2007/64 se réfère à l'aptitude et l'honorabilité professionnelles. Bien que l'expérience devrait recouvrir l'aptitude, ce n'est pas toujours nécessairement le cas. Le terme d'aptitude a par ailleurs un sens plus large que l'expérience et la Chambre de Commerce préconise pour ces raisons de reprendre le libellé utilisé par la Directive 2007/64 et d'en profiter pour ajouter en début de phrase „L'identité **des dirigeants** et des personnes responsables de la gestion ...“.

Concernant l'article 22

La Chambre de Commerce comprend que l'obtention d'un agrément est le seul moyen pour les établissements de paiement ayant leur siège dans un pays tiers d'exercer leur activité au Luxembourg et qu'ils ne peuvent dès lors pas avoir recours à des agents ou agir en libre prestation des services, ces droits ne s'appliquant qu'aux établissements bénéficiant du passeport européen.

Concernant l'article 23

Le même commentaire que celui fait au sujet de l'article 18 s'applique concernant la notion d'expérience.

Concernant l'article 33

Les termes „des informations“ doivent être biffés à la première ligne du paragraphe (2) dans la mesure où ils se retrouvent en fin de paragraphe.

Concernant l'article 47

La Chambre de Commerce s'interroge sur la pertinence du renvoi à l'article 7 paragraphe (4) qui traite de la durée illimitée de l'agrément.

Concernant l'article 60

La ponctuation en fin de paragraphe (3) fait défaut.

Concernant l'article 61

La ponctuation en fin de paragraphe (2) fait défaut.

Concernant l'article 63

La Chambre de Commerce saisit l'opportunité pour relever que de manière générale, aucune des options ouvertes pour offrir des dispositions (plus) favorables aux utilisateurs n'a été utilisée, à l'exception de celle de l'article 52 paragraphe (3) de la Directive 2007/64 transposée à l'article 79 paragraphe (3).

Concernant l'article 85

La Chambre de Commerce relève que la mise en oeuvre de cet article qui transpose fidèlement l'article 58 de la Directive 2007/64 risque de poser des difficultés dans la pratique. L'article dispose en effet que „*L'utilisateur de services de paiement n'obtient du prestataire de services de paiement la correction d'une opération que s'il signale sans tarder à son prestataire de services de paiement qu'il a constaté une opération de paiement non autorisée ou mal exécutée donnant lieu à une revendication, y compris au titre de l'article 101, et au plus tard dans les treize mois*⁷ *suivant la date de débit, à moins que, le cas échéant, le prestataire de services de paiement n'ait pas fourni ou mis à disposition les informations relatives à cette opération de paiement conformément au titre III.*“

Les termes „sans tarder“ juxtaposés à ceux „au plus tard dans les treize mois“ manquent de clarté: les prestataires de services de paiement seront-ils certains de ne plus être sujets à remboursement après un délai de treize mois, ce qui est pour le moins inconfortable compte tenu de la durée, ou le seront-ils plus tôt dans l'hypothèse où l'utilisateur n'a pas signalé „sans tarder“ l'opération de paiement non autorisée ou mal exécutée? Autrement dit, la question se pose de savoir si les conditions doivent être remplies cumulativement. La Chambre de Commerce relève encore que les termes „sans tarder“ manquent pour le moins de précision, le même grief pouvant notamment encore être formulé à l'encontre de l'article 70 du Projet qui dispose concernant les informations préalables à fournir concernant les contrats-cadres que celles-ci doivent être fournies „*bien avant*“ que l'utilisateur de services de paiement ne soit lié par un contrat-cadre ou une offre. La Chambre de Commerce ne peut que regretter le manque de précision de la Directive 2007/64 que l'on retrouve encore à d'autres endroits et qu'il appartiendra de clarifier au fil du temps et des difficultés rencontrées en pratique, étant bien entendu relevé que les autres Etats membres se trouvent dans la même situation.

Concernant l'article 98

La Chambre de Commerce relève que les rédacteurs du Projet n'ont pas prévu de délais plus courts pour les opérations nationales.

Concernant l'article 99

La Chambre de Commerce note d'après les réactions qu'elle a relevé auprès de certains prestataires que la question de la mise à disposition immédiate des fonds risque de générer quelques difficultés de mise en oeuvre dans la pratique par rapport au marché actuel, essentiellement dans les cas où il s'agit d'opérations impliquant des conversions, dans la mesure où la position de change ne sera pas encore déterminée au moment auquel la nouvelle disposition requiert que le montant soit mis à disposition. Ceci risque dans un certain nombre de cas d'entraîner la tentation d'appliquer un taux de change rédhitoire à de telles opérations, voire de prolonger le délai de mise à disposition d'un jour ou deux.

Cette disposition témoigne une fois de plus des difficultés pratiques que risque de générer la mise en oeuvre de la Directive 2007/64.

⁷ Souligné par la Chambre de Commerce.

Concernant l'article 106

La Chambre de Commerce regrette que la disposition ne soit pas plus précise, notamment au sujet des délais et présume qu'une circulaire suivra en l'absence de précisions dans le corps du Projet.

Concernant l'article 116

La Chambre de Commerce soulève la question de savoir si le paragraphe (2) ne devrait pas être complété par l'inscription automatique dans le registre tel que prévu à l'article 88 paragraphe 3 de la Directive 2007/64.

Observation finale:

La Chambre de Commerce relève que les auteurs du projet n'ont pas utilisé l'option de l'article 33 de la directive traitant de la charge de la preuve des exigences d'informations relatives aux conditions et exigences d'informations régissant les services de paiement qui dispose que „*Les Etats membres peuvent disposer qu'il incombe au prestataire de services de paiement de prouver qu'il a satisfait aux exigences en matière d'information fixées dans le présent titre.*“ La Chambre de Commerce relève que même si cet aspect est, selon les commentaires des articles, réglé en ce qui concerne les consommateurs, il n'en est pas de même pour une grande partie de ses ressortissants qui sont également des utilisateurs des services de paiement et qui ressortent, d'une manière générale, comme les parents pauvres de l'utilisation ou plutôt de la non-utilisation des options ouvertes. Cette considération vaut également en ce qui concerne les articles 74, 76 et 77 du Projet. Dans le même temps, la Chambre de Commerce remarque qu'en ce qui concerne plus spécialement la fourniture périodique d'informations relatives aux opérations de paiement individuelles, la disposition du Projet serait en conformité avec les usages actuels qui satisferaient les utilisateurs. Une autre réflexion qu'il convient de prendre additionnellement en considération au niveau des options à exercer ou non, est celle de la concurrence: il ne faudrait en effet pas que par le jeu de règles de preuve différentes, des distorsions de concurrence trop importantes surgissent en pratique⁸.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis sous réserve de ses observations.

⁸ Michèle Vanden Bosch et Nicolas Mathey, „Le marché unique des services de paiement en Europe“, Revue de Droit bancaire et financier, juillet-août 2007, p. 60 et 66.

Service Central des Imprimés de l'Etat

6015/03

N° 6015³**CHAMBRE DES DEPUTES**

2ième Session extraordinaire 2009

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- portant modification de:**
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(6.10.2009)

Par dépêche du 10 mars 2008, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre du Trésor et du Budget. Le texte était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles ainsi que d'un tableau de correspondance entre la directive 2007/64/CE et le projet de loi concerné.

La lettre de saisine ne mentionne pas de démarche similaire entreprise auprès d'une des chambres professionnelles, mais insiste sur le délai impératif de transposition de la directive communautaire susmentionnée, fixé au 1er novembre 2009.

Par dépêche du 4 septembre 2009, l'avis de la Banque centrale européenne a été communiqué au Conseil d'Etat, alors que l'avis de la Banque centrale du Luxembourg lui a été adressé par dépêche du 30 septembre 2009.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

L'objet du projet de loi sous rubrique consiste dans la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 87/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, 2006/48/CE et abrogeant la directive 87/5/CE (ci-après: la Directive 2007/64/CE). La Directive s'inscrit dans la réalisation progressive du marché intérieur pour permettre la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux et, dans ce contexte, le bon fonctionnement du marché unique des services de paiement. Ces services sont organisés aujourd'hui séparément dans les Etats membres, si bien que le cadre juridique relatif aux services de paiement est fragmenté en 27 systèmes juridiques nationaux plus ou moins différents. Le premier objectif de la Directive et des transpositions respectives en droit national consiste ainsi à établir un cadre juridique moderne et cohérent pour les services de paiement et d'y intégrer, dans la mesure du possible, l'initiative du secteur financier en faveur d'un espace unique de paiement en euros (SEPA: Single European Payment Area). Il est expressément souhaité que ce cadre juridique soit neutre, de façon à garantir des conditions de concurrence équitables pour tous les systèmes de paiement, afin de maintenir le choix offert aux consommateurs et d'assurer le bon fonctionnement des économies nationales et transfrontalières dans le marché unique. Aux yeux des auteurs du projet, ceci devrait représenter un progrès sensible en termes de coût pour le consommateur, de sûreté et d'efficacité par rapport aux systèmes existant actuellement au niveau national. Enfin, cette démarche devrait améliorer la compétitivité de l'Union européenne par une intégration des marchés nationaux des paiements. Sont concernées ici la fluidité et la sécurité des échanges, la transparence des tarifs, la protection des utilisateurs, la responsabilité des prestataires des services de paiement, les procédures d'agrément coordonnées pour ceux-ci, ainsi que des dispositions communes et cohérentes en ce qui concerne les frais, les délais d'exécution et les informations à donner impérativement aux utilisateurs.

Un des objectifs du projet de loi est de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions légales portant transposition des actes communautaires relatifs aux paiements électroniques. C'est ainsi que le dispositif reprend les dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui porte transposition de la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 et qui concerne l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice, ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements. Il en est de même pour les dispositions de la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et du règlement des opérations sur titres. Il est à noter que le transfert dans le présent projet de loi de ces dernières dispositions a été assorti de certains changements notables dont le principal consiste à confier à la Banque centrale du Luxembourg la surveillance de l'ensemble des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres relevant du champ d'application de la Directive. Il en résulte que le régime d'agrément et de surveillance prévu par la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier se trouve abrogé.

De manière analogue, un certain nombre de dispositions de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers sont modifiées.

Le Conseil d'Etat constate donc que les auteurs du projet de loi, tout en transposant la Directive, se sont proposé de regrouper dans un seul dispositif toutes les dispositions touchées de près ou de loin par la nouvelle réglementation des paiements dans l'Union européenne.

*

EXAMEN DES ARTICLES

TITRE I.–

Définitions et champ d'application (Art. 1er à 4)

L'article 1er reprend l'article 4 de la Directive et classe les définitions par ordre alphabétique; par ailleurs, les auteurs du projet de loi ont jugé utile de compléter la liste des définitions de la Directive par celles d'un certain nombre d'autres notions utilisées dans le projet de loi tout en s'inspirant des définitions qui figurent dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Le Conseil d'Etat juge que ceci est une contribution à la cohérence des textes et à la sécurité juridique des activités concernées.

L'article 2 transpose l'article 2 de la Directive et définit le champ d'application des différents titres qui constituent la loi, selon la situation géographique des prestataires de services de paiement, du payeur et du bénéficiaire et selon le fait que les services de paiement sont fournis en euros ou dans une autre devise d'un Etat membre en dehors de la zone euro.

L'article 3 transpose les dispositions de l'article 3 de la Directive.

L'article 4 transpose l'article 29 de la Directive qui prévoit que les Etats membres interdisent aux personnes physiques ou morales qui ne sont ni des prestataires de services de paiement, ni des personnes ou opérateurs expressément exclus du champ d'application, de fournir les services de paiement concernés.

TITRE II.–

Prestataires de services de paiement (Art. 5 à 58)

Le titre II du projet de loi est composé de 3 chapitres: le chapitre 1er règle l'accès et l'exercice de l'activité d'établissements de paiement et porte transposition des articles 5 à 26 de la Directive. Le chapitre 2 régit l'accès à et l'exercice de l'activité d'établissements de monnaies électroniques. Enfin, le chapitre 3 définit des dispositions communes à tous les prestataires de services de paiement.

Chapitre 1er.– Etablissements de paiement

Section 1: L'agrément des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg

Cette section comprenant les articles 5 à 20 du projet de loi précise les modalités de la procédure d'agrément des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, les activités qu'ils sont autorisés à exercer (article 10), l'administration centrale et l'infrastructure dont ils sont censés disposer (article 11), les informations qu'elles sont tenues de communiquer à la Commission de surveillance du secteur financier sur leur actionnariat, l'honorabilité et l'expérience professionnelles des personnes chargées de la gestion (articles 12 et 13), les exigences auxquelles elles doivent faire face en matière de détention et de calcul des fonds propres (articles 14 à 17), les obligations auxquelles elles doivent faire face si elles font appel à l'intermédiaire d'un agent (article 18), leurs obligations en matière de comptabilité et de révision externe (article 19). Enfin, ce chapitre précise les conditions dans lesquelles l'agrément peut être retiré par la Commission (article 20).

Il est à remarquer que l'une des innovations majeures de ce projet de loi consiste dans l'introduction en droit luxembourgeois d'un nouveau statut d'établissements financiers, à savoir celui d'établissements de paiement. Dans ce contexte, il est proposé de ne pas ériger ces établissements de paiement en nouvelle sous-catégorie des professionnels du secteur financier (ci-après PSF), mais d'en faire une

catégorie d'établissements financiers à part, soumis au dispositif du présent projet de loi. Selon le commentaire des articles, ce choix est conduit par le souci d'introduire moins de complexité et de faire couvrir les activités de services de paiement par un projet de loi unique. Le Conseil d'Etat suit les auteurs dans cette démarche.

Il convient en outre de relever que le statut d'établissement de paiement se réfère à des prestataires variés aux activités diverses. A ce sujet, les acteurs économiques dont l'activité professionnelle habituelle ne relève pas du secteur financier doivent se faire agréer en tant qu'établissements de paiement lorsqu'ils sont actifs dans ce domaine. Il s'agit des établissements de paiement dits hybrides qui recouvrent des agents économiques tellement différents que les opérateurs de téléphonie mobile, les grandes chaînes de magasins, les autorités locales ou les entreprises de transport public. Ceci constitue une situation nouvelle en droit luxembourgeois qui jusqu'à présent réservait l'agrément à fournir des services financiers aux seuls opérateurs dont l'activité principale relève du secteur financier. Cette nouvelle situation fait appel à de nouvelles dispositions au niveau de la surveillance prudentielle, et cette nouvelle catégorie d'agents habilités à prêter des services de paiement est soumise de ce fait à des exigences spécifiques demandées par la Directive et transposées dans les articles 14 à 19 du projet de loi. Par ailleurs, les établissements de paiement sont assujettis à des conditions d'agrément plus souples que les établissements de crédit, pour ouvrir la scène à de nouveaux acteurs sur les marchés traditionnellement dominés par les établissements bancaires. Ces facilités se manifestent par exemple au niveau des exigences de capital initial et des fonds propres permanents, ou encore dans le fait que les établissements de paiement ne sont pas tenus d'adhérer à un système de garantie. Ceci s'explique de nouveau par le fait que les établissements de paiement n'ont pas le droit de recevoir des dépôts de la part des utilisateurs des services de paiement et n'ont pas le droit d'employer les fonds reçus par les utilisateurs à des fins différentes de la prestation des services de paiement. Dans ce contexte, les exigences prudentielles qui s'appliquent aux établissements de paiement sont plus spécialisées et plus restreintes, dans la mesure où ces opérations génèrent des risques plus circonscrits et plus faciles à suivre que ceux relatifs aux établissements de crédit.

Le Conseil d'Etat considère que dans tout ce contexte les dispositions de la Directive sont fidèlement transposées et que la nouvelle situation créée par le projet de loi dans le monde financier est cohérente et équilibrée.

*Section 2: L'établissement de succursales, le recours
à des agents et la prestation de services au Luxembourg par
des établissements de paiement de droit étranger*

Cette section qui règle l'établissement d'une succursale, la prestation de services par le recours à des agents au Luxembourg ou par un établissement de paiement étranger englobe deux articles, à savoir l'article 21 qui établit le passeport européen pour les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat autre que le Luxembourg et reconnaît la valeur communautaire de leur agrément de leur pays d'origine respectif, et l'article 22 qui est consacré aux établissements de paiement qui ont leur siège statutaire dans un pays tiers et qui sont assujettis aux mêmes conditions d'agrément que les établissements de droit luxembourgeois. Toutefois, ceux-ci ne disposent pas du passeport européen tout en étant soumis au même régime prudentiel que les établissements de paiement originaires d'un Etat membre.

Les dispositions de la Directive, en particulier celles de l'article 10, paragraphe 9, sont ainsi transposées.

*Section 3: L'établissement de succursales, le recours à des agents
et la prestation de services dans un autre Etat membre par des
établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine
est le Luxembourg*

A l'instar des deux articles qui précèdent, cette section qui recouvre les articles 23 et 24 du projet de loi traite de l'établissement d'une succursale, de la prestation de services ou du recours à un agent par un établissement de paiement de droit luxembourgeois dans un autre Etat membre et précise les devoirs d'information à la Commission auxquels sont tenus ces opérateurs. Ce faisant, elle transpose l'article 10, paragraphe 9, l'article 24, paragraphe 1er et l'article 25, paragraphe 1er de la Directive.

Section 4: Les conditions d'exercice applicables aux établissements de paiement établis au Luxembourg

Cette section qui regroupe les articles 25 à 30 du projet s'applique à tous les établissements de paiement que l'Etat membre d'origine soit le Luxembourg ou qu'il s'agisse d'agents établis au Luxembourg ou de succursales luxembourgeoises ayant leur siège statutaire à l'étranger. Les articles 26 et 27 qui portent sur la responsabilité des établissements de paiement, et l'archivage des enregistrements, transpose les articles 18 et 19 de la Directive. Les articles 28 à 30 qui traitent des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, l'obligation de coopérer avec les autorités et l'obligation au secret professionnel reprennent respectivement les obligations de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et les appliquent aux établissements de paiement tout en réservant les obligations de secret professionnel pour les établissements de paiement hybrides aux seules prestations de service de paiement.

Le Conseil d'Etat constate que dans cette section les dispositions de la Directive sont transposées et que les auteurs du projet ont intégré le dispositif existant pour les sujets concernés au champ d'application de la présente loi.

Section 5: La surveillance des établissements de paiement

Cette section qui regroupe les articles 31 à 38 traite de la surveillance prudentielle que la Directive, dans les articles 20 à 24, impose aux Etats membres à l'égard des établissements de paiement. L'autorité compétente pour l'octroi de l'agrément aux établissements de paiement est le ministre ayant dans ses attributions la Commission de surveillance du secteur financier, celle-ci étant elle-même compétente pour la surveillance des établissements de paiement. Le régime disposé par les articles précités est comparable dans une large mesure à celui qui s'applique aux établissements bancaires et aux professionnels du secteur financier, ceci dans un souci de cohérence du cadre légal de la surveillance prudentielle sur la place. Dans tous les cas, le projet de loi tient compte de la situation particulière des établissements de paiement dits hybrides, aussi bien en matière de la surveillance qui leur est destinée, qu'en celle du secret professionnel qui ne porte que sur le volet „services de paiement“ de ces établissements.

Section 6: Les procédures d'insolvabilité

Les articles 39 à 45 intègrent dans le présent projet de loi les dispositions qui concernent la gestion contrôlée, la liquidation volontaire et la procédure de faillite des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg et pour les succursales luxembourgeoises d'établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers. En gros, ces dispositions sont celles du livre III du Code de commerce et de l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite, par l'institution du régime de la gestion contrôlée. Ainsi, les établissements de paiement sont soumis au droit commun de la faillite, sauf dispositions contraires énoncées aux articles 40 à 44 du projet de loi. Le dispositif proposé tient compte de la distinction entre établissements de paiement à part entière et établissements de paiement dits hybrides et maintient la cohérence avec la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Section 7: Les sanctions

Cette section qui regroupe les articles 46 et 47 transpose l'article 21, paragraphe 2 et l'article 81 de la Directive et est consacrée aux sanctions applicables aux prestataires de services de paiement établis au Luxembourg ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement d'un autre Etat membre. Les personnes en charge de l'administration ou de la gestion de ces établissements de paiement peuvent ainsi être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre dans les conditions précisées à l'article 46 ou peuvent subir des sanctions pénales précisées à l'article 47.

L'article 46 du projet de loi établit la possibilité pour la Commission de sanctionner les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des établissements de paiement agréés au Luxembourg, ainsi que les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des agents de ces établissements de paiement, d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros, au cas où elles refuseraient de fournir les docu-

ments comptables ou autres renseignements, ainsi que des documents qui se révéleraient être incomplets. Le Conseil d'Etat, qui se réfère à ses développements qu'il avait faits à l'occasion de son avis concernant le projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises (doc. parl. *No 5757*⁸), souligne que l'amende d'ordre infligée dans les cas précités risque de poser problème au regard du principe consacré par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme suivant lequel nul ne peut être contraint de déposer ou de témoigner contre lui-même. Une entorse à ce principe risque en effet de remettre en cause la valeur juridique d'une procédure pénale ultérieure, l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme limitant significativement la possibilité d'utiliser à l'égard du justiciable, sur le plan pénal, les documents qu'il a dû remettre à l'administration sous la contrainte.

La référence de l'article 47, paragraphe 1er à l'article 7, paragraphe 4, semble inexacte. Le Conseil d'Etat peut d'ores et déjà se déclarer d'accord avec sa suppression.

Section 8: Les dérogations

L'article 48 prend l'option prévue à l'article 26, paragraphe 1er de la Directive qui permet aux Etats membres d'exempter, sous certaines conditions, des personnes physiques ou morales de tout ou d'une partie de la procédure d'octroi de l'agrément et des conditions d'agrément ou d'exercice applicables aux établissements de paiement. Ce régime dérogatoire a pour objectif de connaître et de localiser tous les prestataires de services de transmission de fonds et de les saisir dans un registre.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observation à formuler à ce propos.

Chapitre 2.– Etablissements de monnaie électronique

Ce chapitre qui regroupe les articles 49 à 56 reprend les articles 12-10 à 12-15 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et y apporte certains ajustements pour transposer dans le texte de la loi luxembourgeoise les dispositions de la directive 2000/46/CE. Celles-ci concernent l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique, l'exercice de celle-ci, ainsi que la surveillance de ces établissements. Ici le souci des auteurs du projet de loi consiste à regrouper dans un texte cohérent unique l'ensemble des dispositions portant transposition des actes communautaires ayant trait aux paiements électroniques. Comme ces établissements de monnaie électronique sont soumis aux dispositions des titres III et IV de la future loi, l'effort de cohérence des auteurs du projet rencontre l'accord du Conseil d'Etat.

Chapitre 3.– Dispositions communes à tous les prestataires de services de paiement

L'article 57 transpose l'article 28 de la Directive qui dispose que les Etats membres doivent veiller à ce que l'accès des prestataires de services de paiement agréés ou enregistrés aux systèmes de paiement soit objectif, non discriminatoire et proportionné et que les seules entraves pouvant être opposées à un prestataire de services de paiement doivent être liées à la prévention du risque et à la protection de la stabilité financière des systèmes. Cette disposition proscriit donc toute discrimination entre établissements de paiement agréés et établissements de crédit au niveau des règles d'accès aux systèmes de paiement, ceci dans un esprit de libre concurrence entre les établissements de paiement, ce qui devrait, en dernier lieu, profiter aux utilisateurs.

L'article 58 prévoit en son paragraphe 3 que le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57 et que la Banque centrale du Luxembourg informe sans délai le Conseil de la concurrence de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies à l'article 57 constatée dans sa mission visée à l'article 2, paragraphe 5, de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg. Le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement. Le paragraphe 3 de l'article 58 anticipe en effet le projet de loi portant réforme de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence (doc. parl. *No 5816*) qui tend à modifier la structure duale des autorités de concurrence luxembourgeoises, l'Inspection de la concurrence et le Conseil de la concurrence, en ne laissant subsister qu'une seule autorité de concurrence, qui serait dénommée „Conseil de la Concurrence“ et qui cumulerait les fonctions d'inspection et de décision, actuellement assurées de manière séparée par les deux autorités de concurrence.

L'instruction des dossiers est en l'état actuel de la procédure de la compétence de l'Inspection de la concurrence. La Banque centrale européenne a par ailleurs souligné dans son avis du 14 mai 2009 concernant le projet de loi sous avis que la Banque centrale du Luxembourg n'a pas pour mission de veiller au respect de la politique de concurrence, mais que cette mission relève de la compétence des autorités de concurrence. Il y a enfin lieu de souligner que l'article 19 du projet de loi portant réforme de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence entend autoriser le Conseil de la concurrence à recueillir des informations auprès des régulateurs sectoriels sans se voir opposer le secret professionnel.

TITRE III.–

Transparence des conditions et exigences en matière d'informations régissant les services de paiement (Art. 59 à 77)

Le titre III du projet de loi transpose le titre III de la Directive. Il comprend les articles 51 à 77 du projet de loi et transpose les articles 30 à 48 ainsi que les articles 49 à 60 de la Directive. Les objectifs du titre III consistent à garantir aux utilisateurs de services de paiement le même niveau d'information sur les services prestés dans toute l'Union européenne et de promouvoir ainsi la concurrence entre prestataires de services. Améliorant ainsi la transparence des prix et des conditions des services de paiement ouverts, ces dispositions permettent aux utilisateurs des services de paiement de mieux comparer les prix, les conditions et les principales caractéristiques de ceux-ci, surtout grâce aux informations précontractuelles que les prestataires doivent fournir aux utilisateurs sous une forme clairement compréhensible et complète.

Les articles sous examen précisent les informations que les prestataires doivent fournir ou mettre à la disposition des utilisateurs avant et après la réalisation d'une opération de paiement. Ils distinguent en outre les cas d'opérations de paiement dites isolées de celles qui s'effectuent dans un contrat-cadre qui lie le prestataire et l'utilisateur à plus long terme. En ce qui concerne ces derniers, il s'agit concrètement d'opérations de paiement par carte de débit ou de crédit ou encore d'ordres permanents ou de domiciliations de créances.

Le Conseil d'Etat relève que les obligations d'information doivent être remplies gratuitement par les prestataires qui peuvent cependant, d'un commun accord entre eux-mêmes et les utilisateurs, imputer des frais en cas d'informations supplémentaires à la demande de l'utilisateur.

Le Conseil d'Etat constate que les dispositions ci-avant décrites sont transposées en droit national avec toute la circonspection nécessaire. En effet, les auteurs ne font usage que d'une seule des six options prévues au titre III de la Directive, ceci dans un souci de cohérence, de fiabilité et de sécurité juridique. L'option retenue concerne celle prévue par l'article 34, paragraphe 2 de la Directive qui permet aux Etats membres d'augmenter le montant maximum prévu de 150 euros comme seuil des informations obligatoires et de le porter à 500 euros pour les instruments de paiement national, ce qui a lieu au paragraphe 2 de l'article 63. Aucune des autres options prévues par la Directive n'est transposée, ce qui vaut en particulier pour l'article 33 qui prévoit que les Etats membres peuvent décider de faire reporter la charge de la preuve sur le prestataire de services de paiement en cas de contestation par l'utilisateur. Les auteurs du projet estiment à raison que ce point est couvert par la législation existante, en particulier par l'article 2.15° de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur.

Pour l'ensemble des dispositions de cet article, les auteurs du projet de loi, tout en transposant toutes les dispositions obligatoires de la Directive, ont aussi traité les options de manière à aboutir à un ensemble fonctionnel et cohérent qui assure aux utilisateurs une protection suffisante en imposant des conditions de transparence et des obligations d'informations suffisantes et équitables.

TITRE IV.–

Droits et obligations liés à la présentation et à l'utilisation de services de paiement (Art. 78 à 106)**Chapitre 1er.– Dispositions communes**

Le titre IV, divisé en cinq chapitres, procède à l'harmonisation complète des droits et des obligations liés à la prestation et à l'utilisation des services de paiement. Il transpose le titre IV de la Directive et fait une utilisation prudente des options prévues en ne faisant usage que de deux sur sept options possibles.

Le chapitre 1er qui regroupe les articles 78 à 80 transpose les articles 51 à 53 de la Directive et utilise certaines options de l'article 53 en reprenant à l'article 80 les mêmes montants pour désigner les montants faibles.

L'article 79 établit le principe de la gratuité au bénéfice de l'utilisateur de services de paiement pour l'accomplissement de ces obligations d'information et pour l'exécution des mesures correctives et préventives, sauf exceptions y mentionnées. Au paragraphe 3, l'option est utilisée d'interdire au bénéficiaire de demander des frais au payeur pour l'utilisation d'un instrument de paiement spécifique. Ce qui est en question ici est la pratique dite du „surcharging“ qui permet aux commerçants de répercuter sur le consommateur de façon transparente le coût de fonctionnement d'un instrument de paiement utilisé. A ce propos, le Conseil d'Etat partage l'argumentaire présenté au commentaire des articles, à savoir que cette pratique pourrait conduire à une augmentation de l'utilisation des espèces, ce qui ferait monter considérablement le coût de transaction.

Chapitre 2.– Autorisation des opérations de paiement

Ce chapitre qui regroupe les articles 81 à 90 du projet de loi transpose les articles 54 à 63 de la Directive consacrés à l'autorisation des opérations de paiement. Le principe de base de ces dispositions consiste dans la règle selon laquelle aucune opération ne peut être exécutée sans le consentement du payeur et, une fois ce consentement donné, ce dernier est irrévocable.

Normalement, le payeur doit donner son consentement avant l'exécution de l'opération, sauf s'il existe une convention entre lui-même et le prestataire stipulant que ce consentement peut être donné *ex post*.

Des dispositions particulières concernent les limites des dépenses consacrées à des instruments de paiement particuliers, ainsi que le droit de blocage de l'instrument de paiement concerné pour des raisons limitativement énumérées. Ce chapitre précise aussi les obligations de l'utilisateur et du prestataire en matière de vol, de perte ou de détournement de l'instrument pour le premier, et pour le second les moyens à mettre en place pour préserver la sécurité de l'instrument de paiement concerné.

Si des opérations de paiement sont mal exécutées ou exécutées sans autorisation de l'utilisateur, celui-ci dispose de treize mois suivant la date du débit pour en avertir le prestataire de services qui doit alors rembourser immédiatement. Dans ce cas de figure, il ne pourra pas être mis de frais à charge de l'utilisateur du fait de l'exécution de cette opération.

Si le payeur se sert d'un instrument de paiement doté d'un dispositif de sécurité personnalisé, les risques en cas de perte, de vol ou de détournement de l'instrument sont limités à 150 euros pour toutes dépenses avant la notification de la perte. Cette limitation protège aussi l'utilisateur au cas où celui-ci n'a pas agi frauduleusement.

L'ensemble de ces articles qui harmonisent les règles de protection du consommateur conformément aux dispositions de la Directive reste néanmoins vague sur certaines dispositions, surtout quand il s'agit des obligations de l'utilisateur. Ainsi par exemple, l'article 83 dispose dans son premier paragraphe qu'un utilisateur qui a pris connaissance de la perte, du vol ou du détournement de son instrument de paiement doit informer „sans tarder“ son prestataire de services, expression qui revient à l'article 85 quand il s'agit du constat par l'utilisateur qu'une opération de paiement a été non autorisée ou mal exécutée. Le caractère vague de cette expression donnera sans doute lieu à des interprétations juridiques divergentes lors de litiges inévitables dans ce contexte. Il en est de même quant aux obligations de l'utilisateur relatives à la sécurité de ses dispositifs de sécurité personnalisés où le paragraphe 2 de l'article 83 oblige l'utilisateur de prendre „toutes mesures raisonnables pour préserver la sécurité de ceux-ci“.

Chapitre 3.– Exécution des opérations de paiement

Ce chapitre qui porte sur les articles 91 à 103 du projet de loi transpose les articles 64 à 78 de la Directive et traite des conditions d'exécution des opérations de paiement et de la responsabilité des différents intervenants. Reprenant donc le chapitre 3 du titre IV de la Directive, le projet de loi retient ici les délais d'exécution des opérations de paiement, connus dans les milieux des prestataires sous la dénomination de „date valeur“. Le principe retenu à l'endroit de l'article 91 est celui que le moment de réception doit être le moment où l'ordre de paiement qui est transmis directement par le payeur ou indirectement par ou via un bénéficiaire, est reçu par le prestataire de services de paiement du payeur. Pour rendre efficiente cette règle générale, l'article 92 qui reprend l'article 65 de la Directive précise les conditions de refus de cet ordre par le prestataire tandis que l'article 93 prévoit le moment à partir duquel le payeur ne peut plus revenir sur cet ordre. La seule exception tolérée est celle de la domiciliation des créances où le payeur peut révoquer son ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant son exécution. Quant aux montants transférés, l'article 94, transposant les dispositions de l'article 67 de la Directive, retient la prescription que le montant transféré est le montant total de l'opération de paiement et que les prestataires de services doivent s'abstenir de prélever des frais sur le montant transféré. Si l'opération génère des coûts, le principe retenu est celui que chaque utilisateur paye les coûts prélevés par son prestataire de services, ce qui signifie que, dans le cas d'un virement par exemple, les coûts prélevés seront désormais toujours partagés.

En ce qui concerne le délai d'exécution d'une opération de paiement, la date est fixée à J+1, ce qui signifie que le montant de l'opération doit être crédité au prestataire des services de paiement du bénéficiaire au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant. Jusqu'au 1er janvier 2012, la Directive dans son article 69, aussi bien que le projet de loi dans son article 96, prévoient que le payeur et son prestataire de services peuvent convenir d'un délai différent ne pouvant toutefois excéder trois jours ouvrables, ce délai pouvant être prolongé d'un jour ouvrable supplémentaire pour le cas où l'opération est initiée sur support papier. L'implication logique de cette disposition consiste dans la prescription que le prestataire de services du bénéficiaire doit mettre les fonds à la disposition de celui-ci immédiatement après les avoir reçus (article 99). L'intérêt des utilisateurs est ainsi conservé dans la transposition des articles 74 à 78 de la Directive par les articles 100 à 104 du projet de loi qui définissent la responsabilité des utilisateurs de services de paiement en cas de fourniture d'un identifiant inexact et celle des prestataires de services de paiement en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution d'un ordre de paiement. Dans ce dernier cas de figure, l'article 101, tout en reprenant les dispositions de la Directive, clarifie les responsabilités réciproques des prestataires de services du payeur respectivement du bénéficiaire.

Chapitre 4.– Protection des données

Ce chapitre composé de l'unique article 105 qui transpose l'article 79 de la Directive permet aux systèmes de paiement et aux prestataires de services de paiement de traiter les données à caractère personnel pour garantir la prévention, la recherche et la protection des fraudes en matière de paiement, ceci afin de contribuer à une prévention efficace de la fraude dans l'Union européenne en matière de paiement et, en dernière analyse, à protéger les utilisateurs. Il est entendu que le traitement de ces données personnelles doit se faire dans le respect de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Chapitre 5.– Procédures de réclamation et de recours extrajudiciaires en vue du règlement des litiges

Ce chapitre composé de l'unique article 106 du projet de loi transpose les articles 80, 82 et 83 de la Directive et établit la Commission de surveillance du secteur financier comme autorité compétente pour recevoir les plaintes des clients concernant des prestataires de services soumis à son autorité prudentielle. Le Conseil d'Etat n'a pas d'observation à formuler au sujet de ce chapitre.

TITRE V.–

**Le caractère définitif du règlement dans les systèmes
de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres
(Art. 107 à 115)**

Ce titre désigne les articles 107 à 115 du projet de loi sous examen. Leur objet ne consiste pas à transposer des dispositions de la Directive, mais plutôt à regrouper dans le dispositif de la loi relative aux services de paiement l'ensemble des dispositions nationales portant transposition des actes communautaires relatifs aux paiements électroniques ainsi que celles de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui transposent la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif de règlement dans les systèmes de paiement et des opérations sur titres. Cette reprise des dispositions ci-avant mentionnées se fait cependant moyennant certains changements de forme et de fond.

Les articles 28-1, 34-5 à 34-7 et 47-1 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier sont ainsi abrogés.

Les articles 34-2 à 34-4, 35-1, 61-24 à 61-26 de la même loi sont modifiés dans le texte sous examen. Ces modifications concernent un nouvel équilibre institutionnel dans les compétences entre la Commission de surveillance du secteur financier et la Banque centrale du Luxembourg qui, notamment, a désormais la mission de veiller au bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres.

Le Conseil d'Etat approuve le souci de cohérence des auteurs qui se concrétise dans un dispositif complet et coordonné pour la matière sous rubrique.

TITRE VI.–

**Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales
(Art. 116 à 128)**

Article 116.– Dispositions transitoires

L'article 116 du projet de loi transpose l'article 88 de la Directive qui définit un régime transitoire permettant aux personnes ayant commencé à exercer l'activité d'établissements de paiement avant l'entrée en vigueur de la Directive et en conformité avec le droit national applicable, de poursuivre cette activité pendant une période limitée.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observation à formuler à ce propos.

Article 117.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Le long article 117 comporte toutes les modifications de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui s'imposent après la mise en vigueur du projet de loi sous rubrique. Il s'agit de préciser les définitions et les champs d'application, d'améliorer la lisibilité et de procéder à certains toilettages, de mettre à jour les références et les numérotations, d'opérer certains regroupements et de procéder aux abrogations nécessaires. Le Conseil d'Etat considérant que la précision de ces aménagements contribue à garantir la sécurité juridique du dispositif, n'a pas d'autre observation à formuler sur le libellé de cet article.

Articles 118 à 125

Il en est de même des articles sous examen qui portent sur un ensemble de dispositions modificatives dans la législation existante, et qui peuvent être considérés soit comme implications des dispositions du présent projet de loi sur les textes en vigueur, soit comme dispositions qui donnent à l'ensemble de la législation existante sur le secteur financier toute la cohérence nécessaire. En particulier, il s'agit des dispositions modificatives concernant la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (Art. 118), la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance (Art. 119), la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux (Art. 120), la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers (Art. 121), la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (Art. 122), la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier (Art. 123), la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut moné-

taire et à la Banque centrale du Luxembourg (Art. 124) et concernant finalement la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (Art. 125).

Articles 126 à 128

Sans observation.

Annexe

L'annexe qui énumère les services de paiement couverts par le présent projet de loi tels que mentionnés à l'article 1er, point 38, reprend fidèlement la liste des services de paiement figurant dans l'annexe de la Directive.

Le Conseil d'Etat, estimant que la Directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur est ainsi fidèlement transposée, approuve le projet de loi sous examen.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 6 octobre 2009.

Le Secrétaire général,

Marc BESCH

Le Président,

Alain MEYER

Service Central des Imprimés de l'Etat

6015/04

N° 6015⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- portant modification de:**
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

* * *

AMENDEMENT ADOPTE PAR LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT

(13.10.2009)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint un amendement que la Commission des Finances et du Budget a adopté au projet de loi mentionné sous rubrique au cours de sa réunion du 12 octobre 2009.

L'amendement a trait à l'opposition formelle émise par le Conseil d'Etat à l'égard de l'article 58, paragraphe 3 du projet de loi. Le Conseil d'Etat a motivé cette opposition formelle par la considération que cette disposition anticipe le projet de loi portant réforme de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence qui tend à modifier la structure duale des autorités de concurrence luxembourgeoises, l'Inspection de la concurrence et le Conseil de la concurrence, en ne laissant subsister qu'une seule autorité, qui serait le Conseil de la concurrence.

La Commission entend rencontrer les observations de la Haute Corporation par la voie du présent amendement, après s'être interrogée sur le champ d'application de l'opposition formelle.

L'article visé par le Conseil d'Etat comporte trois dispositions séparées:

1. „Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence.“

Cette formulation rappelle les termes de l'article 6, paragraphe 1er („Il est créé un Conseil de la concurrence ... chargé(e) de veiller à l'application des articles 3 à 5 de la présente loi“) et de l'article 6, paragraphe 2 („Le Conseil a la compétence pour appliquer les articles 81 et 82 du Traité instituant la Communauté européenne“) de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence.

La Commission parlementaire admet dès lors que l'opposition formelle ne vise pas cette disposition spécifique.

2. „La Banque centrale informe sans délai le Conseil de la concurrence de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies à l'article 57 constatée dans le cadre de l'exercice de sa mission visée à l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.“

La Commission parlementaire admet que l'objection de la Haute Corporation vise cette disposition.

3. „La Banque centrale est autorisée à transmettre au Conseil de la concurrence toute information, y compris des informations confidentielles, dont celui-ci a besoin dans l'exercice de sa mission.“

Le Conseil d'Etat ne mentionne cette disposition qu'après avoir soulevé son opposition formelle. Par ailleurs, l'article 19 du projet de loi portant réforme de la loi du 17 mai 2004 visé par le Conseil d'Etat existe déjà en l'état actuel (article 30 de la loi modifiée du 17 mai 2004).

La Commission parlementaire admet donc que l'opposition formelle ne vise pas le principe de cette disposition. Il convient toutefois d'en réaménager la rédaction pour tenir pleinement compte des observations du Conseil d'Etat.

La Commission retient partant que l'opposition formelle porte au fond sur la règle prévoyant que la Banque centrale informe le seul Conseil de la concurrence, à l'exclusion de l'Inspection de la concurrence, de toute infraction.

La Commission parlementaire entend relever de prime abord que cette hypothèse n'est pas exclue par la loi modifiée du 17 mai 2004, l'article 9 disposant expressément que „le Conseil peut être saisi par l'inspection et par toute personne physique ou morale faisant valoir un intérêt légitime ainsi que par le ministre“. Cette disposition légale semble donc ouvrir la voie à une saisine directe du Conseil par des personnes autres que l'Inspection. Elle était conçue pour couvrir l'hypothèse où une personne autre que l'Inspection serait en mesure de présenter à l'autorité de concurrence un dossier complet, comportant tous les éléments d'appréciation. On pourrait admettre que la Banque centrale serait en mesure de s'adresser ainsi au Conseil de la concurrence. Il se peut toutefois qu'il n'en soit pas

nécessairement ainsi, et que les faits requièrent une instruction complémentaire par l'autorité de concurrence.

Au-delà de la possibilité ouverte dans ce cas de figure au Conseil de transmettre le dossier à l'Inspection de la concurrence pour compléter l'enquête, la Commission parlementaire entend dès lors amender le projet de loi sous examen en les termes suivants:

„Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57. La Banque centrale informe sans délai le Conseil de la concurrence, sinon l'Inspection de la concurrence, de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies à l'article 57 constatée dans le cadre de l'exercice de sa mission visée à l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

Par dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale est autorisée à transmettre au Conseil de la concurrence et à l'Inspection de la concurrence toute information, y compris des informations confidentielles, dont celui-ci a besoin dans l'exercice de sa mission.“

*

Compte tenu du fait que l'entrée en vigueur du projet de loi est prévue pour le 1er novembre 2009, je vous saurais gré, Monsieur le Président, si le Conseil d'Etat pouvait émettre son avis sur l'amendement exposé ci-dessus dans les meilleurs délais.

Copie de la présente est envoyée pour information à Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances, et à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR

6015/05

N° 6015⁵**CHAMBRE DES DEPUTES**Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- **portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- **portant modification de:**
 - **la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - **la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - **la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
 - **la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - **la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - **la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - **la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- **portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

* * *

AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(20.10.2009)

En se référant à l'article 19(2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, la Chambre des députés a saisi par dépêche en date du 13 octobre 2009 le Conseil d'Etat d'un amendement de la Commission des Finances et du Budget adopté en sa réunion du 12 octobre 2009. Le texte de l'amendement est accompagné d'un commentaire.

Le Conseil d'Etat propose tout d'abord quant à la forme de scinder le premier alinéa en deux. Le premier alinéa comportera la première phrase et le deuxième le reste. Le deuxième alinéa du projet deviendra ainsi le troisième.

Quant au fond, le Conseil d'Etat constate que la Banque centrale du Luxembourg n'intervient que dans le cadre de son obligation de coopération inscrite dans l'article 2, paragraphe 5 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

Elle devra informer de toute violation éventuelle des règles de la concurrence définies à l'article 57 constatée.

Le Conseil d'Etat fait remarquer que le Conseil de la concurrence est une autorité administrative indépendante chargée de veiller à l'application des dispositions légales qui lui sont attribuées limitativement. Il ne dispose d'aucun pouvoir d'autosaisine. Il n'a par conséquent aucune compétence pour donner suite à l'information reçue en vertu de l'article 58.

Le Conseil d'Etat avait souligné cet état des choses dans son commentaire de l'article 9 du projet de loi qui est devenu la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence en retenant:

„Le Conseil d'Etat s'oppose en tout cas au pouvoir d'autosaisine du Conseil, ce qui constituerait une violation des dispositions de l'article 6 de la Convention des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, car il suppose un préjugé de la part du Conseil. Si une plainte parvenait directement au Conseil, son intervention devrait se limiter à la continuer pour attribution à l'Inspection conformément aux règles de la procédure administrative non contentieuse.“

Du fait que, de par l'article 8 de la loi du 17 mai 2004 précitée, l'Inspection de la concurrence est actuellement investie à titre exclusif de ce pouvoir d'autosaisine, elle est par conséquent le seul organe apte à recevoir une telle information et à mener par la suite l'instruction nécessaire. Le Conseil d'Etat se voit par conséquent obligé, sous peine de devoir maintenir son opposition formelle, d'insister sur la suppression de l'indication du Conseil de la concurrence comme destinataire de l'information prévue. Il convient de même de limiter à l'alinéa 2 (3 selon le Conseil d'Etat) à ladite Inspection la possibilité de recevoir de la part de la Banque centrale du Luxembourg toute information, y compris des informations confidentielles, dont elle a besoin dans l'exercice de sa mission.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 20 octobre 2009.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Alain MEYER

6015/07

N° 6015⁷**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- **portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- **portant modification de:**
 - **la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - **la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - **la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
 - **la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - **la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - **la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - **la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- **portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(23.10.2009)

La Commission des Finances et du Budget se compose de: M. Michel WOLTER, Président; M. Lucien THIEL, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Xavier BETTEL, Fernand BODEN, Alex BODRY, Gaston GIBERYEN, Norbert HAUPERT, Lucien LUX, Claude MEISCH, Roger NEGRI et Gilles ROTH, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé le 18 mars 2009 par Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget. Le texte était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles ainsi que d'un tableau de correspondance entre la directive 2007/64/CE et le projet de loi concerné.

Lors de la réunion du 31 mars 2009, la Commission des Finances et du Budget a désigné M. Lucien Thiel comme rapporteur.

La Banque Centrale Européenne (ci-après „BCE“) a rendu son avis le 14 mai 2009. La Banque Centrale du Luxembourg (ci-après „BCL“) a avisé le projet en date du 11 septembre 2009.

L'avis du Conseil d'Etat du 6 octobre 2009 a été analysé au cours de la réunion du 12 octobre 2009. Lors de cette réunion, la Commission des Finances et du Budget a adopté un amendement au texte avisé par la Haute Corporation.

L'avis complémentaire du Conseil d'Etat du 20 octobre 2009 a été analysé lors de la réunion du 23 octobre 2009. Le projet de rapport a été examiné et adopté le 23 octobre 2009.

*

2. OBJET ET POINTS SAILLANTS DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi a pour objet la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE (ci-après „la Directive“).

Le passage à l'euro a constitué une première étape dans la construction d'une Europe des paiements mais n'a pas entraîné une harmonisation des modes de fonctionnement. Le marché européen des services de paiement est resté fragmenté. Cette fragmentation s'exprime par l'existence de 27 systèmes juridiques nationaux, ce qui représente une barrière technique à la libre circulation en raison de processus techniques différents pour les transactions.

Le premier objectif de la Directive consiste ainsi à établir un cadre juridique moderne et cohérent pour les services de paiement et d'y intégrer, dans la mesure du possible, l'initiative du secteur financier en faveur d'un espace unique de paiement en euros (Single European Payment Area, ci-après „SEPA“) lequel est également appuyé par la Commission européenne et la BCE. Il faut que ce cadre juridique soit neutre pour garantir des conditions de concurrence équitables pour tous les prestataires de services de paiement.

Il s'agit de favoriser le développement transfrontalier des prestataires de services de paiement et de faciliter le développement des entreprises établies dans plusieurs pays de l'Union sans les obliger à recourir à des centres de gestion différents. Les utilisateurs des services de paiement auront ainsi la possibilité de bénéficier de services reposant sur des règles de fonctionnement harmonisées.

En améliorant la compétitivité de l'Union européenne par une intégration des marchés nationaux des paiements, la Directive procure également un cadre à l'industrie des paiements européens pour qu'elle construise les infrastructures nécessaires au marché unique des paiements.

La construction d'un marché unique des services de paiement représente un progrès sensible en termes de coût pour le consommateur qui aura la possibilité de bénéficier de services reposant sur des règles de fonctionnement identiques, quel que soit l'Etat membre de l'Union européenne dans lequel est établi leur prestataire de services de paiement. Les prestataires de services de paiement peuvent

développer leur activité dans un cadre de plus en plus concurrentiel et vont pouvoir tirer profit d'un marché plus vaste permettant des économies d'échelle substantielles.

Le champ d'application de la directive est limité aux paiements dits électroniques, à l'exclusion des opérations de paiement effectuées en billets et pièces. Font partie des prestataires de services de paiement les établissements de crédit, les établissements de monnaie électronique, les établissements de paiement, les offices de chèques postaux, les banques centrales, les Etats membres, leurs autorités régionales et locales. Conformément aux dispositions de la directive, le projet de loi introduit dans notre législation un nouveau statut d'institution financière, à savoir les établissements de paiement. Il définit les conditions d'agrément et d'exercice, fixe les exigences d'information et définit les droits et obligations des utilisateurs et prestataires de services de paiement.

Les établissements de paiement constituent une catégorie hétérogène de prestataires de services de paiement, couvrant aussi bien les remetteurs d'argent („money remitters“) que des opérateurs de téléphonie mobile, des supermarchés, des commerçants et des entreprises de transport public. Parmi ces prestataires figurent, entre autres, des entreprises qui ne fournissent des services de paiement qu'à titre accessoire, ce qui constitue une nouveauté importante, car jusqu'à présent seules des personnes exerçant exclusivement, ou du moins à titre principal, une activité financière ont pu obtenir l'agrément en tant qu'acteur du secteur financier.

Un des objectifs du projet de loi est de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions légales portant transposition des actes communautaires relatifs aux paiements électroniques. C'est ainsi que le dispositif reprend les dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui porte transposition de la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 et qui concerne l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice, ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements. Il en est de même pour les dispositions de la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement des systèmes de paiement et du règlement des opérations sur titres.

Le transfert dans le présent projet de loi de ces dernières dispositions (directive 98/26/CE) a rendu nécessaire certains ajustements, dont le principal consiste à confier à la Banque centrale du Luxembourg la surveillance („oversight“) de l'ensemble des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres relevant du champ d'application de la directive 98/26/CE. Il en résulte que le régime d'agrément et de surveillance qui a été introduit dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier à l'occasion de la transposition de la directive 98/26/CE, est abrogé.

La surveillance exercée par la BCL à l'égard des systèmes se distingue de la surveillance prudentielle exercée par la CSSF à l'égard des institutions financières participant à ces systèmes. Les missions de ces deux autorités sont complémentaires et doivent faire l'objet d'une coordination étroite de manière à éviter, dans la mesure du possible, tout doublement de la charge administrative dans le chef des institutions financières concernées.

Par ailleurs, le projet de loi modifie un certain nombre de dispositions de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers aux fins de résoudre les problèmes rencontrés par la CSSF dans l'application pratique des dispositions nationales portant transposition de la directive 2004/39/CE. En fait, certains Etats membres ont renoncé à assujettir les activités d'administration centrale d'OPC ou de banque dépositaire aux exigences de la directive.

Le présent projet de loi propose ainsi de réviser la législation nationale également dans ce sens afin de préserver la compétitivité du secteur bancaire luxembourgeois. Un changement similaire est introduit pour les entreprises d'investissement cumulant le statut d'entreprise d'investissement avec un ou plusieurs statuts de professionnels du secteur financier (ci-après „PSF“) autres que les entreprises d'investissement.

En dernier lieu, le projet de loi envisage d'éliminer tout obstacle légal à l'échange d'informations entre autorités publiques concernées en situation de crise et à la mise en œuvre de l'accord de coopération tripartite relatif à la gestion de crises financières signé en 2008 par les Ministères des Finances, les banques centrales et les autorités de surveillance des Etats membres.

Par ailleurs, le projet de loi renforce le mandat européen du Commissariat aux assurances et de la Commission de surveillance du secteur financier (ci-après „CSSF“).

*

3. AVIS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Dans son avis du 14 mai 2009, la BCE se prononce en faveur du projet de loi qui régira de manière complète les services de paiement, la monnaie électronique et les systèmes de paiement et de règlement au Luxembourg. De même, elle estime que la transposition de la directive 2007/64/CE permettra de remplir les conditions réglementaires indispensables à l'introduction de l'espace unique de paiement en euros (SEPA).

En ce qui concerne l'obligation faite à la BCL d'informer le Conseil de la concurrence de toute violation des règles de concurrence relatives à l'accès aux systèmes de paiement, la BCE estime qu'il conviendrait de préciser que la BCL n'a pas pour mission de veiller au respect de la politique de concurrence, celle-ci demeurant de la compétence exclusive du Conseil de la concurrence.

En ce qui concerne les instruments de paiement et les systèmes de paiement et de règlement, la BCE note que le rôle de la BCL sera étendu à plusieurs égards. Elle est favorable aux modifications prévues par la loi car elles clarifient la répartition des compétences entre la CSSF et la BCL en ce qui concerne les instruments de paiement, les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et parce qu'elles étendent le rôle de surveillance de la BCL de manière à couvrir tous les systèmes de paiement et de règlement, indépendamment de leur désignation en vertu de la directive 98/26/CE.

La BCE note encore que le projet de loi tient compte de ses recommandations formulées dans divers avis et qu'il permettra à la BCL de s'acquitter plus facilement encore de son rôle en matière de stabilité financière, que vient soutenir son pouvoir de surveillance de la gestion des liquidités par les opérateurs de marché. Dans un souci de clarté, la BCE suggère néanmoins que le projet de loi fasse une référence explicite au rôle de surveillance („oversight“) qui revient à la BCL dans ce domaine.

Au vu du fait que le rôle de surveillance de la BCL est étendu, la BCE estime nécessaire que la BCL soit dotée de ressources humaines et financières suffisantes, en termes quantitatifs et qualitatifs, pour pouvoir accomplir ses nouvelles missions sans porter atteinte à sa capacité à accomplir les autres missions qui lui incombent dans le cadre de l'Eurosystème.

Concernant le financement de l'activité de surveillance de la BCL, la BCE rappelle que, contrairement à la CSSF, la BCL ne peut pas prélever de taxes sur les établissements financiers soumis à sa surveillance. La BCE estime que l'indépendance globale de la BCL serait compromise si la BCL n'était pas en mesure de se doter de façon autonome des ressources financières nécessaires à la bonne exécution de son mandat.

La BCE rappelle que la BCL peut dans le cadre de son rôle de surveillance des systèmes de paiement, des systèmes de règlement des opérations sur titres et des instruments de paiement, demander des informations et procéder à des visites sur place afin de recueillir ces informations et regrette dans ce contexte que la BCL n'ait pas encore le pouvoir d'imposer des sanctions.

En ce qui concerne l'échange d'informations entre la BCL, la CSSF, le STATEC et le Commissariat aux assurances, la BCE approuve le fait que l'article 124, paragraphe 5, supprime la condition de réciprocité applicable à l'échange d'informations entre les autorités concernées. Cette suppression est nécessaire pour permettre des échanges d'informations réguliers entre les autorités en situation normale, et plus encore, en situation de crise.

*

4. AVIS DE LA BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

Dans son avis du 11 septembre 2009, la BCL rappelle en premier lieu les missions fondamentales d'une banque centrale de l'Eurosystème et la répartition des compétences entre la CSSF et la BCL en ce qui concerne les instruments de paiement, les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, une répartition des compétences qui a toujours suscité des critiques de la part de la BCE.

Il importe dès lors pour la BCL que le projet de loi relative aux services de paiement consacre définitivement le pouvoir de surveillance de la BCL à l'égard des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que des instruments de paiement.

L'avis de la BCL porte majoritairement sur les nouvelles dispositions introduites dans sa loi organique et qui sont appelées à consacrer la compétence de surveillance de la BCL à l'égard des systèmes

de paiement et de règlement des opérations sur titres et des instruments de paiement (article 124 du projet de loi).

Quant à la mission de veiller à la sécurité des instruments de paiement, la BCL souhaite préciser que cette mission inclut également la compétence de veiller à l'efficacité des instruments de paiement.

La BCL accueille par ailleurs favorablement la nouvelle disposition qui devrait lui permettre de mettre en oeuvre de manière efficace sa compétence de surveillance des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres en pouvant demander aux systèmes et émetteurs toute information dont elle a besoin et en ayant, le cas échéant, recours à des contrôles sur place.

La BCL suggère en outre de clarifier sa compétence à l'égard des instruments de paiement en précisant que ses interlocuteurs principaux sont les autorités de gouvernance („governance authorities“) des systèmes opérant des instruments de paiement, la BCL ne s'adressant que de manière subsidiaire aux émetteurs d'instruments de paiement. Dans ce contexte, elle recommande d'introduire la définition de l'autorité de gouvernance à l'article 1er du projet de loi, tout en s'inspirant de la définition d'opérateur de système de paiement et de règlement des opérations sur titres contenue à l'article 28-1 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier et à l'article 107 (8) du présent projet de loi.

En ce qui concerne l'indépendance financière et opérationnelle de la BCL, elle regrette que les rédacteurs du projet n'aient pas retenu la solution de conférer à la BCL un pouvoir de taxation autonome à l'image de celui de la CSSF qui peut prélever des taxes sur les établissements financiers soumis à sa surveillance. La BCL note que le projet de loi se réfère à l'approche retenue en matière de surveillance de la liquidité et laisse le soin de régler le financement de la nouvelle compétence de la BCL aux accords de coopération et de coordination à conclure entre la BCL et la CSSF. Or, cette approche n'est pas partagée par la BCL, étant donné que la mission de surveillance des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que des instruments de paiement n'est pas une mission exercée conjointement par la BCL et la CSSF, mais une mission spécifique, conférée par le Traité au système européen de banques centrales. La BCL estime dès lors de ne pas impliquer la CSSF dans le financement de cette mission.

Au vu du fait que la BCL se voit attribuer de nouvelles compétences, elle sollicite des ressources financières suffisantes pour pouvoir exercer ses nouvelles missions. Par ailleurs, la BCE insiste également dans son avis du 14 mai 2009 que la BCL soit dotée de ressources humaines et financières suffisantes, en termes quantitatifs et qualitatifs, pour pouvoir accomplir ses nouvelles missions.

Comme suggéré par la BCE, la BCL recommande de lui conférer également un droit de sanction lié à ses missions en matière de stabilité financière. Selon la BCL, il convient d'assortir l'exercice du pouvoir réglementaire d'un droit de sanction sous peine de réduire le rôle de la BCL à une simple autorité morale sans pouvoir réel de mise en oeuvre de ses compétences.

La BCL note qu'en vertu du projet de loi elle dispose du pouvoir de désigner les systèmes comme étant des systèmes de paiement et des systèmes de règlement. Dans un esprit de simplification des procédures administratives et en vertu du principe du guichet unique, la BCL aurait préféré que les auteurs du projet de loi lui aient également conféré la compétence de notifier lesdits systèmes à la Commission européenne. La notification d'un système à la Commission est en effet la suite logique de la désignation par la BCL conformément aux conditions établies par l'article 109 du projet de loi. Notification et désignation forment dès lors une décision unique visant à autoriser l'exercice de l'activité d'un système de paiement et il serait artificiel de conférer ces fonctions à deux autorités distinctes. Ceci est d'autant plus vrai que conformément au paragraphe 3 alinéa 2 de l'article 109, la BCL est chargée de prendre la décision d'enlever à un système sa désignation. La suite logique de cette décision étant la dénotification du système, il paraît approprié de conférer également à la BCL la compétence de notifier un système à la Commission.

En vertu de l'article 113 paragraphe 3 la BCL est désignée comme l'autorité compétente pour recevoir des autorités étrangères désignées à cet effet les notifications relatives à l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'égard d'un participant à un système (3ème alinéa), de même que l'autorité compétente pour notifier aux autorités des autres Etats membres compétentes chargées de la surveillance, l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'égard d'un participant luxembourgeois à un système (2ème alinéa). La BCL accueille favorablement cette disposition.

Néanmoins, il y a lieu de prévoir au 2ème alinéa de l'article 113 paragraphe 3, pour le plein respect de la procédure européenne de notification sur base de la liste des autorités désignées établie par la

Commission européenne, que la BCL notifie aux autorités étrangères „désignées à cet effet“. Cet amendement s'impose, étant donné que les autorités désignées à la Commission européenne ne coïncident pas forcément avec les autorités chargées de la surveillance qui sont actuellement visées par le projet de loi.

Dans son avis du 14 mai 2009, la BCE souligne que „en ce qui concerne l'obligation faite à la BCL d'informer le Conseil de la concurrence de toute violation des règles de concurrence relatives à l'accès aux systèmes de paiement, il conviendrait de préciser que la BCL n'a pas pour mission de veiller au respect de la politique de concurrence, celle-ci demeurant de la compétence exclusive du Conseil de la concurrence“.

La BCL insiste sur le fait que seul le Conseil de la concurrence peut être l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57 du projet de loi. Dans l'état actuel du projet de loi, la BCL devrait contrôler le respect des règles de concurrence pour l'ensemble des entités tombant sous le champ d'application du nouvel article 2 (5) de sa loi organique. Il s'agit d'un contrôle ex ante qui implique que la BCL fasse un contrôle systématique du respect des règles prévues à l'article 57 du projet de loi.

En conclusion, la BCL n'approuve pas le présent projet de loi dans la mesure où il ne précise pas suffisamment les compétences conférées à la BCL d'un côté et à la CSSF de l'autre côté. Bien que la BCL accueille favorablement le fait qu'elle se voit attribuer de nouvelles compétences en matière de surveillance des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que des instruments de paiement, elle estime que le projet de loi ne lui attribue pas les ressources financières et le pouvoir de sanction nécessaires à un exercice efficace et crédible de ces nouvelles compétences.

*

5. AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

Dans son avis relatif au projet de loi sous rubrique, la Chambre de Commerce regrette de ne pas avoir été saisie officiellement par le Gouvernement. Eu égard au temps imparti, elle n'était pas en mesure d'analyser en détail le projet de loi et ses impacts comme elle l'aurait souhaité.

La Chambre de Commerce note que, pour fidèle que soit la transposition, certains termes ont été modifiés, et se pose la question de savoir s'il ne serait pas opportun de conserver le libellé exact de la Directive 2007/64 en vertu du principe „toute la directive, rien que la directive“, notamment en raison de décisions jurisprudentielles qui pourraient être rendues dans le futur par la Cour de Justice des Communautés européennes. Elle s'interroge par exemple sur la définition de l'„établissement de paiement“ tel que libellée dans le projet, à savoir si elle couvre également les personnes morales ayant obtenu l'agrément dans un autre Etat membre et souhaite obtenir des clarifications à ce sujet.

Une question soulevée par la Chambre de Commerce est celle de l'introduction d'une disposition qui réglerait la mise en conformité des contrats en cours avec les nouvelles dispositions, la question fondamentale étant de savoir si les banques peuvent se borner à indiquer que les contrats actuels seront régis par les nouvelles dispositions telles qu'elles seront adoptées, les dispositions non conformes étant nulles de plein droit et remplacées d'office par les nouvelles conditions, ou si les banques devront mettre en conformité tous les contrats existants à la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions en les faisant signer par leurs clients, auquel cas interviendrait la question de savoir si le délai de préavis de deux mois doit impérativement être respecté. Si tel est le cas, la Chambre de Commerce estime que le risque existe de ne pas être entièrement conforme aux dispositions au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

Une autre interrogation soulevée est celle de l'application des dispositions aux contrats en cours, notamment concernant la migration des mandats relatifs aux débits directs (domiciliations de créances) qui présente à la fois des aspects légaux et opérationnels. Ce souci est plus particulièrement lié à l'interdépendance de la Directive 2007/64 et du système SEPA dans la mesure où les modalités pratiques des migrations de mandats sont définies dans le cadre des règles SEPA. L'interrogation de savoir s'il ne conviendrait pas d'introduire une disposition qui permettrait d'une part aux banques de respecter la législation relative au secret bancaire et à la protection des données personnelles, et d'autre part, d'éviter la migration physique des mandats actuels est soulevée. Selon la Chambre de Commerce, une alternative pourrait être de maintenir le système actuel et de prévoir une migration progressive sur les années à venir, en collaboration avec les créanciers.

La Chambre de Commerce relève finalement que d'une manière générale, pratiquement aucune des options ouvertes pour offrir des dispositions (plus) favorables aux utilisateurs n'a été utilisée, ce qui aura inéluctablement des conséquences sur une partie importante de ses ressortissants qui seront les utilisateurs des systèmes de paiement. La Chambre de Commerce invite à ce sujet à la prudence en termes de compétitivité par rapport aux prestataires de services établis dans d'autres Etats membres.

*

6. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat constate que les auteurs du projet de loi se sont proposés de regrouper dans un seul dispositif toutes les dispositions touchées de près ou de loin par la nouvelle réglementation des paiements dans l'Union européenne. Il estime que la Directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur est fidèlement transposée et approuve ainsi le projet de loi sous examen.

Pour le détail de l'avis de la Haute Corporation au sujet des différentes dispositions du projet de loi sous rubrique ainsi que pour l'avis complémentaire du Conseil d'Etat suite à l'introduction d'un amendement parlementaire, il est renvoyé au commentaire des articles.

*

7. COMMENTAIRE DES ARTICLES

TITRE I

Définitions et champ d'application

Article 1er

Cet article reprend les définitions figurant à l'article 4 de la Directive en les classant par ordre alphabétique, à une exception près. Par ailleurs, dans un souci de sécurité juridique, l'article 1er est complété par des définitions d'autres notions utilisées dans le projet de loi, tout en s'inspirant des définitions qui figurent dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Le Conseil d'Etat juge que ceci est une contribution à la cohérence des textes et à la sécurité juridique des activités concernées.

Article 2

L'article 2 transpose l'article 2 de la Directive et définit le champ d'application des différents titres qui constituent la loi, selon la situation géographique des prestataires de services de paiement, du payeur et du bénéficiaire et selon le fait que les services de paiement sont fournis en euros ou dans une autre devise d'un Etat membre en dehors de la zone euro.

Article 3

Cet article qui porte fidèlement transposition de l'article 3 de la Directive 2007/64/CE définit les exclusions du champ d'application de la loi.

Article 4

L'article 4 transpose l'article 29 de la Directive qui prévoit que les Etats membres interdisent aux personnes physiques ou morales qui ne sont ni des prestataires de services de paiement, ni des personnes ou opérateurs expressément exclus du champ d'application, de fournir les services de paiement concernés.

TITRE II

Prestataires de services de paiement

Le titre II du projet de loi est composé de 3 chapitres: le chapitre 1er règle l'accès et l'exercice de l'activité d'établissements de paiement et porte transposition des articles 5 à 26 de la Directive. Le

chapitre 2 régit l'accès à et l'exercice de l'activité d'établissements de monnaies électroniques. Enfin, le chapitre 3 définit des dispositions communes à tous les prestataires de services de paiement.

Chapitre 1er.– *Etablissements de paiement*

Section 1: L'agrément des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg

Cette section comprenant les articles 5 à 20 du projet de loi précise les modalités de la procédure d'agrément des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, les activités qu'ils sont autorisés à exercer (article 10), l'administration centrale et l'infrastructure dont ils sont censés disposer (article 11), les informations qu'ils sont tenus de communiquer à la CSSF sur leur actionnariat, l'honorabilité et l'expérience professionnelles des personnes chargées de la gestion (articles 12 et 13), les exigences auxquelles elles doivent faire face en matière de détention et de calcul des fonds propres (articles 14 à 17), les obligations auxquelles elles doivent faire face si elles font appel à l'intermédiaire d'un agent (article 18), leurs obligations en matière de comptabilité et de révision externe (article 19). Enfin, ce chapitre précise les conditions dans lesquelles l'agrément peut être retiré par la Commission (article 20).

Le Conseil d'Etat observe que dans tout ce contexte les dispositions de la Directive sont fidèlement transposées et que la nouvelle situation créée par le projet de loi dans le monde financier est cohérente et équilibrée.

Le Conseil d'Etat note que l'une des innovations majeures du projet de loi consiste dans l'introduction en droit luxembourgeois d'un nouveau statut d'établissements financiers, à savoir celui d'établissements de paiement. Dans ce contexte, il accueille favorablement la démarche des auteurs de ne pas ériger ces établissements de paiement en nouvelle sous-catégorie des PSF mais d'en faire une catégorie d'établissements financiers à part, soumis au dispositif du présent projet de loi. Ce faisant, les activités de services de paiement sont couvertes par un projet de loi unique.

Le Conseil d'Etat observe en plus que les dispositions de la Directive sont fidèlement transposées et que la nouvelle situation créée par le projet de loi dans le monde financier est cohérente et équilibrée.

Section 2: L'établissement de succursales, le recours à des agents et la prestation de services au Luxembourg par des établissements de paiement de droit étranger

Cette section régit l'établissement d'une succursale, la prestation de services ou le recours à un agent au Luxembourg par un établissement de paiement étranger. Elle englobe deux articles, à savoir l'article 21 qui établit le passeport européen pour les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat autre que le Luxembourg et reconnaît la valeur communautaire de leur agrément de leur pays d'origine respectif, et l'article 22 qui est consacré aux établissements de paiement qui ont leur siège statutaire dans un pays tiers et qui sont assujettis aux mêmes conditions d'agrément que les établissements de droit luxembourgeois. Toutefois, ceux-ci ne disposent pas du passeport européen tout en étant soumis au même régime prudentiel que les établissements de paiement originaires d'un Etat membre.

Section 3: L'établissement de succursales, le recours à des agents et la prestation de services dans un autre Etat membre par des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg

A l'instar des deux articles qui précèdent, cette section qui recouvre les articles 23 et 24 du projet de loi traite de l'établissement d'une succursale, de la prestation de services ou du recours à un agent par un établissement de paiement de droit luxembourgeois dans un autre Etat membre et précise les devoirs d'information à la Commission auxquels sont tenus ces opérateurs.

Section 4: Les conditions d'exercice applicables aux établissements de paiement établis au Luxembourg

Cette section qui regroupe les articles 25 à 30 du projet s'applique à tous les établissements de paiement que l'Etat membre d'origine soit le Luxembourg ou qu'il s'agisse d'agents établis au Luxembourg ou de succursales luxembourgeoises ayant leur siège statutaire à l'étranger. Les articles 26 et 27 qui portent sur la responsabilité des établissements de paiement, et l'archivage des enregistrements, transposent les articles 18 et 19 de la Directive. Les articles 28 à 30 qui traitent des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, l'obligation de coopérer avec les autorités et l'obligation au secret professionnel reprennent respectivement les obligations de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et les appliquent aux établissements de paiement tout en réservant les obligations de secret professionnel pour les établissements de paiement hybrides aux seules prestations de service de paiement.

Le Conseil d'Etat constate que les dispositions de la Directive sont fidèlement transposées et que les auteurs du projet ont intégré le dispositif existant pour les sujets concernés au champ d'application de la présente loi.

Section 5: La surveillance des établissements de paiement

Cette section qui regroupe les articles 31 à 38 traite de la surveillance prudentielle que la Directive, dans les articles 20 à 24, impose aux Etats membres à l'égard des établissements de paiement.

L'autorité compétente pour l'octroi de l'agrément aux établissements de paiement est le ministre ayant dans ses attributions la CSSF, celle-ci étant elle-même compétente pour la surveillance des établissements de paiement. Le régime disposé par les articles précités est comparable dans une large mesure à celui qui s'applique aux établissements bancaires et aux PSF, ceci dans un souci de cohérence du cadre légal de la surveillance prudentielle sur la place. Dans tous les cas, le projet de loi tient compte de la situation particulière des établissements de paiement dits hybrides, aussi bien en matière de la surveillance qui leur est destinée, qu'en matière de secret professionnel qui ne porte que sur le volet „services de paiement“ de ces établissements.

Section 6: Les procédures d'insolvabilité

Les articles 39 à 45 intègrent dans le présent projet de loi les dispositions qui concernent la gestion contrôlée, la liquidation volontaire et la procédure de faillite des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg et pour les succursales luxembourgeoises d'établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers. En gros, ces dispositions sont celles du livre III du Code de commerce et de l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite, par l'institution du régime de la gestion contrôlée. Ainsi, les établissements de paiement sont soumis au droit commun de la faillite, sauf dispositions contraires énoncées aux articles 40 à 44 du projet de loi. Le dispositif proposé tient compte de la distinction entre établissements de paiement à part entière et établissements de paiement dits hybrides et maintient la cohérence avec la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Section 7: Les sanctions

Cette section qui regroupe les articles 46 et 47 transpose l'article 21, paragraphe 2 et l'article 81 de la Directive et est consacrée aux sanctions applicables aux prestataires de services de paiement établis au Luxembourg ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement d'un autre Etat membre. Les personnes en charge de l'administration ou de la gestion de ces établissements de paiement peuvent ainsi être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre dans les conditions précisées à l'article 46 ou peuvent subir des sanctions pénales précisées à l'article 47.

L'article 46 du projet de loi établit la possibilité pour la Commission de sanctionner les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des établissements de paiement agréés au Luxembourg, ainsi que les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des agents de ces établissements de paiement, d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros, au cas où elles refuseraient de fournir les documents comptables ou autres renseignements, ainsi que des documents qui se révéleraient être

incomplets. Le Conseil d'Etat, qui se réfère à ses développements qu'il avait faits à l'occasion de son avis concernant le projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises (doc. parl. No 5757⁸), souligne que l'amende d'ordre infligée dans les cas précités risque de poser problème au regard du principe consacré par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme suivant lequel nul ne peut être contraint de déposer ou de témoigner contre lui-même. Une entorse à ce principe risque en effet de remettre en cause la valeur juridique d'une procédure pénale ultérieure, l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme limitant significativement la possibilité d'utiliser à l'égard du justiciable, sur le plan pénal, les documents qu'il a dû remettre à l'administration sous la contrainte.

La référence de l'article 47, paragraphe 1er à l'article 7, paragraphe 4, semble inexacte. Le Conseil d'Etat peut d'ores et déjà se déclarer d'accord avec sa suppression. La remarque du Conseil d'Etat est pertinente. Mais plutôt que de supprimer la référence à l'article 7 paragraphe 4, la Commission se prononce pour une correction de la référence erronée en la remplaçant par une référence à l'article 7 paragraphe 3.

Section 8: Les dérogations

L'article 48 prend l'option prévue à l'article 26, paragraphe 1er de la Directive qui permet aux Etats membres d'exempter, sous certaines conditions, des personnes physiques ou morales de tout ou d'une partie de la procédure d'octroi de l'agrément et des conditions d'agrément ou d'exercice applicables aux établissements de paiement. Ce régime dérogatoire a pour objectif de connaître et de localiser tous les prestataires de services de transmission de fonds et de les saisir dans un registre.

Chapitre 2.– Etablissements de monnaie électronique

Ce chapitre qui regroupe les articles 49 à 56 reprend les articles 12-10 à 12-15 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et y apporte certains ajustements pour transposer dans le texte de la loi luxembourgeoise les dispositions de la directive 2000/46/CE.

Celles-ci concernent l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique, l'exercice de celle-ci, ainsi que la surveillance de ces établissements.

L'avantage de cette approche est de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions portant transposition des actes communautaires ayant trait aux paiements électroniques dans un souci de renforcer la transparence vis-à-vis des usagers et des prestataires de services de paiement. Les établissements de monnaie électronique sont soumis aux titres III et IV du projet de loi.

Chapitre 3.– Dispositions communes à tous les prestataires de services de paiement

L'article 57 transpose l'article 28 de la Directive qui dispose que les Etats membres doivent veiller à ce que l'accès des prestataires de services de paiement agréés ou enregistrés aux systèmes de paiement soit objectif, non discriminatoire et proportionné et que les seules entraves pouvant être opposées à un prestataire de services de paiement doivent être liées à la prévention du risque et à la protection de la stabilité financière des systèmes.

Cette disposition proscribit donc toute discrimination entre établissements de paiement agréés et établissements de crédit au niveau des règles d'accès aux systèmes de paiement, ceci dans un esprit de libre concurrence entre les établissements de paiement, ce qui devrait, en dernier lieu, profiter aux utilisateurs.

A noter que le règlement CE 2560/2001 auquel il est fait référence à l'article 58, paragraphe 2, vient d'être abrogé et remplacé par le règlement CE 924/2009, de sorte qu'une modification du texte dans ce sens s'impose.

Le Conseil d'Etat, dans son avis du 6 octobre 2009, a soulevé une objection formelle à l'égard de l'article 58, paragraphe 3 du projet de loi. L'opposition formelle est motivée par la considération que cette disposition anticipe le projet de loi portant réforme de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence qui tend à modifier la structure duale des autorités de concurrence luxembourgeoises,

l'Inspection de la concurrence et le Conseil de la concurrence, en ne laissant subsister qu'une seule autorité, qui serait le Conseil de la concurrence.

La Commission a entendu rencontrer les observations de la Haute Corporation par la voie d'un amendement adopté le 12 octobre 2009, après s'être interrogée sur le champ d'application de l'opposition formelle.

L'article visé par la Haute Corporation (article 58(3)) comporte trois dispositions séparées:

1. „Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence.“

Cette formulation rappelle les termes de l'article 6, paragraphe 1er („Il est créé un Conseil de la concurrence ... chargé(e) de veiller à l'application des articles 3 à 5 de la présente loi“) et de l'article 6, paragraphe 2 („Le Conseil a la compétence pour appliquer les articles 81 et 82 du Traité instituant la Communauté européenne“) de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence.

La Commission parlementaire a admis dès lors que l'opposition formelle ne visait pas cette disposition spécifique.

2. „La Banque centrale informe sans délai le Conseil de la concurrence de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies (...)“

La Commission parlementaire a admis que l'objection de la Haute Corporation visait cette disposition.

3. „La Banque centrale est autorisée à transmettre au Conseil de la concurrence toute information (...)“

La Haute Corporation n'a mentionné cette disposition qu'après avoir soulevé son opposition formelle. Par ailleurs, l'article 19 du projet de loi portant réforme de la loi du 17 mai 2004 visé par le Conseil d'Etat existe déjà en l'état actuel (article 30 de la loi modifiée du 17 mai 2004).

La Commission parlementaire a donc admis que l'opposition formelle ne visait pas le principe de cette disposition. Il convient toutefois d'en réaménager la rédaction pour tenir pleinement compte des observations du Conseil d'Etat.

Partant, la Commission a retenu que l'opposition formelle portait au fond sur la règle prévoyant que la Banque centrale informait le seul Conseil de la concurrence, à l'exclusion de l'Inspection de la concurrence, de toute infraction.

La Commission parlementaire a entendu relever de prime abord que cette hypothèse n'était pas exclue par la loi modifiée du 17 mai 2004, l'article 9 disposant expressément que „le Conseil peut être saisi par l'inspection et par toute personne physique ou morale faisant valoir un intérêt légitime ainsi que par le ministre“. Cette disposition légale semble donc ouvrir la voie à une saisine directe du Conseil par des personnes autres que l'Inspection. Elle était conçue pour couvrir l'hypothèse où une personne autre que l'Inspection serait en mesure de présenter à l'autorité de concurrence un dossier complet, comportant tous les éléments d'appréciation. On pourrait admettre que la Banque centrale serait en mesure de s'adresser ainsi au Conseil de la concurrence. Il se peut toutefois qu'il n'en soit pas nécessairement ainsi, et que les faits requièrent une instruction complémentaire par l'autorité de concurrence.

Au-delà de la possibilité ouverte dans ce cas de figure au Conseil de transmettre le dossier à l'Inspection de la concurrence pour compléter l'enquête, la Commission parlementaire a entendu dès lors amender le projet de loi sous examen en les termes suivants:

„Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57. La Banque centrale informe sans délai le Conseil de la concurrence, sinon l'Inspection de la concurrence, de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies à l'article 57 constatée dans le cadre de l'exercice de sa mission visée à l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.“

Par dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale est autorisée à transmettre au Conseil de la concurrence et à l'Inspection de la concurrence toute information, y compris des informations confidentielles, dont celui-ci a besoin dans l'exercice de sa mission.“

Dans son avis complémentaire du 20 octobre 2009, le Conseil d'Etat propose tout d'abord quant à la forme de scinder le premier alinéa en deux. Le premier alinéa comportera la première phrase et le deuxième le reste. Le deuxième alinéa du projet deviendra ainsi le troisième.

La Commission fait sienna la proposition de la Haute Corporation.

Le Conseil d'Etat fait ensuite remarquer que le Conseil de la concurrence est une autorité administrative indépendante chargée de veiller à l'application des dispositions légales qui lui sont attribuées limitativement. Il ne dispose d'aucun pouvoir d'autosaisine. Il n'a par conséquent aucune compétence pour donner suite à l'information reçue en vertu de l'article 58.

Du fait que, de par l'article 8 de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence, l'Inspection de la concurrence est actuellement investie à titre exclusif de ce pouvoir d'autosaisine, elle est par conséquent le seul organe apte à recevoir une telle information et à mener par la suite l'instruction nécessaire.

Par conséquent la Commission adopte la position du Conseil d'Etat et propose la suppression de l'indication du Conseil de la concurrence comme destinataire de l'information prévue. Par conséquent la possibilité de recevoir de la part de la BCL toute information, y compris des informations confidentielles, dont elle a besoin dans l'exercice de sa mission, sera limitée à l'Inspection de la concurrence.

TITRE III

Transparence des conditions et exigences en matière d'informations régissant les services de paiement (Art. 59 à 77)

Le titre III du projet de loi transpose le titre III de la Directive. Il comprend les articles 51 à 77 du projet de loi et transpose les articles 30 à 48 ainsi que les articles 49 à 60 de la Directive. Les objectifs du titre III consistent à garantir aux utilisateurs de services de paiement le même niveau d'information sur les services prestés dans toute l'Union européenne et de promouvoir ainsi la concurrence entre prestataires de services. Améliorant ainsi la transparence des prix et des conditions des services de paiement ouverts, ces dispositions permettent aux utilisateurs des services de paiement de mieux comparer les prix, les conditions et les principales caractéristiques de ceux-ci, surtout grâce aux informations précontractuelles que les prestataires doivent fournir aux utilisateurs sous une forme clairement compréhensible et complète.

Le titre III définit également de manière détaillée les informations que les prestataires de services de paiement sont tenus de fournir ou de mettre à disposition des utilisateurs de ces services avant et après la réalisation d'une opération de paiement. Il distingue deux cas selon que l'utilisateur réalise une opération de paiement isolée (articles 64 à 68 du projet de loi) ou qu'il réalise une série d'opérations qui suppose l'établissement d'un contrat qui le lie à son prestataire (articles 69 à 77 du projet de loi).

En ce qui concerne le deuxième cas, il s'agit concrètement d'opérations de paiement par carte de débit ou de crédit ou encore d'ordres permanents ou de domiciliations de créances.

Le Conseil d'Etat relève que les obligations d'information doivent être remplies gratuitement par les prestataires qui peuvent cependant, d'un commun accord entre eux-mêmes et les utilisateurs, imputer des frais en cas d'informations supplémentaires à la demande de l'utilisateur. Il constate que les dispositions ci-avant décrites sont transposées en droit national avec toute la circonspection nécessaire. Il note que les auteurs ne font usage que d'une seule des six options prévues au titre III de la Directive, ceci dans un souci de cohérence, de fiabilité et de sécurité juridique.

TITRE IV

Droits et obligations liés à la présentation et à l'utilisation de services de paiement (Art. 78 à 106)

Chapitre 1er.– Dispositions communes

Le titre IV, divisé en cinq chapitres, procède à l'harmonisation complète des droits et des obligations liés à la prestation et à l'utilisation des services de paiement. Il transpose le titre IV de la Directive et fait une utilisation prudente des options prévues en ne faisant usage que de deux sur sept options possibles.

Le chapitre 1er qui regroupe les articles 78 à 80 transpose les articles 51 à 53 de la Directive et utilise certaines options de l'article 53 en reprenant à l'article 80 les mêmes montants pour désigner les montants faibles.

A noter qu'une erreur de référence s'était glissée dans l'article 51, paragraphe 1 de la directive 2007/64/CE repris dans le projet de loi (article 78, paragraphe 1). Entretemps cette erreur a été redressée par une publication au Journal officiel, de sorte qu'un alignement du texte sur le rectificatif s'impose.

Chapitre 2.– Autorisation des opérations de paiement

Ce chapitre qui regroupe les articles 81 à 90 du projet de loi transpose les articles 54 à 63 de la Directive consacrés à l'autorisation des opérations de paiement. Le principe de base de ces dispositions consiste dans la règle selon laquelle aucune opération ne peut être exécutée sans le consentement du payeur et, une fois ce consentement donné, ce dernier est irrévocable.

Normalement, le payeur doit donner son consentement avant l'exécution de l'opération, sauf s'il existe une convention entre lui-même et le prestataire stipulant que ce consentement peut être donné *ex post*.

Des dispositions particulières concernent les limites des dépenses consacrées à des instruments de paiement particuliers, ainsi que le droit de blocage de l'instrument de paiement concerné pour des raisons limitativement énumérées. Ce chapitre précise aussi les obligations de l'utilisateur et du prestataire en matière de vol, de perte ou de détournement de l'instrument pour le premier, et pour le second les moyens à mettre en place pour préserver la sécurité de l'instrument de paiement concerné.

Le Conseil d'Etat estime néanmoins que l'ensemble de ces articles qui harmonisent les règles de protection du consommateur conformément aux dispositions de la Directive reste vague sur certaines dispositions, surtout quand il s'agit des obligations de l'utilisateur.

Chapitre 3.– Exécution des opérations de paiement

Ce chapitre qui porte sur les articles 91 à 103 du projet de loi transpose les articles 64 à 78 de la Directive et traite des conditions d'exécution des opérations de paiement et de la responsabilité des différents intervenants.

A l'instar de la Directive, le chapitre 3 du titre IV fixe le délai d'exécution des opérations de paiement (article 96). Pour cela il définit le moment de réception de l'ordre de paiement (article 91), précise les conditions de refus de cet ordre par le prestataire (article 92) de même que le moment à partir duquel le payeur ne peut plus revenir sur son ordre (article 93). Ainsi, pour des instruments de type virement, le payeur ne peut pas revenir sur son ordre de paiement une fois qu'il a été reçu par le prestataire de services de paiement. Dans le cas d'un paiement par carte, l'ordre est irrévocable dès que le payeur a exprimé son consentement. La seule exception tolérée est celle de la domiciliation des créances où le payeur peut révoquer son ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant son exécution.

Quant aux montants transférés, l'article 94 retient la prescription que le montant transféré est le montant total de l'opération de paiement et que les prestataires de services doivent s'abstenir de prélever des frais sur le montant transféré. En matière de partage des coûts, le principe retenu par le projet de loi est que chaque utilisateur paye les coûts prélevés par son prestataire de services.

Le délai d'exécution d'une opération de paiement est fixé à J+1 à partir de 2012, ce délai s'entendant du moment de réception de l'ordre de paiement à la réception des fonds par le prestataire du bénéficiaire (article 96 du projet de loi). Le projet de loi précise ensuite que le prestataire de services de paiement du bénéficiaire met les fonds à la disposition du bénéficiaire immédiatement après les avoir reçus (article 99). Les articles 97 et 98 traitent de deux cas de figure particuliers, à savoir du cas où le bénéficiaire n'est pas titulaire d'un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement, respectivement du cas d'un versement en espèces sur un compte de paiement. Par ailleurs, les articles 100 et 101 du projet de loi définissent la responsabilité des utilisateurs de services de paiement, en cas de fourniture d'un identifiant unique inexact et celle des prestataires de services de paiement en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution.

Chapitre 4.– Protection des données

Pour contribuer à une prévention efficace de la fraude et combattre la fraude en matière de paiements dans l'Union européenne, l'article 105 du projet de loi jette les bases pour un échange efficace de données entre les prestataires de services de paiement qui sont autorisés à collecter, à traiter et à échanger des données à caractère personnel sur les personnes impliquées dans une fraude en matière de paiement. Le traitement de ces données personnelles se fait dans le respect de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Chapitre 5.– Procédures de réclamation et de recours extrajudiciaires en vue du règlement des litiges

Ce chapitre composé de l'unique article 106 du projet de loi transpose les articles 80, 82 et 83 de la Directive et établit la CSSF comme autorité compétente pour recevoir les plaintes des clients concernant des prestataires de services soumis à son autorité prudentielle.

TITRE V

Le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres (Art. 107 à 115)

Aux fins de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs aux paiements électroniques, les dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, qui portent transposition de la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, sont transférées au titre V du présent projet de loi, moyennant certains changements de forme et de fond.

Les articles 28-1, 34-5 à 34-7 et 47-1 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier sont ainsi abrogés.

Les articles 34-2 à 34-4, 35-1, 61-24 à 61-26 de la même loi sont modifiés dans le texte sous examen. Ces modifications concernent un nouvel équilibre institutionnel dans les compétences entre la CSSF et la BCL qui, notamment, a désormais la mission de veiller au bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres.

TITRE VI

Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales (Art. 116 à 128)

Article 116.– Dispositions transitoires

Dans un souci de sécurité juridique, l'article 116 du projet de loi transpose l'article 88 de la Directive qui définit un régime transitoire permettant aux personnes ayant commencé à exercer l'activité d'établissements de paiement avant l'entrée en vigueur de la Directive et en conformité avec le droit national applicable, de poursuivre cette activité pendant une période limitée.

Article 117.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

L'article 117 comporte toutes les modifications de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui s'imposent après la mise en vigueur du projet de loi sous rubrique. Il s'agit de préciser les définitions et les champs d'application, d'améliorer la lisibilité et de procéder à certains toilettages, de mettre à jour les références et les numérotations, d'opérer certains regroupements et de procéder aux abrogations nécessaires.

Le Conseil d'Etat estime que la précision de ces aménagements contribue à garantir la sécurité juridique du dispositif.

Articles 118 à 125

Il en est de même des articles sous examen qui portent sur un ensemble de dispositions modificatives dans la législation existante, et qui peuvent être considérés soit comme implications des dispositions du présent projet de loi sur les textes en vigueur, soit comme dispositions qui donnent à l'ensemble de la législation existante sur le secteur financier toute la cohérence nécessaire.

En particulier, il s'agit des dispositions modificatives concernant la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (Art. 118), la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance (Art. 119), la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux (Art. 120), la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers (Art. 121), la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (Art. 122), la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier (Art. 123), la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg (Art. 124) et concernant finalement la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (Art. 125).

La BCL rend attentif dans son avis qu'une erreur de référence s'est glissée dans la formulation du nouvel article 27-3 de sa loi organique qu'il y a lieu de redresser en remplaçant la référence à l'article 2, paragraphe 6 par la référence à l'article 2, paragraphe 5.

Article 126

Les dispositions du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique deviennent dans une large mesure redondantes, superfétatoires, voire obsolètes, suite à l'adoption de la loi relative aux services de paiement. L'article 126 du projet de loi prévoit dès lors l'abrogation de ce titre VII. Cette abrogation permet par ailleurs de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions nationales portant transposition des actes communautaires relatifs aux paiements électroniques.

Article 127

La date d'entrée en vigueur de la présente loi est fixée au 1er novembre 2009. Il n'y a aucun intérêt à prévoir une entrée en vigueur de la présente loi avant le 1er novembre 2009, car le bon fonctionnement de SEPA est tributaire de la transposition de la directive 2007/64/CE par tous les Etats membres.

La mise en œuvre des dispositions de la présente loi avant la date butoir du 1er novembre 2009 risque au contraire d'exposer les établissements luxembourgeois fournissant des services de paiement sur une base transfrontalière à des incertitudes juridiques.

Article 128

Eu égard à l'intitulé très long de la présente loi, il s'avère utile de prévoir la possibilité de pouvoir s'y référer sous une forme abrégée.

Annexe

L'annexe qui énumère les services de paiement couverts par le présent projet de loi tels que mentionnés à l'article 1er, point 38, reprend fidèlement la liste des services de paiement figurant dans l'annexe de la Directive.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

*

**TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET**

PROJET DE LOI

**relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement
de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement
dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des
opérations sur titres et**

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE;
- portant modification de:
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance;
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux;
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg;
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

TITRE I

Définitions et champ d'application

Art. 1er.- Définitions

Sauf dispositions contraires, on entend aux fins de la présente loi par:

- 1) „agent“: une personne physique ou morale qui agit pour le compte d'un établissement de paiement pour la fourniture des services de paiement;
- 2) „authentification“: la procédure permettant au prestataire de services de paiement de vérifier l'utilisation d'un instrument de paiement donné, y compris ses dispositifs de sécurité personnalisés;
- 3) „bénéficiaire“: une personne physique ou morale qui est le destinataire prévu de fonds ayant fait l'objet d'une opération de paiement;
- 4) „Commission“: la Commission de surveillance du secteur financier;
- 5) „compte de paiement“: un compte qui est détenu au nom d'un ou de plusieurs utilisateurs de services de paiement et qui est utilisé aux fins de l'exécution d'opérations de paiement;

- 6) „consommateur“: une personne physique qui, dans le cadre des contrats de services de paiement régis par la présente loi, agit dans un but autre que son activité commerciale ou professionnelle;
- 7) „contrat-cadre“: un contrat de services de paiement qui régit l'exécution future d'opérations de paiement particulières et successives et peut énoncer les obligations et les conditions liées à l'ouverture d'un compte de paiement;
- 8) „date de valeur“: la date de référence utilisée par un prestataire de services de paiement pour calculer les intérêts applicables aux fonds débités d'un compte de paiement ou crédités sur un compte de paiement;
- 9) „directive 95/46/CE“: la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données;
- 10) „directive 98/26/CE“: la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres;
- 11) „directive 2000/46/CE“: la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements;
- 12) „directive 2005/60/CE“: la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;
- 13) „directive 2006/48/CE“: la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte);
- 14) „directive 2007/64/CE“: la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE;
- 15) „domiciliation de créances“: un service de paiement visant à débiter le compte de paiement d'un payeur, lorsqu'une opération de paiement est initiée par le bénéficiaire sur la base du consentement donné par le payeur au bénéficiaire, au prestataire de services de paiement du bénéficiaire ou au propre prestataire de services de paiement du payeur;
- 16) „entreprise mère“: une entreprise détentrice des droits suivants:
 - i) elle a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise, ou
 - ii) elle a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou
 - iii) elle a le droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise dont elle est actionnaire ou associé, en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, lorsque le droit dont relève cette entreprise permet qu'elle soit soumise à de tels contrats ou clauses statutaires, ou
 - iv) elle est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci, ou
 - v) elle peut exercer ou exerce effectivement une influence dominante sur une autre entreprise, ou
 - vi) elle est placée avec une autre entreprise sous une direction unique;
- 17) „établissement de monnaie électronique“: une personne morale, autre qu'un établissement de crédit au sens de l'article 4, point 1) a) de la directive 2006/48/CE, dont l'activité principale consiste à émettre des moyens de paiement sous la forme de monnaie électronique;
- 18) „établissement de paiement“: une personne morale qui, conformément à l'article 10 de la directive 2007/64/CE, a obtenu un agrément l'autorisant à fournir et à exécuter des services de paiement dans toute l'Union européenne. Est visée au Luxembourg toute personne morale qui a obtenu l'agrément de fournir et d'exécuter des services de paiement en application de l'article 7 de la

- présente loi. Y sont assimilées au Luxembourg les personnes qui ont obtenu l'agrément de fournir et d'exécuter des services de paiement en application de l'article 22 de la présente loi;
- 19) „Etat membre“: un Etat membre de l'Union européenne. Sont assimilés aux Etats membres de l'Union européenne les Etats parties à l'Accord sur l'Espace économique européen autres que les Etats membres de l'Union européenne, dans les limites définies par cet accord et les actes y afférents;
 - 20) „Etat membre d'accueil“: l'Etat membre, autre que l'Etat membre d'origine, dans lequel un prestataire de services de paiement a un agent ou détient une succursale ou fournit des services de paiement;
 - 21) „Etat membre d'origine“: l'un des Etats membres suivants:
 - i) l'Etat membre dans lequel le siège statutaire du prestataire de services de paiement est situé, ou
 - ii) si, conformément à son droit national, le prestataire de services de paiement n'a pas de siège statutaire, l'Etat membre dans lequel son administration centrale est située;
 - 22) „filiale“: une entreprise à l'égard de laquelle sont détenus les droits énoncés à l'article 1er, point 16). Les filiales d'une filiale sont également considérées comme filiales de l'entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises;
 - 23) „fonds“: les billets de banque et les pièces, la monnaie scripturale et la monnaie électronique au sens de l'article 1er, point 29) ii);
 - 24) „groupe“: un groupe d'entreprises composé d'une entreprise mère, de ses filiales et des entités dans lesquelles l'entreprise mère ou ses filiales détiennent une participation, ainsi que des entreprises liées entre elles par le fait d'être placées sous une direction unique en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires ou par le fait d'avoir des organes d'administration, de direction ou de surveillance composés en majorité des mêmes personnes;
 - 25) „identifiant unique“: la combinaison de lettres, de chiffres ou de symboles indiquée à l'utilisateur de services de paiement par le prestataire de services de paiement, que l'utilisateur de services de paiement doit fournir pour permettre l'identification certaine de l'autre utilisateur de services de paiement et/ou de son compte de paiement pour l'opération de paiement;
 - 26) „instrument de paiement“: tout dispositif personnalisé ou ensemble de procédures convenu entre l'utilisateur de services de paiement et le prestataire de services de paiement et auquel l'utilisateur de services de paiement a recours pour initier un ordre de paiement;
 - 27) „jour ouvrable“: un jour au cours duquel le prestataire de services de paiement du payeur ou le prestataire de services de paiement du bénéficiaire impliqués dans l'exécution d'une opération de paiement exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement;
 - 28) „liens étroits“: une situation dans laquelle au moins deux personnes physiques ou morales sont liées par:
 - i) une participation, à savoir le fait de détenir, directement ou par voie de contrôle, au moins 20% du capital ou des droits de vote d'une entreprise, ou
 - ii) un contrôle, à savoir la relation entre une entreprise mère et une filiale dans les cas visés à l'article 1er, point 16), la relation entre entreprises liées par le fait d'être placées sous une direction unique ou une relation similaire entre toute personne physique ou morale et une entreprise. Toute filiale d'une filiale est également considérée comme une filiale de l'entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises;

Est également considérée comme constituant un lien étroit entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales, une situation dans laquelle ces personnes sont liées de façon durable à une même personne par une relation de contrôle;
 - 29) „monnaie électronique“: une valeur monétaire représentant une créance sur l'émetteur, qui est:
 - i) stockée sur un support électronique et
 - ii) émise contre la remise de fonds d'un montant dont la valeur n'est pas inférieure à la valeur monétaire émise et
 - iii) acceptée comme moyen de paiement par des entreprises autres que l'émetteur;

- 30) „moyen de communication à distance“: tout moyen qui peut être utilisé pour conclure un contrat de services de paiement sans la présence physique simultanée du prestataire de services de paiement et de l'utilisateur de services de paiement;
- 31) „opération de paiement“: une action, initiée par le payeur ou le bénéficiaire, consistant à verser, transférer ou retirer des fonds, indépendamment de toute obligation sous-jacente entre le payeur et le bénéficiaire;
- 32) „ordre de paiement“: toute instruction d'un payeur ou d'un bénéficiaire à son prestataire de services de paiement demandant l'exécution d'une opération de paiement;
- 33) „participation“: le fait de détenir des droits dans le capital d'une entreprise, matérialisés ou non par des titres, qui, en créant un lien durable avec celle-ci, sont destinés à contribuer à l'activité de la société ou le fait de détenir, directement ou indirectement, au moins 20% des droits de vote ou du capital d'une entreprise;
- 34) „participation qualifiée“: le fait de détenir dans une entreprise, directement ou indirectement, au moins 10% du capital ou des droits de vote, conformément aux articles 8 et 9 de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières et aux conditions régissant l'agrégation des droits de vote énoncées à l'article 11, paragraphes (4) et (5) de cette même loi, ou toute autre possibilité d'exercer une influence notable sur la gestion de cette entreprise;
- 35) „payeur“: une personne physique ou morale qui est titulaire d'un compte de paiement et autorise un ordre de paiement à partir de ce compte de paiement, ou, en l'absence de compte de paiement, une personne physique ou morale qui donne un ordre de paiement;
- 36) „pays tiers“: un Etat autre qu'un Etat membre;
- 37) „prestataire de services de paiement“: l'une des entités ou personnes suivantes:
- i) les établissements de crédit au sens de l'article 4, point 1) a) de la directive 2006/48/CE;
 - ii) les établissements de monnaie électronique au sens de l'article 1er, paragraphe 3, point a) de la directive 2000/46/CE;
 - iii) les offices de chèques postaux qui sont habilités en droit national à fournir des services de paiement;
est visée au Luxembourg l'Entreprise des Postes et Télécommunications;
 - iv) les établissements de paiement au sens de la directive 2007/64/CE;
 - v) la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales lorsqu'elles n'agissent pas en qualité d'autorités monétaires ou autres autorités publiques;
 - vi) les Etats membres ou leurs autorités régionales ou locales lorsqu'ils n'agissent pas en qualité d'autorités publiques;
 - vii) les personnes physiques et morales bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 48;
- 38) „services de paiement“: toute activité exercée à titre professionnel énumérée dans l'annexe;
- 39) „succursale“: un siège d'exploitation autre que l'administration centrale qui constitue une partie d'un établissement de paiement, qui n'a pas de personnalité juridique, et qui effectue directement, en tout ou en partie, les opérations inhérentes à l'activité d'établissement de paiement; tous les sièges d'exploitation créés dans le même Etat membre par un établissement de paiement ayant son administration centrale dans un autre Etat membre sont considérés comme une seule succursale;
- 40) „support durable“: tout instrument permettant à l'utilisateur de services de paiement de stocker les informations qui lui sont personnellement adressées d'une manière telle que ces informations puissent être consultées ultérieurement pendant une période adaptée à leur finalité et reproduites à l'identique;
- 41) „système de paiement“: un système permettant de transférer des fonds régi par des procédures formelles standardisées et des règles communes pour le traitement, la compensation ou le règlement d'opérations de paiement;
- 42) „taux de change de référence“: le taux de change qui sert de base pour calculer les opérations de change et qui est mis à la disposition par le prestataire de services de paiement ou émane d'une source accessible au public;

- 43) „taux d'intérêt de référence“: le taux d'intérêt servant de base pour calculer les intérêts à appliquer et qui provient d'une source accessible au public pouvant être vérifiée par les deux parties à un contrat de services de paiement;
- 44) „transmission de fonds“: un service de paiement pour lequel les fonds sont reçus de la part d'un payeur, sans création de comptes de paiement au nom du payeur ou du bénéficiaire, à la seule fin de transférer un montant correspondant vers un bénéficiaire ou un autre prestataire de services de paiement agissant pour le compte du bénéficiaire, et/ou pour lequel de tels fonds sont reçus pour le compte du bénéficiaire et mis à la disposition de celui-ci;
- 45) „Tribunal“: le tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale;
- 46) „utilisateur de services de paiement“: une personne physique ou morale qui utilise un service de paiement en qualité de payeur ou de bénéficiaire, ou des deux.

Art. 2.– *Champ d'application*

(1) Les titres I à IV, à l'exception du chapitre 2 du titre II, s'appliquent aux services de paiement fournis par un prestataire de services de paiement situé au Luxembourg.

Cependant, à l'exception de l'article 99, les titres III et IV s'appliquent uniquement lorsque:

- à la fois le prestataire de services de paiement du payeur et celui du bénéficiaire sont situés au Luxembourg,
- le prestataire de services de paiement du payeur est situé au Luxembourg et le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est situé dans un autre Etat membre,
- le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est situé au Luxembourg et le prestataire de services de paiement du payeur est situé dans un autre Etat membre,
- dans le cas des opérations de paiement dans lesquelles intervient un seul prestataire de services de paiement, ce dernier est situé au Luxembourg.

(2) Les titres III et IV s'appliquent aux services de paiement fournis en euros ou dans la devise d'un Etat membre en dehors de la zone euro.

(3) Le chapitre 2 du titre II s'applique aux établissements de monnaie électronique de droit luxembourgeois.

(4) Le titre V s'applique aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifiés à la Commission européenne par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

Le titre V s'applique en outre aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Art. 3.– *Exclusions du champ d'application*

Les titres I à IV, à l'exclusion du chapitre 2 du titre II, ne s'appliquent pas:

- a) aux opérations de paiement exclusivement effectuées en espèces et allant directement du payeur au bénéficiaire, sans l'intervention du moindre intermédiaire;
- b) aux opérations de paiement allant du payeur au bénéficiaire, par l'intermédiaire d'un agent commercial habilité à négocier ou à conclure la vente ou l'achat de biens ou de services pour le compte du payeur ou du bénéficiaire;
- c) au transport physique de billets de banque et de pièces à titre professionnel, y compris leur collecte, leur traitement et leur remise;
- d) aux opérations de paiement consistant en la collecte et la remise d'espèces à titre non professionnel, dans le cadre d'une activité à but non lucratif ou caritative;
- e) aux services pour lesquels des espèces sont fournies par le bénéficiaire au bénéfice du payeur dans le cadre d'une opération de paiement, à la demande expresse de l'utilisateur de services de paiement

formulée juste avant l'exécution de l'opération de paiement via un paiement pour l'achat de biens ou de services;

- f) aux activités de change, c'est-à-dire aux opérations „espèces contre espèces“ dans lesquelles les fonds ne sont pas détenus sur un compte de paiement;
- g) aux opérations de paiement fondées sur l'un des documents suivants, tiré sur le prestataire de services de paiement en vue de mettre des fonds à la disposition du bénéficiaire:
 - i) un chèque papier régi par les dispositions de la convention de Genève du 19 mars 1931 portant loi uniforme sur les chèques,
 - ii) un chèque papier similaire à celui visé au point i) et régi par le droit d'un Etat membre non partie à la convention de Genève du 19 mars 1931 portant loi uniforme sur les chèques,
 - iii) une traite sur support papier conformément à la convention de Genève du 7 juin 1930 portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre,
 - iv) une traite sur support papier similaire à celle visée au point iii) et régie par le droit d'un Etat membre non partie à la convention de Genève du 7 juin 1930 portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre,
 - v) un titre de service sur support papier,
 - vi) un chèque de voyage sur support papier, ou
 - vii) un mandat postal sur support papier tel que défini par l'Union postale universelle;
- h) aux opérations de paiement effectuées au sein d'un système de paiement ou de règlement des opérations sur titres entre des agents de règlement, des contreparties centrales, des chambres de compensation et/ou des banques centrales et d'autres participants au système, et des prestataires de services de paiement, sans préjudice de l'article 57;
- i) aux opérations de paiement liées au service d'actifs et de titres, y compris la distribution de dividendes, de revenus ou autres, les remboursements ou les ventes, effectuées par les personnes visées au point h) ou par des entreprises d'investissement, des établissements de crédit, des organismes de placement collectif ou des sociétés de gestion de portefeuille fournissant des services d'investissement et toute autre entité autorisée à garder en dépôt des instruments financiers;
- j) aux services fournis par des prestataires de services techniques à l'appui de la fourniture de services de paiement, sans qu'ils entrent, à aucun moment, en possession des fonds à transférer et consistant notamment dans le traitement et l'enregistrement des données, les services de protection de confiance et de la sphère privée et de protection de la vie privée, l'authentification des données et des entités, les technologies de l'information et la fourniture de réseaux de communication, ainsi que la fourniture et la maintenance des terminaux et dispositifs utilisés aux fins des services de paiement;
- k) aux services fondés sur des instruments de paiement qui ne peuvent être utilisés, pour l'acquisition de biens ou de services, que dans les locaux utilisés par l'émetteur ou, dans le cadre d'un accord commercial avec l'émetteur, à l'intérieur d'un réseau limité de prestataires de services ou pour un éventail limité de biens ou de services;
- l) les opérations de paiement exécutées au moyen d'un appareil de télécommunication ou d'un autre dispositif numérique ou informatique, lorsque les biens ou les services achetés sont livrés et doivent être utilisés au moyen d'un appareil de télécommunication ou d'un dispositif numérique ou informatique, à condition que l'opérateur du système de télécommunication, numérique ou informatique n'agisse pas uniquement en qualité d'intermédiaire entre l'utilisateur de services de paiement et le fournisseur des biens ou services;
- m) aux opérations de paiement effectuées entre prestataires de services de paiement, leurs agents ou succursales pour leur propre compte;
- n) aux opérations de paiement entre une entreprise mère et sa filiale, ou entre filiales d'une même entreprise mère, sans qu'aucun autre prestataire de services de paiement qu'une entreprise du même groupe ne fasse office d'intermédiaire;
- o) aux services de retrait d'espèces au moyen de distributeurs automatiques de billets, offerts par des prestataires agissant pour le compte d'un ou de plusieurs émetteurs de cartes, qui ne sont pas parties au contrat-cadre avec le client retirant de l'argent d'un compte de paiement, à condition que ces prestataires n'assurent pas d'autres services de paiement énumérés dans l'annexe.

Art. 4.– *Interdiction à toute personne autre que les prestataires de services de paiement de fournir des services de paiement*

Nul autre qu'un prestataire de services de paiement ne peut fournir des services de paiement. Cette interdiction ne s'applique pas aux activités expressément exclues du champ d'application de la présente loi.

TITRE II

Prestataires de services de paiement

Chapitre I.– *Etablissements de paiement*

Section 1: L'agrément des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg

Art. 5.– *Le champ d'application*

La présente section s'applique à tout établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.

Art. 6.– *La nécessité d'un agrément*

Aucune personne de droit luxembourgeois autre que les prestataires de services de paiement visés à l'article 1er, point 37), i) à iii) et v) à vii) ne peut fournir des services de paiement en tant qu'établissement de paiement sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission.

Art. 7.– *La procédure d'agrément*

(1) L'agrément est accordé sur demande écrite par le Ministre ayant dans ses attributions la Commission et après instruction par la Commission portant sur les conditions exigées par la présente section.

La demande d'agrément doit être accompagnée des informations et pièces justificatives énumérées à l'article 8.

L'agrément est accordé si les informations et les pièces justificatives accompagnant la demande satisfont à toutes les conditions fixées à la présente section et si le Ministre ayant dans ses attributions la Commission parvient à une évaluation globalement favorable.

Avant d'accorder l'agrément, le Ministre ayant dans ses attributions la Commission peut consulter, le cas échéant, la Banque centrale du Luxembourg ou d'autres autorités publiques appropriées.

(2) L'agrément précise les services de paiement que l'établissement de paiement est autorisé à fournir.

(3) Un agrément est requis avant toute modification du type de services de paiement fournis.

(4) La durée de l'agrément est illimitée.

(5) La décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les trois mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les trois mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déférée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Art. 8.– *La demande d'agrément*

La demande d'agrément visée à l'article 7, paragraphe (1) doit être accompagnée des informations suivantes:

a) un programme d'activité indiquant, en particulier, le type de services de paiement envisagé;

- b) un plan d'affaires, contenant notamment un calcul budgétaire prévisionnel afférent aux trois premiers exercices, démontrant que le requérant est en mesure de mettre en œuvre les systèmes, ressources et procédures appropriés et proportionnés nécessaires à son bon fonctionnement;
- c) la preuve que l'établissement de paiement dispose du capital initial prévu à l'article 15;
- d) pour les établissements de paiement visés à l'article 14, paragraphe (1), une description des mesures prises pour protéger les fonds des utilisateurs de services de paiement conformément à l'article 14;
- e) une description du dispositif de gouvernance interne et des mécanismes de contrôle interne, notamment des procédures administratives, de gestion des risques et comptables du requérant, qui démontre que ce dispositif de gouvernance interne, ces mécanismes de contrôle et ces procédures sont proportionnés, adaptés, sains et adéquats;
- f) une description des mécanismes de contrôle interne que le requérant a mis en place pour se conformer aux obligations définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et dans le règlement (CE) No 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le payeur accompagnant les virements de fonds;
- g) une description de l'organisation structurelle du requérant, y compris, le cas échéant, une description du projet de recours à des agents et à des succursales et une description des accords d'externalisation, ainsi que de sa participation à un système de paiement national ou international;
- h) l'identité des actionnaires ou associés, directs ou indirects, personnes physiques ou morales, qui détiennent une participation qualifiée dans l'établissement à agréer, le montant de leur participation ainsi que la preuve de leur qualité, compte tenu de la nécessité de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement;
- i) l'identité des membres des organes d'administration et des personnes responsables de la gestion de l'établissement à agréer et, le cas échéant, des personnes responsables de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement et la preuve de ce qu'ils jouissent de l'honorabilité professionnelle et possèdent les compétences et l'expérience professionnelles requises aux fins de la prestation des services de paiement;
- j) le cas échéant, l'identité des réviseurs d'entreprises agréés;
- k) le statut juridique et les statuts du requérant;
- l) l'adresse de l'administration centrale du requérant.

Aux fins des points d), e) et g), le requérant fournit une description de ses dispositions en matière d'audit et des dispositions organisationnelles qu'il a arrêtées en vue de prendre toute mesure raisonnable pour protéger les intérêts de ses utilisateurs et garantir la continuité et la qualité de sa prestation de services de paiement.

Art. 9.– La forme juridique

(1) L'agrément ne peut être accordé qu'à une personne morale pour laquelle l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.

(2) Toute modification de la forme juridique et de la dénomination doit être communiquée au préalable à la Commission.

Art. 10.– Les activités

(1) Outre la prestation des services de paiement, les établissements de paiement sont habilités à exercer les activités suivantes:

- a) la prestation de services opérationnels et de services auxiliaires étroitement liés, tels que la garantie de l'exécution d'opérations de paiement, des services de change, des services de garde et l'enregistrement et le traitement de données;
- b) la gestion de systèmes de paiement, sans préjudice de l'article 57;
- c) les activités autres que la prestation de services de paiement, dans le respect du droit communautaire et du droit luxembourgeois.

(2) Lorsque des établissements de paiement fournissent un ou plusieurs services de paiement, ils ne peuvent détenir que des comptes de paiement utilisés exclusivement pour des opérations de paiement.

Les fonds d'utilisateurs de services de paiement reçus par des établissements de paiement en vue de la prestation de services de paiement ne constituent pas des dépôts ou autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, ni de la monnaie électronique au sens de l'article 1er, point 29) de la présente loi.

(3) Les établissements de paiement ne peuvent octroyer des crédits liés aux services de paiement visés aux points 4, 5 ou 7 de l'annexe de la présente loi que si l'ensemble des conditions suivantes sont remplies:

- a) le crédit a un caractère accessoire et est octroyé exclusivement dans le cadre de l'exécution d'une opération de paiement,
- b) le crédit consenti dans le cadre d'un paiement et exécuté conformément aux articles 23, paragraphe (1) et 24, paragraphe (1) de la présente loi est remboursé dans un bref délai, qui n'excède en aucun cas douze mois,
- c) ce crédit n'est pas octroyé sur la base des fonds reçus ou détenus aux fins de l'exécution d'une opération de paiement, et
- d) les fonds propres de l'établissement de paiement sont à tout moment, de l'avis de la Commission, appropriés au regard du montant global du crédit octroyé.

(4) Il est interdit aux établissements de paiement d'exercer l'activité de réception de dépôts ou d'autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

(5) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

Art. 11.– *L'administration centrale et l'infrastructure*

(1) L'agrément est subordonné à la justification de l'existence au Luxembourg de l'administration centrale et du siège statutaire de l'établissement à agréer.

(2) Compte tenu de la nécessité de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, celui-ci doit disposer pour son activité de prestation de services de paiement d'un solide dispositif de gouvernance interne, comprenant notamment une structure organisationnelle claire avec un partage des responsabilités qui soit bien défini, transparent et cohérent, des processus efficaces de détection, de gestion, de contrôle et de déclaration des risques auxquels il est ou pourrait être exposé, des mécanismes adéquats de contrôle interne, y compris des procédures administratives et comptables saines ainsi que des mécanismes de contrôle et de sécurité de ses systèmes informatiques.

Ce dispositif, ces processus et ces mécanismes sont exhaustifs et adaptés à la nature, à l'échelle et à la complexité des services de paiement fournis par l'établissement de paiement.

(3) Lorsqu'un établissement de paiement fournit un ou plusieurs services de paiement et que, parallèlement, il exerce d'autres activités, la Commission peut exiger qu'une entité distincte soit créée pour les activités de services de paiement lorsque les activités autres que la prestation de services de paiement de l'établissement de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement ou à la capacité de la Commission de contrôler si l'établissement de paiement respecte les obligations imposées par la présente loi.

(4) Tout établissement de paiement qui entend externaliser des fonctions opérationnelles de services de paiement doit en informer au préalable la Commission.

L'externalisation de fonctions opérationnelles importantes ne doit pas se faire de manière à nuire sensiblement à la qualité du contrôle interne de l'établissement de paiement, ni de manière à empêcher la Commission de contrôler que cet établissement respecte les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.

Aux fins de l'alinéa précédent, une fonction opérationnelle est considérée comme importante lorsqu'une défaillance partielle ou totale dans son exercice est susceptible de nuire sensiblement à la capacité de l'établissement de paiement de se conformer en permanence aux conditions d'agrément ou

à ses autres obligations au titre de la présente loi, ou à ses performances financières, ou à la qualité ou à la continuité de ses services de paiement.

Lorsque les établissements de paiement externalisent des fonctions opérationnelles importantes, ils doivent respecter l'ensemble des conditions suivantes:

- a) l'externalisation ne doit pas avoir pour effet une délégation par la direction de l'établissement de paiement de sa responsabilité;
- b) ni la relation de l'établissement de paiement avec les utilisateurs de ses services de paiement, ni les obligations de l'établissement de paiement envers les utilisateurs de ses services de paiement en vertu de la présente loi, ne doivent être changées;
- c) les conditions que l'établissement de paiement est tenu de remplir en vertu du présent chapitre pour recevoir puis conserver son agrément ne sont pas compromises; et
- d) aucune des autres conditions auxquelles l'agrément de l'établissement de paiement a été subordonné n'est levée ou modifiée.

(5) Tout établissement de paiement qui entend fournir des services de paiement par l'intermédiaire d'un ou plusieurs agents doit en informer au préalable la Commission et satisfaire aux exigences de l'article 18.

(6) Toute modification de l'organisation structurelle de l'établissement de paiement, y compris tout projet de recours à des agents, à des succursales ou à des accords d'externalisation, doit être communiquée au préalable à la Commission. Sans préjudice de l'article 22, la Commission peut s'opposer au projet de modification de la structure organisationnelle si cette modification empêche la Commission de contrôler que l'établissement de paiement respecte les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.

L'établissement de paiement doit également informer au préalable la Commission de tout projet de participation à un système de paiement national ou international.

Art. 12.– L'actionnariat

(1) L'agrément est subordonné à la communication à la Commission de l'identité des actionnaires ou associés, directs ou indirects, personnes physiques ou morales, qui détiennent dans l'établissement à agréer une participation qualifiée et du montant de ces participations, conformément à l'article 8, point h).

L'agrément est refusé si, compte tenu du besoin de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, la qualité desdits actionnaires ou associés n'est pas satisfaisante.

(2) Lorsqu'il existe des liens étroits entre l'établissement de paiement à agréer et d'autres personnes physiques ou morales, l'agrément n'est accordé que si ces liens n'empêchent pas la Commission d'exercer effectivement sa mission de surveillance prudentielle.

(3) L'agrément n'est accordé que si les dispositions législatives, réglementaires ou administratives d'un pays tiers applicables à une ou plusieurs personnes physiques ou morales avec lesquelles l'établissement de paiement a des liens étroits ou si les difficultés liées à l'application desdites dispositions n'empêchent pas la Commission d'exercer effectivement sa mission de surveillance prudentielle.

(4) Toute personne physique ou morale qui envisage de détenir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans un établissement de paiement doit en informer préalablement la Commission et communiquer le montant de cette participation.

(5) La Commission peut endéans les trois mois à compter de la date de l'information prévue au paragraphe précédent s'opposer audit projet si, pour tenir compte du besoin de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, elle n'est pas satisfaite de la qualité de la personne visée au paragraphe précédent. Lorsqu'il n'y a pas opposition, la Commission peut fixer un délai maximal pour la réalisation du projet visé au paragraphe précédent. Lorsqu'une participation est acquise en dépit de l'opposition de la Commission, celle-ci peut suspendre l'exercice des droits de vote cor-

respondants ou demander la nullité ou l'annulation des votes émis, sans préjudice de toute autre sanction pouvant être appliquée.

(6) Toute personne physique ou morale qui envisage de cesser de détenir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans un établissement de paiement doit en informer préalablement la Commission et communiquer le montant envisagé de sa participation.

(7) Les établissements de paiement sont tenus de communiquer à la Commission, dès qu'ils en ont eu connaissance, les acquisitions ou cessions de participations qualifiées dans leur capital.

Art. 13.– *L'honorabilité et l'expérience professionnelles*

(1) L'agrément est subordonné à la condition que les membres des organes d'administration, de gestion et de surveillance ainsi que les actionnaires ou associés visés à l'article précédent, justifient de leur honorabilité professionnelle. Lorsque l'établissement de paiement exerce conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, l'honorabilité professionnelle s'apprécie en outre dans le chef des personnes chargées de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement.

L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires et de tous les éléments susceptibles d'établir que les personnes visées jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes les garanties d'une activité irréprochable.

(2) Les personnes chargées de la gestion d'un établissement de paiement qui n'exerce pas conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) d'activités autres que la prestation de services de paiement doivent être habilitées à déterminer effectivement l'orientation de l'activité. Elles doivent posséder une expérience professionnelle adéquate par le fait d'avoir déjà exercé des activités analogues à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie.

Lorsque l'établissement de paiement exerce conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, l'expérience professionnelle s'apprécie dans le chef des personnes chargées de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement. Ces personnes doivent être habilitées à déterminer effectivement l'orientation des activités de services de paiement.

(3) Toute modification dans le chef des personnes visées aux paragraphes (1) et (2) doit être communiquée au préalable à la Commission. La Commission peut demander tous renseignements nécessaires sur les personnes susceptibles de devoir remplir les conditions légales d'honorabilité ou d'expérience professionnelles. La Commission s'oppose au changement envisagé si ces personnes ne jouissent pas d'une honorabilité professionnelle adéquate et, le cas échéant, d'une expérience professionnelle adéquate ou s'il existe des raisons objectives et démontrables d'estimer que le changement envisagé risque de compromettre la gestion saine et prudente de l'établissement de paiement. La décision de la Commission peut être déferée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Art. 14.– *Les exigences en matière de protection des fonds*

(1) L'établissement de paiement, qui exerce au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, doit protéger les fonds qu'il a reçus soit des utilisateurs de services de paiement, soit par le biais d'un autre prestataire de services de paiement pour l'exécution d'opérations de paiement de l'une des deux manières suivantes:

- a) ces fonds ne sont jamais mélangés avec les fonds de personnes autres que les utilisateurs de services de paiement pour le compte desquels les fonds sont détenus et, lorsqu'ils sont encore détenus par l'établissement de paiement et n'ont pas encore été remis au bénéficiaire ou virés à un autre prestataire de services de paiement à la fin du jour ouvrable suivant le jour où ils ont été reçus, ils sont déposés sur un compte distinct auprès d'un établissement de crédit ou investis en actifs à faible risque, liquides et sûrs, tels que définis par la Commission. Les fonds ainsi ségrégués ne font pas partie du patrimoine propre de l'établissement de paiement et sont soustraits, pour le seul bénéfice des utilisateurs de services de paiement, aux recours d'autres créanciers de l'établissement de paiement. Ils ne tombent pas dans la masse des avoirs de l'établissement de paiement en cas de liqui-

dation, de faillite ou de toute autre situation de concours de ce dernier. Les avoirs inscrits en comptes d'instruments financiers et en comptes d'espèces tenus en leur nom par des établissements de paiement auprès d'un dépositaire luxembourgeois et identifiés auprès du dépositaire comme avoirs de clients de ces établissements de paiement, ne peuvent sous peine de nullité être affectés en garantie par l'établissement de paiement en couverture de ses obligations ou de celles d'un tiers ni être saisis ni par les créanciers de ces établissements de paiement ni par les créanciers des clients de ces derniers;

ou bien:

- b) ces fonds sont couverts par une police d'assurance ou une autre garantie comparable d'une entreprise d'assurances ou d'un établissement de crédit n'appartenant pas au même groupe que l'établissement de paiement lui-même pour un montant équivalent à celui qui aurait été ségrégué en l'absence d'une police d'assurance ou d'une autre garantie comparable, payable au cas où l'établissement de paiement ne serait pas en mesure de faire face à ses obligations financières.

(2) Lorsqu'un établissement de paiement est obligé de protéger des fonds au titre du paragraphe (1) et qu'une partie de ces fonds doit être utilisée pour de futures opérations de paiement, le montant restant devant être affecté à des services autres que des services de paiement, la partie des fonds devant être utilisés pour de futures opérations de paiement relève aussi des obligations au titre du paragraphe (1). Si cette partie est variable ou ne peut être déterminée à l'avance, la Commission peut autoriser les établissements de paiement à appliquer le présent paragraphe en supposant qu'une partie représentative des fonds servira aux services de paiement, à condition que, sur la base de données historiques, il soit raisonnablement possible d'estimer cette partie représentative d'une manière jugée satisfaisante par la Commission.

(3) Avec l'accord préalable de la Commission, les établissements de paiement peuvent appliquer les exigences des paragraphes (1) et (2) uniquement aux utilisateurs de services de paiement dont les fonds dépassent individuellement un seuil de 600 euros.

(4) L'établissement de paiement qui souhaite changer de méthode aux fins du paragraphe (1) doit obtenir au préalable l'accord de la Commission.

Art. 15.– *Le capital initial*

(1) L'agrément d'un établissement de paiement ne fournissant que le service de paiement visé au point 6 de l'annexe est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 20.000 euros au moins.

(2) L'agrément est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 50.000 euros au moins dès lors que l'établissement de paiement fournit le service de paiement visé au point 7 de l'annexe.

(3) L'agrément est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 125.000 euros au moins dès lors que l'établissement de paiement fournit l'un des services de paiement visés aux points 1 à 5 de l'annexe.

(4) Le capital initial visé aux paragraphes précédents est constitué des éléments suivants:

- a) le capital social souscrit et libéré;
- b) les primes d'émission;
- c) les réserves au sens de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, y compris la réserve de réévaluation, et les bénéfices reportés, nets d'acompte sur distribution de réserve et de bénéfice reporté.

(5) Nonobstant les exigences du présent article, la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que la prestation de services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Art. 16.– Les fonds propres

(1) Les fonds propres d'un établissement de paiement ne peuvent devenir inférieurs au plus élevé des montants exigés au titre des articles 15 et 17.

Si les fonds propres viennent à diminuer en-dessous de ce montant, la Commission peut, lorsque les circonstances le justifient, accorder un délai limité pour que l'établissement de paiement régularise sa situation ou cesse ses activités.

(2) Les fonds propres au sens du présent article sont définis en conformité avec les dispositions luxembourgeoises portant transposition des articles 57 à 61, 63, 64 et 66 de la directive 2006/48/CE.

La Commission fixe les modalités détaillées du calcul des fonds propres.

(3) L'utilisation multiple d'éléments éligibles pour le calcul des fonds propres est interdite pour tout établissement de paiement appartenant au même groupe qu'un autre établissement de paiement, un établissement de crédit, une entreprise d'investissement, une société de gestion de portefeuille ou une entreprise d'assurance.

Cette interdiction s'applique également pour tout établissement de paiement qui exerce, conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), des activités autres que la prestation de services de paiement.

La Commission est habilitée à déterminer les mesures à prendre par les établissements de paiement aux fins d'éviter l'utilisation multiple d'éléments éligibles pour le calcul des fonds propres.

(4) La Commission peut renoncer à appliquer, sur une base individuelle, l'article 17 à un établissement de paiement qui est la filiale d'un établissement de crédit au Luxembourg, si la filiale est incluse dans la surveillance sur une base consolidée de cet établissement de crédit. Par ailleurs, toutes les conditions suivantes doivent être remplies, de manière à garantir une répartition adéquate des fonds propres entre l'entreprise mère et sa filiale:

- a) il n'existe, en droit ou en fait, aucun obstacle significatif, actuel ou prévu, au transfert rapide de fonds propres ou au remboursement rapide de passifs par l'entreprise mère;
- b) soit l'entreprise mère donne toute garantie à la Commission en ce qui concerne la gestion prudente de la filiale et déclare, avec le consentement de la Commission, se porter garante des engagements contractés par la filiale, soit les risques de la filiale sont négligeables;
- c) les procédures d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques de l'entreprise mère couvrent la filiale;
- d) l'entreprise mère détient plus de 50% des droits de vote attachés à la détention de parts ou d'actions dans le capital de la filiale et/ou a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe de direction chargés de la gestion de la filiale.

(5) Nonobstant les exigences des paragraphes (1) à (3), la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que les services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Art. 17.– Le calcul des fonds propres

(1) Nonobstant les exigences de capital initial énoncées à l'article 15, les établissements de paiement doivent détenir à tout moment des fonds propres calculés selon l'une des trois méthodes suivantes:

Méthode A

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à 10% de ses frais généraux fixes de l'année précédente. La Commission peut ajuster cette exigence en cas de modification significative de l'activité de l'établissement de paiement par rapport à l'année précédente. Lorsqu'un établissement de paiement n'a pas enregistré une année complète d'activité à la date du calcul, le montant de ses fonds propres doit être au moins égal à 10% des frais généraux fixes correspondants prévus dans son plan d'affaires, à moins que la Commission n'exige un ajustement de ce plan.

Méthode B

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à la somme des éléments suivants, multipliée par le facteur d'échelle k déterminé au paragraphe (2), où le volume des paiements (VP) représente un douzième du montant total des opérations de paiement exécutées par l'établissement de paiement au cours de l'année précédente:

- a) 4,0% de la tranche du VP allant jusqu'à 5.000.000 euros
plus
- b) 2,5% de la tranche du VP comprise entre 5.000.000 et 10.000.000 euros
plus
- c) 1% de la tranche du VP comprise entre 10.000.000 et 100.000.000 euros
plus
- d) 0,5% de la tranche du VP comprise entre 100.000.000 et 250.000.000 euros
plus
- e) 0,25% de la tranche du VP supérieure à 250.000.000 euros.

Méthode C

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à l'indicateur applicable défini au point a), après application du facteur de multiplication déterminé au point b) puis du facteur d'échelle k déterminé au paragraphe (2):

- a) L'indicateur applicable est la somme des éléments suivants:

- produits d'intérêts,
- charges d'intérêts,
- commissions et frais perçus, et
- autres produits d'exploitation.

Chaque élément est inclus dans la somme avec son signe, positif ou négatif. Les produits exceptionnels ou inhabituels ne peuvent pas être utilisés pour calculer l'indicateur applicable. Les dépenses liées à l'externalisation de services fournis par des tiers peuvent minorer l'indicateur applicable si elles sont engagées par une entreprise faisant l'objet d'un contrôle au titre du présent chapitre. L'indicateur applicable est calculé sur la base de l'observation de douze mois effectuée à la fin de l'exercice précédent. Il est calculé sur l'exercice précédent. Cependant, les fonds propres calculés selon la méthode C ne peuvent pas être inférieurs à 80% de la moyenne des trois exercices précédents pour l'indicateur applicable. Lorsque des chiffres audités ne sont pas disponibles, des estimations peuvent être utilisées.

- b) Le facteur de multiplication est égal à:

- i) 10% de la tranche de l'indicateur applicable allant jusqu'à 2.500.000 euros;
- ii) 8% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 2.500.000 et 5.000.000 euros;
- iii) 6% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 5.000.000 et 25.000.000 euros;
- iv) 3% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 25.000.000 et 50.000.000 euros;
- v) 1,5% de la tranche de l'indicateur applicable supérieure à 50.000.000 euros.

(2) Le facteur d'échelle k à utiliser pour appliquer les méthodes B et C est égal à:

- a) 0,5 lorsque l'établissement de paiement ne fournit que le service de paiement visé au point 6 de l'annexe;
- b) 0,8 lorsque l'établissement de paiement fournit le service de paiement visé au point 7 de l'annexe;
- c) 1,0 lorsque l'établissement de paiement fournit l'un des services de paiement visés aux points 1 à 5 de l'annexe.

(3) La Commission peut, sur la base d'une évaluation des processus de gestion des risques, de bases de données concernant les risques de pertes et des dispositifs de contrôle interne de l'établissement de paiement, exiger que l'établissement de paiement détienne un montant de fonds propres pouvant être

jusqu'à 20% supérieur au montant qui résulterait de l'application de la méthode choisie conformément au paragraphe (1), ou autoriser l'établissement de paiement à détenir un montant de fonds propres pouvant être jusqu'à 20% inférieur au montant qui résulterait de l'application de la méthode choisie conformément au paragraphe (1).

(4) La Commission précise les modalités d'application des méthodes de calcul visées aux paragraphes précédents.

(5) L'établissement de paiement qui souhaite changer de méthode de calcul doit obtenir au préalable l'accord de la Commission.

(6) Nonobstant les exigences du présent article, la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que les services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Art. 18.– *Le recours à des agents*

(1) Tout établissement de paiement qui entend fournir des services de paiement par l'intermédiaire d'un agent communique les informations suivantes à la Commission:

- a) le nom et l'adresse de l'agent;
- b) une description des mécanismes de contrôle interne qui seront utilisés par les agents pour se conformer aux obligations définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme; et
- c) l'identité des personnes responsables de la gestion et, le cas échéant, l'identité des membres des organes d'administration de l'agent auquel il sera fait appel pour la prestation de services de paiement, et la preuve de l'expérience et de l'honorabilité professionnelles de ces personnes.

(2) Lorsque la Commission reçoit les informations conformément au paragraphe (1), elle peut alors inscrire l'agent dans le registre prévu à l'article 36.

(3) Avant d'inscrire l'agent dans le registre, la Commission peut prendre des mesures complémentaires pour vérifier les informations qui lui ont été fournies, si elle considère que celles-ci ne sont pas exactes.

(4) Si, après avoir pris des mesures pour vérifier les informations, la Commission n'est pas satisfaite de l'exactitude des informations qui lui ont été fournies conformément au paragraphe (1), elle refuse d'inscrire l'agent dans le registre prévu à l'article 36.

(5) Si l'établissement de paiement souhaite fournir des services de paiement dans un autre Etat membre en ayant recours à un agent, il suit les procédures prévues à l'article 23. En ce cas, avant que l'agent ne puisse être inscrit dans le registre en vertu du présent article, la Commission informe les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil de son intention d'inscrire l'agent au registre prévu à l'article 36 et tient compte de leur avis à ce sujet.

(6) La Commission peut refuser d'inscrire l'agent ou peut supprimer l'inscription de l'agent du registre prévu à l'article 36, si elle a déjà été faite, lorsqu'elle est informée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil que celles-ci soupçonnent que, en liaison avec le projet de recours à l'agent, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme au sens de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que le recours à cet agent pourrait accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

(7) L'établissement de paiement veille à ce que les agents agissant pour son compte en informent les utilisateurs de services de paiement.

Art. 19.– *La comptabilité et la révision externe*

(1) Les établissements de paiement établissent leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes consolidés conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce

et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et au règlement (CE) No 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales.

(2) Sauf dérogation prévue dans la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, l'agrément est subordonné à la condition que l'établissement de paiement confie le contrôle de ses documents comptables annuels à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. La désignation de ces réviseurs d'entreprises agréés est faite par l'organe chargé de l'administration de l'établissement de paiement.

(3) Aux fins de mettre la Commission en mesure d'exercer effectivement sa mission de surveillance, les établissements de paiement qui exercent, conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), des activités autres que la prestation de services de paiement doivent fournir à la Commission des informations comptables distinctes pour les services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), points a) et b). Ces informations doivent faire l'objet d'un rapport d'audit établi par un réviseur d'entreprises agréé. La désignation de ce réviseur d'entreprises agréé est faite par l'organe chargé de l'administration de l'établissement de paiement.

(4) Toute modification dans le chef des réviseurs d'entreprises agréés doit être autorisée au préalable par la Commission conformément à l'article 13, paragraphe (3).

Art. 20.– Le retrait de l'agrément

(1) L'agrément est retiré lorsque l'établissement de paiement:

- a) ne fait pas usage de l'agrément dans un délai de douze mois de son octroi, y renonce expressément ou a cessé d'exercer son activité au cours des six derniers mois;
- b) a obtenu l'agrément au moyen de fausses déclarations ou par tout autre moyen irrégulier;
- c) ne remplit plus les conditions pour son octroi;
- d) représenterait une menace pour la stabilité du système de paiement auquel il participe en poursuivant son activité de services de paiement; ou
- e) n'est plus en mesure de remplir ses obligations vis-à-vis des créanciers.

(2) Tout retrait d'agrément doit être motivé et communiqué aux intéressés.

(3) Le retrait de l'agrément est rendu public.

(4) La décision sur le retrait de l'agrément peut être déférée, dans le délai d'un mois, sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

*Section 2: L'établissement de succursales, le recours à des agents
et la prestation de services au Luxembourg par des établissements
de paiement de droit étranger*

Art. 21.– Les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg

(1) Les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg peuvent fournir des services de paiement au Luxembourg, tant au moyen de l'établissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services, sous réserve que les services de paiement soient couverts par leur agrément.

(2) Lorsque la Commission soupçonne que, en liaison avec le projet d'établissement de la succursale ou de recours à un agent, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme au sens de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que l'établissement de cette succursale ou le recours à cet agent pourraient accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, elle en informe les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine.

Art. 22.– Les établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers

(1) Les établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers qui désirent établir une succursale au Luxembourg, sont soumis aux mêmes règles d'agrément que les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.

(2) Aux fins de l'application du paragraphe précédent, le respect des conditions requises pour l'agrément est apprécié dans le chef de l'établissement étranger.

(3) L'agrément pour une activité impliquant que le demandeur aura la détention de fonds d'utilisateurs de services de paiement ne peut être accordé qu'à des succursales de sociétés de droit étranger, si ces sociétés sont dotées de fonds propres distincts du patrimoine de leurs associés. La succursale doit en outre avoir à sa disposition permanente un capital de dotation ou des assises financières équivalentes à celles exigées de la part d'une personne de droit luxembourgeois exerçant la même activité.

(4) L'exigence de l'honorabilité et de l'expérience professionnelles est étendue aux responsables de la succursale. Celle-ci doit en outre, au lieu de la condition relative à l'administration centrale, justifier d'une infrastructure administrative adéquate au Luxembourg.

*Section 3: L'établissement de succursales, le recours à des agents
et la prestation de services dans un autre Etat membre par des
établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine
est le Luxembourg*

Art. 23.– L'établissement de succursales et le recours à des agents dans un autre Etat membre

(1) Un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, qui souhaite établir une succursale ou recourir à des agents sur le territoire d'un autre Etat membre, doit informer la Commission de son intention, en accompagnant cette communication des informations suivantes:

- a) l'Etat membre sur le territoire duquel il envisage d'établir une succursale ou de recourir à des agents;
- b) un programme d'activités dans lequel seront notamment indiqués le type de services de paiement qu'il entend fournir, la structure de l'organisation de la succursale;
- c) une description des mécanismes de contrôle interne qui seront utilisés par les succursales ou les agents pour se conformer aux obligations définies dans la directive 2005/60/CE; et
- d) l'adresse de la succursale dans l'Etat membre d'accueil;
- e) l'identité des agents auxquels l'établissement de paiement entend recourir dans l'Etat membre d'accueil, ainsi que leur adresse dans l'Etat membre d'accueil;
- f) le nom des personnes responsables de la gestion de la succursale;
- g) l'identité des personnes responsables de la gestion et, le cas échéant, des membres des organes d'administration de l'agent auquel il sera fait appel sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, et la preuve de l'expérience et de l'honorabilité professionnelles de ces personnes.

Dans le mois suivant la réception de ces informations, la Commission les communique à l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

(2) En cas de modification de l'une quelconque des informations communiquées conformément au paragraphe (1), l'établissement de paiement en informe par écrit la Commission, au moins un mois avant de mettre la modification en oeuvre. La Commission informe l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil de la modification.

(3) La Commission peut s'opposer à un projet d'établissement d'une succursale dans un autre Etat membre ou, faire usage de son droit de suspension prévu à l'article 38 si la succursale est déjà établie sur le territoire d'un autre Etat membre, lorsqu'elle est informée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil que celles-ci soupçonnent que, en liaison avec le projet d'établissement de la succursale, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme

au sens de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que l'établissement de la succursale pourrait accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

(4) Les établissements de paiement veillent à ce que les succursales établies dans un autre Etat membre agissant pour le compte du siège en informent les utilisateurs de services de paiement.

Art. 24.– *La prestation de services de paiement dans un autre Etat membre*

(1) Un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg qui souhaite fournir pour la première fois des services de paiement sur le territoire d'un autre Etat membre sous la forme de la prestation de services, doit en informer la Commission en précisant le type de services de paiement qu'il envisage d'y fournir.

Dans le mois suivant la réception de ces informations, la Commission les communique à l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

(2) Lorsque l'établissement de paiement souhaite modifier la gamme des services de paiement fournis sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, il en informe par écrit la Commission, au moins un mois avant de mettre la modification en oeuvre. La Commission informe l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil de la modification.

Section 4: Les conditions d'exercice applicables aux établissements de paiement établis au Luxembourg

Art. 25.– *Le champ d'application*

(1) Les articles 26 et 27 s'appliquent aux établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris à leurs succursales et agents établis au Luxembourg ou à l'étranger.

(2) Les articles 28 à 30 s'appliquent aux établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris à leurs succursales et agents établis au Luxembourg ou à l'étranger, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et aux agents établis au Luxembourg auxquels des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg font recours.

Art. 26.– *La responsabilité*

(1) Les établissements de paiement déléguant l'exercice de fonctions opérationnelles à des tiers doivent prendre des mesures raisonnables pour veiller au respect des exigences de la présente loi.

(2) Les établissements de paiement restent pleinement responsables des actes de leurs salariés, de tout agent auquel ils ont recours, de toute succursale et de toute entité vers laquelle des activités sont externalisées.

Art. 27.– *L'archivage*

Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les établissements de paiement doivent conserver, conformément aux délais prévus au Code de commerce, tous les enregistrements appropriés pour permettre à la Commission de contrôler qu'ils respectent les obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi.

Art. 28.– *Les obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme*

Les établissements de paiement sont soumis aux obligations professionnelles suivantes telles que définies par la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme:

- les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle conformément aux articles 3, 3-1, 3-2 et 3-3 de cette loi,

- les obligations d’organisation interne adéquate conformément à l’article 4 de cette loi et
- les obligations de coopération avec les autorités conformément à l’article 5 de cette loi.

Les établissements de paiement sont en outre obligés au respect des règles édictées par le règlement (CE) No 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d’ordre accompagnant les virements de fonds.

Art. 29.– *L’obligation de coopérer avec les autorités*

Les établissements de paiement sont obligés de fournir une réponse et une coopération aussi complètes que possible à toute demande légale que les autorités chargées de l’application des lois leur adressent dans l’exercice de leurs compétences.

Art. 30.– *L’obligation au secret professionnel*

(1) Les membres des organes d’administration, de gestion et de surveillance, les dirigeants, les employés et les autres personnes qui sont au service des établissements de paiement sont obligés de garder secrets les renseignements confiés à eux dans le cadre de leur activité professionnelle. La révélation de tels renseignements est punie des peines prévues à l’article 458 du Code pénal.

(2) L’obligation au secret cesse lorsque la révélation d’un renseignement est autorisée ou imposée par ou en vertu d’une disposition législative, même antérieure à la présente loi.

(3) L’obligation au secret n’existe pas à l’égard des autorités nationales et étrangères chargées de la surveillance prudentielle du secteur financier si elles agissent dans le cadre de leurs compétences légales aux fins de cette surveillance et si les renseignements communiqués sont couverts par le secret professionnel de l’autorité de surveillance qui les reçoit. La transmission des renseignements nécessaires à une autorité étrangère en vue de la surveillance prudentielle doit se faire par l’intermédiaire de l’entreprise mère ou de l’actionnaire ou associé compris dans cette même surveillance.

(4) L’obligation au secret n’existe pas à l’égard des actionnaires ou associés, dont la qualité est une condition de l’agrément de l’établissement de paiement en cause, dans la mesure où les renseignements communiqués à ces actionnaires ou associés sont nécessaires à la gestion saine et prudente de l’établissement de paiement et ne révèlent pas directement les engagements de l’établissement de paiement à l’égard d’un client autre qu’un professionnel du secteur financier.

Par dérogation à l’alinéa qui précède, l’établissement de paiement faisant partie d’un groupe financier, garantit aux organes internes de contrôle du groupe l’accès, en cas de besoin, aux informations concernant des relations d’affaires déterminées, dans la mesure nécessaire à la gestion globale des risques juridiques et de réputation liés au blanchiment ou au financement du terrorisme au sens de la loi luxembourgeoise.

(5) L’obligation au secret n’existe pas à l’égard des établissements de crédit et des professionnels visés aux articles 29-1, 29-2, 29-3 et 29-4 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier dans la mesure où les renseignements communiqués à ces professionnels sont fournis dans le cadre d’un contrat de services.

(6) L’obligation au secret professionnel n’existe pas entre entités appartenant à un conglomerat financier pour les renseignements que ces entités sont amenées à se communiquer entre elles dans la mesure où ces renseignements sont nécessaires à l’exercice de la surveillance complémentaire visée au chapitre 3ter de la partie III de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

(7) Sous réserve des règles applicables en matière pénale, les renseignements visés au paragraphe (1), une fois révélés, ne peuvent être utilisés qu’à des fins pour lesquelles la loi a permis leur révélation.

(8) Quiconque est tenu à l’obligation au secret visée au paragraphe (1) et a légalement révélé un renseignement couvert par cette obligation, ne peut encourir de ce seul fait une responsabilité pénale ou civile.

(9) Dans le cas des établissements de paiement qui exercent des activités autres que la prestation de services de paiement conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), l'obligation au secret professionnel défini au présent article n'existe que pour leur activité de services de paiement, y compris pour les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), points a) et b).

Section 5: La surveillance des établissements de paiement

Sous-section 1: Les autorités compétentes

Art. 31.– Les autorités compétentes

(1) Le Ministre ayant dans ses attributions la Commission est l'autorité compétente pour l'octroi de l'agrément aux établissements de paiement. La Commission est l'autorité compétente pour la surveillance des établissements de paiement.

(2) La surveillance exercée par la Commission à l'égard des établissements de paiement n'implique en aucune manière que la Commission soit tenue de surveiller les activités des établissements de paiement autres que la prestation de services de paiement et autres que les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a).

Sans préjudice de l'alinéa précédent, la Commission peut demander aux établissements de paiement, qui gèrent un système de paiement en vertu de l'article 10, paragraphe (1), point b) ou qui exercent en vertu de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, toutes informations utiles à l'exercice de sa mission de surveillance.

(3) La Commission exerce ses attributions de surveillance exclusivement dans l'intérêt public. Si l'intérêt public le justifie, elle peut rendre ses décisions publiques.

(4) Aux fins de l'application de la présente loi, la Commission est investie de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Les pouvoirs de la Commission incluent le droit:

- de demander aux établissements de paiement, à leurs succursales, à leurs agents et aux entités vers lesquels ils ont externalisé des activités toute information utile à l'accomplissement de ses fonctions;
- de prendre inspection des livres, comptes, registres ou autres actes et documents des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
- de procéder à des inspections sur place auprès des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
- d'enjoindre de cesser toute pratique contraire aux dispositions de la présente loi;
- de requérir le gel et/ou la mise sous séquestre d'actifs auprès du Président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg statuant sur requête;
- de prononcer l'interdiction temporaire d'activités professionnelles à l'encontre des établissements de paiement, ainsi que des membres des organes d'administration, de direction et de gestion, des salariés et des agents de ces personnes;
- d'exiger des réviseurs d'entreprises agréés des établissements de paiement qu'ils fournissent des informations;
- d'adopter toute mesure nécessaire pour s'assurer que les établissements de paiement continuent de se conformer aux exigences de la présente loi;
- de transmettre des informations au Procureur d'Etat en vue de poursuites pénales;
- d'instruire des réviseurs d'entreprises agréés ou des experts d'effectuer des vérifications sur place ou des enquêtes auprès des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
- d'adopter des recommandations, des orientations et, le cas échéant, des dispositions administratives contraignantes;
- de demander le retrait de l'agrément dans les cas visés à l'article 20.

(5) Aux fins de l'application de la présente loi, la Commission exerce des contrôles qui sont proportionnés, adéquats et adaptés aux risques auxquels les établissements de paiement sont exposés.

Art. 32.– *Le secret professionnel de la Commission*

(1) Toutes les personnes exerçant ou ayant exercé une activité pour la Commission, ainsi que les réviseurs agréés ou experts mandatés par la Commission, sont tenus au secret professionnel visé à l'article 16 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier. Ce secret implique que les informations confidentielles qu'ils reçoivent à titre professionnel ne peuvent être divulguées à quelque personne ou autorité que ce soit, excepté sous une forme sommaire ou agrégée de façon à ce qu'aucun établissement de paiement individuel ne puisse être identifié, sans préjudice des cas relevant du droit pénal.

(2) Dans les échanges d'informations effectués conformément à l'article 33, un secret professionnel strict est appliqué, afin de garantir la protection des droits des particuliers et des entreprises.

(3) Lorsqu'un établissement de paiement est soumis à une mesure d'assainissement ou à une procédure de liquidation, la Commission, ainsi que les réviseurs agréés ou experts mandatés par la Commission, peuvent divulguer les informations confidentielles qui ne concernent pas des tiers dans le cadre de procédures civiles ou commerciales à condition que ces informations soient nécessaires au déroulement desdites procédures.

(4) La réception, l'échange et la transmission d'informations confidentielles par la Commission en vertu de la présente loi sont soumis aux exigences prévues au présent article.

(5) La communication d'informations par la Commission autorisée par la présente loi est soumise aux conditions suivantes:

- les informations communiquées à des autorités publiques d'un Etat membre ou d'un pays tiers chargées de l'agrément ou de la surveillance des établissements de paiement, des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance, des entreprises de réassurance doivent être nécessaires à l'exercice de la mission de surveillance des autorités qui les reçoivent,
- les informations communiquées par la Commission doivent être couvertes par le secret professionnel des autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes qui les reçoivent et le secret professionnel de ces autorités, organismes et personnes doit offrir des garanties au moins équivalentes au secret professionnel auquel est soumise la Commission,
- les autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes qui reçoivent des informations de la part de la Commission, ne peuvent les utiliser qu'aux fins pour lesquelles elles leur ont été communiquées et doivent être en mesure d'assurer qu'aucun autre usage n'en sera fait,
- les autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes d'un pays tiers qui reçoivent des informations de la part de la Commission accordent le même droit d'information à la Commission,
- lorsque ces informations ont été reçues de la part d'autorités visées au premier tiret, d'autres autorités, d'organismes ou de personnes, leur divulgation ne peut se faire qu'avec l'accord explicite de ces autorités, organismes et personnes et, le cas échéant, exclusivement aux fins pour lesquelles ces autorités, organismes et personnes ont marqué leur accord, sauf si les circonstances le justifient.

(6) Sans préjudice des cas relevant du droit pénal, la Commission peut uniquement utiliser les informations confidentielles reçues en vertu de la présente loi pour l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu de la présente loi, pour l'imposition de sanctions ou dans le cadre de procédures administratives ou judiciaires spécifiquement liées à l'exercice de ces fonctions.

Toutefois, la Commission peut utiliser les informations reçues à d'autres fins si l'autorité, l'organisme ou la personne ayant communiqué les informations à la Commission y consent.

Art. 33.– *La coopération et l'échange d'informations de la Commission*

(1) La Commission coopère avec les autorités publiques des autres Etats membres chargées de l'agrément et de la surveillance des établissements de paiement et, le cas échéant, avec la Banque

centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg et les banques centrales nationales des autres Etats membres, agissant en qualité d'autorités monétaires et de surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de leurs missions respectives.

(2) La Commission peut échanger avec:

- a) les autorités publiques d'un Etat membre ou d'un pays tiers chargées de l'agrément ou de la surveillance des établissements de paiement, des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance, des entreprises de réassurance,
- b) la Banque centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg, les banques centrales nationales des autres Etats membres et de pays tiers, agissant en qualité d'autorités monétaires et de surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres et, le cas échéant, avec d'autres autorités publiques chargées de la surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres,
- c) les autorités de la concurrence des Etats membres, d'autres autorités compétentes désignées en vertu de la directive 2007/64/CE, de la directive 95/46/CE ou de la directive 2005/60/CE,
- d) les personnes chargées du contrôle légal des comptes des établissements de paiement et, le cas échéant, les personnes chargées du contrôle légal des comptes consolidés qui comprennent les comptes des établissements de paiement,
- e) les autorités chargées de la surveillance des personnes chargées du contrôle légal des comptes des établissements de paiement, et, le cas échéant, des personnes chargées du contrôle légal des comptes consolidés qui comprennent les comptes des établissements de paiement,
- f) les organes impliqués dans la liquidation, la faillite ou d'autres procédures similaires concernant des établissements de paiement, établissements de crédit, PSF, entreprises d'assurance ou entreprises de réassurance,
- g) les autorités chargées de la surveillance des organes impliqués dans la liquidation, la faillite ou d'autres procédures similaires concernant des établissements de paiement, établissements de crédit, PSF, entreprises d'assurance ou entreprises de réassurance, des informations destinées à l'exercice de leurs fonctions.

Sous-section 2: La surveillance des établissements de paiement fournissant des services de paiement à l'étranger

Art. 34.– *La surveillance des établissements de paiement fournissant des services de paiement dans plusieurs Etats membres*

(1) La surveillance par la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg s'étend également aux activités que cet établissement de paiement exerce dans un autre Etat membre, tant au moyen de l'établissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services.

(2) La surveillance d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, y compris celle des services de paiement fournis au Luxembourg conformément aux dispositions de l'article 21, incombe aux autorités compétentes de l'Etat membre d'origine, sans préjudice des dispositions de la présente loi qui comportent une compétence de la Commission en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

(3) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg a recours à des agents situés sur le territoire d'un autre Etat membre, dispose de succursales situées sur le territoire d'un autre Etat membre ou externalise des activités vers des entités situées sur le territoire d'un autre Etat membre, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, coopère avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil aux fins de pouvoir exercer les contrôles et prendre les mesures nécessaires prévus à l'article 31 concernant un agent, une succursale ou une entité vers laquelle des activités sont externalisées.

(4) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg a recours à des agents situés au Luxembourg, dispose de succursales situées

au Luxembourg ou externalise des activités vers des entités situées au Luxembourg, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil, coopère avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine aux fins de mettre celles-ci en mesure d'exercer les contrôles et de prendre les mesures nécessaires prévus à l'article 21 de la directive 2007/64/CE concernant un agent, une succursale ou une entité vers laquelle des activités sont externalisées.

(5) Au titre de la coopération prévue au paragraphe (3), la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, est habilitée, après en avoir préalablement informé les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil, à procéder elle-même ou par l'intermédiaire de personnes qu'elle mandate à cet effet à une inspection sur place sur le territoire de l'Etat membre d'accueil.

La Commission est également habilitée à demander aux autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil qu'il soit procédé à cette inspection sur place.

(6) Au titre de la coopération prévue au paragraphe (4), l'autorité compétente de l'Etat membre d'origine peut, après en avoir préalablement informé la Commission, procéder elle-même ou par l'intermédiaire de personnes qu'elle mandate à cet effet, à une inspection sur place au Luxembourg.

L'autorité compétente de l'Etat membre d'origine peut également demander à la Commission qu'il soit procédé à cette inspection sur place. Si la Commission donne suite à cette demande, elle peut soit procéder elle-même à l'inspection sur place, soit désigner à cet effet et à charge de l'établissement concerné un réviseur ou un expert.

(7) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg a recours à des agents situés sur le territoire d'un autre Etat membre, dispose de succursales situées sur le territoire d'un autre Etat membre ou externalise des activités vers des entités situées sur le territoire d'un autre Etat membre, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, échange avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil toute information essentielle ou pertinente, notamment en cas d'infraction ou d'infraction présumée de la part d'un agent, d'une succursale ou d'une entité.

(8) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg a recours à des agents situés au Luxembourg, dispose de succursales situées au Luxembourg ou externalise des activités vers des entités situées au Luxembourg, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil, échange avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine toute information essentielle ou pertinente, notamment en cas d'infraction ou d'infraction présumée de la part d'un agent, d'une succursale ou d'une entité. A cet égard, la Commission transmet, sur demande, toute information pertinente et, de sa propre initiative, toute information essentielle à l'exercice de la surveillance exercée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine à l'égard de l'établissement de paiement.

(9) Les informations visées aux paragraphes (7) et (8) sont considérées comme essentielles si elles peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de la solidité financière d'un établissement de paiement dans un autre Etat membre.

Art. 35.– *La surveillance des établissements de paiement fournissant des services de paiement dans des pays tiers*

La surveillance par la Commission d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg inclut les activités que cet établissement exerce dans un pays tiers, tant au moyen de l'établissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services.

Sous-section 3: Les moyens de la surveillance

Art. 36.– *Enregistrement et protection du titre*

(1) La Commission tient le registre public des établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris de leurs agents et succursales au Luxembourg et à l'étranger, ainsi que des personnes physiques et morales, y compris de leurs agents et succursales au Luxembourg, qui bénéficient d'une

dérogation en vertu de l'article 48. A cet effet, le Ministre compétent lui délivre une expédition des décisions d'agrément, de retrait et d'octroi d'une dérogation.

Le registre recense les services de paiement pour lesquels l'établissement de paiement est agréé ou pour lesquels la personne bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 a été enregistrée. Les établissements de paiement agréés figurent dans le registre sur une liste distincte de celle des personnes qui ont été inscrites dans le registre en vertu de l'article 48.

Le registre est ouvert à la consultation, accessible sur le site Internet de la Commission et est régulièrement mis à jour. Il est publié au Mémorial au moins à chaque fin d'année.

(2) Nul ne peut faire état à des fins commerciales de son inscription dans le registre public et de sa soumission à la surveillance de la Commission.

Art. 37.– Les relations entre la Commission et les réviseurs d'entreprises agréés

(1) Tout établissement de paiement agréé au Luxembourg et dont les comptes sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprises agréé, est tenu de communiquer spontanément à la Commission les rapports, comptes rendus analytiques et commentaires écrits émis par le réviseur d'entreprises agréé dans le cadre de son contrôle des documents comptables annuels.

(2) La Commission peut demander à un réviseur d'entreprises agréé d'effectuer un contrôle portant sur un ou plusieurs aspects déterminés du fonctionnement et des activités de services de paiement d'un établissement de paiement. Ce contrôle se fait aux frais de l'établissement de paiement concerné.

(3) La Commission peut fixer des règles quant au contenu du rapport d'audit prévu à l'article 19, paragraphe (3) et du compte-rendu analytique prévu au paragraphe (1) du présent article.

(4) Le réviseur d'entreprises agréé est tenu de signaler à la Commission rapidement tout fait ou décision dont il a pris connaissance dans l'exercice du contrôle des documents comptables annuels d'un établissement de paiement ou d'une autre mission légale, lorsque ce fait ou cette décision:

- concerne cet établissement de paiement et
- est de nature à:
 - constituer une violation grave des dispositions de la présente loi
 - ou
 - porter atteinte à la continuité de l'exploitation de l'établissement de paiement
 - ou
 - entraîner le refus de la certification des comptes ou l'émission de réserves y relatives.

Le réviseur d'entreprises agréé est en outre tenu d'informer rapidement la Commission, dans l'accomplissement des missions visées à l'alinéa précédent auprès d'un établissement de paiement, de tout fait ou décision concernant cet établissement de paiement et répondant aux critères énumérés à l'alinéa précédent, dont il a eu connaissance en s'acquittant du contrôle des documents comptables annuels ou d'une autre mission légale auprès d'une autre entreprise liée à cet établissement de paiement par un lien étroit.

(5) La divulgation de bonne foi à la Commission par un réviseur d'entreprises agréé de faits ou décisions visés au paragraphe (4) ne constitue pas une violation du secret professionnel, ni une violation d'une quelconque restriction à la divulgation d'informations imposée contractuellement et n'entraîne de responsabilité d'aucune sorte pour le réviseur d'entreprises agréé.

Art. 38.– Le droit d'injonction et de suspension de la Commission

(1) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, y compris ses agents, ne respecte pas les dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), ou que sa gestion ou sa situation financière n'offre pas de garantie suffisante pour la bonne fin de ses engagements, la Commission enjoint, par lettre recommandée, à cet établissement de paiement ou, le cas échéant, à son agent de remédier à la situation constatée ou de cesser toute pratique contraire aux

dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), dans le délai qu'elle fixe.

(2) Si au terme du délai fixé par la Commission en application du paragraphe précédent, il n'a pas été remédié à la situation constatée, la Commission peut:

- a) suspendre les membres des organes d'administration, de direction ou de gestion ou toute autre personne qui, par leur fait, leur négligence ou leur imprudence, ont entraîné la situation constatée ou dont le maintien en fonction risque de porter préjudice à l'application de mesures de redressement ou de réorganisation;
- b) suspendre l'exercice des droits de vote attachés aux actions ou parts détenues par les actionnaires ou associés dont l'influence est susceptible de se faire au détriment d'une gestion prudente et saine de l'établissement de paiement ou de l'agent;
- c) suspendre la poursuite de l'activité de services de paiement de l'établissement de paiement ou de l'agent ou, si la situation constatée concerne un type déterminé de services paiement ou d'activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), la poursuite de la prestation de ce service ou de l'exercice de cette activité.

(3) Les décisions prises par la Commission en vertu du paragraphe précédent sortent leurs effets à l'égard de l'établissement de paiement ou de l'agent en cause à dater de leur notification par lettre recommandée ou de leur signification par exploit d'huissier.

(4) Lorsque par suite d'une suspension prononcée en application du paragraphe (2), un organe d'administration, de direction ou de gestion ne comporte plus le minimum légal ou statutaire de membres, la Commission fixe par lettre recommandée, le délai dans lequel l'établissement de paiement ou l'agent concerné doit pourvoir au remplacement des personnes suspendues.

(5) Si, à l'expiration de ce délai, il n'a pas été pourvu au remplacement des personnes suspendues, il y sera pourvu provisoirement par le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, statuant sur requête de la Commission, l'établissement de paiement ou l'agent en cause dûment entendu ou appelé. Les personnes ainsi nommées disposent des mêmes pouvoirs que les personnes qu'elles remplacent. Leur mandat ne peut pas excéder la durée de la suspension de ces personnes. Leurs honoraires sont taxés par le magistrat qui les a nommées; ils sont ainsi que tous autres frais occasionnés en application du présent article, à charge de l'établissement de paiement ou de l'agent en cause.

(6) La Commission peut rendre publiques les mesures prises en vertu des paragraphes (1) et (2), à moins que cette publication ne risque de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause.

Section 6: Les procédures d'insolvabilité

Art. 39.– Les dispositions légales applicables

Sauf dispositions contraires de la présente loi, les établissements de paiement agréés au Luxembourg sont soumis aux procédures de la gestion contrôlée et de la faillite en conformité avec les dispositions du livre III du Code de Commerce et de l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite par l'institution du régime de la gestion contrôlée.

Sous-section 1: La gestion contrôlée

Art. 40.– *L'ouverture de la procédure de gestion contrôlée des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui n'exercent pas au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Seuls la Commission ou l'établissement de paiement peuvent demander au Tribunal de prononcer la gestion contrôlée.

(2) La requête motivée, appuyée des documents justificatifs, est déposée au greffe du Tribunal.

(3) Lorsque la requête émane de l'établissement de paiement, celui-ci est tenu sous peine d'irrecevabilité de sa demande, d'en avertir la Commission avant de saisir le Tribunal. Le greffe certifie le jour et l'heure du dépôt de la requête et en informe immédiatement la Commission.

(4) Lorsque la requête émane de la Commission, celle-ci devra la signifier à l'établissement de paiement par exploit d'huissier. L'exploit d'huissier est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement et de la formalité de l'enregistrement.

(5) Le dépôt de la requête par l'établissement de paiement ou, en cas d'initiative de la Commission, la signification de la requête entraîne de plein droit au profit de l'établissement de paiement et jusqu'à décision définitive sur la requête, sursis à tout paiement de la part de cet établissement de paiement et interdiction, sous peine de nullité, de procéder à tous actes autres que conservatoires, sauf autorisation de la Commission ou dispositions légales contraires.

(6) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés par un établissement de paiement et la réalisation de telles sûretés, sont valables et opposables aux tiers, à l'établissement de paiement et aux commissaires, s'ils précèdent la décision du Tribunal déléguant un juge ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance du bénéficiaire, de cette délégation d'un juge.

(7) Le Tribunal statue à bref délai en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties. Si le Tribunal a reçu des observations de la Commission et s'il s'estime suffisamment renseigné, il prononce immédiatement en audience publique sans entendre la Commission et l'établissement de paiement. Si la Commission n'a pas déposé ses observations et si le Tribunal l'estime nécessaire, il convoque la Commission et l'établissement de paiement au plus tard dans les trois jours du dépôt de la requête, par les soins du greffe. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

(8) Le greffe informe immédiatement la Commission de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

(9) Le jugement, même rendu sans audition des parties ou de l'une d'elles, n'est pas susceptible d'opposition, ni de tierce opposition. Il est exécutoire par provision, nonobstant tout recours, sur minute, avant l'enregistrement et sans caution.

(10) La Commission et l'établissement de paiement peuvent former appel dans un délai de quinze jours à partir de la notification du jugement conformément au paragraphe (8) par voie de déclaration au greffe du Tribunal. L'appel est jugé d'urgence par l'une des chambres connaissant des affaires civiles et commerciales de la Cour Supérieure de Justice. Le ministère d'avocat à la cour n'est pas requis. Les parties sont convoquées au plus tard dans les huit jours par les soins du greffe de la Cour. Les parties sont entendues en chambre du conseil. La Cour statue en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties. L'arrêt n'est pas susceptible d'un pourvoi en cassation.

(11) Lorsqu'une partie ne se présente pas, l'arrêt rendu par défaut n'est pas susceptible d'opposition.

(12) Le Tribunal peut limiter le champ des opérations soumises à autorisation. Les commissaires peuvent soumettre à la délibération des organes sociaux toutes propositions qu'ils jugent opportunes.

(13) En cas d'opposition entre les organes de l'établissement de paiement et les commissaires, il est statué par le Tribunal sur requête d'une des parties, les parties entendues en chambre du conseil. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

(14) La Commission exerce de plein droit la fonction de commissaire jusqu'au prononcé du jugement sur la requête prévue au paragraphe (2).

(15) Le Tribunal peut, à la demande de la Commission, de l'établissement de paiement ou des commissaires, modifier les modalités d'un jugement prononcé sur la base du présent article.

(16) Tous actes, pièces ou documents, tendant à éclairer le Tribunal sur la requête peuvent être produits ou déposés sans qu'il soit nécessaire de les faire revêtir préalablement de la formalité du timbre ou de l'enregistrement. Les ordonnances, jugements et arrêts rendus dans le cadre de la procédure de gestion contrôlée sont exempts du droit de titre, de tous droits d'enregistrement ou de timbre.

Art. 41.– *Les effets de la procédure de gestion contrôlée des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui exercent au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés par un établissement de paiement et la réalisation de telles sûretés, sont valables et opposables aux tiers, à l'établissement de paiement et aux commissaires s'ils précèdent la décision du Tribunal déléguant un juge ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance du bénéficiaire, de cette délégation d'un juge.

(2) Le greffe du Tribunal informe immédiatement la Commission du jour et de l'heure du dépôt de la requête et convoque la Commission et l'établissement de paiement au plus tard dans les trois jours du dépôt de la requête. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

Le greffe du Tribunal informe en outre immédiatement la Commission de la teneur du jugement prononçant la gestion contrôlée. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

Sous-section 2: La liquidation volontaire et la faillite

Art. 42.– *La liquidation volontaire*

(1) Un établissement de paiement agréé au Luxembourg ne peut se mettre en liquidation volontaire qu'après en avoir averti la Commission au moins un mois avant la convocation de l'assemblée générale appelée à statuer sur la mise en liquidation. Sous peine de nullité, cette convocation contient l'ordre du jour et est faite par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans au moins deux journaux luxembourgeois et un journal étranger à diffusion adéquate.

(2) Une décision de mise en liquidation volontaire n'enlève ni à la Commission ni au Procureur d'Etat la faculté de demander au Tribunal de déclarer applicable la procédure de faillite prévue aux articles 43 et 44.

Art. 43.– *La procédure de faillite des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui n'exercent pas au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Sans préjudice de l'aveu de l'établissement de paiement, seuls la Commission ou le Procureur d'Etat, la Commission dûment appelée en cause, peuvent demander au Tribunal de prononcer la faillite d'un établissement de paiement.

(2) Le Tribunal statue à bref délai en audience publique à une date et heure communiquées antérieurement aux parties. Il convoque l'établissement de paiement, la Commission et le Procureur d'Etat, par les soins du greffe. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

(3) Le greffe informe immédiatement la Commission de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

(4) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés effectuées par un établissement de paiement et la réalisation de sûretés accordées par un établissement de paiement, sont valables et opposables aux tiers et aux curateurs, s'ils précèdent le prononcé du jugement de faillite ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance de la faillite.

(5) Le jugement prononçant la faillite n'est pas susceptible d'opposition, ni de tierce opposition. Il est exécutoire par provision, nonobstant tout recours, sur minute, avant l'enregistrement et sans caution.

(6) La Commission, le Procureur d'Etat et l'établissement de paiement peuvent former appel par voie de déclaration au greffe du Tribunal. Le délai d'appel est de quinze jours à partir de la notification du jugement conformément au paragraphe (3). L'appel est jugé d'urgence par l'une des chambres connaissant des affaires civiles et commerciales de la Cour Supérieure de Justice. Le ministère d'avocat à la cour n'est pas requis. Les parties sont convoquées au plus tard dans les huit jours par les soins du greffe de la Cour. Les parties sont entendues en chambre du conseil. La Cour statue en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties.

(7) Lorsqu'une partie ne se présente pas, l'arrêt rendu par défaut n'est pas susceptible d'opposition.

Art. 44.– *La procédure de faillite des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui exercent au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés effectuées par un établissement de paiement et la réalisation de sûretés accordées par un établissement de paiement, sont valables et opposables aux tiers et aux curateurs, s'ils précèdent le prononcé du jugement de faillite ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance de la faillite.

(2) Le greffe du Tribunal informe immédiatement la Commission du dépôt de l'aveu et de toute assignation en faillite et convoque l'établissement de paiement, la Commission et le Procureur d'Etat. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

Le greffe du Tribunal informe en outre immédiatement la Commission de la teneur du jugement prononçant la faillite. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

Art. 45.– *Le retrait de l'agrément d'un établissement de paiement*

(1) En cas de faillite d'un établissement de paiement, l'agrément de cet établissement de paiement est retiré. En cas de retrait de l'agrément, la Commission en informe les autorités compétentes des Etats où l'établissement de paiement dispose de succursales ou fait recours à des agents.

(2) Le retrait de l'agrément prévu au paragraphe précédent n'empêche pas le ou les curateurs de poursuivre certaines des activités de l'établissement de paiement dans la mesure où cela est nécessaire ou approprié pour les besoins de la faillite. Ces activités sont menées avec l'accord et sous le contrôle de la Commission.

Section 7: Les sanctions

Art. 46.– Les amendes d'ordre

(1) Les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des établissements de paiement agréés au Luxembourg ainsi que les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des agents de ces établissements de paiement peuvent être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros au cas où:

- elles ne respectent pas les dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a),
- elles refusent de fournir les documents comptables ou autres renseignements demandés,
- elles ont fourni des documents ou autres renseignements qui se révèlent être incomplets, inexacts ou faux,
- elles font obstacle à l'exercice des pouvoirs de surveillance et d'inspection de la Commission,
- elles contreviennent aux règles régissant les publications des bilans et situations comptables,
- elles ne donnent pas suite aux injonctions de la Commission,
- elles risquent, par leur comportement, de mettre en péril la gestion saine et prudente de l'établissement de paiement concerné.

(2) Les personnes en charge de la gestion des succursales et des agents établis au Luxembourg par des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, les personnes physiques bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 et les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des personnes morales, y compris de leurs succursales et de leurs agents, bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 peuvent être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros au cas où elles ne respectent pas les dispositions des titres III et IV de la présente loi.

(3) La Commission peut rendre publiques les amendes d'ordre prononcées en vertu du présent article, à moins que cette publication ne risque de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause.

Art. 47.– Les sanctions pénales

(1) Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement ceux qui ont contrevenu ou tenté de contrevenir aux dispositions respectivement des articles 4, 6, 7, paragraphe (3) et 22, paragraphe (1).

(2) Sont punis d'une amende de 1.250 à 125.000 euros ceux qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 13, paragraphe (3).

(3) Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement, les membres des organes d'administration, de direction ou de gestion des établissements de paiement, y compris de leurs agents,

- qui, nonobstant leur suspension par application de l'article 38, paragraphe (2), point a) ont fait des actes de disposition, d'administration ou de gestion;
- qui, nonobstant la suspension de la poursuite des activités de l'établissement en application de l'article 38, paragraphe (2), point c) ont fait des actes de disposition, d'administration ou de gestion.

(4) Le présent article s'applique sans préjudice des peines édictées par le Code pénal ou par d'autres lois particulières.

Section 8: Les dérogations

Art. 48.– Les conditions de dérogation

(1) Nonobstant l'article 36, le Ministre ayant dans ses attributions la Commission peut exempter, après instruction par la Commission portant sur les conditions exigées au présent paragraphe, des

personnes physiques ou morales, sur base d'une demande écrite, de tout ou partie de la procédure et des conditions fixées à la section 1 du présent chapitre et à l'article 27, et la Commission peut inscrire ces personnes dans le registre prévu à l'article 36, lorsque:

- a) le montant total moyen, pour les douze mois précédents, des opérations de paiement exécutées par la personne concernée, y compris tout agent dont elle assume l'entière responsabilité, ne dépasse pas 3.000.000 euros sur un mois. Ce critère est évalué par rapport au montant total prévu des opérations de paiement dans son plan d'affaires, à moins que la Commission n'exige un ajustement de ce plan; et
- b) aucune des personnes physiques responsables de la gestion ou de l'exercice de l'activité n'a été condamnée pour des infractions liées au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme ou à d'autres délits financiers.

(2) Le Ministre ayant dans ses attributions la Commission est habilité à autoriser les personnes enregistrées conformément au paragraphe (1) à n'exercer que certaines des activités énumérées à l'article 10.

(3) Toute personne enregistrée conformément au paragraphe (1) est tenue d'exercer effectivement son activité au Luxembourg et d'y avoir son administration centrale ou son lieu de résidence.

(4) Les personnes visées au paragraphe (1) sont traitées comme des établissements de paiement, sous réserve que les articles 23 et 24 ne leur sont pas applicables.

(5) Les personnes visées au paragraphe (1) informent la Commission de tout changement de leur situation ayant une incidence sur les conditions énoncées audit paragraphe.

Lorsque les conditions énoncées aux paragraphes (1), (3) et (4) ne sont plus remplies, la personne concernée doit demander l'agrément dans un délai de 30 jours calendaires conformément à la procédure prévue à l'article 7.

(6) Les personnes visées au paragraphe (1) fournissent à la Commission, sur une base annuelle, un rapport sur leurs activités, notamment sur le montant total moyen des opérations de paiement exécutées.

Chapitre 2.– Etablissements de monnaie électronique

Art. 49.– Le champ d'application

(1) Le présent chapitre s'applique à tout établissement de monnaie électronique de droit luxembourgeois.

(2) Les établissements de monnaie électronique sont des établissements de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, dans les limites prévues au présent chapitre. Ils ne peuvent recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Les fonds reçus par les établissements de monnaie électronique conformément à l'article 1er, point 29) ii) ne constituent pas des dépôts ou autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier s'ils sont immédiatement échangés contre de la monnaie électronique.

Art. 50.– La nécessité d'un agrément

(1) Nul autre qu'un établissement de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ne peut exercer, à titre professionnel, l'activité d'émission de monnaie électronique.

(2) Nul ne peut exercer l'activité d'émission de monnaie électronique sous la dénomination d'établissement de monnaie électronique, ou sous toute autre dénomination identique ou analogue en une autre langue, s'il ne remplit pas les conditions fixées par le présent chapitre.

(3) Aucune personne de droit luxembourgeois ne peut exercer l'activité d'établissement de monnaie électronique sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission. Cette exigence ne s'applique pas aux établissements de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier autres que les établissements de monnaie électronique.

Art. 51.– Les activités

(1) Outre l'émission de monnaie électronique, les établissements de monnaie électronique ne peuvent exercer que des activités commerciales limitées

- à la fourniture de services financiers et non financiers étroitement liés à l'émission de monnaie électronique, tels que la gestion de monnaie électronique, par l'exercice de fonctions opérationnelles et d'autres fonctions accessoires en rapport avec son émission ainsi qu'à l'émission et à la gestion d'autres moyens de paiement à l'exclusion de l'octroi de toute forme de crédit, et
- au stockage de données sur le support électronique pour le compte d'autres entreprises ou institutions publiques.

(2) Les établissements de monnaie électronique ne peuvent détenir des participations que dans des entreprises qui exercent des fonctions opérationnelles ou d'autres fonctions accessoires liées à la monnaie électronique émise ou distribuée par l'établissement concerné.

Art. 52.– Les dispositions légales applicables

(1) Sauf disposition contraire expresse, les établissements de monnaie électronique sont soumis aux dispositions de la section 1 du chapitre 1 de la partie I, des chapitres 3 et 4 de la partie I, du chapitre 5 de la partie II, des chapitres 1, 2, 3 et 4 de la partie III et des parties IV et V de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ils établissent leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes consolidés conformément à la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois.

(2) Ne sont pas applicables aux établissements de monnaie électronique les articles 8, 10-1, 10-2, 31, 47, 51, paragraphe (1) et 57, paragraphes (2) à (5) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

(3) L'application des articles 30, 33, 34, 45 et 46 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier se limite à l'activité d'émission de monnaie électronique.

(4) A l'exception de l'article 53, les établissements de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier autres que les établissements de monnaie électronique, qui émettent des moyens de paiement sous la forme de monnaie électronique, ne sont pas visées par les dispositions du présent chapitre.

(5) Les établissements de monnaie électronique sont soumis, aux exigences des titres III et IV de la présente loi suivant les modalités et dans les limites définies par la présente loi.

Art. 53.– Les exigences en matière de remboursabilité des fonds reçus par l'émetteur

(1) Pendant la période de validité du support de la monnaie électronique et endéans les dix ans après la fin de cette période de validité, le porteur de monnaie électronique peut exiger de l'émetteur qu'il le rembourse à la valeur nominale en pièces et en billets de banque ou par virement à un compte.

Pendant la période de validité, le remboursement est effectué sans autres frais que ceux qui sont strictement nécessaires à la réalisation de l'opération.

(2) Le contrat conclu entre l'émetteur et le porteur doit établir clairement les conditions de remboursement. Ce remboursement peut notamment être obtenu en cas de perte, vol, destruction ou défaut technique du support de la monnaie électronique, sous réserve que la valeur de la monnaie électronique soit techniquement déterminable.

(3) Le contrat peut prévoir pour le remboursement un montant minimal, qui ne peut être supérieur à dix euros.

Art. 54.– *Le capital initial et les fonds propres*

(1) L'agrément des établissements de monnaie électronique est subordonné à la justification d'un capital social souscrit et libéré d'une valeur de 1.000.000 euros.

(2) Nonobstant les paragraphes (3) et (4), les fonds propres des établissements de monnaie électronique ne peuvent devenir inférieurs au montant du capital social exigé en vertu du paragraphe précédent. Si les fonds propres d'un établissement viennent à diminuer en dessous de ce montant, la Commission peut, lorsque les circonstances le justifient, accorder un délai limité pour que l'établissement régularise sa situation ou cesse ses activités.

(3) Les fonds propres des établissements de monnaie électronique sont à tout moment égaux ou supérieurs à 2% du plus élevé des deux montants suivants: le montant courant ou le montant moyen, au cours des six mois qui précèdent, du total des engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation.

(4) Les fonds propres d'un établissement de monnaie électronique qui ne compte pas six mois d'activité depuis le jour de son démarrage sont égaux ou supérieurs à 2% du plus élevé des deux montants suivants: le montant courant ou le total visé pour six mois de ses engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation. Le total visé sur six mois des engagements financiers de l'établissement liés à la monnaie électronique en circulation ressort de son plan d'entreprise, après ajustement éventuel requis par la Commission.

(5) La Commission fixe les modalités des calculs prévus aux paragraphes (3) et (4). Les calculs visés au paragraphe (3) sont à effectuer sur une base semestrielle. La Commission peut exiger des calculs à des dates rapprochées si la solidité financière de l'établissement de monnaie électronique est menacée.

Art. 55.– *Les limitations aux placements*

(1) Les établissements de monnaie électronique sont tenus de faire des placements d'un montant au moins égal à leurs engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation.

Les placements sont limités aux actifs suivants:

- a) argent comptant et éléments assimilés;
- b) créances sur les administrations centrales et les banques centrales de la zone A, ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- c) créances sur les Communautés européennes (C.E.C.A., C.E, Euratom), ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- d) créances sur les communes luxembourgeoises ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- e) dépôts à vue auprès d'établissements de crédit de la zone A;
- f) autres titres de créance remplissant les trois critères suivants:
 - présentant un degré de liquidité suffisamment élevé;
 - reconnus par la Commission comme éléments éligibles, et
 - émis par des entreprises autres que des entreprises qui détiennent une participation qualifiée dans l'établissement de monnaie électronique considéré, ou qui doivent être incluses dans les comptes consolidés de ces entreprises détenant une participation qualifiée.

Aux fins du présent article, on entend par zone A tous les Etats membres et tous les autres pays membres à part entière de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que les pays qui ont conclu des accords spéciaux de prêt avec le Fonds monétaire international (FMI) et dans le cadre des accords généraux d'emprunt (AGE) du FMI. Cependant, tout pays qui rééchelonne sa dette publique extérieure ne peut faire partie de la zone A pendant une période de cinq ans.

(2) Les placements visés au paragraphe (1), points e) et f), ne peuvent dépasser vingt fois les fonds propres d'un établissement de monnaie électronique.

(3) Afin de couvrir les risques de marché associés à l'émission de monnaie électronique et aux placements visés au paragraphe (1), les établissements de monnaie électronique peuvent utiliser des instruments dérivés liés aux taux d'intérêt ou aux taux de change suffisamment liquides et négociés sur un marché réglementé reconnu ou les contrats de taux de change d'une durée initiale n'excédant pas quatorze jours de calendrier. L'utilisation d'instruments dérivés n'est admissible qu'à la condition que l'objectif poursuivi et, dans la mesure du possible, le résultat obtenu soient l'élimination totale des risques de marché.

(4) La Commission établit des règles relatives à la limitation du risque de concentration et aux risques de marché liés aux placements visés au présent article. Elle définit les éléments à prendre en considération dans ces règles.

(5) Aux fins de l'application du paragraphe (1), les actifs sont évalués à leur prix d'acquisition ou, si elle est plus faible, à la valeur du marché.

(6) Si la valeur des actifs visés au paragraphe (1) tombe en dessous du montant des engagements financiers liés au stock de monnaie électronique en circulation, la Commission impartit à l'établissement de monnaie électronique concerné un délai pour remédier à cette situation. A cette fin et pour une période limitée seulement, la Commission peut autoriser l'établissement concerné à couvrir ses engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation au moyen d'actifs autres que ceux visés au paragraphe (1) et ce jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas 5% de ces engagements ou, s'il est moins élevé, le montant total de ses fonds propres.

(7) La Commission fixe les modalités des calculs prévus au présent article. Les calculs visés au présent article sont à effectuer sur une base semestrielle. La Commission peut exiger des calculs à des dates rapprochées si la solidité financière de l'établissement de monnaie électronique est menacée.

Art. 56.– Les exemptions

(1) La Commission peut exempter des établissements de monnaie électronique, sur base d'une demande écrite, de tout ou partie des dispositions qui leur sont applicables, à l'exception des articles 39 à 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier:

- a) lorsque l'ensemble des activités commerciales de l'établissement liées à l'émission de moyens de paiement sous forme électronique génère des engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation dont le montant total ne dépasse pas normalement 5 millions d'euros et à aucun moment 6 millions d'euros;
- b) lorsque la monnaie électronique émise par l'établissement n'est acceptée comme moyen de paiement que par des filiales de l'établissement qui exercent des fonctions opérationnelles et d'autres fonctions accessoires en rapport avec la monnaie électronique émise ou distribuée par l'établissement concerné, l'entreprise mère de l'établissement ou les autres filiales de ladite entreprise mère;
- c) lorsque la monnaie électronique émise par l'établissement n'est acceptée comme moyen de paiement que par un nombre limité d'entreprises, qui se distinguent clairement par:
 - le fait qu'elles se trouvent dans les mêmes locaux ou dans une autre zone locale restreinte, ou
 - leur étroite relation financière ou commerciale avec l'établissement émetteur, par exemple sous la forme d'un dispositif de commercialisation ou de distribution commun.

Les arrangements contractuels sur la base desquels la monnaie électronique est émise doivent stipuler que la capacité maximale de chargement du support électronique mis à la disposition des porteurs à des fins de paiements ne peut dépasser 150 euros.

(2) Les articles 30, 33, 34, 45 et 46 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ne sont pas applicables aux établissements de monnaie électronique bénéficiant d'une exemption au titre du paragraphe précédent.

(3) Les établissements de monnaie électronique qui bénéficient de l'exemption prévue au paragraphe (1) fournissent à la Commission, sur une base annuelle, un rapport sur leurs activités, notamment sur le montant total des engagements financiers liés à la monnaie électronique.

Chapitre 3.– Dispositions communes à tous les prestataires de services de paiement

Art. 57.– L'accès aux systèmes de paiement

(1) Les règles régissant l'accès des prestataires de services de paiement agréés ou enregistrés, qui sont des personnes morales, aux systèmes de paiement doivent être objectives, non discriminatoires et proportionnées et ne doivent pas entraver l'accès dans une mesure excédant ce qui est nécessaire pour prévenir certains risques spécifiques, tels que le risque de règlement, le risque opérationnel et le risque d'entreprise, et protéger la stabilité financière et opérationnelle des systèmes de paiement.

Les systèmes de paiement ne peuvent imposer aux prestataires de services de paiement, aux utilisateurs de services de paiement ou aux autres systèmes de paiement aucune des exigences suivantes:

- a) des règles restrictives pour participer effectivement à d'autres systèmes de paiement;
- b) des règles établissant des discriminations entre les prestataires de services de paiement agréés ou entre les prestataires de services de paiement enregistrés en ce qui concerne les droits, obligations et avantages des participants; ou
- c) des restrictions fondées sur la forme sociale.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux:

- a) systèmes de paiement visés à l'article 108;
- b) systèmes de paiement exclusivement composés de prestataires de services de paiement appartenant à un groupe composé d'entités liées par le capital lorsque l'une des entités liées jouit d'un contrôle effectif sur les autres entités liées;
- c) systèmes de paiement lorsqu'un prestataire unique de services de paiement (sous la forme d'une entité unique ou d'un groupe):
 - agit ou peut agir en tant que prestataire de services de paiement à la fois pour le payeur et le bénéficiaire et est le seul responsable de la gestion du système, et
 - permet à d'autres prestataires de services de paiement de participer au système et que ces derniers n'ont pas le droit de négocier des commissions entre ou parmi eux à l'égard du système de paiement, mais ils peuvent fixer leurs propres tarifs à l'égard des payeurs et des bénéficiaires.

Art. 58.– Les autorités compétentes

(1) La Commission veille au respect des dispositions des titres III et IV par les prestataires de services de paiement visés à l'article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par les personnes bénéficiant d'une dérogation au titre de l'article 48, ainsi que par les succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et par les agents établis au Luxembourg auxquels ces prestataires de services de paiement font recours.

(2) La Commission veille en outre au respect des dispositions du règlement (CE) No. 2560/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2001 concernant les paiements transfrontaliers en euros et des dispositions du règlement (CE) No. 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds par les prestataires de services visés à l'article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par les personnes bénéficiant d'une dérogation au titre de l'article 48, ainsi que par les succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et par les agents établis au Luxembourg auxquels ces prestataires de services de paiement font recours.

(3) Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57.

La Banque centrale informe sans délai l'Inspection de la concurrence, de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies à l'article 57 constatée dans le cadre de l'exercice de sa mission visée à l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

Par dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale est autorisée à transmettre à l'Inspection de la concurrence toute information, y compris des informations confidentielles, dont celle-ci a besoin dans l'exercice de sa mission.

TITRE III

Transparence des conditions et exigences en matière d'informations regissant les services de paiement

Chapitre 1.– Règles générales

Art. 59.– Le champ d'application

(1) Le présent titre s'applique aux opérations de paiement isolées, aux contrats-cadres et aux opérations de paiement qui en relèvent. Les parties peuvent décider de ne pas l'appliquer, en tout ou en partie, lorsque l'utilisateur des services de paiement n'est pas un consommateur.

(2) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

(3) Les dispositions du présent titre s'appliquent sans préjudice des dispositions légales portant transposition de textes communautaires prévoyant des exigences supplémentaires en matière d'information préalable.

Toutefois, lorsque des dispositions de la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance sont également applicables, les exigences en matière d'information de l'article 3, paragraphe (1) de ladite loi, à l'exception du point 2) c) à g), du point 3) a), d) et e), et du point 4) b) dudit paragraphe (1), sont remplacées par les articles 65, 66, 70 et 71 de la présente loi.

Art. 60.– Les frais d'information

(1) Le prestataire de services de paiement n'impute pas de frais à l'utilisateur de services de paiement pour lui fournir des informations en vertu du présent titre.

(2) Le prestataire de services de paiement et l'utilisateur de services de paiement peuvent d'un commun accord fixer les frais pour des informations supplémentaires ou communiquées de manière plus fréquente ou transmises par d'autres moyens de communication que ceux prévus par le contrat-cadre, et fournies à la demande de l'utilisateur de services de paiement.

(3) Lorsque le prestataire de services de paiement peut imputer des frais pour la communication d'informations conformément au paragraphe (2), ceux-ci doivent être appropriés et s'orienter aux coûts réels supportés par le prestataire de services de paiement.

Art. 61.– La devise et la conversion monétaire

(1) Les paiements sont effectués dans la devise convenue par les parties.

(2) Lorsqu'un service de conversion monétaire est proposé avant l'initiation de l'opération de paiement et lorsque ce service de conversion monétaire est proposé au point de vente ou par le bénéficiaire, la partie qui le propose au payeur est tenue d'informer celui-ci de tous les frais appliqués, ainsi que du taux de change qui sera utilisé aux fins de la conversion de l'opération de paiement.

Le payeur accepte le service de conversion monétaire sur cette base.

Art. 62.– Les informations relatives aux frais supplémentaires ou aux réductions

(1) Lorsque, aux fins de l'utilisation d'un instrument de paiement donné, le bénéficiaire offre une réduction, il en informe le payeur avant l'initiation de l'opération de paiement.

(2) Lorsque, aux fins de l'utilisation d'un instrument de paiement donné, un prestataire de services de paiement ou un tiers demande des frais, il en informe l'utilisateur de services de paiement avant l'initiation de l'opération de paiement.

Art. 63. – *La dérogation aux exigences en matière d'informations pour les instruments de paiement relatifs à des montants faibles et la monnaie électronique*

(1) Dans le cas d'instruments de paiements qui, conformément au contrat-cadre, concernent exclusivement des opérations de paiement n'excédant pas 30 euros unitairement ou qui soit ont une limite de dépenses de 150 euros, soit stockent des fonds dont le montant n'excède à aucun moment 150 euros:

- a) par dérogation aux articles 70, 71 et 75, le prestataire de services de paiement fournit au payeur uniquement des informations sur les principales caractéristiques du service de paiement, y compris la manière dont l'instrument de paiement peut être utilisé, la responsabilité, les frais perçus et d'autres informations concrètes nécessaires pour prendre une décision en connaissance de cause ainsi qu'une indication de l'endroit où les autres informations et conditions définies à l'article 71 sont disponibles de manière aisée;
- b) il peut être convenu que, par dérogation à l'article 73, le prestataire de services de paiement n'est pas tenu de proposer une modification des clauses du contrat-cadre de la manière prévue à l'article 70, paragraphe (1);
- c) il peut être convenu que, par dérogation aux articles 76 et 77, après exécution d'une opération de paiement:
 - i) le prestataire de services de paiement fournit ou met à disposition uniquement une référence permettant à l'utilisateur de services de paiement d'identifier l'opération de paiement, son montant et les frais et/ou, en cas de multiples opérations de paiement de même type au profit du même bénéficiaire, uniquement des informations concernant le montant total et les frais de ces opérations de paiement;
 - ii) le prestataire de services de paiement n'est pas tenu de fournir ou de mettre à disposition les informations visées au point i) si l'instrument de paiement est utilisé de manière anonyme ou si le prestataire de services de paiement n'est pas par ailleurs techniquement en mesure de les fournir. Toutefois, le prestataire de services de paiement fournit au payeur la possibilité de vérifier le montant des fonds stockés.

(2) Pour les opérations de paiement nationales, les montants visés au paragraphe (1) sont doublés. Pour les instruments de paiement prépayés, les montants visés au paragraphe (1) sont de 500 euros.

Chapitre 2.– Opérations de paiement isolées

Art. 64.– *Le champ d'application*

(1) Le présent chapitre s'applique aux opérations de paiement de caractère isolé, non couvertes par un contrat-cadre.

(2) Lorsqu'un ordre de paiement relatif à une opération de paiement isolée est transmis par l'intermédiaire d'un instrument de paiement relevant d'un contrat-cadre, le prestataire de services de paiement n'est pas obligé de fournir ou de mettre à disposition des informations qui ont déjà été données à l'utilisateur de services de paiement sur la base d'un contrat-cadre avec un autre prestataire de services de paiement ou qui lui seront données conformément audit contrat-cadre.

Art. 65.– *L'information générale préalable*

(1) Avant que l'utilisateur de services de paiement ne soit lié par un contrat ou une offre de service de paiement isolé, le prestataire de services de paiement doit mettre à la disposition de l'utilisateur de services de paiement, sous une forme aisément accessible, les informations et les conditions énoncées à l'article 66. Sur demande de l'utilisateur de services de paiement, le prestataire de services de paiement fournit ces informations et conditions sur support papier ou sur un autre support durable. Ces informations et conditions sont communiquées dans des termes aisément compréhensibles et sous une forme claire et compréhensible. Les informations et conditions relatives à des services de paiement

offerts au Luxembourg sont communiquées en luxembourgeois, allemand ou français ou dans toute autre langue convenue par les parties. Les informations et conditions relatives à des services de paiement offerts dans d'autres Etats membres sont communiquées dans une langue officielle de l'Etat membre d'accueil ou dans toute autre langue convenue par les parties.

(2) Si, à la demande de l'utilisateur de services de paiement, le contrat de service de paiement isolé est conclu par un moyen de communication à distance ne permettant pas au prestataire de services de paiement de se conformer au paragraphe (1), ce dernier satisfait aux obligations découlant dudit paragraphe immédiatement après l'exécution de l'opération de paiement.

(3) Le prestataire de services de paiement peut également s'acquitter des obligations découlant du paragraphe (1) en veillant à ce que soit fournie à l'utilisateur de services de paiement une copie du projet de contrat de service de paiement isolé ou du projet d'ordre de paiement comportant les informations et conditions définies à l'article 66.

Art. 66.– Les informations et les conditions

(1) Le prestataire de services de paiement veille à ce que soient fournies à l'utilisateur de services de paiement ou mises à sa disposition les informations et les conditions ci-après:

- a) les informations précises ou l'identifiant unique que l'utilisateur de services de paiement doit fournir aux fins de l'exécution correcte de son ordre de paiement;
- b) le délai d'exécution maximal dans lequel le service de paiement doit être fourni;
- c) tous les frais payables par l'utilisateur de services de paiement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais;
- d) le cas échéant, le taux de change réel ou de référence qui doit être appliqué à l'opération de paiement.

(2) Le cas échéant, le prestataire de services de paiement veille à ce que soient mises à la disposition de l'utilisateur de services de paiement, sous une forme aisément accessible, les autres informations et conditions utiles visées à l'article 71.

Art. 67.– Les informations destinées au payeur après la réception de l'ordre de paiement

Immédiatement après avoir reçu l'ordre de paiement, le prestataire de services de paiement du payeur fournit au payeur ou met à sa disposition, selon les modalités prévues à l'article 65, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) une référence permettant au payeur d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, les informations relatives au bénéficiaire;
- b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise utilisée dans l'ordre de paiement;
- c) le montant des frais imputables au payeur pour l'opération de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants de ces frais;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du payeur ou une référence à ce taux, lorsqu'il est différent de celui prévu conformément à l'article 66, paragraphe (1), point d), et le montant de l'opération de paiement après cette conversion monétaire; et
- e) la date de réception de l'ordre de paiement.

Art. 68.– Les informations destinées au bénéficiaire après l'exécution

Immédiatement après l'exécution de l'opération de paiement, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire fournit au bénéficiaire ou met à sa disposition, selon les modalités prévues à l'article 65, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) les références permettant au bénéficiaire d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, le payeur, ainsi que toute information transmise avec l'opération de paiement;
- b) le montant de l'opération de paiement dans la devise dans laquelle les fonds sont mis à la disposition du bénéficiaire;

- c) le montant des frais imputables au bénéficiaire pour l'opération de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants de ces frais;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du bénéficiaire, et le montant de l'opération de paiement avant cette conversion monétaire; et
- e) la date de valeur du crédit.

Chapitre 3.– Contrats-cadres

Art. 69.– *Le champ d'application*

Le présent chapitre s'applique aux opérations de paiement couvertes par un contrat-cadre.

Art. 70.– *L'information générale préalable*

(1) Bien avant que l'utilisateur de services de paiement ne soit lié par un contrat-cadre ou une offre, le prestataire de services de paiement doit lui fournir, sur support papier ou sur un autre support durable, les informations et les conditions définies à l'article 71. Ces informations et conditions sont fournies dans des termes aisément compréhensibles et sous une forme claire et compréhensible. Elles sont communiquées en luxembourgeois, allemand ou français ou dans toute autre langue convenue par les parties.

(2) Si, à la demande de l'utilisateur de services de paiement, le contrat-cadre est conclu par un moyen de communication à distance ne permettant pas au prestataire de services de paiement de se conformer au paragraphe (1), ce dernier satisfait aux obligations découlant de ce paragraphe immédiatement après la conclusion du contrat-cadre.

(3) Le prestataire de services de paiement peut également s'acquitter des obligations découlant du paragraphe (1) en veillant à ce que soit fournie à l'utilisateur de services de paiement une copie du projet de contrat-cadre comportant les informations et les conditions définies à l'article 71.

Art. 71.– *Les informations et les conditions*

Le prestataire de services de paiement veille à ce que soient fournies à l'utilisateur de services de paiement les informations et les conditions suivantes:

- 1) sur le prestataire de services de paiement:
 - a) le nom du prestataire de services de paiement, l'adresse géographique de son administration centrale et, le cas échéant, l'adresse géographique de son agent ou de sa succursale établis dans l'Etat membre dans lequel le service de paiement est proposé, et toutes les autres adresses, y compris l'adresse de courrier électronique, à prendre en compte pour la communication avec le prestataire de services de paiement; et
 - b) les coordonnées des autorités de contrôle compétentes et du registre public prévu à l'article 13 de la directive 2007/64/CE ou de tout autre registre d'agrément public pertinent du prestataire de services de paiement ainsi que son numéro d'enregistrement ou un moyen équivalent d'identification dans ce registre;
- 2) sur l'utilisation d'un service de paiement:
 - a) une description des principales caractéristiques du service de paiement à fournir;
 - b) les informations précises ou l'identifiant unique que l'utilisateur de services de paiement doit fournir aux fins de l'exécution correcte de son ordre de paiement;
 - c) la forme et la procédure pour donner le consentement à l'exécution d'une opération de paiement et le retrait de ce consentement, conformément aux articles 81 et 93;
 - d) une référence au moment de réception de l'ordre de paiement tel que défini à l'article 91 et l'éventuel délai limite établi par le prestataire de services de paiement;
 - e) le délai d'exécution maximal au cours duquel le service de paiement doit être fourni; et
 - f) la possibilité de convenir de limites de dépenses pour l'utilisation de l'instrument de paiement, conformément à l'article 82, paragraphe (1);

- 3) sur les frais, les taux d'intérêt et les taux de change:
 - a) tous les frais payables par l'utilisateur de services de paiement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais;
 - b) le cas échéant, les taux d'intérêt et de change à appliquer ou, si des taux d'intérêt et de change de référence doivent être utilisés, la méthode de calcul de l'intérêt réel ainsi que la date retenue et l'indice ou la base pour déterminer un tel taux d'intérêt ou de change de référence; et
 - c) s'il en est convenu ainsi, l'application immédiate des modifications apportées aux taux d'intérêt ou de change de référence et les exigences en matière d'informations afférentes à ces modifications, conformément à l'article 73, paragraphe (2);
- 4) sur la communication:
 - a) le cas échéant, les moyens de communication, y compris les exigences techniques applicables à l'équipement de l'utilisateur de services de paiement, convenues entre les parties aux fins de la transmission d'informations ou de notifications au titre de la présente loi;
 - b) les modalités et la fréquence selon lesquelles les informations prévues par la présente loi doivent être fournies ou mises à disposition;
 - c) la ou les langues dans lesquelles le contrat-cadre sera conclu et la communication effectuée au cours de cette relation contractuelle; et
 - d) la mention du droit de l'utilisateur de services de paiement de recevoir les termes contractuels du contrat-cadre, ainsi que les informations et conditions prévues à l'article 72;
- 5) sur les mesures de protection et les mesures correctives:
 - a) le cas échéant, une description des mesures que l'utilisateur de services de paiement doit prendre pour préserver la sécurité d'un instrument de paiement et les modalités de notification au prestataire de services de paiement aux fins de l'article 83, paragraphe (1), point b);
 - b) s'il en est convenu ainsi, les conditions dans lesquelles le prestataire de services de paiement se réserve le droit de bloquer un instrument de paiement, conformément à l'article 82;
 - c) la responsabilité du payeur conformément à l'article 88, y compris des informations sur le montant concerné;
 - d) le délai et les modalités selon lesquels l'utilisateur de services de paiement doit notifier au prestataire de services de paiement les opérations de paiement non autorisées ou mal exécutées, conformément à l'article 85, ainsi que la responsabilité du prestataire de services de paiement en matière d'opérations de paiement non autorisées, conformément à l'article 87;
 - e) la responsabilité du prestataire de services de paiement liée à l'exécution d'opérations de paiement, conformément à l'article 101; et
 - f) les conditions de remboursement conformément aux articles 89 et 90;
- 6) sur la modification et la résiliation d'un contrat-cadre:
 - a) s'il en est convenu ainsi, le fait que l'utilisateur de services de paiement est réputé avoir accepté la modification des conditions conformément à l'article 73, à moins d'avoir notifié au prestataire de services de paiement son refus de celle-ci avant la date proposée pour l'entrée en vigueur de cette modification;
 - b) la durée du contrat; et
 - c) le droit de l'utilisateur de services de paiement de résilier le contrat-cadre et tout accord lié à cette résiliation, conformément à l'article 73, paragraphe (1), et à l'article 74;
- 7) sur les recours:
 - a) toute clause contractuelle relative au droit applicable au contrat-cadre et à la juridiction compétente; et
 - b) les voies de réclamation et de recours extrajudiciaires ouvertes à l'utilisateur de services de paiement, conformément à l'article 106.

Art. 72.– *L'accès aux informations et aux conditions associées au contrat-cadre*

A tout moment de la relation contractuelle, l'utilisateur de services de paiement a le droit de recevoir, sur demande, les termes contractuels du contrat-cadre, ainsi que les informations et conditions visées à l'article 71, sur support papier ou sur un autre support durable.

Art. 73.– La modification des conditions du contrat-cadre

(1) Toute modification du contrat-cadre, ainsi que des informations et conditions visées à l'article 71, est proposée par le prestataire de services de paiement selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1) et au plus tard deux mois avant la date proposée pour son entrée en vigueur.

Le cas échéant, conformément à l'article 71, point 6) a), le prestataire de services de paiement informe l'utilisateur de services de paiement qu'il est réputé avoir accepté la modification s'il n'a pas notifié au prestataire de services de paiement, avant la date d'entrée en vigueur proposée de cette modification, qu'il ne l'acceptait pas. Dans ce cas, le prestataire de services de paiement précise également que l'utilisateur de services de paiement a le droit de résilier le contrat-cadre, immédiatement et sans frais, avant la date d'entrée en vigueur proposée de la modification.

(2) Les modifications des taux d'intérêt ou de change peuvent s'appliquer immédiatement et sans préavis, à condition que le contrat-cadre prévoie ce droit et que les modifications se fondent sur les taux d'intérêt ou de change de référence convenus conformément à l'article 71, point 3) b) et c). L'utilisateur de services de paiement est informé de toute modification du taux d'intérêt le plus rapidement possible, selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1), à moins que les parties soient convenues d'une fréquence ou de modalités particulières en matière de fourniture ou de mise à disposition des informations. Néanmoins, les modifications des taux d'intérêt ou de change qui sont plus favorables aux utilisateurs de services de paiement peuvent être appliquées sans préavis.

(3) Les modifications des taux d'intérêt ou de change appliqués aux opérations de paiement sont mises en œuvre et calculées d'une manière neutre qui n'établit pas de discrimination à l'encontre des utilisateurs de services de paiement.

Art. 74.– La résiliation

(1) L'utilisateur de services de paiement peut résilier le contrat-cadre à tout moment à moins que les parties ne soient convenues d'un délai de préavis. Un tel délai ne peut dépasser un mois.

(2) Pour l'utilisateur de services de paiement, la résiliation d'un contrat-cadre conclu pour une durée déterminée supérieure à douze mois ou pour une durée indéterminée n'entraîne aucun frais après l'expiration d'une période de douze mois. Dans tous les autres cas, les frais de résiliation doivent être adaptés et en rapport avec les coûts.

(3) Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut résilier un contrat-cadre conclu pour une durée indéterminée, moyennant un préavis d'au moins deux mois selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1).

(4) Les frais régulièrement imputés pour la prestation de services de paiement ne sont dus par l'utilisateur de services de paiement qu'au prorata de la période échue à la date de résiliation du contrat. S'ils ont été payés à l'avance, ces frais sont remboursés au prorata.

(5) Les dispositions du présent article sont sans préjudice des dispositions légales qui régissent le droit pour les parties de déclarer le contrat-cadre inexécutoire ou nul.

Art. 75.– Les informations à fournir avant l'exécution d'opérations de paiement individuelles

Pour toute opération de paiement individuelle relevant d'un contrat-cadre et initiée par le payeur, le prestataire de services de paiement fournit, à la demande du payeur, concernant cette opération de paiement spécifique, des informations explicites sur le délai d'exécution maximal et sur les frais qui doivent être payés par le payeur et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais.

Art. 76.– Les informations destinées au payeur concernant les opérations de paiement individuelles

(1) Après que le montant d'une opération de paiement individuelle a été débité du compte du payeur ou, lorsque le payeur n'utilise pas de compte de paiement, après réception de l'ordre de paiement, le

prestataire de services de paiement du payeur fournit à celui-ci, sans tarder et selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) une référence permettant au payeur d'identifier chaque opération de paiement et, le cas échéant, les informations relatives au bénéficiaire;
- b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise dans laquelle le compte de paiement du payeur est débité ou dans la devise utilisée dans l'ordre de paiement;
- c) le montant de tous les frais appliqués à l'opération de paiement et, le cas échéant, leur ventilation, ou l'intérêt dû par le payeur;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du payeur et le montant de l'opération de paiement après cette conversion monétaire; et
- e) la date de valeur du débit ou la date de réception de l'ordre de paiement.

(2) Un contrat-cadre peut prévoir une condition selon laquelle les informations visées au paragraphe (1) doivent être fournies ou mises à disposition périodiquement, au moins une fois par mois, et selon des modalités convenues qui permettent au payeur de stocker les informations et de les reproduire à l'identique.

Art. 77.– *Les informations destinées au bénéficiaire concernant les opérations de paiement individuelles*

(1) Après avoir exécuté une opération de paiement individuelle, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire fournit à celui-ci, sans tarder et selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) une référence permettant au bénéficiaire d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, le payeur, ainsi que toute information communiquée lors de l'opération de paiement;
- b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise dans laquelle le compte de paiement du bénéficiaire est crédité;
- c) le montant de tous les frais appliqués à l'opération de paiement et, le cas échéant, leur ventilation, ou l'intérêt dû par le bénéficiaire;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du bénéficiaire et le montant de l'opération de paiement avant cette conversion monétaire; et
- e) la date de valeur du crédit.

(2) Un contrat-cadre peut prévoir une condition selon laquelle les informations visées au paragraphe (1) doivent être fournies ou mises à disposition périodiquement, au moins une fois par mois, et selon des modalités convenues qui permettent au bénéficiaire de stocker les informations et de les reproduire à l'identique.

TITRE IV

Droits et obligations liés à la prestation et à l'utilisation de services de paiement

Chapitre I.– *Dispositions communes*

Art. 78.– *Le champ d'application*

(1) Lorsque l'utilisateur de services de paiement n'est pas un consommateur, les parties peuvent décider que l'article 79, paragraphe (1), l'article 81, paragraphe (2), deuxième alinéa, ainsi que les articles 86, 88, 89, 90, 93 et 101 ne s'appliquent pas, en tout ou partie. Les parties peuvent également convenir d'un délai distinct de celui prévu à l'article 85.

(2) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

Art. 79.– Les frais applicables

(1) Le prestataire de services de paiement ne peut imputer de frais à l'utilisateur de services de paiement pour l'accomplissement de ses obligations d'information ni pour l'exécution des mesures correctives et préventives en vertu du présent titre, sauf disposition contraire de l'article 92, paragraphe (1), de l'article 93, paragraphe (5), et de l'article 100, paragraphe (2). Ces frais sont convenus entre l'utilisateur de services de paiement et le prestataire de services de paiement et doivent être raisonnables et en rapport avec les coûts réels supportés par le prestataire de services de paiement.

(2) Lorsqu'une opération de paiement n'implique pas de conversion monétaire, le bénéficiaire doit payer les frais prélevés par son prestataire de services de paiement et le payeur doit payer les frais prélevés par le sien.

(3) Il est interdit au bénéficiaire de demander des frais au payeur pour l'utilisation d'un instrument de paiement donné.

Art. 80.– La dérogation pour les instruments de paiement relatifs à des montants faibles et la monnaie électronique

(1) Dans le cas d'instruments de paiements qui, conformément au contrat-cadre, concernent exclusivement des opérations de paiement n'excédant pas 30 euros unitairement ou qui soit ont une limite de dépenses de 150 euros, soit stockent des fonds dont le montant n'excède à aucun moment 150 euros, les prestataires de services de paiement peuvent convenir avec leurs utilisateurs de services de paiement que:

- a) l'article 83, paragraphe (1), point b), l'article 84, paragraphe (1), points c) et d) et l'article 88, paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent pas si l'instrument de paiement ne permet pas le blocage ou la prévention d'une autre utilisation de celui-ci;
- b) les articles 86 et 87 et l'article 88, paragraphes (1) et (2), ne s'appliquent pas si l'instrument de paiement est utilisé de manière anonyme ou si le prestataire de services de paiement n'est pas en mesure, pour des raisons autres qui sont inhérentes à l'instrument de paiement, d'apporter la preuve qu'une opération de paiement a été autorisée;
- c) par dérogation à l'article 92, paragraphe (1), le prestataire de services de paiement n'est pas obligé de notifier à l'utilisateur de services de paiement le refus de l'ordre de paiement si la non-exécution ressort du contexte;
- d) par dérogation à l'article 93, le payeur ne peut pas révoquer l'ordre de paiement après avoir transmis l'ordre de paiement ou donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire;
- e) par dérogation aux articles 96 et 97, d'autres délais d'exécution s'appliquent.

(2) Pour les opérations de paiement nationales, les montants visés au paragraphe (1) sont doublés. Pour les instruments de paiement prépayés, les montants visés au paragraphe (1) sont de 500 euros.

(3) Les articles 87 et 88 s'appliquent également à la monnaie électronique au sens de l'article 1er, point 29), à moins que le prestataire de services de paiement du payeur n'ait pas la capacité de bloquer le compte de paiement ou de bloquer l'instrument de paiement.

Chapitre 2.– Autorisation des opérations de paiement

Art. 81.– Le consentement et le retrait du consentement

(1) Une opération de paiement n'est réputée autorisée que si le payeur a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement. Une opération de paiement peut être autorisée par le payeur avant ou, si le payeur et son prestataire de services de paiement en ont convenu ainsi, après son exécution.

(2) Le consentement à l'exécution d'une opération de paiement ou d'une série d'opérations de paiement est donné sous la forme convenue entre le payeur et son prestataire de services de paiement.

En l'absence d'un tel consentement, l'opération de paiement est réputée non autorisée.

(3) Le consentement peut être retiré par le payeur à tout moment, mais pas après le moment d'irrévocabilité prévue à l'article 93. Le consentement à l'exécution d'une série d'opérations de paiement peut aussi être retiré avec pour effet que toute opération de paiement postérieure doit être réputée non autorisée.

(4) La procédure pour donner le consentement fait l'objet d'un accord entre le payeur et le prestataire de services de paiement.

Art. 82.– *La limitation de l'utilisation des instruments de paiement*

(1) Lorsqu'un instrument de paiement spécifique est utilisé aux fins de donner le consentement, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir de limites de dépenses pour les opérations de paiement exécutées au travers dudit instrument de paiement.

(2) Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut se réserver le droit de bloquer l'instrument de paiement, pour des raisons objectivement motivées ayant trait à la sécurité de l'instrument de paiement, à la présomption d'une utilisation non autorisée ou frauduleuse de l'instrument de paiement ou, s'il s'agit d'un instrument de paiement doté d'une ligne de crédit, au risque sensiblement accru que le payeur soit dans l'incapacité de s'acquitter de son obligation de paiement.

(3) Dans ces cas, le prestataire de services de paiement informe le payeur, de la manière convenue, du blocage de l'instrument de paiement et des raisons de ce blocage, si possible avant que l'instrument de paiement ne soit bloqué et au plus tard immédiatement après, à moins que le fait de donner cette information ne soit pas acceptable pour des raisons de sécurité objectivement motivées ou soit interdite en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.

(4) Le prestataire de services de paiement débloque l'instrument de paiement ou remplace celui-ci par un nouvel instrument de paiement dès lors que les raisons justifiant le blocage n'existent plus.

Art. 83.– *Les obligations de l'utilisateur de services de paiement liées aux instruments de paiement*

(1) L'utilisateur de services de paiement habilité à utiliser un instrument de paiement a les obligations suivantes:

- a) il utilise l'instrument de paiement conformément aux conditions régissant la délivrance et l'utilisation de cet instrument de paiement; et
- b) lorsqu'il a connaissance de la perte, du vol, du détournement ou de toute utilisation non autorisée de son instrument de paiement, il en informe sans tarder son prestataire de services de paiement ou l'entité désignée par celui-ci.

(2) Aux fins du paragraphe (1), point a), dès qu'il reçoit un instrument de paiement, l'utilisateur de services de paiement prend notamment toute mesure raisonnable pour préserver la sécurité de ses dispositifs de sécurité personnalisés.

Art. 84.– *Les obligations du prestataire de services de paiement liées aux instruments de paiement*

(1) Le prestataire de services de paiement délivrant un instrument de paiement a les obligations suivantes:

- a) il s'assure que les dispositifs de sécurité personnalisés de tout instrument de paiement ne sont pas accessibles à d'autres parties que l'utilisateur de services de paiement autorisé à utiliser cet instrument, sans préjudice des obligations de l'utilisateur des services de paiement énoncées à l'article 83;
- b) il s'abstient d'envoyer tout instrument de paiement non sollicité, sauf dans le cas où un instrument de paiement déjà donné à l'utilisateur de services de paiement doit être remplacé;

- c) il veille à la disponibilité, à tout moment, de moyens appropriés permettant à l'utilisateur de services de paiement de procéder à la notification prévue à l'article 83, paragraphe (1), point b) ou de demander le déblocage conformément à l'article 82, paragraphe (4); le prestataire de services de paiement fournit sur demande à l'utilisateur de services de paiement, pendant dix-huit mois à compter de la notification, les moyens de prouver qu'il a bien procédé à cette notification; et
- d) il empêche toute utilisation de l'instrument de paiement après une notification effectuée en application de l'article 83, paragraphe (1), point b).

(2) Le prestataire de services de paiement supporte le risque lié à l'envoi au payeur d'un instrument de paiement ou de tout dispositif de sécurité personnalisé de celui-ci.

Art. 85.– *La notification des opérations de paiement non autorisées ou mal exécutées*

L'utilisateur de services de paiement n'obtient du prestataire de services de paiement la correction d'une opération que s'il signale sans tarder à son prestataire de services de paiement qu'il a constaté une opération de paiement non autorisée ou mal exécutée donnant lieu à une revendication, y compris au titre de l'article 101, et au plus tard dans les treize mois suivant la date de débit, à moins que, le cas échéant, le prestataire de services de paiement n'ait pas fourni ou mis à disposition les informations relatives à cette opération de paiement conformément au titre III.

Art. 86.– *La preuve d'authentification et d'exécution des opérations de paiement*

(1) Lorsqu'un utilisateur de services de paiement nie avoir autorisé une opération de paiement qui a été exécutée ou affirme que l'opération de paiement n'a pas été exécutée correctement, il incombe à son prestataire de services de paiement de prouver que l'opération en question a été authentifiée, dûment enregistrée et comptabilisée et qu'elle n'a pas été affectée par une déficience technique ou autre.

(2) Lorsqu'un utilisateur de services de paiement nie avoir autorisé une opération de paiement qui a été exécutée, l'utilisation d'un instrument de paiement, telle qu'enregistrée par le prestataire de services de paiement, ne suffit pas nécessairement en tant que telle à prouver que l'opération de paiement a été autorisée par le payeur ou que celui-ci a agi frauduleusement ou n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 83.

Art. 87.– *La responsabilité du prestataire de services de paiement en cas d'opérations de paiement non autorisées*

(1) Sans préjudice de l'article 85, en cas d'opération de paiement non autorisée, le prestataire de services de paiement du payeur doit rembourser immédiatement au payeur le montant de cette opération de paiement non autorisée et, le cas échéant, doit rétablir le compte de paiement débité dans l'état où il se serait trouvé si l'opération de paiement non autorisée n'avait pas eu lieu.

(2) Une indemnisation financière complémentaire peut être déterminée conformément à la loi applicable au contrat conclu entre le payeur et son prestataire de services de paiement.

Art. 88.– *La responsabilité du payeur en cas d'opérations de paiement non autorisées*

(1) Par dérogation à l'article 87, le payeur supporte, jusqu'à concurrence de 150 euros, les pertes liées à toute opération de paiement non autorisée consécutive à l'utilisation d'un instrument de paiement perdu ou volé ou, si le payeur n'est pas parvenu à préserver la sécurité de ses dispositifs de sécurité personnalisés, au détournement d'un instrument de paiement.

(2) Le payeur supporte toutes les pertes occasionnées par des opérations de paiement non autorisées si ces pertes résultent d'un agissement frauduleux de sa part ou du fait que le payeur n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 83. Dans ce cas, le montant maximal visé au paragraphe (1) du présent article ne s'applique pas.

(3) Sauf agissement frauduleux de sa part, le payeur ne supporte aucune conséquence financière résultant de l'utilisation d'un instrument de paiement perdu, volé ou détourné, survenue après la notification prévue à l'article 83, paragraphe (1), point b).

(4) Si le prestataire de services de paiement ne fournit pas de moyens appropriés permettant, à tout moment, la notification de la perte, du vol ou du détournement d'un instrument de paiement, conformément à l'article 84, paragraphe (1), point c), le payeur n'est pas tenu, sauf agissement frauduleux de sa part, de supporter les conséquences financières résultant de l'utilisation de cet instrument de paiement.

Art. 89.– *Le remboursement d'opérations de paiement initiées par ou via le bénéficiaire*

(1) Le payeur a droit au remboursement par son prestataire de services de paiement d'une opération de paiement autorisée initiée par ou via le bénéficiaire qui a déjà été exécutée, pour autant que les conditions suivantes soient remplies:

- a) l'autorisation n'indiquait pas le montant exact de l'opération de paiement lorsqu'elle a été donnée, et
- b) le montant de l'opération de paiement dépassait le montant auquel le payeur pouvait raisonnablement s'attendre en tenant compte du profil de ses dépenses passées, des conditions prévues par son contrat-cadre et des circonstances pertinentes dans ce cas.

A la demande du prestataire de services de paiement, le payeur fournit des éléments factuels en rapport avec ces conditions.

Le remboursement correspond au montant total de l'opération de paiement exécutée.

Pour les domiciliations de créances, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir dans le cadre d'un contrat-cadre que le payeur a droit au remboursement par son prestataire de services de paiement même si les conditions relatives au remboursement qui sont prévues dans le premier alinéa ne sont pas remplies.

(2) Aux fins du paragraphe (1), premier alinéa, point b), le payeur ne peut toutefois invoquer des raisons liées à une opération de change si le taux de change de référence convenu avec son prestataire de services de paiement conformément à l'article 66, paragraphe (1), point d) et à l'article 71, point 3 b) a été appliqué.

(3) Il peut être convenu dans le contrat-cadre entre le payeur et son prestataire de services de paiement que le payeur n'a pas droit à un remboursement lorsqu'il a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement directement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, les informations relatives à la future opération de paiement ont été fournies au payeur ou mises à sa disposition de la manière convenue, quatre semaines au moins avant l'échéance, par le prestataire de services de paiement ou par le bénéficiaire.

Art. 90.– *Les demandes de remboursement d'opérations de paiement initiées par ou via le bénéficiaire*

(1) Le payeur a le droit de présenter la demande du remboursement, visé à l'article 89, d'une opération de paiement autorisée initiée par ou via le bénéficiaire pendant une période de huit semaines à compter de la date à laquelle les fonds ont été débités.

(2) Dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande de remboursement, le prestataire de services de paiement soit rembourse le montant total de l'opération de paiement, soit justifie son refus de rembourser, en indiquant au payeur qu'il peut alors saisir la Commission conformément à l'article 106 s'il n'accepte pas la justification donnée.

Le droit du prestataire de services de paiement, au titre du premier alinéa, de refuser le remboursement ne s'applique pas dans le cas visé à l'article 89, paragraphe (1), dernier alinéa.

Chapitre 3.– Exécution des opérations de paiement

Section 1: Ordres de paiement et montants transférés

Art. 91.– La réception des ordres de paiement

(1) Le moment de réception doit être le moment où l'ordre de paiement qui est transmis directement par le payeur ou indirectement par ou via un bénéficiaire est reçu par le prestataire de services de paiement du payeur. Si le moment de réception n'est pas un jour ouvrable pour le prestataire de services de paiement du payeur, l'ordre de paiement est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant. Le prestataire de services de paiement peut établir une heure limite proche de la fin d'un jour ouvrable au-delà de laquelle tout ordre de paiement reçu est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

(2) Si l'utilisateur de services de paiement qui initie l'ordre de paiement et son prestataire de services de paiement conviennent que l'exécution de l'ordre de paiement commencera un jour donné ou à l'issue d'une période déterminée ou le jour où le payeur a mis les fonds à la disposition de son prestataire de services de paiement, le moment de réception aux fins de l'article 96 est réputé être le jour convenu. Si le jour convenu n'est pas un jour ouvrable pour le prestataire de services de paiement, l'ordre de paiement est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

Art. 92.– Le refus d'un ordre de paiement

(1) Lorsque le prestataire de services de paiement refuse d'exécuter un ordre de paiement, le refus et, si possible, les motifs de ce refus ainsi que la procédure à suivre pour corriger toute erreur factuelle l'ayant entraîné sont notifiés à l'utilisateur de services de paiement, à moins d'une interdiction en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.

Le prestataire de services de paiement fournit la notification ou la met à disposition selon les modalités convenues, dès que possible et, en tout cas, dans les délais prévus à l'article 96.

Le contrat-cadre peut prévoir la possibilité pour le prestataire de services de paiement d'imputer des frais pour une telle notification si le refus est objectivement justifié.

(2) Lorsque toutes les conditions énoncées dans le contrat-cadre du payeur sont réunies, le prestataire de services de paiement du payeur ne refuse pas d'exécuter un ordre de paiement autorisé, que l'ordre de paiement soit initié par un payeur ou par ou via un bénéficiaire, à moins d'une interdiction en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.

(3) Aux fins des articles 96 et 101, un ordre de paiement dont l'exécution a été refusée est réputé non reçu.

Art. 93.– L'irrévocabilité d'un ordre de paiement

(1) L'utilisateur de services de paiement ne peut pas révoquer un ordre de paiement une fois que cet ordre a été reçu par le prestataire de services de paiement du payeur, sauf disposition contraire du présent article.

(2) Lorsque l'opération de paiement est initiée par ou via le bénéficiaire, le payeur ne peut pas révoquer l'ordre de paiement après avoir transmis l'ordre de paiement ou donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire.

(3) Toutefois, en cas de domiciliation de créances et sans préjudice du droit à remboursement, le payeur peut révoquer l'ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour le débit des fonds.

(4) Dans le cas visé à l'article 91, paragraphe (2), l'utilisateur de services de paiement peut révoquer un ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu.

(5) Après expiration des délais visés aux paragraphes (1) à (4), l'ordre de paiement ne peut être révoqué que si l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement en sont convenus ainsi. Dans les cas visés aux paragraphes (2) et (3), le consentement du bénéficiaire est

également requis. Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut imputer des frais pour la révocation.

Art. 94.– Les montants transférés et les montants reçus

(1) Le prestataire de services de paiement du payeur, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire et les intermédiaires des prestataires de services de paiement doivent transférer le montant total de l'opération de paiement et s'abstiennent de prélever des frais sur le montant transféré.

(2) Cependant, le bénéficiaire et son prestataire de services de paiement peuvent convenir que ce dernier déduit ses frais du montant transféré avant d'en créditer le bénéficiaire. Dans ce cas, le montant total de l'opération de paiement et les frais sont séparés dans l'information donnée au bénéficiaire.

(3) Si des frais autres que ceux visés au paragraphe (2) sont déduits du montant transféré, le prestataire de services de paiement du payeur veille à ce que le bénéficiaire reçoive le montant total de l'opération de paiement initiée par le payeur. Au cas où l'opération de paiement est initiée par ou via le bénéficiaire, son prestataire de services de paiement veille à ce que le bénéficiaire reçoive le montant total de l'opération de paiement.

Section 2: Délai d'exécution et date de valeur

Art. 95.– Le champ d'application

(1) La présente section s'applique:

- a) aux opérations de paiement effectuées en euros;
- b) aux opérations de paiement nationales effectuées dans la devise de l'Etat membre en dehors de la zone euro concerné; et
- c) aux opérations de paiement entraînant une seule conversion entre l'euro et la devise officielle d'un Etat membre ne relevant pas de la zone euro, à condition que la conversion requise soit effectuée dans l'Etat membre ne relevant pas de la zone euro concerné et que, en cas d'opérations de paiement transfrontalières, le transfert transfrontalier s'effectue en euros.

(2) La présente section s'applique aux autres opérations de paiement, à moins que l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement en soient convenus autrement, à l'exception de l'article 99, auquel les parties ne peuvent déroger. Cependant, lorsque l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement conviennent d'un délai plus long que ceux fixés à l'article 96 pour les opérations de paiement intracommunautaires, ce délai ne peut pas dépasser quatre jours ouvrables à compter du moment de réception tel que défini à l'article 91.

Art. 96.– Les opérations de paiement effectuées vers un compte de paiement

(1) Le prestataire de services de paiement du payeur doit veiller à ce que, après le moment de réception tel que défini à l'article 91, le montant de l'opération de paiement soit crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant. Jusqu'au 1er janvier 2012, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir d'un délai différent ne pouvant excéder trois jours ouvrables. Ces délais sont prolongés d'un jour ouvrable supplémentaire dans le cas des opérations de paiement initiées sur support papier.

(2) Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire doit attribuer une date de valeur à l'opération de paiement et doit en mettre le montant à la disposition sur le compte de paiement du bénéficiaire après que le prestataire de services de paiement a reçu les fonds conformément à l'article 99.

(3) Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire doit transmettre un ordre de paiement initié par ou via le bénéficiaire au prestataire de services de paiement du payeur dans les délais convenus entre le bénéficiaire et son prestataire de services de paiement, permettant le règlement, en ce qui concerne la domiciliation de créances, à la date convenue.

Art. 97.– *Le cas dans lequel le bénéficiaire n'est pas titulaire d'un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement*

Lorsque le bénéficiaire n'est pas titulaire d'un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement, les fonds sont mis à la disposition du bénéficiaire par le prestataire de services de paiement qui reçoit les fonds destinés au bénéficiaire dans le délai déterminé à l'article 96.

Art. 98.– *Les espèces déposées sur un compte de paiement*

Lorsqu'un consommateur verse des espèces sur un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement, dans la devise de ce compte de paiement, le prestataire de services de paiement veille à ce que le montant versé soit mis à disposition et reçoive une date de valeur immédiatement après le moment de la réception de ces fonds. Lorsque l'utilisateur de services de paiement n'est pas un consommateur, le montant est mis à disposition et reçoit une date de valeur au plus tard le jour ouvrable suivant celui de la réception des fonds.

Art. 99.– *La date de valeur et la disponibilité des fonds*

(1) Pour le compte de paiement du bénéficiaire, la date de valeur du crédit ne doit pas être postérieure à celle du jour ouvrable au cours duquel le montant de l'opération de paiement est crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire veille à ce que le montant de l'opération de paiement soit à la disposition du bénéficiaire immédiatement après que ce montant a été crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

(2) Pour le compte de paiement du payeur, la date de valeur du débit ne doit pas être antérieure au moment où le montant de l'opération de paiement est débité de ce compte de paiement.

Section 3: Responsabilité

Art. 100.– *Les identifiants uniques inexacts*

(1) Un ordre de paiement exécuté conformément à l'identifiant unique est réputé dûment exécuté pour ce qui concerne le bénéficiaire indiqué par l'identifiant unique.

(2) Si l'identifiant unique fourni par l'utilisateur de services de paiement est inexact, le prestataire de services de paiement n'est pas responsable au titre de l'article 101 de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'opération de paiement.

Toutefois, le prestataire de services de paiement du payeur s'efforce, dans la mesure du raisonnable, de récupérer les fonds engagés dans l'opération de paiement.

Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut imputer des frais de recouvrement à l'utilisateur de services de paiement.

(3) Si l'utilisateur de services de paiement fournit des informations en sus de celles qui sont définies à l'article 66, paragraphe (1), point a) ou à l'article 71, point 2 b), le prestataire de services de paiement n'est responsable que de l'exécution de l'opération de paiement conformément à l'identifiant unique fourni par l'utilisateur de services de paiement.

Art. 101.– *L'inexécution ou la mauvaise exécution*

(1) Lorsqu'un ordre de paiement est initié par le payeur, son prestataire de services de paiement est, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, responsable de la bonne exécution de l'opération de paiement à l'égard du payeur, à moins qu'il ne puisse démontrer au payeur et, le cas échéant, au prestataire de services de paiement du bénéficiaire que le prestataire de services de paiement du bénéficiaire a reçu le montant de l'opération de paiement conformément à l'article 96, paragraphe (1), auquel cas c'est le prestataire de services de paiement du bénéficiaire qui est responsable de la bonne exécution de l'opération de paiement à l'égard du bénéficiaire.

Lorsque le prestataire de services de paiement du payeur est responsable au titre du premier alinéa, il restitue sans tarder au payeur le montant de l'opération de paiement non exécutée ou mal exécutée

et, si besoin est, rétablit le compte de paiement débité dans la situation qui aurait prévalu si la mauvaise opération de paiement n'avait pas eu lieu.

Lorsque le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du premier alinéa, il met immédiatement le montant de l'opération de paiement à la disposition du bénéficiaire et, si besoin est, crédite le compte de paiement du bénéficiaire du montant correspondant.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée où l'ordre de paiement est initié par le payeur, le prestataire de services de paiement de celui-ci s'efforce immédiatement, sur demande, quelle que soit la responsabilité déterminée au titre du présent paragraphe, de retrouver la trace de l'opération de paiement et notifie le résultat de sa recherche au payeur.

(2) Lorsqu'un ordre de paiement est initié par ou via le bénéficiaire, son prestataire de services de paiement est, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, responsable à l'égard du bénéficiaire de la bonne transmission de l'ordre de paiement au prestataire de services de paiement du payeur, conformément à l'article 96, paragraphe (3). Lorsque le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du présent alinéa, il retransmet immédiatement l'ordre de paiement en question au prestataire de services de paiement du payeur.

En outre, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable à l'égard du bénéficiaire, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, du traitement de l'opération de paiement conformément aux obligations qui lui incombent au titre de l'article 99. Lorsque le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du présent alinéa, il veille à ce que le montant de l'opération de paiement soit mis à la disposition du bénéficiaire immédiatement après que le montant a été crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée pour laquelle le prestataire de services de paiement du bénéficiaire n'est pas responsable au titre des premier et deuxième alinéas, c'est le prestataire de services de paiement du payeur qui est responsable à l'égard du payeur. Le prestataire de services de paiement du payeur dont la responsabilité est ainsi engagée restitue au payeur, si besoin est et sans tarder, le montant de l'opération de paiement non exécutée ou mal exécutée et rétablit le compte de paiement débité dans la situation qui aurait prévalu si la mauvaise opération de paiement n'avait pas eu lieu.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée où l'ordre de paiement est initié par ou via le bénéficiaire, le prestataire de services de paiement de celui-ci s'efforce immédiatement, sur demande, quelle que soit la responsabilité déterminée au titre du présent paragraphe, de retrouver la trace de l'opération de paiement et notifie le résultat de sa recherche au bénéficiaire.

(3) En outre, les prestataires de services de paiement sont redevables, à l'égard de leurs utilisateurs de services de paiement respectifs, des frais dont ils sont responsables et des intérêts supportés par l'utilisateur de services de paiement du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'opération de paiement.

Art. 102.– *L'indemnisation financière complémentaire*

Toute indemnisation financière complémentaire par rapport à celle prévue par la présente section peut être fixée conformément à la loi applicable au contrat conclu entre l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement.

Art. 103.– *Le droit de recours*

(1) Lorsque la responsabilité d'un prestataire de services de paiement au titre de l'article 101 est imputable à un autre prestataire de services de paiement ou à un intermédiaire, ledit prestataire de services de paiement ou intermédiaire indemnise le premier prestataire de services de paiement pour toutes pertes subies ou toutes sommes payées au titre de l'article 101.

(2) Des indemnisations financières supplémentaires peuvent être fixées conformément aux conventions existant entre les prestataires de services de paiement et/ou les intermédiaires et conformément à la loi applicable à la convention qu'ils ont conclue.

Art. 104.– L'absence de responsabilité

La responsabilité prévue par les chapitres 2 et 3 du présent titre ne s'applique pas aux cas de circonstances anormales et imprévisibles échappant au contrôle de la partie invoquant la prise en compte de ces circonstances, dont les suites auraient été inévitables malgré tous les efforts déployés, ni lorsque le prestataire de services de paiement est lié par d'autres obligations légales prévues par des législations nationales ou communautaires.

Chapitre 4.– Protection des données**Art. 105.– La protection des données**

Les systèmes de paiement et les prestataires de services de paiement sont autorisés à traiter, dans le respect de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, les données à caractère personnel lorsque cela est nécessaire pour garantir la prévention, la recherche et la détection des fraudes en matière de paiements.

Chapitre 5.– Procédures de réclamation et de recours extrajudiciaires en vue du règlement des litiges**Art. 106.– Le recours extrajudiciaire et les réclamations**

(1) La Commission est compétente pour recevoir les réclamations des clients des prestataires de services de paiement visés à l'article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, des personnes bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48, des succursales et des agents établis au Luxembourg par des prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, et pour intervenir auprès de ces prestataires et personnes, aux fins de régler à l'amiable ces réclamations.

(2) Les utilisateurs de services de paiement et toute autre partie intéressée, y compris les associations de consommateurs, peuvent soumettre des réclamations à la Commission en cas de violation alléguée des dispositions des titres III à IV de la présente loi par des prestataires de services de paiement visés à l'article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par des personnes bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 ou par des succursales ou des agents établis au Luxembourg par des prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg.

Le cas échéant et sans préjudice du droit de recours devant les tribunaux ordinaires, la réponse de la Commission informe le réclamant de l'existence de la procédure prévue au paragraphe (1).

(3) En cas de litige transfrontalier, la Commission coopère, aux fins d'un règlement à l'amiable des réclamations, avec les entités des autres Etats membres habilitées à traiter des réclamations des utilisateurs de services de paiement en vertu de l'article 83, paragraphe 1 de la directive 2007/64/CE.

(4) Les procédures du présent article s'exercent sans préjudice du droit de recours devant les tribunaux ordinaires.

TITRE V**Le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres****Art. 107.– Définitions**

Aux fins du présent titre on entend par:

- 1) „système“: un accord formel régi:
 - par le droit luxembourgeois, désigné par la Banque centrale de Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifié par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière à la Commission européenne, ou
 - par le droit d'un autre Etat membre, désigné en tant que système et notifié à la Commission européenne par un Etat membre.

Sont en outre réputés constituer des systèmes les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

2) „institution“:

- un établissement de crédit au sens de l'article 4, point 1) de la directive 2006/48/CE agréé dans un Etat membre, y compris les établissements énumérés à l'article 2 de la directive 2006/48/CE, ou
- une entreprise d'investissement au sens de l'article 4, paragraphe (1), point 1) de la directive 2004/39/CE agréée dans un Etat membre, à l'exclusion des établissements énumérés à l'article 2, paragraphe (1) de la directive 2004/39/CE, ou
- un organisme à caractère public, ou une entreprise contrôlée opérant sous garantie de l'Etat, ou
- toute entreprise ayant son siège social dans un pays tiers et dont les fonctions correspondent à celles des établissements de crédit ou des entreprises d'investissement communautaires visés aux tirets précédents,

qui participe à un système et qui est chargé d'exécuter les obligations résultant d'ordres de transfert émis au sein de ce système.

Les entreprises

- qui participent à un système qui est surveillé conformément à la législation d'un Etat membre et qui n'exécutent que des ordres de transfert tels que définis au second tiret du point 10), ainsi que les paiements résultant de ces ordres, et
- qui sont chargées d'exécuter les obligations financières résultant d'ordres de transfert émis au sein d'un tel système,

sont considérées comme des institutions à condition qu'au moins trois participants de ce système entrent dans les catégories visées au premier alinéa, dès lors que cette assimilation est justifiée pour des raisons de risque systémique;

- 3) „contrepartie centrale“: une entité qui est l'intermédiaire entre les participants d'un système et qui agit comme contrepartie exclusive de ces participants en ce qui concerne leurs ordres de transfert;
- 4) „organe de règlement“: une entité qui met à la disposition des participants aux systèmes des comptes de règlement par lesquels les ordres de transfert dans ces systèmes sont liquidés et qui, le cas échéant, octroie des crédits à ces participants à des fins de règlement;
- 5) „chambre de compensation“: une organisation chargée du calcul de la position nette des participants;
- 6) „participant“: toute personne admise comme participant à un système, y compris une institution, une contrepartie centrale, un organe de règlement et une chambre de compensation.
Conformément aux règles de fonctionnement du système, le même participant peut agir en qualité de contrepartie centrale, de chambre de compensation ou d'organe de règlement ou exécuter tout ou partie de ces tâches.
Un participant indirect est à considérer comme un participant à condition qu'il soit connu du système, dès lors que cette assimilation est justifiée pour des raisons de risque systémique;
- 7) „participant indirect“: un établissement de crédit tel que défini au point 2), ayant une relation contractuelle avec une institution participant à un système, qui exécute des ordres de transfert tels que définis au premier tiret du point 10), qui permet à l'établissement de crédit précité de passer des ordres de transfert par l'intermédiaire du système;
- 8) „opérateur du système“: l'entité qui est en charge, seule ou avec d'autres, du bon fonctionnement du système et qui est l'interlocuteur désigné des autorités. Il peut s'agir d'un participant au système;
- 9) „titres“: les instruments visés à la section B de l'annexe II de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- 10) „ordre de transfert“:

- une instruction donnée par un participant de mettre à la disposition d'un destinataire une somme d'argent par le biais d'une inscription dans les livres d'un établissement de crédit, d'une banque centrale ou d'un organe de règlement, ou toute instruction qui entraîne la prise en charge ou l'exécution d'une obligation de paiement telle que définie par les règles de fonctionnement du système, ou
 - une instruction donnée par un participant de transférer la propriété d'un ou de plusieurs titres ou le droit à un ou plusieurs titres par le biais d'une inscription dans un registre, dans un compte, ou sous une autre forme;
- 11) „procédure d'insolvabilité“: toute mesure de règlement collectif prévue par la législation d'un Etat membre, ou d'un pays tiers, aux fins soit de liquider le participant, soit de le réorganiser dès lors que cette mesure implique la suspension ou une limitation des transferts ou des paiements;
 - 12) „moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité“: le moment où l'autorité judiciaire ou administrative compétente d'un Etat membre ou d'un pays tiers rend sa décision;
 - 13) „compensation“: la conversion des créances et des obligations résultant d'ordres de transfert qu'un ou plusieurs participants émettent en faveur d'un ou plusieurs autres participants ou reçoivent de ceux-ci en une créance ou en une obligation nette unique, de sorte que seule une créance nette peut être exigée ou une obligation nette peut être due;
 - 14) „compte de règlement“: un compte auprès d'une banque centrale, d'un organe de règlement ou d'une contrepartie centrale utilisé pour le dépôt de fonds et de titres ainsi que pour le règlement de transactions entre participants d'un système.

Art. 108.– *Le champ d'application*

Le présent titre s'applique à tout système de paiement et à tout système de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifiés à la Commission européenne par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

Le présent titre s'applique en outre aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Art. 109.– *La désignation des systèmes*

(1) Peut être désigné par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel:

- convenu entre trois participants ou davantage, auxquels peuvent s'ajouter un organe de règlement, une contrepartie centrale, une chambre de compensation ou un participant indirect, et comportant des règles communes ainsi que des procédures normalisées pour l'exécution des ordres de transfert entre participants,
- que les participants ont choisi de soumettre au droit luxembourgeois,
- qui compte parmi ses participants au moins une personne morale qui a son siège social au Luxembourg,
- qui dispose, de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg, de règles de fonctionnement adéquates, et
- qui désigne un opérateur du système qui a son siège social au Luxembourg ou dans un autre Etat membre.

Sous réserve du respect des conditions prévues au présent article, peut être désigné comme système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel qui consiste à exécuter des ordres de transfert tels que définis au second tiret de l'article 107, point 10) et qui, dans une mesure limitée, exécute des ordres relatifs à d'autres instruments financiers, dès lors que l'agrément d'un tel accord est justifié pour des raisons de risque systémique.

Peut également être désigné comme système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel entre deux participants, auxquels peuvent s'ajouter un organe de règlement, une contrepartie centrale, une chambre de compensation ou un participant indirect, lorsque les participants ont choisi de le soumettre au droit luxembourgeois, qu'il compte parmi ses participants au moins

une personne morale qui a son siège social au Luxembourg et qu'il désigne l'opérateur du système, dès lors que l'agrément d'un tel accord est justifié pour des raisons de risque systémique.

(2) Les systèmes doivent être organisés de manière à assurer le règlement ordonné des ordres de transfert.

Leurs règles de fonctionnement doivent être adéquates au regard de la nature et du volume des activités et du nombre de participants envisagés. Ces règles doivent notamment:

- définir les conditions d'admission et d'exclusion des participants au système,
- définir les droits et obligations des participants découlant de leur participation au système,
- définir le moment où un ordre de transfert est introduit dans le système,
- fixer le moment à partir duquel un ordre de transfert ne peut plus être révoqué par un participant à ce système ou par un tiers,
- préciser le mode de règlement des ordres de transfert,
- établir les procédures de règlement applicables en situation ordinaire et en situations de crise,
- établir des procédures de gestion des risques,
- indiquer la juridiction compétente en cas de litige,
- désigner la ou les personnes responsables qui indiquent à la Banque centrale du Luxembourg les participants au système ainsi que tout changement de ces participants,
- assurer le respect des obligations professionnelles définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, à savoir les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle conformément aux articles 3, 3-1, 3-2 et 3-3 de cette loi, les obligations d'organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et les obligations de coopération avec les autorités conformément à l'article 5 de cette loi.

(3) Lorsqu'un système de paiement ou un système de règlement des opérations de titres visé à l'article 108 ne remplit plus les exigences prévues au présent titre, la Banque centrale en informe sans délai l'opérateur du système concerné et le Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

La décision de la Banque centrale du Luxembourg peut être déférée, dans le délai d'un mois, sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Le Ministre ayant dans ses attributions la place financière informe la Commission européenne de l'avis de la Banque centrale de Luxembourg reçu au titre du premier alinéa.

Art. 110.– Les autorités compétentes

(1) Le Ministre ayant dans ses attributions la place financière notifie à la Commission européenne les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg.

(2) La Banque centrale du Luxembourg désigne les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, qui répondent aux exigences du présent titre.

La Banque centrale du Luxembourg tient le tableau officiel des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108. Le tableau officiel est accessible sur le site Internet de la Banque centrale du Luxembourg et est régulièrement mis à jour. Il est publié au Mémorial au moins à chaque fin d'année.

La Banque centrale du Luxembourg veille au bon fonctionnement des systèmes visés à l'article 108 en application de l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

La Banque centrale du Luxembourg rend compte chaque année dans son rapport annuel de l'exercice de la mission qui lui incombe en vertu de l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg et plus particulièrement, en vertu du présent titre.

Art. 111.– *Le caractère définitif du règlement dans les systèmes visés à l'article 108*

(1) Un ordre de transfert ne peut plus être révoqué ou remis en cause par un participant à un système visé à l'article 108 ou par un tiers à partir du moment de son introduction dans ledit système. De même, à partir de ce moment, la compensation ne peut plus être remise en cause pour quelque raison que ce soit, nonobstant toute disposition législative, réglementaire, contractuelle ou usuelle qui prévoit l'annulation des contrats et des transactions conclus avant le moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

Le moment de l'introduction d'un ordre de transfert dans un système visé à l'article 108 est défini par les règles de fonctionnement dudit système.

(2) Même en cas de procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant, les ordres de transfert et la compensation dans les systèmes visés à l'article 108 produisent leurs effets en droit entre parties et sont opposables aux tiers à condition que les ordres de transfert aient été introduits dans le système avant le moment de l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

Les ordres de transfert introduits dans un système après le moment de l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité et exécutés le jour de cette ouverture ne produisent leurs effets en droit entre parties et ne sont opposables aux tiers qu'à condition que l'opérateur du système, l'organe de règlement, la contrepartie centrale et la chambre de compensation puissent prouver, après le moment du règlement, qu'ils n'avaient pas connaissance et n'étaient pas tenus d'avoir connaissance de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

(3) Une procédure d'insolvabilité ne peut avoir, sur les droits et obligations d'un participant qui découlent de sa participation à un système ou qui sont liés à cette participation, d'effet rétroactif par rapport au moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

(4) L'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant n'empêche pas l'utilisation des fonds ou titres disponibles sur le compte de règlement propre dudit participant pour permettre à celui-ci de s'acquitter de ses obligations dans le système au jour de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

Toute facilité de crédit dudit participant liée au système peut être utilisée moyennant une garantie existante et disponible pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations dans le cadre du système.

(5) Tout compte de règlement auprès d'un opérateur de système ou d'un organe de règlement, de même que tout transfert, via un établissement de crédit de droit luxembourgeois ou étranger, à porter à un tel compte de règlement, ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un participant (autre que l'opérateur du système ou l'organe de règlement), une contrepartie ou un tiers.

Art. 112.– *La préservation des droits du titulaire de garanties constituées dans le cadre de systèmes de paiement ou systèmes de règlement d'opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1) ou dans le cadre d'opérations des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne contre les effets de l'insolvabilité de la partie ayant constitué les garanties*

(1) Aux fins du présent article, „garantie“ signifie tout élément d'actif réalisable, y compris de l'argent, fourni dans le cadre d'un nantissement, d'un accord de pension, d'un transfert fiduciaire ou d'un accord analogue, ou d'une autre manière, dans le but de garantir les droits et obligations susceptibles de se présenter dans le cadre d'un système au sens de l'article 107, point 1), ou fourni aux banques centrales des Etats membres ou à la Banque centrale européenne.

(2) Les droits:

- a) d'un participant sur les garanties constituées en sa faveur dans le cadre d'un système au sens de l'article 107, point 1) et
- b) des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne sur les garanties constituées en leur faveur dans le cadre d'opérations effectuées en leur qualité de banques centrales

ne sont pas affectés par une procédure d'insolvabilité à l'encontre du participant ou de la contrepartie des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne qui a constitué les garanties. Nonobstant toute disposition contraire prévue par la loi applicable à la procédure d'insolvabilité, ces garanties peuvent être réalisées pour satisfaire les droits couverts par ces garanties.

(3) Lorsque des titres, y compris des droits sur des titres, sont constitués en garantie au bénéfice de participants ou de banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne, comme il est indiqué au paragraphe précédent, et que leur droit (ou celui de tout mandataire, agent ou tiers agissant pour leur compte) relatif à ces titres est inscrit légalement dans un registre, un compte ou auprès d'un système de dépôt centralisé situé dans un Etat membre, la détermination des droits de ces entités en tant que titulaires de la garantie relative à ces titres est régie par la législation de cet Etat membre.

Art. 113.– *L'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant à un système de paiement ou à un système de règlement des opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1)*

(1) Lorsqu'une procédure d'insolvabilité est ouverte à l'encontre d'un participant à un système visé à l'article 108, les droits et obligations découlant de sa participation ou liés à cette participation sont déterminés par la loi luxembourgeoise.

Lorsqu'une procédure d'insolvabilité est ouverte à l'encontre d'un participant luxembourgeois à un système au sens de l'article 107, point 1) d'un autre Etat membre, les droits et obligations découlant de sa participation ou liés à cette participation sont déterminés par la loi applicable audit système.

(2) Lorsque, relativement à un participant luxembourgeois à un système au sens de l'article 107, point 1), le Tribunal est saisi d'une requête ou prononce un jugement qui, par application des chapitres 1 et 2 de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ou des dispositions visées à l'article 61, paragraphe (18) de cette loi, ont pour effet de suspendre les paiements de ce participant, le greffe du Tribunal notifie immédiatement à la Commission de surveillance du secteur financier et à la Banque centrale du Luxembourg la requête ou la décision en question, en précisant l'heure à laquelle elle a été déposée, respectivement prononcée.

Le greffe du Tribunal notifiera pareillement à la Commission de surveillance du secteur financier et à la Banque centrale du Luxembourg toute décision ultérieure dont l'effet serait de mettre fin à la suspension des paiements du participant, respectivement d'en modifier la base légale.

(3) La Banque centrale du Luxembourg veille à son tour à notifier sans délai à l'opérateur du système visé à l'article 108 la requête ou la décision d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'égard d'un participant luxembourgeois.

Lorsqu'il s'agit d'un participant luxembourgeois à un système d'un autre Etat membre, la Banque centrale du Luxembourg notifie sans délai la décision à l'autorité compétente des autres Etats membres concernés chargée de la surveillance („oversight“) dudit système, sans préjudice des dispositions de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Sans préjudice des dispositions de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la Banque centrale du Luxembourg est l'autorité compétente pour recevoir d'une autorité d'un autre Etat membre ou d'un pays tiers désignée à cet effet la notification de la décision d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité prise par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de cet Etat membre ou pays tiers à l'égard d'un participant à un système visé à l'article 108.

Art. 114.– *Le droit à l'information à l'égard des institutions luxembourgeoises participant à des systèmes de paiement ou à des systèmes de règlement des opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1)*

Toute personne y ayant un intérêt légitime peut exiger d'une institution au sens de l'article 107, point 2) établie au Luxembourg qu'elle lui indique les systèmes de paiement et les systèmes de règlement d'opérations sur titres auxquels elle participe et lui fournisse des informations sur les principales règles auxquelles est assujéti le fonctionnement de ces systèmes.

Art. 115.– *Les obligations incombant aux opérateurs des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108*

Les opérateurs des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108 doivent indiquer à la Banque centrale du Luxembourg les participants aux systèmes, y compris tout participant indirect éventuel, ainsi que tout changement de ces personnes.

TITRE VI

Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales

Art. 116.– *Dispositions transitoires*

(1) Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les personnes morales de droit luxembourgeois, qui ont commencé avant le 25 décembre 2007 à exercer, conformément au droit national en vigueur, l'activité d'établissement de paiement au sens de la présente loi sont autorisées à poursuivre cette activité au Luxembourg jusqu'au 30 avril 2011, sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission. Si les personnes concernées n'ont pas obtenu l'agrément dans ce délai, il leur sera interdit, conformément à l'article 4, de continuer à fournir des services de paiement à partir du 1er mai 2011.

(2) Si la Commission a déjà la preuve que les personnes morales visées au paragraphe (1) respectent les exigences définies à la section 1 du chapitre 1 du titre II, elle peut demander par écrit au Ministre ayant dans ses attributions la Commission de leur accorder l'agrément. La Commission informe les personnes morales concernées avant d'adresser une demande d'agrément pour leur compte au Ministre ayant dans ses attributions la Commission.

(3) Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les personnes physiques ou morales qui ont commencé avant le 25 décembre 2007 à exercer, conformément au droit national en vigueur, l'activité d'établissement de paiement au sens de la présente loi et pour lesquelles une dérogation est possible au titre de l'article 48, sont autorisées à poursuivre cette activité au Luxembourg jusqu'au 25 décembre 2010, sans qu'il soit fait usage d'une dérogation au titre de l'article 48 et de l'inscription au registre prévu à l'article 36, paragraphe (1). Si les personnes concernées n'ont pas obtenu dans ce délai une dérogation de la part de la Commission, il leur sera interdit, conformément à l'article 4, de continuer à fournir des services de paiement à partir du 26 décembre 2010.

Art. 117.– *Dispositions modificatives de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier*

La loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est modifiée comme suit:

1) Le point 9) de l'article 1er est complété comme suit:

„, c'est-à-dire des personnes dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à fournir un ou plusieurs services d'investissement à des tiers et/ou à exercer une ou plusieurs activités d'investissement à titre professionnel;“

2) Le point 27) de l'article 1er est modifié comme suit:

„,„professionnels du secteur financier“: les établissements de crédit et les PSF;“

3) Le point 28) de l'article 1er est modifié comme suit:

„,„PSF“: les personnes dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à exercer à titre professionnel une activité du secteur financier ou une des activités connexes ou complémentaires visées à la sous-section 3 de la section 2 du chapitre 2 de la partie I de la présente loi, à l'exclusion des établissements de crédit et des personnes visées au paragraphe (2) de l'article 1-1 de la présente loi;“

4) Il est inséré, avant la partie I, un nouvel article 1-1 de la teneur suivante:

„Art. 1-1. *Champ d'application*

(1) La présente loi s'applique aux établissements de crédit et aux PSF.

(2) Elle ne s'applique pas:

- a) aux entreprises d'assurance ou de réassurance visées par la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- b) aux personnes qui fournissent un service d'investissement exclusivement à leur entreprise mère, à leurs filiales ou à une autre filiale de leur entreprise mère;
- c) aux personnes qui fournissent un service relevant de la présente loi, exclusivement à une ou plusieurs entreprises appartenant au même groupe que la personne qui fournit le service, sauf dispositions spécifiques contraires;
- d) aux personnes qui fournissent un service relevant du chapitre 2 de la partie I de la présente loi, si cette activité est exercée de manière accessoire dans le cadre d'une activité professionnelle et si cette dernière est régie par des dispositions législatives ou réglementaires ou par un code de déontologie régissant la profession, qui n'excluent pas la fourniture de ce service;
- e) aux personnes qui ne fournissent aucun service d'investissement ou n'exercent aucune activité d'investissement autre que la négociation pour compte propre à moins que ces personnes ne soient des teneurs de marché ou ne négocient pour compte propre en dehors d'un marché réglementé ou d'un MTF de façon organisée, fréquente et systématique en fournissant un système accessible à des tiers en vue de conclure des transactions avec ces tiers;
- f) aux personnes dont les services d'investissement consistent exclusivement dans la gestion d'un système de participation des salariés;
- g) aux personnes qui fournissent des services d'investissement qui ne consistent que dans la gestion d'un système de participation des salariés et la fourniture de services d'investissement exclusivement à leur entreprise mère, à leurs filiales ou à une autre filiale de leur entreprise mère;
- h) aux membres du système européen de banques centrales, ni aux autres organismes nationaux à vocation similaire, ni aux autres organismes publics chargés de la gestion de la dette publique ou intervenant dans cette gestion;
- i) aux organismes de placement collectif visés par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ou par la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, ni à leurs gestionnaires et conseillers;
- j) aux fonds de pension visés par la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav ou d'asep ou aux fonds de pension soumis au contrôle du Commissariat aux assurances, ni à leurs gestionnaires d'actif et gestionnaires de passif;
- k) aux personnes négociant des instruments financiers pour compte propre ou fournissant des services d'investissement portant sur des instruments dérivés sur matières premières ou des contrats sur instruments dérivés visés à l'annexe II, section B, point 10 aux clients de leur activité principale à condition que ces prestations soient, au niveau du groupe, accessoires par rapport à leur activité principale et que cette dernière ne consiste pas dans la fourniture de services d'investissement visés aux sections A et C de l'annexe II ou l'exercice de l'une ou plusieurs des activités visées à l'annexe I;
- l) aux personnes fournissant des conseils en investissement dans le cadre de l'exercice d'une autre activité professionnelle qui n'est pas visée par les sous-sections 1 et 2 du chapitre 2 de la partie I de la présente loi à condition que la fourniture de tels conseils ne soit pas spécifiquement rémunérée;
- m) aux personnes dont l'activité principale consiste à négocier pour compte propre des matières premières et/ou des instruments dérivés sur matières premières. La présente exemption ne s'applique pas lorsque les personnes qui négocient pour compte propre des matières premières et/ou des instruments dérivés sur matières premières font partie d'un groupe dont l'activité principale consiste dans la fourniture d'autres services d'investissement visés aux sections A et C de l'annexe II ou l'exercice de l'une ou plusieurs des activités visées à l'annexe I;
- n) aux entreprises dont les services et/ou activités d'investissement consistent exclusivement à négocier pour compte propre sur un marché d'instruments financiers à terme ou d'options ou d'autres marchés dérivés et sur des marchés au comptant uniquement aux fins de couvrir des positions sur des marchés dérivés, ou qui négocient ou font un prix pour d'autres membres du même marché et qui sont couvertes par la garantie d'un membre compensateur de celui-ci. La

responsabilité des contrats passés par ces entreprises doit être assumée par un membre compensateur du même marché;

- o) aux organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), ni à leurs gestionnaires;
- p) aux organismes de titrisation, ni aux représentants-fiduciaires intervenant auprès d'un tel organisme;
- q) aux établissements de paiement visés par la loi du xxx relative aux services de paiement;
- r) aux autres personnes exerçant une activité dont l'accès et l'exercice sont régis par des lois particulières.

(3) Les droits que la directive 2004/39/CE du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers confère aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ne s'étendent pas à la fourniture de services en qualité de contrepartie dans les transactions effectuées par des organismes publics chargés de la gestion de la dette publique ou par des membres du système européen de banques centrales, dans le cadre des tâches qui leur sont assignées par le traité et par les statuts du système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne ou de fonctions équivalentes en vertu de dispositions nationales."

- 5) Suite à l'insertion d'un nouvel article 1-1, l'actuel article 1-1 est renuméroté en article 1-2.
- 6) Au paragraphe (7) de l'article 3 le passage „Sans préjudice des sections 3 et 4 du présent chapitre et de l'article 18, paragraphe (2) de la loi relative aux marchés d'instruments financiers," est remplacé par „Sans préjudice de la section 3 du présent chapitre, du chapitre 2 du titre II de la loi du xxx relative aux services de paiement et de l'article 18, paragraphe (2) de la loi relative aux marchés d'instruments financiers,".
- 7) Le paragraphe (2) de l'article 5 est modifié comme suit:

„(2) L'établissement de crédit doit satisfaire aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1 dans le cadre de la prestation de services d'investissement et/ou de l'exercice d'activités d'investissement. Dans le cadre de son activité de banque dépositaire d'organismes de placement collectif, de fonds de pension, d'organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, l'établissement de crédit n'est pas soumis aux exigences précitées."
- 8) La section 4 du chapitre 1 de la partie I est abrogée.
- 9) L'article 13 est remplacé par le texte suivant:

„Le présent chapitre s'applique à toute personne physique établie à titre professionnel au Luxembourg ainsi qu'à toute personne morale de droit luxembourgeois dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à exercer à titre professionnel une activité du secteur financier ou une des activités connexes ou complémentaires visées à la sous-section 3 de la section 2 du présent chapitre."
- 10) Au début du paragraphe (1bis) de l'article 17 les termes „Le demandeur" sont remplacés par les termes „L'entreprise d'investissement".
- 11) Est ajouté au paragraphe (1bis) de l'article 17 un nouveau second alinéa de la teneur suivante:

„Le dispositif de gouvernance interne, les processus, les procédures et les mécanismes visés au présent article sont exhaustifs et adaptés à la nature, à l'échelle et à la complexité des activités de l'entreprise d'investissement."
- 12) La première phrase du paragraphe (2) de l'article 17 est remplacée par le libellé suivant:

„L'entreprise d'investissement doit satisfaire aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1 pour les services d'investissement fournis et/ou les activités d'investissement exercées, ainsi que pour les services auxiliaires fournis tels que visés à la section C de l'annexe II."
- 13) Le second alinéa du paragraphe (2) de l'article 17 est complété par la phrase suivante:

„L'organisation administrative et comptable et les procédures de contrôle interne sont exhaustives et adaptées à la nature, à l'échelle et à la complexité des activités d'un PSF autre qu'une entreprise d'investissement."
- 14) Le paragraphe (3) de l'article 17 est abrogé.

- 15) Les articles 28-1 et 28-6 sont abrogés.
- 16) Au second alinéa de l'article 29, paragraphe (1), il y a lieu de remplacer la référence qui y est faite à l'article 13, paragraphe 2, lettre d) par une référence à l'article 1-1, paragraphe (2), lettre c).
- 17) Sont insérés dans le chapeau du paragraphe (1) de l'article 29-1 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.
- 18) Sont insérés au premier tiret du paragraphe (1) de l'article 29-1 après „de PSF,“ les mots „d'établissements de paiement,“.
- 19) Sont insérés au paragraphe (1) de l'article 29-2 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.
- 20) Sont insérés au paragraphe (1) de l'article 29-3 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.
- 21) Sont insérés au premier alinéa du paragraphe (1) de l'article 29-4 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.
- 22) Sont insérés au dernier alinéa du paragraphe (1) de l'article 29-4 après „au PSF,“ les mots „à l'établissement de paiement,“.
- 23) Le chapitre 5 de la partie I est abrogé.
- 24) Le paragraphe (1) de l'article 35 est abrogé.
- 25) Sont ajoutés à la fin du premier alinéa du paragraphe (4) de l'article 35 les mots suivants:
„conformément au paragraphe suivant.“
- 26) Il est ajouté à l'article 35 un nouveau paragraphe (5) de la teneur suivante:
„(5) Le chapitre 4 de la présente partie s'applique aux services d'investissement fournis et/ou aux activités d'investissement exercées par les établissements de crédit et par les entreprises d'investissement visés au paragraphe (4). Il s'applique en outre aux services auxiliaires fournis par les entreprises d'investissement.

Dans le cadre de son activité de banque dépositaire d'organismes de placement collectif, de fonds de pension, d'organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, l'établissement de crédit n'est pas soumis aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1.“
- 27) Le chapitre 1 de la partie II est abrogé.
- 28) Le paragraphe (2) de l'article 37 est abrogé et remplacé par le texte suivant:
„(2) Les fonds des clients doivent être déposés auprès de l'une quelconque des entités suivantes:
a) une banque centrale;
b) un établissement de crédit agréé au Luxembourg ou dans un autre Etat membre;
c) un établissement de crédit agréé dans un pays tiers;
d) un fonds du marché monétaire éligible.

Les instruments financiers détenus par un PSF pour compte de ses clients peuvent être déposés sur un ou plusieurs comptes ouverts auprès d'un tiers pour autant que le PSF agisse avec toute la compétence, le soin et la diligence requis dans la sélection, la désignation et l'examen périodique de ce tiers et que des dispositions soient convenues avec ce tiers pour la tenue et la conservation de ces instruments financiers.“
- 29) La partie IIbis est abrogée.
- 30) La deuxième phrase de l'article 42 est supprimée.
- 31) La fin du paragraphe (2) de l'article 44-2 est modifiée comme suit:
„– les autorités investies de la mission publique de surveillance des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres,
des informations destinées à l'exercice de leurs fonctions.“
- 32) Il est ajouté un nouveau paragraphe (5) à l'article 44-2 de la teneur suivante:
„(5) En cas de situation d'urgence visée aux articles 50-1, paragraphe (6) et 51-6ter, paragraphe (6), la Commission peut communiquer des informations aux départements compétents des

Ministères des Finances des Etats membres concernés aux fins de la prévention, de la gestion ou de la résolution d'une crise financière."

- 33) Sont ajoutés au début de l'article 47 les mots suivants: „Sans préjudice du chapitre 1 du titre II de la loi du xxx relative aux services de paiement,“.
- 34) Le chapitre 2bis de la partie III est abrogé.
- 35) L'article 48 est modifié comme suit:

„Art. 48. Définitions

Aux fins du présent chapitre, on entend par:

- „compagnie financière holding“: un établissement financier dont les entreprises filiales sont exclusivement ou principalement des établissements de crédit ou des établissements financiers, l'une au moins de ces filiales étant un établissement de crédit, et qui n'est pas une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3);
- „compagnie holding mixte“: une entreprise mère autre qu'une compagnie financière holding ou un établissement de crédit ou une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3), qui compte parmi ses filiales au moins un établissement de crédit;
- „entreprise de services auxiliaires“: une entreprise dont l'activité principale consiste en la détention ou la gestion d'immeubles, en la gestion de services informatiques, ou en toute autre activité similaire ayant un caractère auxiliaire par rapport à l'activité principale d'un ou de plusieurs établissements de crédit ou d'une ou de plusieurs entreprises d'investissement;
- „compagnie financière holding mère au Luxembourg“: une compagnie financière holding établie au Luxembourg qui n'est pas elle-même une filiale d'un établissement de crédit agréé au Luxembourg ou d'une autre compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- „compagnie financière holding mère dans l'UE“: une compagnie financière holding mère établie dans un Etat membre, qui n'est pas une filiale d'un établissement de crédit agréé dans un Etat membre ou d'une autre compagnie financière holding établie dans un Etat membre;
- „établissement de crédit mère au Luxembourg“: un établissement de crédit agréé au Luxembourg qui a comme filiale un établissement de crédit ou un établissement financier, ou qui détient une participation dans un tel établissement, et qui n'est pas lui-même une filiale d'un autre établissement de crédit agréé au Luxembourg ou d'une compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- „établissement de crédit mère dans l'UE“: un établissement de crédit mère agréé dans un Etat membre, qui n'est pas une filiale d'un autre établissement de crédit agréé dans un Etat membre ou d'une compagnie financière holding établie dans un Etat membre."

- 36) L'article 50-1, paragraphe (6) est modifié comme suit:

„(6) Lorsque survient une situation d'urgence, notamment une évolution défavorable des marchés financiers, susceptible de menacer la stabilité du système financier dans l'un des Etats membres où des entités d'un groupe ont été agréées, et que la Commission est l'autorité compétente chargée d'exercer la surveillance sur une base consolidée en vertu de l'article 49, elle alerte, dès que possible, sous réserve des dispositions des articles 44 à 44-2, les banques centrales des Etats membres concernés et les départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés. Si possible, la Commission utilise les voies de communication définies existantes.“

- 37) L'article 51-2 est modifié comme suit:

„Art. 51-2. Définitions

Aux fins du présent chapitre, on entend par:

- „établissement financier“: une entreprise autre qu'un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement, dont l'activité principale consiste à prendre des participations ou à exercer une ou plusieurs activités visées aux points 2 à 12 de la liste figurant à l'annexe I de la présente loi;
- „compagnie financière holding“: un établissement financier dont les filiales sont soit exclusivement ou principalement des entreprises d'investissement, soit d'autres établissements financiers, l'une au moins de ces filiales étant une entreprise d'investissement, et qui n'est pas une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3);

- „compagnie holding mixte“: une entreprise mère autre qu’une compagnie financière holding ou une entreprise d’investissement ou une compagnie financière holding mixte au sens de l’article 51-9, point 3), qui compte parmi ses filiales au moins une entreprise d’investissement;
- „entreprise de services auxiliaires“: une entreprise au sens de l’article 48;
- „compagnie financière holding mère au Luxembourg“: une compagnie financière holding qui n’est pas elle-même une filiale d’un établissement de crédit ou d’une entreprise d’investissement agréé au Luxembourg ou d’une autre compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- „compagnie financière holding mère dans l’UE“: une compagnie financière holding mère dans un Etat membre, qui n’est pas une filiale d’un établissement de crédit ou d’une entreprise d’investissement agréé dans un Etat membre ou d’une autre compagnie financière holding établie dans un Etat membre;
- „entreprise d’investissement mère au Luxembourg“: une entreprise d’investissement agréée au Luxembourg qui a comme filiale un établissement de crédit ou une entreprise d’investissement, ou un établissement financier, ou qui détient une participation dans de tels établissements, et qui n’est pas elle-même une filiale d’un autre établissement de crédit ou d’une autre entreprise d’investissement agréé au Luxembourg ou d’une compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- „entreprise d’investissement mère dans l’UE“: une entreprise d’investissement mère dans un Etat membre qui n’est pas une filiale d’un autre établissement agréé dans un Etat membre ou d’une compagnie financière holding établie dans un Etat membre.

Par ailleurs sont comprises, pour les besoins du présent chapitre dans les termes „entreprise d’investissement“ les entreprises d’investissement de pays tiers à l’UE.“

38) L’article 51-6ter, paragraphe (6) est modifié comme suit:

„(6) Lorsque survient une situation d’urgence, notamment une évolution défavorable des marchés financiers, susceptible de menacer la stabilité du système financier dans l’un des Etats membres où des entités d’un groupe ont été agréées, et que la Commission est l’autorité compétente chargée d’exercer la surveillance sur une base consolidée en vertu de l’article 51-3, elle alerte, dès que possible, sous réserve des dispositions des articles 44 à 44-2, les banques centrales des Etats membres concernés et les départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés. Si possible, la Commission utilise les voies de communication définies existantes.“

39) Les troisième et quatrième phrases du paragraphe (1) de l’article 52 sont abrogées.

40) Le quatrième tiret de l’article 60 est modifié comme suit:

„– „établissement“ signifie un établissement qui a la gestion de fonds de tiers. Sont visés les établissements de crédit, les commissionnaires, les gérants de fortunes, les professionnels intervenant pour compte propre, les distributeurs de parts d’OPC qui acceptent ou font des paiements, les preneurs d’instruments financiers et les teneurs de marché;“

41) Le paragraphe (9) de l’article 60-2 est modifié comme suit:

„(9) Le greffe informe immédiatement la Commission et la Banque centrale du Luxembourg de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission, à la Banque centrale du Luxembourg et à l’établissement par lettre recommandée.“

42) Le paragraphe (6) de l’article 61 est modifié comme suit:

„(9) Le greffe informe immédiatement la Commission et la Banque centrale du Luxembourg de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission, à la Banque centrale du Luxembourg et à l’établissement par lettre recommandée.“

43) Le chapitre 4 de la partie IV est abrogé.

44) Le point 4 de l’annexe I est modifié comme suit:

„4. Services de paiement au sens de l’article 1er, point 38) de la loi du xxx relative aux services de paiement.“

45) Le point 5 de l’annexe I est modifié comme suit:

„5. Emission et gestion d’autres moyens de paiement (par exemple, chèques de voyage et lettres de crédit) dans la mesure où cette activité n’est pas couverte par le point 4.“.

Art. 118.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

La loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme est modifiée comme suit:

- 1) Le point 1. du paragraphe (1) de l'article 2 est complété comme suit:
„et les établissements de paiement agréés ou autorisés à exercer leur activité au Luxembourg en vertu de la loi du xxx relative aux services de paiement;“
- 2) Il est ajouté au paragraphe (1) de l'article 2 un nouveau point (1bis) de la teneur suivante:
„1bis. Les personnes physiques et morales bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 48 de la loi du xxx relative aux services de paiement;“
- 3) Le point 7. du paragraphe (1) de l'article 2 est modifié comme suit:
„les personnes énumérées au paragraphe (2) de l'article 1-1 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier à l'exception des points a), e), h), i), j), l), o), p), q) et r) de ce paragraphe;“

Art. 119.– Dispositions modificatives de la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

La loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance est modifiée comme suit:

- 1) Le texte actuel de l'article 5 devient le nouveau paragraphe (1) de cet article.
- 2) Il est ajouté à l'article 5 un nouveau paragraphe (2) de la teneur suivante:
„(2) Lorsque la loi du xxx relative aux services de paiement est également applicable, les dispositions en matière d'information de l'article 3, paragraphe (1) de la présente loi, à l'exception des points 2) c) à g), 3) a), d) et e), et 4) b), sont remplacées par les articles 65, 66, 70 et 71 de la loi du xxx relative aux services de paiement.“

Art. 120.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux

La loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux est modifiée comme suit:

- 1) La première phrase de l'article 28 est complétée comme suit:
„ , ainsi que la prestation de services de paiement et l'émission de moyens de paiement sous une forme électronique.“
- 2) Il est ajouté à l'article 28 un nouvel alinéa de la teneur suivante:
„L'article 53 de la loi xxx relative aux services de paiement est applicable à l'émission par l'entreprise des postes et télécommunications de moyens de paiement sous une forme électronique.“

Art. 121.– Dispositions modificatives de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers

La loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers est modifiée comme suit:

- 1) Le paragraphe (1) de l'article 27 est modifié comme suit:
„(1) Le présent article s'applique aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement de droit luxembourgeois, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement de droit étranger dans la mesure où ils fournissent des services d'investissement et/ou exercent des activités d'investissement, sans préjudice de l'article 1bis, paragraphe (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.“
- 2) Le paragraphe (1) de l'article 28 est modifié comme suit:
„(1) Le présent article s'applique aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement de droit luxembourgeois, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement de droit étranger dans la mesure où ils fournissent des services d'investissement et/ou exercent des activités d'investissement, sans préjudice de l'article 1bis, paragraphe (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.“

Art. 122.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

La loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le point 20) de l'alinéa premier de l'article 1er est supprimé.
- 2) Il est inséré à la fin du point a) du paragraphe (1) de l'article 41 le bout de phrase suivant:
„au sens de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers,“.
- 3) La dernière phrase du second alinéa du paragraphe (4) de l'article 77 est supprimée.

Art. 123.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

La loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier est modifiée comme suit:

- 1) A la fin du premier alinéa du paragraphe (1) de l'article 2 les mots „ainsi que des SICAR“ sont remplacés par „, des SICAR ainsi que des établissements de paiement au sens de la loi du xxx relative aux services de paiement.“
- 2) Le troisième alinéa du paragraphe (1) de l'article 2 est abrogé.
- 3) Il est ajouté un nouveau dernier alinéa au paragraphe (1) de l'article 2 de la teneur suivante:
„La Commission de surveillance du secteur financier est l'autorité compétente prévue par le règlement (CE) No 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération entre autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs („Règlement relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs“), pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs par les personnes soumises à sa surveillance.“
- 4) Il est ajouté à l'article 3-1 un second alinéa de la teneur suivante:
„Dans l'accomplissement de ses missions, la Commission prend en considération l'objectif d'une application convergente à l'échelon européen des dispositions communautaires et des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs aux services financiers, ainsi que les bonnes pratiques de surveillance et recommandations dégagées dans le cadre des dispositifs multilatéraux de supervision existant au niveau communautaire.“

Art. 124.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

La loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg est modifiée comme suit:

- 1) Il est inséré à l'article 2 un nouveau paragraphe (5) de la teneur suivante:
„(5) Au vu de sa mission relative à la promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement, la Banque centrale veille à l'efficacité et à la sécurité des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres, ainsi qu'à la sécurité des instruments de paiement.
Les modalités de coordination et de coopération pour l'exercice de cette mission font l'objet d'accords entre la Banque centrale et la Commission de surveillance du secteur financier, dans le respect des compétences légales des parties.“

- 2) L'actuel paragraphe (5) de l'article 2 est renuméroté paragraphe (6) de ce même article.
- 3) L'article 15 est modifié comme suit:

„Art. 15.– Le conseil de la Banque centrale propose au conseil des gouverneurs de la BCE un réviseur aux comptes conformément à la procédure prescrite par les Statuts du SEBC et de la BCE. A l'issue de la procédure d'agrément au niveau européen, le réviseur est nommé par le Gouvernement en conseil. Le réviseur aux comptes doit remplir les conditions requises pour l'exercice de la profession de réviseur d'entreprises agréé. Il est nommé pour cinq exercices financiers. Sa rémunération est à charge de la Banque centrale.“

- 4) Il est inséré après l'article 27-2 une nouvelle section de la teneur suivante:

„Les systèmes de paiement, les systèmes de règlement des opérations sur titres et les instruments de paiement

Art. 27-3.– Aux fins de l'accomplissement de la mission définie à l'article 2, paragraphe (6), la Banque centrale peut demander aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres toute information relative au fonctionnement de ces systèmes dont elle a besoin pour apprécier leur efficacité et leur sécurité et elle peut demander aux émetteurs d'instruments de paiement toute information relative aux instruments de paiement dont elle a besoin pour apprécier leur sécurité.

La Banque centrale est habilitée à procéder à des visites sur place pour recueillir les informations visées au paragraphe (1). A cette fin elle se coordonne avec la Commission de surveillance du secteur financier.“

- 5) A l'article 33, paragraphe (2) les termes „, sous réserve de réciprocité,“ sont supprimés.

Art. 125.– *Dispositions modificatives de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances*

La loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est modifiée comme suit:

- 1) Il est ajouté un nouveau second alinéa à l'article 2 de la teneur suivante:

„Le Commissariat est en outre l'autorité compétente prévue par le règlement (CE) No 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération entre autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs („Règlement relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs“), pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs par les personnes soumises à sa surveillance.“

- 2) Il est ajouté à l'article 2-1 un second alinéa de la teneur suivante:

„Dans l'accomplissement de ses missions, le Commissariat prend en considération l'objectif d'une application convergente à l'échelon européen des dispositions communautaires et des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs au secteur des assurances, ainsi que les bonnes pratiques de surveillance et recommandations dégagées dans le cadre des dispositifs multilatéraux de supervision existant au niveau communautaire.“

Art. 126.– *Disposition abrogatoire*

Le titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique est abrogé.

Art. 127.– *Date d'entrée en vigueur*

La présente loi entre en vigueur le 1er novembre 2009.

Art. 128.– *Référence sous une forme abrégée*

Toute référence à la présente loi pourra se faire sous l'intitulé abrégé „loi relative aux services de paiement“.

*

ANNEXE

Services de paiement (Article 1er, point 38))

1. Les services permettant de verser des espèces sur un compte de paiement et toutes les opérations qu'exige la gestion d'un compte de paiement.
2. Les services permettant de retirer des espèces d'un compte de paiement et toutes les opérations qu'exige la gestion d'un compte de paiement.
3. L'exécution d'opérations de paiement, y compris les transferts de fonds sur un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement de l'utilisateur ou auprès d'un autre prestataire de services de paiement:
 - l'exécution de domiciliations de créances, y compris d'une créance unique;
 - l'exécution d'opérations de paiement par le biais d'une carte de paiement ou d'un dispositif similaire;
 - l'exécution de virements, y compris d'ordres permanents.
4. L'exécution d'opérations de paiement dans le cadre desquelles les fonds sont couverts par une ligne de crédit accordée à l'utilisateur de services de paiement:
 - l'exécution de domiciliations de créances, y compris d'une créance unique;
 - l'exécution d'opérations de paiement par le biais d'une carte de paiement ou d'un dispositif similaire;
 - l'exécution de virements, y compris d'ordres permanents.
5. L'émission et/ou l'acquisition d'instruments de paiement.
6. Les transmissions de fonds (*money remittance*).
7. L'exécution d'opérations de paiement, lorsque le consentement du payeur à une opération de paiement est donné au moyen de tout dispositif de télécommunication, numérique ou informatique et que le paiement est adressé à l'opérateur du système ou du réseau de télécommunication ou informatique, agissant uniquement en qualité d'intermédiaire entre l'utilisateur de services de paiement et le fournisseur de biens ou services.

*

TABLEAU DE CORRESPONDANCE
ENTRE LA DIRECTIVE 2007/64/CE ET LE PROJET DE LOI

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 1er	Non transposable.
Article 2, par. 1	Article 2, par. (1)
par. 2	Article 2, par. (2)
par. 3	Il n'est pas fait usage de cette option dans la mesure où aucun établissement luxembourgeois n'est mentionné à l'article 2 de la directive 2006/48/CE.
Article 3	Article 3
Article 4, point 1)	Article 1er, point 21)
point 2)	Article 1er, point 20)
point 3)	Article 1er, point 38)
point 4)	Article 1er, point 18)
point 5)	Article 1er, point 31)
point 6)	Article 1er, point 41)
point 7)	Article 1er, point 35)
point 8)	Article 1er, point 3)
point 9)	Article 1er, point 37)
point 10)	Article 1er, point 46)
point 11)	Article 1er, point 6)
point 12)	Article 1er, point 7)
point 13)	Article 1er, point 44)
point 14)	Article 1er, point 5)
point 15)	Article 1er, point 23)
point 16)	Article 1er, point 32)
point 17)	Article 1er, point 8)
point 18)	Article 1er, point 42)
point 19)	Article 1er, point 2)
point 20)	Article 1er, point 43)
point 21)	Article 1er, point 25)
point 22)	Article 1er, point 1)
point 23)	Article 1er, point 26)
point 24)	Article 1er, point 30)
point 25)	Article 1er, point 40)
point 26)	Non transposé, car il n'est pas fait usage des options prévues aux articles 30, par. 2 et 51, par. 3.
point 27)	Article 1er, point 27)
point 28)	Article 1er, point 15)
point 29)	Article 1er, point 39)
point 30)	Article 1er, point 24)

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 5	Article 8 + Article 7, par. (1), 2e alinéa
Article 6, chapeau	Article 15, par. (4)
point a)	Article 15, par. (1)
point b)	Article 15, par. (2)
point c)	Article 15, par. (3)
Article 7, par. 1	Article 16, par. (1) et (2)
par. 2	Article 16, par. (3)
par. 3	Article 16, par. (4)
Article 8, par. 1	Article 17, par. (1)
par. 2	Article 17, par. (2)
par. 3	Article 17, par. (3)
Article 9, par. 1	Article 14, par. (1)
par. 2	Article 14, par. (2)
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
par. 4	Article 14, par. (3). Option utilisée.
Article 10, par. 1, 1re phrase	Article 6 + Article 7, par. (1), 1er alinéa
par. 1, 2e phrase	Article 9, par. (1)
par. 2	Article 7, par. (1), 3e et 4e alinéas
par. 3	Article 11, par. (1)
par. 4	Article 11, par. (2)
par. 5	Article 11, par. (3)
par. 6	Article 12, par. (1), 2e alinéa
par. 7	Article 12, par. (2) + Article 1er, point 28)
par. 8	Article 12, par. (3)
par. 9	Article 21, par. (1) + Article 23, par. (1) + Article 24, par. (1)
Article 11	Article 7, par. (5)
Article 12, par. 1	Article 20, par. (1)
par. 2	Article 20, par. (2)
par. 3	Article 20, par. (3)
Article 13	Article 36, par. (1)
Article 14	Article 7, par. (3) + Article 9, par. (2) + Article 11, par. (6) + Article 12, par. (4) à par. (6) + Article 13, par. (3) + Article 19, par. (4)
Article 15, par. 1	Article 19, par. (1)
par. 2	Article 19, par. (2) + Article 37, par. (1)
par. 3	Article 19, par. (3) + Article 37, par. (2)
par. 4	Article 37, par. (3) et (4)
Article 16, par. 1	Article 10, par. (1)
par. 2	Article 10, par. (2)
par. 3	Article 10, par. (3)

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
par. 4	Article 10, par. (4)
par. 5	Article 10, par. (5)
Article 17, par. 1	Article 11, par. (5) + Article 18, par. (1)
par. 2	Article 18, par. (2)
par. 3	Article 18, par. (3)
par. 4	Article 18, par. (4)
par. 5	Article 18, par. (5) + Article 21, par. (1) + Article 23
par. 6	Article 18, par. (6) + Article 21, par. (2) + Article 23, par. (3)
par. 7	Article 11, par. (4)
par. 8	Article 18, par. (7) + Article 23, par. (4)
Article 18, par. 1	Article 26, par. (1)
par. 2	Article 26, par. (2)
Article 19	Article 27
Article 20, par. 1	Article 31, par. (1) + Article 58, par. (3)
par. 2	Article 31, par. (4) + Loi relative à la concurrence
par. 3	Article 33, par. (1) et par. (2), points b) et c) + Article 58, par. (3)
par. 4	Article 34, par. (1) et par. (2)
par. 5	Article 31, par. (2), 1er alinéa
Article 21, par. 1, 1er alinéa	Article 31, par. (5)
par. 1, 2e alinéa	Article 31, par. (4), 1er, 2e, 3e, 7e, 10e, 11e et 12e tirets
par. 2	Article 31, par. (4), 4e, 5e, 6e, 8e et 9e tirets + Article 38 + Article 46
par. 3	Article 15, par. (5) + Article 16, par. (5) + Article 17, par. (6)
Article 22, par. 1	Article 32, par. (1)
par. 2	Article 32, par. (2)
par. 3	Article 32, par. (3) à (6) + Article 33, par. (2), points a) et d) à g)
Article 23	Droit administratif. Pas besoin de transposer cet article dans le présent projet de loi.
Article 24, par. 1	Article 33, par. (1)
par. 2	Article 33, par. (2), points a), b) et c)
Article 25, par. 1	Article 23, par. (1) + Article 24, par. (1)
par. 2	Article 34, par. (3) et par. (4)
par. 3	Article 34, par. (5) et par. (6)
par. 4	Article 34, par. (7) et par. (8)
par. 5	Non transposable.
Article 26, par. 1	Article 48, par. (1)
par. 2	Article 48, par. (3)
par. 3	Article 48, par. (4)
par. 4	Article 48, par. (2)

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
par. 5	Article 48, par. (5)
par. 6	Non transposable.
Article 27	Non transposable.
Article 28, par. 1	Article 57, par. (1)
par. 2	Article 57, par. (1)
Article 29	Article 4
Article 30, par. 1	Article 59, par. (1)
par. 2	Non transposé. Option non utilisée.
par. 3	Article 59, par. (2)
Article 31	Article 59, par. (3)
Article 32, par. 1	Article 60, par. (1)
par. 2	Article 60, par. (2)
par. 3	Article 60, par. (3)
Article 33	Non transposé. Option non utilisée.
Article 34, par. 1	Article 63, par. (1)
par. 2	Article 63, par. (2). Options sont utilisées.
Article 35, par. 1	Article 64, par. (1)
par. 2	Article 64, par. (2)
Article 36, par. 1	Article 65, par. (1)
par. 2	Article 65, par. (2)
par. 3	Article 65, par. (3)
Article 37, par. 1	Article 66, par. (1)
par. 2	Article 66, par. (2)
Article 38	Article 67
Article 39	Article 68
Article 40	Article 69
Article 41, par. 1	Article 70, par. (1)
par. 2	Article 70, par. (2)
par. 3	Article 70, par. (3)
Article 42	Article 71
Article 43	Article 72
Article 44, par. 1	Article 73, par. (1)
par. 2	Article 73, par. (2)
par. 3	Article 73, par. (3)
Article 45, par. 1	Article 74, par. (1)
par. 2	Article 74, par. (2)
par. 3	Article 74, par. (3)
par. 4	Article 74, par. (4)
par. 5	Article 74, par. (5)
par. 6	Non transposé. Option non utilisée.

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 46	Article 75
Article 47, par. 1	Article 76, par. (1)
par. 2	Article 76, par. (2)
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
Article 48, par. 1	Article 77, par. (1)
par. 2	Article 77, par. (2)
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
Article 49, par. 1	Article 61, par. (1)
par. 2	Article 61, par. (2)
Article 50, par. 1	Article 62, par. (1)
par. 2	Article 62, par. (2)
Article 51, par. 1	Article 78, par. (1)
par. 2	Non transposé. Option non utilisée.
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
par. 4	Article 78, par. (2)
Article 52, par. 1	Article 79, par. (1)
par. 2	Article 79, par. (2)
par. 3	Article 79, par. (3). Option utilisée.
Article 53, par. 1	Article 80, par. (1)
par. 2	Article 80, par. (2). Options sont utilisées.
par. 3	Article 80, par. (3). Option non utilisée.
Article 54, par. 1	Article 81, par. (1)
par. 2	Article 81, par. (2)
par. 3	Article 81, par. (3)
par. 4	Article 81, par. (4)
Article 55, par. 1	Article 82, par. (1)
par. 2	Article 82, par. (2)
par. 3	Article 82, par. (3)
par. 4	Article 82, par. (4)
Article 56, par. 1	Article 83, par. (1)
par. 2	Article 83, par. (2)
Article 57, par. 1	Article 84, par. (1)
par. 2	Article 84, par. (2)
Article 58	Article 85
Article 59, par. 1	Article 86, par. (1)
par. 2	Article 86, par. (2)
Article 60, par. 1	Article 87, par. (1)
par. 2	Article 87, par. (2)
Article 61, par. 1	Article 88, par. (1)
par. 2	Article 88, par. (2)

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
par. 4	Article 88, par. (3)
par. 5	Article 88, par. (4)
Article 62, par. 1	Article 89, par. (1)
par. 2	Article 89, par. (2)
par. 3	Article 89, par. (3)
Article 63, par. 1	Article 90, par. (1)
par. 2	Article 90, par. (2)
Article 64, par. 1	Article 91, par. (1)
par. 2	Article 91, par. (2)
Article 65, par. 1	Article 92, par. (1)
par. 2	Article 92, par. (2)
par. 3	Article 92, par. (3)
Article 66, par. 1	Article 93, par. (1)
par. 2	Article 93, par. (2)
par. 3	Article 93, par. (3)
par. 4	Article 93, par. (4)
par. 5	Article 93, par. (5)
Article 67, par. 1	Article 94, par. (1)
par. 2	Article 94, par. (2)
par. 3	Article 94, par. (3)
Article 68, par. 1	Article 95, par. (1)
par. 2	Article 95, par. (2)
Article 69, par. 1	Article 96, par. (1)
par. 2	Article 96, par. (2)
par. 3	Article 96, par. (3)
Article 70	Article 97
Article 71	Article 98
Article 72	Non transposé. Option non utilisée.
Article 73, par. 1	Article 99, par. (1)
par. 2	Article 99, par. (2)
Article 74, par. 1	Article 100, par. (1)
par. 2	Article 100, par. (2)
par. 3	Article 100, par. (3)
Article 75, par. 1	Article 101, par. (1)
par. 2	Article 101, par. (2)
par. 3	Article 101, par. (3)
Article 76	Article 102
Article 77, par. 1	Article 103, par. (1)
par. 2	Article 103, par. (2)

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 78	Article 104
Article 79	Article 105
Article 80, par. 1	Article 106, par. (2), 1er alinéa
par. 2	Article 106, par. (2), 2e alinéa
Article 81, par. 1	Articles 46 et 47 du projet de loi + Articles 59 et 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
par. 2	Non transposable.
Article 82, par. 1	Article 106, par. (1) et par. (2) + Article 46, par. (2) + Article 58, par. (1)
par. 2	Article 106, par. (1) et par. (2) + Article 46, par. (2) + Article 58, par. (1)
Article 83, par. 1	Article 106, par. (1)
par. 2	Article 106, par. (3)
Article 84	Non transposable.
Article 85	Non transposable.
Article 86	Non transposable.
Article 87	Non transposable.
Article 88, par. 1	Article 116, par. (1). Option utilisée.
par. 2	Non transposé. Sans objet dans le cas du Luxembourg.
par. 3	Article 116, par. (2). Option utilisée.
par. 4	Article 116, par. (3). Option utilisée.
Article 89	Article 125
Article 90, point 1)	Article 119
point 2)	Article 125
Article 91, point 1)	Article 118, point 1)
point 2)	Article 118, point 2)
point 3)	Article 118, points 1) et 2)
Article 92, point 1)	Article 117, point 44)
point 2)	Article 117, point 45)
Article 93	Article 117, point 29)
Article 94, par. 1	Intitulé du projet de loi + Article 127
par. 2	Non transposable.
Article 95	Non transposable.
Article 96	Non transposable.
Annexe	Annexe

Luxembourg, le 23 octobre 2009

Le Rapporteur,
Lucien THIEL

Le Président,
Michel WOLTER

Service Central des Imprimés de l'Etat

6015/07A

N° 6015^{7A}**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- portant modification de:**
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

* * *

CORRIGENDUM

(27.10.2009)

CE DOCUMENT ANNULE ET REMPLACE LE DOCUMENT 6015⁷

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(23.10.2009)

La Commission des Finances et du Budget se compose de: M. Michel WOLTER, Président; M. Lucien THIEL, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Xavier BETTEL, Fernand BODEN, Alex BODRY, Gaston GIBERYEN, Norbert HAUPERT, Lucien LUX, Claude MEISCH, Roger NEGRI et Gilles ROTH, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé le 18 mars 2009 par Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget. Le texte était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles ainsi que d'un tableau de correspondance entre la directive 2007/64/CE et le projet de loi concerné.

Lors de la réunion du 31 mars 2009, la Commission des Finances et du Budget a désigné M. Lucien Thiel comme rapporteur.

La Banque Centrale Européenne (ci-après „BCE“) a rendu son avis le 14 mai 2009. La Banque Centrale du Luxembourg (ci-après „BCL“) a avisé le projet en date du 11 septembre 2009.

L'avis du Conseil d'Etat du 6 octobre 2009 a été analysé au cours de la réunion du 12 octobre 2009. Lors de cette réunion, la Commission des Finances et du Budget a adopté un amendement au texte avisé par la Haute Corporation.

L'avis complémentaire du Conseil d'Etat du 20 octobre 2009 a été analysé lors de la réunion du 23 octobre 2009. Le projet de rapport a été examiné et adopté le 23 octobre 2009.

*

2. OBJET ET POINTS SAILLANTS DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi a pour objet la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE (ci-après „la Directive“).

Le passage à l'euro a constitué une première étape dans la construction d'une Europe des paiements mais n'a pas entraîné une harmonisation des modes de fonctionnement. Le marché européen des services de paiement est resté fragmenté. Cette fragmentation s'exprime par l'existence de 27 systèmes juridiques nationaux, ce qui représente une barrière technique à la libre circulation en raison de processus techniques différents pour les transactions.

Le premier objectif de la Directive consiste ainsi à établir un cadre juridique moderne et cohérent pour les services de paiement et d'y intégrer, dans la mesure du possible, l'initiative du secteur financier en faveur d'un espace unique de paiement en euros (Single European Payment Area, ci-après „SEPA“) lequel est également appuyé par la Commission européenne et la BCE. Il faut que ce cadre juridique soit neutre pour garantir des conditions de concurrence équitables pour tous les prestataires de services de paiement.

Il s'agit de favoriser le développement transfrontalier des prestataires de services de paiement et de faciliter le développement des entreprises établies dans plusieurs pays de l'Union sans les obliger à recourir à des centres de gestion différents. Les utilisateurs des services de paiement auront ainsi la possibilité de bénéficier de services reposant sur des règles de fonctionnement harmonisées.

En améliorant la compétitivité de l'Union européenne par une intégration des marchés nationaux des paiements, la Directive procure également un cadre à l'industrie des paiements européens pour qu'elle construise les infrastructures nécessaires au marché unique des paiements.

La construction d'un marché unique des services de paiement représente un progrès sensible en termes de coût pour le consommateur qui aura la possibilité de bénéficier de services reposant sur des règles de fonctionnement identiques, quel que soit l'Etat membre de l'Union européenne dans lequel est établi leur prestataire de services de paiement. Les prestataires de services de paiement peuvent

développer leur activité dans un cadre de plus en plus concurrentiel et vont pouvoir tirer profit d'un marché plus vaste permettant des économies d'échelle substantielles.

Le champ d'application de la directive est limité aux paiements dits électroniques, à l'exclusion des opérations de paiement effectuées en billets et pièces. Font partie des prestataires de services de paiement les établissements de crédit, les établissements de monnaie électronique, les établissements de paiement, les offices de chèques postaux, les banques centrales, les Etats membres, leurs autorités régionales et locales. Conformément aux dispositions de la directive, le projet de loi introduit dans notre législation un nouveau statut d'institution financière, à savoir les établissements de paiement. Il définit les conditions d'agrément et d'exercice, fixe les exigences d'information et définit les droits et obligations des utilisateurs et prestataires de services de paiement.

Les établissements de paiement constituent une catégorie hétérogène de prestataires de services de paiement, couvrant aussi bien les remetteurs d'argent („money remitters“) que des opérateurs de téléphonie mobile, des supermarchés, des commerçants et des entreprises de transport public. Parmi ces prestataires figurent, entre autres, des entreprises qui ne fournissent des services de paiement qu'à titre accessoire, ce qui constitue une nouveauté importante, car jusqu'à présent seules des personnes exerçant exclusivement, ou du moins à titre principal, une activité financière ont pu obtenir l'agrément en tant qu'acteur du secteur financier.

Un des objectifs du projet de loi est de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions légales portant transposition des actes communautaires relatifs aux paiements électroniques. C'est ainsi que le dispositif reprend les dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui porte transposition de la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 et qui concerne l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice, ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements. Il en est de même pour les dispositions de la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement des systèmes de paiement et du règlement des opérations sur titres.

Le transfert dans le présent projet de loi de ces dernières dispositions (directive 98/26/CE) a rendu nécessaire certains ajustements, dont le principal consiste à confier à la Banque centrale du Luxembourg la surveillance („oversight“) de l'ensemble des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres relevant du champ d'application de la directive 98/26/CE. Il en résulte que le régime d'agrément et de surveillance qui a été introduit dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier à l'occasion de la transposition de la directive 98/26/CE est abrogé.

La surveillance exercée par la BCL à l'égard des systèmes se distingue de la surveillance prudentielle exercée par la CSSF à l'égard des institutions financières participant à ces systèmes. Les missions de ces deux autorités sont complémentaires et doivent faire l'objet d'une coordination étroite de manière à éviter, dans la mesure du possible, tout doublement de la charge administrative dans le chef des institutions financières concernées.

Par ailleurs, le projet de loi modifie un certain nombre de dispositions de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers aux fins de résoudre les problèmes rencontrés par la CSSF dans l'application pratique des dispositions nationales portant transposition de la directive 2004/39/CE. En fait, certains Etats membres ont renoncé à assujettir les activités d'administration centrale d'OPC ou de banque dépositaire aux exigences de la directive.

Le présent projet de loi propose ainsi de réviser la législation nationale également dans ce sens afin de préserver la compétitivité du secteur bancaire luxembourgeois. Un changement similaire est introduit pour les entreprises d'investissement cumulant le statut d'entreprise d'investissement avec un ou plusieurs statuts de professionnels du secteur financier (ci-après „PSF“) autres que les entreprises d'investissement.

En dernier lieu, le projet de loi envisage d'éliminer tout obstacle légal à l'échange d'informations entre autorités publiques concernées en situation de crise et à la mise en œuvre de l'accord de coopération tripartite relatif à la gestion de crises financières signé en 2008 par les Ministères des Finances, les banques centrales et les autorités de surveillance des Etats membres.

Par ailleurs, le projet de loi renforce le mandat européen du Commissariat aux assurances et de la Commission de surveillance du secteur financier (ci-après „CSSF“).

*

3. AVIS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Dans son avis du 14 mai 2009, la BCE se prononce en faveur du projet de loi qui régira de manière complète les services de paiement, la monnaie électronique et les systèmes de paiement et de règlement au Luxembourg. De même, elle estime que la transposition de la directive 2007/64/CE permettra de remplir les conditions réglementaires indispensables à l'introduction de l'espace unique de paiement en euros (SEPA).

En ce qui concerne l'obligation faite à la BCL d'informer le Conseil de la concurrence de toute violation des règles de concurrence relatives à l'accès aux systèmes de paiement, la BCE estime qu'il conviendrait de préciser que la BCL n'a pas pour mission de veiller au respect de la politique de concurrence, celle-ci demeurant de la compétence exclusive du Conseil de la concurrence.

En ce qui concerne les instruments de paiement et les systèmes de paiement et de règlement, la BCE note que le rôle de la BCL sera étendu à plusieurs égards. Elle est favorable aux modifications prévues par la loi car elles clarifient la répartition des compétences entre la CSSF et la BCL en ce qui concerne les instruments de paiement, les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et parce qu'elles étendent le rôle de surveillance de la BCL de manière à couvrir tous les systèmes de paiement et de règlement, indépendamment de leur désignation en vertu de la directive 98/26/CE.

La BCE note encore que le projet de loi tient compte de ses recommandations formulées dans divers avis et qu'il permettra à la BCL de s'acquitter plus facilement encore de son rôle en matière de stabilité financière, que vient soutenir son pouvoir de surveillance de la gestion des liquidités par les opérateurs de marché. Dans un souci de clarté, la BCE suggère néanmoins que le projet de loi fasse une référence explicite au rôle de surveillance („oversight“) qui revient à la BCL dans ce domaine.

Au vu du fait que le rôle de surveillance de la BCL est étendu, la BCE estime nécessaire que la BCL soit dotée de ressources humaines et financières suffisantes, en termes quantitatifs et qualitatifs, pour pouvoir accomplir ses nouvelles missions sans porter atteinte à sa capacité à accomplir les autres missions qui lui incombent dans le cadre de l'Eurosystème.

Concernant le financement de l'activité de surveillance de la BCL, la BCE rappelle que, contrairement à la CSSF, la BCL ne peut pas prélever de taxes sur les établissements financiers soumis à sa surveillance. La BCE estime que l'indépendance globale de la BCL serait compromise si la BCL n'était pas en mesure de se doter de façon autonome des ressources financières nécessaires à la bonne exécution de son mandat.

La BCE rappelle que la BCL peut dans le cadre de son rôle de surveillance des systèmes de paiement, des systèmes de règlement des opérations sur titres et des instruments de paiement, demander des informations et procéder à des visites sur place afin de recueillir ces informations et regrette dans ce contexte que la BCL n'ait pas encore le pouvoir d'imposer des sanctions.

En ce qui concerne l'échange d'informations entre la BCL, la CSSF, le STATEC et le Commissariat aux assurances, la BCE approuve le fait que l'article 124, paragraphe 5, supprime la condition de réciprocité applicable à l'échange d'informations entre les autorités concernées. Cette suppression est nécessaire pour permettre des échanges d'informations réguliers entre les autorités en situation normale, et plus encore, en situation de crise.

*

4. AVIS DE LA BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

Dans son avis du 11 septembre 2009, la BCL rappelle en premier lieu les missions fondamentales d'une banque centrale de l'Eurosystème et la répartition des compétences entre la CSSF et la BCL en ce qui concerne les instruments de paiement, les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, une répartition des compétences qui a toujours suscité des critiques de la part de la BCE.

Il importe dès lors pour la BCL que le projet de loi relative aux services de paiement consacre définitivement le pouvoir de surveillance de la BCL à l'égard des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que des instruments de paiement.

L'avis de la BCL porte majoritairement sur les nouvelles dispositions introduites dans sa loi organique et qui sont appelées à consacrer la compétence de surveillance de la BCL à l'égard des systèmes

de paiement et de règlement des opérations sur titres et des instruments de paiement (article 124 du projet de loi).

Quant à la mission de veiller à la sécurité des instruments de paiement, la BCL souhaite préciser que cette mission inclut également la compétence de veiller à l'efficacité des instruments de paiement.

La BCL accueille par ailleurs favorablement la nouvelle disposition qui devrait lui permettre de mettre en oeuvre de manière efficace sa compétence de surveillance des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres en pouvant demander aux systèmes et émetteurs toute information dont elle a besoin et en ayant, le cas échéant, recours à des contrôles sur place.

La BCL suggère en outre de clarifier sa compétence à l'égard des instruments de paiement en précisant que ses interlocuteurs principaux sont les autorités de gouvernance („governance authorities“) des systèmes opérant des instruments de paiement, la BCL ne s'adressant que de manière subsidiaire aux émetteurs d'instruments de paiement. Dans ce contexte, elle recommande d'introduire la définition de l'autorité de gouvernance à l'article 1er du projet de loi, tout en s'inspirant de la définition d'opérateur de système de paiement et de règlement des opérations sur titres contenue à l'article 28-1 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier et à l'article 107 (8) du présent projet de loi.

En ce qui concerne l'indépendance financière et opérationnelle de la BCL, elle regrette que les rédacteurs du projet n'aient pas retenu la solution de conférer à la BCL un pouvoir de taxation autonome à l'image de celui de la CSSF qui peut prélever des taxes sur les établissements financiers soumis à sa surveillance. La BCL note que le projet de loi se réfère à l'approche retenue en matière de surveillance de la liquidité et laisse le soin de régler le financement de la nouvelle compétence de la BCL aux accords de coopération et de coordination à conclure entre la BCL et la CSSF. Or, cette approche n'est pas partagée par la BCL, étant donné que la mission de surveillance des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que des instruments de paiement n'est pas une mission exercée conjointement par la BCL et la CSSF, mais une mission spécifique, conférée par le Traité au système européen de banques centrales. La BCL estime dès lors de ne pas impliquer la CSSF dans le financement de cette mission.

Au vu du fait que la BCL se voit attribuer de nouvelles compétences, elle sollicite des ressources financières suffisantes pour pouvoir exercer ses nouvelles missions. Par ailleurs, la BCE insiste également dans son avis du 14 mai 2009 que la BCL soit dotée de ressources humaines et financières suffisantes, en termes quantitatifs et qualitatifs, pour pouvoir accomplir ses nouvelles missions.

Comme suggéré par la BCE, la BCL recommande de lui conférer également un droit de sanction lié à ses missions en matière de stabilité financière. Selon la BCL, il convient d'assortir l'exercice du pouvoir réglementaire d'un droit de sanction sous peine de réduire le rôle de la BCL à une simple autorité morale sans pouvoir réel de mise en oeuvre de ses compétences.

La BCL note qu'en vertu du projet de loi elle dispose du pouvoir de désigner les systèmes comme étant des systèmes de paiement et des systèmes de règlement. Dans un esprit de simplification des procédures administratives et en vertu du principe du guichet unique, la BCL aurait préféré que les auteurs du projet de loi lui aient également conféré la compétence de notifier lesdits systèmes à la Commission européenne. La notification d'un système à la Commission est en effet la suite logique de la désignation par la BCL conformément aux conditions établies par l'article 109 du projet de loi. Notification et désignation forment dès lors une décision unique visant à autoriser l'exercice de l'activité d'un système de paiement et il serait artificiel de conférer ces fonctions à deux autorités distinctes. Ceci est d'autant plus vrai que conformément au paragraphe 3 alinéa 2 de l'article 109, la BCL est chargée de prendre la décision d'enlever à un système sa désignation. La suite logique de cette décision étant la dénotification du système, il paraît approprié de conférer également à la BCL la compétence de notifier un système à la Commission.

En vertu de l'article 113 paragraphe 3 la BCL est désignée comme l'autorité compétente pour recevoir des autorités étrangères désignées à cet effet les notifications relatives à l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'égard d'un participant à un système (3ème alinéa), de même que l'autorité compétente pour notifier aux autorités des autres Etats membres compétentes chargées de la surveillance, l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'égard d'un participant luxembourgeois à un système (2ème alinéa). La BCL accueille favorablement cette disposition.

Néanmoins, il y a lieu de prévoir au 2ème alinéa de l'article 113 paragraphe 3, pour le plein respect de la procédure européenne de notification sur base de la liste des autorités désignées établie par la

Commission européenne, que la BCL notifie aux autorités étrangères „désignées à cet effet“. Cet amendement s'impose, étant donné que les autorités désignées à la Commission européenne ne coïncident pas forcément avec les autorités chargées de la surveillance qui sont actuellement visées par le projet de loi.

Dans son avis du 14 mai 2009, la BCE souligne que „en ce qui concerne l'obligation faite à la BCL d'informer le Conseil de la concurrence de toute violation des règles de concurrence relatives à l'accès aux systèmes de paiement, il conviendrait de préciser que la BCL n'a pas pour mission de veiller au respect de la politique de concurrence, celle-ci demeurant de la compétence exclusive du Conseil de la concurrence“.

La BCL insiste sur le fait que seul le Conseil de la concurrence peut être l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57 du projet de loi. Dans l'état actuel du projet de loi, la BCL devrait contrôler le respect des règles de concurrence pour l'ensemble des entités tombant sous le champ d'application du nouvel article 2 (5) de sa loi organique. Il s'agit d'un contrôle ex ante qui implique que la BCL fasse un contrôle systématique du respect des règles prévues à l'article 57 du projet de loi.

En conclusion, la BCL n'approuve pas le présent projet de loi dans la mesure où il ne précise pas suffisamment les compétences conférées à la BCL d'un côté et à la CSSF de l'autre côté. Bien que la BCL accueille favorablement le fait qu'elle se voit attribuer de nouvelles compétences en matière de surveillance des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ainsi que des instruments de paiement, elle estime que le projet de loi ne lui attribue pas les ressources financières et le pouvoir de sanction nécessaires à un exercice efficace et crédible de ces nouvelles compétences.

*

5. AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

Dans son avis relatif au projet de loi sous rubrique, la Chambre de Commerce regrette de ne pas avoir été saisie officiellement par le Gouvernement. Eu égard au temps imparti, elle n'était pas en mesure d'analyser en détail le projet de loi et ses impacts comme elle l'aurait souhaité.

La Chambre de Commerce note que, pour fidèle que soit la transposition, certains termes ont été modifiés, et se pose la question de savoir s'il ne serait pas opportun de conserver le libellé exact de la Directive 2007/64 en vertu du principe „toute la directive, rien que la directive“, notamment en raison de décisions jurisprudentielles qui pourraient être rendues dans le futur par la Cour de Justice des Communautés européennes. Elle s'interroge par exemple sur la définition de l'„établissement de paiement“ tel que libellée dans le projet, à savoir si elle couvre également les personnes morales ayant obtenu l'agrément dans un autre Etat membre et souhaite obtenir des clarifications à ce sujet.

Une question soulevée par la Chambre de Commerce est celle de l'introduction d'une disposition qui réglerait la mise en conformité des contrats en cours avec les nouvelles dispositions, la question fondamentale étant de savoir si les banques peuvent se borner à indiquer que les contrats actuels seront régis par les nouvelles dispositions telles qu'elles seront adoptées, les dispositions non conformes étant nulles de plein droit et remplacées d'office par les nouvelles conditions, ou si les banques devront mettre en conformité tous les contrats existants à la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions en les faisant signer par leurs clients, auquel cas interviendrait la question de savoir si le délai de préavis de deux mois doit impérativement être respecté. Si tel est le cas, la Chambre de Commerce estime que le risque existe de ne pas être entièrement conforme aux dispositions au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

Une autre interrogation soulevée est celle de l'application des dispositions aux contrats en cours, notamment concernant la migration des mandats relatifs aux débits directs (domiciliations de créances) qui présente à la fois des aspects légaux et opérationnels. Ce souci est plus particulièrement lié à l'interdépendance de la Directive 2007/64 et du système SEPA dans la mesure où les modalités pratiques des migrations de mandats sont définies dans le cadre des règles SEPA. L'interrogation de savoir s'il ne conviendrait pas d'introduire une disposition qui permettrait d'une part aux banques de respecter la législation relative au secret bancaire et à la protection des données personnelles, et d'autre part, d'éviter la migration physique des mandats actuels est soulevée. Selon la Chambre de Commerce, une alternative pourrait être de maintenir le système actuel et de prévoir une migration progressive sur les années à venir, en collaboration avec les créanciers.

La Chambre de Commerce relève finalement que d'une manière générale, pratiquement aucune des options ouvertes pour offrir des dispositions (plus) favorables aux utilisateurs n'a été utilisée, ce qui aura inéluctablement des conséquences sur une partie importante de ses ressortissants qui seront les utilisateurs des systèmes de paiement. La Chambre de Commerce invite à ce sujet à la prudence en termes de compétitivité par rapport aux prestataires de services établis dans d'autres Etats membres.

*

6. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat constate que les auteurs du projet de loi se sont proposés de regrouper dans un seul dispositif toutes les dispositions touchées de près ou de loin par la nouvelle réglementation des paiements dans l'Union européenne. Il estime que la Directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur est fidèlement transposée et approuve ainsi le projet de loi sous examen.

Pour le détail de l'avis de la Haute Corporation au sujet des différentes dispositions du projet de loi sous rubrique ainsi que pour l'avis complémentaire du Conseil d'Etat suite à l'introduction d'un amendement parlementaire, il est renvoyé au commentaire des articles.

*

7. COMMENTAIRE DES ARTICLES

TITRE I

Définitions et champ d'application

Article 1er

Cet article reprend les définitions figurant à l'article 4 de la Directive en les classant par ordre alphabétique, à une exception près. Par ailleurs, dans un souci de sécurité juridique, l'article 1er est complété par des définitions d'autres notions utilisées dans le projet de loi, tout en s'inspirant des définitions qui figurent dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Le Conseil d'Etat juge que ceci est une contribution à la cohérence des textes et à la sécurité juridique des activités concernées.

Article 2

L'article 2 transpose l'article 2 de la Directive et définit le champ d'application des différents titres qui constituent la loi, selon la situation géographique des prestataires de services de paiement, du payeur et du bénéficiaire et selon le fait que les services de paiement sont fournis en euros ou dans une autre devise d'un Etat membre en dehors de la zone euro.

Article 3

Cet article qui porte fidèlement transposition de l'article 3 de la Directive 2007/64/CE définit les exclusions du champ d'application de la loi.

Article 4

L'article 4 transpose l'article 29 de la Directive qui prévoit que les Etats membres interdisent aux personnes physiques ou morales qui ne sont ni des prestataires de services de paiement, ni des personnes ou opérateurs expressément exclus du champ d'application, de fournir les services de paiement concernés.

TITRE II

Prestataires de services de paiement

Le titre II du projet de loi est composé de 3 chapitres: le chapitre 1er règle l'accès et l'exercice de l'activité d'établissements de paiement et porte transposition des articles 5 à 26 de la Directive. Le

chapitre 2 régit l'accès à et l'exercice de l'activité d'établissements de monnaies électroniques. Enfin, le chapitre 3 définit des dispositions communes à tous les prestataires de services de paiement.

Chapitre 1er.– *Etablissements de paiement*

Section 1: L'agrément des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg

Cette section comprenant les articles 5 à 20 du projet de loi précise les modalités de la procédure d'agrément des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, les activités qu'ils sont autorisés à exercer (article 10), l'administration centrale et l'infrastructure dont ils sont censés disposer (article 11), les informations qu'ils sont tenus de communiquer à la CSSF sur leur actionnariat, l'honorabilité et l'expérience professionnelles des personnes chargées de la gestion (articles 12 et 13), les exigences auxquelles elles doivent faire face en matière de détention et de calcul des fonds propres (articles 14 à 17), les obligations auxquelles elles doivent faire face si elles font appel à l'intermédiaire d'un agent (article 18), leurs obligations en matière de comptabilité et de révision externe (article 19). Enfin, ce chapitre précise les conditions dans lesquelles l'agrément peut être retiré par la Commission (article 20).

Le Conseil d'Etat observe que dans tout ce contexte les dispositions de la Directive sont fidèlement transposées et que la nouvelle situation créée par le projet de loi dans le monde financier est cohérente et équilibrée.

Le Conseil d'Etat note que l'une des innovations majeures du projet de loi consiste dans l'introduction en droit luxembourgeois d'un nouveau statut d'établissements financiers, à savoir celui d'établissements de paiement. Dans ce contexte, il accueille favorablement la démarche des auteurs de ne pas ériger ces établissements de paiement en nouvelle sous-catégorie des PSF mais d'en faire une catégorie d'établissements financiers à part, soumis au dispositif du présent projet de loi. Ce faisant, les activités de services de paiement sont couvertes par un projet de loi unique.

Le Conseil d'Etat observe en plus que les dispositions de la Directive sont fidèlement transposées et que la nouvelle situation créée par le projet de loi dans le monde financier est cohérente et équilibrée.

Section 2: L'établissement de succursales, le recours à des agents et la prestation de services au Luxembourg par des établissements de paiement de droit étranger

Cette section régit l'établissement d'une succursale, la prestation de services ou le recours à un agent au Luxembourg par un établissement de paiement étranger. Elle englobe deux articles, à savoir l'article 21 qui établit le passeport européen pour les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat autre que le Luxembourg et reconnaît la valeur communautaire de leur agrément de leur pays d'origine respectif, et l'article 22 qui est consacré aux établissements de paiement qui ont leur siège statutaire dans un pays tiers et qui sont assujettis aux mêmes conditions d'agrément que les établissements de droit luxembourgeois. Toutefois, ceux-ci ne disposent pas du passeport européen tout en étant soumis au même régime prudentiel que les établissements de paiement originaires d'un Etat membre.

Section 3: L'établissement de succursales, le recours à des agents et la prestation de services dans un autre Etat membre par des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg

A l'instar des deux articles qui précèdent, cette section qui recouvre les articles 23 et 24 du projet de loi traite de l'établissement d'une succursale, de la prestation de services ou du recours à un agent par un établissement de paiement de droit luxembourgeois dans un autre Etat membre et précise les devoirs d'information à la Commission auxquels sont tenus ces opérateurs.

Section 4: Les conditions d'exercice applicables aux établissements de paiement établis au Luxembourg

Cette section qui regroupe les articles 25 à 30 du projet s'applique à tous les établissements de paiement que l'Etat membre d'origine soit le Luxembourg ou qu'il s'agisse d'agents établis au Luxembourg ou de succursales luxembourgeoises ayant leur siège statutaire à l'étranger. Les articles 26 et 27 qui portent sur la responsabilité des établissements de paiement, et l'archivage des enregistrements, transpose les articles 18 et 19 de la Directive. Les articles 28 à 30 qui traitent des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, l'obligation de coopérer avec les autorités et l'obligation au secret professionnel reprennent respectivement les obligations de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et les appliquent aux établissements de paiement tout en réservant les obligations de secret professionnel pour les établissements de paiement hybrides aux seules prestations de service de paiement.

Le Conseil d'Etat constate que les dispositions de la Directive sont fidèlement transposées et que les auteurs du projet ont intégré le dispositif existant pour les sujets concernés au champ d'application de la présente loi.

Section 5: La surveillance des établissements de paiement

Cette section qui regroupe les articles 31 à 38 traite de la surveillance prudentielle que la Directive, dans les articles 20 à 24, impose aux Etats membres à l'égard des établissements de paiement.

L'autorité compétente pour l'octroi de l'agrément aux établissements de paiement est le ministre ayant dans ses attributions la CSSF, celle-ci étant elle-même compétente pour la surveillance des établissements de paiement. Le régime disposé par les articles précités est comparable dans une large mesure à celui qui s'applique aux établissements bancaires et aux PSF, ceci dans un souci de cohérence du cadre légal de la surveillance prudentielle sur la place. Dans tous les cas, le projet de loi tient compte de la situation particulière des établissements de paiement dit hybrides, aussi bien en matière de la surveillance qui leur est destinée, qu'en matière de secret professionnel qui ne porte que sur le volet „services de paiement“ de ces établissements.

Section 6: Les procédures d'insolvabilité

Les articles 39 à 45 intègrent dans le présent projet de loi les dispositions qui concernent la gestion contrôlée, la liquidation volontaire et la procédure de faillite des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg et pour les succursales luxembourgeoises d'établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers. En gros, ces dispositions sont celles du livre III du Code de commerce et de l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite, par l'institution du régime de la gestion contrôlée. Ainsi, les établissements de paiement sont soumis au droit commun de la faillite, sauf dispositions contraires énoncées aux articles 40 à 44 du projet de loi. Le dispositif proposé tient compte de la distinction entre établissements de paiement à part entière et établissements de paiement dits hybrides et maintient la cohérence avec la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Section 7: Les sanctions

Cette section qui regroupe les articles 46 et 47 transpose l'article 21, paragraphe 2 et l'article 81 de la Directive et est consacrée aux sanctions applicables aux prestataires de services de paiement établis au Luxembourg ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement d'un autre Etat membre. Les personnes en charge de l'administration ou de la gestion de ces établissements de paiement peuvent ainsi être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre dans les conditions précisées à l'article 46 ou peuvent subir des sanctions pénales précisées à l'article 47.

L'article 46 du projet de loi établit la possibilité pour la Commission de sanctionner les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des établissements de paiement agréés au Luxembourg, ainsi que les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des agents de ces établissements de paiement, d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros, au cas où elles refuseraient de fournir les documents comptables ou autres renseignements, ainsi que des documents qui se révéleraient être

incomplets. Le Conseil d'Etat, qui se réfère à ses développements qu'il avait faits à l'occasion de son avis concernant le projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises (doc. parl. No 5757⁸), souligne que l'amende d'ordre infligée dans les cas précités risque de poser problème au regard du principe consacré par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme suivant lequel nul ne peut être contraint de déposer ou de témoigner contre lui-même. Une entorse à ce principe risque en effet de remettre en cause la valeur juridique d'une procédure pénale ultérieure, l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme limitant significativement la possibilité d'utiliser à l'égard du justiciable, sur le plan pénal, les documents qu'il a dû remettre à l'administration sous la contrainte.

La référence de l'article 47, paragraphe 1er à l'article 7, paragraphe 4, semble inexacte. Le Conseil d'Etat peut d'ores et déjà se déclarer d'accord avec sa suppression. La remarque du Conseil d'Etat est pertinente. Mais plutôt que de supprimer la référence à l'article 7 paragraphe 4, la Commission se prononce pour une correction de la référence erronée en la remplaçant par une référence à l'article 7 paragraphe 3.

Section 8: Les dérogations

L'article 48 prend l'option prévue à l'article 26, paragraphe 1er de la Directive qui permet aux Etats membres d'exempter, sous certaines conditions, des personnes physiques ou morales de tout ou d'une partie de la procédure d'octroi de l'agrément et des conditions d'agrément ou d'exercice applicables aux établissements de paiement. Ce régime dérogatoire a pour objectif de connaître et de localiser tous les prestataires de services de transmission de fonds et de les saisir dans un registre.

Chapitre 2.– Etablissements de monnaie électronique

Ce chapitre qui regroupe les articles 49 à 56 reprend les articles 12-10 à 12-15 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et y apporte certains ajustements pour transposer dans le texte de la loi luxembourgeoise les dispositions de la directive 2000/46/CE.

Celles-ci concernent l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique, l'exercice de celle-ci, ainsi que la surveillance de ces établissements.

L'avantage de cette approche est de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions portant transposition des actes communautaires ayant trait aux paiements électroniques dans un souci de renforcer la transparence vis-à-vis des usagers et des prestataires de services de paiement. Les établissements de monnaie électronique sont soumis aux titres III et IV du projet de loi.

Chapitre 3.– Dispositions communes à tous les prestataires de services de paiement

L'article 57 transpose l'article 28 de la Directive qui dispose que les Etats membres doivent veiller à ce que l'accès des prestataires de services de paiement agréés ou enregistrés aux systèmes de paiement soit objectif, non discriminatoire et proportionné et que les seules entraves pouvant être opposées à un prestataire de services de paiement doivent être liées à la prévention du risque et à la protection de la stabilité financière des systèmes.

Cette disposition proscribit donc toute discrimination entre établissements de paiement agréés et établissements de crédit au niveau des règles d'accès aux systèmes de paiement, ceci dans un esprit de libre concurrence entre les établissements de paiement, ce qui devrait, en dernier lieu, profiter aux utilisateurs.

A noter que le règlement CE 2560/2001 auquel il est fait référence à l'article 58, paragraphe 2, vient d'être abrogé et remplacé par le règlement CE 924/2009, de sorte qu'une modification du texte dans ce sens s'impose.

Le Conseil d'Etat, dans son avis du 6 octobre 2009, a soulevé une objection formelle à l'égard de l'article 58, paragraphe 3 du projet de loi. L'opposition formelle est motivée par la considération que cette disposition anticipe le projet de loi portant réforme de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence qui tend à modifier la structure duale des autorités de concurrence luxembourgeoises,

l'Inspection de la concurrence et le Conseil de la concurrence, en ne laissant subsister qu'une seule autorité, qui serait le Conseil de la concurrence.

La Commission a entendu rencontrer les observations de la Haute Corporation par la voie d'un amendement adopté le 12 octobre 2009, après s'être interrogée sur le champ d'application de l'opposition formelle.

L'article visé par la Haute Corporation (article 58(3)) comporte trois dispositions séparées:

1. „Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence.“

Cette formulation rappelle les termes de l'article 6, paragraphe 1er („Il est créé un Conseil de la concurrence ... chargé(e) de veiller à l'application des articles 3 à 5 de la présente loi“) et de l'article 6, paragraphe 2 („Le Conseil a la compétence pour appliquer les articles 81 et 82 du Traité instituant la Communauté européenne“) de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence.

La Commission parlementaire a admis dès lors que l'opposition formelle ne visait pas cette disposition spécifique.

2. „La Banque centrale informe sans délai le Conseil de la concurrence de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies (...)“

La Commission parlementaire a admis que l'objection de la Haute Corporation visait cette disposition.

3. „La Banque centrale est autorisée à transmettre au Conseil de la concurrence toute information (...)“

La Haute Corporation n'a mentionné cette disposition qu'après avoir soulevé son opposition formelle. Par ailleurs, l'article 19 du projet de loi portant réforme de la loi du 17 mai 2004 visé par le Conseil d'Etat existe déjà en l'état actuel (article 30 de la loi modifiée du 17 mai 2004).

La Commission parlementaire a donc admis que l'opposition formelle ne visait pas le principe de cette disposition. Il convient toutefois d'en réaménager la rédaction pour tenir pleinement compte des observations du Conseil d'Etat.

Partant, la Commission a retenu que l'opposition formelle portait au fond sur la règle prévoyant que la Banque centrale informait le seul Conseil de la concurrence, à l'exclusion de l'Inspection de la concurrence, de toute infraction.

La Commission parlementaire a entendu relever de prime abord que cette hypothèse n'était pas exclue par la loi modifiée du 17 mai 2004, l'article 9 disposant expressément que „le Conseil peut être saisi par l'inspection et par toute personne physique ou morale faisant valoir un intérêt légitime ainsi que par le ministre“. Cette disposition légale semble donc ouvrir la voie à une saisine directe du Conseil par des personnes autres que l'Inspection. Elle était conçue pour couvrir l'hypothèse où une personne autre que l'Inspection serait en mesure de présenter à l'autorité de concurrence un dossier complet, comportant tous les éléments d'appréciation. On pourrait admettre que la Banque centrale serait en mesure de s'adresser ainsi au Conseil de la concurrence. Il se peut toutefois qu'il n'en soit pas nécessairement ainsi, et que les faits requièrent une instruction complémentaire par l'autorité de concurrence.

Au-delà de la possibilité ouverte dans ce cas de figure au Conseil de transmettre le dossier à l'Inspection de la concurrence pour compléter l'enquête, la Commission parlementaire a entendu dès lors amender le projet de loi sous examen en les termes suivants:

„Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57. La Banque centrale informe sans délai le Conseil de la concurrence, sinon l'Inspection de la concurrence, de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies à l'article 57 constatée dans le cadre de l'exercice de sa mission visée à l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.“

Par dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale est autorisée à transmettre au Conseil de la concurrence et à l'Inspection de la concurrence toute information, y compris des informations confidentielles, dont celui-ci a besoin dans l'exercice de sa mission.“

Dans son avis complémentaire du 20 octobre 2009, le Conseil d'Etat propose tout d'abord quant à la forme de scinder le premier alinéa en deux. Le premier alinéa comportera la première phrase et le deuxième le reste. Le deuxième alinéa du projet deviendra ainsi le troisième.

La Commission fait sienne la proposition de la Haute Corporation.

Le Conseil d'Etat fait ensuite remarquer que le Conseil de la concurrence est une autorité administrative indépendante chargée de veiller à l'application des dispositions légales qui lui sont attribuées limitativement. Il ne dispose d'aucun pouvoir d'autosaisine. Il n'a par conséquent aucune compétence pour donner suite à l'information reçue en vertu de l'article 58.

Du fait que, de par l'article 8 de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence, l'Inspection de la concurrence est actuellement investie à titre exclusif de ce pouvoir d'autosaisine, elle est par conséquent le seul organe apte à recevoir une telle information et à mener par la suite l'instruction nécessaire.

Par conséquent la Commission adopte la position du Conseil d'Etat et propose la suppression de l'indication du Conseil de la concurrence comme destinataire de l'information prévue. Par conséquent la possibilité de recevoir de la part de la BCL toute information, y compris des informations confidentielles, dont elle a besoin dans l'exercice de sa mission, sera limitée à l'Inspection de la concurrence.

TITRE III

Transparence des conditions et exigences en matière d'informations régissant les services de paiement (Art. 59 à 77)

Le titre III du projet de loi transpose le titre III de la Directive. Il comprend les articles 51 à 77 du projet de loi et transpose les articles 30 à 48 ainsi que les articles 49 à 60 de la Directive. Les objectifs du titre III consistent à garantir aux utilisateurs de services de paiement le même niveau d'information sur les services prestés dans toute l'Union européenne et de promouvoir ainsi la concurrence entre prestataires de services. Améliorant ainsi la transparence des prix et des conditions des services de paiement ouverts, ces dispositions permettent aux utilisateurs des services de paiement de mieux comparer les prix, les conditions et les principales caractéristiques de ceux-ci, surtout grâce aux informations précontractuelles que les prestataires doivent fournir aux utilisateurs sous une forme clairement compréhensible et complète.

Le titre III définit également de manière détaillée les informations que les prestataires de services de paiement sont tenus de fournir ou de mettre à disposition des utilisateurs de ces services avant et après la réalisation d'une opération de paiement. Il distingue deux cas selon que l'utilisateur réalise une opération de paiement isolée (articles 64 à 68 du projet de loi) ou qu'il réalise une série d'opérations qui suppose l'établissement d'un contrat qui le lie à son prestataire (articles 69 à 77 du projet de loi).

En ce qui concerne le deuxième cas, il s'agit concrètement d'opérations de paiement par carte de débit ou de crédit ou encore d'ordres permanents ou de domiciliations de créances.

Le Conseil d'Etat relève que les obligations d'information doivent être remplies gratuitement par les prestataires qui peuvent cependant, d'un commun accord entre eux-mêmes et les utilisateurs, imputer des frais en cas d'informations supplémentaires à la demande de l'utilisateur. Il constate que les dispositions ci-avant décrites sont transposées en droit national avec toute la circonspection nécessaire. Il note que les auteurs ne font usage que d'une seule des six options prévues au titre III de la Directive, ceci dans un souci de cohérence, de fiabilité et de sécurité juridique.

TITRE IV

Droits et obligations liés à la présentation et à l'utilisation de services de paiement (Art. 78 à 106)

Chapitre 1er.– Dispositions communes

Le titre IV, divisé en cinq chapitres, procède à l'harmonisation complète des droits et des obligations liés à la prestation et à l'utilisation des services de paiement. Il transpose le titre IV de la Directive et fait une utilisation prudente des options prévues en ne faisant usage que de deux sur sept options possibles.

Le chapitre 1er qui regroupe les articles 78 à 80 transpose les articles 51 à 53 de la Directive et utilise certaines options de l'article 53 en reprenant à l'article 80 les mêmes montants pour désigner les montants faibles.

A noter qu'une erreur de référence s'était glissée dans l'article 51, paragraphe 1 de la directive 2007/64/CE repris dans le projet de loi (article 78, paragraphe 1). Entretemps cette erreur a été redressée par une publication au Journal officiel, de sorte qu'un alignement du texte sur le rectificatif s'impose.

Chapitre 2.– Autorisation des opérations de paiement

Ce chapitre qui regroupe les articles 81 à 90 du projet de loi transpose les articles 54 à 63 de la Directive consacrés à l'autorisation des opérations de paiement. Le principe de base de ces dispositions consiste dans la règle selon laquelle aucune opération ne peut être exécutée sans le consentement du payeur et, une fois ce consentement donné, ce dernier est irrévocable.

Normalement, le payeur doit donner son consentement avant l'exécution de l'opération, sauf s'il existe une convention entre lui-même et le prestataire stipulant que ce consentement peut être donné *ex post*.

Des dispositions particulières concernent les limites des dépenses consacrées à des instruments de paiement particuliers, ainsi que le droit de blocage de l'instrument de paiement concerné pour des raisons limitativement énumérées. Ce chapitre précise aussi les obligations de l'utilisateur et du prestataire en matière de vol, de perte ou de détournement de l'instrument pour le premier, et pour le second les moyens à mettre en place pour préserver la sécurité de l'instrument de paiement concerné.

Le Conseil d'Etat estime néanmoins que l'ensemble de ces articles qui harmonisent les règles de protection du consommateur conformément aux dispositions de la Directive reste vague sur certaines dispositions, surtout quand il s'agit des obligations de l'utilisateur.

Chapitre 3.– Exécution des opérations de paiement

Ce chapitre qui porte sur les articles 91 à 103 du projet de loi transpose les articles 64 à 78 de la Directive et traite des conditions d'exécution des opérations de paiement et de la responsabilité des différents intervenants.

A l'instar de la Directive, le chapitre 3 du titre IV fixe le délai d'exécution des opérations de paiement (article 96). Pour cela il définit le moment de réception de l'ordre de paiement (article 91), précise les conditions de refus de cet ordre par le prestataire (article 92) de même que le moment à partir duquel le payeur ne peut plus revenir sur son ordre (article 93). Ainsi, pour des instruments de type virement, le payeur ne peut pas revenir sur son ordre de paiement une fois qu'il a été reçu par le prestataire de services de paiement. Dans le cas d'un paiement par carte, l'ordre est irrévocable dès que le payeur a exprimé son consentement. La seule exception tolérée est celle de la domiciliation des créances où le payeur peut révoquer son ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant son exécution.

Quant aux montants transférés, l'article 94 retient la prescription que le montant transféré est le montant total de l'opération de paiement et que les prestataires de services doivent s'abstenir de prélever des frais sur le montant transféré. En matière de partage des coûts, le principe retenu par le projet de loi est que chaque utilisateur paye les coûts prélevés par son prestataire de services.

Le délai d'exécution d'une opération de paiement est fixé à J+1 à partir de 2012, ce délai s'entendant du moment de réception de l'ordre de paiement à la réception des fonds par le prestataire du bénéficiaire (article 96 du projet de loi). Le projet de loi précise ensuite que le prestataire de services de paiement du bénéficiaire met les fonds à la disposition du bénéficiaire immédiatement après les avoir reçus (article 99). Les articles 97 et 98 traitent de deux cas de figure particuliers, à savoir du cas où le bénéficiaire n'est pas titulaire d'un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement, respectivement du cas d'un versement en espèces sur un compte de paiement. Par ailleurs, les articles 100 et 101 du projet de loi définissent la responsabilité des utilisateurs de services de paiement, en cas de fourniture d'un identifiant unique inexact et celle des prestataires de services de paiement en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution.

Chapitre 4.– Protection des données

Pour contribuer à une prévention efficace de la fraude et combattre la fraude en matière de paiements dans l'Union européenne, l'article 105 du projet de loi jette les bases pour un échange efficace de données entre les prestataires de services de paiement qui sont autorisés à collecter, à traiter et à échanger des données à caractère personnel sur les personnes impliquées dans une fraude en matière de paiement. Le traitement de ces données personnelles se fait dans le respect de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Chapitre 5.– Procédures de réclamation et de recours extrajudiciaires en vue du règlement des litiges

Ce chapitre composé de l'unique article 106 du projet de loi transpose les articles 80, 82 et 83 de la Directive et établit la CSSF comme autorité compétente pour recevoir les plaintes des clients concernant des prestataires de services soumis à son autorité prudentielle.

TITRE V

Le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres (Art. 107 à 115)

Aux fins de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs aux paiements électroniques, les dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, qui portent transposition de la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, sont transférées au titre V du présent projet de loi, moyennant certains changements de forme et de fond.

Les articles 28-1, 34-5 à 34-7 et 47-1 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier sont ainsi abrogés.

Les articles 34-2 à 34-4, 35-1, 61-24 à 61-26 de la même loi sont modifiés dans le texte sous examen. Ces modifications concernent un nouvel équilibre institutionnel dans les compétences entre la CSSF et la BCL qui, notamment, a désormais la mission de veiller au bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres.

TITRE VI

Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales (Art. 116 à 128)

Article 116.– Dispositions transitoires

Dans un souci de sécurité juridique, l'article 116 du projet de loi transpose l'article 88 de la Directive qui définit un régime transitoire permettant aux personnes ayant commencé à exercer l'activité d'établissements de paiement avant l'entrée en vigueur de la Directive et en conformité avec le droit national applicable, de poursuivre cette activité pendant une période limitée.

Article 117.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

L'article 117 comporte toutes les modifications de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui s'imposent après la mise en vigueur du projet de loi sous rubrique. Il s'agit de préciser les définitions et les champs d'application, d'améliorer la lisibilité et de procéder à certains toilettages, de mettre à jour les références et les numérotations, d'opérer certains regroupements et de procéder aux abrogations nécessaires.

Le Conseil d'Etat estime que la précision de ces aménagements contribue à garantir la sécurité juridique du dispositif.

Articles 118 à 125

Il en est de même des articles sous examen qui portent sur un ensemble de dispositions modificatives dans la législation existante, et qui peuvent être considérés soit comme implications des dispositions du présent projet de loi sur les textes en vigueur, soit comme dispositions qui donnent à l'ensemble de la législation existante sur le secteur financier toute la cohérence nécessaire.

En particulier, il s'agit des dispositions modificatives concernant la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (Art. 118), la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance (Art. 119), la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux (Art. 120), la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers (Art. 121), la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (Art. 122), la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier (Art. 123), la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg (Art. 124) et concernant finalement la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (Art. 125).

La BCL rend attentif dans son avis qu'une erreur de référence s'est glissée dans la formulation du nouvel article 27-3 de sa loi organique qu'il y a lieu de redresser en remplaçant la référence à l'article 2, paragraphe 6 par la référence à l'article 2, paragraphe 5.

Article 126

Les dispositions du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique deviennent dans une large mesure redondantes, superfétatoires, voire obsolètes, suite à l'adoption de la loi relative aux services de paiement. L'article 126 du projet de loi prévoit dès lors l'abrogation de ce titre VII. Cette abrogation permet par ailleurs de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions nationales portant transposition des actes communautaires relatifs aux paiements électroniques.

Article 127

La date d'entrée en vigueur de la présente loi est fixée au 1er novembre 2009. Il n'y a aucun intérêt à prévoir une entrée en vigueur de la présente loi avant le 1er novembre 2009, car le bon fonctionnement de SEPA est tributaire de la transposition de la directive 2007/64/CE par tous les Etats membres.

La mise en œuvre des dispositions de la présente loi avant la date butoir du 1er novembre 2009 risque au contraire d'exposer les établissements luxembourgeois fournissant des services de paiement sur une base transfrontalière à des incertitudes juridiques.

Article 128

Eu égard à l'intitulé très long de la présente loi, il s'avère utile de prévoir la possibilité de pouvoir s'y référer sous une forme abrégée.

Annexe

L'annexe qui énumère les services de paiement couverts par le présent projet de loi tels que mentionnés à l'article 1er, point 38, reprend fidèlement la liste des services de paiement figurant dans l'annexe de la Directive.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE;
- portant modification de:
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance;
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux;
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg;
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

TITRE I

Définitions et champ d'application

Art. 1er. – Définitions

Sauf dispositions contraires, on entend aux fins de la présente loi par:

- 1) „agent“: une personne physique ou morale qui agit pour le compte d'un établissement de paiement pour la fourniture des services de paiement;
- 2) „authentification“: la procédure permettant au prestataire de services de paiement de vérifier l'utilisation d'un instrument de paiement donné, y compris ses dispositifs de sécurité personnalisés;
- 3) „bénéficiaire“: une personne physique ou morale qui est le destinataire prévu de fonds ayant fait l'objet d'une opération de paiement;
- 4) „Commission“: la Commission de surveillance du secteur financier;
- 5) „compte de paiement“: un compte qui est détenu au nom d'un ou de plusieurs utilisateurs de services de paiement et qui est utilisé aux fins de l'exécution d'opérations de paiement;

- 6) „consommateur“: une personne physique qui, dans le cadre des contrats de services de paiement régis par la présente loi, agit dans un but autre que son activité commerciale ou professionnelle;
- 7) „contrat-cadre“: un contrat de services de paiement qui régit l'exécution future d'opérations de paiement particulières et successives et peut énoncer les obligations et les conditions liées à l'ouverture d'un compte de paiement;
- 8) „date de valeur“: la date de référence utilisée par un prestataire de services de paiement pour calculer les intérêts applicables aux fonds débités d'un compte de paiement ou crédités sur un compte de paiement;
- 9) „directive 95/46/CE“: la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données;
- 10) „directive 98/26/CE“: la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres;
- 11) „directive 2000/46/CE“: la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements;
- 12) „directive 2005/60/CE“: la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;
- 13) „directive 2006/48/CE“: la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte);
- 14) „directive 2007/64/CE“: la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE;
- 15) „domiciliation de créances“: un service de paiement visant à débiter le compte de paiement d'un payeur, lorsqu'une opération de paiement est initiée par le bénéficiaire sur la base du consentement donné par le payeur au bénéficiaire, au prestataire de services de paiement du bénéficiaire ou au propre prestataire de services de paiement du payeur;
- 16) „entreprise mère“: une entreprise détentrice des droits suivants:
 - i) elle a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise, ou
 - ii) elle a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou
 - iii) elle a le droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise dont elle est actionnaire ou associé, en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, lorsque le droit dont relève cette entreprise permet qu'elle soit soumise à de tels contrats ou clauses statutaires, ou
 - iv) elle est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci, ou
 - v) elle peut exercer ou exerce effectivement une influence dominante sur une autre entreprise, ou
 - vi) elle est placée avec une autre entreprise sous une direction unique;
- 17) „établissement de monnaie électronique“: une personne morale, autre qu'un établissement de crédit au sens de l'article 4, point 1) a) de la directive 2006/48/CE, dont l'activité principale consiste à émettre des moyens de paiement sous la forme de monnaie électronique;
- 18) „établissement de paiement“: une personne morale qui, conformément à l'article 10 de la directive 2007/64/CE, a obtenu un agrément l'autorisant à fournir et à exécuter des services de paiement dans toute l'Union européenne. Est visée au Luxembourg toute personne morale qui a obtenu l'agrément de fournir et d'exécuter des services de paiement en application de l'article 7 de la

présente loi. Y sont assimilées au Luxembourg les personnes qui ont obtenu l'agrément de fournir et d'exécuter des services de paiement en application de l'article 22 de la présente loi;

- 19) „Etat membre“: un Etat membre de l'Union européenne. Sont assimilés aux Etats membres de l'Union européenne les Etats parties à l'Accord sur l'Espace économique européen autres que les Etats membres de l'Union européenne, dans les limites définies par cet accord et les actes y afférents;
- 20) „Etat membre d'accueil“: l'Etat membre, autre que l'Etat membre d'origine, dans lequel un prestataire de services de paiement a un agent ou détient une succursale ou fournit des services de paiement;
- 21) „Etat membre d'origine“: l'un des Etats membres suivants:
 - i) l'Etat membre dans lequel le siège statutaire du prestataire de services de paiement est situé, ou
 - ii) si, conformément à son droit national, le prestataire de services de paiement n'a pas de siège statutaire, l'Etat membre dans lequel son administration centrale est située;
- 22) „filiale“: une entreprise à l'égard de laquelle sont détenus les droits énoncés à l'article 1er, point 16). Les filiales d'une filiale sont également considérées comme filiales de l'entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises;
- 23) „fonds“: les billets de banque et les pièces, la monnaie scripturale et la monnaie électronique au sens de l'article 1er, point 29) ii);
- 24) „groupe“: un groupe d'entreprises composé d'une entreprise mère, de ses filiales et des entités dans lesquelles l'entreprise mère ou ses filiales détiennent une participation, ainsi que des entreprises liées entre elles par le fait d'être placées sous une direction unique en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires ou par le fait d'avoir des organes d'administration, de direction ou de surveillance composés en majorité des mêmes personnes;
- 25) „identifiant unique“: la combinaison de lettres, de chiffres ou de symboles indiquée à l'utilisateur de services de paiement par le prestataire de services de paiement, que l'utilisateur de services de paiement doit fournir pour permettre l'identification certaine de l'autre utilisateur de services de paiement et/ou de son compte de paiement pour l'opération de paiement;
- 26) „instrument de paiement“: tout dispositif personnalisé ou ensemble de procédures convenu entre l'utilisateur de services de paiement et le prestataire de services de paiement et auquel l'utilisateur de services de paiement a recours pour initier un ordre de paiement;
- 27) „jour ouvrable“: un jour au cours duquel le prestataire de services de paiement du payeur ou le prestataire de services de paiement du bénéficiaire impliqués dans l'exécution d'une opération de paiement exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement;
- 28) „liens étroits“: une situation dans laquelle au moins deux personnes physiques ou morales sont liées par:
 - i) une participation, à savoir le fait de détenir, directement ou par voie de contrôle, au moins 20% du capital ou des droits de vote d'une entreprise, ou
 - ii) un contrôle, à savoir la relation entre une entreprise mère et une filiale dans les cas visés à l'article 1er, point 16), la relation entre entreprises liées par le fait d'être placées sous une direction unique ou une relation similaire entre toute personne physique ou morale et une entreprise. Toute filiale d'une filiale est également considérée comme une filiale de l'entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises.

Est également considérée comme constituant un lien étroit entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales, une situation dans laquelle ces personnes sont liées de façon durable à une même personne par une relation de contrôle;
- 29) „monnaie électronique“: une valeur monétaire représentant une créance sur l'émetteur, qui est:
 - i) stockée sur un support électronique et
 - ii) émise contre la remise de fonds d'un montant dont la valeur n'est pas inférieure à la valeur monétaire émise et
 - iii) acceptée comme moyen de paiement par des entreprises autres que l'émetteur;

- 30) „moyen de communication à distance“: tout moyen qui peut être utilisé pour conclure un contrat de services de paiement sans la présence physique simultanée du prestataire de services de paiement et de l'utilisateur de services de paiement;
- 31) „opération de paiement“: une action, initiée par le payeur ou le bénéficiaire, consistant à verser, transférer ou retirer des fonds, indépendamment de toute obligation sous-jacente entre le payeur et le bénéficiaire;
- 32) „ordre de paiement“: toute instruction d'un payeur ou d'un bénéficiaire à son prestataire de services de paiement demandant l'exécution d'une opération de paiement;
- 33) „participation“: le fait de détenir des droits dans le capital d'une entreprise, matérialisés ou non par des titres, qui, en créant un lien durable avec celle-ci, sont destinés à contribuer à l'activité de la société ou le fait de détenir, directement ou indirectement, au moins 20% des droits de vote ou du capital d'une entreprise;
- 34) „participation qualifiée“: le fait de détenir dans une entreprise, directement ou indirectement, au moins 10% du capital ou des droits de vote, conformément aux articles 8 et 9 de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières et aux conditions régissant l'agrégation des droits de vote énoncées à l'article 11, paragraphes (4) et (5) de cette même loi, ou toute autre possibilité d'exercer une influence notable sur la gestion de cette entreprise;
- 35) „payeur“: une personne physique ou morale qui est titulaire d'un compte de paiement et autorise un ordre de paiement à partir de ce compte de paiement, ou, en l'absence de compte de paiement, une personne physique ou morale qui donne un ordre de paiement;
- 36) „pays tiers“: un Etat autre qu'un Etat membre;
- 37) „prestataire de services de paiement“: l'une des entités ou personnes suivantes:
- i) les établissements de crédit au sens de l'article 4, point 1) a) de la directive 2006/48/CE;
 - ii) les établissements de monnaie électronique au sens de l'article 1er, paragraphe 3, point a) de la directive 2000/46/CE;
 - iii) les offices de chèques postaux qui sont habilités en droit national à fournir des services de paiement;
est visée au Luxembourg l'Entreprise des Postes et Télécommunications;
 - iv) les établissements de paiement au sens de la directive 2007/64/CE;
 - v) la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales lorsqu'elles n'agissent pas en qualité d'autorités monétaires ou autres autorités publiques;
 - vi) les Etats membres ou leurs autorités régionales ou locales lorsqu'ils n'agissent pas en qualité d'autorités publiques;
 - vii) les personnes physiques et morales bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 48;
- 38) „services de paiement“: toute activité exercée à titre professionnel énumérée dans l'annexe;
- 39) „succursale“: un siège d'exploitation autre que l'administration centrale qui constitue une partie d'un établissement de paiement, qui n'a pas de personnalité juridique, et qui effectue directement, en tout ou en partie, les opérations inhérentes à l'activité d'établissement de paiement; tous les sièges d'exploitation créés dans le même Etat membre par un établissement de paiement ayant son administration centrale dans un autre Etat membre sont considérés comme une seule succursale;
- 40) „support durable“: tout instrument permettant à l'utilisateur de services de paiement de stocker les informations qui lui sont personnellement adressées d'une manière telle que ces informations puissent être consultées ultérieurement pendant une période adaptée à leur finalité et reproduites à l'identique;
- 41) „système de paiement“: un système permettant de transférer des fonds régi par des procédures formelles standardisées et des règles communes pour le traitement, la compensation ou le règlement d'opérations de paiement;
- 42) „taux de change de référence“: le taux de change qui sert de base pour calculer les opérations de change et qui est mis à la disposition par le prestataire de services de paiement ou émane d'une source accessible au public;

- 43) „taux d'intérêt de référence“: le taux d'intérêt servant de base pour calculer les intérêts à appliquer et qui provient d'une source accessible au public pouvant être vérifiée par les deux parties à un contrat de services de paiement;
- 44) „transmission de fonds“: un service de paiement pour lequel les fonds sont reçus de la part d'un payeur, sans création de comptes de paiement au nom du payeur ou du bénéficiaire, à la seule fin de transférer un montant correspondant vers un bénéficiaire ou un autre prestataire de services de paiement agissant pour le compte du bénéficiaire, et/ou pour lequel de tels fonds sont reçus pour le compte du bénéficiaire et mis à la disposition de celui-ci;
- 45) „Tribunal“: le tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale;
- 46) „utilisateur de services de paiement“: une personne physique ou morale qui utilise un service de paiement en qualité de payeur ou de bénéficiaire, ou des deux.

Art. 2.– *Champ d'application*

(1) Les titres I à IV, à l'exception du chapitre 2 du titre II, s'appliquent aux services de paiement fournis par un prestataire de services de paiement situé au Luxembourg.

Cependant, à l'exception de l'article 99, les titres III et IV s'appliquent uniquement lorsque:

- à la fois le prestataire de services de paiement du payeur et celui du bénéficiaire sont situés au Luxembourg,
- le prestataire de services de paiement du payeur est situé au Luxembourg et le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est situé dans un autre Etat membre,
- le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est situé au Luxembourg et le prestataire de services de paiement du payeur est situé dans un autre Etat membre,
- dans le cas des opérations de paiement dans lesquelles intervient un seul prestataire de services de paiement, ce dernier est situé au Luxembourg.

(2) Les titres III et IV s'appliquent aux services de paiement fournis en euros ou dans la devise d'un Etat membre en dehors de la zone euro.

(3) Le chapitre 2 du titre II s'applique aux établissements de monnaie électronique de droit luxembourgeois.

(4) Le titre V s'applique aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifiés à la Commission européenne par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

Le titre V s'applique en outre aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Art. 3.– *Exclusions du champ d'application*

Les titres I à IV, à l'exclusion du chapitre 2 du titre II, ne s'appliquent pas:

- a) aux opérations de paiement exclusivement effectuées en espèces et allant directement du payeur au bénéficiaire, sans l'intervention du moindre intermédiaire;
- b) aux opérations de paiement allant du payeur au bénéficiaire, par l'intermédiaire d'un agent commercial habilité à négocier ou à conclure la vente ou l'achat de biens ou de services pour le compte du payeur ou du bénéficiaire;
- c) au transport physique de billets de banque et de pièces à titre professionnel, y compris leur collecte, leur traitement et leur remise;
- d) aux opérations de paiement consistant en la collecte et la remise d'espèces à titre non professionnel, dans le cadre d'une activité à but non lucratif ou caritative;
- e) aux services pour lesquels des espèces sont fournies par le bénéficiaire au bénéfice du payeur dans le cadre d'une opération de paiement, à la demande expresse de l'utilisateur de services de paiement

formulée juste avant l'exécution de l'opération de paiement via un paiement pour l'achat de biens ou de services;

- f) aux activités de change, c'est-à-dire aux opérations „espèces contre espèces“ dans lesquelles les fonds ne sont pas détenus sur un compte de paiement;
- g) aux opérations de paiement fondées sur l'un des documents suivants, tiré sur le prestataire de services de paiement en vue de mettre des fonds à la disposition du bénéficiaire:
 - i) un chèque papier régi par les dispositions de la convention de Genève du 19 mars 1931 portant loi uniforme sur les chèques,
 - ii) un chèque papier similaire à celui visé au point i) et régi par le droit d'un Etat membre non partie à la convention de Genève du 19 mars 1931 portant loi uniforme sur les chèques,
 - iii) une traite sur support papier conformément à la convention de Genève du 7 juin 1930 portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre,
 - iv) une traite sur support papier similaire à celle visée au point iii) et régie par le droit d'un Etat membre non partie à la convention de Genève du 7 juin 1930 portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre,
 - v) un titre de service sur support papier,
 - vi) un chèque de voyage sur support papier, ou
 - vii) un mandat postal sur support papier tel que défini par l'Union postale universelle;
- h) aux opérations de paiement effectuées au sein d'un système de paiement ou de règlement des opérations sur titres entre des agents de règlement, des contreparties centrales, des chambres de compensation et/ou des banques centrales et d'autres participants au système, et des prestataires de services de paiement, sans préjudice de l'article 57;
- i) aux opérations de paiement liées au service d'actifs et de titres, y compris la distribution de dividendes, de revenus ou autres, les remboursements ou les ventes, effectuées par les personnes visées au point h) ou par des entreprises d'investissement, des établissements de crédit, des organismes de placement collectif ou des sociétés de gestion de portefeuille fournissant des services d'investissement et toute autre entité autorisée à garder en dépôt des instruments financiers;
- j) aux services fournis par des prestataires de services techniques à l'appui de la fourniture de services de paiement, sans qu'ils entrent, à aucun moment, en possession des fonds à transférer et consistant notamment dans le traitement et l'enregistrement des données, les services de protection de confiance et de la sphère privée et de protection de la vie privée, l'authentification des données et des entités, les technologies de l'information et la fourniture de réseaux de communication, ainsi que la fourniture et la maintenance des terminaux et dispositifs utilisés aux fins des services de paiement;
- k) aux services fondés sur des instruments de paiement qui ne peuvent être utilisés, pour l'acquisition de biens ou de services, que dans les locaux utilisés par l'émetteur ou, dans le cadre d'un accord commercial avec l'émetteur, à l'intérieur d'un réseau limité de prestataires de services ou pour un éventail limité de biens ou de services;
- l) les opérations de paiement exécutées au moyen d'un appareil de télécommunication ou d'un autre dispositif numérique ou informatique, lorsque les biens ou les services achetés sont livrés et doivent être utilisés au moyen d'un appareil de télécommunication ou d'un dispositif numérique ou informatique, à condition que l'opérateur du système de télécommunication, numérique ou informatique n'agisse pas uniquement en qualité d'intermédiaire entre l'utilisateur de services de paiement et le fournisseur des biens ou services;
- m) aux opérations de paiement effectuées entre prestataires de services de paiement, leurs agents ou succursales pour leur propre compte;
- n) aux opérations de paiement entre une entreprise mère et sa filiale, ou entre filiales d'une même entreprise mère, sans qu'aucun autre prestataire de services de paiement qu'une entreprise du même groupe ne fasse office d'intermédiaire;
- o) aux services de retrait d'espèces au moyen de distributeurs automatiques de billets, offerts par des prestataires agissant pour le compte d'un ou de plusieurs émetteurs de cartes, qui ne sont pas parties au contrat-cadre avec le client retirant de l'argent d'un compte de paiement, à condition que ces prestataires n'assurent pas d'autres services de paiement énumérés dans l'annexe.

Art. 4.– *Interdiction à toute personne autre que les prestataires de services de paiement de fournir des services de paiement*

Nul autre qu'un prestataire de services de paiement ne peut fournir des services de paiement. Cette interdiction ne s'applique pas aux activités expressément exclues du champ d'application de la présente loi.

TITRE II

Prestataires de services de paiement

Chapitre I.– *Etablissements de paiement*

Section 1: L'agrément des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg

Art. 5.– *Le champ d'application*

La présente section s'applique à tout établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.

Art. 6.– *La nécessité d'un agrément*

Aucune personne de droit luxembourgeois autre que les prestataires de services de paiement visés à l'article 1er, point 37), i) à iii) et v) à vii) ne peut fournir des services de paiement en tant qu'établissement de paiement sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission.

Art. 7.– *La procédure d'agrément*

(1) L'agrément est accordé sur demande écrite par le Ministre ayant dans ses attributions la Commission et après instruction par la Commission portant sur les conditions exigées par la présente section.

La demande d'agrément doit être accompagnée des informations et pièces justificatives énumérées à l'article 8.

L'agrément est accordé si les informations et les pièces justificatives accompagnant la demande satisfont à toutes les conditions fixées à la présente section et si le Ministre ayant dans ses attributions la Commission parvient à une évaluation globalement favorable.

Avant d'accorder l'agrément, le Ministre ayant dans ses attributions la Commission peut consulter, le cas échéant, la Banque centrale du Luxembourg ou d'autres autorités publiques appropriées.

(2) L'agrément précise les services de paiement que l'établissement de paiement est autorisé à fournir.

(3) Un agrément est requis avant toute modification du type de services de paiement fournis.

(4) La durée de l'agrément est illimitée.

(5) La décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les trois mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les trois mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déférée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Art. 8.– *La demande d'agrément*

La demande d'agrément visée à l'article 7, paragraphe (1) doit être accompagnée des informations suivantes:

- a) un programme d'activité indiquant, en particulier, le type de services de paiement envisagé;
- b) un plan d'affaires, contenant notamment un calcul budgétaire prévisionnel afférent aux trois premiers exercices, démontrant que le requérant est en mesure de mettre en œuvre les systèmes, ressources et procédures appropriés et proportionnés nécessaires à son bon fonctionnement;
- c) la preuve que l'établissement de paiement dispose du capital initial prévu à l'article 15;
- d) pour les établissements de paiement visés à l'article 14, paragraphe (1), une description des mesures prises pour protéger les fonds des utilisateurs de services de paiement conformément à l'article 14;
- e) une description du dispositif de gouvernance interne et des mécanismes de contrôle interne, notamment des procédures administratives, de gestion des risques et comptables du requérant, qui démontre que ce dispositif de gouvernance interne, ces mécanismes de contrôle et ces procédures sont proportionnés, adaptés, sains et adéquats;
- f) une description des mécanismes de contrôle interne que le requérant a mis en place pour se conformer aux obligations définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et dans le règlement (CE) No 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le payeur accompagnant les virements de fonds;
- g) une description de l'organisation structurelle du requérant, y compris, le cas échéant, une description du projet de recours à des agents et à des succursales et une description des accords d'externalisation, ainsi que de sa participation à un système de paiement national ou international;
- h) l'identité des actionnaires ou associés, directs ou indirects, personnes physiques ou morales, qui détiennent une participation qualifiée dans l'établissement à agréer, le montant de leur participation ainsi que la preuve de leur qualité, compte tenu de la nécessité de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement;
- i) l'identité des membres des organes d'administration et des personnes responsables de la gestion de l'établissement à agréer et, le cas échéant, des personnes responsables de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement et la preuve de ce qu'ils jouissent de l'honorabilité professionnelle et possèdent les compétences et l'expérience professionnelles requises aux fins de la prestation des services de paiement;
- j) le cas échéant, l'identité des réviseurs d'entreprises agréés;
- k) le statut juridique et les statuts du requérant;
- l) l'adresse de l'administration centrale du requérant.

Aux fins des points d), e) et g), le requérant fournit une description de ses dispositions en matière d'audit et des dispositions organisationnelles qu'il a arrêtées en vue de prendre toute mesure raisonnable pour protéger les intérêts de ses utilisateurs et garantir la continuité et la qualité de sa prestation de services de paiement.

Art. 9.– La forme juridique

(1) L'agrément ne peut être accordé qu'à une personne morale pour laquelle l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.

(2) Toute modification de la forme juridique et de la dénomination doit être communiquée au préalable à la Commission.

Art. 10.– Les activités

(1) Outre la prestation des services de paiement, les établissements de paiement sont habilités à exercer les activités suivantes:

- a) la prestation de services opérationnels et de services auxiliaires étroitement liés, tels que la garantie de l'exécution d'opérations de paiement, des services de change, des services de garde et l'enregistrement et le traitement de données;
- b) la gestion de systèmes de paiement, sans préjudice de l'article 57;
- c) les activités autres que la prestation de services de paiement, dans le respect du droit communautaire et du droit luxembourgeois.

(2) Lorsque des établissements de paiement fournissent un ou plusieurs services de paiement, ils ne peuvent détenir que des comptes de paiement utilisés exclusivement pour des opérations de paiement. Les fonds d'utilisateurs de services de paiement reçus par des établissements de paiement en vue de la prestation de services de paiement ne constituent pas des dépôts ou autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, ni de la monnaie électronique au sens de l'article 1er, point 29) de la présente loi.

(3) Les établissements de paiement ne peuvent octroyer des crédits liés aux services de paiement visés aux points 4, 5 ou 7 de l'annexe de la présente loi que si l'ensemble des conditions suivantes sont remplies:

- a) le crédit a un caractère accessoire et est octroyé exclusivement dans le cadre de l'exécution d'une opération de paiement,
- b) le crédit consenti dans le cadre d'un paiement et exécuté conformément aux articles 23, paragraphe (1) et 24, paragraphe (1) de la présente loi est remboursé dans un bref délai, qui n'excède en aucun cas douze mois,
- c) ce crédit n'est pas octroyé sur la base des fonds reçus ou détenus aux fins de l'exécution d'une opération de paiement, et
- d) les fonds propres de l'établissement de paiement sont à tout moment, de l'avis de la Commission, appropriés au regard du montant global du crédit octroyé.

(4) Il est interdit aux établissements de paiement d'exercer l'activité de réception de dépôts ou d'autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

(5) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

Art. 11.– *L'administration centrale et l'infrastructure*

(1) L'agrément est subordonné à la justification de l'existence au Luxembourg de l'administration centrale et du siège statutaire de l'établissement à agréer.

(2) Compte tenu de la nécessité de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, celui-ci doit disposer pour son activité de prestation de services de paiement d'un solide dispositif de gouvernance interne, comprenant notamment une structure organisationnelle claire avec un partage des responsabilités qui soit bien défini, transparent et cohérent, des processus efficaces de détection, de gestion, de contrôle et de déclaration des risques auxquels il est ou pourrait être exposé, des mécanismes adéquats de contrôle interne, y compris des procédures administratives et comptables saines ainsi que des mécanismes de contrôle et de sécurité de ses systèmes informatiques.

Ce dispositif, ces processus et ces mécanismes sont exhaustifs et adaptés à la nature, à l'échelle et à la complexité des services de paiement fournis par l'établissement de paiement.

(3) Lorsqu'un établissement de paiement fournit un ou plusieurs services de paiement et que, parallèlement, il exerce d'autres activités, la Commission peut exiger qu'une entité distincte soit créée pour les activités de services de paiement lorsque les activités autres que la prestation de services de paiement de l'établissement de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement ou à la capacité de la Commission de contrôler si l'établissement de paiement respecte les obligations imposées par la présente loi.

(4) Tout établissement de paiement qui entend externaliser des fonctions opérationnelles de services de paiement doit en informer au préalable la Commission.

L'externalisation de fonctions opérationnelles importantes ne doit pas se faire de manière à nuire sensiblement à la qualité du contrôle interne de l'établissement de paiement, ni de manière à empêcher la Commission de contrôler que cet établissement respecte les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.

Aux fins de l'alinéa précédent, une fonction opérationnelle est considérée comme importante lorsqu'une défaillance partielle ou totale dans son exercice est susceptible de nuire sensiblement à la

capacité de l'établissement de paiement de se conformer en permanence aux conditions d'agrément ou à ses autres obligations au titre de la présente loi, ou à ses performances financières, ou à la qualité ou à la continuité de ses services de paiement.

Lorsque les établissements de paiement externalisent des fonctions opérationnelles importantes, ils doivent respecter l'ensemble des conditions suivantes:

- a) l'externalisation ne doit pas avoir pour effet une délégation par la direction de l'établissement de paiement de sa responsabilité;
- b) ni la relation de l'établissement de paiement avec les utilisateurs de ses services de paiement, ni les obligations de l'établissement de paiement envers les utilisateurs de ses services de paiement en vertu de la présente loi, ne doivent être changées;
- c) les conditions que l'établissement de paiement est tenu de remplir en vertu du présent chapitre pour recevoir puis conserver son agrément ne sont pas compromises; et
- d) aucune des autres conditions auxquelles l'agrément de l'établissement de paiement a été subordonné n'est levée ou modifiée.

(5) Tout établissement de paiement qui entend fournir des services de paiement par l'intermédiaire d'un ou plusieurs agents doit en informer au préalable la Commission et satisfaire aux exigences de l'article 18.

(6) Toute modification de l'organisation structurelle de l'établissement de paiement, y compris tout projet de recours à des agents, à des succursales ou à des accords d'externalisation, doit être communiquée au préalable à la Commission. Sans préjudice de l'article 22, la Commission peut s'opposer au projet de modification de la structure organisationnelle si cette modification empêche la Commission de contrôler que l'établissement de paiement respecte les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.

L'établissement de paiement doit également informer au préalable la Commission de tout projet de participation à un système de paiement national ou international.

Art. 12.– L'actionnariat

(1) L'agrément est subordonné à la communication à la Commission de l'identité des actionnaires ou associés, directs ou indirects, personnes physiques ou morales, qui détiennent dans l'établissement à agréer une participation qualifiée et du montant de ces participations, conformément à l'article 8, point h).

L'agrément est refusé si, compte tenu du besoin de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, la qualité desdits actionnaires ou associés n'est pas satisfaisante.

(2) Lorsqu'il existe des liens étroits entre l'établissement de paiement à agréer et d'autres personnes physiques ou morales, l'agrément n'est accordé que si ces liens n'empêchent pas la Commission d'exercer effectivement sa mission de surveillance prudentielle.

(3) L'agrément n'est accordé que si les dispositions législatives, réglementaires ou administratives d'un pays tiers applicables à une ou plusieurs personnes physiques ou morales avec lesquelles l'établissement de paiement a des liens étroits ou si les difficultés liées à l'application desdites dispositions n'empêchent pas la Commission d'exercer effectivement sa mission de surveillance prudentielle.

(4) Toute personne physique ou morale qui envisage de détenir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans un établissement de paiement doit en informer préalablement la Commission et communiquer le montant de cette participation.

(5) La Commission peut endéans les trois mois à compter de la date de l'information prévue au paragraphe précédent s'opposer audit projet si, pour tenir compte du besoin de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, elle n'est pas satisfaite de la qualité de la personne visée au paragraphe précédent. Lorsqu'il n'y a pas opposition, la Commission peut fixer un délai maximal pour la réalisation du projet visé au paragraphe précédent. Lorsqu'une participation est acquise en dépit de l'opposition de la Commission, celle-ci peut suspendre l'exercice des droits de vote cor-

respondants ou demander la nullité ou l'annulation des votes émis, sans préjudice de toute autre sanction pouvant être appliquée.

(6) Toute personne physique ou morale qui envisage de cesser de détenir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans un établissement de paiement doit en informer préalablement la Commission et communiquer le montant envisagé de sa participation.

(7) Les établissements de paiement sont tenus de communiquer à la Commission, dès qu'ils en ont eu connaissance, les acquisitions ou cessions de participations qualifiées dans leur capital.

Art. 13.– *L'honorabilité et l'expérience professionnelles*

(1) L'agrément est subordonné à la condition que les membres des organes d'administration, de gestion et de surveillance ainsi que les actionnaires ou associés visés à l'article précédent, justifient de leur honorabilité professionnelle. Lorsque l'établissement de paiement exerce conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, l'honorabilité professionnelle s'apprécie en outre dans le chef des personnes chargées de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement.

L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires et de tous les éléments susceptibles d'établir que les personnes visées jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes les garanties d'une activité irréprochable.

(2) Les personnes chargées de la gestion d'un établissement de paiement qui n'exerce pas conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) d'activités autres que la prestation de services de paiement doivent être habilitées à déterminer effectivement l'orientation de l'activité. Elles doivent posséder une expérience professionnelle adéquate par le fait d'avoir déjà exercé des activités analogues à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie.

Lorsque l'établissement de paiement exerce conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, l'expérience professionnelle s'apprécie dans le chef des personnes chargées de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement. Ces personnes doivent être habilitées à déterminer effectivement l'orientation des activités de services de paiement.

(3) Toute modification dans le chef des personnes visées aux paragraphes (1) et (2) doit être communiquée au préalable à la Commission. La Commission peut demander tous renseignements nécessaires sur les personnes susceptibles de devoir remplir les conditions légales d'honorabilité ou d'expérience professionnelles. La Commission s'oppose au changement envisagé si ces personnes ne jouissent pas d'une honorabilité professionnelle adéquate et, le cas échéant, d'une expérience professionnelle adéquate ou s'il existe des raisons objectives et démontrables d'estimer que le changement envisagé risque de compromettre la gestion saine et prudente de l'établissement de paiement. La décision de la Commission peut être déferée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Art. 14.– *Les exigences en matière de protection des fonds*

(1) L'établissement de paiement, qui exerce au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, doit protéger les fonds qu'il a reçus soit des utilisateurs de services de paiement, soit par le biais d'un autre prestataire de services de paiement pour l'exécution d'opérations de paiement de l'une des deux manières suivantes:

- a) ces fonds ne sont jamais mélangés avec les fonds de personnes autres que les utilisateurs de services de paiement pour le compte desquels les fonds sont détenus et, lorsqu'ils sont encore détenus par l'établissement de paiement et n'ont pas encore été remis au bénéficiaire ou virés à un autre prestataire de services de paiement à la fin du jour ouvrable suivant le jour où ils ont été reçus, ils sont déposés sur un compte distinct auprès d'un établissement de crédit ou investis en actifs à faible risque, liquides et sûrs, tels que définis par la Commission. Les fonds ainsi ségrégués ne font pas partie du patrimoine propre de l'établissement de paiement et sont soustraits, pour le seul bénéfice des utilisateurs de services de paiement, aux recours d'autres créanciers de l'établissement de paiement. Ils ne tombent pas dans la masse des avoirs de l'établissement de paiement en cas de liqui-

dation, de faillite ou de toute autre situation de concours de ce dernier. Les avoirs inscrits en comptes d'instruments financiers et en comptes d'espèces tenus en leur nom par des établissements de paiement auprès d'un dépositaire luxembourgeois et identifiés auprès du dépositaire comme avoirs de clients de ces établissements de paiement, ne peuvent sous peine de nullité être affectés en garantie par l'établissement de paiement en couverture de ses obligations ou de celles d'un tiers ni être saisis ni par les créanciers de ces établissements de paiement ni par les créanciers des clients de ces derniers;

ou bien:

- b) ces fonds sont couverts par une police d'assurance ou une autre garantie comparable d'une entreprise d'assurances ou d'un établissement de crédit n'appartenant pas au même groupe que l'établissement de paiement lui-même pour un montant équivalent à celui qui aurait été ségrégué en l'absence d'une police d'assurance ou d'une autre garantie comparable, payable au cas où l'établissement de paiement ne serait pas en mesure de faire face à ses obligations financières.

(2) Lorsqu'un établissement de paiement est obligé de protéger des fonds au titre du paragraphe (1) et qu'une partie de ces fonds doit être utilisée pour de futures opérations de paiement, le montant restant devant être affecté à des services autres que des services de paiement, la partie des fonds devant être utilisés pour de futures opérations de paiement relève aussi des obligations au titre du paragraphe (1). Si cette partie est variable ou ne peut être déterminée à l'avance, la Commission peut autoriser les établissements de paiement à appliquer le présent paragraphe en supposant qu'une partie représentative des fonds servira aux services de paiement, à condition que, sur la base de données historiques, il soit raisonnablement possible d'estimer cette partie représentative d'une manière jugée satisfaisante par la Commission.

(3) Avec l'accord préalable de la Commission, les établissements de paiement peuvent appliquer les exigences des paragraphes (1) et (2) uniquement aux utilisateurs de services de paiement dont les fonds dépassent individuellement un seuil de 600 euros.

(4) L'établissement de paiement qui souhaite changer de méthode aux fins du paragraphe (1) doit obtenir au préalable l'accord de la Commission.

Art. 15.– *Le capital initial*

(1) L'agrément d'un établissement de paiement ne fournissant que le service de paiement visé au point 6 de l'annexe est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 20.000 euros au moins.

(2) L'agrément est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 50.000 euros au moins dès lors que l'établissement de paiement fournit le service de paiement visé au point 7 de l'annexe.

(3) L'agrément est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 125.000 euros au moins dès lors que l'établissement de paiement fournit l'un des services de paiement visés aux points 1 à 5 de l'annexe.

(4) Le capital initial visé aux paragraphes précédents est constitué des éléments suivants:

- a) le capital social souscrit et libéré;
- b) les primes d'émission;
- c) les réserves au sens de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, y compris la réserve de réévaluation, et les bénéfices reportés, nets d'acompte sur distribution de réserve et de bénéfice reporté.

(5) Nonobstant les exigences du présent article, la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que la prestation de services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Art. 16.– Les fonds propres

(1) Les fonds propres d'un établissement de paiement ne peuvent devenir inférieurs au plus élevé des montants exigés au titre des articles 15 et 17.

Si les fonds propres viennent à diminuer en-dessous de ce montant, la Commission peut, lorsque les circonstances le justifient, accorder un délai limité pour que l'établissement de paiement régularise sa situation ou cesse ses activités.

(2) Les fonds propres au sens du présent article sont définis en conformité avec les dispositions luxembourgeoises portant transposition des articles 57 à 61, 63, 64 et 66 de la directive 2006/48/CE.

La Commission fixe les modalités détaillées du calcul des fonds propres.

(3) L'utilisation multiple d'éléments éligibles pour le calcul des fonds propres est interdite pour tout établissement de paiement appartenant au même groupe qu'un autre établissement de paiement, un établissement de crédit, une entreprise d'investissement, une société de gestion de portefeuille ou une entreprise d'assurance.

Cette interdiction s'applique également pour tout établissement de paiement qui exerce, conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), des activités autres que la prestation de services de paiement.

La Commission est habilitée à déterminer les mesures à prendre par les établissements de paiement aux fins d'éviter l'utilisation multiple d'éléments éligibles pour le calcul des fonds propres.

(4) La Commission peut renoncer à appliquer, sur une base individuelle, l'article 17 à un établissement de paiement qui est la filiale d'un établissement de crédit au Luxembourg, si la filiale est incluse dans la surveillance sur une base consolidée de cet établissement de crédit. Par ailleurs, toutes les conditions suivantes doivent être remplies, de manière à garantir une répartition adéquate des fonds propres entre l'entreprise mère et sa filiale:

- a) il n'existe, en droit ou en fait, aucun obstacle significatif, actuel ou prévu, au transfert rapide de fonds propres ou au remboursement rapide de passifs par l'entreprise mère;
- b) soit l'entreprise mère donne toute garantie à la Commission en ce qui concerne la gestion prudente de la filiale et déclare, avec le consentement de la Commission, se porter garante des engagements contractés par la filiale, soit les risques de la filiale sont négligeables;
- c) les procédures d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques de l'entreprise mère couvrent la filiale;
- d) l'entreprise mère détient plus de 50% des droits de vote attachés à la détention de parts ou d'actions dans le capital de la filiale et/ou a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe de direction chargés de la gestion de la filiale.

(5) Nonobstant les exigences des paragraphes (1) à (3), la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que les services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Art. 17.– Le calcul des fonds propres

(1) Nonobstant les exigences de capital initial énoncées à l'article 15, les établissements de paiement doivent détenir à tout moment des fonds propres calculés selon l'une des trois méthodes suivantes:

Méthode A

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à 10% de ses frais généraux fixes de l'année précédente. La Commission peut ajuster cette exigence en cas de modification significative de l'activité de l'établissement de paiement par rapport à l'année précédente. Lorsqu'un établissement de paiement n'a pas enregistré une année complète d'activité à la date du calcul, le montant de ses fonds propres doit être au moins égal à 10% des frais généraux fixes correspondants prévus dans son plan d'affaires, à moins que la Commission n'exige un ajustement de ce plan.

Méthode B

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à la somme des éléments suivants, multipliée par le facteur d'échelle k déterminé au paragraphe (2), où le volume des paiements (VP) représente un douzième du montant total des opérations de paiement exécutées par l'établissement de paiement au cours de l'année précédente:

- a) 4,0% de la tranche du VP allant jusqu'à 5.000.000 euros
plus
- b) 2,5% de la tranche du VP comprise entre 5.000.000 et 10.000.000 euros
plus
- c) 1% de la tranche du VP comprise entre 10.000.000 et 100.000.000 euros
plus
- d) 0,5% de la tranche du VP comprise entre 100.000.000 et 250.000.000 euros
plus
- e) 0,25% de la tranche du VP supérieure à 250.000.000 euros.

Méthode C

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à l'indicateur applicable défini au point a), après application du facteur de multiplication déterminé au point b) puis du facteur d'échelle k déterminé au paragraphe (2):

- a) L'indicateur applicable est la somme des éléments suivants:

- produits d'intérêts,
- charges d'intérêts,
- commissions et frais perçus, et
- autres produits d'exploitation.

Chaque élément est inclus dans la somme avec son signe, positif ou négatif. Les produits exceptionnels ou inhabituels ne peuvent pas être utilisés pour calculer l'indicateur applicable. Les dépenses liées à l'externalisation de services fournis par des tiers peuvent minorer l'indicateur applicable si elles sont engagées par une entreprise faisant l'objet d'un contrôle au titre du présent chapitre. L'indicateur applicable est calculé sur la base de l'observation de douze mois effectuée à la fin de l'exercice précédent. Il est calculé sur l'exercice précédent. Cependant, les fonds propres calculés selon la méthode C ne peuvent pas être inférieurs à 80% de la moyenne des trois exercices précédents pour l'indicateur applicable. Lorsque des chiffres audités ne sont pas disponibles, des estimations peuvent être utilisées.

- b) Le facteur de multiplication est égal à:

- i) 10% de la tranche de l'indicateur applicable allant jusqu'à 2.500.000 euros;
- ii) 8% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 2.500.000 et 5.000.000 euros;
- iii) 6% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 5.000.000 et 25.000.000 euros;
- iv) 3% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 25.000.000 et 50.000.000 euros;
- v) 1,5% de la tranche de l'indicateur applicable supérieure à 50.000.000 euros.

(2) Le facteur d'échelle k à utiliser pour appliquer les méthodes B et C est égal à:

- a) 0,5 lorsque l'établissement de paiement ne fournit que le service de paiement visé au point 6 de l'annexe;
- b) 0,8 lorsque l'établissement de paiement fournit le service de paiement visé au point 7 de l'annexe;
- c) 1,0 lorsque l'établissement de paiement fournit l'un des services de paiement visés aux points 1 à 5 de l'annexe.

(3) La Commission peut, sur la base d'une évaluation des processus de gestion des risques, de bases de données concernant les risques de pertes et des dispositifs de contrôle interne de l'établissement de paiement, exiger que l'établissement de paiement détienne un montant de fonds propres pouvant être

jusqu'à 20% supérieur au montant qui résulterait de l'application de la méthode choisie conformément au paragraphe (1), ou autoriser l'établissement de paiement à détenir un montant de fonds propres pouvant être jusqu'à 20% inférieur au montant qui résulterait de l'application de la méthode choisie conformément au paragraphe (1).

(4) La Commission précise les modalités d'application des méthodes de calcul visées aux paragraphes précédents.

(5) L'établissement de paiement qui souhaite changer de méthode de calcul doit obtenir au préalable l'accord de la Commission.

(6) Nonobstant les exigences du présent article, la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que les services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Art. 18.– *Le recours à des agents*

(1) Tout établissement de paiement qui entend fournir des services de paiement par l'intermédiaire d'un agent communique les informations suivantes à la Commission:

- a) le nom et l'adresse de l'agent;
- b) une description des mécanismes de contrôle interne qui seront utilisés par les agents pour se conformer aux obligations définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme; et
- c) l'identité des personnes responsables de la gestion et, le cas échéant, l'identité des membres des organes d'administration de l'agent auquel il sera fait appel pour la prestation de services de paiement, et la preuve de l'expérience et de l'honorabilité professionnelles de ces personnes.

(2) Lorsque la Commission reçoit les informations conformément au paragraphe (1), elle peut alors inscrire l'agent dans le registre prévu à l'article 36.

(3) Avant d'inscrire l'agent dans le registre, la Commission peut prendre des mesures complémentaires pour vérifier les informations qui lui ont été fournies, si elle considère que celles-ci ne sont pas exactes.

(4) Si, après avoir pris des mesures pour vérifier les informations, la Commission n'est pas satisfaite de l'exactitude des informations qui lui ont été fournies conformément au paragraphe (1), elle refuse d'inscrire l'agent dans le registre prévu à l'article 36.

(5) Si l'établissement de paiement souhaite fournir des services de paiement dans un autre Etat membre en ayant recours à un agent, il suit les procédures prévues à l'article 23. En ce cas, avant que l'agent ne puisse être inscrit dans le registre en vertu du présent article, la Commission informe les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil de son intention d'inscrire l'agent au registre prévu à l'article 36 et tient compte de leur avis à ce sujet.

(6) La Commission peut refuser d'inscrire l'agent ou peut supprimer l'inscription de l'agent du registre prévu à l'article 36, si elle a déjà été faite, lorsqu'elle est informée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil que celles-ci soupçonnent que, en liaison avec le projet de recours à l'agent, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme au sens de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que le recours à cet agent pourrait accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

(7) L'établissement de paiement veille à ce que les agents agissant pour son compte en informent les utilisateurs de services de paiement.

Art. 19.– *La comptabilité et la révision externe*

(1) Les établissements de paiement établissent leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes consolidés conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce

et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et au règlement (CE) No 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales.

(2) Sauf dérogation prévue dans la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, l'agrément est subordonné à la condition que l'établissement de paiement confie le contrôle de ses documents comptables annuels à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. La désignation de ces réviseurs d'entreprises agréés est faite par l'organe chargé de l'administration de l'établissement de paiement.

(3) Aux fins de mettre la Commission en mesure d'exercer effectivement sa mission de surveillance, les établissements de paiement qui exercent, conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), des activités autres que la prestation de services de paiement doivent fournir à la Commission des informations comptables distinctes pour les services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), points a) et b). Ces informations doivent faire l'objet d'un rapport d'audit établi par un réviseur d'entreprises agréé. La désignation de ce réviseur d'entreprises agréé est faite par l'organe chargé de l'administration de l'établissement de paiement.

(4) Toute modification dans le chef des réviseurs d'entreprises agréés doit être autorisée au préalable par la Commission conformément à l'article 13, paragraphe (3).

Art. 20.– Le retrait de l'agrément

(1) L'agrément est retiré lorsque l'établissement de paiement:

- a) ne fait pas usage de l'agrément dans un délai de douze mois de son octroi, y renonce expressément ou a cessé d'exercer son activité au cours des six derniers mois;
- b) a obtenu l'agrément au moyen de fausses déclarations ou par tout autre moyen irrégulier;
- c) ne remplit plus les conditions pour son octroi;
- d) représenterait une menace pour la stabilité du système de paiement auquel il participe en poursuivant son activité de services de paiement; ou
- e) n'est plus en mesure de remplir ses obligations vis-à-vis des créanciers.

(2) Tout retrait d'agrément doit être motivé et communiqué aux intéressés.

(3) Le retrait de l'agrément est rendu public.

(4) La décision sur le retrait de l'agrément peut être déférée, dans le délai d'un mois, sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

*Section 2: L'établissement de succursales, le recours à des agents
et la prestation de services au Luxembourg par des établissements
de paiement de droit étranger*

Art. 21.– Les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg

(1) Les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg peuvent fournir des services de paiement au Luxembourg, tant au moyen de l'établissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services, sous réserve que les services de paiement soient couverts par leur agrément.

(2) Lorsque la Commission soupçonne que, en liaison avec le projet d'établissement de la succursale ou de recours à un agent, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme au sens de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que l'établissement de cette succursale ou le recours à cet agent pourraient accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, elle en informe les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine.

Art. 22.– Les établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers

(1) Les établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers qui désirent établir une succursale au Luxembourg, sont soumis aux mêmes règles d'agrément que les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.

(2) Aux fins de l'application du paragraphe précédent, le respect des conditions requises pour l'agrément est apprécié dans le chef de l'établissement étranger.

(3) L'agrément pour une activité impliquant que le demandeur aura la détention de fonds d'utilisateurs de services de paiement ne peut être accordé qu'à des succursales de sociétés de droit étranger, si ces sociétés sont dotées de fonds propres distincts du patrimoine de leurs associés. La succursale doit en outre avoir à sa disposition permanente un capital de dotation ou des assises financières équivalentes à celles exigées de la part d'une personne de droit luxembourgeois exerçant la même activité.

(4) L'exigence de l'honorabilité et de l'expérience professionnelles est étendue aux responsables de la succursale. Celle-ci doit en outre, au lieu de la condition relative à l'administration centrale, justifier d'une infrastructure administrative adéquate au Luxembourg.

*Section 3: L'établissement de succursales, le recours à des agents
et la prestation de services dans un autre Etat membre par des
établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine
est le Luxembourg*

Art. 23.– L'établissement de succursales et le recours à des agents dans un autre Etat membre

(1) Un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, qui souhaite établir une succursale ou recourir à des agents sur le territoire d'un autre Etat membre, doit informer la Commission de son intention, en accompagnant cette communication des informations suivantes:

- a) l'Etat membre sur le territoire duquel il envisage d'établir une succursale ou de recourir à des agents;
- b) un programme d'activités dans lequel seront notamment indiqués le type de services de paiement qu'il entend fournir, la structure de l'organisation de la succursale;
- c) une description des mécanismes de contrôle interne qui seront utilisés par les succursales ou les agents pour se conformer aux obligations définies dans la directive 2005/60/CE; et
- d) l'adresse de la succursale dans l'Etat membre d'accueil;
- e) l'identité des agents auxquels l'établissement de paiement entend recourir dans l'Etat membre d'accueil, ainsi que leur adresse dans l'Etat membre d'accueil;
- f) le nom des personnes responsables de la gestion de la succursale;
- g) l'identité des personnes responsables de la gestion et, le cas échéant, des membres des organes d'administration de l'agent auquel il sera fait appel sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, et la preuve de l'expérience et de l'honorabilité professionnelles de ces personnes.

Dans le mois suivant la réception de ces informations, la Commission les communique à l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

(2) En cas de modification de l'une quelconque des informations communiquées conformément au paragraphe (1), l'établissement de paiement en informe par écrit la Commission, au moins un mois avant de mettre la modification en oeuvre. La Commission informe l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil de la modification.

(3) La Commission peut s'opposer à un projet d'établissement d'une succursale dans un autre Etat membre ou, faire usage de son droit de suspension prévu à l'article 38 si la succursale est déjà établie sur le territoire d'un autre Etat membre, lorsqu'elle est informée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil que celles-ci soupçonnent que, en liaison avec le projet d'établissement de la succursale, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme

au sens de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que l'établissement de la succursale pourrait accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

(4) Les établissements de paiement veillent à ce que les succursales établies dans un autre Etat membre agissant pour le compte du siège en informent les utilisateurs de services de paiement.

Art. 24.– *La prestation de services de paiement dans un autre Etat membre*

(1) Un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg qui souhaite fournir pour la première fois des services de paiement sur le territoire d'un autre Etat membre sous la forme de la prestation de services, doit en informer la Commission en précisant le type de services de paiement qu'il envisage d'y fournir.

Dans le mois suivant la réception de ces informations, la Commission les communique à l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

(2) Lorsque l'établissement de paiement souhaite modifier la gamme des services de paiement fournis sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, il en informe par écrit la Commission, au moins un mois avant de mettre la modification en oeuvre. La Commission informe l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil de la modification.

Section 4: Les conditions d'exercice applicables aux établissements de paiement établis au Luxembourg

Art. 25.– *Le champ d'application*

(1) Les articles 26 et 27 s'appliquent aux établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris à leurs succursales et agents établis au Luxembourg ou à l'étranger.

(2) Les articles 28 à 30 s'appliquent aux établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris à leurs succursales et agents établis au Luxembourg ou à l'étranger, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et aux agents établis au Luxembourg auxquels des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg font recours.

Art. 26.– *La responsabilité*

(1) Les établissements de paiement déléguant l'exercice de fonctions opérationnelles à des tiers doivent prendre des mesures raisonnables pour veiller au respect des exigences de la présente loi.

(2) Les établissements de paiement restent pleinement responsables des actes de leurs salariés, de tout agent auquel ils ont recours, de toute succursale et de toute entité vers laquelle des activités sont externalisées.

Art. 27.– *L'archivage*

Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les établissements de paiement doivent conserver, conformément aux délais prévus au Code de commerce, tous les enregistrements appropriés pour permettre à la Commission de contrôler qu'ils respectent les obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi.

Art. 28.– *Les obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme*

Les établissements de paiement sont soumis aux obligations professionnelles suivantes telles que définies par la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme:

- les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle conformément aux articles 3, 3-1, 3-2 et 3-3 de cette loi,

- les obligations d’organisation interne adéquate conformément à l’article 4 de cette loi et
- les obligations de coopération avec les autorités conformément à l’article 5 de cette loi.

Les établissements de paiement sont en outre obligés au respect des règles édictées par le règlement (CE) No 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d’ordre accompagnant les virements de fonds.

Art. 29.– *L’obligation de coopérer avec les autorités*

Les établissements de paiement sont obligés de fournir une réponse et une coopération aussi complètes que possible à toute demande légale que les autorités chargées de l’application des lois leur adressent dans l’exercice de leurs compétences.

Art. 30.– *L’obligation au secret professionnel*

(1) Les membres des organes d’administration, de gestion et de surveillance, les dirigeants, les employés et les autres personnes qui sont au service des établissements de paiement sont obligés de garder secrets les renseignements confiés à eux dans le cadre de leur activité professionnelle. La révélation de tels renseignements est punie des peines prévues à l’article 458 du Code pénal.

(2) L’obligation au secret cesse lorsque la révélation d’un renseignement est autorisée ou imposée par ou en vertu d’une disposition législative, même antérieure à la présente loi.

(3) L’obligation au secret n’existe pas à l’égard des autorités nationales et étrangères chargées de la surveillance prudentielle du secteur financier si elles agissent dans le cadre de leurs compétences légales aux fins de cette surveillance et si les renseignements communiqués sont couverts par le secret professionnel de l’autorité de surveillance qui les reçoit. La transmission des renseignements nécessaires à une autorité étrangère en vue de la surveillance prudentielle doit se faire par l’intermédiaire de l’entreprise mère ou de l’actionnaire ou associé compris dans cette même surveillance.

(4) L’obligation au secret n’existe pas à l’égard des actionnaires ou associés, dont la qualité est une condition de l’agrément de l’établissement de paiement en cause, dans la mesure où les renseignements communiqués à ces actionnaires ou associés sont nécessaires à la gestion saine et prudente de l’établissement de paiement et ne révèlent pas directement les engagements de l’établissement de paiement à l’égard d’un client autre qu’un professionnel du secteur financier.

Par dérogation à l’alinéa qui précède, l’établissement de paiement faisant partie d’un groupe financier, garantit aux organes internes de contrôle du groupe l’accès, en cas de besoin, aux informations concernant des relations d’affaires déterminées, dans la mesure nécessaire à la gestion globale des risques juridiques et de réputation liés au blanchiment ou au financement du terrorisme au sens de la loi luxembourgeoise.

(5) L’obligation au secret n’existe pas à l’égard des établissements de crédit et des professionnels visés aux articles 29-1, 29-2, 29-3 et 29-4 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier dans la mesure où les renseignements communiqués à ces professionnels sont fournis dans le cadre d’un contrat de services.

(6) L’obligation au secret professionnel n’existe pas entre entités appartenant à un conglomerat financier pour les renseignements que ces entités sont amenées à se communiquer entre elles dans la mesure où ces renseignements sont nécessaires à l’exercice de la surveillance complémentaire visée au chapitre 3ter de la partie III de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

(7) Sous réserve des règles applicables en matière pénale, les renseignements visés au paragraphe (1), une fois révélés, ne peuvent être utilisés qu’à des fins pour lesquelles la loi a permis leur révélation.

(8) Quiconque est tenu à l’obligation au secret visée au paragraphe (1) et a légalement révélé un renseignement couvert par cette obligation, ne peut encourir de ce seul fait une responsabilité pénale ou civile.

(9) Dans le cas des établissements de paiement qui exercent des activités autres que la prestation de services de paiement conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), l'obligation au secret professionnel défini au présent article n'existe que pour leur activité de services de paiement, y compris pour les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), points a) et b).

Section 5: La surveillance des établissements de paiement

Sous-section 1: Les autorités compétentes

Art. 31.– Les autorités compétentes

(1) Le Ministre ayant dans ses attributions la Commission est l'autorité compétente pour l'octroi de l'agrément aux établissements de paiement. La Commission est l'autorité compétente pour la surveillance des établissements de paiement.

(2) La surveillance exercée par la Commission à l'égard des établissements de paiement n'implique en aucune manière que la Commission soit tenue de surveiller les activités des établissements de paiement autres que la prestation de services de paiement et autres que les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a).

Sans préjudice de l'alinéa précédent, la Commission peut demander aux établissements de paiement, qui gèrent un système de paiement en vertu de l'article 10, paragraphe (1), point b) ou qui exercent en vertu de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, toutes informations utiles à l'exercice de sa mission de surveillance.

(3) La Commission exerce ses attributions de surveillance exclusivement dans l'intérêt public. Si l'intérêt public le justifie, elle peut rendre ses décisions publiques.

(4) Aux fins de l'application de la présente loi, la Commission est investie de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Les pouvoirs de la Commission incluent le droit:

- de demander aux établissements de paiement, à leurs succursales, à leurs agents et aux entités vers lesquels ils ont externalisé des activités toute information utile à l'accomplissement de ses fonctions;
- de prendre inspection des livres, comptes, registres ou autres actes et documents des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
- de procéder à des inspections sur place auprès des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
- d'enjoindre de cesser toute pratique contraire aux dispositions de la présente loi;
- de requérir le gel et/ou la mise sous séquestre d'actifs auprès du Président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg statuant sur requête;
- de prononcer l'interdiction temporaire d'activités professionnelles à l'encontre des établissements de paiement, ainsi que des membres des organes d'administration, de direction et de gestion, des salariés et des agents de ces personnes;
- d'exiger des réviseurs d'entreprises agréés des établissements de paiement qu'ils fournissent des informations;
- d'adopter toute mesure nécessaire pour s'assurer que les établissements de paiement continuent de se conformer aux exigences de la présente loi;
- de transmettre des informations au Procureur d'Etat en vue de poursuites pénales;
- d'instruire des réviseurs d'entreprises agréés ou des experts d'effectuer des vérifications sur place ou des enquêtes auprès des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
- d'adopter des recommandations, des orientations et, le cas échéant, des dispositions administratives contraignantes;
- de demander le retrait de l'agrément dans les cas visés à l'article 20.

(5) Aux fins de l'application de la présente loi, la Commission exerce des contrôles qui sont proportionnés, adéquats et adaptés aux risques auxquels les établissements de paiement sont exposés.

Art. 32.– *Le secret professionnel de la Commission*

(1) Toutes les personnes exerçant ou ayant exercé une activité pour la Commission, ainsi que les réviseurs agréés ou experts mandatés par la Commission, sont tenus au secret professionnel visé à l'article 16 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier. Ce secret implique que les informations confidentielles qu'ils reçoivent à titre professionnel ne peuvent être divulguées à quelque personne ou autorité que ce soit, excepté sous une forme sommaire ou agrégée de façon à ce qu'aucun établissement de paiement individuel ne puisse être identifié, sans préjudice des cas relevant du droit pénal.

(2) Dans les échanges d'informations effectués conformément à l'article 33, un secret professionnel strict est appliqué, afin de garantir la protection des droits des particuliers et des entreprises.

(3) Lorsqu'un établissement de paiement est soumis à une mesure d'assainissement ou à une procédure de liquidation, la Commission, ainsi que les réviseurs agréés ou experts mandatés par la Commission, peuvent divulguer les informations confidentielles qui ne concernent pas des tiers dans le cadre de procédures civiles ou commerciales à condition que ces informations soient nécessaires au déroulement desdites procédures.

(4) La réception, l'échange et la transmission d'informations confidentielles par la Commission en vertu de la présente loi sont soumis aux exigences prévues au présent article.

(5) La communication d'informations par la Commission autorisée par la présente loi est soumise aux conditions suivantes:

- les informations communiquées à des autorités publiques d'un Etat membre ou d'un pays tiers chargées de l'agrément ou de la surveillance des établissements de paiement, des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance, des entreprises de réassurance doivent être nécessaires à l'exercice de la mission de surveillance des autorités qui les reçoivent,
- les informations communiquées par la Commission doivent être couvertes par le secret professionnel des autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes qui les reçoivent et le secret professionnel de ces autorités, organismes et personnes doit offrir des garanties au moins équivalentes au secret professionnel auquel est soumise la Commission,
- les autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes qui reçoivent des informations de la part de la Commission, ne peuvent les utiliser qu'aux fins pour lesquelles elles leur ont été communiquées et doivent être en mesure d'assurer qu'aucun autre usage n'en sera fait,
- les autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes d'un pays tiers qui reçoivent des informations de la part de la Commission accordent le même droit d'information à la Commission,
- lorsque ces informations ont été reçues de la part d'autorités visées au premier tiret, d'autres autorités, d'organismes ou de personnes, leur divulgation ne peut se faire qu'avec l'accord explicite de ces autorités, organismes et personnes et, le cas échéant, exclusivement aux fins pour lesquelles ces autorités, organismes et personnes ont marqué leur accord, sauf si les circonstances le justifient.

(6) Sans préjudice des cas relevant du droit pénal, la Commission peut uniquement utiliser les informations confidentielles reçues en vertu de la présente loi pour l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu de la présente loi, pour l'imposition de sanctions ou dans le cadre de procédures administratives ou judiciaires spécifiquement liées à l'exercice de ces fonctions.

Toutefois, la Commission peut utiliser les informations reçues à d'autres fins si l'autorité, l'organisme ou la personne ayant communiqué les informations à la Commission y consent.

Art. 33.– *La coopération et l'échange d'informations de la Commission*

(1) La Commission coopère avec les autorités publiques des autres Etats membres chargées de l'agrément et de la surveillance des établissements de paiement et, le cas échéant, avec la Banque

centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg et les banques centrales nationales des autres Etats membres, agissant en qualité d'autorités monétaires et de surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de leurs missions respectives.

(2) La Commission peut échanger avec:

- a) les autorités publiques d'un Etat membre ou d'un pays tiers chargées de l'agrément ou de la surveillance des établissements de paiement, des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance, des entreprises de réassurance,
 - b) la Banque centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg, les banques centrales nationales des autres Etats membres et de pays tiers, agissant en qualité d'autorités monétaires et de surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres et, le cas échéant, avec d'autres autorités publiques chargées de la surveillance („oversight“) des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres,
 - c) les autorités de la concurrence des Etats membres, d'autres autorités compétentes désignées en vertu de la directive 2007/64/CE, de la directive 95/46/CE ou de la directive 2005/60/CE,
 - d) les personnes chargées du contrôle légal des comptes des établissements de paiement et, le cas échéant, les personnes chargées du contrôle légal des comptes consolidés qui comprennent les comptes des établissements de paiement,
 - e) les autorités chargées de la surveillance des personnes chargées du contrôle légal des comptes des établissements de paiement, et, le cas échéant, des personnes chargées du contrôle légal des comptes consolidés qui comprennent les comptes des établissements de paiement,
 - f) les organes impliqués dans la liquidation, la faillite ou d'autres procédures similaires concernant des établissements de paiement, établissements de crédit, PSF, entreprises d'assurance ou entreprises de réassurance,
 - g) les autorités chargées de la surveillance des organes impliqués dans la liquidation, la faillite ou d'autres procédures similaires concernant des établissements de paiement, établissements de crédit, PSF, entreprises d'assurance ou entreprises de réassurance,
- des informations destinées à l'exercice de leurs fonctions.

Sous-section 2: La surveillance des établissements de paiement fournissant des services de paiement à l'étranger

Art. 34.– *La surveillance des établissements de paiement fournissant des services de paiement dans plusieurs Etats membres*

(1) La surveillance par la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg s'étend également aux activités que cet établissement de paiement exerce dans un autre Etat membre, tant au moyen de l'établissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services.

(2) La surveillance d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, y compris celle des services de paiement fournis au Luxembourg conformément aux dispositions de l'article 21, incombe aux autorités compétentes de l'Etat membre d'origine, sans préjudice des dispositions de la présente loi qui comportent une compétence de la Commission en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

(3) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg a recours à des agents situés sur le territoire d'un autre Etat membre, dispose de succursales situées sur le territoire d'un autre Etat membre ou externalise des activités vers des entités situées sur le territoire d'un autre Etat membre, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, coopère avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil aux fins de pouvoir exercer les contrôles et prendre les mesures nécessaires prévus à l'article 31 concernant un agent, une succursale ou une entité vers laquelle des activités sont externalisées.

(4) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg a recours à des agents situés au Luxembourg, dispose de succursales situées

au Luxembourg ou externalise des activités vers des entités situées au Luxembourg, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil, coopère avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine aux fins de mettre celles-ci en mesure d'exercer les contrôles et de prendre les mesures nécessaires prévus à l'article 21 de la directive 2007/64/CE concernant un agent, une succursale ou une entité vers laquelle des activités sont externalisées.

(5) Au titre de la coopération prévue au paragraphe (3), la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, est habilitée, après en avoir préalablement informé les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil, à procéder elle-même ou par l'intermédiaire de personnes qu'elle mandate à cet effet à une inspection sur place sur le territoire de l'Etat membre d'accueil.

La Commission est également habilitée à demander aux autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil qu'il soit procédé à cette inspection sur place.

(6) Au titre de la coopération prévue au paragraphe (4), l'autorité compétente de l'Etat membre d'origine peut, après en avoir préalablement informé la Commission, procéder elle-même ou par l'intermédiaire de personnes qu'elle mandate à cet effet, à une inspection sur place au Luxembourg.

L'autorité compétente de l'Etat membre d'origine peut également demander à la Commission qu'il soit procédé à cette inspection sur place. Si la Commission donne suite à cette demande, elle peut soit procéder elle-même à l'inspection sur place, soit désigner à cet effet et à charge de l'établissement concerné un réviseur ou un expert.

(7) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg a recours à des agents situés sur le territoire d'un autre Etat membre, dispose de succursales situées sur le territoire d'un autre Etat membre ou externalise des activités vers des entités situées sur le territoire d'un autre Etat membre, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, échange avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil toute information essentielle ou pertinente, notamment en cas d'infraction ou d'infraction présumée de la part d'un agent, d'une succursale ou d'une entité.

(8) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg a recours à des agents situés au Luxembourg, dispose de succursales situées au Luxembourg ou externalise des activités vers des entités situées au Luxembourg, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil, échange avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine toute information essentielle ou pertinente, notamment en cas d'infraction ou d'infraction présumée de la part d'un agent, d'une succursale ou d'une entité. A cet égard, la Commission transmet, sur demande, toute information pertinente et, de sa propre initiative, toute information essentielle à l'exercice de la surveillance exercée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine à l'égard de l'établissement de paiement.

(9) Les informations visées aux paragraphes (7) et (8) sont considérées comme essentielles si elles peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de la solidité financière d'un établissement de paiement dans un autre Etat membre.

Art. 35.– *La surveillance des établissements de paiement fournissant des services de paiement dans des pays tiers*

La surveillance par la Commission d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg inclut les activités que cet établissement exerce dans un pays tiers, tant au moyen de l'établissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services.

Sous-section 3: Les moyens de la surveillance

Art. 36.– *Enregistrement et protection du titre*

(1) La Commission tient le registre public des établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris de leurs agents et succursales au Luxembourg et à l'étranger, ainsi que des personnes physiques et morales, y compris de leurs agents et succursales au Luxembourg, qui bénéficient d'une

dérogation en vertu de l'article 48. A cet effet, le Ministre compétent lui délivre une expédition des décisions d'agrément, de retrait et d'octroi d'une dérogation.

Le registre recense les services de paiement pour lesquels l'établissement de paiement est agréé ou pour lesquels la personne bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 a été enregistrée. Les établissements de paiement agréés figurent dans le registre sur une liste distincte de celle des personnes qui ont été inscrites dans le registre en vertu de l'article 48.

Le registre est ouvert à la consultation, accessible sur le site Internet de la Commission et est régulièrement mis à jour. Il est publié au Mémorial au moins à chaque fin d'année.

(2) Nul ne peut faire état à des fins commerciales de son inscription dans le registre public et de sa soumission à la surveillance de la Commission.

Art. 37.– Les relations entre la Commission et les réviseurs d'entreprises agréés

(1) Tout établissement de paiement agréé au Luxembourg et dont les comptes sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprises agréé, est tenu de communiquer spontanément à la Commission les rapports, comptes rendus analytiques et commentaires écrits émis par le réviseur d'entreprises agréé dans le cadre de son contrôle des documents comptables annuels.

(2) La Commission peut demander à un réviseur d'entreprises agréé d'effectuer un contrôle portant sur un ou plusieurs aspects déterminés du fonctionnement et des activités de services de paiement d'un établissement de paiement. Ce contrôle se fait aux frais de l'établissement de paiement concerné.

(3) La Commission peut fixer des règles quant au contenu du rapport d'audit prévu à l'article 19, paragraphe (3) et du compte-rendu analytique prévu au paragraphe (1) du présent article.

(4) Le réviseur d'entreprises agréé est tenu de signaler à la Commission rapidement tout fait ou décision dont il a pris connaissance dans l'exercice du contrôle des documents comptables annuels d'un établissement de paiement ou d'une autre mission légale, lorsque ce fait ou cette décision:

- concerne cet établissement de paiement et
- est de nature à:
 - constituer une violation grave des dispositions de la présente loi
 - ou
 - porter atteinte à la continuité de l'exploitation de l'établissement de paiement
 - ou
 - entraîner le refus de la certification des comptes ou l'émission de réserves y relatives.

Le réviseur d'entreprises agréé est en outre tenu d'informer rapidement la Commission, dans l'accomplissement des missions visées à l'alinéa précédent auprès d'un établissement de paiement, de tout fait ou décision concernant cet établissement de paiement et répondant aux critères énumérés à l'alinéa précédent, dont il a eu connaissance en s'acquittant du contrôle des documents comptables annuels ou d'une autre mission légale auprès d'une autre entreprise liée à cet établissement de paiement par un lien étroit.

(5) La divulgation de bonne foi à la Commission par un réviseur d'entreprises agréé de faits ou décisions visés au paragraphe (4) ne constitue pas une violation du secret professionnel, ni une violation d'une quelconque restriction à la divulgation d'informations imposée contractuellement et n'entraîne de responsabilité d'aucune sorte pour le réviseur d'entreprises agréé.

Art. 38.– Le droit d'injonction et de suspension de la Commission

(1) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, y compris ses agents, ne respecte pas les dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), ou que sa gestion ou sa situation financière n'offre pas de garantie suffisante pour la bonne fin de ses engagements, la Commission enjoint, par lettre recommandée, à cet établissement de paiement ou, le cas échéant, à son agent de remédier à la situation constatée ou de cesser toute pratique contraire aux

dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), dans le délai qu'elle fixe.

(2) Si au terme du délai fixé par la Commission en application du paragraphe précédent, il n'a pas été remédié à la situation constatée, la Commission peut:

- a) suspendre les membres des organes d'administration, de direction ou de gestion ou toute autre personne qui, par leur fait, leur négligence ou leur imprudence, ont entraîné la situation constatée ou dont le maintien en fonction risque de porter préjudice à l'application de mesures de redressement ou de réorganisation;
- b) suspendre l'exercice des droits de vote attachés aux actions ou parts détenues par les actionnaires ou associés dont l'influence est susceptible de se faire au détriment d'une gestion prudente et saine de l'établissement de paiement ou de l'agent;
- c) suspendre la poursuite de l'activité de services de paiement de l'établissement de paiement ou de l'agent ou, si la situation constatée concerne un type déterminé de services de paiement ou d'activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), la poursuite de la prestation de ce service ou de l'exercice de cette activité.

(3) Les décisions prises par la Commission en vertu du paragraphe précédent sortent leurs effets à l'égard de l'établissement de paiement ou de l'agent en cause à dater de leur notification par lettre recommandée ou de leur signification par exploit d'huissier.

(4) Lorsque par suite d'une suspension prononcée en application du paragraphe (2), un organe d'administration, de direction ou de gestion ne comporte plus le minimum légal ou statutaire de membres, la Commission fixe par lettre recommandée, le délai dans lequel l'établissement de paiement ou l'agent concerné doit pourvoir au remplacement des personnes suspendues.

(5) Si, à l'expiration de ce délai, il n'a pas été pourvu au remplacement des personnes suspendues, il y sera pourvu provisoirement par le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, statuant sur requête de la Commission, l'établissement de paiement ou l'agent en cause dûment entendu ou appelé. Les personnes ainsi nommées disposent des mêmes pouvoirs que les personnes qu'elles remplacent. Leur mandat ne peut pas excéder la durée de la suspension de ces personnes. Leurs honoraires sont taxés par le magistrat qui les a nommées; ils sont ainsi que tous autres frais occasionnés en application du présent article, à charge de l'établissement de paiement ou de l'agent en cause.

(6) La Commission peut rendre publiques les mesures prises en vertu des paragraphes (1) et (2), à moins que cette publication ne risque de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause.

Section 6: Les procédures d'insolvabilité

Art. 39.— Les dispositions légales applicables

Sauf dispositions contraires de la présente loi, les établissements de paiement agréés au Luxembourg sont soumis aux procédures de la gestion contrôlée et de la faillite en conformité avec les dispositions du livre III du Code de Commerce et de l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite par l'institution du régime de la gestion contrôlée.

Sous-section 1: La gestion contrôlée

Art. 40.— *L'ouverture de la procédure de gestion contrôlée des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui n'exercent pas au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Seuls la Commission ou l'établissement de paiement peuvent demander au Tribunal de prononcer la gestion contrôlée.

(2) La requête motivée, appuyée des documents justificatifs, est déposée au greffe du Tribunal.

(3) Lorsque la requête émane de l'établissement de paiement, celui-ci est tenu sous peine d'irrecevabilité de sa demande, d'en avertir la Commission avant de saisir le Tribunal. Le greffe certifie le jour et l'heure du dépôt de la requête et en informe immédiatement la Commission.

(4) Lorsque la requête émane de la Commission, celle-ci devra la signifier à l'établissement de paiement par exploit d'huissier. L'exploit d'huissier est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement et de la formalité de l'enregistrement.

(5) Le dépôt de la requête par l'établissement de paiement ou, en cas d'initiative de la Commission, la signification de la requête entraîne de plein droit au profit de l'établissement de paiement et jusqu'à décision définitive sur la requête, sursis à tout paiement de la part de cet établissement de paiement et interdiction, sous peine de nullité, de procéder à tous actes autres que conservatoires, sauf autorisation de la Commission ou dispositions légales contraires.

(6) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés par un établissement de paiement et la réalisation de telles sûretés, sont valables et opposables aux tiers, à l'établissement de paiement et aux commissaires, s'ils précèdent la décision du Tribunal déléguant un juge ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance du bénéficiaire, de cette délégation d'un juge.

(7) Le Tribunal statue à bref délai en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties. Si le Tribunal a reçu des observations de la Commission et s'il s'estime suffisamment renseigné, il prononce immédiatement en audience publique sans entendre la Commission et l'établissement de paiement. Si la Commission n'a pas déposé ses observations et si le Tribunal l'estime nécessaire, il convoque la Commission et l'établissement de paiement au plus tard dans les trois jours du dépôt de la requête, par les soins du greffe. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

(8) Le greffe informe immédiatement la Commission de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

(9) Le jugement, même rendu sans audition des parties ou de l'une d'elles, n'est pas susceptible d'opposition, ni de tierce opposition. Il est exécutoire par provision, nonobstant tout recours, sur minute, avant l'enregistrement et sans caution.

(10) La Commission et l'établissement de paiement peuvent former appel dans un délai de quinze jours à partir de la notification du jugement conformément au paragraphe (8) par voie de déclaration au greffe du Tribunal. L'appel est jugé d'urgence par l'une des chambres connaissant des affaires civiles et commerciales de la Cour Supérieure de Justice. Le ministère d'avocat à la cour n'est pas requis. Les parties sont convoquées au plus tard dans les huit jours par les soins du greffe de la Cour. Les parties sont entendues en chambre du conseil. La Cour statue en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties. L'arrêt n'est pas susceptible d'un pourvoi en cassation.

(11) Lorsqu'une partie ne se présente pas, l'arrêt rendu par défaut n'est pas susceptible d'opposition.

(12) Le Tribunal peut limiter le champ des opérations soumises à autorisation. Les commissaires peuvent soumettre à la délibération des organes sociaux toutes propositions qu'ils jugent opportunes.

(13) En cas d'opposition entre les organes de l'établissement de paiement et les commissaires, il est statué par le Tribunal sur requête d'une des parties, les parties entendues en chambre du conseil. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

(14) La Commission exerce de plein droit la fonction de commissaire jusqu'au prononcé du jugement sur la requête prévue au paragraphe (2).

(15) Le Tribunal peut, à la demande de la Commission, de l'établissement de paiement ou des commissaires, modifier les modalités d'un jugement prononcé sur la base du présent article.

(16) Tous actes, pièces ou documents, tendant à éclairer le Tribunal sur la requête peuvent être produits ou déposés sans qu'il soit nécessaire de les faire revêtir préalablement de la formalité du timbre ou de l'enregistrement. Les ordonnances, jugements et arrêts rendus dans le cadre de la procédure de gestion contrôlée sont exempts du droit de titre, de tous droits d'enregistrement ou de timbre.

Art. 41.– *Les effets de la procédure de gestion contrôlée des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui exercent au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés par un établissement de paiement et la réalisation de telles sûretés, sont valables et opposables aux tiers, à l'établissement de paiement et aux commissaires s'ils précèdent la décision du Tribunal déléguant un juge ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance du bénéficiaire, de cette délégation d'un juge.

(2) Le greffe du Tribunal informe immédiatement la Commission du jour et de l'heure du dépôt de la requête et convoque la Commission et l'établissement de paiement au plus tard dans les trois jours du dépôt de la requête. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

Le greffe du Tribunal informe en outre immédiatement la Commission de la teneur du jugement prononçant la gestion contrôlée. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

Sous-section 2: La liquidation volontaire et la faillite

Art. 42.– *La liquidation volontaire*

(1) Un établissement de paiement agréé au Luxembourg ne peut se mettre en liquidation volontaire qu'après en avoir averti la Commission au moins un mois avant la convocation de l'assemblée générale appelée à statuer sur la mise en liquidation. Sous peine de nullité, cette convocation contient l'ordre du jour et est faite par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans au moins deux journaux luxembourgeois et un journal étranger à diffusion adéquate.

(2) Une décision de mise en liquidation volontaire n'enlève ni à la Commission ni au Procureur d'Etat la faculté de demander au Tribunal de déclarer applicable la procédure de faillite prévues aux articles 43 et 44.

Art. 43.– *La procédure de faillite des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui n'exercent pas au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Sans préjudice de l'aveu de l'établissement de paiement, seuls la Commission ou le Procureur d'Etat, la Commission dûment appelée en cause, peuvent demander au Tribunal de prononcer la faillite d'un établissement de paiement.

(2) Le Tribunal statue à bref délai en audience publique à une date et heure communiquées antérieurement aux parties. Il convoque l'établissement de paiement, la Commission et le Procureur d'Etat, par les soins du greffe. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

(3) Le greffe informe immédiatement la Commission de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

(4) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés effectuées par un établissement de paiement et la réalisation de sûretés accordées par un établissement de paiement, sont valables et opposables aux tiers et aux curateurs, s'ils précèdent le prononcé du jugement de faillite ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance de la faillite.

(5) Le jugement prononçant la faillite n'est pas susceptible d'opposition, ni de tierce opposition. Il est exécutoire par provision, nonobstant tout recours, sur minute, avant l'enregistrement et sans caution.

(6) La Commission, le Procureur d'Etat et l'établissement de paiement peuvent former appel par voie de déclaration au greffe du Tribunal. Le délai d'appel est de quinze jours à partir de la notification du jugement conformément au paragraphe (3). L'appel est jugé d'urgence par l'une des chambres connaissant des affaires civiles et commerciales de la Cour Supérieure de Justice. Le ministère d'avocat à la cour n'est pas requis. Les parties sont convoquées au plus tard dans les huit jours par les soins du greffe de la Cour. Les parties sont entendues en chambre du conseil. La Cour statue en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties.

(7) Lorsqu'une partie ne se présente pas, l'arrêt rendu par défaut n'est pas susceptible d'opposition.

Art. 44.– *La procédure de faillite des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui exercent au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement*

(1) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés effectuées par un établissement de paiement et la réalisation de sûretés accordées par un établissement de paiement, sont valables et opposables aux tiers et aux curateurs, s'ils précèdent le prononcé du jugement de faillite ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance de la faillite.

(2) Le greffe du Tribunal informe immédiatement la Commission du dépôt de l'aveu et de toute assignation en faillite et convoque l'établissement de paiement, la Commission et le Procureur d'Etat. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

Le greffe du Tribunal informe en outre immédiatement la Commission de la teneur du jugement prononçant la faillite. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

Art. 45.– *Le retrait de l'agrément d'un établissement de paiement*

(1) En cas de faillite d'un établissement de paiement, l'agrément de cet établissement de paiement est retiré. En cas de retrait de l'agrément, la Commission en informe les autorités compétentes des Etats où l'établissement de paiement dispose de succursales ou fait recours à des agents.

(2) Le retrait de l'agrément prévu au paragraphe précédent n'empêche pas le ou les curateurs de poursuivre certaines des activités de l'établissement de paiement dans la mesure où cela est nécessaire ou approprié pour les besoins de la faillite. Ces activités sont menées avec l'accord et sous le contrôle de la Commission.

Section 7: Les sanctions

Art. 46.– *Les amendes d'ordre*

(1) Les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des établissements de paiement agréés au Luxembourg ainsi que les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des agents de ces établissements de paiement peuvent être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros au cas où:

- elles ne respectent pas les dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a),
- elles refusent de fournir les documents comptables ou autres renseignements demandés,
- elles ont fourni des documents ou autres renseignements qui se révèlent être incomplets, inexacts ou faux,
- elles font obstacle à l'exercice des pouvoirs de surveillance et d'inspection de la Commission,
- elles contreviennent aux règles régissant les publications des bilans et situations comptables,
- elles ne donnent pas suite aux injonctions de la Commission,
- elles risquent, par leur comportement, de mettre en péril la gestion saine et prudente de l'établissement de paiement concerné.

(2) Les personnes en charge de la gestion des succursales et des agents établis au Luxembourg par des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, les personnes physiques bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 et les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des personnes morales, y compris de leurs succursales et de leurs agents, bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 peuvent être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros au cas où elles ne respectent pas les dispositions des titres III et IV de la présente loi.

(3) La Commission peut rendre publiques les amendes d'ordre prononcées en vertu du présent article, à moins que cette publication ne risque de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause.

Art. 47.– Les sanctions pénales

(1) Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement ceux qui ont contrevenu ou tenté de contrevenir aux dispositions respectivement des articles 4, 6, 7, paragraphe (3) et 22, paragraphe (1).

(2) Sont punis d'une amende de 1.250 à 125.000 euros ceux qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 13, paragraphe (3).

(3) Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement, les membres des organes d'administration, de direction ou de gestion des établissements de paiement, y compris de leurs agents,

- qui, nonobstant leur suspension par application de l'article 38, paragraphe (2), point a) ont fait des actes de disposition, d'administration ou de gestion;
- qui, nonobstant la suspension de la poursuite des activités de l'établissement en application de l'article 38, paragraphe (2), point c) ont fait des actes de disposition, d'administration ou de gestion.

(4) Le présent article s'applique sans préjudice des peines édictées par le Code pénal ou par d'autres lois particulières.

Section 8: Les dérogations

Art. 48.– Les conditions de dérogation

(1) Nonobstant l'article 36, le Ministre ayant dans ses attributions la Commission peut exempter, après instruction par la Commission portant sur les conditions exigées au présent paragraphe, des personnes physiques ou morales, sur base d'une demande écrite, de tout ou partie de la procédure et des conditions fixées à la section 1 du présent chapitre et à l'article 27, et la Commission peut inscrire ces personnes dans le registre prévu à l'article 36, lorsque:

- a) le montant total moyen, pour les douze mois précédents, des opérations de paiement exécutées par la personne concernée, y compris tout agent dont elle assume l'entière responsabilité, ne dépasse pas 3.000.000 euros sur un mois. Ce critère est évalué par rapport au montant total prévu des opé-

rations de paiement dans son plan d'affaires, à moins que la Commission n'exige un ajustement de ce plan; et

- b) aucune des personnes physiques responsables de la gestion ou de l'exercice de l'activité n'a été condamnée pour des infractions liées au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme ou à d'autres délits financiers.

(2) Le Ministre ayant dans ses attributions la Commission est habilité à autoriser les personnes enregistrées conformément au paragraphe (1) à n'exercer que certaines des activités énumérées à l'article 10.

(3) Toute personne enregistrée conformément au paragraphe (1) est tenue d'exercer effectivement son activité au Luxembourg et d'y avoir son administration centrale ou son lieu de résidence.

(4) Les personnes visées au paragraphe (1) sont traitées comme des établissements de paiement, sous réserve que les articles 23 et 24 ne leur sont pas applicables.

(5) Les personnes visées au paragraphe (1) informent la Commission de tout changement de leur situation ayant une incidence sur les conditions énoncées audit paragraphe.

Lorsque les conditions énoncées aux paragraphes (1), (3) et (4) ne sont plus remplies, la personne concernée doit demander l'agrément dans un délai de 30 jours calendaires conformément à la procédure prévue à l'article 7.

(6) Les personnes visées au paragraphe (1) fournissent à la Commission, sur une base annuelle, un rapport sur leurs activités, notamment sur le montant total moyen des opérations de paiement exécutées.

Chapitre 2.– Etablissements de monnaie électronique

Art. 49.– Le champ d'application

(1) Le présent chapitre s'applique à tout établissement de monnaie électronique de droit luxembourgeois.

(2) Les établissements de monnaie électronique sont des établissements de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, dans les limites prévues au présent chapitre. Ils ne peuvent recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Les fonds reçus par les établissements de monnaie électronique conformément à l'article 1er, point 29) ii) ne constituent pas des dépôts ou autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier s'ils sont immédiatement échangés contre de la monnaie électronique.

Art. 50.– La nécessité d'un agrément

(1) Nul autre qu'un établissement de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ne peut exercer, à titre professionnel, l'activité d'émission de monnaie électronique.

(2) Nul ne peut exercer l'activité d'émission de monnaie électronique sous la dénomination d'établissement de monnaie électronique, ou sous toute autre dénomination identique ou analogue en une autre langue, s'il ne remplit pas les conditions fixées par le présent chapitre.

(3) Aucune personne de droit luxembourgeois ne peut exercer l'activité d'établissement de monnaie électronique sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission. Cette exigence ne s'applique pas aux établissements de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier autres que les établissements de monnaie électronique.

Art. 51.– Les activités

(1) Outre l'émission de monnaie électronique, les établissements de monnaie électronique ne peuvent exercer que des activités commerciales limitées

- à la fourniture de services financiers et non financiers étroitement liés à l'émission de monnaie électronique, tels que la gestion de monnaie électronique, par l'exercice de fonctions opérationnelles et d'autres fonctions accessoires en rapport avec son émission ainsi qu'à l'émission et à la gestion d'autres moyens de paiement à l'exclusion de l'octroi de toute forme de crédit, et
- au stockage de données sur le support électronique pour le compte d'autres entreprises ou institutions publiques.

(2) Les établissements de monnaie électronique ne peuvent détenir des participations que dans des entreprises qui exercent des fonctions opérationnelles ou d'autres fonctions accessoires liées à la monnaie électronique émise ou distribuée par l'établissement concerné.

Art. 52.– Les dispositions légales applicables

(1) Sauf disposition contraire expresse, les établissements de monnaie électronique sont soumis aux dispositions de la section 1 du chapitre 1 de la partie I, des chapitres 3 et 4 de la partie I, du chapitre 5 de la partie II, des chapitres 1, 2, 3 et 4 de la partie III et des parties IV et V de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ils établissent leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes consolidés conformément à la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois.

(2) Ne sont pas applicables aux établissements de monnaie électronique les articles 8, 10-1, 10-2, 31, 47, 51, paragraphe (1) et 57, paragraphes (2) à (5) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

(3) L'application des articles 30, 33, 34, 45 et 46 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier se limite à l'activité d'émission de monnaie électronique.

(4) A l'exception de l'article 53, les établissements de crédit au sens de l'article 1er, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier autres que les établissements de monnaie électronique, qui émettent des moyens de paiement sous la forme de monnaie électronique, ne sont pas visées par les dispositions du présent chapitre.

(5) Les établissements de monnaie électronique sont soumis, aux exigences des titres III et IV de la présente loi suivant les modalités et dans les limites définies par la présente loi.

Art. 53.– Les exigences en matière de remboursabilité des fonds reçus par l'émetteur

(1) Pendant la période de validité du support de la monnaie électronique et endéans les dix ans après la fin de cette période de validité, le porteur de monnaie électronique peut exiger de l'émetteur qu'il le rembourse à la valeur nominale en pièces et en billets de banque ou par virement à un compte.

Pendant la période de validité, le remboursement est effectué sans autres frais que ceux qui sont strictement nécessaires à la réalisation de l'opération.

(2) Le contrat conclu entre l'émetteur et le porteur doit établir clairement les conditions de remboursement. Ce remboursement peut notamment être obtenu en cas de perte, vol, destruction ou défaut technique du support de la monnaie électronique, sous réserve que la valeur de la monnaie électronique soit techniquement déterminable.

(3) Le contrat peut prévoir pour le remboursement un montant minimal, qui ne peut être supérieur à dix euros.

Art. 54.– Le capital initial et les fonds propres

(1) L'agrément des établissements de monnaie électronique est subordonné à la justification d'un capital social souscrit et libéré d'une valeur de 1.000.000 euros.

(2) Nonobstant les paragraphes (3) et (4), les fonds propres des établissements de monnaie électronique ne peuvent devenir inférieurs au montant du capital social exigé en vertu du paragraphe précédent. Si les fonds propres d'un établissement viennent à diminuer en dessous de ce montant, la Commission peut, lorsque les circonstances le justifient, accorder un délai limité pour que l'établissement régularise sa situation ou cesse ses activités.

(3) Les fonds propres des établissements de monnaie électronique sont à tout moment égaux ou supérieurs à 2% du plus élevé des deux montants suivants: le montant courant ou le montant moyen, au cours des six mois qui précèdent, du total des engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation.

(4) Les fonds propres d'un établissement de monnaie électronique qui ne compte pas six mois d'activité depuis le jour de son démarrage sont égaux ou supérieurs à 2% du plus élevé des deux montants suivants: le montant courant ou le total visé pour six mois de ses engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation. Le total visé sur six mois des engagements financiers de l'établissement liés à la monnaie électronique en circulation ressort de son plan d'entreprise, après ajustement éventuel requis par la Commission.

(5) La Commission fixe les modalités des calculs prévus aux paragraphes (3) et (4). Les calculs visés au paragraphe (3) sont à effectuer sur une base semestrielle. La Commission peut exiger des calculs à des dates rapprochées si la solidité financière de l'établissement de monnaie électronique est menacée.

Art. 55.– Les limitations aux placements

(1) Les établissements de monnaie électronique sont tenus de faire des placements d'un montant au moins égal à leurs engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation.

Les placements sont limités aux actifs suivants:

- a) argent comptant et éléments assimilés;
- b) créances sur les administrations centrales et les banques centrales de la zone A, ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- c) créances sur les Communautés européennes (C.E.C.A., C.E, Euratom), ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- d) créances sur les communes luxembourgeoises ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- e) dépôts à vue auprès d'établissements de crédit de la zone A;
- f) autres titres de créance remplissant les trois critères suivants:
 - présentant un degré de liquidité suffisamment élevé;
 - reconnus par la Commission comme éléments éligibles, et
 - émis par des entreprises autres que des entreprises qui détiennent une participation qualifiée dans l'établissement de monnaie électronique considéré, ou qui doivent être incluses dans les comptes consolidés de ces entreprises détenant une participation qualifiée.

Aux fins du présent article, on entend par zone A tous les Etats membres et tous les autres pays membres à part entière de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que les pays qui ont conclu des accords spéciaux de prêt avec le Fonds monétaire international (FMI) et dans le cadre des accords généraux d'emprunt (AGE) du FMI. Cependant, tout pays qui rééchelonne sa dette publique extérieure ne peut faire partie de la zone A pendant une période de cinq ans.

(2) Les placements visés au paragraphe (1), points e) et f), ne peuvent dépasser vingt fois les fonds propres d'un établissement de monnaie électronique.

(3) Afin de couvrir les risques de marché associés à l'émission de monnaie électronique et aux placements visés au paragraphe (1), les établissements de monnaie électronique peuvent utiliser des instruments dérivés liés aux taux d'intérêt ou aux taux de change suffisamment liquides et négociés

sur un marché réglementé reconnu ou les contrats de taux de change d'une durée initiale n'excédant pas quatorze jours de calendrier. L'utilisation d'instruments dérivés n'est admissible qu'à la condition que l'objectif poursuivi et, dans la mesure du possible, le résultat obtenu soient l'élimination totale des risques de marché.

(4) La Commission établit des règles relatives à la limitation du risque de concentration et aux risques de marché liés aux placements visés au présent article. Elle définit les éléments à prendre en considération dans ces règles.

(5) Aux fins de l'application du paragraphe (1), les actifs sont évalués à leur prix d'acquisition ou, si elle est plus faible, à la valeur du marché.

(6) Si la valeur des actifs visés au paragraphe (1) tombe en dessous du montant des engagements financiers liés au stock de monnaie électronique en circulation, la Commission impartit à l'établissement de monnaie électronique concerné un délai pour remédier à cette situation. A cette fin et pour une période limitée seulement, la Commission peut autoriser l'établissement concerné à couvrir ses engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation au moyen d'actifs autres que ceux visés au paragraphe (1) et ce jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas 5% de ces engagements ou, s'il est moins élevé, le montant total de ses fonds propres.

(7) La Commission fixe les modalités des calculs prévus au présent article. Les calculs visés au présent article sont à effectuer sur une base semestrielle. La Commission peut exiger des calculs à des dates rapprochées si la solidité financière de l'établissement de monnaie électronique est menacée.

Art. 56.– Les exemptions

(1) La Commission peut exempter des établissements de monnaie électronique, sur base d'une demande écrite, de tout ou partie des dispositions qui leur sont applicables, à l'exception des articles 39 à 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier:

- a) lorsque l'ensemble des activités commerciales de l'établissement liées à l'émission de moyens de paiement sous forme électronique génère des engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation dont le montant total ne dépasse pas normalement 5 millions d'euros et à aucun moment 6 millions d'euros;
- b) lorsque la monnaie électronique émise par l'établissement n'est acceptée comme moyen de paiement que par des filiales de l'établissement qui exercent des fonctions opérationnelles et d'autres fonctions accessoires en rapport avec la monnaie électronique émise ou distribuée par l'établissement concerné, l'entreprise mère de l'établissement ou les autres filiales de ladite entreprise mère;
- c) lorsque la monnaie électronique émise par l'établissement n'est acceptée comme moyen de paiement que par un nombre limité d'entreprises, qui se distinguent clairement par:
 - le fait qu'elles se trouvent dans les mêmes locaux ou dans une autre zone locale restreinte, ou
 - leur étroite relation financière ou commerciale avec l'établissement émetteur, par exemple sous la forme d'un dispositif de commercialisation ou de distribution commun.

Les arrangements contractuels sur la base desquels la monnaie électronique est émise doivent stipuler que la capacité maximale de chargement du support électronique mis à la disposition des porteurs à des fins de paiements ne peut dépasser 150 euros.

(2) Les articles 30, 33, 34, 45 et 46 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ne sont pas applicables aux établissements de monnaie électronique bénéficiant d'une exemption au titre du paragraphe précédent.

(3) Les établissements de monnaie électronique qui bénéficient de l'exemption prévue au paragraphe (1) fournissent à la Commission, sur une base annuelle, un rapport sur leurs activités, notamment sur le montant total des engagements financiers liés à la monnaie électronique.

Chapitre 3.– Dispositions communes à tous les prestataires de services de paiement

Art. 57.– L'accès aux systèmes de paiement

(1) Les règles régissant l'accès des prestataires de services de paiement agréés ou enregistrés, qui sont des personnes morales, aux systèmes de paiement doivent être objectives, non discriminatoires et proportionnées et ne doivent pas entraver l'accès dans une mesure excédant ce qui est nécessaire pour prévenir certains risques spécifiques, tels que le risque de règlement, le risque opérationnel et le risque d'entreprise, et protéger la stabilité financière et opérationnelle des systèmes de paiement.

Les systèmes de paiement ne peuvent imposer aux prestataires de services de paiement, aux utilisateurs de services de paiement ou aux autres systèmes de paiement aucune des exigences suivantes:

- a) des règles restrictives pour participer effectivement à d'autres systèmes de paiement;
- b) des règles établissant des discriminations entre les prestataires de services de paiement agréés ou entre les prestataires de services de paiement enregistrés en ce qui concerne les droits, obligations et avantages des participants; ou
- c) des restrictions fondées sur la forme sociale.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux:

- a) systèmes de paiement visés à l'article 108;
- b) systèmes de paiement exclusivement composés de prestataires de services de paiement appartenant à un groupe composé d'entités liées par le capital lorsque l'une des entités liées jouit d'un contrôle effectif sur les autres entités liées;
- c) systèmes de paiement lorsqu'un prestataire unique de services de paiement (sous la forme d'une entité unique ou d'un groupe):
 - agit ou peut agir en tant que prestataire de services de paiement à la fois pour le payeur et le bénéficiaire et est le seul responsable de la gestion du système, et
 - permet à d'autres prestataires de services de paiement de participer au système et que ces derniers n'ont pas le droit de négocier des commissions entre ou parmi eux à l'égard du système de paiement, mais ils peuvent fixer leurs propres tarifs à l'égard des payeurs et des bénéficiaires.

Art. 58.– Les autorités compétentes

(1) La Commission veille au respect des dispositions des titres III et IV par les prestataires de services de paiement visés à l'article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par les personnes bénéficiant d'une dérogation au titre de l'article 48, ainsi que par les succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et par les agents établis au Luxembourg auxquels ces prestataires de services de paiement font recours.

(2) La Commission veille en outre au respect des dispositions du règlement (CE) No 924/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant les paiements transfrontaliers dans la Communauté et abrogeant le règlement (CE) No 2560/2001 et des dispositions du règlement (CE) No. 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds par les prestataires de services visés à l'article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par les personnes bénéficiant d'une dérogation au titre de l'article 48, ainsi que par les succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et par les agents établis au Luxembourg auxquels ces prestataires de services de paiement font recours.

(3) Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57.

La Banque centrale informe sans délai l'Inspection de la concurrence, de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies à l'article 57 constatée dans le cadre de l'exercice de sa mission visée à l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

Par dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale est autorisée à transmettre à l'Inspection de la concurrence toute information, y compris des informations confidentielles, dont celui-ci a besoin dans l'exercice de sa mission.

TITRE III

Transparence des conditions et exigences en matière d'informations régissant les services de paiement

Chapitre 1.– Règles générales

Art. 59.– *Le champ d'application*

(1) Le présent titre s'applique aux opérations de paiement isolées, aux contrats-cadres et aux opérations de paiement qui en relèvent. Les parties peuvent décider de ne pas l'appliquer, en tout ou en partie, lorsque l'utilisateur des services de paiement n'est pas un consommateur.

(2) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

(3) Les dispositions du présent titre s'appliquent sans préjudice des dispositions légales portant transposition de textes communautaires prévoyant des exigences supplémentaires en matière d'information préalable.

Toutefois, lorsque des dispositions de la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance sont également applicables, les exigences en matière d'information de l'article 3, paragraphe (1) de ladite loi, à l'exception du point 2) c) à g), du point 3) a), d) et e), et du point 4) b) dudit paragraphe (1), sont remplacées par les articles 65, 66, 70 et 71 de la présente loi.

Art. 60.– *Les frais d'information*

(1) Le prestataire de services de paiement n'impute pas de frais à l'utilisateur de services de paiement pour lui fournir des informations en vertu du présent titre.

(2) Le prestataire de services de paiement et l'utilisateur de services de paiement peuvent d'un commun accord fixer les frais pour des informations supplémentaires ou communiquées de manière plus fréquente ou transmises par d'autres moyens de communication que ceux prévus par le contrat-cadre, et fournies à la demande de l'utilisateur de services de paiement.

(3) Lorsque le prestataire de services de paiement peut imputer des frais pour la communication d'informations conformément au paragraphe (2), ceux-ci doivent être appropriés et s'orienter aux coûts réels supportés par le prestataire de services de paiement.

Art. 61.– *La devise et la conversion monétaire*

(1) Les paiements sont effectués dans la devise convenue par les parties.

(2) Lorsqu'un service de conversion monétaire est proposé avant l'initiation de l'opération de paiement et lorsque ce service de conversion monétaire est proposé au point de vente ou par le bénéficiaire, la partie qui le propose au payeur est tenue d'informer celui-ci de tous les frais appliqués, ainsi que du taux de change qui sera utilisé aux fins de la conversion de l'opération de paiement.

Le payeur accepte le service de conversion monétaire sur cette base.

Art. 62.– *Les informations relatives aux frais supplémentaires ou aux réductions*

(1) Lorsque, aux fins de l'utilisation d'un instrument de paiement donné, le bénéficiaire offre une réduction, il en informe le payeur avant l'initiation de l'opération de paiement.

(2) Lorsque, aux fins de l'utilisation d'un instrument de paiement donné, un prestataire de services de paiement ou un tiers demande des frais, il en informe l'utilisateur de services de paiement avant l'initiation de l'opération de paiement.

Art. 63.– *La dérogation aux exigences en matière d'informations pour les instruments de paiement relatifs à des montants faibles et la monnaie électronique*

(1) Dans le cas d'instruments de paiements qui, conformément au contrat-cadre, concernent exclusivement des opérations de paiement n'excédant pas 30 euros unitairement ou qui soit ont une limite de dépenses de 150 euros, soit stockent des fonds dont le montant n'excède à aucun moment 150 euros:

- a) par dérogation aux articles 70, 71 et 75, le prestataire de services de paiement fournit au payeur uniquement des informations sur les principales caractéristiques du service de paiement, y compris la manière dont l'instrument de paiement peut être utilisé, la responsabilité, les frais perçus et d'autres informations concrètes nécessaires pour prendre une décision en connaissance de cause ainsi qu'une indication de l'endroit où les autres informations et conditions définies à l'article 71 sont disponibles de manière aisée;
- b) il peut être convenu que, par dérogation à l'article 73, le prestataire de services de paiement n'est pas tenu de proposer une modification des clauses du contrat-cadre de la manière prévue à l'article 70, paragraphe (1);
- c) il peut être convenu que, par dérogation aux articles 76 et 77, après exécution d'une opération de paiement:
 - i) le prestataire de services de paiement fournit ou met à disposition uniquement une référence permettant à l'utilisateur de services de paiement d'identifier l'opération de paiement, son montant et les frais et/ou, en cas de multiples opérations de paiement de même type au profit du même bénéficiaire, uniquement des informations concernant le montant total et les frais de ces opérations de paiement;
 - ii) le prestataire de services de paiement n'est pas tenu de fournir ou de mettre à disposition les informations visées au point i) si l'instrument de paiement est utilisé de manière anonyme ou si le prestataire de services de paiement n'est pas par ailleurs techniquement en mesure de les fournir. Toutefois, le prestataire de services de paiement fournit au payeur la possibilité de vérifier le montant des fonds stockés.

(2) Pour les opérations de paiement nationales, les montants visés au paragraphe (1) sont doublés. Pour les instruments de paiement prépayés, les montants visés au paragraphe (1) sont de 500 euros.

Chapitre 2.– *Opérations de paiement isolées*

Art. 64.– *Le champ d'application*

(1) Le présent chapitre s'applique aux opérations de paiement de caractère isolé, non couvertes par un contrat-cadre.

(2) Lorsqu'un ordre de paiement relatif à une opération de paiement isolée est transmis par l'intermédiaire d'un instrument de paiement relevant d'un contrat-cadre, le prestataire de services de paiement n'est pas obligé de fournir ou de mettre à disposition des informations qui ont déjà été données à l'utilisateur de services de paiement sur la base d'un contrat cadre avec un autre prestataire de services de paiement ou qui lui seront données conformément audit contrat-cadre.

Art. 65.– *L'information générale préalable*

(1) Avant que l'utilisateur de services de paiement ne soit lié par un contrat ou une offre de service de paiement isolé, le prestataire de services de paiement doit mettre à la disposition de l'utilisateur de services de paiement, sous une forme aisément accessible, les informations et les conditions énoncées à l'article 66. Sur demande de l'utilisateur de services de paiement, le prestataire de services de paiement fournit ces informations et conditions sur support papier ou sur un autre support durable. Ces informations et conditions sont communiquées dans des termes aisément compréhensibles et sous une forme claire et compréhensible. Les informations et conditions relatives à des services de paiement offerts au Luxembourg sont communiquées en luxembourgeois, allemand ou français ou dans toute autre langue convenue par les parties. Les informations et conditions relatives à des services de paiement offerts dans d'autres Etats membres sont communiquées dans une langue officielle de l'Etat membre d'accueil ou dans toute autre langue convenue par les parties.

(2) Si, à la demande de l'utilisateur de services de paiement, le contrat de service de paiement isolé est conclu par un moyen de communication à distance ne permettant pas au prestataire de services de paiement de se conformer au paragraphe (1), ce dernier satisfait aux obligations découlant dudit paragraphe immédiatement après l'exécution de l'opération de paiement.

(3) Le prestataire de services de paiement peut également s'acquitter des obligations découlant du paragraphe (1) en veillant à ce que soit fournie à l'utilisateur de services de paiement une copie du projet de contrat de service de paiement isolé ou du projet d'ordre de paiement comportant les informations et conditions définies à l'article 66.

Art. 66.– Les informations et les conditions

(1) Le prestataire de services de paiement veille à ce que soient fournies à l'utilisateur de services de paiement ou mises à sa disposition les informations et les conditions ci-après:

- a) les informations précises ou l'identifiant unique que l'utilisateur de services de paiement doit fournir aux fins de l'exécution correcte de son ordre de paiement;
- b) le délai d'exécution maximal dans lequel le service de paiement doit être fourni;
- c) tous les frais payables par l'utilisateur de services de paiement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais;
- d) le cas échéant, le taux de change réel ou de référence qui doit être appliqué à l'opération de paiement.

(2) Le cas échéant, le prestataire de services de paiement veille à ce que soient mises à la disposition de l'utilisateur de services de paiement, sous une forme aisément accessible, les autres informations et conditions utiles visées à l'article 71.

Art. 67.– Les informations destinées au payeur après la réception de l'ordre de paiement

Immédiatement après avoir reçu l'ordre de paiement, le prestataire de services de paiement du payeur fournit au payeur ou met à sa disposition, selon les modalités prévues à l'article 65, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) une référence permettant au payeur d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, les informations relatives au bénéficiaire;
- b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise utilisée dans l'ordre de paiement;
- c) le montant des frais imputables au payeur pour l'opération de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants de ces frais;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du payeur ou une référence à ce taux, lorsqu'il est différent de celui prévu conformément à l'article 66, paragraphe (1), point d), et le montant de l'opération de paiement après cette conversion monétaire; et
- e) la date de réception de l'ordre de paiement.

Art. 68.– Les informations destinées au bénéficiaire après l'exécution

Immédiatement après l'exécution de l'opération de paiement, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire fournit au bénéficiaire ou met à sa disposition, selon les modalités prévues à l'article 65, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) les références permettant au bénéficiaire d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, le payeur, ainsi que toute information transmise avec l'opération de paiement;
- b) le montant de l'opération de paiement dans la devise dans laquelle les fonds sont mis à la disposition du bénéficiaire;
- c) le montant des frais imputables au bénéficiaire pour l'opération de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants de ces frais;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du bénéficiaire, et le montant de l'opération de paiement avant cette conversion monétaire; et
- e) la date de valeur du crédit.

Chapitre 3.– Contrats-cadres

Art. 69.– *Le champ d'application*

Le présent chapitre s'applique aux opérations de paiement couvertes par un contrat-cadre.

Art. 70.– *L'information générale préalable*

(1) Bien avant que l'utilisateur de services de paiement ne soit lié par un contrat-cadre ou une offre, le prestataire de services de paiement doit lui fournir, sur support papier ou sur un autre support durable, les informations et les conditions définies à l'article 71. Ces informations et conditions sont fournies dans des termes aisément compréhensibles et sous une forme claire et compréhensible. Elles sont communiquées en luxembourgeois, allemand ou français ou dans toute autre langue convenue par les parties.

(2) Si, à la demande de l'utilisateur de services de paiement, le contrat-cadre est conclu par un moyen de communication à distance ne permettant pas au prestataire de services de paiement de se conformer au paragraphe (1), ce dernier satisfait aux obligations découlant de ce paragraphe immédiatement après la conclusion du contrat-cadre.

(3) Le prestataire de services de paiement peut également s'acquitter des obligations découlant du paragraphe (1) en veillant à ce que soit fournie à l'utilisateur de services de paiement une copie du projet de contrat-cadre comportant les informations et les conditions définies à l'article 71.

Art. 71.– *Les Informations et les conditions*

Le prestataire de services de paiement veille à ce que soient fournies à l'utilisateur de services de paiement les informations et les conditions suivantes:

- 1) sur le prestataire de services de paiement:
 - a) le nom du prestataire de services de paiement, l'adresse géographique de son administration centrale et, le cas échéant, l'adresse géographique de son agent ou de sa succursale établis dans l'Etat membre dans lequel le service de paiement est proposé, et toutes les autres adresses, y compris l'adresse de courrier électronique, à prendre en compte pour la communication avec le prestataire de services de paiement; et
 - b) les coordonnées des autorités de contrôle compétentes et du registre public prévu à l'article 13 de la directive 2007/64/CE ou de tout autre registre d'agrément public pertinent du prestataire de services de paiement ainsi que son numéro d'enregistrement ou un moyen équivalent d'identification dans ce registre;
- 2) sur l'utilisation d'un service de paiement:
 - a) une description des principales caractéristiques du service de paiement à fournir;
 - b) les informations précises ou l'identifiant unique que l'utilisateur de services de paiement doit fournir aux fins de l'exécution correcte de son ordre de paiement;
 - c) la forme et la procédure pour donner le consentement à l'exécution d'une opération de paiement et le retrait de ce consentement, conformément aux articles 81 et 93;
 - d) une référence au moment de réception de l'ordre de paiement tel que défini à l'article 91 et l'éventuel délai limite établi par le prestataire de services de paiement;
 - e) le délai d'exécution maximal au cours duquel le service de paiement doit être fourni; et
 - f) la possibilité de convenir de limites de dépenses pour l'utilisation de l'instrument de paiement, conformément à l'article 82, paragraphe (1);
- 3) sur les frais, les taux d'intérêt et les taux de change:
 - a) tous les frais payables par l'utilisateur de services de paiement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais;
 - b) le cas échéant, les taux d'intérêt et de change à appliquer ou, si des taux d'intérêt et de change de référence doivent être utilisés, la méthode de calcul de l'intérêt réel ainsi que la date retenue et l'indice ou la base pour déterminer un tel taux d'intérêt ou de change de référence; et

- c) s'il en est convenu ainsi, l'application immédiate des modifications apportées aux taux d'intérêt ou de change de référence et les exigences en matière d'informations afférentes à ces modifications, conformément à l'article 73, paragraphe (2);
- 4) sur la communication:
 - a) le cas échéant, les moyens de communication, y compris les exigences techniques applicables à l'équipement de l'utilisateur de services de paiement, convenues entre les parties aux fins de la transmission d'informations ou de notifications au titre de la présente loi;
 - b) les modalités et la fréquence selon lesquelles les informations prévues par la présente loi doivent être fournies ou mises à disposition;
 - c) la ou les langues dans lesquelles le contrat-cadre sera conclu et la communication effectuée au cours de cette relation contractuelle; et
 - d) la mention du droit de l'utilisateur de services de paiement de recevoir les termes contractuels du contrat-cadre, ainsi que les informations et conditions prévues à l'article 72;
- 5) sur les mesures de protection et les mesures correctives:
 - a) le cas échéant, une description des mesures que l'utilisateur de services de paiement doit prendre pour préserver la sécurité d'un instrument de paiement et les modalités de notification au prestataire de services de paiement aux fins de l'article 83, paragraphe (1), point b);
 - b) s'il en est convenu ainsi, les conditions dans lesquelles le prestataire de services de paiement se réserve le droit de bloquer un instrument de paiement, conformément à l'article 82;
 - c) la responsabilité du payeur conformément à l'article 88, y compris des informations sur le montant concerné;
 - d) le délai et les modalités selon lesquels l'utilisateur de services de paiement doit notifier au prestataire de services de paiement les opérations de paiement non autorisées ou mal exécutées, conformément à l'article 85, ainsi que la responsabilité du prestataire de services de paiement en matière d'opérations de paiement non autorisées, conformément à l'article 87;
 - e) la responsabilité du prestataire de services de paiement liée à l'exécution d'opérations de paiement, conformément à l'article 101; et
 - f) les conditions de remboursement conformément aux articles 89 et 90;
- 6) sur la modification et la résiliation d'un contrat-cadre:
 - a) s'il en est convenu ainsi, le fait que l'utilisateur de services de paiement est réputé avoir accepté la modification des conditions conformément à l'article 73, à moins d'avoir notifié au prestataire de services de paiement son refus de celle-ci avant la date proposée pour l'entrée en vigueur de cette modification;
 - b) la durée du contrat; et
 - c) le droit de l'utilisateur de services de paiement de résilier le contrat-cadre et tout accord lié à cette résiliation, conformément à l'article 73, paragraphe (1), et à l'article 74;
- 7) sur les recours:
 - a) toute clause contractuelle relative au droit applicable au contrat-cadre et à la juridiction compétente; et
 - b) les voies de réclamation et de recours extrajudiciaires ouvertes à l'utilisateur de services de paiement, conformément à l'article 106.

Art. 72.– *L'accès aux informations et aux conditions associées au contrat-cadre*

A tout moment de la relation contractuelle, l'utilisateur de services de paiement a le droit de recevoir, sur demande, les termes contractuels du contrat-cadre, ainsi que les informations et conditions visées à l'article 71, sur support papier ou sur un autre support durable.

Art. 73.– *La modification des conditions du contrat-cadre*

(1) Toute modification du contrat-cadre, ainsi que des informations et conditions visées à l'article 71, est proposée par le prestataire de services de paiement selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1) et au plus tard deux mois avant la date proposée pour son entrée en vigueur.

Le cas échéant, conformément à l'article 71, point 6) a), le prestataire de services de paiement informe l'utilisateur de services de paiement qu'il est réputé avoir accepté la modification s'il n'a pas notifié au prestataire de services de paiement, avant la date d'entrée en vigueur proposée de cette modification, qu'il ne l'acceptait pas. Dans ce cas, le prestataire de services de paiement précise également que l'utilisateur de services de paiement a le droit de résilier le contrat-cadre, immédiatement et sans frais, avant la date d'entrée en vigueur proposée de la modification.

(2) Les modifications des taux d'intérêt ou de change peuvent s'appliquer immédiatement et sans préavis, à condition que le contrat-cadre prévoie ce droit et que les modifications se fondent sur les taux d'intérêt ou de change de référence convenus conformément à l'article 71, point 3) b) et c). L'utilisateur de services de paiement est informé de toute modification du taux d'intérêt le plus rapidement possible, selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1), à moins que les parties soient convenues d'une fréquence ou de modalités particulières en matière de fourniture ou de mise à disposition des informations. Néanmoins, les modifications des taux d'intérêt ou de change qui sont plus favorables aux utilisateurs de services de paiement peuvent être appliquées sans préavis.

(3) Les modifications des taux d'intérêt ou de change appliqués aux opérations de paiement sont mises en œuvre et calculées d'une manière neutre qui n'établit pas de discrimination à l'encontre des utilisateurs de services de paiement.

Art. 74.– La résiliation

(1) L'utilisateur de services de paiement peut résilier le contrat-cadre à tout moment à moins que les parties ne soient convenues d'un délai de préavis. Un tel délai ne peut dépasser un mois.

(2) Pour l'utilisateur de services de paiement, la résiliation d'un contrat-cadre conclu pour une durée déterminée supérieure à douze mois ou pour une durée indéterminée n'entraîne aucun frais après l'expiration d'une période de douze mois. Dans tous les autres cas, les frais de résiliation doivent être adaptés et en rapport avec les coûts.

(3) Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut résilier un contrat-cadre conclu pour une durée indéterminée, moyennant un préavis d'au moins deux mois selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1).

(4) Les frais régulièrement imputés pour la prestation de services de paiement ne sont dus par l'utilisateur de services de paiement qu'au prorata de la période échue à la date de résiliation du contrat. S'ils ont été payés à l'avance, ces frais sont remboursés au prorata.

(5) Les dispositions du présent article sont sans préjudice des dispositions légales qui régissent le droit pour les parties de déclarer le contrat-cadre inexécutoire ou nul.

Art. 75.– Les informations à fournir avant l'exécution d'opérations de paiement individuelles

Pour toute opération de paiement individuelle relevant d'un contrat-cadre et initiée par le payeur, le prestataire de services de paiement fournit, à la demande du payeur, concernant cette opération de paiement spécifique, des informations explicites sur le délai d'exécution maximal et sur les frais qui doivent être payés par le payeur et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais.

Art. 76.– Les informations destinées au payeur concernant les opérations de paiement individuelles

(1) Après que le montant d'une opération de paiement individuelle a été débité du compte du payeur ou, lorsque le payeur n'utilise pas de compte de paiement, après réception de l'ordre de paiement, le prestataire de services de paiement du payeur fournit à celui-ci, sans tarder et selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) une référence permettant au payeur d'identifier chaque opération de paiement et, le cas échéant, les informations relatives au bénéficiaire;
- b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise dans laquelle le compte de paiement du payeur est débité ou dans la devise utilisée dans l'ordre de paiement;

- c) le montant de tous les frais appliqués à l'opération de paiement et, le cas échéant, leur ventilation, ou l'intérêt dû par le payeur;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du payeur et le montant de l'opération de paiement après cette conversion monétaire; et
- e) la date de valeur du débit ou la date de réception de l'ordre de paiement.

(2) Un contrat-cadre peut prévoir une condition selon laquelle les informations visées au paragraphe (1) doivent être fournies ou mises à disposition périodiquement, au moins une fois par mois, et selon des modalités convenues qui permettent au payeur de stocker les informations et de les reproduire à l'identique.

Art. 77.– *Les informations destinées au bénéficiaire concernant les opérations de paiement individuelles*

(1) Après avoir exécuté une opération de paiement individuelle, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire fournit à celui-ci, sans tarder et selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) une référence permettant au bénéficiaire d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, le payeur, ainsi que toute information communiquée lors de l'opération de paiement;
- b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise dans laquelle le compte de paiement du bénéficiaire est crédité;
- c) le montant de tous les frais appliqués à l'opération de paiement et, le cas échéant, leur ventilation, ou l'intérêt dû par le bénéficiaire;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du bénéficiaire et le montant de l'opération de paiement avant cette conversion monétaire; et
- e) la date de valeur du crédit.

(2) Un contrat-cadre peut prévoir une condition selon laquelle les informations visées au paragraphe (1) doivent être fournies ou mises à disposition périodiquement, au moins une fois par mois, et selon des modalités convenues qui permettent au bénéficiaire de stocker les informations et de les reproduire à l'identique.

TITRE IV

Droits et obligations liés à la prestation et à l'utilisation de services de paiement

Chapitre I.– *Dispositions communes*

Art. 78.– *Le champ d'application*

(1) Lorsque l'utilisateur de services de paiement n'est pas un consommateur, les parties peuvent décider que l'article 79, paragraphe (1), l'article 81, paragraphe (3), ainsi que les articles 86, 88, 89, 90, 93 et 101 ne s'appliquent pas, en tout ou partie. Les parties peuvent également convenir d'un délai distinct de celui prévu à l'article 85.

(2) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

Art. 79.– *Les frais applicables*

(1) Le prestataire de services de paiement ne peut imputer de frais à l'utilisateur de services de paiement pour l'accomplissement de ses obligations d'information ni pour l'exécution des mesures correctives et préventives en vertu du présent titre, sauf disposition contraire de l'article 92, paragraphe (1), de l'article 93, paragraphe (5), et de l'article 100, paragraphe (2). Ces frais sont convenus entre l'utilisateur de services de paiement et le prestataire de services de paiement et doivent être raisonnables et en rapport avec les coûts réels supportés par le prestataire de services de paiement.

(2) Lorsqu'une opération de paiement n'implique pas de conversion monétaire, le bénéficiaire doit payer les frais prélevés par son prestataire de services de paiement et le payeur doit payer les frais prélevés par le sien.

(3) Il est interdit au bénéficiaire de demander des frais au payeur pour l'utilisation d'un instrument de paiement donné.

Art. 80.– *La dérogation pour les instruments de paiement relatifs à des montants faibles et la monnaie électronique*

(1) Dans le cas d'instruments de paiements qui, conformément au contrat-cadre, concernent exclusivement des opérations de paiement n'excédant pas 30 euros unitairement ou qui soit ont une limite de dépenses de 150 euros, soit stockent des fonds dont le montant n'excède à aucun moment 150 euros, les prestataires de services de paiement peuvent convenir avec leurs utilisateurs de services de paiement que:

- a) l'article 83, paragraphe (1), point b), l'article 84, paragraphe (1), points c) et d) et l'article 88, paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent pas si l'instrument de paiement ne permet pas le blocage ou la prévention d'une autre utilisation de celui-ci;
- b) les articles 86 et 87 et l'article 88, paragraphes (1) et (2), ne s'appliquent pas si l'instrument de paiement est utilisé de manière anonyme ou si le prestataire de services de paiement n'est pas en mesure, pour des raisons autres qui sont inhérentes à l'instrument de paiement, d'apporter la preuve qu'une opération de paiement a été autorisée;
- c) par dérogation à l'article 92, paragraphe (1), le prestataire de services de paiement n'est pas obligé de notifier à l'utilisateur de services de paiement le refus de l'ordre de paiement si la non-exécution ressort du contexte;
- d) par dérogation à l'article 93, le payeur ne peut pas révoquer l'ordre de paiement après avoir transmis l'ordre de paiement ou donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire;
- e) par dérogation aux articles 96 et 97, d'autres délais d'exécution s'appliquent.

(2) Pour les opérations de paiement nationales, les montants visés au paragraphe (1) sont doublés. Pour les instruments de paiement prépayés, les montants visés au paragraphe (1) sont de 500 euros.

(3) Les articles 87 et 88 s'appliquent également à la monnaie électronique au sens de l'article 1er, point 29), à moins que le prestataire de services de paiement du payeur n'ait pas la capacité de bloquer le compte de paiement ou de bloquer l'instrument de paiement.

Chapitre 2.– *Autorisation des opérations de paiement*

Art. 81.– *Le consentement et le retrait du consentement*

(1) Une opération de paiement n'est réputée autorisée que si le payeur a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement. Une opération de paiement peut être autorisée par le payeur avant ou, si le payeur et son prestataire de services de paiement en ont convenu ainsi, après son exécution.

(2) Le consentement à l'exécution d'une opération de paiement ou d'une série d'opérations de paiement est donné sous la forme convenue entre le payeur et son prestataire de services de paiement.

En l'absence d'un tel consentement, l'opération de paiement est réputée non autorisée.

(3) Le consentement peut être retiré par le payeur à tout moment, mais pas après le moment d'irrévocabilité prévue à l'article 93. Le consentement à l'exécution d'une série d'opérations de paiement peut aussi être retiré avec pour effet que toute opération de paiement postérieure doit être réputée non autorisée.

(4) La procédure pour donner le consentement fait l'objet d'un accord entre le payeur et le prestataire de services de paiement.

Art. 82.– *La limitation de l'utilisation des instruments de paiement*

(1) Lorsqu'un instrument de paiement spécifique est utilisé aux fins de donner le consentement, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir de limites de dépenses pour les opérations de paiement exécutées au travers dudit instrument de paiement.

(2) Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut se réserver le droit de bloquer l'instrument de paiement, pour des raisons objectivement motivées ayant trait à la sécurité de l'instrument de paiement, à la présomption d'une utilisation non autorisée ou frauduleuse de l'instrument de paiement ou, s'il s'agit d'un instrument de paiement doté d'une ligne de crédit, au risque sensiblement accru que le payeur soit dans l'incapacité de s'acquitter de son obligation de paiement.

(3) Dans ces cas, le prestataire de services de paiement informe le payeur, de la manière convenue, du blocage de l'instrument de paiement et des raisons de ce blocage, si possible avant que l'instrument de paiement ne soit bloqué et au plus tard immédiatement après, à moins que le fait de donner cette information ne soit pas acceptable pour des raisons de sécurité objectivement motivées ou soit interdite en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.

(4) Le prestataire de services de paiement débloque l'instrument de paiement ou remplace celui-ci par un nouvel instrument de paiement dès lors que les raisons justifiant le blocage n'existent plus.

Art. 83.– *Les obligations de l'utilisateur de services de paiement liées aux instruments de paiement*

(1) L'utilisateur de services de paiement habilité à utiliser un instrument de paiement a les obligations suivantes:

- a) il utilise l'instrument de paiement conformément aux conditions régissant la délivrance et l'utilisation de cet instrument de paiement; et
- b) lorsqu'il a connaissance de la perte, du vol, du détournement ou de toute utilisation non autorisée de son instrument de paiement, il en informe sans tarder son prestataire de services de paiement ou l'entité désignée par celui-ci.

(2) Aux fins du paragraphe (1), point a), dès qu'il reçoit un instrument de paiement, l'utilisateur de services de paiement prend notamment toute mesure raisonnable pour préserver la sécurité de ses dispositifs de sécurité personnalisés.

Art. 84.– *Les obligations du prestataire de services de paiement liées aux instruments de paiement*

(1) Le prestataire de services de paiement délivrant un instrument de paiement a les obligations suivantes:

- a) il s'assure que les dispositifs de sécurité personnalisés de tout instrument de paiement ne sont pas accessibles à d'autres parties que l'utilisateur de services de paiement autorisé à utiliser cet instrument, sans préjudice des obligations de l'utilisateur des services de paiement énoncées à l'article 83;
- b) il s'abstient d'envoyer tout instrument de paiement non sollicité, sauf dans le cas où un instrument de paiement déjà donné à l'utilisateur de services de paiement doit être remplacé;
- c) il veille à la disponibilité, à tout moment, de moyens appropriés permettant à l'utilisateur de services de paiement de procéder à la notification prévue à l'article 83, paragraphe (1), point b) ou de demander le déblocage conformément à l'article 82, paragraphe (4); le prestataire de services de paiement fournit sur demande à l'utilisateur de services de paiement, pendant dix-huit mois à compter de la notification, les moyens de prouver qu'il a bien procédé à cette notification; et
- d) il empêche toute utilisation de l'instrument de paiement après une notification effectuée en application de l'article 83, paragraphe (1), point b).

(2) Le prestataire de services de paiement supporte le risque lié à l'envoi au payeur d'un instrument de paiement ou de tout dispositif de sécurité personnalisé de celui-ci.

Art. 85.– *La notification des opérations de paiement non autorisées ou mal exécutées*

L'utilisateur de services de paiement n'obtient du prestataire de services de paiement la correction d'une opération que s'il signale sans tarder à son prestataire de services de paiement qu'il a constaté une opération de paiement non autorisée ou mal exécutée donnant lieu à une revendication, y compris au titre de l'article 101, et au plus tard dans les treize mois suivant la date de débit, à moins que, le cas échéant, le prestataire de services de paiement n'ait pas fourni ou mis à disposition les informations relatives à cette opération de paiement conformément au titre III.

Art. 86.– *La preuve d'authentification et d'exécution des opérations de paiement*

(1) Lorsqu'un utilisateur de services de paiement nie avoir autorisé une opération de paiement qui a été exécutée ou affirme que l'opération de paiement n'a pas été exécutée correctement, il incombe à son prestataire de services de paiement de prouver que l'opération en question a été authentifiée, dûment enregistrée et comptabilisée et qu'elle n'a pas été affectée par une déficience technique ou autre.

(2) Lorsqu'un utilisateur de services de paiement nie avoir autorisé une opération de paiement qui a été exécutée, l'utilisation d'un instrument de paiement, telle qu'enregistrée par le prestataire de services de paiement, ne suffit pas nécessairement en tant que telle à prouver que l'opération de paiement a été autorisée par le payeur ou que celui-ci a agi frauduleusement ou n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 83.

Art. 87.– *La responsabilité du prestataire de services de paiement en cas d'opérations de paiement non autorisées*

(1) Sans préjudice de l'article 85, en cas d'opération de paiement non autorisée, le prestataire de services de paiement du payeur doit rembourser immédiatement au payeur le montant de cette opération de paiement non autorisée et, le cas échéant, doit rétablir le compte de paiement débité dans l'état où il se serait trouvé si l'opération de paiement non autorisée n'avait pas eu lieu.

(2) Une indemnisation financière complémentaire peut être déterminée conformément à la loi applicable au contrat conclu entre le payeur et son prestataire de services de paiement.

Art. 88.– *La responsabilité du payeur en cas d'opérations de paiement non autorisées*

(1) Par dérogation à l'article 87, le payeur supporte, jusqu'à concurrence de 150 euros, les pertes liées à toute opération de paiement non autorisée consécutive à l'utilisation d'un instrument de paiement perdu ou volé ou, si le payeur n'est pas parvenu à préserver la sécurité de ses dispositifs de sécurité personnalisés, au détournement d'un instrument de paiement.

(2) Le payeur supporte toutes les pertes occasionnées par des opérations de paiement non autorisées si ces pertes résultent d'un agissement frauduleux de sa part ou du fait que le payeur n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 83. Dans ce cas, le montant maximal visé au paragraphe (1) du présent article ne s'applique pas.

(3) Sauf agissement frauduleux de sa part, le payeur ne supporte aucune conséquence financière résultant de l'utilisation d'un instrument de paiement perdu, volé ou détourné, survenue après la notification prévue à l'article 83, paragraphe (1), point b).

(4) Si le prestataire de services de paiement ne fournit pas de moyens appropriés permettant, à tout moment, la notification de la perte, du vol ou du détournement d'un instrument de paiement, conformément à l'article 84, paragraphe (1), point c), le payeur n'est pas tenu, sauf agissement frauduleux de sa part, de supporter les conséquences financières résultant de l'utilisation de cet instrument de paiement.

Art. 89.– *Le remboursement d'opérations de paiement initiées par ou via le bénéficiaire*

(1) Le payeur a droit au remboursement par son prestataire de services de paiement d'une opération de paiement autorisée initiée par ou via le bénéficiaire qui a déjà été exécutée, pour autant que les conditions suivantes soient remplies:

- a) l'autorisation n'indiquait pas le montant exact de l'opération de paiement lorsqu'elle a été donnée, et
- b) le montant de l'opération de paiement dépassait le montant auquel le payeur pouvait raisonnablement s'attendre en tenant compte du profil de ses dépenses passées, des conditions prévues par son contrat-cadre et des circonstances pertinentes dans ce cas.

A la demande du prestataire de services de paiement, le payeur fournit des éléments factuels en rapport avec ces conditions.

Le remboursement correspond au montant total de l'opération de paiement exécutée.

Pour les domiciliations de créances, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir dans le cadre d'un contrat-cadre que le payeur a droit au remboursement par son prestataire de services de paiement même si les conditions relatives au remboursement qui sont prévues dans le premier alinéa ne sont pas remplies.

(2) Aux fins du paragraphe (1), premier alinéa, point b), le payeur ne peut toutefois invoquer des raisons liées à une opération de change si le taux de change de référence convenu avec son prestataire de services de paiement conformément à l'article 66, paragraphe (1), point d) et à l'article 71, point 3 b) a été appliqué.

(3) Il peut être convenu dans le contrat-cadre entre le payeur et son prestataire de services de paiement que le payeur n'a pas droit à un remboursement lorsqu'il a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement directement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, les informations relatives à la future opération de paiement ont été fournies au payeur ou mises à sa disposition de la manière convenue, quatre semaines au moins avant l'échéance, par le prestataire de services de paiement ou par le bénéficiaire.

Art. 90.– *Les demandes de remboursement d'opérations de paiement initiées par ou via le bénéficiaire*

(1) Le payeur a le droit de présenter la demande du remboursement, visé à l'article 89, d'une opération de paiement autorisée initiée par ou via le bénéficiaire pendant une période de huit semaines à compter de la date à laquelle les fonds ont été débités.

(2) Dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande de remboursement, le prestataire de services de paiement soit rembourse le montant total de l'opération de paiement, soit justifie son refus de rembourser, en indiquant au payeur qu'il peut alors saisir la Commission conformément à l'article 106 s'il n'accepte pas la justification donnée.

Le droit du prestataire de services de paiement, au titre du premier alinéa, de refuser le remboursement ne s'applique pas dans le cas visé à l'article 89, paragraphe (1), dernier alinéa.

Chapitre 3.– *Exécution des opérations de paiement*

Section 1: Ordres de paiement et montants transférés

Art. 91.– *La réception des ordres de paiement*

(1) Le moment de réception doit être le moment où l'ordre de paiement qui est transmis directement par le payeur ou indirectement par ou via un bénéficiaire est reçu par le prestataire de services de paiement du payeur. Si le moment de réception n'est pas un jour ouvrable pour le prestataire de services de paiement du payeur, l'ordre de paiement est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant. Le prestataire de services de paiement peut établir une heure limite proche de la fin d'un jour ouvrable au-delà de laquelle tout ordre de paiement reçu est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

(2) Si l'utilisateur de services de paiement qui initie l'ordre de paiement et son prestataire de services de paiement conviennent que l'exécution de l'ordre de paiement commencera un jour donné ou à l'issue

d'une période déterminée ou le jour où le payeur a mis les fonds à la disposition de son prestataire de services de paiement, le moment de réception aux fins de l'article 96 est réputé être le jour convenu. Si le jour convenu n'est pas un jour ouvrable pour le prestataire de services de paiement, l'ordre de paiement est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

Art. 92.– *Le refus d'un ordre de paiement*

(1) Lorsque le prestataire de services de paiement refuse d'exécuter un ordre de paiement, le refus et, si possible, les motifs de ce refus ainsi que la procédure à suivre pour corriger toute erreur factuelle l'ayant entraîné sont notifiés à l'utilisateur de services de paiement, à moins d'une interdiction en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.

Le prestataire de services de paiement fournit la notification ou la met à disposition selon les modalités convenues, dès que possible et, en tout cas, dans les délais prévus à l'article 96.

Le contrat-cadre peut prévoir la possibilité pour le prestataire de services de paiement d'imputer des frais pour une telle notification si le refus est objectivement justifié.

(2) Lorsque toutes les conditions énoncées dans le contrat-cadre du payeur sont réunies, le prestataire de services de paiement du payeur ne refuse pas d'exécuter un ordre de paiement autorisé, que l'ordre de paiement soit initié par un payeur ou par ou via un bénéficiaire, à moins d'une interdiction en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.

(3) Aux fins des articles 96 et 101, un ordre de paiement dont l'exécution a été refusée est réputé non reçu.

Art. 93.– *L'irrévocabilité d'un ordre de paiement*

(1) L'utilisateur de services de paiement ne peut pas révoquer un ordre de paiement une fois que cet ordre a été reçu par le prestataire de services de paiement du payeur, sauf disposition contraire du présent article.

(2) Lorsque l'opération de paiement est initiée par ou via le bénéficiaire, le payeur ne peut pas révoquer l'ordre de paiement après avoir transmis l'ordre de paiement ou donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire.

(3) Toutefois, en cas de domiciliation de créances et sans préjudice du droit à remboursement, le payeur peut révoquer l'ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour le débit des fonds.

(4) Dans le cas visé à l'article 91, paragraphe (2), l'utilisateur de services de paiement peut révoquer un ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu.

(5) Après expiration des délais visés aux paragraphes (1) à (4), l'ordre de paiement ne peut être révoqué que si l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement en sont convenus ainsi. Dans les cas visés aux paragraphes (2) et (3), le consentement du bénéficiaire est également requis. Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut imputer des frais pour la révocation.

Art. 94.– *Les montants transférés et les montants reçus*

(1) Le prestataire de services de paiement du payeur, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire et les intermédiaires des prestataires de services de paiement doivent transférer le montant total de l'opération de paiement et s'abstiennent de prélever des frais sur le montant transféré.

(2) Cependant, le bénéficiaire et son prestataire de services de paiement peuvent convenir que ce dernier déduit ses frais du montant transféré avant d'en créditer le bénéficiaire. Dans ce cas, le montant total de l'opération de paiement et les frais sont séparés dans l'information donnée au bénéficiaire.

(3) Si des frais autres que ceux visés au paragraphe (2) sont déduits du montant transféré, le prestataire de services de paiement du payeur veille à ce que le bénéficiaire reçoive le montant total de

l'opération de paiement initiée par le payeur. Au cas où l'opération de paiement est initiée par ou via le bénéficiaire, son prestataire de services de paiement veille à ce que le bénéficiaire reçoive le montant total de l'opération de paiement.

Section 2: Délai d'exécution et date de valeur

Art. 95.– *Le champ d'application*

(1) La présente section s'applique:

- a) aux opérations de paiement effectuées en euros;
- b) aux opérations de paiement nationales effectuées dans la devise de l'Etat membre en dehors de la zone euro concerné; et
- c) aux opérations de paiement entraînant une seule conversion entre l'euro et la devise officielle d'un Etat membre ne relevant pas de la zone euro, à condition que la conversion requise soit effectuée dans l'Etat membre ne relevant pas de la zone euro concerné et que, en cas d'opérations de paiement transfrontalières, le transfert transfrontalier s'effectue en euros.

(2) La présente section s'applique aux autres opérations de paiement, à moins que l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement en soient convenus autrement, à l'exception de l'article 99, auquel les parties ne peuvent déroger. Cependant, lorsque l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement conviennent d'un délai plus long que ceux fixés à l'article 96 pour les opérations de paiement intracommunautaires, ce délai ne peut pas dépasser quatre jours ouvrables à compter du moment de réception tel que défini à l'article 91.

Art. 96.– *Les opérations de paiement effectuées vers un compte de paiement*

(1) Le prestataire de services de paiement du payeur doit veiller à ce que, après le moment de réception tel que défini à l'article 91, le montant de l'opération de paiement soit crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant. Jusqu'au 1er janvier 2012, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir d'un délai différent ne pouvant excéder trois jours ouvrables. Ces délais sont prolongés d'un jour ouvrable supplémentaire dans le cas des opérations de paiement initiées sur support papier.

(2) Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire doit attribuer une date de valeur à l'opération de paiement et doit en mettre le montant à la disposition sur le compte de paiement du bénéficiaire après que le prestataire de services de paiement a reçu les fonds conformément à l'article 99.

(3) Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire doit transmettre un ordre de paiement initié par ou via le bénéficiaire au prestataire de services de paiement du payeur dans les délais convenus entre le bénéficiaire et son prestataire de services de paiement, permettant le règlement, en ce qui concerne la domiciliation de créances, à la date convenue.

Art. 97.– *Le cas dans lequel le bénéficiaire n'est pas titulaire d'un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement*

Lorsque le bénéficiaire n'est pas titulaire d'un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement, les fonds sont mis à la disposition du bénéficiaire par le prestataire de services de paiement qui reçoit les fonds destinés au bénéficiaire dans le délai déterminé à l'article 96.

Art. 98.– *Les espèces déposées sur un compte de paiement*

Lorsqu'un consommateur verse des espèces sur un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement, dans la devise de ce compte de paiement, le prestataire de services de paiement veille à ce que le montant versé soit mis à disposition et reçoive une date de valeur immédiatement après le moment de la réception de ces fonds. Lorsque l'utilisateur de services de paiement n'est pas un consommateur, le montant est mis à disposition et reçoit une date de valeur au plus tard le jour ouvrable suivant celui de la réception des fonds.

Art. 99.– La date de valeur et la disponibilité des fonds

(1) Pour le compte de paiement du bénéficiaire, la date de valeur du crédit ne doit pas être postérieure à celle du jour ouvrable au cours duquel le montant de l'opération de paiement est crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire veille à ce que le montant de l'opération de paiement soit à la disposition du bénéficiaire immédiatement après que ce montant a été crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

(2) Pour le compte de paiement du payeur, la date de valeur du débit ne doit pas être antérieure au moment où le montant de l'opération de paiement est débité de ce compte de paiement.

Section 3: Responsabilité

Art. 100.– Les identifiants uniques inexacts

(1) Un ordre de paiement exécuté conformément à l'identifiant unique est réputé dûment exécuté pour ce qui concerne le bénéficiaire indiqué par l'identifiant unique.

(2) Si l'identifiant unique fourni par l'utilisateur de services de paiement est inexact, le prestataire de services de paiement n'est pas responsable au titre de l'article 101 de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'opération de paiement.

Toutefois, le prestataire de services de paiement du payeur s'efforce, dans la mesure du raisonnable, de récupérer les fonds engagés dans l'opération de paiement.

Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut imputer des frais de recouvrement à l'utilisateur de services de paiement.

(3) Si l'utilisateur de services de paiement fournit des informations en sus de celles qui sont définies à l'article 66, paragraphe (1), point a) ou à l'article 71, point 2 b), le prestataire de services de paiement n'est responsable que de l'exécution de l'opération de paiement conformément à l'identifiant unique fourni par l'utilisateur de services de paiement.

Art. 101.– L'inexécution ou la mauvaise exécution

(1) Lorsqu'un ordre de paiement est initié par le payeur, son prestataire de services de paiement est, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, responsable de la bonne exécution de l'opération de paiement à l'égard du payeur, à moins qu'il ne puisse démontrer au payeur et, le cas échéant, au prestataire de services de paiement du bénéficiaire que le prestataire de services de paiement du bénéficiaire a reçu le montant de l'opération de paiement conformément à l'article 96, paragraphe (1), auquel cas c'est le prestataire de services de paiement du bénéficiaire qui est responsable de la bonne exécution de l'opération de paiement à l'égard du bénéficiaire.

Lorsque le prestataire de services de paiement du payeur est responsable au titre du premier alinéa, il restitue sans tarder au payeur le montant de l'opération de paiement non exécutée ou mal exécutée et, si besoin est, rétablit le compte de paiement débité dans la situation qui aurait prévalu si la mauvaise opération de paiement n'avait pas eu lieu.

Lorsque le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du premier alinéa, il met immédiatement le montant de l'opération de paiement à la disposition du bénéficiaire et, si besoin est, crédite le compte de paiement du bénéficiaire du montant correspondant.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée où l'ordre de paiement est initié par le payeur, le prestataire de services de paiement de celui-ci s'efforce immédiatement, sur demande, quelle que soit la responsabilité déterminée au titre du présent paragraphe, de retrouver la trace de l'opération de paiement et notifie le résultat de sa recherche au payeur.

(2) Lorsqu'un ordre de paiement est initié par ou via le bénéficiaire, son prestataire de services de paiement est, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, responsable à l'égard du bénéficiaire de la bonne transmission de l'ordre de paiement au prestataire de services de paiement du payeur, conformément à l'article 96, paragraphe (3). Lorsque le prestataire de

services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du présent alinéa, il retransmet immédiatement l'ordre de paiement en question au prestataire de services de paiement du payeur.

En outre, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable à l'égard du bénéficiaire, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, du traitement de l'opération de paiement conformément aux obligations qui lui incombent au titre de l'article 99. Lorsque le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du présent alinéa, il veille à ce que le montant de l'opération de paiement soit mis à la disposition du bénéficiaire immédiatement après que le montant a été crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée pour laquelle le prestataire de services de paiement du bénéficiaire n'est pas responsable au titre des premier et deuxième alinéas, c'est le prestataire de services de paiement du payeur qui est responsable à l'égard du payeur. Le prestataire de services de paiement du payeur dont la responsabilité est ainsi engagée restitue au payeur, si besoin est et sans tarder, le montant de l'opération de paiement non exécutée ou mal exécutée et rétablit le compte de paiement débité dans la situation qui aurait prévalu si la mauvaise opération de paiement n'avait pas eu lieu.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée où l'ordre de paiement est initié par ou via le bénéficiaire, le prestataire de services de paiement de celui-ci s'efforce immédiatement, sur demande, quelle que soit la responsabilité déterminée au titre du présent paragraphe, de retrouver la trace de l'opération de paiement et notifie le résultat de sa recherche au bénéficiaire.

(3) En outre, les prestataires de services de paiement sont redevables, à l'égard de leurs utilisateurs de services de paiement respectifs, des frais dont ils sont responsables et des intérêts supportés par l'utilisateur de services de paiement du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'opération de paiement.

Art. 102.– *L'indemnisation financière complémentaire*

Toute indemnisation financière complémentaire par rapport à celle prévue par la présente section peut être fixée conformément à la loi applicable au contrat conclu entre l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement.

Art. 103.– *Le droit de recours*

(1) Lorsque la responsabilité d'un prestataire de services de paiement au titre de l'article 101 est imputable à un autre prestataire de services de paiement ou à un intermédiaire, ledit prestataire de services de paiement ou intermédiaire indemnise le premier prestataire de services de paiement pour toutes pertes subies ou toutes sommes payées au titre de l'article 101.

(2) Des indemnisations financières supplémentaires peuvent être fixées conformément aux conventions existant entre les prestataires de services de paiement et/ou les intermédiaires et conformément à la loi applicable à la convention qu'ils ont conclue.

Art. 104.– *L'absence de responsabilité*

La responsabilité prévue par les chapitres 2 et 3 du présent titre ne s'applique pas aux cas de circonstances anormales et imprévisibles échappant au contrôle de la partie invoquant la prise en compte de ces circonstances, dont les suites auraient été inévitables malgré tous les efforts déployés, ni lorsque le prestataire de services de paiement est lié par d'autres obligations légales prévues par des législations nationales ou communautaires.

Chapitre 4.– *Protection des données*

Art. 105.– *La protection des données*

Les systèmes de paiement et les prestataires de services de paiement sont autorisés à traiter, dans le respect de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, les données à caractère personnel lorsque cela est nécessaire pour garantir la prévention, la recherche et la détection des fraudes en matière de paiements.

**Chapitre 5.– Procédures de réclamation et de recours extrajudiciaires
en vue du règlement des litiges**

Art. 106.– Le recours extrajudiciaire et les réclamations

(1) La Commission est compétente pour recevoir les réclamations des clients des prestataires de services de paiement visés à l'article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, des personnes bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48, des succursales et des agents établis au Luxembourg par des prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, et pour intervenir auprès de ces prestataires et personnes, aux fins de régler à l'amiable ces réclamations.

(2) Les utilisateurs de services de paiement et toute autre partie intéressée, y compris les associations de consommateurs, peuvent soumettre des réclamations à la Commission en cas de violation alléguée des dispositions des titres III à IV de la présente loi par des prestataires de services de paiement visés à l'article 1er, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par des personnes bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 ou par des succursales ou des agents établis au Luxembourg par des prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg.

Le cas échéant et sans préjudice du droit de recours devant les tribunaux ordinaires, la réponse de la Commission informe le réclamant de l'existence de la procédure prévue au paragraphe (1).

(3) En cas de litige transfrontalier, la Commission coopère, aux fins d'un règlement à l'amiable des réclamations, avec les entités des autres Etats membres habilitées à traiter des réclamations des utilisateurs de services de paiement en vertu de l'article 83, paragraphe 1 de la directive 2007/64/CE.

(4) Les procédures du présent article s'exercent sans préjudice du droit de recours devant les tribunaux ordinaires.

TITRE V

**Le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement
et les systèmes de règlement des opérations sur titres**

Art. 107.– Définitions

Aux fins du présent titre on entend par:

1) „système“: un accord formel régi:

- par le droit luxembourgeois, désigné par la Banque centrale de Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifié par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière à la Commission européenne, ou
- par le droit d'un autre Etat membre, désigné en tant que système et notifié à la Commission européenne par un Etat membre.

Sont en outre réputés constituer des systèmes les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2) „institution“:

- un établissement de crédit au sens de l'article 4, point 1) de la directive 2006/48/CE agréé dans un Etat membre, y compris les établissements énumérés à l'article 2 de la directive 2006/48/CE, ou
- une entreprise d'investissement au sens de l'article 4, paragraphe (1), point 1) de la directive 2004/39/CE agréée dans un Etat membre, à l'exclusion des établissements énumérés à l'article 2, paragraphe (1) de la directive 2004/39/CE, ou
- un organisme à caractère public, ou une entreprise contrôlée opérant sous garantie de l'Etat, ou

- toute entreprise ayant son siège social dans un pays tiers et dont les fonctions correspondent à celles des établissements de crédit ou des entreprises d'investissement communautaires visés aux tirets précédents,

qui participe à un système et qui est chargé d'exécuter les obligations résultant d'ordres de transfert émis au sein de ce système.

Les entreprises

- qui participent à un système qui est surveillé conformément à la législation d'un Etat membre et qui n'exécutent que des ordres de transfert tels que définis au second tiret du point 10), ainsi que les paiements résultant de ces ordres, et
- qui sont chargées d'exécuter les obligations financières résultant d'ordres de transfert émis au sein d'un tel système,

sont considérées comme des institutions à condition qu'au moins trois participants de ce système entrent dans les catégories visées au premier alinéa, dès lors que cette assimilation est justifiée pour des raisons de risque systémique;

- 3) „contrepartie centrale“: une entité qui est l'intermédiaire entre les participants d'un système et qui agit comme contrepartie exclusive de ces participants en ce qui concerne leurs ordres de transfert;
- 4) „organe de règlement“: une entité qui met à la disposition des participants aux systèmes des comptes de règlement par lesquels les ordres de transfert dans ces systèmes sont liquidés et qui, le cas échéant, octroie des crédits à ces participants à des fins de règlement;
- 5) „chambre de compensation“: une organisation chargée du calcul de la position nette des participants;
- 6) „participant“: toute personne admise comme participant à un système, y compris une institution, une contrepartie centrale, un organe de règlement et une chambre de compensation.
Conformément aux règles de fonctionnement du système, le même participant peut agir en qualité de contrepartie centrale, de chambre de compensation ou d'organe de règlement ou exécuter tout ou partie de ces tâches.
Un participant indirect est à considérer comme un participant à condition qu'il soit connu du système, dès lors que cette assimilation est justifiée pour des raisons de risque systémique;
- 7) „participant indirect“: un établissement de crédit tel que défini au point 2), ayant une relation contractuelle avec une institution participant à un système, qui exécute des ordres de transfert tels que définis au premier tiret du point 10), qui permet à l'établissement de crédit précité de passer des ordres de transfert par l'intermédiaire du système;
- 8) „opérateur du système“: l'entité qui est en charge, seule ou avec d'autres, du bon fonctionnement du système et qui est l'interlocuteur désigné des autorités. Il peut s'agir d'un participant au système;
- 9) „titres“: les instruments visés à la section B de l'annexe II de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- 10) „ordre de transfert“:
 - une instruction donnée par un participant de mettre à la disposition d'un destinataire une somme d'argent par le biais d'une inscription dans les livres d'un établissement de crédit, d'une banque centrale ou d'un organe de règlement, ou toute instruction qui entraîne la prise en charge ou l'exécution d'une obligation de paiement telle que définie par les règles de fonctionnement du système, ou
 - une instruction donnée par un participant de transférer la propriété d'un ou de plusieurs titres ou le droit à un ou plusieurs titres par le biais d'une inscription dans un registre, dans un compte, ou sous une autre forme;
- 11) „procédure d'insolvabilité“: toute mesure de règlement collectif prévue par la législation d'un Etat membre, ou d'un pays tiers, aux fins soit de liquider le participant, soit de le réorganiser dès lors que cette mesure implique la suspension ou une limitation des transferts ou des paiements;
- 12) „moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité“: le moment où l'autorité judiciaire ou administrative compétente d'un Etat membre ou d'un pays tiers rend sa décision;

- 13) „compensation“: la conversion des créances et des obligations résultant d'ordres de transfert qu'un ou plusieurs participants émettent en faveur d'un ou plusieurs autres participants ou reçoivent de ceux-ci en une créance ou en une obligation nette unique, de sorte que seule une créance nette peut être exigée ou une obligation nette peut être due;
- 14) „compte de règlement“: un compte auprès d'une banque centrale, d'un organe de règlement ou d'une contrepartie centrale utilisé pour le dépôt de fonds et de titres ainsi que pour le règlement de transactions entre participants d'un système.

Art. 108.– *Le champ d'application*

Le présent titre s'applique à tout système de paiement et à tout système de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifiés à la Commission européenne par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

Le présent titre s'applique en outre aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Art. 109.– *La désignation des systèmes*

(1) Peut être désigné par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel:

- convenu entre trois participants ou davantage, auxquels peuvent s'ajouter un organe de règlement, une contrepartie centrale, une chambre de compensation ou un participant indirect, et comportant des règles communes ainsi que des procédures normalisées pour l'exécution des ordres de transfert entre participants,
- que les participants ont choisi de soumettre au droit luxembourgeois,
- qui compte parmi ses participants au moins une personne morale qui a son siège social au Luxembourg,
- qui dispose, de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg, de règles de fonctionnement adéquates, et
- qui désigne un opérateur du système qui a son siège social au Luxembourg ou dans un autre Etat membre.

Sous réserve du respect des conditions prévues au présent article, peut être désigné comme système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel qui consiste à exécuter des ordres de transfert tels que définis au second tiret de l'article 107, point 10) et qui, dans une mesure limitée, exécute des ordres relatifs à d'autres instruments financiers, dès lors que l'agrément d'un tel accord est justifié pour des raisons de risque systémique.

Peut également être désigné comme système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel entre deux participants, auxquels peuvent s'ajouter un organe de règlement, une contrepartie centrale, une chambre de compensation ou un participant indirect, lorsque les participants ont choisi de le soumettre au droit luxembourgeois, qu'il compte parmi ses participants au moins une personne morale qui a son siège social au Luxembourg et qu'il désigne l'opérateur du système, dès lors que l'agrément d'un tel accord est justifié pour des raisons de risque systémique.

(2) Les systèmes doivent être organisés de manière à assurer le règlement ordonné des ordres de transfert.

Leurs règles de fonctionnement doivent être adéquates au regard de la nature et du volume des activités et du nombre de participants envisagés. Ces règles doivent notamment:

- définir les conditions d'admission et d'exclusion des participants au système,
- définir les droits et obligations des participants découlant de leur participation au système,
- définir le moment où un ordre de transfert est introduit dans le système,
- fixer le moment à partir duquel un ordre de transfert ne peut plus être révoqué par un participant à ce système ou par un tiers,

- préciser le mode de règlement des ordres de transfert,
- établir les procédures de règlement applicables en situation ordinaire et en situations de crise,
- établir des procédures de gestion des risques,
- indiquer la juridiction compétente en cas de litige,
- désigner la ou les personnes responsables qui indiquent à la Banque centrale du Luxembourg les participants au système ainsi que tout changement de ces participants,
- assurer le respect des obligations professionnelles définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, à savoir les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle conformément aux articles 3, 3-1, 3-2 et 3-3 de cette loi, les obligations d'organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et les obligations de coopération avec les autorités conformément à l'article 5 de cette loi.

(3) Lorsqu'un système de paiement ou un système de règlement des opérations de titres visé à l'article 108 ne remplit plus les exigences prévues au présent titre, la Banque centrale en informe sans délai l'opérateur du système concerné et le Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

La décision de la Banque centrale du Luxembourg peut être déférée, dans le délai d'un mois, sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Le Ministre ayant dans ses attributions la place financière informe la Commission européenne de l'avis de la Banque centrale de Luxembourg reçu au titre du premier alinéa.

Art. 110.– Les autorités compétentes

(1) Le Ministre ayant dans ses attributions la place financière notifie à la Commission européenne les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg.

(2) La Banque centrale du Luxembourg désigne les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, qui répondent aux exigences du présent titre.

La Banque centrale du Luxembourg tient le tableau officiel des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108. Le tableau officiel est accessible sur le site Internet de la Banque centrale du Luxembourg et est régulièrement mis à jour. Il est publié au Mémorial au moins à chaque fin d'année.

La Banque centrale du Luxembourg veille au bon fonctionnement des systèmes visés à l'article 108 en application de l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

La Banque centrale du Luxembourg rend compte chaque année dans son rapport annuel de l'exercice de la mission qui lui incombe en vertu de l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg et plus particulièrement, en vertu du présent titre.

Art. 111.– Le caractère définitif du règlement dans les systèmes visés à l'article 108

(1) Un ordre de transfert ne peut plus être révoqué ou remis en cause par un participant à un système visé à l'article 108 ou par un tiers à partir du moment de son introduction dans ledit système. De même, à partir de ce moment, la compensation ne peut plus être remise en cause pour quelque raison que ce soit, nonobstant toute disposition législative, réglementaire, contractuelle ou usuelle qui prévoit l'annulation des contrats et des transactions conclus avant le moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

Le moment de l'introduction d'un ordre de transfert dans un système visé à l'article 108 est défini par les règles de fonctionnement dudit système.

(2) Même en cas de procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant, les ordres de transfert et la compensation dans les systèmes visés à l'article 108 produisent leurs effets en droit entre parties et sont opposables aux tiers à condition que les ordres de transfert aient été introduits dans le système avant le moment de l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

Les ordres de transfert introduits dans un système après le moment de l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité et exécutés le jour de cette ouverture ne produisent leurs effets en droit entre parties et

ne sont opposables aux tiers qu'à condition que l'opérateur du système, l'organe de règlement, la contrepartie centrale et la chambre de compensation puissent prouver, après le moment du règlement, qu'ils n'avaient pas connaissance et n'étaient pas tenus d'avoir connaissance de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

(3) Une procédure d'insolvabilité ne peut avoir, sur les droits et obligations d'un participant qui découlent de sa participation à un système ou qui sont liés à cette participation, d'effet rétroactif par rapport au moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

(4) L'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant n'empêche pas l'utilisation des fonds ou titres disponibles sur le compte de règlement propre dudit participant pour permettre à celui-ci de s'acquitter de ses obligations dans le système au jour de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

Toute facilité de crédit dudit participant liée au système peut être utilisée moyennant une garantie existante et disponible pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations dans le cadre du système.

(5) Tout compte de règlement auprès d'un opérateur de système ou d'un organe de règlement, de même que tout transfert, via un établissement de crédit de droit luxembourgeois ou étranger, à porter à un tel compte de règlement, ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un participant (autre que l'opérateur du système ou l'organe de règlement), une contrepartie ou un tiers.

Art. 112.– *La préservation des droits du titulaire de garanties constituées dans le cadre de systèmes de paiement ou systèmes de règlement d'opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1) ou dans le cadre d'opérations des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne contre les effets de l'insolvabilité de la partie ayant constitué les garanties*

(1) Aux fins du présent article, „garantie“ signifie tout élément d'actif réalisable, y compris de l'argent, fourni dans le cadre d'un nantissement, d'un accord de pension, d'un transfert fiduciaire ou d'un accord analogue, ou d'une autre manière, dans le but de garantir les droits et obligations susceptibles de se présenter dans le cadre d'un système au sens de l'article 107, point 1), ou fourni aux banques centrales des Etats membres ou à la Banque centrale européenne.

(2) Les droits:

- a) d'un participant sur les garanties constituées en sa faveur dans le cadre d'un système au sens de l'article 107, point 1) et
 - b) des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne sur les garanties constituées en leur faveur dans le cadre d'opérations effectuées en leur qualité de banques centrales
- ne sont pas affectés par une procédure d'insolvabilité à l'encontre du participant ou de la contrepartie des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne qui a constitué les garanties. Nonobstant toute disposition contraire prévue par la loi applicable à la procédure d'insolvabilité, ces garanties peuvent être réalisées pour satisfaire les droits couverts par ces garanties.

(3) Lorsque des titres, y compris des droits sur des titres, sont constitués en garantie au bénéfice de participants ou de banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne, comme il est indiqué au paragraphe précédent, et que leur droit (ou celui de tout mandataire, agent ou tiers agissant pour leur compte) relatif à ces titres est inscrit légalement dans un registre, un compte ou auprès d'un système de dépôt centralisé situé dans un Etat membre, la détermination des droits de ces entités en tant que titulaires de la garantie relative à ces titres est régie par la législation de cet Etat membre.

Art. 113.– *L'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant à un système de paiement ou à un système de règlement des opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1)*

(1) Lorsqu'une procédure d'insolvabilité est ouverte à l'encontre d'un participant à un système visé à l'article 108, les droits et obligations découlant de sa participation ou liés à cette participation sont déterminés par la loi luxembourgeoise.

Lorsqu'une procédure d'insolvabilité est ouverte à l'encontre d'un participant luxembourgeois à un système au sens de l'article 107, point 1) d'un autre Etat membre, les droits et obligations découlant de sa participation ou liés à cette participation sont déterminés par la loi applicable audit système.

(2) Lorsque, relativement à un participant luxembourgeois à un système au sens de l'article 107, point 1), le Tribunal est saisi d'une requête ou prononce un jugement qui, par application des chapitres 1 et 2 de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ou des dispositions visées à l'article 61, paragraphe (18) de cette loi, ont pour effet de suspendre les paiements de ce participant, le greffe du Tribunal notifie immédiatement à la Commission de surveillance du secteur financier et à la Banque centrale du Luxembourg la requête ou la décision en question, en précisant l'heure à laquelle elle a été déposée, respectivement prononcée.

Le greffe du Tribunal notifiera pareillement à la Commission de surveillance du secteur financier et à la Banque centrale du Luxembourg toute décision ultérieure dont l'effet serait de mettre fin à la suspension des paiements du participant, respectivement d'en modifier la base légale.

(3) La Banque centrale du Luxembourg veille à son tour à notifier sans délai à l'opérateur du système visé à l'article 108 la requête ou la décision d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'égard d'un participant luxembourgeois.

Lorsqu'il s'agit d'un participant luxembourgeois à un système d'un autre Etat membre, la Banque centrale du Luxembourg notifie sans délai la décision à l'autorité compétente des autres Etats membres concernés chargée de la surveillance („oversight“) dudit système, sans préjudice des dispositions de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Sans préjudice des dispositions de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la Banque centrale du Luxembourg est l'autorité compétente pour recevoir d'une autorité d'un autre Etat membre ou d'un pays tiers désignée à cet effet la notification de la décision d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité prise par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de cet Etat membre ou pays tiers à l'égard d'un participant à un système visé à l'article 108.

Art. 114.– *Le droit à l'information à l'égard des institutions luxembourgeoises participant à des systèmes de paiement ou à des systèmes de règlement des opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1)*

Toute personne y ayant un intérêt légitime peut exiger d'une institution au sens de l'article 107, point 2) établie au Luxembourg qu'elle lui indique les systèmes de paiement et les systèmes de règlement d'opérations sur titres auxquels elle participe et lui fournisse des informations sur les principales règles auxquelles est assujéti le fonctionnement de ces systèmes.

Art. 115.– *Les obligations incombant aux opérateurs des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108*

Les opérateurs des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108 doivent indiquer à la Banque centrale du Luxembourg les participants aux systèmes, y compris tout participant indirect éventuel, ainsi que tout changement de ces personnes.

TITRE VI

Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales

Art. 116.– *Dispositions transitoires*

(1) Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les personnes morales de droit luxembourgeois, qui ont commencé avant le 25 décembre 2007 à exercer, conformément au droit national en vigueur, l'activité d'établissement de paiement au sens de la présente loi sont autorisées à poursuivre cette activité au Luxembourg jusqu'au 30 avril 2011, sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission. Si les personnes concernées n'ont pas obtenu l'agrément dans ce délai, il leur sera interdit, conformément à l'article 4, de continuer à fournir des services de paiement à partir du 1er mai 2011.

(2) Si la Commission a déjà la preuve que les personnes morales visées au paragraphe (1) respectent les exigences définies à la section 1 du chapitre 1 du titre II, elle peut demander par écrit au Ministre ayant dans ses attributions la Commission de leur accorder l'agrément. La Commission informe les personnes morales concernées avant d'adresser une demande d'agrément pour leur compte au Ministre ayant dans ses attributions la Commission.

(3) Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les personnes physiques ou morales qui ont commencé avant le 25 décembre 2007 à exercer, conformément au droit national en vigueur, l'activité d'établissement de paiement au sens de la présente loi et pour lesquelles une dérogation est possible au titre de l'article 48, sont autorisées à poursuivre cette activité au Luxembourg jusqu'au 25 décembre 2010, sans qu'il soit fait usage d'une dérogation au titre de l'article 48 et de l'inscription au registre prévu à l'article 36, paragraphe (1). Si les personnes concernées n'ont pas obtenu dans ce délai une dérogation de la part de la Commission, il leur sera interdit, conformément à l'article 4, de continuer à fournir des services de paiement à partir du 26 décembre 2010.

Art. 117. – Dispositions modificatives de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

La loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est modifiée comme suit:

1) Le point 9) de l'article 1er est complété comme suit:

„, c'est-à-dire des personnes dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à fournir un ou plusieurs services d'investissement à des tiers et/ou à exercer une ou plusieurs activités d'investissement à titre professionnel;“

2) Le point 27) de l'article 1er est modifié comme suit:

„, „professionnels du secteur financier“: les établissements de crédit et les PSF;“

3) Le point 28) de l'article 1er est modifié comme suit:

„, „PSF“: les personnes dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à exercer à titre professionnel une activité du secteur financier ou une des activités connexes ou complémentaires visées à la sous-section 3 de la section 2 du chapitre 2 de la partie I de la présente loi, à l'exclusion des établissements de crédit et des personnes visées au paragraphe (2) de l'article 1-1 de la présente loi;“

4) Il est inséré, avant la partie I, un nouvel article 1-1 de la teneur suivante:

„Art. 1-1. Champ d'application

(1) La présente loi s'applique aux établissements de crédit et aux PSF.

(2) Elle ne s'applique pas:

- a) aux entreprises d'assurance ou de réassurance visées par la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- b) aux personnes qui fournissent un service d'investissement exclusivement à leur entreprise mère, à leurs filiales ou à une autre filiale de leur entreprise mère;
- c) aux personnes qui fournissent un service relevant de la présente loi, exclusivement à une ou plusieurs entreprises appartenant au même groupe que la personne qui fournit le service, sauf dispositions spécifiques contraires;
- d) aux personnes qui fournissent un service relevant du chapitre 2 de la partie I de la présente loi, si cette activité est exercée de manière accessoire dans le cadre d'une activité professionnelle et si cette dernière est régie par des dispositions législatives ou réglementaires ou par un code de déontologie régissant la profession, qui n'excluent pas la fourniture de ce service;
- e) aux personnes qui ne fournissent aucun service d'investissement ou n'exercent aucune activité d'investissement autre que la négociation pour compte propre à moins que ces personnes ne soient des teneurs de marché ou ne négocient pour compte propre en dehors d'un marché réglementé ou d'un MTF de façon organisée, fréquente et systématique en fournissant un système accessible à des tiers en vue de conclure des transactions avec ces tiers;

- f) aux personnes dont les services d'investissement consistent exclusivement dans la gestion d'un système de participation des salariés;
- g) aux personnes qui fournissent des services d'investissement qui ne consistent que dans la gestion d'un système de participation des salariés et la fourniture de services d'investissement exclusivement à leur entreprise mère, à leurs filiales ou à une autre filiale de leur entreprise mère;
- h) aux membres du système européen de banques centrales, ni aux autres organismes nationaux à vocation similaire, ni aux autres organismes publics chargés de la gestion de la dette publique ou intervenant dans cette gestion;
- i) aux organismes de placement collectif visés par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ou par la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, ni à leurs gestionnaires et conseillers;
- j) aux fonds de pension visés par la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav ou d'asep ou aux fonds de pension soumis au contrôle du Commissariat aux assurances, ni à leurs gestionnaires d'actif et gestionnaires de passif;
- k) aux personnes négociant des instruments financiers pour compte propre ou fournissant des services d'investissement portant sur des instruments dérivés sur matières premières ou des contrats sur instruments dérivés visés à l'annexe II, section B, point 10 aux clients de leur activité principale à condition que ces prestations soient, au niveau du groupe, accessoires par rapport à leur activité principale et que cette dernière ne consiste pas dans la fourniture de services d'investissement visés aux sections A et C de l'annexe II ou l'exercice de l'une ou plusieurs des activités visées à l'annexe I;
- l) aux personnes fournissant des conseils en investissement dans le cadre de l'exercice d'une autre activité professionnelle qui n'est pas visée par les sous-sections 1 et 2 du chapitre 2 de la partie I de la présente loi à condition que la fourniture de tels conseils ne soit pas spécifiquement rémunérée;
- m) aux personnes dont l'activité principale consiste à négocier pour compte propre des matières premières et/ou des instruments dérivés sur matières premières. La présente exemption ne s'applique pas lorsque les personnes qui négocient pour compte propre des matières premières et/ou des instruments dérivés sur matières premières font partie d'un groupe dont l'activité principale consiste dans la fourniture d'autres services d'investissement visés aux sections A et C de l'annexe II ou l'exercice de l'une ou plusieurs des activités visées à l'annexe I;
- n) aux entreprises dont les services et/ou activités d'investissement consistent exclusivement à négocier pour compte propre sur un marché d'instruments financiers à terme ou d'options ou d'autres marchés dérivés et sur des marchés au comptant uniquement aux fins de couvrir des positions sur des marchés dérivés, ou qui négocient ou font un prix pour d'autres membres du même marché et qui sont couvertes par la garantie d'un membre compensateur de celui-ci. La responsabilité des contrats passés par ces entreprises doit être assumée par un membre compensateur du même marché;
- o) aux organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), ni à leurs gestionnaires;
- p) aux organismes de titrisation, ni aux représentants-fiduciaires intervenant auprès d'un tel organisme;
- q) aux établissements de paiement visés par la loi du xxx relative aux services de paiement;
- r) aux autres personnes exerçant une activité dont l'accès et l'exercice sont régis par des lois particulières.

(3) Les droits que la directive 2004/39/CE du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers confère aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ne s'étendent pas à la fourniture de services en qualité de contrepartie dans les transactions effectuées par des organismes publics chargés de la gestion de la dette publique ou par des membres du système européen de banques centrales, dans le cadre des tâches qui leur sont assignées par le traité et par les statuts du système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne ou de fonctions équivalentes en vertu de dispositions nationales."

- 5) Suite à l'insertion d'un nouvel article 1-1, l'actuel article 1-1 est renuméroté en article 1-2.
- 6) Au paragraphe (7) de l'article 3 le passage „Sans préjudice des sections 3 et 4 du présent chapitre et de l'article 18, paragraphe (2) de la loi relative aux marchés d'instruments financiers,“ est remplacé par „Sans préjudice de la section 3 du présent chapitre, du chapitre 2 du titre II de la loi du xxx relative aux services de paiement et de l'article 18, paragraphe (2) de la loi relative aux marchés d'instruments financiers,“.
- 7) Le paragraphe (2) de l'article 5 est modifié comme suit:

„(2) L'établissement de crédit doit satisfaire aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1 dans le cadre de la prestation de services d'investissement et/ou de l'exercice d'activités d'investissement. Dans le cadre de son activité de banque dépositaire d'organismes de placement collectif, de fonds de pension, d'organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, l'établissement de crédit n'est pas soumis aux exigences précitées.“
- 8) La section 4 du chapitre 1 de la partie I est abrogée.
- 9) L'article 13 est remplacé par le texte suivant:

„Le présent chapitre s'applique à toute personne physique établie à titre professionnel au Luxembourg ainsi qu'à toute personne morale de droit luxembourgeois dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à exercer à titre professionnel une activité du secteur financier ou une des activités connexes ou complémentaires visées à la sous-section 3 de la section 2 du présent chapitre.“
- 10) Au début du paragraphe (1bis) de l'article 17 les termes „Le demandeur“ sont remplacés par les termes „L'entreprise d'investissement“.
- 11) Est ajouté au paragraphe (1bis) de l'article 17 un nouveau second alinéa de la teneur suivante:

„Le dispositif de gouvernance interne, les processus, les procédures et les mécanismes visés au présent article sont exhaustifs et adaptés à la nature, à l'échelle et à la complexité des activités de l'entreprise d'investissement.“
- 12) La première phrase du paragraphe (2) de l'article 17 est remplacée par le libellé suivant:

„L'entreprise d'investissement doit satisfaire aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1 pour les services d'investissement fournis et/ou les activités d'investissement exercées, ainsi que pour les services auxiliaires fournis tels que visés à la section C de l'annexe II.“
- 13) Le second alinéa du paragraphe (2) de l'article 17 est complété par la phrase suivante:

„L'organisation administrative et comptable et les procédures de contrôle interne sont exhaustives et adaptées à la nature, à l'échelle et à la complexité des activités d'un PSF autre qu'une entreprise d'investissement.“
- 14) Le paragraphe (3) de l'article 17 est abrogé.
- 15) Les articles 28-1 et 28-6 sont abrogés.
- 16) Au second alinéa de l'article 29, paragraphe (1), il y a lieu de remplacer la référence qui y est faite à l'article 13, paragraphe 2, lettre d) par une référence à l'article 1-1, paragraphe (2), lettre c).
- 17) Sont insérés dans le chapeau du paragraphe (1) de l'article 29-1 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.
- 18) Sont insérés au premier tiret du paragraphe (1) de l'article 29-1 après „de PSF,“ les mots „d'établissements de paiement,“.
- 19) Sont insérés au paragraphe (1) de l'article 29-2 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.
- 20) Sont insérés au paragraphe (1) de l'article 29-3 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.
- 21) Sont insérés au premier alinéa du paragraphe (1) de l'article 29-4 entre les acronymes „PSF“ et „OPC“ les mots „établissements de paiement,“.
- 22) Sont insérés au dernier alinéa du paragraphe (1) de l'article 29-4 après „au PSF,“ les mots „à l'établissement de paiement,“.
- 23) Le chapitre 5 de la partie I est abrogé.

- 24) Le paragraphe (1) de l'article 35 est abrogé.
- 25) Sont ajoutés à la fin du premier alinéa du paragraphe (4) de l'article 35 les mots suivants:
„conformément au paragraphe suivant.“
- 26) Il est ajouté à l'article 35 un nouveau paragraphe (5) de la teneur suivante:
„(5) Le chapitre 4 de la présente partie s'applique aux services d'investissement fournis et/ou aux activités d'investissement exercées par les établissements de crédit et par les entreprises d'investissement visés au paragraphe (4). Il s'applique en outre aux services auxiliaires fournis par les entreprises d'investissement.
Dans le cadre de son activité de banque dépositaire d'organismes de placement collectif, de fonds de pension, d'organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, l'établissement de crédit n'est pas soumis aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1.“
- 27) Le chapitre 1 de la partie II est abrogé.
- 28) Le paragraphe (2) de l'article 37 est abrogé et remplacé par le texte suivant:
„(2) Les fonds des clients doivent être déposés auprès de l'une quelconque des entités suivantes:
a) une banque centrale;
b) un établissement de crédit agréé au Luxembourg ou dans un autre Etat membre;
c) un établissement de crédit agréé dans un pays tiers;
d) un fonds du marché monétaire éligible.
Les instruments financiers détenus par un PSF pour compte de ses clients peuvent être déposés sur un ou plusieurs comptes ouverts auprès d'un tiers pour autant que le PSF agisse avec toute la compétence, le soin et la diligence requis dans la sélection, la désignation et l'examen périodique de ce tiers et que des dispositions soient convenues avec ce tiers pour la tenue et la conservation de ces instruments financiers.“
- 29) La partie IIbis est abrogée.
- 30) La deuxième phrase de l'article 42 est supprimée.
- 31) La fin du paragraphe (2) de l'article 44-2 est modifiée comme suit:
„– les autorités investies de la mission publique de surveillance des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres,
des informations destinées à l'exercice de leurs fonctions.“
- 32) Il est ajouté un nouveau paragraphe (5) à l'article 44-2 de la teneur suivante:
„(5) En cas de situation d'urgence visée aux articles 50-1, paragraphe (6) et 51-6ter, paragraphe (6), la Commission peut communiquer des informations aux départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés aux fins de la prévention, de la gestion ou de la résolution d'une crise financière.“
- 33) Sont ajoutés au début de l'article 47 les mots suivants: „Sans préjudice du chapitre 1 du titre II de la loi du xxx relative aux services de paiement,“.
- 34) Le chapitre 2bis de la partie III est abrogé.
- 35) L'article 48 est modifié comme suit:
„Art. 48. Définitions
Aux fins du présent chapitre, on entend par:
– „compagnie financière holding“: un établissement financier dont les entreprises filiales sont exclusivement ou principalement des établissements de crédit ou des établissements financiers, l'une au moins de ces filiales étant un établissement de crédit, et qui n'est pas une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3);
– „compagnie holding mixte“: une entreprise mère autre qu'une compagnie financière holding ou un établissement de crédit ou une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3), qui compte parmi ses filiales au moins un établissement de crédit;

- „entreprise de services auxiliaires“: une entreprise dont l’activité principale consiste en la détention ou la gestion d’immeubles, en la gestion de services informatiques, ou en toute autre activité similaire ayant un caractère auxiliaire par rapport à l’activité principale d’un ou de plusieurs établissements de crédit ou d’une ou de plusieurs entreprises d’investissement;
- „compagnie financière holding mère au Luxembourg“: une compagnie financière holding établie au Luxembourg qui n’est pas elle-même une filiale d’un établissement de crédit agréé au Luxembourg ou d’une autre compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- „compagnie financière holding mère dans l’UE“: une compagnie financière holding mère établie dans un Etat membre, qui n’est pas une filiale d’un établissement de crédit agréé dans un Etat membre ou d’une autre compagnie financière holding établie dans un Etat membre;
- „établissement de crédit mère au Luxembourg“: un établissement de crédit agréé au Luxembourg qui a comme filiale un établissement de crédit ou un établissement financier, ou qui détient une participation dans un tel établissement, et qui n’est pas lui-même une filiale d’un autre établissement de crédit agréé au Luxembourg ou d’une compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- „établissement de crédit mère dans l’UE“: un établissement de crédit mère agréé dans un Etat membre, qui n’est pas une filiale d’un autre établissement de crédit agréé dans un Etat membre ou d’une compagnie financière holding établie dans un Etat membre.“

36) L’article 50-1, paragraphe (6) est modifié comme suit:

„(6) Lorsque survient une situation d’urgence, notamment une évolution défavorable des marchés financiers, susceptible de menacer la stabilité du système financier dans l’un des Etats membres où des entités d’un groupe ont été agréées, et que la Commission est l’autorité compétente chargée d’exercer la surveillance sur une base consolidée en vertu de l’article 49, elle alerte, dès que possible, sous réserve des dispositions des articles 44 à 44-2, les banques centrales des Etats membres concernés et les départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés. Si possible, la Commission utilise les voies de communication définies existantes.“

37) L’article 51-2 est modifié comme suit:

„Art. 51-2. Définitions

Aux fins du présent chapitre, on entend par:

- „établissement financier“: une entreprise autre qu’un établissement de crédit ou une entreprise d’investissement, dont l’activité principale consiste à prendre des participations ou à exercer une ou plusieurs activités visées aux points 2 à 12 de la liste figurant à l’annexe I de la présente loi;
- „compagnie financière holding“: un établissement financier dont les filiales sont soit exclusivement ou principalement des entreprises d’investissement, soit d’autres établissements financiers, l’une au moins de ces filiales étant une entreprise d’investissement, et qui n’est pas une compagnie financière holding mixte au sens de l’article 51-9, point 3);
- „compagnie holding mixte“: une entreprise mère autre qu’une compagnie financière holding ou une entreprise d’investissement ou une compagnie financière holding mixte au sens de l’article 51-9, point 3), qui compte parmi ses filiales au moins une entreprise d’investissement;
- „entreprise de services auxiliaires“: une entreprise au sens de l’article 48;
- „compagnie financière holding mère au Luxembourg“: une compagnie financière holding qui n’est pas elle-même une filiale d’un établissement de crédit ou d’une entreprise d’investissement agréé au Luxembourg ou d’une autre compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- „compagnie financière holding mère dans l’UE“: une compagnie financière holding mère dans un Etat membre, qui n’est pas une filiale d’un établissement de crédit ou d’une entreprise d’investissement agréé dans un Etat membre ou d’une autre compagnie financière holding établie dans un Etat membre;
- „entreprise d’investissement mère au Luxembourg“: une entreprise d’investissement agréée au Luxembourg qui a comme filiale un établissement de crédit ou une entreprise d’investissement, ou un établissement financier, ou qui détient une participation dans de tels établissements, et qui n’est pas elle-même une filiale d’un autre établissement de crédit ou d’une autre entreprise

d'investissement agréé au Luxembourg ou d'une compagnie financière holding établie au Luxembourg;

- „entreprise d'investissement mère dans l'UE“: une entreprise d'investissement mère dans un Etat membre qui n'est pas une filiale d'un autre établissement agréé dans un Etat membre ou d'une compagnie financière holding établie dans un Etat membre.

Par ailleurs sont comprises, pour les besoins du présent chapitre dans les termes „entreprise d'investissement“ les entreprises d'investissement de pays tiers à l'UE.“

38) L'article 51-6ter, paragraphe (6) est modifié comme suit:

„(6) Lorsque survient une situation d'urgence, notamment une évolution défavorable des marchés financiers, susceptible de menacer la stabilité du système financier dans l'un des Etats membres où des entités d'un groupe ont été agréées, et que la Commission est l'autorité compétente chargée d'exercer la surveillance sur une base consolidée en vertu de l'article 51-3, elle alerte, dès que possible, sous réserve des dispositions des articles 44 à 44-2, les banques centrales des Etats membres concernés et les départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés. Si possible, la Commission utilise les voies de communication définies existantes.“

39) Les troisième et quatrième phrases du paragraphe (1) de l'article 52 sont abrogées.

40) Le quatrième tiret de l'article 60 est modifié comme suit:

„– „établissement“ signifie un établissement qui a la gestion de fonds de tiers. Sont visés les établissements de crédit, les commissionnaires, les gérants de fortunes, les professionnels intervenant pour compte propre, les distributeurs de parts d'OPC qui acceptent ou font des paiements, les preneurs d'instruments financiers et les teneurs de marché;“

41) Le paragraphe (9) de l'article 60-2 est modifié comme suit:

„(9) Le greffe informe immédiatement la Commission et la Banque centrale du Luxembourg de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission, à la Banque centrale du Luxembourg et à l'établissement par lettre recommandée.“

42) Le paragraphe (6) de l'article 61 est modifié comme suit:

„(9) Le greffe informe immédiatement la Commission et la Banque centrale du Luxembourg de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission, à la Banque centrale du Luxembourg et à l'établissement par lettre recommandée.“

43) Le chapitre 4 de la partie IV est abrogé.

44) Le point 4 de l'annexe I est modifié comme suit:

„4. Services de paiement au sens de l'article 1er, point 38) de la loi du xxx relative aux services de paiement.“

45) Le point 5 de l'annexe I est modifié comme suit:

„5. Emission et gestion d'autres moyens de paiement (par exemple, chèques de voyage et lettres de crédit) dans la mesure où cette activité n'est pas couverte par le point 4.“

Art. 118.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

La loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme est modifiée comme suit:

1) Le point 1. du paragraphe (1) de l'article 2 est complété comme suit:

„et les établissements de paiement agréés ou autorisés à exercer leur activité au Luxembourg en vertu de la loi du xxx relative aux services de paiement;“

2) Il est ajouté au paragraphe (1) de l'article 2 un nouveau point (1bis) de la teneur suivante:

„1bis. Les personnes physiques et morales bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 48 de la loi du xxx relative aux services de paiement;“

3) Le point 7. du paragraphe (1) de l'article 2 est modifié comme suit:

„les personnes énumérées au paragraphe (2) de l'article 1-1 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier à l'exception des points a), e), h), i), j), l), o), p), q) et r) de ce paragraphe;“

Art. 119.– Dispositions modificatives de la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

La loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance est modifiée comme suit:

- 1) Le texte actuel de l'article 5 devient le nouveau paragraphe (1) de cet article.
- 2) Il est ajouté à l'article 5 un nouveau paragraphe (2) de la teneur suivante:

„(2) Lorsque la loi du xxx relative aux services de paiement est également applicable, les dispositions en matière d'information de l'article 3, paragraphe (1) de la présente loi, à l'exception des points 2) c) à g), 3) a), d) et e), et 4) b), sont remplacées par les articles 65, 66, 70 et 71 de la loi du xxx relative aux services de paiement.“

Art. 120.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux

La loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux est modifiée comme suit:

- 1) La première phrase de l'article 28 est complétée comme suit:

„, ainsi que la prestation de services de paiement et l'émission de moyens de paiement sous une forme électronique.“
- 2) Il est ajouté à l'article 28 un nouvel alinéa de la teneur suivante:

„L'article 53 de la loi xxx relative aux services de paiement est applicable à l'émission par l'entreprise des postes et télécommunications de moyens de paiement sous une forme électronique.“

Art. 121.– Dispositions modificatives de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers

La loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers est modifiée comme suit:

- 1) Le paragraphe (1) de l'article 27 est modifié comme suit:

„(1) Le présent article s'applique aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement de droit luxembourgeois, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement de droit étranger dans la mesure où ils fournissent des services d'investissement et/ou exercent des activités d'investissement, sans préjudice de l'article 1bis, paragraphe (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.“
- 2) Le paragraphe (1) de l'article 28 est modifié comme suit:

„(1) Le présent article s'applique aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement de droit luxembourgeois, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement de droit étranger dans la mesure où ils fournissent des services d'investissement et/ou exercent des activités d'investissement, sans préjudice de l'article 1bis, paragraphe (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.“

Art. 122.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

La loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le point 20) de l'alinéa premier de l'article 1er est supprimé.
- 2) Il est inséré à la fin du point a) du paragraphe (1) de l'article 41 le bout de phrase suivant:

„au sens de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers,“.
- 3) La dernière phrase du second alinéa du paragraphe (4) de l'article 77 est supprimée.

Art. 123.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

La loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier est modifiée comme suit:

- 1) A la fin du premier alinéa du paragraphe (1) de l'article 2 les mots „ainsi que des SICAR“ sont remplacés par „ , des SICAR ainsi que des établissements de paiement au sens de la loi du xxx relative aux services de paiement.“.
- 2) Le troisième alinéa du paragraphe (1) de l'article 2 est abrogé.
- 3) Il est ajouté un nouveau dernier alinéa au paragraphe (1) de l'article 2 de la teneur suivante:
 „La Commission de surveillance du secteur financier est l'autorité compétente prévue par le règlement (CE) No 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération entre autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs („Règlement relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs“), pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs par les personnes soumises à sa surveillance.“
- 4) Il est ajouté à l'article 3-1 un second alinéa de la teneur suivante:
 „Dans l'accomplissement de ses missions, la Commission prend en considération l'objectif d'une application convergente à l'échelon européen des dispositions communautaires et des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs aux services financiers, ainsi que les bonnes pratiques de surveillance et recommandations dégagées dans le cadre des dispositifs multilatéraux de supervision existant au niveau communautaire.“

Art. 124.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

La loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg est modifiée comme suit:

- 1) Il est inséré à l'article 2 un nouveau paragraphe (5) de la teneur suivante:
 „(5) Au vu de sa mission relative à la promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement, la Banque centrale veille à l'efficacité et à la sécurité des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres, ainsi qu'à la sécurité des instruments de paiement.
 Les modalités de coordination et de coopération pour l'exercice de cette mission font l'objet d'accords entre la Banque centrale et la Commission de surveillance du secteur financier, dans le respect des compétences légales des parties.“
- 2) L'actuel paragraphe (5) de l'article 2 est renuméroté paragraphe (6) de ce même article.
- 3) L'article 15 est modifié comme suit:
 „**Art. 15.–** Le conseil de la Banque centrale propose au conseil des gouverneurs de la BCE un réviseur aux comptes conformément à la procédure prescrite par les Statuts du SEBC et de la BCE. A l'issue de la procédure d'agrément au niveau européen, le réviseur est nommé par le Gouvernement en conseil. Le réviseur aux comptes doit remplir les conditions requises pour l'exercice de la profession de réviseur d'entreprises agréé. Il est nommé pour cinq exercices financiers. Sa rémunération est à charge de la Banque centrale.“
- 4) Il est inséré après l'article 27-2 une nouvelle section de la teneur suivante:
„Les systèmes de paiement, les systèmes de règlement des opérations sur titres et les instruments de paiement
Art. 27-3.– Aux fins de l'accomplissement de la mission définie à l'article 2, paragraphe (5), la Banque centrale peut demander aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres toute information relative au fonctionnement de ces systèmes dont elle a besoin pour apprécier leur efficacité et leur sécurité et elle peut demander aux émetteurs d'instruments de paiement toute information relative aux instruments de paiement dont elle a besoin pour apprécier leur sécurité.
 La Banque centrale est habilitée à procéder à des visites sur place pour recueillir les informations visées au paragraphe (1). A cette fin elle se coordonne avec la Commission de surveillance du secteur financier.“
- 5) A l'article 33, paragraphe (2) les termes „ , sous réserve de réciprocité,“ sont supprimés.

Art. 125.– Dispositions modificatives de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

La loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est modifiée comme suit:

- 1) Il est ajouté un nouveau second alinéa à l'article 2 de la teneur suivante:

„Le Commissariat est en outre l'autorité compétente prévue par le règlement (CE) No 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération entre autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs („Règlement relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs“), pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs par les personnes soumises à sa surveillance.“

- 2) Il est ajouté à l'article 2-1 un second alinéa de la teneur suivante:

„Dans l'accomplissement de ses missions, le Commissariat prend en considération l'objectif d'une application convergente à l'échelon européen des dispositions communautaires et des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs au secteur des assurances, ainsi que les bonnes pratiques de surveillance et recommandations dégagées dans le cadre des dispositifs multilatéraux de supervision existant au niveau communautaire.“

Art. 126.– Disposition abrogatoire

Le titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique est abrogé.

Art. 127.– Date d'entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le 1er novembre 2009.

Art. 128.– Référence sous une forme abrégée

Toute référence à la présente loi pourra se faire sous l'intitulé abrégé „loi relative aux services de paiement“.

*

ANNEXE

Services de paiement (Article 1er, point 38))

1. Les services permettant de verser des espèces sur un compte de paiement et toutes les opérations qu'exige la gestion d'un compte de paiement.
2. Les services permettant de retirer des espèces d'un compte de paiement et toutes les opérations qu'exige la gestion d'un compte de paiement.
3. L'exécution d'opérations de paiement, y compris les transferts de fonds sur un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement de l'utilisateur ou auprès d'un autre prestataire de services de paiement:
 - l'exécution de domiciliations de créances, y compris d'une créance unique;
 - l'exécution d'opérations de paiement par le biais d'une carte de paiement ou d'un dispositif similaire;
 - l'exécution de virements, y compris d'ordres permanents.
4. L'exécution d'opérations de paiement dans le cadre desquelles les fonds sont couverts par une ligne de crédit accordée à l'utilisateur de services de paiement:
 - l'exécution de domiciliations de créances, y compris d'une créance unique;
 - l'exécution d'opérations de paiement par le biais d'une carte de paiement ou d'un dispositif similaire;
 - l'exécution de virements, y compris d'ordres permanents.
5. L'émission et/ou l'acquisition d'instruments de paiement.
6. Les transmissions de fonds (*money remittance*).
7. L'exécution d'opérations de paiement, lorsque le consentement du payeur à une opération de paiement est donné au moyen de tout dispositif de télécommunication, numérique ou informatique et que le paiement est adressé à l'opérateur du système ou du réseau de télécommunication ou informatique, agissant uniquement en qualité d'intermédiaire entre l'utilisateur de services de paiement et le fournisseur de biens ou services.

*

**TABLEAU DE CORRESPONDANCE
ENTRE LA DIRECTIVE 2007/64/CE ET LE PROJET DE LOI**

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 1er	Non transposable.
Article 2, par. 1	Article 2, par. (1)
par. 2	Article 2, par. (2)
par. 3	Il n'est pas fait usage de cette option dans la mesure où aucun établissement luxembourgeois n'est mentionné à l'article 2 de la directive 2006/48/CE.
Article 3	Article 3
Article 4, point 1)	Article 1er, point 21)
point 2)	Article 1er, point 20)
point 3)	Article 1er, point 38)
point 4)	Article 1er, point 18)
point 5)	Article 1er, point 31)
point 6)	Article 1er, point 41)
point 7)	Article 1er, point 35)
point 8)	Article 1er, point 3)
point 9)	Article 1er, point 37)
point 10)	Article 1er, point 46)
point 11)	Article 1er, point 6)
point 12)	Article 1er, point 7)
point 13)	Article 1er, point 44)
point 14)	Article 1er, point 5)
point 15)	Article 1er, point 23)
point 16)	Article 1er, point 32)
point 17)	Article 1er, point 8)
point 18)	Article 1er, point 42)
point 19)	Article 1er, point 2)
point 20)	Article 1er, point 43)
point 21)	Article 1er, point 25)
point 22)	Article 1er, point 1)
point 23)	Article 1er, point 26)
point 24)	Article 1er, point 30)
point 25)	Article 1er, point 40)
point 26)	Non transposé, car il n'est pas fait usage des options prévues aux articles 30, par. 2 et 51, par. 3.
point 27)	Article 1er, point 27)
point 28)	Article 1er, point 15)
point 29)	Article 1er, point 39)
point 30)	Article 1er, point 24)
Article 5	Article 8 + Article 7, par. (1), 2e alinéa

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 6, chapeau	Article 15, par. (4)
point a)	Article 15, par. (1)
point b)	Article 15, par. (2)
point c)	Article 15, par. (3)
Article 7, par. 1	Article 16, par. (1) et (2)
par. 2	Article 16, par. (3)
par. 3	Article 16, par. (4)
Article 8, par. 1	Article 17, par. (1)
par. 2	Article 17, par. (2)
par. 3	Article 17, par. (3)
Article 9, par. 1	Article 14, par. (1)
par. 2	Article 14, par. (2)
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
par. 4	Article 14, par. (3). Option utilisée.
Article 10, par. 1, 1re phrase	Article 6 + Article 7, par. (1), 1er alinéa
par. 1, 2e phrase	Article 9, par. (1)
par. 2	Article 7, par. (1), 3e et 4e alinéas
par. 3	Article 11, par. (1)
par. 4	Article 11, par. (2)
par. 5	Article 11, par. (3)
par. 6	Article 12, par. (1), 2e alinéa
par. 7	Article 12, par. (2) + Article 1er, point 28)
par. 8	Article 12, par. (3)
par. 9	Article 21, par. (1) + Article 23, par. (1) + Article 24, par. (1)
Article 11	Article 7, par. (5)
Article 12, par. 1	Article 20, par. (1)
par. 2	Article 20, par. (2)
par. 3	Article 20, par. (3)
Article 13	Article 36, par. (1)
Article 14	Article 7, par. (3) + Article 9, par. (2) + Article 11, par. (6) + Article 12, par. (4) à par. (6) + Article 13, par. (3) + Article 19, par. (4)
Article 15, par. 1	Article 19, par. (1)
par. 2	Article 19, par. (2) + Article 37, par. (1)
par. 3	Article 19, par. (3) + Article 37, par. (2)
par. 4	Article 37, par. (3) et (4)
Article 16, par. 1	Article 10, par. (1)
par. 2	Article 10, par. (2)
par. 3	Article 10, par. (3)
par. 4	Article 10, par. (4)

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
par. 5	Article 10, par. (5)
Article 17, par. 1	Article 11, par. (5) + Article 18, par. (1)
par. 2	Article 18, par. (2)
par. 3	Article 18, par. (3)
par. 4	Article 18, par. (4)
par. 5	Article 18, par. (5) + Article 21, par. (1) + Article 23
par. 6	Article 18, par. (6) + Article 21, par. (2) + Article 23, par. (3)
par. 7	Article 11, par. (4)
par. 8	Article 18, par. (7) + Article 23, par. (4)
Article 18, par. 1	Article 26, par. (1)
par. 2	Article 26, par. (2)
Article 19	Article 27
Article 20, par. 1	Article 31, par. (1) + Article 58, par. (3)
par. 2	Article 31, par. (4) + Loi relative à la concurrence
par. 3	Article 33, par. (1) et par. (2), points b) et c) + Article 58, par. (3)
par. 4	Article 34, par. (1) et par. (2)
par. 5	Article 31, par. (2), 1er alinéa
Article 21, par. 1, 1er alinéa	Article 31, par. (5)
par. 1, 2e alinéa	Article 31, par. (4), 1er, 2e, 3e, 7e, 10e, 11e et 12e tirets
par. 2	Article 31, par. (4), 4e, 5e, 6e, 8e et 9e tirets + Article 38 + Article 46
par. 3	Article 15, par. (5) + Article 16, par. (5) + Article 17, par. (6)
Article 22, par. 1	Article 32, par. (1)
par. 2	Article 32, par. (2)
par. 3	Article 32, par. (3) à (6) + Article 33, par. (2), points a) et d) à g)
Article 23	Droit administratif. Pas besoin de transposer cet article dans le présent projet de loi.
Article 24, par. 1	Article 33, par. (1)
par. 2	Article 33, par. (2), points a), b) et c)
Article 25, par. 1	Article 23, par. (1) + Article 24, par. (1)
par. 2	Article 34, par. (3) et par. (4)
par. 3	Article 34, par. (5) et par. (6)
par. 4	Article 34, par. (7) et par. (8)
par. 5	Non transposable.
Article 26, par. 1	Article 48, par. (1)
par. 2	Article 48, par. (3)
par. 3	Article 48, par. (4)
par. 4	Article 48, par. (2)
par. 5	Article 48, par. (5)

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
par. 6	Non transposable.
Article 27	Non transposable.
Article 28, par. 1	Article 57, par. (1)
par. 2	Article 57, par. (1)
Article 29	Article 4
Article 30, par. 1	Article 59, par. (1)
par. 2	Non transposé. Option non utilisée.
par. 3	Article 59, par. (2)
Article 31	Article 59, par. (3)
Article 32, par. 1	Article 60, par. (1)
par. 2	Article 60, par. (2)
par. 3	Article 60, par. (3)
Article 33	Non transposé. Option non utilisée.
Article 34, par. 1	Article 63, par. (1)
par. 2	Article 63, par. (2). Options sont utilisées.
Article 35, par. 1	Article 64, par. (1)
par. 2	Article 64, par. (2)
Article 36, par. 1	Article 65, par. (1)
par. 2	Article 65, par. (2)
par. 3	Article 65, par. (3)
Article 37, par. 1	Article 66, par. (1)
par. 2	Article 66, par. (2)
Article 38	Article 67
Article 39	Article 68
Article 40	Article 69
Article 41, par. 1	Article 70, par. (1)
par. 2	Article 70, par. (2)
par. 3	Article 70, par. (3)
Article 42	Article 71
Article 43	Article 72
Article 44, par. 1	Article 73, par. (1)
par. 2	Article 73, par. (2)
par. 3	Article 73, par. (3)
Article 45, par. 1	Article 74, par. (1)
par. 2	Article 74, par. (2)
par. 3	Article 74, par. (3)
par. 4	Article 74, par. (4)
par. 5	Article 74, par. (5)
par. 6	Non transposé. Option non utilisée.
Article 46	Article 75

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 47, par. 1	Article 76, par. (1)
par. 2	Article 76, par. (2)
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
Article 48, par. 1	Article 77, par. (1)
par. 2	Article 77, par. (2)
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
Article 49, par. 1	Article 61, par. (1)
par. 2	Article 61, par. (2)
Article 50, par. 1	Article 62, par. (1)
par. 2	Article 62, par. (2)
Article 51, par. 1	Article 78, par. (1)
par. 2	Non transposé. Option non utilisée.
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.
par. 4	Article 78, par. (2)
Article 52, par. 1	Article 79, par. (1)
par. 2	Article 79, par. (2)
par. 3	Article 79, par. (3). Option utilisée.
Article 53, par. 1	Article 80, par. (1)
par. 2	Article 80, par. (2). Options sont utilisées.
par. 3	Article 80, par. (3). Option non utilisée.
Article 54, par. 1	Article 81, par. (1)
par. 2	Article 81, par. (2)
par. 3	Article 81, par. (3)
par. 4	Article 81, par. (4)
Article 55, par. 1	Article 82, par. (1)
par. 2	Article 82, par. (2)
par. 3	Article 82, par. (3)
par. 4	Article 82, par. (4)
Article 56, par. 1	Article 83, par. (1)
par. 2	Article 83, par. (2)
Article 57, par. 1	Article 84, par. (1)
par. 2	Article 84, par. (2)
Article 58	Article 85
Article 59, par. 1	Article 86, par. (1)
par. 2	Article 86, par. (2)
Article 60, par. 1	Article 87, par. (1)
par. 2	Article 87, par. (2)
Article 61, par. 1	Article 88, par. (1)
par. 2	Article 88, par. (2)
par. 3	Non transposé. Option non utilisée.

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
par. 4	Article 88, par. (3)
par. 5	Article 88, par. (4)
Article 62, par. 1	Article 89, par. (1)
par. 2	Article 89, par. (2)
par. 3	Article 89, par. (3)
Article 63, par. 1	Article 90, par. (1)
par. 2	Article 90, par. (2)
Article 64, par. 1	Article 91, par. (1)
par. 2	Article 91, par. (2)
Article 65, par. 1	Article 92, par. (1)
par. 2	Article 92, par. (2)
par. 3	Article 92, par. (3)
Article 66, par. 1	Article 93, par. (1)
par. 2	Article 93, par. (2)
par. 3	Article 93, par. (3)
par. 4	Article 93, par. (4)
par. 5	Article 93, par. (5)
Article 67, par. 1	Article 94, par. (1)
par. 2	Article 94, par. (2)
par. 3	Article 94, par. (3)
Article 68, par. 1	Article 95, par. (1)
par. 2	Article 95, par. (2)
Article 69, par. 1	Article 96, par. (1)
par. 2	Article 96, par. (2)
par. 3	Article 96, par. (3)
Article 70	Article 97
Article 71	Article 98
Article 72	Non transposé. Option non utilisée.
Article 73, par. 1	Article 99, par. (1)
par. 2	Article 99, par. (2)
Article 74, par. 1	Article 100, par. (1)
par. 2	Article 100, par. (2)
par. 3	Article 100, par. (3)
Article 75, par. 1	Article 101, par. (1)
par. 2	Article 101, par. (2)
par. 3	Article 101, par. (3)
Article 76	Article 102
Article 77, par. 1	Article 103, par. (1)
par. 2	Article 103, par. (2)
Article 78	Article 104

<i>Directive 2007/64/CE</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 79	Article 105
Article 80, par. 1	Article 106, par. (2), 1er alinéa
par. 2	Article 106, par. (2), 2e alinéa
Article 81, par. 1	Articles 46 et 47 du projet de loi + Articles 59 et 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
par. 2	Non transposable.
Article 82, par. 1	Article 106, par. (1) et par. (2) + Article 46, par. (2) + Article 58, par. (1)
par. 2	Article 106, par. (1) et par. (2) + Article 46, par. (2) + Article 58, par. (1)
Article 83, par. 1	Article 106, par. (1)
par. 2	Article 106, par. (3)
Article 84	Non transposable.
Article 85	Non transposable.
Article 86	Non transposable.
Article 87	Non transposable.
Article 88, par. 1	Article 116, par. (1). Option utilisée.
par. 2	Non transposé. Sans objet dans le cas du Luxembourg.
par. 3	Article 116, par. (2). Option utilisée.
par. 4	Article 116, par. (3). Option utilisée.
Article 89	Article 125
Article 90, point 1)	Article 119
point 2)	Article 125
Article 91, point 1)	Article 118, point 1)
point 2)	Article 118, point 2)
point 3)	Article 118, points 1) et 2)
Article 92, point 1)	Article 117, point 44)
point 2)	Article 117, point 45)
Article 93	Article 117, point 29)
Article 94, par. 1	Intitulé du projet de loi + Article 127
par. 2	Non transposable.
Article 95	Non transposable.
Article 96	Non transposable.
Annexe	Annexe

Luxembourg, le 23 octobre 2009

Le Rapporteur,
Lucien THIEL

Le Président,
Michel WOLTER

Service Central des Imprimés de l'Etat

6015/08

N° 6015⁸**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- **portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- **portant modification de:**
 - **la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - **la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - **la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
 - **la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - **la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - **la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - **la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- **portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(10.11.2009)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 30 octobre 2009 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- **portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- **portant modification de:**
 - **la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
 - **la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
 - **la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance**
 - **la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
 - **la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
 - **la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
 - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
 - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - **la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- **portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 29 octobre 2009 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et les avis émis par le Conseil d'Etat en ses séances des 6 octobre 2009 et 20 octobre 2009;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 10 novembre 2009.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Alain MEYER

Service Central des Imprimés de l'Etat

6015

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 215

11 novembre 2009

S o m m a i r e

SERVICES DE PAIEMENT

Loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE
- portant modification de:
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique page **3698**

Loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE
- portant modification de:
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
 - la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance
 - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux
 - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 29 octobre 2009 et celle du Conseil d'Etat du 10 novembre 2009 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

TITRE I: DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}. – Définitions.

Sauf dispositions contraires, on entend aux fins de la présente loi par:

- 1) «agent»: une personne physique ou morale qui agit pour le compte d'un établissement de paiement pour la fourniture des services de paiement;
- 2) «authentification»: la procédure permettant au prestataire de services de paiement de vérifier l'utilisation d'un instrument de paiement donné, y compris ses dispositifs de sécurité personnalisés;
- 3) «bénéficiaire»: une personne physique ou morale qui est le destinataire prévu de fonds ayant fait l'objet d'une opération de paiement;
- 4) «Commission»: la Commission de surveillance du secteur financier;
- 5) «compte de paiement»: un compte qui est détenu au nom d'un ou de plusieurs utilisateurs de services de paiement et qui est utilisé aux fins de l'exécution d'opérations de paiement;
- 6) «consommateur»: une personne physique qui, dans le cadre des contrats de services de paiement régis par la présente loi, agit dans un but autre que son activité commerciale ou professionnelle;
- 7) «contrat-cadre»: un contrat de services de paiement qui régit l'exécution future d'opérations de paiement particulières et successives et peut énoncer les obligations et les conditions liées à l'ouverture d'un compte de paiement;
- 8) «date de valeur»: la date de référence utilisée par un prestataire de services de paiement pour calculer les intérêts applicables aux fonds débités d'un compte de paiement ou crédités sur un compte de paiement;
- 9) «directive 95/46/CE»: la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données;
- 10) «directive 98/26/CE»: la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres;
- 11) «directive 2000/46/CE»: la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements;
- 12) «directive 2005/60/CE»: la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;

- 13) «directive 2006/48/CE»: la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte);
- 14) «directive 2007/64/CE»: la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE;
- 15) «domiciliation de créances»: un service de paiement visant à débiter le compte de paiement d'un payeur, lorsqu'une opération de paiement est initiée par le bénéficiaire sur la base du consentement donné par le payeur au bénéficiaire, au prestataire de services de paiement du bénéficiaire ou au propre prestataire de services de paiement du payeur;
- 16) «entreprise mère»: une entreprise détentrice des droits suivants:
 - i) elle a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise, ou
 - ii) elle a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou
 - iii) elle a le droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise dont elle est actionnaire ou associé, en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, lorsque le droit dont relève cette entreprise permet qu'elle soit soumise à de tels contrats ou clauses statutaires, ou
 - iv) elle est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci, ou
 - v) elle peut exercer ou exerce effectivement une influence dominante sur une autre entreprise, ou
 - vi) elle est placée avec une autre entreprise sous une direction unique;
- 17) «établissement de monnaie électronique»: une personne morale, autre qu'un établissement de crédit au sens de l'article 4, point 1) a) de la directive 2006/48/CE, dont l'activité principale consiste à émettre des moyens de paiement sous la forme de monnaie électronique;
- 18) «établissement de paiement»: une personne morale qui, conformément à l'article 10 de la directive 2007/64/CE, a obtenu un agrément l'autorisant à fournir et à exécuter des services de paiement dans toute l'Union européenne. Est visée au Luxembourg toute personne morale qui a obtenu l'agrément de fournir et d'exécuter des services de paiement en application de l'article 7 de la présente loi. Y sont assimilées au Luxembourg les personnes qui ont obtenu l'agrément de fournir et d'exécuter des services de paiement en application de l'article 22 de la présente loi;
- 19) «Etat membre»: un Etat membre de l'Union européenne. Sont assimilés aux Etats membres de l'Union européenne les Etats parties à l'Accord sur l'Espace économique européen autres que les Etats membres de l'Union européenne, dans les limites définies par cet accord et les actes y afférents;
- 20) «Etat membre d'accueil»: l'Etat membre, autre que l'Etat membre d'origine, dans lequel un prestataire de services de paiement a un agent ou détient une succursale ou fournit des services de paiement;
- 21) «Etat membre d'origine»: l'un des Etats membres suivants:
 - i) l'Etat membre dans lequel le siège statutaire du prestataire de services de paiement est situé, ou
 - ii) si, conformément à son droit national, le prestataire de services de paiement n'a pas de siège statutaire, l'Etat membre dans lequel son administration centrale est située;
- 22) «filiale»: une entreprise à l'égard de laquelle sont détenus les droits énoncés à l'article 1^{er}, point 16). Les filiales d'une filiale sont également considérées comme filiales de l'entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises;
- 23) «fonds»: les billets de banque et les pièces, la monnaie scripturale et la monnaie électronique au sens de l'article 1^{er}, point 29) ii);
- 24) «groupe»: un groupe d'entreprises composé d'une entreprise mère, de ses filiales et des entités dans lesquelles l'entreprise mère ou ses filiales détiennent une participation, ainsi que des entreprises liées entre elles par le fait d'être placées sous une direction unique en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires ou par le fait d'avoir des organes d'administration, de direction ou de surveillance composés en majorité des mêmes personnes;
- 25) «identifiant unique»: la combinaison de lettres, de chiffres ou de symboles indiquée à l'utilisateur de services de paiement par le prestataire de services de paiement, que l'utilisateur de services de paiement doit fournir pour permettre l'identification certaine de l'autre utilisateur de services de paiement et/ou de son compte de paiement pour l'opération de paiement;
- 26) «instrument de paiement»: tout dispositif personnalisé ou ensemble de procédures convenu entre l'utilisateur de services de paiement et le prestataire de services de paiement et auquel l'utilisateur de services de paiement a recours pour initier un ordre de paiement;
- 27) «jour ouvrable»: un jour au cours duquel le prestataire de services de paiement du payeur ou le prestataire de services de paiement du bénéficiaire impliqués dans l'exécution d'une opération de paiement exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement;

- 28) «liens étroits»: une situation dans laquelle au moins deux personnes physiques ou morales sont liées par:
- i) une participation, à savoir le fait de détenir, directement ou par voie de contrôle, au moins 20% du capital ou des droits de vote d'une entreprise, ou
 - ii) un contrôle, à savoir la relation entre une entreprise mère et une filiale dans les cas visés à l'article 1^{er}, point 16), la relation entre entreprises liées par le fait d'être placées sous une direction unique ou une relation similaire entre toute personne physique ou morale et une entreprise. Toute filiale d'une filiale est également considérée comme une filiale de l'entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises.
- Est également considérée comme constituant un lien étroit entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales, une situation dans laquelle ces personnes sont liées de façon durable à une même personne par une relation de contrôle;
- 29) «monnaie électronique»: une valeur monétaire représentant une créance sur l'émetteur, qui est:
- i) stockée sur un support électronique et
 - ii) émise contre la remise de fonds d'un montant dont la valeur n'est pas inférieure à la valeur monétaire émise et
 - iii) acceptée comme moyen de paiement par des entreprises autres que l'émetteur;
- 30) «moyen de communication à distance»: tout moyen qui peut être utilisé pour conclure un contrat de services de paiement sans la présence physique simultanée du prestataire de services de paiement et de l'utilisateur de services de paiement;
- 31) «opération de paiement»: une action, initiée par le payeur ou le bénéficiaire, consistant à verser, transférer ou retirer des fonds, indépendamment de toute obligation sous-jacente entre le payeur et le bénéficiaire;
- 32) «ordre de paiement»: toute instruction d'un payeur ou d'un bénéficiaire à son prestataire de services de paiement demandant l'exécution d'une opération de paiement;
- 33) «participation»: le fait de détenir des droits dans le capital d'une entreprise, matérialisés ou non par des titres, qui, en créant un lien durable avec celle-ci, sont destinés à contribuer à l'activité de la société ou le fait de détenir, directement ou indirectement, au moins 20% des droits de vote ou du capital d'une entreprise;
- 34) «participation qualifiée»: le fait de détenir dans une entreprise, directement ou indirectement, au moins 10% du capital ou des droits de vote, conformément aux articles 8 et 9 de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières et aux conditions régissant l'agrégation des droits de vote énoncées à l'article 11, paragraphes (4) et (5) de cette même loi, ou toute autre possibilité d'exercer une influence notable sur la gestion de cette entreprise;
- 35) «payeur»: une personne physique ou morale qui est titulaire d'un compte de paiement et autorise un ordre de paiement à partir de ce compte de paiement, ou, en l'absence de compte de paiement, une personne physique ou morale qui donne un ordre de paiement;
- 36) «pays tiers»: un Etat autre qu'un Etat membre;
- 37) «prestataire de services de paiement»: l'une des entités ou personnes suivantes:
- i) les établissements de crédit au sens de l'article 4, point 1) a) de la directive 2006/48/CE;
 - ii) les établissements de monnaie électronique au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 3, point a) de la directive 2000/46/CE;
 - iii) les offices de chèques postaux qui sont habilités en droit national à fournir des services de paiement; est visée au Luxembourg l'Entreprise des Postes et Télécommunications;
 - iv) les établissements de paiement au sens de la directive 2007/64/CE;
 - v) la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales lorsqu'elles n'agissent pas en qualité d'autorités monétaires ou autres autorités publiques;
 - vi) les Etats membres ou leurs autorités régionales ou locales lorsqu'ils n'agissent pas en qualité d'autorités publiques;
 - vii) les personnes physiques et morales bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 48;
- 38) «services de paiement»: toute activité exercée à titre professionnel énumérée dans l'annexe;
- 39) «succursale»: un siège d'exploitation autre que l'administration centrale qui constitue une partie d'un établissement de paiement, qui n'a pas de personnalité juridique, et qui effectue directement, en tout ou en partie, les opérations inhérentes à l'activité d'établissement de paiement; tous les sièges d'exploitation créés dans le même Etat membre par un établissement de paiement ayant son administration centrale dans un autre Etat membre sont considérés comme une seule succursale;
- 40) «support durable»: tout instrument permettant à l'utilisateur de services de paiement de stocker les informations qui lui sont personnellement adressées d'une manière telle que ces informations puissent être consultées ultérieurement pendant une période adaptée à leur finalité et reproduites à l'identique;
- 41) «système de paiement»: un système permettant de transférer des fonds régi par des procédures formelles standardisées et des règles communes pour le traitement, la compensation ou le règlement d'opérations de paiement;

- 42) «taux de change de référence»: le taux de change qui sert de base pour calculer les opérations de change et qui est mis à la disposition par le prestataire de services de paiement ou émane d'une source accessible au public;
- 43) «taux d'intérêt de référence»: le taux d'intérêt servant de base pour calculer les intérêts à appliquer et qui provient d'une source accessible au public pouvant être vérifiée par les deux parties à un contrat de services de paiement;
- 44) «transmission de fonds»: un service de paiement pour lequel les fonds sont reçus de la part d'un payeur, sans création de comptes de paiement au nom du payeur ou du bénéficiaire, à la seule fin de transférer un montant correspondant vers un bénéficiaire ou un autre prestataire de services de paiement agissant pour le compte du bénéficiaire, et/ou pour lequel de tels fonds sont reçus pour le compte du bénéficiaire et mis à la disposition de celui-ci;
- 45) «Tribunal»: le tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale;
- 46) «utilisateur de services de paiement»: une personne physique ou morale qui utilise un service de paiement en qualité de payeur ou de bénéficiaire, ou des deux.

Article 2. – Champ d'application.

- (1) Les titres I à IV, à l'exception du chapitre 2 du titre II, s'appliquent aux services de paiement fournis par un prestataire de services de paiement situé au Luxembourg.

Cependant, à l'exception de l'article 99, les titres III et IV s'appliquent uniquement lorsque:

- à la fois le prestataire de services de paiement du payeur et celui du bénéficiaire sont situés au Luxembourg,
 - le prestataire de services de paiement du payeur est situé au Luxembourg et le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est situé dans un autre Etat membre,
 - le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est situé au Luxembourg et le prestataire de services de paiement du payeur est situé dans un autre Etat membre,
 - dans le cas des opérations de paiement dans lesquelles intervient un seul prestataire de services de paiement, ce dernier est situé au Luxembourg.
- (2) Les titres III et IV s'appliquent aux services de paiement fournis en euros ou dans la devise d'un Etat membre en dehors de la zone euro.
 - (3) Le chapitre 2 du titre II s'applique aux établissements de monnaie électronique de droit luxembourgeois.
 - (4) Le titre V s'applique aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifiés à la Commission européenne par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

Le titre V s'applique en outre aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Article 3. – Exclusions du champ d'application.

Les titres I à IV, à l'exclusion du chapitre 2 du titre II, ne s'appliquent pas:

- a) aux opérations de paiement exclusivement effectuées en espèces et allant directement du payeur au bénéficiaire, sans l'intervention du moindre intermédiaire;
- b) aux opérations de paiement allant du payeur au bénéficiaire, par l'intermédiaire d'un agent commercial habilité à négocier ou à conclure la vente ou l'achat de biens ou de services pour le compte du payeur ou du bénéficiaire;
- c) au transport physique de billets de banque et de pièces à titre professionnel, y compris leur collecte, leur traitement et leur remise;
- d) aux opérations de paiement consistant en la collecte et la remise d'espèces à titre non professionnel, dans le cadre d'une activité à but non lucratif ou caritative;
- e) aux services pour lesquels des espèces sont fournies par le bénéficiaire au bénéfice du payeur dans le cadre d'une opération de paiement, à la demande expresse de l'utilisateur de services de paiement formulée juste avant l'exécution de l'opération de paiement via un paiement pour l'achat de biens ou de services;
- f) aux activités de change, c'est-à-dire aux opérations «espèces contre espèces» dans lesquelles les fonds ne sont pas détenus sur un compte de paiement;
- g) aux opérations de paiement fondées sur l'un des documents suivants, tiré sur le prestataire de services de paiement en vue de mettre des fonds à la disposition du bénéficiaire:
 - i) un chèque papier régi par les dispositions de la convention de Genève du 19 mars 1931 portant loi uniforme sur les chèques,
 - ii) un chèque papier similaire à celui visé au point i) et régi par le droit d'un Etat membre non partie à la convention de Genève du 19 mars 1931 portant loi uniforme sur les chèques,

- iii) une traite sur support papier conformément à la convention de Genève du 7 juin 1930 portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre,
- iv) une traite sur support papier similaire à celle visée au point iii) et régie par le droit d'un Etat membre non partie à la convention de Genève du 7 juin 1930 portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre,
- v) un titre de service sur support papier,
- vi) un chèque de voyage sur support papier, ou
- vii) un mandat postal sur support papier tel que défini par l'Union postale universelle;
- h) aux opérations de paiement effectuées au sein d'un système de paiement ou de règlement des opérations sur titres entre des agents de règlement, des contreparties centrales, des chambres de compensation et/ou des banques centrales et d'autres participants au système, et des prestataires de services de paiement, sans préjudice de l'article 57;
- i) aux opérations de paiement liées au service d'actifs et de titres, y compris la distribution de dividendes, de revenus ou autres, les remboursements ou les ventes, effectuées par les personnes visées au point h) ou par des entreprises d'investissement, des établissements de crédit, des organismes de placement collectif ou des sociétés de gestion de portefeuille fournissant des services d'investissement et toute autre entité autorisée à garder en dépôt des instruments financiers;
- j) aux services fournis par des prestataires de services techniques à l'appui de la fourniture de services de paiement, sans qu'ils entrent, à aucun moment, en possession des fonds à transférer et consistant notamment dans le traitement et l'enregistrement des données, les services de protection de confiance et de la sphère privée et de protection de la vie privée, l'authentification des données et des entités, les technologies de l'information et la fourniture de réseaux de communication, ainsi que la fourniture et la maintenance des terminaux et dispositifs utilisés aux fins des services de paiement;
- k) aux services fondés sur des instruments de paiement qui ne peuvent être utilisés, pour l'acquisition de biens ou de services, que dans les locaux utilisés par l'émetteur ou, dans le cadre d'un accord commercial avec l'émetteur, à l'intérieur d'un réseau limité de prestataires de services ou pour un éventail limité de biens ou de services;
- l) les opérations de paiement exécutées au moyen d'un appareil de télécommunication ou d'un autre dispositif numérique ou informatique, lorsque les biens ou les services achetés sont livrés et doivent être utilisés au moyen d'un appareil de télécommunication ou d'un dispositif numérique ou informatique, à condition que l'opérateur du système de télécommunication, numérique ou informatique n'agisse pas uniquement en qualité d'intermédiaire entre l'utilisateur de services de paiement et le fournisseur des biens ou services;
- m) aux opérations de paiement effectuées entre prestataires de services de paiement, leurs agents ou succursales pour leur propre compte;
- n) aux opérations de paiement entre une entreprise mère et sa filiale, ou entre filiales d'une même entreprise mère, sans qu'aucun autre prestataire de services de paiement qu'une entreprise du même groupe ne fasse office d'intermédiaire;
- o) aux services de retrait d'espèces au moyen de distributeurs automatiques de billets, offerts par des prestataires agissant pour le compte d'un ou de plusieurs émetteurs de cartes, qui ne sont pas parties au contrat-cadre avec le client retirant de l'argent d'un compte de paiement, à condition que ces prestataires n'assurent pas d'autres services de paiement énumérés dans l'annexe.

Article 4. – Interdiction à toute personne autre que les prestataires de services de paiement de fournir des services de paiement.

Nul autre qu'un prestataire de services de paiement ne peut fournir des services de paiement. Cette interdiction ne s'applique pas aux activités expressément exclues du champ d'application de la présente loi.

TITRE II: PRESTATAIRES DE SERVICES DE PAIEMENT

CHAPITRE 1: ÉTABLISSEMENTS DE PAIEMENT

Section 1: L'agrément des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg

Article 5. – Le champ d'application.

La présente section s'applique à tout établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.

Article 6. – La nécessité d'un agrément.

Aucune personne de droit luxembourgeois autre que les prestataires de services de paiement visés à l'article 1^{er}, point 37), i) à iii) et v) à vii) ne peut fournir des services de paiement en tant qu'établissement de paiement sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission.

Article 7. – La procédure d'agrément.

- (1) L'agrément est accordé sur demande écrite par le Ministre ayant dans ses attributions la Commission et après instruction par la Commission portant sur les conditions exigées par la présente section.

La demande d'agrément doit être accompagnée des informations et pièces justificatives énumérées à l'article 8.

L'agrément est accordé si les informations et les pièces justificatives accompagnant la demande satisfont à toutes les conditions fixées à la présente section et si le Ministre ayant dans ses attributions la Commission parvient à une évaluation globalement favorable.

Avant d'accorder l'agrément, le Ministre ayant dans ses attributions la Commission peut consulter, le cas échéant, la Banque centrale du Luxembourg ou d'autres autorités publiques appropriées.

- (2) L'agrément précise les services de paiement que l'établissement de paiement est autorisé à fournir.
- (3) Un agrément est requis avant toute modification du type de services de paiement fournis.
- (4) La durée de l'agrément est illimitée.
- (5) La décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les trois mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les trois mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déférée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Article 8. – La demande d'agrément.

La demande d'agrément visée à l'article 7, paragraphe (1) doit être accompagnée des informations suivantes:

- a) un programme d'activité indiquant, en particulier, le type de services de paiement envisagé;
- b) un plan d'affaires, contenant notamment un calcul budgétaire prévisionnel afférent aux trois premiers exercices, démontrant que le requérant est en mesure de mettre en œuvre les systèmes, ressources et procédures appropriés et proportionnés nécessaires à son bon fonctionnement;
- c) la preuve que l'établissement de paiement dispose du capital initial prévu à l'article 15;
- d) pour les établissements de paiement visés à l'article 14, paragraphe (1), une description des mesures prises pour protéger les fonds des utilisateurs de services de paiement conformément à l'article 14;
- e) une description du dispositif de gouvernance interne et des mécanismes de contrôle interne, notamment des procédures administratives, de gestion des risques et comptables du requérant, qui démontre que ce dispositif de gouvernance interne, ces mécanismes de contrôle et ces procédures sont proportionnés, adaptés, sains et adéquats;
- f) une description des mécanismes de contrôle interne que le requérant a mis en place pour se conformer aux obligations définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et dans le règlement (CE) n° 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le payeur accompagnant les virements de fonds;
- g) une description de l'organisation structurelle du requérant, y compris, le cas échéant, une description du projet de recours à des agents et à des succursales et une description des accords d'externalisation, ainsi que de sa participation à un système de paiement national ou international;
- h) l'identité des actionnaires ou associés, directs ou indirects, personnes physiques ou morales, qui détiennent une participation qualifiée dans l'établissement à agréer, le montant de leur participation ainsi que la preuve de leur qualité, compte tenu de la nécessité de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement;
- i) l'identité des membres des organes d'administration et des personnes responsables de la gestion de l'établissement à agréer et, le cas échéant, des personnes responsables de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement et la preuve de ce qu'ils jouissent de l'honorabilité professionnelle et possèdent les compétences et l'expérience professionnelles requises aux fins de la prestation des services de paiement;
- j) le cas échéant, l'identité des réviseurs d'entreprises agréés;
- k) le statut juridique et les statuts du requérant;
- l) l'adresse de l'administration centrale du requérant.

Aux fins des points d), e) et g), le requérant fournit une description de ses dispositions en matière d'audit et des dispositions organisationnelles qu'il a arrêtées en vue de prendre toute mesure raisonnable pour protéger les intérêts de ses utilisateurs et garantir la continuité et la qualité de sa prestation de services de paiement.

Article 9. – La forme juridique.

- (1) L'agrément ne peut être accordé qu'à une personne morale pour laquelle l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.
- (2) Toute modification de la forme juridique et de la dénomination doit être communiquée au préalable à la Commission.

Article 10. – Les activités.

- (1) Outre la prestation des services de paiement, les établissements de paiement sont habilités à exercer les activités suivantes:
 - a) la prestation de services opérationnels et de services auxiliaires étroitement liés, tels que la garantie de l'exécution d'opérations de paiement, des services de change, des services de garde et l'enregistrement et le traitement de données;
 - b) la gestion de systèmes de paiement, sans préjudice de l'article 57;
 - c) les activités autres que la prestation de services de paiement, dans le respect du droit communautaire et du droit luxembourgeois.
- (2) Lorsque des établissements de paiement fournissent un ou plusieurs services de paiement, ils ne peuvent détenir que des comptes de paiement utilisés exclusivement pour des opérations de paiement. Les fonds d'utilisateurs de services de paiement reçus par des établissements de paiement en vue de la prestation de services de paiement ne constituent pas des dépôts ou autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, ni de la monnaie électronique au sens de l'article 1^{er}, point 29) de la présente loi.
- (3) Les établissements de paiement ne peuvent octroyer des crédits liés aux services de paiement visés aux points 4, 5 ou 7 de l'annexe de la présente loi que si l'ensemble des conditions suivantes sont remplies:
 - a) le crédit a un caractère accessoire et est octroyé exclusivement dans le cadre de l'exécution d'une opération de paiement,
 - b) le crédit consenti dans le cadre d'un paiement et exécuté conformément aux articles 23, paragraphe (1) et 24, paragraphe (1) de la présente loi est remboursé dans un bref délai, qui n'excède en aucun cas douze mois,
 - c) ce crédit n'est pas octroyé sur la base des fonds reçus ou détenus aux fins de l'exécution d'une opération de paiement, et
 - d) les fonds propres de l'établissement de paiement sont à tout moment, de l'avis de la Commission, appropriés au regard du montant global du crédit octroyé.
- (4) Il est interdit aux établissements de paiement d'exercer l'activité de réception de dépôts ou d'autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.
- (5) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

Article 11. – L'administration centrale et l'infrastructure.

- (1) L'agrément est subordonné à la justification de l'existence au Luxembourg de l'administration centrale et du siège statutaire de l'établissement à agréer.
- (2) Compte tenu de la nécessité de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, celui-ci doit disposer pour son activité de prestation de services de paiement d'un solide dispositif de gouvernance interne, comprenant notamment une structure organisationnelle claire avec un partage des responsabilités qui soit bien défini, transparent et cohérent, des processus efficaces de détection, de gestion, de contrôle et de déclaration des risques auxquels il est ou pourrait être exposé, des mécanismes adéquats de contrôle interne, y compris des procédures administratives et comptables saines ainsi que des mécanismes de contrôle et de sécurité de ses systèmes informatiques.

Ce dispositif, ces processus et ces mécanismes sont exhaustifs et adaptés à la nature, à l'échelle et à la complexité des services de paiement fournis par l'établissement de paiement.
- (3) Lorsqu'un établissement de paiement fournit un ou plusieurs services de paiement et que, parallèlement, il exerce d'autres activités, la Commission peut exiger qu'une entité distincte soit créée pour les activités de services de paiement lorsque les activités autres que la prestation de services de paiement de l'établissement de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement ou à la capacité de la Commission de contrôler si l'établissement de paiement respecte les obligations imposées par la présente loi.
- (4) Tout établissement de paiement qui entend externaliser des fonctions opérationnelles de services de paiement doit en informer au préalable la Commission.

L'externalisation de fonctions opérationnelles importantes ne doit pas se faire de manière à nuire sensiblement à la qualité du contrôle interne de l'établissement de paiement, ni de manière à empêcher la Commission de contrôler que cet établissement respecte les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.

Aux fins de l'alinéa précédent, une fonction opérationnelle est considérée comme importante lorsqu'une défaillance partielle ou totale dans son exercice est susceptible de nuire sensiblement à la capacité de l'établissement de paiement de se conformer en permanence aux conditions d'agrément ou à ses autres obligations au titre de la présente loi, ou à ses performances financières, ou à la qualité ou à la continuité de ses services de paiement.

Lorsque les établissements de paiement externalisent des fonctions opérationnelles importantes, ils doivent respecter l'ensemble des conditions suivantes:

- a) l'externalisation ne doit pas avoir pour effet une délégation par la direction de l'établissement de paiement de sa responsabilité;
 - b) ni la relation de l'établissement de paiement avec les utilisateurs de ses services de paiement, ni les obligations de l'établissement de paiement envers les utilisateurs de ses services de paiement en vertu de la présente loi, ne doivent être changées;
 - c) les conditions que l'établissement de paiement est tenu de remplir en vertu du présent chapitre pour recevoir puis conserver son agrément ne sont pas compromises; et
 - d) aucune des autres conditions auxquelles l'agrément de l'établissement de paiement a été subordonné n'est levée ou modifiée.
- (5) Tout établissement de paiement qui entend fournir des services de paiement par l'intermédiaire d'un ou plusieurs agents doit en informer au préalable la Commission et satisfaire aux exigences de l'article 18.
 - (6) Toute modification de l'organisation structurelle de l'établissement de paiement, y compris tout projet de recours à des agents, à des succursales ou à des accords d'externalisation, doit être communiquée au préalable à la Commission. Sans préjudice de l'article 22, la Commission peut s'opposer au projet de modification de la structure organisationnelle si cette modification empêche la Commission de contrôler que l'établissement de paiement respecte les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.

L'établissement de paiement doit également informer au préalable la Commission de tout projet de participation à un système de paiement national ou international.

Article 12. – L'actionnariat.

- (1) L'agrément est subordonné à la communication à la Commission de l'identité des actionnaires ou associés, directs ou indirects, personnes physiques ou morales, qui détiennent dans l'établissement à agréer une participation qualifiée et du montant de ces participations, conformément à l'article 8, point h).
L'agrément est refusé si, compte tenu du besoin de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, la qualité desdits actionnaires ou associés n'est pas satisfaisante.
- (2) Lorsqu'il existe des liens étroits entre l'établissement de paiement à agréer et d'autres personnes physiques ou morales, l'agrément n'est accordé que si ces liens n'empêchent pas la Commission d'exercer effectivement sa mission de surveillance prudentielle.
- (3) L'agrément n'est accordé que si les dispositions législatives, réglementaires ou administratives d'un pays tiers applicables à une ou plusieurs personnes physiques ou morales avec lesquelles l'établissement de paiement a des liens étroits ou si les difficultés liées à l'application desdites dispositions n'empêchent pas la Commission d'exercer effectivement sa mission de surveillance prudentielle.
- (4) Toute personne physique ou morale qui envisage de détenir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans un établissement de paiement doit en informer préalablement la Commission et communiquer le montant de cette participation.
- (5) La Commission peut endéans les trois mois à compter de la date de l'information prévue au paragraphe précédent s'opposer audit projet si, pour tenir compte du besoin de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de paiement, elle n'est pas satisfaite de la qualité de la personne visée au paragraphe précédent. Lorsqu'il n'y a pas opposition, la Commission peut fixer un délai maximal pour la réalisation du projet visé au paragraphe précédent. Lorsqu'une participation est acquise en dépit de l'opposition de la Commission, celle-ci peut suspendre l'exercice des droits de vote correspondants ou demander la nullité ou l'annulation des votes émis, sans préjudice de toute autre sanction pouvant être appliquée.
- (6) Toute personne physique ou morale qui envisage de cesser de détenir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans un établissement de paiement doit en informer préalablement la Commission et communiquer le montant envisagé de sa participation.
- (7) Les établissements de paiement sont tenus de communiquer à la Commission, dès qu'ils en ont eu connaissance, les acquisitions ou cessions de participations qualifiées dans leur capital.

Article 13. – L'honorabilité et l'expérience professionnelles.

- (1) L'agrément est subordonné à la condition que les membres des organes d'administration, de gestion et de surveillance ainsi que les actionnaires ou associés visés à l'article précédent, justifient de leur honorabilité professionnelle. Lorsque l'établissement de paiement exerce conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, l'honorabilité professionnelle s'apprécie en outre dans le chef des personnes chargées de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement.
L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires et de tous les éléments susceptibles d'établir que les personnes visées jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes les garanties d'une activité irréprochable.
- (2) Les personnes chargées de la gestion d'un établissement de paiement qui n'exerce pas conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) d'activités autres que la prestation de services de paiement doivent être habilitées à déterminer effectivement l'orientation de l'activité. Elles doivent posséder une expérience professionnelle

adéquate par le fait d'avoir déjà exercé des activités analogues à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie.

Lorsque l'établissement de paiement exerce conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, l'expérience professionnelle s'apprécie dans le chef des personnes chargées de la gestion des activités de services de paiement de l'établissement de paiement. Ces personnes doivent être habilitées à déterminer effectivement l'orientation des activités de services de paiement.

- (3) Toute modification dans le chef des personnes visées aux paragraphes (1) et (2) doit être communiquée au préalable à la Commission. La Commission peut demander tous renseignements nécessaires sur les personnes susceptibles de devoir remplir les conditions légales d'honorabilité ou d'expérience professionnelles. La Commission s'oppose au changement envisagé si ces personnes ne jouissent pas d'une honorabilité professionnelle adéquate et, le cas échéant, d'une expérience professionnelle adéquate ou s'il existe des raisons objectives et démontrables d'estimer que le changement envisagé risque de compromettre la gestion saine et prudente de l'établissement de paiement. La décision de la Commission peut être déférée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Article 14. – Les exigences en matière de protection des fonds.

- (1) L'établissement de paiement, qui exerce au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, doit protéger les fonds qu'il a reçus soit des utilisateurs de services de paiement, soit par le biais d'un autre prestataire de services de paiement pour l'exécution d'opérations de paiement de l'une des deux manières suivantes:
 - a) ces fonds ne sont jamais mélangés avec les fonds de personnes autres que les utilisateurs de services de paiement pour le compte desquels les fonds sont détenus et, lorsqu'ils sont encore détenus par l'établissement de paiement et n'ont pas encore été remis au bénéficiaire ou virés à un autre prestataire de services de paiement à la fin du jour ouvrable suivant le jour où ils ont été reçus, ils sont déposés sur un compte distinct auprès d'un établissement de crédit ou investis en actifs à faible risque, liquides et sûrs, tels que définis par la Commission. Les fonds ainsi ségrégués ne font pas partie du patrimoine propre de l'établissement de paiement et sont soustraits, pour le seul bénéfice des utilisateurs de services de paiement, aux recours d'autres créanciers de l'établissement de paiement. Ils ne tombent pas dans la masse des avoirs de l'établissement de paiement en cas de liquidation, de faillite ou de toute autre situation de concours de ce dernier. Les avoirs inscrits en comptes d'instruments financiers et en comptes d'espèces tenus en leur nom par des établissements de paiement auprès d'un dépositaire luxembourgeois et identifiés auprès du dépositaire comme avoirs de clients de ces établissements de paiement, ne peuvent sous peine de nullité être affectés en garantie par l'établissement de paiement en couverture de ses obligations ou de celles d'un tiers ni être saisis ni par les créanciers de ces établissements de paiement ni par les créanciers des clients de ces derniers;
 - ou bien:
 - b) ces fonds sont couverts par une police d'assurance ou une autre garantie comparable d'une entreprise d'assurances ou d'un établissement de crédit n'appartenant pas au même groupe que l'établissement de paiement lui-même pour un montant équivalent à celui qui aurait été ségrégué en l'absence d'une police d'assurance ou d'une autre garantie comparable, payable au cas où l'établissement de paiement ne serait pas en mesure de faire face à ses obligations financières.
- (2) Lorsqu'un établissement de paiement est obligé de protéger des fonds au titre du paragraphe (1) et qu'une partie de ces fonds doit être utilisée pour de futures opérations de paiement, le montant restant devant être affecté à des services autres que des services de paiement, la partie des fonds devant être utilisés pour de futures opérations de paiement relève aussi des obligations au titre du paragraphe (1). Si cette partie est variable ou ne peut être déterminée à l'avance, la Commission peut autoriser les établissements de paiement à appliquer le présent paragraphe en supposant qu'une partie représentative des fonds servira aux services de paiement, à condition que, sur la base de données historiques, il soit raisonnablement possible d'estimer cette partie représentative d'une manière jugée satisfaisante par la Commission.
- (3) Avec l'accord préalable de la Commission, les établissements de paiement peuvent appliquer les exigences des paragraphes (1) et (2) uniquement aux utilisateurs de services de paiement dont les fonds dépassent individuellement un seuil de 600 euros.
- (4) L'établissement de paiement qui souhaite changer de méthode aux fins du paragraphe (1) doit obtenir au préalable l'accord de la Commission.

Article 15. – Le capital initial.

- (1) L'agrément d'un établissement de paiement ne fournissant que le service de paiement visé au point 6 de l'annexe est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 20.000 euros au moins.
- (2) L'agrément est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 50.000 euros au moins dès lors que l'établissement de paiement fournit le service de paiement visé au point 7 de l'annexe.
- (3) L'agrément est subordonné à la justification d'un capital initial d'une valeur de 125.000 euros au moins dès lors que l'établissement de paiement fournit l'un des services de paiement visés aux points 1 à 5 de l'annexe.

- (4) Le capital initial visé aux paragraphes précédents est constitué des éléments suivants:
- a) le capital social souscrit et libéré;
 - b) les primes d'émission;
 - c) les réserves au sens de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, y compris la réserve de réévaluation, et les bénéfices reportés, nets d'acompte sur distribution de réserve et de bénéfice reporté.
- (5) Nonobstant les exigences du présent article, la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que la prestation de services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Article 16. – Les fonds propres.

- (1) Les fonds propres d'un établissement de paiement ne peuvent devenir inférieurs au plus élevé des montants exigés au titre des articles 15 et 17.
- Si les fonds propres viennent à diminuer en-dessous de ce montant, la Commission peut, lorsque les circonstances le justifient, accorder un délai limité pour que l'établissement de paiement régularise sa situation ou cesse ses activités.
- (2) Les fonds propres au sens du présent article sont définis en conformité avec les dispositions luxembourgeoises portant transposition des articles 57 à 61, 63, 64 et 66 de la directive 2006/48/CE.
- La Commission fixe les modalités détaillées du calcul des fonds propres.
- (3) L'utilisation multiple d'éléments éligibles pour le calcul des fonds propres est interdite pour tout établissement de paiement appartenant au même groupe qu'un autre établissement de paiement, un établissement de crédit, une entreprise d'investissement, une société de gestion de portefeuille ou une entreprise d'assurance.
- Cette interdiction s'applique également pour tout établissement de paiement qui exerce, conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), des activités autres que la prestation de services de paiement.
- La Commission est habilitée à déterminer les mesures à prendre par les établissements de paiement aux fins d'éviter l'utilisation multiple d'éléments éligibles pour le calcul des fonds propres.
- (4) La Commission peut renoncer à appliquer, sur une base individuelle, l'article 17 à un établissement de paiement qui est la filiale d'un établissement de crédit au Luxembourg, si la filiale est incluse dans la surveillance sur une base consolidée de cet établissement de crédit. Par ailleurs, toutes les conditions suivantes doivent être remplies, de manière à garantir une répartition adéquate des fonds propres entre l'entreprise mère et sa filiale:
- a) il n'existe, en droit ou en fait, aucun obstacle significatif, actuel ou prévu, au transfert rapide de fonds propres ou au remboursement rapide de passifs par l'entreprise mère;
 - b) soit l'entreprise mère donne toute garantie à la Commission en ce qui concerne la gestion prudente de la filiale et déclare, avec le consentement de la Commission, se porter garante des engagements contractés par la filiale, soit les risques de la filiale sont négligeables;
 - c) les procédures d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques de l'entreprise mère couvrent la filiale;
 - d) l'entreprise mère détient plus de 50% des droits de vote attachés à la détention de parts ou d'actions dans le capital de la filiale et/ou a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe de direction chargés de la gestion de la filiale.
- (5) Nonobstant les exigences des paragraphes (1) à (3), la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que les services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Article 17. – Le calcul des fonds propres.

- (1) Nonobstant les exigences de capital initial énoncées à l'article 15, les établissements de paiement doivent détenir à tout moment des fonds propres calculés selon l'une des trois méthodes suivantes:

Méthode A

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à 10% de ses frais généraux fixes de l'année précédente. La Commission peut ajuster cette exigence en cas de modification significative de l'activité de l'établissement de paiement par rapport à l'année précédente. Lorsqu'un établissement de paiement n'a pas enregistré une année complète d'activité à la date du calcul, le montant de ses fonds propres doit être au moins égal à 10% des frais généraux fixes correspondants prévus dans son plan d'affaires, à moins que la Commission n'exige un ajustement de ce plan.

Méthode B

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à la somme des éléments suivants, multipliée par le facteur d'échelle k déterminé au paragraphe (2), où le volume des paiements (VP) représente un douzième du montant total des opérations de paiement exécutées par l'établissement de paiement au cours de l'année précédente:

- a) 4,0% de la tranche du VP allant jusqu'à 5.000.000 euros
plus
- b) 2,5% de la tranche du VP comprise entre 5.000.000 et 10.000.000 euros
plus
- c) 1% de la tranche du VP comprise entre 10.000.000 et 100.000.000 euros
plus
- d) 0,5% de la tranche du VP comprise entre 100.000.000 et 250.000.000 euros
plus
- e) 0,25% de la tranche du VP supérieure à 250.000.000 euros.

Méthode C

Le montant des fonds propres de l'établissement de paiement est au moins égal à l'indicateur applicable défini au point a), après application du facteur de multiplication déterminé au point b) puis du facteur d'échelle k déterminé au paragraphe (2):

- a) L'indicateur applicable est la somme des éléments suivants:

- produits d'intérêts,
- charges d'intérêts,
- commissions et frais perçus, et
- autres produits d'exploitation.

Chaque élément est inclus dans la somme avec son signe, positif ou négatif. Les produits exceptionnels ou inhabituels ne peuvent pas être utilisés pour calculer l'indicateur applicable. Les dépenses liées à l'externalisation de services fournis par des tiers peuvent minorer l'indicateur applicable si elles sont engagées par une entreprise faisant l'objet d'un contrôle au titre du présent chapitre. L'indicateur applicable est calculé sur la base de l'observation de douze mois effectuée à la fin de l'exercice précédent. Il est calculé sur l'exercice précédent. Cependant, les fonds propres calculés selon la méthode C ne peuvent pas être inférieurs à 80% de la moyenne des trois exercices précédents pour l'indicateur applicable. Lorsque des chiffres audités ne sont pas disponibles, des estimations peuvent être utilisées.

- b) Le facteur de multiplication est égal à:
 - i) 10% de la tranche de l'indicateur applicable allant jusqu'à 2.500.000 euros;
 - ii) 8% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 2.500.000 et 5.000.000 euros;
 - iii) 6% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 5.000.000 et 25.000.000 euros;
 - iv) 3% de la tranche de l'indicateur applicable comprise entre 25.000.000 et 50.000.000 euros;
 - v) 1,5% de la tranche de l'indicateur applicable supérieure à 50.000.000 euros.

- (2) Le facteur d'échelle k à utiliser pour appliquer les méthodes B et C est égal à:
 - a) 0,5 lorsque l'établissement de paiement ne fournit que le service de paiement visé au point 6 de l'annexe;
 - b) 0,8 lorsque l'établissement de paiement fournit le service de paiement visé au point 7 de l'annexe;
 - c) 1,0 lorsque l'établissement de paiement fournit l'un des services de paiement visés aux points 1 à 5 de l'annexe.
- (3) La Commission peut, sur la base d'une évaluation des processus de gestion des risques, de bases de données concernant les risques de pertes et des dispositifs de contrôle interne de l'établissement de paiement, exiger que l'établissement de paiement détienne un montant de fonds propres pouvant être jusqu'à 20% supérieur au montant qui résulterait de l'application de la méthode choisie conformément au paragraphe (1), ou autoriser l'établissement de paiement à détenir un montant de fonds propres pouvant être jusqu'à 20% inférieur au montant qui résulterait de l'application de la méthode choisie conformément au paragraphe (1).
- (4) La Commission précise les modalités d'application des méthodes de calcul visées aux paragraphes précédents.
- (5) L'établissement de paiement qui souhaite changer de méthode de calcul doit obtenir au préalable l'accord de la Commission.
- (6) Nonobstant les exigences du présent article, la Commission est habilitée à prendre les mesures énoncées à l'article 31, paragraphe (4) pour assurer des capitaux suffisants pour les services de paiement, notamment lorsque les activités autres que les services de paiement portent ou menacent de porter atteinte à la solidité financière de l'établissement de paiement.

Article 18. – Le recours à des agents.

- (1) Tout établissement de paiement qui entend fournir des services de paiement par l'intermédiaire d'un agent communique les informations suivantes à la Commission:
 - a) le nom et l'adresse de l'agent;
 - b) une description des mécanismes de contrôle interne qui seront utilisés par les agents pour se conformer aux obligations définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme; et
 - c) l'identité des personnes responsables de la gestion et, le cas échéant, l'identité des membres des organes d'administration de l'agent auquel il sera fait appel pour la prestation de services de paiement, et la preuve de l'expérience et de l'honorabilité professionnelles de ces personnes.
- (2) Lorsque la Commission reçoit les informations conformément au paragraphe (1), elle peut alors inscrire l'agent dans le registre prévu à l'article 36.
- (3) Avant d'inscrire l'agent dans le registre, la Commission peut prendre des mesures complémentaires pour vérifier les informations qui lui ont été fournies, si elle considère que celles-ci ne sont pas exactes.
- (4) Si, après avoir pris des mesures pour vérifier les informations, la Commission n'est pas satisfaite de l'exactitude des informations qui lui ont été fournies conformément au paragraphe (1), elle refuse d'inscrire l'agent dans le registre prévu à l'article 36.
- (5) Si l'établissement de paiement souhaite fournir des services de paiement dans un autre Etat membre en ayant recours à un agent, il suit les procédures prévues à l'article 23. En ce cas, avant que l'agent ne puisse être inscrit dans le registre en vertu du présent article, la Commission informe les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil de son intention d'inscrire l'agent au registre prévu à l'article 36 et tient compte de leur avis à ce sujet.
- (6) La Commission peut refuser d'inscrire l'agent ou peut supprimer l'inscription de l'agent du registre prévu à l'article 36, si elle a déjà été faite, lorsqu'elle est informée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil que celles-ci soupçonnent que, en liaison avec le projet de recours à l'agent, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme au sens de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que le recours à cet agent pourrait accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- (7) L'établissement de paiement veille à ce que les agents agissant pour son compte en informent les utilisateurs de services de paiement.

Article 19. – La comptabilité et la révision externe.

- (1) Les établissements de paiement établissent leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes consolidés conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales.
- (2) Sauf dérogation prévue dans la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, l'agrément est subordonné à la condition que l'établissement de paiement confie le contrôle de ses documents comptables annuels à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. La désignation de ces réviseurs d'entreprises agréés est faite par l'organe chargé de l'administration de l'établissement de paiement.
- (3) Aux fins de mettre la Commission en mesure d'exercer effectivement sa mission de surveillance, les établissements de paiement qui exercent, conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), des activités autres que la prestation de services de paiement doivent fournir à la Commission des informations comptables distinctes pour les services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), points a) et b). Ces informations doivent faire l'objet d'un rapport d'audit établi par un réviseur d'entreprises agréé. La désignation de ce réviseur d'entreprises agréé est faite par l'organe chargé de l'administration de l'établissement de paiement.
- (4) Toute modification dans le chef des réviseurs d'entreprises agréés doit être autorisée au préalable par la Commission conformément à l'article 13, paragraphe (3).

Article 20. – Le retrait de l'agrément.

- (1) L'agrément est retiré lorsque l'établissement de paiement:
 - a) ne fait pas usage de l'agrément dans un délai de douze mois de son octroi, y renonce expressément ou a cessé d'exercer son activité au cours des six derniers mois;
 - b) a obtenu l'agrément au moyen de fausses déclarations ou par tout autre moyen irrégulier;
 - c) ne remplit plus les conditions pour son octroi;
 - d) représenterait une menace pour la stabilité du système de paiement auquel il participe en poursuivant son activité de services de paiement; ou
 - e) n'est plus en mesure de remplir ses obligations vis-à-vis des créanciers.
- (2) Tout retrait d'agrément doit être motivé et communiqué aux intéressés.

- (3) Le retrait de l'agrément est rendu public.
- (4) La décision sur le retrait de l'agrément peut être déferée, dans le délai d'un mois, sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Section 2: L'établissement de succursales, le recours à des agents et la prestation de services au Luxembourg par des établissements de paiement de droit étranger

Article 21. – Les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg.

- (1) Les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg peuvent fournir des services de paiement au Luxembourg, tant au moyen de l'établissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services, sous réserve que les services de paiement soient couverts par leur agrément.
- (2) Lorsque la Commission soupçonne que, en liaison avec le projet d'établissement de la succursale ou de recours à un agent, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme au sens de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que l'établissement de cette succursale ou le recours à cet agent pourraient accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, elle en informe les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine.

Article 22. – Les établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers.

- (1) Les établissements de paiement ayant leur siège statutaire dans un pays tiers qui désirent établir une succursale au Luxembourg, sont soumis aux mêmes règles d'agrément que les établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg.
- (2) Aux fins de l'application du paragraphe précédent, le respect des conditions requises pour l'agrément est apprécié dans le chef de l'établissement étranger.
- (3) L'agrément pour une activité impliquant que le demandeur aura la détention de fonds d'utilisateurs de services de paiement ne peut être accordé qu'à des succursales de sociétés de droit étranger, si ces sociétés sont dotées de fonds propres distincts du patrimoine de leurs associés. La succursale doit en outre avoir à sa disposition permanente un capital de dotation ou des assises financières équivalentes à celles exigées de la part d'une personne de droit luxembourgeois exerçant la même activité.
- (4) L'exigence de l'honorabilité et de l'expérience professionnelles est étendue aux responsables de la succursale. Celle-ci doit en outre, au lieu de la condition relative à l'administration centrale, justifier d'une infrastructure administrative adéquate au Luxembourg.

Section 3: L'établissement de succursales, le recours à des agents et la prestation de services dans un autre Etat membre par des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est le Luxembourg

Article 23. – L'établissement de succursales et le recours à des agents dans un autre Etat membre.

- (1) Un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, qui souhaite établir une succursale ou recourir à des agents sur le territoire d'un autre Etat membre, doit informer la Commission de son intention, en accompagnant cette communication des informations suivantes:
 - a) l'Etat membre sur le territoire duquel il envisage d'établir une succursale ou de recourir à des agents;
 - b) un programme d'activités dans lequel seront notamment indiqués le type de services de paiement qu'il entend fournir, la structure de l'organisation de la succursale;
 - c) une description des mécanismes de contrôle interne qui seront utilisés par les succursales ou les agents pour se conformer aux obligations définies dans la directive 2005/60/CE; et
 - d) l'adresse de la succursale dans l'Etat membre d'accueil;
 - e) l'identité des agents auxquels l'établissement de paiement entend recourir dans l'Etat membre d'accueil, ainsi que leur adresse dans l'Etat membre d'accueil;
 - f) le nom des personnes responsables de la gestion de la succursale;
 - g) l'identité des personnes responsables de la gestion et, le cas échéant, des membres des organes d'administration de l'agent auquel il sera fait appel sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, et la preuve de l'expérience et de l'honorabilité professionnelles de ces personnes.

Dans le mois suivant la réception de ces informations, la Commission les communique à l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

- (2) En cas de modification de l'une quelconque des informations communiquées conformément au paragraphe (1), l'établissement de paiement en informe par écrit la Commission, au moins un mois avant de mettre la modification en œuvre. La Commission informe l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil de la modification.
- (3) La Commission peut s'opposer à un projet d'établissement d'une succursale dans un autre Etat membre ou, faire usage de son droit de suspension prévu à l'article 38 si la succursale est déjà établie sur le territoire d'un autre Etat membre, lorsqu'elle est informée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil que

celles-ci soupçonnent que, en liaison avec le projet d'établissement de la succursale, une opération ou une tentative de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme au sens de la directive 2005/60/CE est en cours ou a eu lieu, ou que l'établissement de la succursale pourrait accroître le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

- (4) Les établissements de paiement veillent à ce que les succursales établies dans un autre Etat membre agissant pour le compte du siège en informent les utilisateurs de services de paiement.

Article 24. – La prestation de services de paiement dans un autre Etat membre.

- (1) Un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg qui souhaite fournir pour la première fois des services de paiement sur le territoire d'un autre Etat membre sous la forme de la prestation de services, doit en informer la Commission en précisant le type de services de paiement qu'il envisage d'y fournir.

Dans le mois suivant la réception de ces informations, la Commission les communique à l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

- (2) Lorsque l'établissement de paiement souhaite modifier la gamme des services de paiement fournis sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, il en informe par écrit la Commission, au moins un mois avant de mettre la modification en œuvre. La Commission informe l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil de la modification.

Section 4: Les conditions d'exercice applicables aux établissements de paiement établis au Luxembourg

Article 25. – Le champ d'application.

- (1) Les articles 26 et 27 s'appliquent aux établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris à leurs succursales et agents établis au Luxembourg ou à l'étranger.
- (2) Les articles 28 à 30 s'appliquent aux établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris à leurs succursales et agents établis au Luxembourg ou à l'étranger, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et aux agents établis au Luxembourg auxquels des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg font recours.

Article 26. – La responsabilité.

- (1) Les établissements de paiement déléguant l'exercice de fonctions opérationnelles à des tiers doivent prendre des mesures raisonnables pour veiller au respect des exigences de la présente loi.
- (2) Les établissements de paiement restent pleinement responsables des actes de leurs salariés, de tout agent auquel ils ont recours, de toute succursale et de toute entité vers laquelle des activités sont externalisées.

Article 27. – L'archivage.

Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les établissements de paiement doivent conserver, conformément aux délais prévus au Code de commerce, tous les enregistrements appropriés pour permettre à la Commission de contrôler qu'ils respectent les obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi.

Article 28. – Les obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Les établissements de paiement sont soumis aux obligations professionnelles suivantes telles que définies par la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme:

- les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle conformément aux articles 3, 3-1, 3-2 et 3-3 de cette loi,
- les obligations d'organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et
- les obligations de coopération avec les autorités conformément à l'article 5 de cette loi.

Les établissements de paiement sont en outre obligés au respect des règles édictées par le règlement (CE) No. 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds.

Article 29. – L'obligation de coopérer avec les autorités.

Les établissements de paiement sont obligés de fournir une réponse et une coopération aussi complètes que possible à toute demande légale que les autorités chargées de l'application des lois leur adressent dans l'exercice de leurs compétences.

Article 30. – L'obligation au secret professionnel.

- (1) Les membres des organes d'administration, de gestion et de surveillance, les dirigeants, les employés et les autres personnes qui sont au service des établissements de paiement sont obligés de garder secrets les renseignements confiés à eux dans le cadre de leur activité professionnelle. La révélation de tels renseignements est punie des peines prévues à l'article 458 du Code pénal.

- (2) L'obligation au secret cesse lorsque la révélation d'un renseignement est autorisée ou imposée par ou en vertu d'une disposition législative, même antérieure à la présente loi.
- (3) L'obligation au secret n'existe pas à l'égard des autorités nationales et étrangères chargées de la surveillance prudentielle du secteur financier si elles agissent dans le cadre de leurs compétences légales aux fins de cette surveillance et si les renseignements communiqués sont couverts par le secret professionnel de l'autorité de surveillance qui les reçoit. La transmission des renseignements nécessaires à une autorité étrangère en vue de la surveillance prudentielle doit se faire par l'intermédiaire de l'entreprise mère ou de l'actionnaire ou associé compris dans cette même surveillance.
- (4) L'obligation au secret n'existe pas à l'égard des actionnaires ou associés, dont la qualité est une condition de l'agrément de l'établissement de paiement en cause, dans la mesure où les renseignements communiqués à ces actionnaires ou associés sont nécessaires à la gestion saine et prudente de l'établissement de paiement et ne révèlent pas directement les engagements de l'établissement de paiement à l'égard d'un client autre qu'un professionnel du secteur financier.
Par dérogation à l'alinéa qui précède, l'établissement de paiement faisant partie d'un groupe financier, garantit aux organes internes de contrôle du groupe l'accès, en cas de besoin, aux informations concernant des relations d'affaires déterminées, dans la mesure nécessaire à la gestion globale des risques juridiques et de réputation liés au blanchiment ou au financement du terrorisme au sens de la loi luxembourgeoise.
- (5) L'obligation au secret n'existe pas à l'égard des établissements de crédit et des professionnels visés aux articles 29-1, 29-2, 29-3 et 29-4 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier dans la mesure où les renseignements communiqués à ces professionnels sont fournis dans le cadre d'un contrat de services.
- (6) L'obligation au secret professionnel n'existe pas entre entités appartenant à un conglomérat financier pour les renseignements que ces entités sont amenées à se communiquer entre elles dans la mesure où ces renseignements sont nécessaires à l'exercice de la surveillance complémentaire visée au chapitre 3ter de la partie III de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.
- (7) Sous réserve des règles applicables en matière pénale, les renseignements visés au paragraphe (1), une fois révélés, ne peuvent être utilisés qu'à des fins pour lesquelles la loi a permis leur révélation.
- (8) Quiconque est tenu à l'obligation au secret visée au paragraphe (1) et a légalement révélé un renseignement couvert par cette obligation, ne peut encourir de ce seul fait une responsabilité pénale ou civile.
- (9) Dans le cas des établissements de paiement qui exercent des activités autres que la prestation de services de paiement conformément à l'article 10, paragraphe (1), point c), l'obligation au secret professionnel défini au présent article n'existe que pour leur activité de services de paiement, y compris pour les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), points a) et b).

Section 5: La surveillance des établissements de paiement

Sous-section 1: Les autorités compétentes

Article 31. – Les autorités compétentes.

- (1) Le Ministre ayant dans ses attributions la Commission est l'autorité compétente pour l'octroi de l'agrément aux établissements de paiement. La Commission est l'autorité compétente pour la surveillance des établissements de paiement.
- (2) La surveillance exercée par la Commission à l'égard des établissements de paiement n'implique en aucune manière que la Commission soit tenue de surveiller les activités des établissements de paiement autres que la prestation de services de paiement et autres que les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a).
Sans préjudice de l'alinéa précédent, la Commission peut demander aux établissements de paiement, qui gèrent un système de paiement en vertu de l'article 10, paragraphe (1), point b) ou qui exercent en vertu de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement, toutes informations utiles à l'exercice de sa mission de surveillance.
- (3) La Commission exerce ses attributions de surveillance exclusivement dans l'intérêt public. Si l'intérêt public le justifie, elle peut rendre ses décisions publiques.
- (4) Aux fins de l'application de la présente loi, la Commission est investie de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Les pouvoirs de la Commission incluent le droit:

- de demander aux établissements de paiement, à leurs succursales, à leurs agents et aux entités vers lesquels ils ont externalisé des activités toute information utile à l'accomplissement de ses fonctions;
- de prendre inspection des livres, comptes, registres ou autres actes et documents des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
- de procéder à des inspections sur place auprès des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
- d'enjoindre de cesser toute pratique contraire aux dispositions de la présente loi;
- de requérir le gel et/ou la mise sous séquestre d'actifs auprès du Président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg statuant sur requête;

- de prononcer l'interdiction temporaire d'activités professionnelles à l'encontre des établissements de paiement, ainsi que des membres des organes d'administration, de direction et de gestion, des salariés et des agents de ces personnes;
 - d'exiger des réviseurs d'entreprises agréés des établissements de paiement qu'ils fournissent des informations;
 - d'adopter toute mesure nécessaire pour s'assurer que les établissements de paiement continuent de se conformer aux exigences de la présente loi;
 - de transmettre des informations au Procureur d'Etat en vue de poursuites pénales;
 - d'instruire des réviseurs d'entreprises agréés ou des experts d'effectuer des vérifications sur place ou des enquêtes auprès des établissements de paiement, de leurs succursales, de leurs agents et des entités vers lesquels ils ont externalisé des activités;
 - d'adopter des recommandations, des orientations et, le cas échéant, des dispositions administratives contraignantes;
 - de demander le retrait de l'agrément dans les cas visés à l'article 20.
- (5) Aux fins de l'application de la présente loi, la Commission exerce des contrôles qui sont proportionnés, adéquats et adaptés aux risques auxquels les établissements de paiement sont exposés.

Article 32. – Le secret professionnel de la Commission.

- (1) Toutes les personnes exerçant ou ayant exercé une activité pour la Commission, ainsi que les réviseurs agréés ou experts mandatés par la Commission, sont tenus au secret professionnel visé à l'article 16 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier. Ce secret implique que les informations confidentielles qu'ils reçoivent à titre professionnel ne peuvent être divulguées à quelque personne ou autorité que ce soit, excepté sous une forme sommaire ou agrégée de façon à ce qu'aucun établissement de paiement individuel ne puisse être identifié, sans préjudice des cas relevant du droit pénal.
- (2) Dans les échanges d'informations effectués conformément à l'article 33, un secret professionnel strict est appliqué, afin de garantir la protection des droits des particuliers et des entreprises.
- (3) Lorsqu'un établissement de paiement est soumis à une mesure d'assainissement ou à une procédure de liquidation, la Commission, ainsi que les réviseurs agréés ou experts mandatés par la Commission, peuvent divulguer les informations confidentielles qui ne concernent pas des tiers dans le cadre de procédures civiles ou commerciales à condition que ces informations soient nécessaires au déroulement desdites procédures.
- (4) La réception, l'échange et la transmission d'informations confidentielles par la Commission en vertu de la présente loi sont soumis aux exigences prévues au présent article.
- (5) La communication d'informations par la Commission autorisée par la présente loi est soumise aux conditions suivantes:
- les informations communiquées à des autorités publiques d'un Etat membre ou d'un pays tiers chargées de l'agrément ou de la surveillance des établissements de paiement, des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance, des entreprises de réassurance doivent être nécessaires à l'exercice de la mission de surveillance des autorités qui les reçoivent,
 - les informations communiquées par la Commission doivent être couvertes par le secret professionnel des autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes qui les reçoivent et le secret professionnel de ces autorités, organismes et personnes doit offrir des garanties au moins équivalentes au secret professionnel auquel est soumise la Commission,
 - les autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes qui reçoivent des informations de la part de la Commission, ne peuvent les utiliser qu'aux fins pour lesquelles elles leur ont été communiquées et doivent être en mesure d'assurer qu'aucun autre usage n'en sera fait,
 - les autorités visées au premier tiret, autres autorités, organismes et personnes d'un pays tiers qui reçoivent des informations de la part de la Commission accordent le même droit d'information à la Commission,
 - lorsque ces informations ont été reçues de la part d'autorités visées au premier tiret, d'autres autorités, d'organismes ou de personnes, leur divulgation ne peut se faire qu'avec l'accord explicite de ces autorités, organismes et personnes et, le cas échéant, exclusivement aux fins pour lesquelles ces autorités, organismes et personnes ont marqué leur accord, sauf si les circonstances le justifient.
- (6) Sans préjudice des cas relevant du droit pénal, la Commission peut uniquement utiliser les informations confidentielles reçues en vertu de la présente loi pour l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu de la présente loi, pour l'imposition de sanctions ou dans le cadre de procédures administratives ou judiciaires spécifiquement liées à l'exercice de ces fonctions.

Toutefois, la Commission peut utiliser les informations reçues à d'autres fins si l'autorité, l'organisme ou la personne ayant communiqué les informations à la Commission y consent.

Article 33. – La coopération et l'échange d'informations de la Commission.

- (1) La Commission coopère avec les autorités publiques des autres Etats membres chargées de l'agrément et de la surveillance des établissements de paiement et, le cas échéant, avec la Banque centrale européenne, la

Banque centrale du Luxembourg et les banques centrales nationales des autres Etats membres, agissant en qualité d'autorités monétaires et de surveillance («oversight») des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de leurs missions respectives.

(2) La Commission peut échanger avec:

- a) les autorités publiques d'un Etat membre ou d'un pays tiers chargées de l'agrément ou de la surveillance des établissements de paiement, des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance, des entreprises de réassurance,
- b) la Banque centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg, les banques centrales nationales des autres Etats membres et de pays tiers, agissant en qualité d'autorités monétaires et de surveillance («oversight») des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres et, le cas échéant, avec d'autres autorités publiques chargées de la surveillance («oversight») des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres,
- c) les autorités de la concurrence des Etats membres, d'autres autorités compétentes désignées en vertu de la directive 2007/64/CE, de la directive 95/46/CE ou de la directive 2005/60/CE,
- d) les personnes chargées du contrôle légal des comptes des établissements de paiement et, le cas échéant, les personnes chargées du contrôle légal des comptes consolidés qui comprennent les comptes des établissements de paiement,
- e) les autorités chargées de la surveillance des personnes chargées du contrôle légal des comptes des établissements de paiement, et, le cas échéant, des personnes chargées du contrôle légal des comptes consolidés qui comprennent les comptes des établissements de paiement,
- f) les organes impliqués dans la liquidation, la faillite ou d'autres procédures similaires concernant des établissements de paiement, établissements de crédit, PSF, entreprises d'assurance ou entreprises de réassurance,
- g) les autorités chargées de la surveillance des organes impliqués dans la liquidation, la faillite ou d'autres procédures similaires concernant des établissements de paiement, établissements de crédit, PSF, entreprises d'assurance ou entreprises de réassurance,

des informations destinées à l'exercice de leurs fonctions.

Sous-section 2: La surveillance des établissements de paiement fournissant
des services de paiement à l'étranger

Article 34. – La surveillance des établissements de paiement fournissant des services de paiement dans plusieurs Etats membres.

- (1) La surveillance par la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg s'étend également aux activités que cet établissement de paiement exerce dans un autre Etat membre, tant au moyen de l'établissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services.
- (2) La surveillance d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, y compris celle des services de paiement fournis au Luxembourg conformément aux dispositions de l'article 21, incombe aux autorités compétentes de l'Etat membre d'origine, sans préjudice des dispositions de la présente loi qui comportent une compétence de la Commission en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.
- (3) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg a recours à des agents situés sur le territoire d'un autre Etat membre, dispose de succursales situées sur le territoire d'un autre Etat membre, ou externalise des activités vers des entités situées sur le territoire d'un autre Etat membre, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, coopère avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil aux fins de pouvoir exercer les contrôles et prendre les mesures nécessaires prévus à l'article 31 concernant un agent, une succursale ou une entité vers laquelle des activités sont externalisées.
- (4) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg a recours à des agents situés au Luxembourg, dispose de succursales situées au Luxembourg ou externalise des activités vers des entités situées au Luxembourg, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil, coopère avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine aux fins de mettre celles-ci en mesure d'exercer les contrôles et de prendre les mesures nécessaires prévus à l'article 21 de la directive 2007/64/CE concernant un agent, une succursale ou une entité vers laquelle des activités sont externalisées.
- (5) Au titre de la coopération prévue au paragraphe (3), la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, est habilitée, après en avoir préalablement informé les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil, à procéder elle-même ou par l'intermédiaire de personnes qu'elle mandate à cet effet à une inspection sur place sur le territoire de l'Etat membre d'accueil.

La Commission est également habilitée à demander aux autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil qu'il soit procédé à cette inspection sur place.

- (6) Au titre de la coopération prévue au paragraphe (4), l'autorité compétente de l'Etat membre d'origine peut, après en avoir préalablement informé la Commission, procéder elle-même ou par l'intermédiaire de personnes qu'elle mandate à cet effet, à une inspection sur place au Luxembourg.
- L'autorité compétente de l'Etat membre d'origine peut également demander à la Commission qu'il soit procédé à cette inspection sur place. Si la Commission donne suite à cette demande, elle peut soit procéder elle-même à l'inspection sur place, soit désigner à cet effet et à charge de l'établissement concerné un réviseur ou un expert.
- (7) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg a recours à des agents situés sur le territoire d'un autre Etat membre, dispose de succursales situées sur le territoire d'un autre Etat membre ou externalise des activités vers des entités situées sur le territoire d'un autre Etat membre, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, échange avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'accueil toute information essentielle ou pertinente, notamment en cas d'infraction ou d'infraction présumée de la part d'un agent, d'une succursale ou d'une entité.
- (8) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg a recours à des agents situés au Luxembourg, dispose de succursales situées au Luxembourg ou externalise des activités vers des entités situées au Luxembourg, la Commission, en tant qu'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil, échange avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine toute information essentielle ou pertinente, notamment en cas d'infraction ou d'infraction présumée de la part d'un agent, d'une succursale ou d'une entité. A cet égard, la Commission transmet, sur demande, toute information pertinente et, de sa propre initiative, toute information essentielle à l'exercice de la surveillance exercée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine à l'égard de l'établissement de paiement.
- (9) Les informations visées aux paragraphes (7) et (8) sont considérées comme essentielles si elles peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de la solidité financière d'un établissement de paiement dans un autre Etat membre.

Article 35. – La surveillance des établissements de paiement fournissant des services de paiement dans des pays tiers.

La surveillance par la Commission d'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg inclut les activités que cet établissement exerce dans un pays tiers, tant au moyen de l'établissement d'une succursale ou par le recours à un agent que par voie de prestation de services.

Sous-section 3: Les moyens de la surveillance

Article 36. – Enregistrement et protection du titre.

- (1) La Commission tient le registre public des établissements de paiement agréés au Luxembourg, y compris de leurs agents et succursales au Luxembourg et à l'étranger, ainsi que des personnes physiques et morales, y compris de leurs agents et succursales au Luxembourg, qui bénéficient d'une dérogation en vertu de l'article 48. A cet effet, le Ministre compétent lui délivre une expédition des décisions d'agrément, de retrait et d'octroi d'une dérogation.
- Le registre recense les services de paiement pour lesquels l'établissement de paiement est agréé ou pour lesquels la personne bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 a été enregistrée. Les établissements de paiement agréés figurent dans le registre sur une liste distincte de celle des personnes qui ont été inscrites dans le registre en vertu de l'article 48.
- Le registre est ouvert à la consultation, accessible sur le site Internet de la Commission et est régulièrement mis à jour. Il est publié au Mémorial au moins à chaque fin d'année.
- (2) Nul ne peut faire état à des fins commerciales de son inscription dans le registre public et de sa soumission à la surveillance de la Commission.

Article 37. – Les relations entre la Commission et les réviseurs d'entreprises agréés.

- (1) Tout établissement de paiement agréé au Luxembourg et dont les comptes sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprises agréé, est tenu de communiquer spontanément à la Commission les rapports, comptes rendus analytiques et commentaires écrits émis par le réviseur d'entreprises agréé dans le cadre de son contrôle des documents comptables annuels.
- (2) La Commission peut demander à un réviseur d'entreprises agréé d'effectuer un contrôle portant sur un ou plusieurs aspects déterminés du fonctionnement et des activités de services de paiement d'un établissement de paiement. Ce contrôle se fait aux frais de l'établissement de paiement concerné.
- (3) La Commission peut fixer des règles quant au contenu du rapport d'audit prévu à l'article 19, paragraphe (3) et du compte-rendu analytique prévu au paragraphe (1) du présent article.
- (4) Le réviseur d'entreprises agréé est tenu de signaler à la Commission rapidement tout fait ou décision dont il a pris connaissance dans l'exercice du contrôle des documents comptables annuels d'un établissement de paiement ou d'une autre mission légale, lorsque ce fait ou cette décision:
- concerne cet établissement de paiement et
 - est de nature à:
 - constituer une violation grave des dispositions de la présente loi
 - ou

- porter atteinte à la continuité de l'exploitation de l'établissement de paiement
ou
- entraîner le refus de la certification des comptes ou l'émission de réserves y relatives.

Le réviseur d'entreprises agréé est en outre tenu d'informer rapidement la Commission, dans l'accomplissement des missions visées à l'alinéa précédent auprès d'un établissement de paiement, de tout fait ou décision concernant cet établissement de paiement et répondant aux critères énumérés à l'alinéa précédent, dont il a eu connaissance en s'acquittant du contrôle des documents comptables annuels ou d'une autre mission légale auprès d'une autre entreprise liée à cet établissement de paiement par un lien étroit.

- (5) La divulgation de bonne foi à la Commission par un réviseur d'entreprises agréé de faits ou décisions visés au paragraphe (4) ne constitue pas une violation du secret professionnel, ni une violation d'une quelconque restriction à la divulgation d'informations imposée contractuellement et n'entraîne de responsabilité d'aucune sorte pour le réviseur d'entreprises agréé.

Article 38. – Le droit d'injonction et de suspension de la Commission.

- (1) Lorsqu'un établissement de paiement pour lequel l'Etat membre d'origine est le Luxembourg, y compris ses agents, ne respecte pas les dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), ou que sa gestion ou sa situation financière n'offre pas de garantie suffisante pour la bonne fin de ses engagements, la Commission enjoint, par lettre recommandée, à cet établissement de paiement ou, le cas échéant, à son agent de remédier à la situation constatée ou de cesser toute pratique contraire aux dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), dans le délai qu'elle fixe.
- (2) Si au terme du délai fixé par la Commission en application du paragraphe précédent, il n'a pas été remédié à la situation constatée, la Commission peut:
- a) suspendre les membres des organes d'administration, de direction ou de gestion ou toute autre personne qui, par leur fait, leur négligence ou leur imprudence, ont entraîné la situation constatée ou dont le maintien en fonction risque de porter préjudice à l'application de mesures de redressement ou de réorganisation;
 - b) suspendre l'exercice des droits de vote attachés aux actions ou parts détenues par les actionnaires ou associés dont l'influence est susceptible de se faire au détriment d'une gestion prudente et saine de l'établissement de paiement ou de l'agent;
 - c) suspendre la poursuite de l'activité de services de paiement de l'établissement de paiement ou de l'agent ou, si la situation constatée concerne un type déterminé de services de paiement ou d'activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a), la poursuite de la prestation de ce service ou de l'exercice de cette activité.
- (3) Les décisions prises par la Commission en vertu du paragraphe précédent sortent leurs effets à l'égard de l'établissement de paiement ou de l'agent en cause à dater de leur notification par lettre recommandée ou de leur signification par exploit d'huissier.
- (4) Lorsque par suite d'une suspension prononcée en application du paragraphe (2), un organe d'administration, de direction ou de gestion ne comporte plus le minimum légal ou statutaire de membres, la Commission fixe par lettre recommandée, le délai dans lequel l'établissement de paiement ou l'agent concerné doit pourvoir au remplacement des personnes suspendues.
- (5) Si, à l'expiration de ce délai, il n'a pas été pourvu au remplacement des personnes suspendues, il y sera pourvu provisoirement par le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, statuant sur requête de la Commission, l'établissement de paiement ou l'agent en cause dûment entendu ou appelé. Les personnes ainsi nommées disposent des mêmes pouvoirs que les personnes qu'elles remplacent. Leur mandat ne peut pas excéder la durée de la suspension de ces personnes. Leurs honoraires sont taxés par le magistrat qui les a nommées; ils sont ainsi que tous autres frais occasionnés en application du présent article, à charge de l'établissement de paiement ou de l'agent en cause.
- (6) La Commission peut rendre publiques les mesures prises en vertu des paragraphes (1) et (2), à moins que cette publication ne risque de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause.

Section 6: Les procédures d'insolvabilité

Article 39. – Les dispositions légales applicables.

Sauf dispositions contraires de la présente loi, les établissements de paiement agréés au Luxembourg sont soumis aux procédures de la gestion contrôlée et de la faillite en conformité avec les dispositions du livre III du Code de Commerce et de l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite par l'institution du régime de la gestion contrôlée.

Sous-section 1: La gestion contrôlée

Article 40. – L'ouverture de la procédure de gestion contrôlée des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui n'exercent pas au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement.

- (1) Seuls la Commission ou l'établissement de paiement peuvent demander au Tribunal de prononcer la gestion contrôlée.
- (2) La requête motivée, appuyée des documents justificatifs, est déposée au greffe du Tribunal.
- (3) Lorsque la requête émane de l'établissement de paiement, celui-ci est tenu sous peine d'irrecevabilité de sa demande, d'en avertir la Commission avant de saisir le Tribunal. Le greffe certifie le jour et l'heure du dépôt de la requête et en informe immédiatement la Commission.
- (4) Lorsque la requête émane de la Commission, celle-ci devra la signifier à l'établissement de paiement par exploit d'huissier. L'exploit d'huissier est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement et de la formalité de l'enregistrement.
- (5) Le dépôt de la requête par l'établissement de paiement ou, en cas d'initiative de la Commission, la signification de la requête entraîne de plein droit au profit de l'établissement de paiement et jusqu'à décision définitive sur la requête, sursis à tout paiement de la part de cet établissement de paiement et interdiction, sous peine de nullité, de procéder à tous actes autres que conservatoires, sauf autorisation de la Commission ou dispositions légales contraires.
- (6) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés par un établissement de paiement et la réalisation de telles sûretés, sont valables et opposables aux tiers, à l'établissement de paiement et aux commissaires, s'ils précèdent la décision du Tribunal déléguant un juge ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance du bénéficiaire, de cette délégation d'un juge.
- (7) Le Tribunal statue à bref délai en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties. Si le Tribunal a reçu des observations de la Commission et s'il s'estime suffisamment renseigné, il prononce immédiatement en audience publique sans entendre la Commission et l'établissement de paiement. Si la Commission n'a pas déposé ses observations et si le Tribunal l'estime nécessaire, il convoque la Commission et l'établissement de paiement au plus tard dans les trois jours du dépôt de la requête, par les soins du greffe. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.
- (8) Le greffe informe immédiatement la Commission de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.
Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.
- (9) Le jugement, même rendu sans audition des parties ou de l'une d'elles, n'est pas susceptible d'opposition, ni de tierce opposition. Il est exécutoire par provision, nonobstant tout recours, sur minute, avant l'enregistrement et sans caution.
- (10) La Commission et l'établissement de paiement peuvent former appel dans un délai de quinze jours à partir de la notification du jugement conformément au paragraphe (8) par voie de déclaration au greffe du Tribunal. L'appel est jugé d'urgence par l'une des chambres connaissant des affaires civiles et commerciales de la Cour Supérieure de Justice. Le ministère d'avocat à la cour n'est pas requis. Les parties sont convoquées au plus tard dans les huit jours par les soins du greffe de la Cour. Les parties sont entendues en chambre du conseil. La Cour statue en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties. L'arrêt n'est pas susceptible d'un pourvoi en cassation.
- (11) Lorsqu'une partie ne se présente pas, l'arrêt rendu par défaut n'est pas susceptible d'opposition.
- (12) Le Tribunal peut limiter le champ des opérations soumises à autorisation. Les commissaires peuvent soumettre à la délibération des organes sociaux toutes propositions qu'ils jugent opportunes.
- (13) En cas d'opposition entre les organes de l'établissement de paiement et les commissaires, il est statué par le Tribunal sur requête d'une des parties, les parties entendues en chambre du conseil. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.
- (14) La Commission exerce de plein droit la fonction de commissaire jusqu'au prononcé du jugement sur la requête prévue au paragraphe (2).
- (15) Le Tribunal peut, à la demande de la Commission, de l'établissement de paiement ou des commissaires, modifier les modalités d'un jugement prononcé sur la base du présent article.
- (16) Tous actes, pièces ou documents, tendant à éclairer le Tribunal sur la requête peuvent être produits ou déposés sans qu'il soit nécessaire de les faire revêtir préalablement de la formalité du timbre ou de l'enregistrement. Les ordonnances, jugements et arrêts rendus dans le cadre de la procédure de gestion contrôlée sont exempts du droit de titre, de tous droits d'enregistrement ou de timbre.

Article 41. – Les effets de la procédure de gestion contrôlée des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui exercent au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement.

- (1) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés par un établissement de paiement et la réalisation de telles sûretés, sont valables et opposables aux tiers, à l'établissement de paiement et aux commissaires s'ils précèdent la décision du Tribunal déléguant un juge ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance du bénéficiaire, de cette délégation d'un juge.
- (2) Le greffe du Tribunal informe immédiatement la Commission du jour et de l'heure du dépôt de la requête et convoque la Commission et l'établissement de paiement au plus tard dans les trois jours du dépôt de la requête. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

Le greffe du Tribunal informe en outre immédiatement la Commission de la teneur du jugement prononçant la gestion contrôlée. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

Sous-section 2: La liquidation volontaire et la faillite

Article 42. – La liquidation volontaire.

- (1) Un établissement de paiement agréé au Luxembourg ne peut se mettre en liquidation volontaire qu'après en avoir averti la Commission au moins un mois avant la convocation de l'assemblée générale appelée à statuer sur la mise en liquidation. Sous peine de nullité, cette convocation contient l'ordre du jour et est faite par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans au moins deux journaux luxembourgeois et un journal étranger à diffusion adéquate.
- (2) Une décision de mise en liquidation volontaire n'enlève ni à la Commission ni au Procureur d'Etat la faculté de demander au Tribunal de déclarer applicable la procédure de faillite prévue à l'article 43 ou 44.

Article 43. – La procédure de faillite des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui n'exercent pas au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement.

- (1) Sans préjudice de l'aveu de l'établissement de paiement, seuls la Commission ou le Procureur d'Etat, la Commission dûment appelée en cause, peuvent demander au Tribunal de prononcer la faillite d'un établissement de paiement.
- (2) Le Tribunal statue à bref délai en audience publique à une date et heure communiquées antérieurement aux parties. Il convoque l'établissement de paiement, la Commission et le Procureur d'Etat, par les soins du greffe. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.
- (3) Le greffe informe immédiatement la Commission de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

- (4) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés effectuées par un établissement de paiement et la réalisation de sûretés accordées par un établissement de paiement, sont valables et opposables aux tiers et aux curateurs, s'ils précèdent le prononcé du jugement de faillite ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance de la faillite.
- (5) Le jugement prononçant la faillite n'est pas susceptible d'opposition, ni de tierce opposition. Il est exécutoire par provision, nonobstant tout recours, sur minute, avant l'enregistrement et sans caution.
- (6) La Commission, le Procureur d'Etat et l'établissement de paiement peuvent former appel par voie de déclaration au greffe du Tribunal. Le délai d'appel est de quinze jours à partir de la notification du jugement conformément au paragraphe (3). L'appel est jugé d'urgence par l'une des chambres connaissant des affaires civiles et commerciales de la Cour Supérieure de Justice. Le ministère d'avocat à la cour n'est pas requis. Les parties sont convoquées au plus tard dans les huit jours par les soins du greffe de la Cour. Les parties sont entendues en chambre du conseil. La Cour statue en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties.
- (7) Lorsqu'une partie ne se présente pas, l'arrêt rendu par défaut n'est pas susceptible d'opposition.

Article 44. – La procédure de faillite des établissements de paiement agréés au Luxembourg et qui exercent au titre de l'article 10, paragraphe (1), point c) des activités autres que la prestation de services de paiement.

- (1) Les paiements, opérations et autres actes, y compris ceux relatifs à la constitution de sûretés effectuées par un établissement de paiement et la réalisation de sûretés accordées par un établissement de paiement, sont valables et opposables aux tiers et aux curateurs, s'ils précèdent le prononcé du jugement de faillite ou s'ils ont été effectués dans l'ignorance de la faillite.
- (2) Le greffe du Tribunal informe immédiatement la Commission du dépôt de l'aveu et de toute assignation en faillite et convoque l'établissement de paiement, la Commission et le Procureur d'Etat. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

Le greffe du Tribunal informe en outre immédiatement la Commission de la teneur du jugement prononçant la faillite. Il notifie le jugement à la Commission et à l'établissement de paiement par lettre recommandée.

Lorsque l'établissement de paiement gère un système de paiement en application de l'article 10, paragraphe (1), point b), la Commission communique sans délai à la Banque centrale du Luxembourg les informations qu'elle a reçues du greffe du Tribunal en vertu de l'alinéa précédent.

Article 45. – Le retrait de l'agrément d'un établissement de paiement.

- (1) En cas de faillite d'un établissement de paiement, l'agrément de cet établissement de paiement est retiré. En cas de retrait de l'agrément, la Commission en informe les autorités compétentes des Etats où l'établissement de paiement dispose de succursales ou fait recours à des agents.
- (2) Le retrait de l'agrément prévu au paragraphe précédent n'empêche pas le ou les curateurs de poursuivre certaines des activités de l'établissement de paiement dans la mesure où cela est nécessaire ou approprié pour les besoins de la faillite. Ces activités sont menées avec l'accord et sous le contrôle de la Commission.

Section 7: Les sanctions

Article 46. – Les amendes d'ordre.

- (1) Les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des établissements de paiement agréés au Luxembourg ainsi que les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des agents de ces établissements de paiement peuvent être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros au cas où:
 - elles ne respectent pas les dispositions légales, réglementaires ou statutaires régissant l'activité de services de paiement et les activités visées à l'article 10, paragraphe (1), point a),
 - elles refusent de fournir les documents comptables ou autres renseignements demandés,
 - elles ont fourni des documents ou autres renseignements qui se révèlent être incomplets, inexacts ou faux,
 - elles font obstacle à l'exercice des pouvoirs de surveillance et d'inspection de la Commission,
 - elles contreviennent aux règles régissant les publications des bilans et situations comptables,
 - elles ne donnent pas suite aux injonctions de la Commission,
 - elles risquent, par leur comportement, de mettre en péril la gestion saine et prudente de l'établissement de paiement concerné.
- (2) Les personnes en charge de la gestion des succursales et des agents établis au Luxembourg par des établissements de paiement pour lesquels l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, les personnes physiques bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 et les personnes en charge de l'administration ou de la gestion des personnes morales, y compris de leurs succursales et de leurs agents, bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 peuvent être sanctionnées par la Commission d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros au cas où elles ne respectent pas les dispositions des titres III et IV de la présente loi.
- (3) La Commission peut rendre publiques les amendes d'ordre prononcées en vertu du présent article, à moins que cette publication ne risque de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause.

Article 47. – Les sanctions pénales.

- (1) Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement ceux qui ont contrevenu ou tenté de contrevenir aux dispositions respectivement des articles 4, 6, 7, paragraphe (3) et 22, paragraphe (1).
- (2) Sont punis d'une amende de 1.250 à 125.000 euros ceux qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 13, paragraphe (3).

- (3) Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement, les membres des organes d'administration, de direction ou de gestion des établissements de paiement, y compris de leurs agents,
 - qui, nonobstant leur suspension par application de l'article 38, paragraphe (2), point a) ont fait des actes de disposition, d'administration ou de gestion;
 - qui, nonobstant la suspension de la poursuite des activités de l'établissement en application de l'article 38, paragraphe (2), point c) ont fait des actes de disposition, d'administration ou de gestion.
- (4) Le présent article s'applique sans préjudice des peines édictées par le Code pénal ou par d'autres lois particulières.

Section 8: Les dérogations

Article 48. – Les conditions de dérogation.

- (1) Nonobstant l'article 36, le Ministre ayant dans ses attributions la Commission peut exempter, après instruction par la Commission portant sur les conditions exigées au présent paragraphe, des personnes physiques ou morales, sur base d'une demande écrite, de tout ou partie de la procédure et des conditions fixées à la section 1 du présent chapitre et à l'article 27, et la Commission peut inscrire ces personnes dans le registre prévu à l'article 36, lorsque:
 - a) le montant total moyen, pour les douze mois précédents, des opérations de paiement exécutées par la personne concernée, y compris tout agent dont elle assume l'entière responsabilité, ne dépasse pas 3.000.000 euros sur un mois. Ce critère est évalué par rapport au montant total prévu des opérations de paiement dans son plan d'affaires, à moins que la Commission n'exige un ajustement de ce plan; et
 - b) aucune des personnes physiques responsables de la gestion ou de l'exercice de l'activité n'a été condamnée pour des infractions liées au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme ou à d'autres délits financiers.
- (2) Le Ministre ayant dans ses attributions la Commission est habilité à autoriser les personnes enregistrées conformément au paragraphe (1) à n'exercer que certaines des activités énumérées à l'article 10.
- (3) Toute personne enregistrée conformément au paragraphe (1) est tenue d'exercer effectivement son activité au Luxembourg et d'y avoir son administration centrale ou son lieu de résidence.
- (4) Les personnes visées au paragraphe (1) sont traitées comme des établissements de paiement, sous réserve que les articles 23 et 24 ne leur sont pas applicables.
- (5) Les personnes visées au paragraphe (1) informent la Commission de tout changement de leur situation ayant une incidence sur les conditions énoncées audit paragraphe.
Lorsque les conditions énoncées aux paragraphes (1), (3) et (4) ne sont plus remplies, la personne concernée doit demander l'agrément dans un délai de 30 jours calendaires conformément à la procédure prévue à l'article 7.
- (6) Les personnes visées au paragraphe (1) fournissent à la Commission, sur une base annuelle, un rapport sur leurs activités, notamment sur le montant total moyen des opérations de paiement exécutées.

CHAPITRE 2: ÉTABLISSEMENTS DE MONNAIE ÉLECTRONIQUE

Article 49. – Le champ d'application.

- (1) Le présent chapitre s'applique à tout établissement de monnaie électronique de droit luxembourgeois.
- (2) Les établissements de monnaie électronique sont des établissements de crédit au sens de l'article 1^{er}, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, dans les limites prévues au présent chapitre. Ils ne peuvent recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.
Les fonds reçus par les établissements de monnaie électronique conformément à l'article 1^{er}, point 29) ii) ne constituent pas des dépôts ou autres fonds remboursables au sens de l'article 2, paragraphe (3) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier s'ils sont immédiatement échangés contre de la monnaie électronique.

Article 50. – La nécessité d'un agrément.

- (1) Nul autre qu'un établissement de crédit au sens de l'article 1^{er}, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ne peut exercer, à titre professionnel, l'activité d'émission de monnaie électronique.
- (2) Nul ne peut exercer l'activité d'émission de monnaie électronique sous la dénomination d'établissement de monnaie électronique, ou sous toute autre dénomination identique ou analogue en une autre langue, s'il ne remplit pas les conditions fixées par le présent chapitre.
- (3) Aucune personne de droit luxembourgeois ne peut exercer l'activité d'établissement de monnaie électronique sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission. Cette exigence ne s'applique pas aux établissements de crédit au sens de l'article 1^{er}, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier autres que les établissements de monnaie électronique.

Article 51. – Les activités.

- (1) Outre l'émission de monnaie électronique, les établissements de monnaie électronique ne peuvent exercer que des activités commerciales limitées
 - à la fourniture de services financiers et non financiers étroitement liés à l'émission de monnaie électronique, tels que la gestion de monnaie électronique, par l'exercice de fonctions opérationnelles et d'autres fonctions accessoires en rapport avec son émission ainsi qu'à l'émission et à la gestion d'autres moyens de paiement à l'exclusion de l'octroi de toute forme de crédit, et
 - au stockage de données sur le support électronique pour le compte d'autres entreprises ou institutions publiques.
- (2) Les établissements de monnaie électronique ne peuvent détenir des participations que dans des entreprises qui exercent des fonctions opérationnelles ou d'autres fonctions accessoires liées à la monnaie électronique émise ou distribuée par l'établissement concerné.

Article 52. – Les dispositions légales applicables.

- (1) Sauf disposition contraire expresse, les établissements de monnaie électronique sont soumis aux dispositions de la section 1 du chapitre 1 de la partie I, des chapitres 3 et 4 de la partie I, du chapitre 5 de la partie II, des chapitres 1, 2, 3 et 4 de la partie III et des parties IV et V de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ils établissent leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes consolidés conformément à la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois.
- (2) Ne sont pas applicables aux établissements de monnaie électronique les articles 8, 10-1, 10-2, 31, 47, 51, paragraphe (1) et 57, paragraphes (2) à (5) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.
- (3) L'application des articles 30, 33, 34, 45 et 46 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier se limite à l'activité d'émission de monnaie électronique.
- (4) A l'exception de l'article 53, les établissements de crédit au sens de l'article 1^{er}, point 12) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier autres que les établissements de monnaie électronique, qui émettent des moyens de paiement sous la forme de monnaie électronique, ne sont pas visées par les dispositions du présent chapitre.
- (5) Les établissements de monnaie électronique sont soumis, aux exigences des titres III et IV de la présente loi suivant les modalités et dans les limites définies par la présente loi.

Article 53. – Les exigences en matière de remboursabilité des fonds reçus par l'émetteur.

- (1) Pendant la période de validité du support de la monnaie électronique et endéans les dix ans après la fin de cette période de validité, le porteur de monnaie électronique peut exiger de l'émetteur qu'il le rembourse à la valeur nominale en pièces et en billets de banque ou par virement à un compte.
Pendant la période de validité, le remboursement est effectué sans autres frais que ceux qui sont strictement nécessaires à la réalisation de l'opération.
- (2) Le contrat conclu entre l'émetteur et le porteur doit établir clairement les conditions de remboursement. Ce remboursement peut notamment être obtenu en cas de perte, vol, destruction ou défaut technique du support de la monnaie électronique, sous réserve que la valeur de la monnaie électronique soit techniquement déterminable.
- (3) Le contrat peut prévoir pour le remboursement un montant minimal, qui ne peut être supérieur à dix euros.

Article 54. – Le capital initial et les fonds propres.

- (1) L'agrément des établissements de monnaie électronique est subordonné à la justification d'un capital social souscrit et libéré d'une valeur de 1.000.000 euros.
- (2) Nonobstant les paragraphes (3) et (4), les fonds propres des établissements de monnaie électronique ne peuvent devenir inférieurs au montant du capital social exigé en vertu du paragraphe précédent. Si les fonds propres d'un établissement viennent à diminuer en dessous de ce montant, la Commission peut, lorsque les circonstances le justifient, accorder un délai limité pour que l'établissement régularise sa situation ou cesse ses activités.
- (3) Les fonds propres des établissements de monnaie électronique sont à tout moment égaux ou supérieurs à 2% du plus élevé des deux montants suivants: le montant courant ou le montant moyen, au cours des six mois qui précèdent, du total des engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation.
- (4) Les fonds propres d'un établissement de monnaie électronique qui ne compte pas six mois d'activité depuis le jour de son démarrage sont égaux ou supérieurs à 2% du plus élevé des deux montants suivants: le montant courant ou le total visé pour six mois de ses engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation. Le total visé sur six mois des engagements financiers de l'établissement liés à la monnaie électronique en circulation ressort de son plan d'entreprise, après ajustement éventuel requis par la Commission.
- (5) La Commission fixe les modalités des calculs prévus aux paragraphes (3) et (4). Les calculs visés au paragraphe (3) sont à effectuer sur une base semestrielle. La Commission peut exiger des calculs à des dates rapprochées si la solidité financière de l'établissement de monnaie électronique est menacée.

Article 55. – Les limitations aux placements.

- (1) Les établissements de monnaie électronique sont tenus de faire des placements d'un montant au moins égal à leurs engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation.

Les placements sont limités aux actifs suivants:

- a) argent comptant et éléments assimilés;
- b) créances sur les administrations centrales et les banques centrales de la zone A, ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- c) créances sur les Communautés européennes (C.E.C.A., C.E., Euratom), ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- d) créances sur les communes luxembourgeoises ou expressément garanties par celles-ci et dont le degré de liquidité est suffisamment élevé;
- e) dépôts à vue auprès d'établissements de crédit de la zone A;
- f) autres titres de créance remplissant les trois critères suivants:
 - présentant un degré de liquidité suffisamment élevé;
 - reconnus par la Commission comme éléments éligibles, et
 - émis par des entreprises autres que des entreprises qui détiennent une participation qualifiée dans l'établissement de monnaie électronique considéré, ou qui doivent être incluses dans les comptes consolidés de ces entreprises détenant une participation qualifiée.

Aux fins du présent article, on entend par zone A tous les Etats membres et tous les autres pays membres à part entière de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que les pays qui ont conclu des accords spéciaux de prêt avec le Fonds monétaire international (FMI) et dans le cadre des accords généraux d'emprunt (AGE) du FMI. Cependant, tout pays qui rééchelonne sa dette publique extérieure ne peut faire partie de la zone A pendant une période de cinq ans.

- (2) Les placements visés au paragraphe (1), points e) et f), ne peuvent dépasser vingt fois les fonds propres d'un établissement de monnaie électronique.
- (3) Afin de couvrir les risques de marché associés à l'émission de monnaie électronique et aux placements visés au paragraphe (1), les établissements de monnaie électronique peuvent utiliser des instruments dérivés liés aux taux d'intérêt ou aux taux de change suffisamment liquides et négociés sur un marché réglementé reconnu ou les contrats de taux de change d'une durée initiale n'excédant pas quatorze jours de calendrier. L'utilisation d'instruments dérivés n'est admissible qu'à la condition que l'objectif poursuivi et, dans la mesure du possible, le résultat obtenu soient l'élimination totale des risques de marché.
- (4) La Commission établit des règles relatives à la limitation du risque de concentration et aux risques de marché liés aux placements visés au présent article. Elle définit les éléments à prendre en considération dans ces règles.
- (5) Aux fins de l'application du paragraphe (1), les actifs sont évalués à leur prix d'acquisition ou, si elle est plus faible, à la valeur du marché.
- (6) Si la valeur des actifs visés au paragraphe (1) tombe en dessous du montant des engagements financiers liés au stock de monnaie électronique en circulation, la Commission impartit à l'établissement de monnaie électronique concerné un délai pour remédier à cette situation. A cette fin et pour une période limitée seulement, la Commission peut autoriser l'établissement concerné à couvrir ses engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation au moyen d'actifs autres que ceux visés au paragraphe (1) et ce jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas 5% de ces engagements ou, s'il est moins élevé, le montant total de ses fonds propres.
- (7) La Commission fixe les modalités des calculs prévus au présent article. Les calculs visés au présent article sont à effectuer sur une base semestrielle. La Commission peut exiger des calculs à des dates rapprochées si la solidité financière de l'établissement de monnaie électronique est menacée.

Article 56. – Les exemptions.

- (1) La Commission peut exempter des établissements de monnaie électronique, sur base d'une demande écrite, de tout ou partie des dispositions qui leur sont applicables, à l'exception des articles 39 à 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier:
 - a) lorsque l'ensemble des activités commerciales de l'établissement liées à l'émission de moyens de paiement sous forme électronique génère des engagements financiers liés à la monnaie électronique en circulation dont le montant total ne dépasse pas normalement 5 millions d'euros et à aucun moment 6 millions d'euros;
 - b) lorsque la monnaie électronique émise par l'établissement n'est acceptée comme moyen de paiement que par des filiales de l'établissement qui exercent des fonctions opérationnelles et d'autres fonctions accessoires en rapport avec la monnaie électronique émise ou distribuée par l'établissement concerné, l'entreprise mère de l'établissement ou les autres filiales de ladite entreprise mère;

- c) lorsque la monnaie électronique émise par l'établissement n'est acceptée comme moyen de paiement que par un nombre limité d'entreprises, qui se distinguent clairement par:
 - le fait qu'elles se trouvent dans les mêmes locaux ou dans une autre zone locale restreinte, ou
 - leur étroite relation financière ou commerciale avec l'établissement émetteur, par exemple sous la forme d'un dispositif de commercialisation ou de distribution commun.

Les arrangements contractuels sur la base desquels la monnaie électronique est émise doivent stipuler que la capacité maximale de chargement du support électronique mis à la disposition des porteurs à des fins de paiements ne peut dépasser 150 euros.

- (2) Les articles 30, 33, 34, 45 et 46 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ne sont pas applicables aux établissements de monnaie électronique bénéficiant d'une exemption au titre du paragraphe précédent.
- (3) Les établissements de monnaie électronique qui bénéficient de l'exemption prévue au paragraphe (1) fournissent à la Commission, sur une base annuelle, un rapport sur leurs activités, notamment sur le montant total des engagements financiers liés à la monnaie électronique.

CHAPITRE 3: DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES PRESTATAIRES DE SERVICES DE PAIEMENT

Article 57. – L'accès aux systèmes de paiement.

- (1) Les règles régissant l'accès des prestataires de services de paiement agréés ou enregistrés, qui sont des personnes morales, aux systèmes de paiement doivent être objectives, non discriminatoires et proportionnées et ne doivent pas entraver l'accès dans une mesure excédant ce qui est nécessaire pour prévenir certains risques spécifiques, tels que le risque de règlement, le risque opérationnel et le risque d'entreprise, et protéger la stabilité financière et opérationnelle des systèmes de paiement.

Les systèmes de paiement ne peuvent imposer aux prestataires de services de paiement, aux utilisateurs de services de paiement ou aux autres systèmes de paiement aucune des exigences suivantes:

- a) des règles restrictives pour participer effectivement à d'autres systèmes de paiement;
 - b) des règles établissant des discriminations entre les prestataires de services de paiement agréés ou entre les prestataires de services de paiement enregistrés en ce qui concerne les droits, obligations et avantages des participants; ou
 - c) des restrictions fondées sur la forme sociale.
- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux:
 - a) systèmes de paiement visés à l'article 108;
 - b) systèmes de paiement exclusivement composés de prestataires de services de paiement appartenant à un groupe composé d'entités liées par le capital lorsque l'une des entités liées jouit d'un contrôle effectif sur les autres entités liées;
 - c) systèmes de paiement lorsqu'un prestataire unique de services de paiement (sous la forme d'une entité unique ou d'un groupe):
 - agit ou peut agir en tant que prestataire de services de paiement à la fois pour le payeur et le bénéficiaire et est le seul responsable de la gestion du système, et
 - permet à d'autres prestataires de services de paiement de participer au système et que ces derniers n'ont pas le droit de négocier des commissions entre ou parmi eux à l'égard du système de paiement, mais ils peuvent fixer leurs propres tarifs à l'égard des payeurs et des bénéficiaires.

Article 58. – Les autorités compétentes.

- (1) La Commission veille au respect des dispositions des titres III et IV par les prestataires de services de paiement visés à l'article 1^{er}, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par les personnes bénéficiant d'une dérogation au titre de l'article 48, ainsi que par les succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et par les agents établis au Luxembourg auxquels ces prestataires de services de paiement font recours.
- (2) La Commission veille en outre au respect des dispositions du règlement (CE) No. 924/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant les paiements transfrontaliers dans la Communauté et abrogeant le règlement (CE) No. 2560/2001 et des dispositions du règlement (CE) No. 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds par les prestataires de services visés à l'article 1^{er}, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par les personnes bénéficiant d'une dérogation au titre de l'article 48, ainsi que par les succursales luxembourgeoises de prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg et par les agents établis au Luxembourg auxquels ces prestataires de services de paiement font recours.
- (3) Le Conseil de la concurrence est l'autorité compétente pour veiller au respect des règles de concurrence définies à l'article 57.

La Banque centrale du Luxembourg informe sans délai l'Inspection de la concurrence de toute violation éventuelle des règles de concurrence définies à l'article 57 constatée dans le cadre de l'exercice de sa mission visée à l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

Par dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale du Luxembourg est autorisée à transmettre à l'Inspection de la concurrence toute information, y compris des informations confidentielles, dont celle-ci a besoin dans l'exercice de sa mission.

TITRE III: TRANSPARENCE DES CONDITIONS ET EXIGENCES EN MATIERE D'INFORMATIONS REGISSANT LES SERVICES DE PAIEMENT

CHAPITRE 1: RÈGLES GÉNÉRALES

Article 59. – Le champ d'application.

- (1) Le présent titre s'applique aux opérations de paiement isolées, aux contrats-cadres et aux opérations de paiement qui en relèvent. Les parties peuvent décider de ne pas l'appliquer, en tout ou en partie, lorsque l'utilisateur des services de paiement n'est pas un consommateur.
- (2) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.
- (3) Les dispositions du présent titre s'appliquent sans préjudice des dispositions légales portant transposition de textes communautaires prévoyant des exigences supplémentaires en matière d'information préalable.

Toutefois, lorsque des dispositions de la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance sont également applicables, les exigences en matière d'information de l'article 3, paragraphe (1) de ladite loi, à l'exception du point 2) c) à g), du point 3) a), d) et e), et du point 4) b) dudit paragraphe (1), sont remplacées par les articles 65, 66, 70 et 71 de la présente loi.

Article 60. – Les frais d'information.

- (1) Le prestataire de services de paiement n'impute pas de frais à l'utilisateur de services de paiement pour lui fournir des informations en vertu du présent titre.
- (2) Le prestataire de services de paiement et l'utilisateur de services de paiement peuvent d'un commun accord fixer les frais pour des informations supplémentaires ou communiquées de manière plus fréquente ou transmises par d'autres moyens de communication que ceux prévus par le contrat-cadre, et fournies à la demande de l'utilisateur de services de paiement.
- (3) Lorsque le prestataire de services de paiement peut imputer des frais pour la communication d'informations conformément au paragraphe (2), ceux-ci doivent être appropriés et s'orienter aux coûts réels supportés par le prestataire de services de paiement.

Article 61. – La devise et la conversion monétaire.

- (1) Les paiements sont effectués dans la devise convenue par les parties.
- (2) Lorsqu'un service de conversion monétaire est proposé avant l'initiation de l'opération de paiement et lorsque ce service de conversion monétaire est proposé au point de vente ou par le bénéficiaire, la partie qui le propose au payeur est tenue d'informer celui-ci de tous les frais appliqués, ainsi que du taux de change qui sera utilisé aux fins de la conversion de l'opération de paiement.

Le payeur accepte le service de conversion monétaire sur cette base.

Article 62. – Les informations relatives aux frais supplémentaires ou aux réductions.

- (1) Lorsque, aux fins de l'utilisation d'un instrument de paiement donné, le bénéficiaire offre une réduction, il en informe le payeur avant l'initiation de l'opération de paiement.
- (2) Lorsque, aux fins de l'utilisation d'un instrument de paiement donné, un prestataire de services de paiement ou un tiers demande des frais, il en informe l'utilisateur de services de paiement avant l'initiation de l'opération de paiement.

Article 63. – La dérogation aux exigences en matière d'informations pour les instruments de paiement relatifs à des montants faibles et la monnaie électronique.

- (1) Dans le cas d'instruments de paiements qui, conformément au contrat-cadre, concernent exclusivement des opérations de paiement n'excédant pas 30 euros unitairement ou qui soit ont une limite de dépenses de 150 euros, soit stockent des fonds dont le montant n'excède à aucun moment 150 euros:
 - a) par dérogation aux articles 70, 71 et 75, le prestataire de services de paiement fournit au payeur uniquement des informations sur les principales caractéristiques du service de paiement, y compris la manière dont l'instrument de paiement peut être utilisé, la responsabilité, les frais perçus et d'autres informations concrètes nécessaires pour prendre une décision en connaissance de cause ainsi qu'une indication de l'endroit où les autres informations et conditions définies à l'article 71 sont disponibles de manière aisée;

- b) il peut être convenu que, par dérogation à l'article 73, le prestataire de services de paiement n'est pas tenu de proposer une modification des clauses du contrat-cadre de la manière prévue à l'article 70, paragraphe (1);
- c) il peut être convenu que, par dérogation aux articles 76 et 77, après exécution d'une opération de paiement:
 - i) le prestataire de services de paiement fournit ou met à disposition uniquement une référence permettant à l'utilisateur de services de paiement d'identifier l'opération de paiement, son montant et les frais et/ou, en cas de multiples opérations de paiement de même type au profit du même bénéficiaire, uniquement des informations concernant le montant total et les frais de ces opérations de paiement;
 - ii) le prestataire de services de paiement n'est pas tenu de fournir ou de mettre à disposition les informations visées au point i) si l'instrument de paiement est utilisé de manière anonyme ou si le prestataire de services de paiement n'est pas par ailleurs techniquement en mesure de les fournir. Toutefois, le prestataire de services de paiement fournit au payeur la possibilité de vérifier le montant des fonds stockés.
- (2) Pour les opérations de paiement nationales, les montants visés au paragraphe (1) sont doublés. Pour les instruments de paiement prépayés, les montants visés au paragraphe (1) sont de 500 euros.

CHAPITRE 2: OPÉRATIONS DE PAIEMENT ISOLÉES

Article 64. – Le champ d'application.

- (1) Le présent chapitre s'applique aux opérations de paiement de caractère isolé, non couvertes par un contrat-cadre.
- (2) Lorsqu'un ordre de paiement relatif à une opération de paiement isolée est transmis par l'intermédiaire d'un instrument de paiement relevant d'un contrat-cadre, le prestataire de services de paiement n'est pas obligé de fournir ou de mettre à disposition des informations qui ont déjà été données à l'utilisateur de services de paiement sur la base d'un contrat cadre avec un autre prestataire de services de paiement ou qui lui seront données conformément audit contrat-cadre.

Article 65. – L'information générale préalable.

- (1) Avant que l'utilisateur de services de paiement ne soit lié par un contrat ou une offre de service de paiement isolé, le prestataire de services de paiement doit mettre à la disposition de l'utilisateur de services de paiement, sous une forme aisément accessible, les informations et les conditions énoncées à l'article 66. Sur demande de l'utilisateur de services de paiement, le prestataire de services de paiement fournit ces informations et conditions sur support papier ou sur un autre support durable. Ces informations et conditions sont communiquées dans des termes aisément compréhensibles et sous une forme claire et compréhensible. Les informations et conditions relatives à des services de paiement offerts au Luxembourg sont communiquées en luxembourgeois, allemand ou français ou dans toute autre langue convenue par les parties. Les informations et conditions relatives à des services de paiement offerts dans d'autres Etats membres sont communiquées dans une langue officielle de l'Etat membre d'accueil ou dans toute autre langue convenue par les parties.
- (2) Si, à la demande de l'utilisateur de services de paiement, le contrat de service de paiement isolé est conclu par un moyen de communication à distance ne permettant pas au prestataire de services de paiement de se conformer au paragraphe (1), ce dernier satisfait aux obligations découlant dudit paragraphe immédiatement après l'exécution de l'opération de paiement.
- (3) Le prestataire de services de paiement peut également s'acquitter des obligations découlant du paragraphe (1) en veillant à ce que soit fournie à l'utilisateur de services de paiement une copie du projet de contrat de service de paiement isolé ou du projet d'ordre de paiement comportant les informations et conditions définies à l'article 66.

Article 66. – Les informations et les conditions.

- (1) Le prestataire de services de paiement veille à ce que soient fournies à l'utilisateur de services de paiement ou mises à sa disposition les informations et les conditions ci-après:
 - a) les informations précises ou l'identifiant unique que l'utilisateur de services de paiement doit fournir aux fins de l'exécution correcte de son ordre de paiement;
 - b) le délai d'exécution maximal dans lequel le service de paiement doit être fourni;
 - c) tous les frais payables par l'utilisateur de services de paiement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais;
 - d) le cas échéant, le taux de change réel ou de référence qui doit être appliqué à l'opération de paiement.
- (2) Le cas échéant, le prestataire de services de paiement veille à ce que soient mises à la disposition de l'utilisateur de services de paiement, sous une forme aisément accessible, les autres informations et conditions utiles visées à l'article 71.

Article 67. – Les informations destinées au payeur après la réception de l'ordre de paiement.

Immédiatement après avoir reçu l'ordre de paiement, le prestataire de services de paiement du payeur fournit au payeur ou met à sa disposition, selon les modalités prévues à l'article 65, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) une référence permettant au payeur d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, les informations relatives au bénéficiaire;
- b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise utilisée dans l'ordre de paiement;
- c) le montant des frais imputables au payeur pour l'opération de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants de ces frais;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du payeur ou une référence à ce taux, lorsqu'il est différent de celui prévu conformément à l'article 66, paragraphe (1), point d), et le montant de l'opération de paiement après cette conversion monétaire; et
- e) la date de réception de l'ordre de paiement.

Article 68. – Les informations destinées au bénéficiaire après l'exécution.

Immédiatement après l'exécution de l'opération de paiement, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire fournit au bénéficiaire ou met à sa disposition, selon les modalités prévues à l'article 65, paragraphe (1), les informations suivantes:

- a) les références permettant au bénéficiaire d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, le payeur, ainsi que toute information transmise avec l'opération de paiement;
- b) le montant de l'opération de paiement dans la devise dans laquelle les fonds sont mis à la disposition du bénéficiaire;
- c) le montant des frais imputables au bénéficiaire pour l'opération de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants de ces frais;
- d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du bénéficiaire, et le montant de l'opération de paiement avant cette conversion monétaire; et
- e) la date de valeur du crédit.

CHAPITRE 3: CONTRATS-CADRES**Article 69. – Le champ d'application.**

Le présent chapitre s'applique aux opérations de paiement couvertes par un contrat-cadre.

Article 70. – L'information générale préalable.

- (1) Bien avant que l'utilisateur de services de paiement ne soit lié par un contrat-cadre ou une offre, le prestataire de services de paiement doit lui fournir, sur support papier ou sur un autre support durable, les informations et les conditions définies à l'article 71. Ces informations et conditions sont fournies dans des termes aisément compréhensibles et sous une forme claire et compréhensible. Elles sont communiquées en luxembourgeois, allemand ou français ou dans toute autre langue convenue par les parties.
- (2) Si, à la demande de l'utilisateur de services de paiement, le contrat-cadre est conclu par un moyen de communication à distance ne permettant pas au prestataire de services de paiement de se conformer au paragraphe (1), ce dernier satisfait aux obligations découlant de ce paragraphe immédiatement après la conclusion du contrat-cadre.
- (3) Le prestataire de services de paiement peut également s'acquitter des obligations découlant du paragraphe (1) en veillant à ce que soit fournie à l'utilisateur de services de paiement une copie du projet de contrat-cadre comportant les informations et les conditions définies à l'article 71.

Article 71. – Les informations et les conditions.

Le prestataire de services de paiement veille à ce que soient fournies à l'utilisateur de services de paiement les informations et les conditions suivantes:

- 1) sur le prestataire de services de paiement:
 - a) le nom du prestataire de services de paiement, l'adresse géographique de son administration centrale et, le cas échéant, l'adresse géographique de son agent ou de sa succursale établis dans l'Etat membre dans lequel le service de paiement est proposé, et toutes les autres adresses, y compris l'adresse de courrier électronique, à prendre en compte pour la communication avec le prestataire de services de paiement; et
 - b) les coordonnées des autorités de contrôle compétentes et du registre public prévu à l'article 13 de la directive 2007/64/CE ou de tout autre registre d'agrément public pertinent du prestataire de services de paiement ainsi que son numéro d'enregistrement ou un moyen équivalent d'identification dans ce registre;
- 2) sur l'utilisation d'un service de paiement:
 - a) une description des principales caractéristiques du service de paiement à fournir;
 - b) les informations précises ou l'identifiant unique que l'utilisateur de services de paiement doit fournir aux fins de l'exécution correcte de son ordre de paiement;

- c) la forme et la procédure pour donner le consentement à l'exécution d'une opération de paiement et le retrait de ce consentement, conformément aux articles 81 et 93;
 - d) une référence au moment de réception de l'ordre de paiement tel que défini à l'article 91 et l'éventuel délai limite établi par le prestataire de services de paiement;
 - e) le délai d'exécution maximal au cours duquel le service de paiement doit être fourni; et
 - f) la possibilité de convenir de limites de dépenses pour l'utilisation de l'instrument de paiement, conformément à l'article 82, paragraphe (1);
- 3) sur les frais, les taux d'intérêt et les taux de change:
- a) tous les frais payables par l'utilisateur de services de paiement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais;
 - b) le cas échéant, les taux d'intérêt et de change à appliquer ou, si des taux d'intérêt et de change de référence doivent être utilisés, la méthode de calcul de l'intérêt réel ainsi que la date retenue et l'indice ou la base pour déterminer un tel taux d'intérêt ou de change de référence; et
 - c) s'il en est convenu ainsi, l'application immédiate des modifications apportées aux taux d'intérêt ou de change de référence et les exigences en matière d'informations afférentes à ces modifications, conformément à l'article 73, paragraphe (2);
- 4) sur la communication:
- a) le cas échéant, les moyens de communication, y compris les exigences techniques applicables à l'équipement de l'utilisateur de services de paiement, convenues entre les parties aux fins de la transmission d'informations ou de notifications au titre de la présente loi;
 - b) les modalités et la fréquence selon lesquelles les informations prévues par la présente loi doivent être fournies ou mises à disposition;
 - c) la ou les langues dans lesquelles le contrat-cadre sera conclu et la communication effectuée au cours de cette relation contractuelle; et
 - d) la mention du droit de l'utilisateur de services de paiement de recevoir les termes contractuels du contrat-cadre, ainsi que les informations et conditions prévues à l'article 72;
- 5) sur les mesures de protection et les mesures correctives:
- a) le cas échéant, une description des mesures que l'utilisateur de services de paiement doit prendre pour préserver la sécurité d'un instrument de paiement et les modalités de notification au prestataire de services de paiement aux fins de l'article 83, paragraphe (1), point b);
 - b) s'il en est convenu ainsi, les conditions dans lesquelles le prestataire de services de paiement se réserve le droit de bloquer un instrument de paiement, conformément à l'article 82;
 - c) la responsabilité du payeur conformément à l'article 88, y compris des informations sur le montant concerné;
 - d) le délai et les modalités selon lesquels l'utilisateur de services de paiement doit notifier au prestataire de services de paiement les opérations de paiement non autorisées ou mal exécutées, conformément à l'article 85, ainsi que la responsabilité du prestataire de services de paiement en matière d'opérations de paiement non autorisées, conformément à l'article 87;
 - e) la responsabilité du prestataire de services de paiement liée à l'exécution d'opérations de paiement, conformément à l'article 101; et
 - f) les conditions de remboursement conformément aux articles 89 et 90;
- 6) sur la modification et la résiliation d'un contrat-cadre:
- a) s'il en est convenu ainsi, le fait que l'utilisateur de services de paiement est réputé avoir accepté la modification des conditions conformément à l'article 73, à moins d'avoir notifié au prestataire de services de paiement son refus de celle-ci avant la date proposée pour l'entrée en vigueur de cette modification;
 - b) la durée du contrat; et
 - c) le droit de l'utilisateur de services de paiement de résilier le contrat-cadre et tout accord lié à cette résiliation, conformément à l'article 73, paragraphe (1), et à l'article 74;
- 7) sur les recours:
- a) toute clause contractuelle relative au droit applicable au contrat-cadre et à la juridiction compétente; et
 - b) les voies de réclamation et de recours extrajudiciaires ouvertes à l'utilisateur de services de paiement, conformément à l'article 106.

Article 72. – L'accès aux informations et aux conditions associées au contrat-cadre.

A tout moment de la relation contractuelle, l'utilisateur de services de paiement a le droit de recevoir, sur demande, les termes contractuels du contrat-cadre, ainsi que les informations et conditions visées à l'article 71, sur support papier ou sur un autre support durable.

Article 73. – La modification des conditions du contrat-cadre.

- (1) Toute modification du contrat-cadre, ainsi que des informations et conditions visées à l'article 71, est proposée par le prestataire de services de paiement selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1) et au plus tard deux mois avant la date proposée pour son entrée en vigueur.

Le cas échéant, conformément à l'article 71, point 6) a), le prestataire de services de paiement informe l'utilisateur de services de paiement qu'il est réputé avoir accepté la modification s'il n'a pas notifié au prestataire de services de paiement, avant la date d'entrée en vigueur proposée de cette modification, qu'il ne l'acceptait pas. Dans ce cas, le prestataire de services de paiement précise également que l'utilisateur de services de paiement a le droit de résilier le contrat-cadre, immédiatement et sans frais, avant la date d'entrée en vigueur proposée de la modification.

- (2) Les modifications des taux d'intérêt ou de change peuvent s'appliquer immédiatement et sans préavis, à condition que le contrat-cadre prévoie ce droit et que les modifications se fondent sur les taux d'intérêt ou de change de référence convenus conformément à l'article 71, point 3) b) et c). L'utilisateur de services de paiement est informé de toute modification du taux d'intérêt le plus rapidement possible, selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1), à moins que les parties soient convenues d'une fréquence ou de modalités particulières en matière de fourniture ou de mise à disposition des informations. Néanmoins, les modifications des taux d'intérêt ou de change qui sont plus favorables aux utilisateurs de services de paiement peuvent être appliquées sans préavis.
- (3) Les modifications des taux d'intérêt ou de change appliqués aux opérations de paiement sont mises en œuvre et calculées d'une manière neutre qui n'établit pas de discrimination à l'encontre des utilisateurs de services de paiement.

Article 74. – La résiliation.

- (1) L'utilisateur de services de paiement peut résilier le contrat-cadre à tout moment à moins que les parties ne soient convenues d'un délai de préavis. Un tel délai ne peut dépasser un mois.
- (2) Pour l'utilisateur de services de paiement, la résiliation d'un contrat-cadre conclu pour une durée déterminée supérieure à douze mois ou pour une durée indéterminée n'entraîne aucun frais après l'expiration d'une période de douze mois. Dans tous les autres cas, les frais de résiliation doivent être adaptés et en rapport avec les coûts.
- (3) Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut résilier un contrat-cadre conclu pour une durée indéterminée, moyennant un préavis d'au moins deux mois selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1).
- (4) Les frais régulièrement imputés pour la prestation de services de paiement ne sont dus par l'utilisateur de services de paiement qu'au prorata de la période échue à la date de résiliation du contrat. S'ils ont été payés à l'avance, ces frais sont remboursés au prorata.
- (5) Les dispositions du présent article sont sans préjudice des dispositions légales qui régissent le droit pour les parties de déclarer le contrat-cadre inexécutoire ou nul.

Article 75. – Les informations à fournir avant l'exécution d'opérations de paiement individuelles.

Pour toute opération de paiement individuelle relevant d'un contrat-cadre et initiée par le payeur, le prestataire de services de paiement fournit, à la demande du payeur, concernant cette opération de paiement spécifique, des informations explicites sur le délai d'exécution maximal et sur les frais qui doivent être payés par le payeur et, le cas échéant, la ventilation des montants des frais.

Article 76. – Les informations destinées au payeur concernant les opérations de paiement individuelles.

- (1) Après que le montant d'une opération de paiement individuelle a été débité du compte du payeur ou, lorsque le payeur n'utilise pas de compte de paiement, après réception de l'ordre de paiement, le prestataire de services de paiement du payeur fournit à celui-ci, sans tarder et selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1), les informations suivantes:
 - a) une référence permettant au payeur d'identifier chaque opération de paiement et, le cas échéant, les informations relatives au bénéficiaire;
 - b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise dans laquelle le compte de paiement du payeur est débité ou dans la devise utilisée dans l'ordre de paiement;
 - c) le montant de tous les frais appliqués à l'opération de paiement et, le cas échéant, leur ventilation, ou l'intérêt dû par le payeur;
 - d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du payeur et le montant de l'opération de paiement après cette conversion monétaire; et
 - e) la date de valeur du débit ou la date de réception de l'ordre de paiement.
- (2) Un contrat-cadre peut prévoir une condition selon laquelle les informations visées au paragraphe (1) doivent être fournies ou mises à disposition périodiquement, au moins une fois par mois, et selon des modalités convenues qui permettent au payeur de stocker les informations et de les reproduire à l'identique.

Article 77. – Les informations destinées au bénéficiaire concernant les opérations de paiement individuelles.

- (1) Après avoir exécuté une opération de paiement individuelle, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire fournit à celui-ci, sans tarder et selon les modalités prévues à l'article 70, paragraphe (1), les informations suivantes:
 - a) une référence permettant au bénéficiaire d'identifier l'opération de paiement et, le cas échéant, le payeur, ainsi que toute information communiquée lors de l'opération de paiement;

- b) le montant de l'opération de paiement exprimé dans la devise dans laquelle le compte de paiement du bénéficiaire est crédité;
 - c) le montant de tous les frais appliqués à l'opération de paiement et, le cas échéant, leur ventilation, ou l'intérêt dû par le bénéficiaire;
 - d) le cas échéant, le taux de change appliqué à l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du bénéficiaire et le montant de l'opération de paiement avant cette conversion monétaire; et
 - e) la date de valeur du crédit.
- (2) Un contrat-cadre peut prévoir une condition selon laquelle les informations visées au paragraphe (1) doivent être fournies ou mises à disposition périodiquement, au moins une fois par mois, et selon des modalités convenues qui permettent au bénéficiaire de stocker les informations et de les reproduire à l'identique.

TITRE IV: DROITS ET OBLIGATIONS LIES A LA PRESTATION ET A L'UTILISATION DE SERVICES DE PAIEMENT

CHAPITRE 1: DISPOSITIONS COMMUNES

Article 78. – Le champ d'application.

- (1) Lorsque l'utilisateur de services de paiement n'est pas un consommateur, les parties peuvent décider que l'article 79, paragraphe (1), l'article 81, paragraphe (3), ainsi que les articles 86, 88, 89, 90, 93 et 101 ne s'appliquent pas, en tout ou partie. Les parties peuvent également convenir d'un délai distinct de celui prévu à l'article 85.
- (2) La présente loi est sans préjudice de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

Article 79. – Les frais applicables.

- (1) Le prestataire de services de paiement ne peut imputer de frais à l'utilisateur de services de paiement pour l'accomplissement de ses obligations d'information ni pour l'exécution des mesures correctives et préventives en vertu du présent titre, sauf disposition contraire de l'article 92, paragraphe (1), de l'article 93, paragraphe (5), et de l'article 100, paragraphe (2). Ces frais sont convenus entre l'utilisateur de services de paiement et le prestataire de services de paiement et doivent être raisonnables et en rapport avec les coûts réels supportés par le prestataire de services de paiement.
- (2) Lorsqu'une opération de paiement n'implique pas de conversion monétaire, le bénéficiaire doit payer les frais prélevés par son prestataire de services de paiement et le payeur doit payer les frais prélevés par le sien.
- (3) Il est interdit au bénéficiaire de demander des frais au payeur pour l'utilisation d'un instrument de paiement donné.

Article 80. – La dérogation pour les instruments de paiement relatifs à des montants faibles et la monnaie électronique.

- (1) Dans le cas d'instruments de paiements qui, conformément au contrat-cadre, concernent exclusivement des opérations de paiement n'excédant pas 30 euros unitairement ou qui soit ont une limite de dépenses de 150 euros, soit stockent des fonds dont le montant n'excède à aucun moment 150 euros, les prestataires de services de paiement peuvent convenir avec leurs utilisateurs de services de paiement que:
 - a) l'article 83, paragraphe (1), point b), l'article 84, paragraphe (1), points c) et d) et l'article 88, paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent pas si l'instrument de paiement ne permet pas le blocage ou la prévention d'une autre utilisation de celui-ci;
 - b) les articles 86 et 87 et l'article 88, paragraphes (1) et (2), ne s'appliquent pas si l'instrument de paiement est utilisé de manière anonyme ou si le prestataire de services de paiement n'est pas en mesure, pour des raisons autres qui sont inhérentes à l'instrument de paiement, d'apporter la preuve qu'une opération de paiement a été autorisée;
 - c) par dérogation à l'article 92, paragraphe (1), le prestataire de services de paiement n'est pas obligé de notifier à l'utilisateur de services de paiement le refus de l'ordre de paiement si la non-exécution ressort du contexte;
 - d) par dérogation à l'article 93, le payeur ne peut pas révoquer l'ordre de paiement après avoir transmis l'ordre de paiement ou donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire;
 - e) par dérogation aux articles 96 et 97, d'autres délais d'exécution s'appliquent.
- (2) Pour les opérations de paiement nationales, les montants visés au paragraphe (1) sont doublés. Pour les instruments de paiement prépayés, les montants visés au paragraphe (1) sont de 500 euros.
- (3) Les articles 87 et 88 s'appliquent également à la monnaie électronique au sens de l'article 1^{er}, point 29), à moins que le prestataire de services de paiement du payeur n'ait pas la capacité de bloquer le compte de paiement ou de bloquer l'instrument de paiement.

CHAPITRE 2: AUTORISATION DES OPÉRATIONS DE PAIEMENT

Article 81. – Le consentement et le retrait du consentement.

- (1) Une opération de paiement n'est réputée autorisée que si le payeur a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement. Une opération de paiement peut être autorisée par le payeur avant ou, si le payeur et son prestataire de services de paiement en ont convenu ainsi, après son exécution.
- (2) Le consentement à l'exécution d'une opération de paiement ou d'une série d'opérations de paiement est donné sous la forme convenue entre le payeur et son prestataire de services de paiement.
En l'absence d'un tel consentement, l'opération de paiement est réputée non autorisée.
- (3) Le consentement peut être retiré par le payeur à tout moment, mais pas après le moment d'irrévocabilité prévue à l'article 93. Le consentement à l'exécution d'une série d'opérations de paiement peut aussi être retiré avec pour effet que toute opération de paiement postérieure doit être réputée non autorisée.
- (4) La procédure pour donner le consentement fait l'objet d'un accord entre le payeur et le prestataire de services de paiement.

Article 82. – La limitation de l'utilisation des instruments de paiement.

- (1) Lorsqu'un instrument de paiement spécifique est utilisé aux fins de donner le consentement, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir de limites de dépenses pour les opérations de paiement exécutées au travers dudit instrument de paiement.
- (2) Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut se réserver le droit de bloquer l'instrument de paiement, pour des raisons objectivement motivées ayant trait à la sécurité de l'instrument de paiement, à la présomption d'une utilisation non autorisée ou frauduleuse de l'instrument de paiement ou, s'il s'agit d'un instrument de paiement doté d'une ligne de crédit, au risque sensiblement accru que le payeur soit dans l'incapacité de s'acquitter de son obligation de paiement.
- (3) Dans ces cas, le prestataire de services de paiement informe le payeur, de la manière convenue, du blocage de l'instrument de paiement et des raisons de ce blocage, si possible avant que l'instrument de paiement ne soit bloqué et au plus tard immédiatement après, à moins que le fait de donner cette information ne soit pas acceptable pour des raisons de sécurité objectivement motivées ou soit interdite en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.
- (4) Le prestataire de services de paiement débloque l'instrument de paiement ou remplace celui-ci par un nouvel instrument de paiement dès lors que les raisons justifiant le blocage n'existent plus.

Article 83. – Les obligations de l'utilisateur de services de paiement liées aux instruments de paiement.

- (1) L'utilisateur de services de paiement habilité à utiliser un instrument de paiement a les obligations suivantes:
 - a) il utilise l'instrument de paiement conformément aux conditions régissant la délivrance et l'utilisation de cet instrument de paiement; et
 - b) lorsqu'il a connaissance de la perte, du vol, du détournement ou de toute utilisation non autorisée de son instrument de paiement, il en informe sans tarder son prestataire de services de paiement ou l'entité désignée par celui-ci.
- (2) Aux fins du paragraphe (1), point a), dès qu'il reçoit un instrument de paiement, l'utilisateur de services de paiement prend notamment toute mesure raisonnable pour préserver la sécurité de ses dispositifs de sécurité personnalisés.

Article 84. – Les obligations du prestataire de services de paiement liées aux instruments de paiement.

- (1) Le prestataire de services de paiement délivrant un instrument de paiement a les obligations suivantes:
 - a) il s'assure que les dispositifs de sécurité personnalisés de tout instrument de paiement ne sont pas accessibles à d'autres parties que l'utilisateur de services de paiement autorisé à utiliser cet instrument, sans préjudice des obligations de l'utilisateur des services de paiement énoncées à l'article 83;
 - b) il s'abstient d'envoyer tout instrument de paiement non sollicité, sauf dans le cas où un instrument de paiement déjà donné à l'utilisateur de services de paiement doit être remplacé;
 - c) il veille à la disponibilité, à tout moment, de moyens appropriés permettant à l'utilisateur de services de paiement de procéder à la notification prévue à l'article 83, paragraphe (1), point b) ou de demander le déblocage conformément à l'article 82, paragraphe (4); le prestataire de services de paiement fournit sur demande à l'utilisateur de services de paiement, pendant dix-huit mois à compter de la notification, les moyens de prouver qu'il a bien procédé à cette notification; et
 - d) il empêche toute utilisation de l'instrument de paiement après une notification effectuée en application de l'article 83, paragraphe (1), point b).
- (2) Le prestataire de services de paiement supporte le risque lié à l'envoi au payeur d'un instrument de paiement ou de tout dispositif de sécurité personnalisé de celui-ci.

Article 85. – La notification des opérations de paiement non autorisées ou mal exécutées.

L'utilisateur de services de paiement n'obtient du prestataire de services de paiement la correction d'une opération que s'il signale sans tarder à son prestataire de services de paiement qu'il a constaté une opération de paiement non autorisée ou mal exécutée donnant lieu à une revendication, y compris au titre de l'article 101, et au plus tard dans les treize mois suivant la date de débit, à moins que, le cas échéant, le prestataire de services de paiement n'ait pas fourni ou mis à disposition les informations relatives à cette opération de paiement conformément au titre III.

Article 86. – La preuve d'authentification et d'exécution des opérations de paiement.

- (1) Lorsqu'un utilisateur de services de paiement nie avoir autorisé une opération de paiement qui a été exécutée ou affirme que l'opération de paiement n'a pas été exécutée correctement, il incombe à son prestataire de services de paiement de prouver que l'opération en question a été authentifiée, dûment enregistrée et comptabilisée et qu'elle n'a pas été affectée par une déficience technique ou autre.
- (2) Lorsqu'un utilisateur de services de paiement nie avoir autorisé une opération de paiement qui a été exécutée, l'utilisation d'un instrument de paiement, telle qu'enregistrée par le prestataire de services de paiement, ne suffit pas nécessairement en tant que telle à prouver que l'opération de paiement a été autorisée par le payeur ou que celui-ci a agi frauduleusement ou n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 83.

Article 87. – La responsabilité du prestataire de services de paiement en cas d'opérations de paiement non autorisées.

- (1) Sans préjudice de l'article 85, en cas d'opération de paiement non autorisée, le prestataire de services de paiement du payeur doit rembourser immédiatement au payeur le montant de cette opération de paiement non autorisée et, le cas échéant, doit rétablir le compte de paiement débité dans l'état où il se serait trouvé si l'opération de paiement non autorisée n'avait pas eu lieu.
- (2) Une indemnisation financière complémentaire peut être déterminée conformément à la loi applicable au contrat conclu entre le payeur et son prestataire de services de paiement.

Article 88. – La responsabilité du payeur en cas d'opérations de paiement non autorisées.

- (1) Par dérogation à l'article 87, le payeur supporte, jusqu'à concurrence de 150 euros, les pertes liées à toute opération de paiement non autorisée consécutive à l'utilisation d'un instrument de paiement perdu ou volé ou, si le payeur n'est pas parvenu à préserver la sécurité de ses dispositifs de sécurité personnalisés, au détournement d'un instrument de paiement.
- (2) Le payeur supporte toutes les pertes occasionnées par des opérations de paiement non autorisées si ces pertes résultent d'un agissement frauduleux de sa part ou du fait que le payeur n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 83. Dans ce cas, le montant maximal visé au paragraphe (1) du présent article ne s'applique pas.
- (3) Sauf agissement frauduleux de sa part, le payeur ne supporte aucune conséquence financière résultant de l'utilisation d'un instrument de paiement perdu, volé ou détourné, survenue après la notification prévue à l'article 83, paragraphe (1), point b).
- (4) Si le prestataire de services de paiement ne fournit pas de moyens appropriés permettant, à tout moment, la notification de la perte, du vol ou du détournement d'un instrument de paiement, conformément à l'article 84, paragraphe (1), point c), le payeur n'est pas tenu, sauf agissement frauduleux de sa part, de supporter les conséquences financières résultant de l'utilisation de cet instrument de paiement.

Article 89. – Le remboursement d'opérations de paiement initiées par ou via le bénéficiaire.

- (1) Le payeur a droit au remboursement par son prestataire de services de paiement d'une opération de paiement autorisée initiée par ou via le bénéficiaire qui a déjà été exécutée, pour autant que les conditions suivantes soient remplies:
 - a) l'autorisation n'indiquait pas le montant exact de l'opération de paiement lorsqu'elle a été donnée, et
 - b) le montant de l'opération de paiement dépassait le montant auquel le payeur pouvait raisonnablement s'attendre en tenant compte du profil de ses dépenses passées, des conditions prévues par son contrat-cadre et des circonstances pertinentes dans ce cas.

A la demande du prestataire de services de paiement, le payeur fournit des éléments factuels en rapport avec ces conditions.

Le remboursement correspond au montant total de l'opération de paiement exécutée.

Pour les domiciliations de créances, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir dans le cadre d'un contrat-cadre que le payeur a droit au remboursement par son prestataire de services de paiement même si les conditions relatives au remboursement qui sont prévues dans le premier alinéa ne sont pas remplies.

- (2) Aux fins du paragraphe (1), premier alinéa, point b), le payeur ne peut toutefois invoquer des raisons liées à une opération de change si le taux de change de référence convenu avec son prestataire de services de paiement conformément à l'article 66, paragraphe (1), point d) et à l'article 71, point 3 b) a été appliqué.

- (3) Il peut être convenu dans le contrat-cadre entre le payeur et son prestataire de services de paiement que le payeur n'a pas droit à un remboursement lorsqu'il a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement directement à son prestataire de services de paiement et, le cas échéant, les informations relatives à la future opération de paiement ont été fournies au payeur ou mises à sa disposition de la manière convenue, quatre semaines au moins avant l'échéance, par le prestataire de services de paiement ou par le bénéficiaire.

Article 90. – Les demandes de remboursement d'opérations de paiement initiées par ou via le bénéficiaire.

- (1) Le payeur a le droit de présenter la demande du remboursement, visé à l'article 89, d'une opération de paiement autorisée initiée par ou via le bénéficiaire pendant une période de huit semaines à compter de la date à laquelle les fonds ont été débités.
- (2) Dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande de remboursement, le prestataire de services de paiement soit rembourse le montant total de l'opération de paiement, soit justifie son refus de rembourser, en indiquant au payeur qu'il peut alors saisir la Commission conformément à l'article 106 s'il n'accepte pas la justification donnée.

Le droit du prestataire de services de paiement, au titre du premier alinéa, de refuser le remboursement ne s'applique pas dans le cas visé à l'article 89, paragraphe (1), dernier alinéa.

CHAPITRE 3: EXÉCUTION DES OPÉRATIONS DE PAIEMENT

Section 1: Ordres de paiement et montants transférés

Article 91. – La réception des ordres de paiement.

- (1) Le moment de réception doit être le moment où l'ordre de paiement qui est transmis directement par le payeur ou indirectement par ou via un bénéficiaire est reçu par le prestataire de services de paiement du payeur. Si le moment de réception n'est pas un jour ouvrable pour le prestataire de services de paiement du payeur, l'ordre de paiement est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant. Le prestataire de services de paiement peut établir une heure limite proche de la fin d'un jour ouvrable au-delà de laquelle tout ordre de paiement reçu est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.
- (2) Si l'utilisateur de services de paiement qui initie l'ordre de paiement et son prestataire de services de paiement conviennent que l'exécution de l'ordre de paiement commencera un jour donné ou à l'issue d'une période déterminée ou le jour où le payeur a mis les fonds à la disposition de son prestataire de services de paiement, le moment de réception aux fins de l'article 96 est réputé être le jour convenu. Si le jour convenu n'est pas un jour ouvrable pour le prestataire de services de paiement, l'ordre de paiement est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

Article 92. – Le refus d'un ordre de paiement.

- (1) Lorsque le prestataire de services de paiement refuse d'exécuter un ordre de paiement, le refus et, si possible, les motifs de ce refus ainsi que la procédure à suivre pour corriger toute erreur factuelle l'ayant entraîné sont notifiés à l'utilisateur de services de paiement, à moins d'une interdiction en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.

Le prestataire de services de paiement fournit la notification ou la met à disposition selon les modalités convenues, dès que possible et, en tout cas, dans les délais prévus à l'article 96.

Le contrat-cadre peut prévoir la possibilité pour le prestataire de services de paiement d'imputer des frais pour une telle notification si le refus est objectivement justifié.

- (2) Lorsque toutes les conditions énoncées dans le contrat-cadre du payeur sont réunies, le prestataire de services de paiement du payeur ne refuse pas d'exécuter un ordre de paiement autorisé, que l'ordre de paiement soit initié par un payeur ou par ou via un bénéficiaire, à moins d'une interdiction en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale pertinente.
- (3) Aux fins des articles 96 et 101, un ordre de paiement dont l'exécution a été refusée est réputé non reçu.

Article 93. – L'irrévocabilité d'un ordre de paiement.

- (1) L'utilisateur de services de paiement ne peut pas révoquer un ordre de paiement une fois que cet ordre a été reçu par le prestataire de services de paiement du payeur, sauf disposition contraire du présent article.
- (2) Lorsque l'opération de paiement est initiée par ou via le bénéficiaire, le payeur ne peut pas révoquer l'ordre de paiement après avoir transmis l'ordre de paiement ou donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire.
- (3) Toutefois, en cas de domiciliation de créances et sans préjudice du droit à remboursement, le payeur peut révoquer l'ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour le débit des fonds.
- (4) Dans le cas visé à l'article 91, paragraphe (2), l'utilisateur de services de paiement peut révoquer un ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu.

- (5) Après expiration des délais visés aux paragraphes (1) à (4), l'ordre de paiement ne peut être révoqué que si l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement en sont convenus ainsi. Dans les cas visés aux paragraphes (2) et (3), le consentement du bénéficiaire est également requis. Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut imputer des frais pour la révocation.

Article 94. – Les montants transférés et les montants reçus.

- (1) Le prestataire de services de paiement du payeur, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire et les intermédiaires des prestataires de services de paiement doivent transférer le montant total de l'opération de paiement et s'abstiennent de prélever des frais sur le montant transféré.
- (2) Cependant, le bénéficiaire et son prestataire de services de paiement peuvent convenir que ce dernier déduit ses frais du montant transféré avant d'en créditer le bénéficiaire. Dans ce cas, le montant total de l'opération de paiement et les frais sont séparés dans l'information donnée au bénéficiaire.
- (3) Si des frais autres que ceux visés au paragraphe (2) sont déduits du montant transféré, le prestataire de services de paiement du payeur veille à ce que le bénéficiaire reçoive le montant total de l'opération de paiement initiée par le payeur. Au cas où l'opération de paiement est initiée par ou via le bénéficiaire, son prestataire de services de paiement veille à ce que le bénéficiaire reçoive le montant total de l'opération de paiement.

Section 2: Délai d'exécution et date de valeur

Article 95. – Le champ d'application.

- (1) La présente section s'applique:
 - a) aux opérations de paiement effectuées en euros;
 - b) aux opérations de paiement nationales effectuées dans la devise de l'Etat membre en dehors de la zone euro concerné; et
 - c) aux opérations de paiement entraînant une seule conversion entre l'euro et la devise officielle d'un Etat membre ne relevant pas de la zone euro, à condition que la conversion requise soit effectuée dans l'Etat membre ne relevant pas de la zone euro concerné et que, en cas d'opérations de paiement transfrontalières, le transfert transfrontalier s'effectue en euros.
- (2) La présente section s'applique aux autres opérations de paiement, à moins que l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement en soient convenus autrement, à l'exception de l'article 99, auquel les parties ne peuvent déroger. Cependant, lorsque l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement conviennent d'un délai plus long que ceux fixés à l'article 96 pour les opérations de paiement intracommunautaires, ce délai ne peut pas dépasser quatre jours ouvrables à compter du moment de réception tel que défini à l'article 91.

Article 96. – Les opérations de paiement effectuées vers un compte de paiement.

- (1) Le prestataire de services de paiement du payeur doit veiller à ce que, après le moment de réception tel que défini à l'article 91, le montant de l'opération de paiement soit crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant. Jusqu'au 1^{er} janvier 2012, le payeur et son prestataire de services de paiement peuvent convenir d'un délai différent ne pouvant excéder trois jours ouvrables. Ces délais sont prolongés d'un jour ouvrable supplémentaire dans le cas des opérations de paiement initiées sur support papier.
- (2) Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire doit attribuer une date de valeur à l'opération de paiement et doit en mettre le montant à la disposition sur le compte de paiement du bénéficiaire après que le prestataire de services de paiement a reçu les fonds conformément à l'article 99.
- (3) Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire doit transmettre un ordre de paiement initié par ou via le bénéficiaire au prestataire de services de paiement du payeur dans les délais convenus entre le bénéficiaire et son prestataire de services de paiement, permettant le règlement, en ce qui concerne la domiciliation de créances, à la date convenue.

Article 97. – Le cas dans lequel le bénéficiaire n'est pas titulaire d'un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement.

Lorsque le bénéficiaire n'est pas titulaire d'un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement, les fonds sont mis à la disposition du bénéficiaire par le prestataire de services de paiement qui reçoit les fonds destinés au bénéficiaire dans le délai déterminé à l'article 96.

Article 98. – Les espèces déposées sur un compte de paiement.

Lorsqu'un consommateur verse des espèces sur un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement, dans la devise de ce compte de paiement, le prestataire de services de paiement veille à ce que le montant versé soit mis à disposition et reçoive une date de valeur immédiatement après le moment de la réception de ces fonds. Lorsque l'utilisateur de services de paiement n'est pas un consommateur, le montant est mis à disposition et reçoit une date de valeur au plus tard le jour ouvrable suivant celui de la réception des fonds.

Article 99. – La date de valeur et la disponibilité des fonds.

- (1) Pour le compte de paiement du bénéficiaire, la date de valeur du crédit ne doit pas être postérieure à celle du jour ouvrable au cours duquel le montant de l'opération de paiement est crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

Le prestataire de services de paiement du bénéficiaire veille à ce que le montant de l'opération de paiement soit à la disposition du bénéficiaire immédiatement après que ce montant a été crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

- (2) Pour le compte de paiement du payeur, la date de valeur du débit ne doit pas être antérieure au moment où le montant de l'opération de paiement est débité de ce compte de paiement.

*Section 3: Responsabilité***Article 100. – Les identifiants uniques inexacts.**

- (1) Un ordre de paiement exécuté conformément à l'identifiant unique est réputé dûment exécuté pour ce qui concerne le bénéficiaire indiqué par l'identifiant unique.
- (2) Si l'identifiant unique fourni par l'utilisateur de services de paiement est inexact, le prestataire de services de paiement n'est pas responsable au titre de l'article 101 de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'opération de paiement.

Toutefois, le prestataire de services de paiement du payeur s'efforce, dans la mesure du raisonnable, de récupérer les fonds engagés dans l'opération de paiement.

Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut imputer des frais de recouvrement à l'utilisateur de services de paiement.

- (3) Si l'utilisateur de services de paiement fournit des informations en sus de celles qui sont définies à l'article 66, paragraphe (1), point a) ou à l'article 71, point 2 b), le prestataire de services de paiement n'est responsable que de l'exécution de l'opération de paiement conformément à l'identifiant unique fourni par l'utilisateur de services de paiement.

Article 101. – L'inexécution ou la mauvaise exécution.

- (1) Lorsqu'un ordre de paiement est initié par le payeur, son prestataire de services de paiement est, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, responsable de la bonne exécution de l'opération de paiement à l'égard du payeur, à moins qu'il ne puisse démontrer au payeur et, le cas échéant, au prestataire de services de paiement du bénéficiaire que le prestataire de services de paiement du bénéficiaire a reçu le montant de l'opération de paiement conformément à l'article 96, paragraphe (1), auquel cas c'est le prestataire de services de paiement du bénéficiaire qui est responsable de la bonne exécution de l'opération de paiement à l'égard du bénéficiaire.

Lorsque le prestataire de services de paiement du payeur est responsable au titre du premier alinéa, il restitue sans tarder au payeur le montant de l'opération de paiement non exécutée ou mal exécutée et, si besoin est, rétablit le compte de paiement débité dans la situation qui aurait prévalu si la mauvaise opération de paiement n'avait pas eu lieu.

Lorsque le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du premier alinéa, il met immédiatement le montant de l'opération de paiement à la disposition du bénéficiaire et, si besoin est, crédite le compte de paiement du bénéficiaire du montant correspondant.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée où l'ordre de paiement est initié par le payeur, le prestataire de services de paiement de celui-ci s'efforce immédiatement, sur demande, quelle que soit la responsabilité déterminée au titre du présent paragraphe, de retrouver la trace de l'opération de paiement et notifie le résultat de sa recherche au payeur.

- (2) Lorsqu'un ordre de paiement est initié par ou via le bénéficiaire, son prestataire de services de paiement est, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, responsable à l'égard du bénéficiaire de la bonne transmission de l'ordre de paiement au prestataire de services de paiement du payeur, conformément à l'article 96, paragraphe (3). Lorsque le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du présent alinéa, il retransmet immédiatement l'ordre de paiement en question au prestataire de services de paiement du payeur.

En outre, le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable à l'égard du bénéficiaire, sans préjudice de l'article 85, de l'article 100, paragraphes (2) et (3), et de l'article 104, du traitement de l'opération de paiement conformément aux obligations qui lui incombent au titre de l'article 99. Lorsque le prestataire de services de paiement du bénéficiaire est responsable au titre du présent alinéa, il veille à ce que le montant de l'opération de paiement soit mis à la disposition du bénéficiaire immédiatement après que le montant a été crédité sur le compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée pour laquelle le prestataire de services de paiement du bénéficiaire n'est pas responsable au titre des premier et deuxième alinéas, c'est le prestataire de services de paiement du payeur qui est responsable à l'égard du payeur. Le prestataire de services de

paiement du payeur dont la responsabilité est ainsi engagée restituée au payeur, si besoin est et sans tarder, le montant de l'opération de paiement non exécutée ou mal exécutée et rétablit le compte de paiement débité dans la situation qui aurait prévalu si la mauvaise opération de paiement n'avait pas eu lieu.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée où l'ordre de paiement est initié par ou via le bénéficiaire, le prestataire de services de paiement de celui-ci s'efforce immédiatement, sur demande, quelle que soit la responsabilité déterminée au titre du présent paragraphe, de retrouver la trace de l'opération de paiement et notifie le résultat de sa recherche au bénéficiaire.

- (3) En outre, les prestataires de services de paiement sont redevables, à l'égard de leurs utilisateurs de services de paiement respectifs, des frais dont ils sont responsables et des intérêts supportés par l'utilisateur de services de paiement du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'opération de paiement.

Article 102. – L'indemnisation financière complémentaire.

Toute indemnisation financière complémentaire par rapport à celle prévue par la présente section peut être fixée conformément à la loi applicable au contrat conclu entre l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement.

Article 103. – Le droit de recours.

- (1) Lorsque la responsabilité d'un prestataire de services de paiement au titre de l'article 101 est imputable à un autre prestataire de services de paiement ou à un intermédiaire, ledit prestataire de services de paiement ou intermédiaire indemnise le premier prestataire de services de paiement pour toutes pertes subies ou toutes sommes payées au titre de l'article 101.
- (2) Des indemnisations financières supplémentaires peuvent être fixées conformément aux conventions existant entre les prestataires de services de paiement et/ou les intermédiaires et conformément à la loi applicable à la convention qu'ils ont conclue.

Article 104. – L'absence de responsabilité.

La responsabilité prévue par les chapitres 2 et 3 du présent titre ne s'applique pas aux cas de circonstances anormales et imprévisibles échappant au contrôle de la partie invoquant la prise en compte de ces circonstances, dont les suites auraient été inévitables malgré tous les efforts déployés, ni lorsque le prestataire de services de paiement est lié par d'autres obligations légales prévues par des législations nationales ou communautaires.

CHAPITRE 4: PROTECTION DES DONNÉES

Article 105. – La protection des données.

Les systèmes de paiement et les prestataires de services de paiement sont autorisés à traiter, dans le respect de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, les données à caractère personnel lorsque cela est nécessaire pour garantir la prévention, la recherche et la détection des fraudes en matière de paiements.

CHAPITRE 5: PROCÉDURES DE RÉCLAMATION ET DE RECOURS EXTRAJUDICIAIRES EN VUE DU RÈGLEMENT DES LITIGES

Article 106. – Le recours extrajudiciaire et les réclamations.

- (1) La Commission est compétente pour recevoir les réclamations des clients des prestataires de services de paiement visés à l'article 1^{er}, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, des personnes bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48, des succursales et des agents établis au Luxembourg par des prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg, et pour intervenir auprès de ces prestataires et personnes, aux fins de régler à l'amiable ces réclamations.
- (2) Les utilisateurs de services de paiement et toute autre partie intéressée, y compris les associations de consommateurs, peuvent soumettre des réclamations à la Commission en cas de violation alléguée des dispositions des titres III à IV de la présente loi par des prestataires de services de paiement visés à l'article 1^{er}, point 37), points i) à iv) et agréés au Luxembourg, par des personnes bénéficiant d'une dérogation en vertu de l'article 48 ou par des succursales ou des agents établis au Luxembourg par des prestataires de services de paiement dont l'Etat membre d'origine est un Etat membre autre que le Luxembourg.

Le cas échéant et sans préjudice du droit de recours devant les tribunaux ordinaires, la réponse de la Commission informe le réclamant de l'existence de la procédure prévue au paragraphe (1).

- (3) En cas de litige transfrontalier, la Commission coopère, aux fins d'un règlement à l'amiable des réclamations, avec les entités des autres Etats membres habilitées à traiter des réclamations des utilisateurs de services de paiement en vertu de l'article 83, paragraphe 1 de la directive 2007/64/CE.
- (4) Les procédures du présent article s'exercent sans préjudice du droit de recours devant les tribunaux ordinaires.

TITRE V: LE CARACTERE DEFINITIF DU REGLEMENT DANS LES SYSTEMES DE PAIEMENT ET LES SYSTEMES DE REGLEMENT DES OPERATIONS SUR TITRES

Article 107. – Définitions.

Aux fins du présent titre on entend par:

- 1) «système»: un accord formel régi:
 - par le droit luxembourgeois, désigné par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifié par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière à la Commission européenne, ou
 - par le droit d'un autre Etat membre, désigné en tant que système et notifié à la Commission européenne par un Etat membre.

Sont en outre réputés constituer des systèmes les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- 2) «institution»:
 - un établissement de crédit au sens de l'article 4, point 1) de la directive 2006/48/CE agréé dans un Etat membre, y compris les établissements énumérés à l'article 2 de la directive 2006/48/CE, ou
 - une entreprise d'investissement au sens de l'article 4, paragraphe (1), point 1) de la directive 2004/39/CE agréée dans un Etat membre, à l'exclusion des établissements énumérés à l'article 2, paragraphe (1) de la directive 2004/39/CE, ou
 - un organisme à caractère public, ou une entreprise contrôlée opérant sous garantie de l'Etat, ou
 - toute entreprise ayant son siège social dans un pays tiers et dont les fonctions correspondent à celles des établissements de crédit ou des entreprises d'investissement communautaires visés aux tirets précédents,
 qui participe à un système et qui est chargé d'exécuter les obligations résultant d'ordres de transfert émis au sein de ce système.

Les entreprises

- qui participent à un système qui est surveillé conformément à la législation d'un Etat membre et qui n'exécutent que des ordres de transfert tels que définis au second tiret du point 10), ainsi que les paiements résultant de ces ordres, et
- qui sont chargées d'exécuter les obligations financières résultant d'ordres de transfert émis au sein d'un tel système,

sont considérées comme des institutions à condition qu'au moins trois participants de ce système entrent dans les catégories visées au premier alinéa, dès lors que cette assimilation est justifiée pour des raisons de risque systémique;

- 3) «contrepartie centrale»: une entité qui est l'intermédiaire entre les participants d'un système et qui agit comme contrepartie exclusive de ces participants en ce qui concerne leurs ordres de transfert;
- 4) «organe de règlement»: une entité qui met à la disposition des participants aux systèmes des comptes de règlement par lesquels les ordres de transfert dans ces systèmes sont liquidés et qui, le cas échéant, octroie des crédits à ces participants à des fins de règlement;
- 5) «chambre de compensation»: une organisation chargée du calcul de la position nette des participants;
- 6) «participant»: toute personne admise comme participant à un système, y compris une institution, une contrepartie centrale, un organe de règlement et une chambre de compensation.

Conformément aux règles de fonctionnement du système, le même participant peut agir en qualité de contrepartie centrale, de chambre de compensation ou d'organe de règlement ou exécuter tout ou partie de ces tâches.

Un participant indirect est à considérer comme un participant à condition qu'il soit connu du système, dès lors que cette assimilation est justifiée pour des raisons de risque systémique;

- 7) «participant indirect»: un établissement de crédit tel que défini au point 2), ayant une relation contractuelle avec une institution participant à un système, qui exécute des ordres de transfert tels que définis au premier tiret du point 10), qui permet à l'établissement de crédit précité de passer des ordres de transfert par l'intermédiaire du système;
- 8) «opérateur du système»: l'entité qui est en charge, seule ou avec d'autres, du bon fonctionnement du système et qui est l'interlocuteur désigné des autorités. Il peut s'agir d'un participant au système;
- 9) «titres»: les instruments visés à la section B de l'annexe II de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- 10) «ordre de transfert»:
 - une instruction donnée par un participant de mettre à la disposition d'un destinataire une somme d'argent par le biais d'une inscription dans les livres d'un établissement de crédit, d'une banque centrale ou d'un organe de règlement, ou toute instruction qui entraîne la prise en charge ou l'exécution d'une obligation de paiement telle que définie par les règles de fonctionnement du système, ou

- une instruction donnée par un participant de transférer la propriété d'un ou de plusieurs titres ou le droit à un ou plusieurs titres par le biais d'une inscription dans un registre, dans un compte, ou sous une autre forme;
- 11) «procédure d'insolvabilité»: toute mesure de règlement collectif prévue par la législation d'un Etat membre, ou d'un pays tiers, aux fins soit de liquider le participant, soit de le réorganiser dès lors que cette mesure implique la suspension ou une limitation des transferts ou des paiements;
- 12) «moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité»: le moment où l'autorité judiciaire ou administrative compétente d'un Etat membre ou d'un pays tiers rend sa décision;
- 13) «compensation»: la conversion des créances et des obligations résultant d'ordres de transfert qu'un ou plusieurs participants émettent en faveur d'un ou plusieurs autres participants ou reçoivent de ceux-ci en une créance ou en une obligation nette unique, de sorte que seule une créance nette peut être exigée ou une obligation nette peut être due;
- 14) «compte de règlement»: un compte auprès d'une banque centrale, d'un organe de règlement ou d'une contrepartie centrale utilisé pour le dépôt de fonds et de titres ainsi que pour le règlement de transactions entre participants d'un système.

Article 108. – Le champ d'application.

Le présent titre s'applique à tout système de paiement et à tout système de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres et notifiés à la Commission européenne par les soins du Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

Le présent titre s'applique en outre aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres que la Banque centrale du Luxembourg a notifiés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la Commission européenne conformément à l'article 34-3 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Article 109. – La désignation des systèmes.

- (1) Peut être désigné par la Banque centrale du Luxembourg en tant que système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel:
 - convenu entre trois participants ou davantage, auxquels peuvent s'ajouter un organe de règlement, une contrepartie centrale, une chambre de compensation ou un participant indirect, et comportant des règles communes ainsi que des procédures normalisées pour l'exécution des ordres de transfert entre participants,
 - que les participants ont choisi de soumettre au droit luxembourgeois,
 - qui compte parmi ses participants au moins une personne morale qui a son siège social au Luxembourg,
 - qui dispose, de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg, de règles de fonctionnement adéquates, et
 - qui désigne un opérateur du système qui a son siège social au Luxembourg ou dans un autre Etat membre.

Sous réserve du respect des conditions prévues au présent article, peut être désigné comme système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel qui consiste à exécuter des ordres de transfert tels que définis au second tiret de l'article 107, point 10) et qui, dans une mesure limitée, exécute des ordres relatifs à d'autres instruments financiers, dès lors que l'agrément d'un tel accord est justifié pour des raisons de risque systémique.

Peut également être désigné comme système de paiement ou système de règlement des opérations sur titres un accord formel entre deux participants, auxquels peuvent s'ajouter un organe de règlement, une contrepartie centrale, une chambre de compensation ou un participant indirect, lorsque les participants ont choisi de le soumettre au droit luxembourgeois, qu'il compte parmi ses participants au moins une personne morale qui a son siège social au Luxembourg et qu'il désigne l'opérateur du système, dès lors que l'agrément d'un tel accord est justifié pour des raisons de risque systémique.

- (2) Les systèmes doivent être organisés de manière à assurer le règlement ordonné des ordres de transfert. Leurs règles de fonctionnement doivent être adéquates au regard de la nature et du volume des activités et du nombre de participants envisagés. Ces règles doivent notamment:
 - définir les conditions d'admission et d'exclusion des participants au système,
 - définir les droits et obligations des participants découlant de leur participation au système,
 - définir le moment où un ordre de transfert est introduit dans le système,
 - fixer le moment à partir duquel un ordre de transfert ne peut plus être révoqué par un participant à ce système ou par un tiers,
 - préciser le mode de règlement des ordres de transfert,
 - établir les procédures de règlement applicables en situation ordinaire et en situations de crise,
 - établir des procédures de gestion des risques,
 - indiquer la juridiction compétente en cas de litige,
 - désigner la ou les personnes responsables qui indiquent à la Banque centrale du Luxembourg les participants au système ainsi que tout changement de ces participants,

- assurer le respect des obligations professionnelles définies dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, à savoir les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle conformément aux articles 3, 3-1, 3-2 et 3-3 de cette loi, les obligations d'organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et les obligations de coopération avec les autorités conformément à l'article 5 de cette loi.

- (3) Lorsqu'un système de paiement ou un système de règlement des opérations sur titres visé à l'article 108 ne remplit plus les exigences prévues au présent titre, la Banque centrale du Luxembourg en informe sans délai l'opérateur du système concerné et le Ministre ayant dans ses attributions la place financière.

La décision de la Banque centrale du Luxembourg peut être déférée, dans le délai d'un mois, sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Le Ministre ayant dans ses attributions la place financière informe la Commission européenne de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg reçu au titre du premier alinéa.

Article 110. – Les autorités compétentes.

- (1) Le Ministre ayant dans ses attributions la place financière notifie à la Commission européenne les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres désignés par la Banque centrale du Luxembourg.
- (2) La Banque centrale du Luxembourg désigne les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, qui répondent aux exigences du présent titre.

La Banque centrale du Luxembourg tient le tableau officiel des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108. Le tableau officiel est accessible sur le site Internet de la Banque centrale du Luxembourg et est régulièrement mis à jour. Il est publié au Mémorial au moins à chaque fin d'année.

La Banque centrale du Luxembourg veille au bon fonctionnement des systèmes visés à l'article 108 en application de l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

La Banque centrale du Luxembourg rend compte chaque année dans son rapport annuel de l'exercice de la mission qui lui incombe en vertu de l'article 2, paragraphe (5) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg et plus particulièrement, en vertu du présent titre.

Article 111. – Le caractère définitif du règlement dans les systèmes visés à l'article 108.

- (1) Un ordre de transfert ne peut plus être révoqué ou remis en cause par un participant à un système visé à l'article 108 ou par un tiers à partir du moment de son introduction dans ledit système. De même, à partir de ce moment, la compensation ne peut plus être remise en cause pour quelque raison que ce soit, nonobstant toute disposition législative, réglementaire, contractuelle ou usuelle qui prévoit l'annulation des contrats et des transactions conclus avant le moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

Le moment de l'introduction d'un ordre de transfert dans un système visé à l'article 108 est défini par les règles de fonctionnement dudit système.

- (2) Même en cas de procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant, les ordres de transfert et la compensation dans les systèmes visés à l'article 108 produisent leurs effets en droit entre parties et sont opposables aux tiers à condition que les ordres de transfert aient été introduits dans le système avant le moment de l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

Les ordres de transfert introduits dans un système après le moment de l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité et exécutés le jour de cette ouverture ne produisent leurs effets en droit entre parties et ne sont opposables aux tiers qu'à condition que l'opérateur du système, l'organe de règlement, la contrepartie centrale et la chambre de compensation puissent prouver, après le moment du règlement, qu'ils n'avaient pas connaissance et n'étaient pas tenus d'avoir connaissance de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

- (3) Une procédure d'insolvabilité ne peut avoir, sur les droits et obligations d'un participant qui découlent de sa participation à un système ou qui sont liés à cette participation, d'effet rétroactif par rapport au moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.
- (4) L'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant n'empêche pas l'utilisation des fonds ou titres disponibles sur le compte de règlement propre dudit participant pour permettre à celui-ci de s'acquitter de ses obligations dans le système au jour de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

Toute facilité de crédit dudit participant liée au système peut être utilisée moyennant une garantie existante et disponible pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations dans le cadre du système.

- (5) Tout compte de règlement auprès d'un opérateur de système ou d'un organe de règlement, de même que tout transfert, via un établissement de crédit de droit luxembourgeois ou étranger, à porter à un tel compte de règlement, ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un participant (autre que l'opérateur du système ou l'organe de règlement), une contrepartie ou un tiers.

Article 112. – La préservation des droits du titulaire de garanties constituées dans le cadre de systèmes de paiement ou systèmes de règlement d'opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1) ou dans le cadre d'opérations des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne contre les effets de l'insolvabilité de la partie ayant constitué les garanties.

- (1) Aux fins du présent article, «garantie» signifie tout élément d'actif réalisable, y compris de l'argent, fourni dans le cadre d'un nantissement, d'un accord de pension, d'un transfert fiduciaire ou d'un accord analogue, ou d'une autre manière, dans le but de garantir les droits et obligations susceptibles de se présenter dans le cadre d'un système au sens de l'article 107, point 1), ou fourni aux banques centrales des Etats membres ou à la Banque centrale européenne.
- (2) Les droits:
 - a) d'un participant sur les garanties constituées en sa faveur dans le cadre d'un système au sens de l'article 107, point 1) et
 - b) des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne sur les garanties constituées en leur faveur dans le cadre d'opérations effectuées en leur qualité de banques centrales ne sont pas affectés par une procédure d'insolvabilité à l'encontre du participant ou de la contrepartie des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne qui a constitué les garanties. Nonobstant toute disposition contraire prévue par la loi applicable à la procédure d'insolvabilité, ces garanties peuvent être réalisées pour satisfaire les droits couverts par ces garanties.
- (3) Lorsque des titres, y compris des droits sur des titres, sont constitués en garantie au bénéfice de participants ou de banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne, comme il est indiqué au paragraphe précédent, et que leur droit (ou celui de tout mandataire, agent ou tiers agissant pour leur compte) relatif à ces titres est inscrit légalement dans un registre, un compte ou auprès d'un système de dépôt centralisé situé dans un Etat membre, la détermination des droits de ces entités en tant que titulaires de la garantie relative à ces titres est régie par la législation de cet Etat membre.

Article 113. – L'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant à un système de paiement ou à un système de règlement des opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1).

- (1) Lorsqu'une procédure d'insolvabilité est ouverte à l'encontre d'un participant à un système visé à l'article 108, les droits et obligations découlant de sa participation ou liés à cette participation sont déterminés par la loi luxembourgeoise.
Lorsqu'une procédure d'insolvabilité est ouverte à l'encontre d'un participant luxembourgeois à un système au sens de l'article 107, point 1) d'un autre Etat membre, les droits et obligations découlant de sa participation ou liés à cette participation sont déterminés par la loi applicable audit système.
- (2) Lorsque, relativement à un participant luxembourgeois à un système au sens de l'article 107, point 1), le Tribunal est saisi d'une requête ou prononce un jugement qui, par application des chapitres 1 et 2 de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ou des dispositions visées à l'article 61, paragraphe (18) de cette loi, ont pour effet de suspendre les paiements de ce participant, le greffe du Tribunal notifie immédiatement à la Commission de surveillance du secteur financier et à la Banque centrale du Luxembourg la requête ou la décision en question, en précisant l'heure à laquelle elle a été déposée, respectivement prononcée.
Le greffe du Tribunal notifiera pareillement à la Commission de surveillance du secteur financier et à la Banque centrale du Luxembourg toute décision ultérieure dont l'effet serait de mettre fin à la suspension des paiements du participant, respectivement d'en modifier la base légale.
- (3) La Banque centrale du Luxembourg veille à son tour à notifier sans délai à l'opérateur du système visé à l'article 108 la requête ou la décision d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'égard d'un participant luxembourgeois.
Lorsqu'il s'agit d'un participant luxembourgeois à un système d'un autre Etat membre, la Banque centrale du Luxembourg notifie sans délai la décision à l'autorité compétente des autres Etats membres concernés chargée de la surveillance («oversight») dudit système, sans préjudice des dispositions de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.
Sans préjudice des dispositions de la partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la Banque centrale du Luxembourg est l'autorité compétente pour recevoir d'une autorité d'un autre Etat membre ou d'un pays tiers désignée à cet effet la notification de la décision d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité prise par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de cet Etat membre ou pays tiers à l'égard d'un participant à un système visé à l'article 108.

Article 114. – Le droit à l'information à l'égard des institutions luxembourgeoises participant à des systèmes de paiement ou à des systèmes de règlement des opérations sur titres au sens de l'article 107, point 1).

Toute personne y ayant un intérêt légitime peut exiger d'une institution au sens de l'article 107, point 2) établie au Luxembourg qu'elle lui indique les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres auxquels elle participe et lui fournisse des informations sur les principales règles auxquelles est assujéti le fonctionnement de ces systèmes.

Article 115. – Les obligations incombant aux opérateurs des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108.

Les opérateurs des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres visés à l'article 108 doivent indiquer à la Banque centrale du Luxembourg les participants aux systèmes, y compris tout participant indirect éventuel, ainsi que tout changement de ces personnes.

TITRE VI: DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIVES, ABROGATOIRES ET FINALES

Article 116. – Dispositions transitoires.

- (1) Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les personnes morales de droit luxembourgeois, qui ont commencé avant le 25 décembre 2007 à exercer, conformément au droit national en vigueur, l'activité d'établissement de paiement au sens de la présente loi sont autorisées à poursuivre cette activité au Luxembourg jusqu'au 30 avril 2011, sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la Commission. Si les personnes concernées n'ont pas obtenu l'agrément dans ce délai, il leur sera interdit, conformément à l'article 4, de continuer à fournir des services de paiement à partir du 1^{er} mai 2011.
- (2) Si la Commission a déjà la preuve que les personnes morales visées au paragraphe (1) respectent les exigences définies à la section 1 du chapitre 1 du titre II, elle peut demander par écrit au Ministre ayant dans ses attributions la Commission de leur accorder l'agrément. La Commission informe les personnes morales concernées avant d'adresser une demande d'agrément pour leur compte au Ministre ayant dans ses attributions la Commission.
- (3) Sans préjudice de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, les personnes physiques ou morales qui ont commencé avant le 25 décembre 2007 à exercer, conformément au droit national en vigueur, l'activité d'établissement de paiement au sens de la présente loi et pour lesquelles une dérogation est possible au titre de l'article 48, sont autorisées à poursuivre cette activité au Luxembourg jusqu'au 25 décembre 2010, sans qu'il soit fait usage d'une dérogation au titre de l'article 48 et de l'inscription au registre prévu à l'article 36, paragraphe (1). Si les personnes concernées n'ont pas obtenu dans ce délai une dérogation de la part de la Commission, il leur sera interdit, conformément à l'article 4, de continuer à fournir des services de paiement à partir du 26 décembre 2010.

Article 117. – Dispositions modificatives de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

La loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est modifiée comme suit:

- 1) Le point 9) de l'article 1^{er} est complété comme suit:
«, c'est-à-dire des personnes dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à fournir un ou plusieurs services d'investissement à des tiers et/ou à exercer une ou plusieurs activités d'investissement à titre professionnel;».
- 2) Le point 27) de l'article 1^{er} est modifié comme suit:
« «professionnels du secteur financier»: les établissements de crédit et les PSF;».
- 3) Le point 28) de l'article 1^{er} est modifié comme suit:
« «PSF»: les personnes dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à exercer à titre professionnel une activité du secteur financier ou une des activités connexes ou complémentaires visées à la sous-section 3 de la section 2 du chapitre 2 de la partie I de la présente loi, à l'exclusion des établissements de crédit et des personnes visées au paragraphe (2) de l'article 1-1 de la présente loi;».
- 4) Il est inséré, avant la partie I, un nouvel article 1-1 de la teneur suivante:
«Art. 1-1. Champ d'application.
(1) La présente loi s'applique aux établissements de crédit et aux PSF.
(2) Elle ne s'applique pas:
a) aux entreprises d'assurance ou de réassurance visées par la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
b) aux personnes qui fournissent un service d'investissement exclusivement à leur entreprise mère, à leurs filiales ou à une autre filiale de leur entreprise mère;
c) aux personnes qui fournissent un service relevant de la présente loi, exclusivement à une ou plusieurs entreprises appartenant au même groupe que la personne qui fournit le service, sauf dispositions spécifiques contraires;
d) aux personnes qui fournissent un service relevant du chapitre 2 de la partie I de la présente loi, si cette activité est exercée de manière accessoire dans le cadre d'une activité professionnelle et si cette dernière est régie par des dispositions législatives ou réglementaires ou par un code de déontologie régissant la profession, qui n'excluent pas la fourniture de ce service;
e) aux personnes qui ne fournissent aucun service d'investissement ou n'exercent aucune activité d'investissement autre que la négociation pour compte propre à moins que ces personnes ne soient des teneurs de marché ou ne négocient pour compte propre en dehors d'un marché réglementé ou d'un MTF de façon organisée, fréquente et systématique en fournissant un système accessible à des tiers en vue de conclure des transactions avec ces tiers;

- f) aux personnes dont les services d'investissement consistent exclusivement dans la gestion d'un système de participation des salariés;
 - g) aux personnes qui fournissent des services d'investissement qui ne consistent que dans la gestion d'un système de participation des salariés et la fourniture de services d'investissement exclusivement à leur entreprise mère, à leurs filiales ou à une autre filiale de leur entreprise mère;
 - h) aux membres du système européen de banques centrales, ni aux autres organismes nationaux à vocation similaire, ni aux autres organismes publics chargés de la gestion de la dette publique ou intervenant dans cette gestion;
 - i) aux organismes de placement collectif visés par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ou par la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, ni à leurs gestionnaires et conseillers;
 - j) aux fonds de pension visés par la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav ou d'assep ou aux fonds de pension soumis au contrôle du Commissariat aux assurances, ni à leurs gestionnaires d'actif et gestionnaires de passif;
 - k) aux personnes négociant des instruments financiers pour compte propre ou fournissant des services d'investissement portant sur des instruments dérivés sur matières premières ou des contrats sur instruments dérivés visés à l'annexe II, section B, point 10 aux clients de leur activité principale à condition que ces prestations soient, au niveau du groupe, accessoires par rapport à leur activité principale et que cette dernière ne consiste pas dans la fourniture de services d'investissement visés aux sections A et C de l'annexe II ou l'exercice de l'une ou plusieurs des activités visées à l'annexe I;
 - l) aux personnes fournissant des conseils en investissement dans le cadre de l'exercice d'une autre activité professionnelle qui n'est pas visée par les sous-sections 1 et 2 du chapitre 2 de la partie I de la présente loi à condition que la fourniture de tels conseils ne soit pas spécifiquement rémunérée;
 - m) aux personnes dont l'activité principale consiste à négocier pour compte propre des matières premières et/ou des instruments dérivés sur matières premières. La présente exemption ne s'applique pas lorsque les personnes qui négocient pour compte propre des matières premières et/ou des instruments dérivés sur matières premières font partie d'un groupe dont l'activité principale consiste dans la fourniture d'autres services d'investissement visés aux sections A et C de l'annexe II ou l'exercice de l'une ou plusieurs des activités visées à l'annexe I;
 - n) aux entreprises dont les services et/ou activités d'investissement consistent exclusivement à négocier pour compte propre sur un marché d'instruments financiers à terme ou d'options ou d'autres marchés dérivés et sur des marchés au comptant uniquement aux fins de couvrir des positions sur des marchés dérivés, ou qui négocient ou font un prix pour d'autres membres du même marché et qui sont couvertes par la garantie d'un membre compensateur de celui-ci. La responsabilité des contrats passés par ces entreprises doit être assumée par un membre compensateur du même marché;
 - o) aux organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), ni à leurs gestionnaires;
 - p) aux organismes de titrisation, ni aux représentants-fiduciaires intervenant auprès d'un tel organisme;
 - q) aux établissements de paiement visées par la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;
 - r) aux autres personnes exerçant une activité dont l'accès et l'exercice sont régis par des lois particulières.
- (3) Les droits que la directive 2004/39/CE du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers confère aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ne s'étendent pas à la fourniture de services en qualité de contrepartie dans les transactions effectuées par des organismes publics chargés de la gestion de la dette publique ou par des membres du système européen de banques centrales, dans le cadre des tâches qui leur sont assignées par le traité et par les statuts du système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne ou de fonctions équivalentes en vertu de dispositions nationales.»
- 5) Suite à l'insertion d'un nouvel article 1-1, l'actuel article 1-1 est renuméroté en article 1-2.
- 6) Au paragraphe (7) de l'article 3 le passage «Sans préjudice des sections 3 et 4 du présent chapitre et de l'article 18, paragraphe (2) de la loi relative aux marchés d'instruments financiers,» est remplacé par «Sans préjudice de la section 3 du présent chapitre, du chapitre 2 du titre II de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement et de l'article 18, paragraphe (2) de la loi relative aux marchés d'instruments financiers,».
- 7) Le paragraphe (2) de l'article 5 est modifié comme suit:
- «(2) L'établissement de crédit doit satisfaire aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1 dans le cadre de la prestation de services d'investissement et/ou de l'exercice d'activités d'investissement. Dans le cadre de son activité de banque dépositaire d'organismes de placement collectif, de fonds de pension, d'organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, l'établissement de crédit n'est pas soumis aux exigences précitées.»
- 8) La section 4 du chapitre 1 de la partie I est abrogée.

- 9) L'article 13 est remplacé par le texte suivant:
«Le présent chapitre s'applique à toute personne physique établie à titre professionnel au Luxembourg ainsi qu'à toute personne morale de droit luxembourgeois dont l'occupation ou l'activité habituelle consiste à exercer à titre professionnel une activité du secteur financier ou une des activités connexes ou complémentaires visées à la sous-section 3 de la section 2 du présent chapitre.»
- 10) Au début du paragraphe (1bis) de l'article 17 les termes «Le demandeur» sont remplacés par les termes «L'entreprise d'investissement».
- 11) Est ajouté au paragraphe (1bis) de l'article 17 un nouveau second alinéa de la teneur suivante:
«Le dispositif de gouvernance interne, les processus, les procédures et les mécanismes visés au présent article sont exhaustifs et adaptés à la nature, à l'échelle et à la complexité des activités de l'entreprise d'investissement.»
- 12) La première phrase du paragraphe (2) de l'article 17 est remplacée par le libellé suivant:
«L'entreprise d'investissement doit satisfaire aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1 pour les services d'investissement fournis et/ou les activités d'investissement exercées, ainsi que pour les services auxiliaires fournis tels que visés à la section C de l'annexe II.»
- 13) Le second alinéa du paragraphe (2) de l'article 17 est complété par la phrase suivante:
«L'organisation administrative et comptable et les procédures de contrôle interne sont exhaustives et adaptées à la nature, à l'échelle et à la complexité des activités d'un PSF autre qu'une entreprise d'investissement.»
- 14) Le paragraphe (3) de l'article 17 est abrogé.
- 15) Les articles 28-1 et 28-6 sont abrogés.
- 16) Au second alinéa de l'article 29, paragraphe (1), il y a lieu de remplacer la référence qui y est faite à l'article 13, paragraphe 2, lettre d) par une référence à l'article 1-1, paragraphe (2), lettre c).
- 17) Sont insérés dans le chapeau du paragraphe (1) de l'article 29-1 entre les acronymes «PSF» et «OPC» les mots «établissements de paiement,».
- 18) Sont insérés au premier tiret du paragraphe (1) de l'article 29-1 après «de PSF,» les mots «d'établissements de paiement,».
- 19) Sont insérés au paragraphe (1) de l'article 29-2 entre les acronymes «PSF» et «OPC» les mots «établissements de paiement,».
- 20) Sont insérés au paragraphe (1) de l'article 29-3 entre les acronymes «PSF» et «OPC» les mots «établissements de paiement,».
- 21) Sont insérés au premier alinéa du paragraphe (1) de l'article 29-4 entre les acronymes «PSF» et «OPC» les mots «établissements de paiement,».
- 22) Sont insérés au dernier alinéa du paragraphe (1) de l'article 29-4 après «au PSF,» les mots «à l'établissement de paiement,».
- 23) Le chapitre 5 de la partie I est abrogé.
- 24) Le paragraphe (1) de l'article 35 est abrogé.
- 25) Sont ajoutés à la fin du premier alinéa du paragraphe (4) de l'article 35 les mots suivants:
«conformément au paragraphe suivant.»
- 26) Il est ajouté à l'article 35 un nouveau paragraphe (5) de la teneur suivante:
«(5) Le chapitre 4 de la présente partie s'applique aux services d'investissement fournis et/ou aux activités d'investissement exercées par les établissements de crédit et par les entreprises d'investissement visés au paragraphe (4). Il s'applique en outre aux services auxiliaires fournis par les entreprises d'investissement. Dans le cadre de son activité de banque dépositaire d'organismes de placement collectif, de fonds de pension, d'organismes visés par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, l'établissement de crédit n'est pas soumis aux exigences organisationnelles définies à l'article 37-1.»
- 27) Le chapitre 1 de la partie II est abrogé.
- 28) Le paragraphe (2) de l'article 37 est abrogé et remplacé par le texte suivant:
«(2) Les fonds des clients doivent être déposés auprès de l'une quelconque des entités suivantes:
 - a) une banque centrale;
 - b) un établissement de crédit agréé au Luxembourg ou dans un autre Etat membre;
 - c) un établissement de crédit agréé dans un pays tiers;
 - d) un fonds du marché monétaire éligible.
 Les instruments financiers détenus par un PSF pour compte de ses clients peuvent être déposés sur un ou plusieurs comptes ouverts auprès d'un tiers pour autant que le PSF agisse avec toute la compétence, le soin et la diligence requis dans la sélection, la désignation et l'examen périodique de ce tiers et que des dispositions soient convenues avec ce tiers pour la tenue et la conservation de ces instruments financiers.»
- 29) La partie IIbis est abrogée.
- 30) La deuxième phrase de l'article 42 est supprimée.

- 31) La fin du paragraphe (2) de l'article 44-2 est modifiée comme suit:
- «— les autorités investies de la mission publique de surveillance des systèmes de paiement ou des systèmes de règlement des opérations sur titres, des informations destinées à l'exercice de leurs fonctions.»
- 32) Il est ajouté un nouveau paragraphe (5) à l'article 44-2 de la teneur suivante:
- «(5) En cas de situation d'urgence visée aux articles 50-1, paragraphe (6) et 51-6ter, paragraphe (6), la Commission peut communiquer des informations aux départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés aux fins de la prévention, de la gestion ou de la résolution d'une crise financière.»
- 33) Sont ajoutés au début de l'article 47 les mots suivants: «Sans préjudice du chapitre 1 du titre II de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement,».
- 34) Le chapitre 2bis de la partie III est abrogé.
- 35) L'article 48 est modifié comme suit:

«Art. 48. Définitions.

Aux fins du présent chapitre, on entend par:

- «compagnie financière holding»: un établissement financier dont les entreprises filiales sont exclusivement ou principalement des établissements de crédit ou des établissements financiers, l'une au moins de ces filiales étant un établissement de crédit, et qui n'est pas une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3);
 - «compagnie holding mixte»: une entreprise mère autre qu'une compagnie financière holding ou un établissement de crédit ou une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3), qui compte parmi ses filiales au moins un établissement de crédit;
 - «entreprise de services auxiliaires»: une entreprise dont l'activité principale consiste en la détention ou la gestion d'immeubles, en la gestion de services informatiques, ou en toute autre activité similaire ayant un caractère auxiliaire par rapport à l'activité principale d'un ou de plusieurs établissements de crédit ou d'une ou de plusieurs entreprises d'investissement;
 - «compagnie financière holding mère au Luxembourg»: une compagnie financière holding établie au Luxembourg qui n'est pas elle-même une filiale d'un établissement de crédit agréé au Luxembourg ou d'une autre compagnie financière holding établie au Luxembourg;
 - «compagnie financière holding mère dans l'UE»: une compagnie financière holding mère établie dans un Etat membre, qui n'est pas une filiale d'un établissement de crédit agréé dans un Etat membre ou d'une autre compagnie financière holding établie dans un Etat membre;
 - «établissement de crédit mère au Luxembourg»: un établissement de crédit agréé au Luxembourg qui a comme filiale un établissement de crédit ou un établissement financier, ou qui détient une participation dans un tel établissement, et qui n'est pas lui-même une filiale d'un autre établissement de crédit agréé au Luxembourg ou d'une compagnie financière holding établie au Luxembourg;
 - «établissement de crédit mère dans l'UE»: un établissement de crédit mère agréé dans un Etat membre, qui n'est pas une filiale d'un autre établissement de crédit agréé dans un Etat membre ou d'une compagnie financière holding établie dans un Etat membre.»
- 36) L'article 50-1, paragraphe (6) est modifié comme suit:
- «(6) Lorsque survient une situation d'urgence, notamment une évolution défavorable des marchés financiers, susceptible de menacer la stabilité du système financier dans l'un des Etats membres où des entités d'un groupe ont été agréées, et que la Commission est l'autorité compétente chargée d'exercer la surveillance sur une base consolidée en vertu de l'article 49, elle alerte, dès que possible, sous réserve des dispositions des articles 44 à 44-2, les banques centrales des Etats membres concernés et les départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés. Si possible, la Commission utilise les voies de communication définies existantes.»
- 37) L'article 51-2 est modifié comme suit:

«Art. 51-2. Définitions.

Aux fins du présent chapitre, on entend par:

- «établissement financier»: une entreprise autre qu'un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement, dont l'activité principale consiste à prendre des participations ou à exercer une ou plusieurs activités visées aux points 2 à 12 de la liste figurant à l'annexe I de la présente loi;
- «compagnie financière holding»: un établissement financier dont les filiales sont soit exclusivement ou principalement des entreprises d'investissement, soit d'autres établissements financiers, l'une au moins de ces filiales étant une entreprise d'investissement, et qui n'est pas une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3);
- «compagnie holding mixte»: une entreprise mère autre qu'une compagnie financière holding ou une entreprise d'investissement ou une compagnie financière holding mixte au sens de l'article 51-9, point 3), qui compte parmi ses filiales au moins une entreprise d'investissement;
- «entreprise de services auxiliaires»: une entreprise au sens de l'article 48;

- «compagnie financière holding mère au Luxembourg»: une compagnie financière holding qui n'est pas elle-même une filiale d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement agréé au Luxembourg ou d'une autre compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- «compagnie financière holding mère dans l'UE»: une compagnie financière holding mère dans un Etat membre, qui n'est pas une filiale d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement agréé dans un Etat membre ou d'une autre compagnie financière holding établie dans un Etat membre;
- «entreprise d'investissement mère au Luxembourg»: une entreprise d'investissement agréée au Luxembourg qui a comme filiale un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement, ou un établissement financier, ou qui détient une participation dans de tels établissements, et qui n'est pas elle-même une filiale d'un autre établissement de crédit ou d'une autre entreprise d'investissement agréé au Luxembourg ou d'une compagnie financière holding établie au Luxembourg;
- «entreprise d'investissement mère dans l'UE»: une entreprise d'investissement mère dans un Etat membre qui n'est pas une filiale d'un autre établissement agréé dans un Etat membre ou d'une compagnie financière holding établie dans un Etat membre.

Par ailleurs sont comprises, pour les besoins du présent chapitre dans les termes «entreprise d'investissement» les entreprises d'investissement de pays tiers à l'UE.»

38) L'article 51-6ter, paragraphe (6) est modifié comme suit:

«(6) Lorsque survient une situation d'urgence, notamment une évolution défavorable des marchés financiers, susceptible de menacer la stabilité du système financier dans l'un des Etats membres où des entités d'un groupe ont été agréées, et que la Commission est l'autorité compétente chargée d'exercer la surveillance sur une base consolidée en vertu de l'article 51-3, elle alerte, dès que possible, sous réserve des dispositions des articles 44 à 44-2, les banques centrales des Etats membres concernés et les départements compétents des Ministères des Finances des Etats membres concernés. Si possible, la Commission utilise les voies de communication définies existantes.»

39) Les troisième et quatrième phrases du paragraphe (1) de l'article 52 sont abrogées.

40) Le quatrième tiret de l'article 60 est modifié comme suit:

«– «établissement» signifie un établissement qui a la gestion de fonds de tiers. Sont visés les établissements de crédit, les commissionnaires, les gérants de fortunes, les professionnels intervenant pour compte propre, les distributeurs de parts d'OPC qui acceptent ou font des paiements, les preneurs d'instruments financiers et les teneurs de marché;».

41) Le paragraphe (9) de l'article 60-2 est modifié comme suit:

«(9) Le greffe informe immédiatement la Commission et la Banque centrale du Luxembourg de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission, à la Banque centrale du Luxembourg et à l'établissement par lettre recommandée.»

42) Le paragraphe (6) de l'article 61 est modifié comme suit:

«(6) Le greffe informe immédiatement la Commission et la Banque centrale du Luxembourg de la teneur du jugement. Il notifie le jugement à la Commission, à la Banque centrale du Luxembourg et à l'établissement par lettre recommandée.»

43) Le chapitre 4 de la partie IV est abrogé.

44) Le point 4 de l'annexe I est modifié comme suit:

«4. Services de paiement au sens de l'article 1^{er}, point 38) de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.»

45) Le point 5 de l'annexe I est modifié comme suit:

«5. Emission et gestion d'autres moyens de paiement (par exemple, chèques de voyage et lettres de crédit) dans la mesure où cette activité n'est pas couverte par le point 4.»

Article 118. – Dispositions modificatives de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

La loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme est modifiée comme suit:

1) Le point 1. du paragraphe (1) de l'article 2 est complété comme suit:

«et les établissements de paiement agréés ou autorisés à exercer leur activité au Luxembourg en vertu de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;».

2) Il est ajouté au paragraphe (1) de l'article 2 un nouveau point (1bis) de la teneur suivante:

«1bis. Les personnes physiques et morales bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 48 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;».

3) Le point 7. du paragraphe (1) de l'article 2 est modifié comme suit:

«les personnes énumérées au paragraphe (2) de l'article 1-1 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier à l'exception des points a), e), h), i), j), l), o), p), q) et r) de ce paragraphe;».

Article 119. – Dispositions modificatives de la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance.

La loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance est modifiée comme suit:

- 1) Le texte actuel de l'article 5 devient le nouveau paragraphe (1) de cet article.
- 2) Il est ajouté à l'article 5 un nouveau paragraphe (2) de la teneur suivante:
«(2) Lorsque la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement est également applicable, les dispositions en matière d'information de l'article 3, paragraphe (1) de la présente loi, à l'exception des points 2) c) à g), 3) a), d) et e), et 4) b), sont remplacées par les articles 65, 66, 70 et 71 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.»

Article 120. – Dispositions modificatives de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux.

La loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux est modifiée comme suit:

- 1) La première phrase de l'article 28 est complétée comme suit:
«, ainsi que la prestation de services de paiement et l'émission de moyens de paiement sous une forme électronique.»
- 2) Il est ajouté à l'article 28 un nouvel alinéa de la teneur suivante:
«L'article 53 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement est applicable à l'émission par l'entreprise des postes et télécommunications de moyens de paiement sous une forme électronique.»

Article 121. – Dispositions modificatives de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers.

La loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers est modifiée comme suit:

- 1) Le paragraphe (1) de l'article 27 est modifié comme suit:
«(1) Le présent article s'applique aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement de droit luxembourgeois, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement de droit étranger dans la mesure où ils fournissent des services d'investissement et/ou exercent des activités d'investissement, sans préjudice de l'article 1bis, paragraphe (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.»
- 2) Le paragraphe (1) de l'article 28 est modifié comme suit:
«(1) Le présent article s'applique aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement de droit luxembourgeois, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement de droit étranger dans la mesure où ils fournissent des services d'investissement et/ou exercent des activités d'investissement, sans préjudice de l'article 1bis, paragraphe (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.»

Article 122. – Dispositions modificatives de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

La loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le point 20) de l'alinéa premier de l'article 1^{er} est supprimé.
- 2) Il est inséré à la fin du point a) du paragraphe (1) de l'article 41 le bout de phrase suivant:
«au sens de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers,».
- 3) La dernière phrase du second alinéa du paragraphe (4) de l'article 77 est supprimée.

Article 123. – Dispositions modificatives de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier.

La loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier est modifiée comme suit:

- 1) A la fin du premier alinéa du paragraphe (1) de l'article 2 les mots «ainsi que des SICAR» sont remplacés par «, des SICAR ainsi que des établissements de paiement au sens de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.».
- 2) Le troisième alinéa du paragraphe (1) de l'article 2 est abrogé.
- 3) Il est ajouté un nouveau dernier alinéa au paragraphe (1) de l'article 2 de la teneur suivante:
«La Commission de surveillance du secteur financier est l'autorité compétente prévue par le règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération entre autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs («Règlement relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs»), pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs par les personnes soumises à sa surveillance.».

- 4) Il est ajouté à l'article 3-1 un second alinéa de la teneur suivante:

«Dans l'accomplissement de ses missions, la Commission prend en considération l'objectif d'une application convergente à l'échelon européen des dispositions communautaires et des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs aux services financiers, ainsi que les bonnes pratiques de surveillance et recommandations dégagées dans le cadre des dispositifs multilatéraux de supervision existant au niveau communautaire.».

Article 124. – Dispositions modificatives de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.

La loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg est modifiée comme suit:

- 1) Il est inséré à l'article 2 un nouveau paragraphe (5) de la teneur suivante:

«(5) Au vu de sa mission relative à la promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement, la Banque centrale veille à l'efficacité et à la sécurité des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres, ainsi qu'à la sécurité des instruments de paiement.

Les modalités de coordination et de coopération pour l'exercice de cette mission font l'objet d'accords entre la Banque centrale et la Commission de surveillance du secteur financier, dans le respect des compétences légales des parties.».

- 2) L'actuel paragraphe (5) de l'article 2 est renuméroté paragraphe (6) de ce même article.

- 3) L'article 15 est modifié comme suit:

«Art. 15. Le conseil de la Banque centrale propose au conseil des gouverneurs de la BCE un réviseur aux comptes conformément à la procédure prescrite par les Statuts du SEBC et de la BCE. A l'issue de la procédure d'agrément au niveau européen, le réviseur est nommé par le Gouvernement en conseil. Le réviseur aux comptes doit remplir les conditions requises pour l'exercice de la profession de réviseur d'entreprises agréé. Il est nommé pour cinq exercices financiers. Sa rémunération est à charge de la Banque centrale.».

- 4) Il est inséré après l'article 27-2 une nouvelle section de la teneur suivante:

«Les systèmes de paiement, les systèmes de règlement des opérations sur titres et les instruments de paiement

Art. 27-3. Aux fins de l'accomplissement de la mission définie à l'article 2, paragraphe (5), la Banque centrale peut demander aux systèmes de paiement et aux systèmes de règlement des opérations sur titres toute information relative au fonctionnement de ces systèmes dont elle a besoin pour apprécier leur efficacité et leur sécurité et elle peut demander aux émetteurs d'instruments de paiement toute information relative aux instruments de paiement dont elle a besoin pour apprécier leur sécurité.

La Banque centrale est habilitée à procéder à des visites sur place pour recueillir les informations visées au paragraphe (1). A cette fin elle se coordonne avec la Commission de surveillance du secteur financier.».

- 5) A l'article 33, paragraphe (2) les termes «, sous réserve de réciprocité,» sont supprimés.

Article 125. – Dispositions modificatives de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances.

La loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est modifiée comme suit:

- 1) Il est ajouté un nouveau second alinéa à l'article 2 de la teneur suivante:

«Le Commissariat est en outre l'autorité compétente prévue par le règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération entre autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs («Règlement relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs»), pour assurer le respect des lois protégeant les intérêts des consommateurs par les personnes soumises à sa surveillance.».

- 2) Il est ajouté à l'article 2-1 un second alinéa de la teneur suivante:

«Dans l'accomplissement de ses missions, le Commissariat prend en considération l'objectif d'une application convergente à l'échelon européen des dispositions communautaires et des dispositions nationales portant transposition d'actes communautaires relatifs au secteur des assurances, ainsi que les bonnes pratiques de surveillance et recommandations dégagées dans le cadre des dispositifs multilatéraux de supervision existant au niveau communautaire.».

Article 126. – Disposition abrogatoire.

Le titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique est abrogé.

Article 127. – Date d'entrée en vigueur.

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} novembre 2009.

Article 128. – Référence sous une forme abrégée.

Toute référence à la présente loi pourra se faire sous l'intitulé abrégé «loi relative aux services de paiement».

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre des Finances,
Luc Frieden

Doha, le 10 novembre 2009.
Henri

Doc. parl. 6015; sess. ord. 2008-2009, 2^{ième} sess. extraord. 2009 et sess. ord. 2009-2010; Dir. 2007/64/CE.

ANNEXE: SERVICES DE PAIEMENT (Article 1^{er}, point 38))

1. Les services permettant de verser des espèces sur un compte de paiement et toutes les opérations qu'exige la gestion d'un compte de paiement.
 2. Les services permettant de retirer des espèces d'un compte de paiement et toutes les opérations qu'exige la gestion d'un compte de paiement.
 3. L'exécution d'opérations de paiement, y compris les transferts de fonds sur un compte de paiement auprès du prestataire de services de paiement de l'utilisateur ou auprès d'un autre prestataire de services de paiement:
 - l'exécution de domiciliations de créances, y compris d'une créance unique;
 - l'exécution d'opérations de paiement par le biais d'une carte de paiement ou d'un dispositif similaire;
 - l'exécution de virements, y compris d'ordres permanents.
 4. L'exécution d'opérations de paiement dans le cadre desquelles les fonds sont couverts par une ligne de crédit accordée à l'utilisateur de services de paiement:
 - l'exécution de domiciliations de créances, y compris d'une créance unique;
 - l'exécution d'opérations de paiement par le biais d'une carte de paiement ou d'un dispositif similaire;
 - l'exécution de virements, y compris d'ordres permanents.
 5. L'émission et/ou l'acquisition d'instruments de paiement.
 6. Les transmissions de fonds (*money remittance*).
 7. L'exécution d'opérations de paiement, lorsque le consentement du payeur à une opération de paiement est donné au moyen de tout dispositif de télécommunication, numérique ou informatique et que le paiement est adressé à l'opérateur du système ou du réseau de télécommunication ou informatique, agissant uniquement en qualité d'intermédiaire entre l'utilisateur de services de paiement et le fournisseur de biens ou services.
-